

Les Temps Modernes

Collection dirigée par M. MERLEAU-PONTY et J.-P. SARTRE

DANIEL GUÉRIN

**Où va
LE PEUPLE
américain ?**



JULLIARD

DU MÊME AUTEUR

LA PESTE BRUNE A PASSÉ PAR LÀ..., 1933.
Nouvelle édition, 1945.

FASCISME ET GRAND CAPITAL, 1936.
Edition refondue, 1945.

LA LUTTE DE CLASSES SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE,
2 vol., 1946.

En préparation :

OÙ VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ?
vol. II.

DANIEL GUÉRIN

OÙ VA
LE PEUPLE
AMÉRICAIN?



RENÉ JULLIARD
30, rue de l'Université, 30
PARIS

Copyright 1950 by René Julliard, Paris.

IMPRIMÉ EN FRANCE

L'histoire que je présente ici est, telle que je la vois, une critique de notre civilisation américaine capitaliste-démocratique, la plus sévère critique, me semble-t-il, que l'on puisse écrire; mais, durant la rédaction du livre, mon attitude constante à l'égard de l'Amérique — ce vaste pays... aux immenses richesses naturelles et aux grandes beautés, au génie supérieur et au merveilleux équipement technique — a été, et reste, une attitude d'amour et de foi dans son ultime avenir.

LOUIS ADAMIC.
Dynamite, 1931.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 9

PREMIÈRE PARTIE : LA TYRANNIE

CHAPITRE UNIQUE

Le règne des monopoles aux États-Unis.

1. Naissance des monopoles, 19. — 2. La concentration depuis la dernière guerre, 27. — 3. Marchés monopolisés, 34. — 4. Les monopoles restreignent la production, 39. — 5. Les monopoles contre le développement régional, 45. — 6. Les monopoles sont irrationnels, 52. — 7. Les monopoles contre les services publics, 55. — 8. Les monopoles contre l'homme, 59. — 9. Domination politique des monopoles, 65. — 10. La « lutte » contre les monopoles, 72 (Les enquêtes, 75; les lois, 76).

DEUXIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE OUVRIÈRE

CHAPITRE PREMIER

Des KNIGHTS OF LABOR aux I.W.W.

1. Le premier soulèvement (1877), 85. — 2. Le grand soulèvement (1884-1886), 88. — 3. Déclin des *Knights of Labor*, 93. — 4. Le gompérisme, 97. — 5. Debs et l'*American Railway Union*, 102. — 6. La grève Pullman (1894), 106. — 7. John Mitchell et les mineurs d'anthracite, 109. — 8. La *Western Federation of Miners*, 115. — 9. « Mother » Jones, 117. — 10. Daniel De Leon, 120. — 11. Les *I.W.W.* (1905), 123. — 12. Les *wobblies*, 129.

CHAPITRE II

Des I.W.W. au C.I.O.

1. Le syndicalisme industriel et l'*A.F.L.*, 137. — La grève de l'acier (1919), 143. — 3. Les communistes dans les syndicats, 150. — 4. John L. Lewis entre en scène, 154. — 5. Le *N.R.A.*, 159. — 6. La carence de l'*A.F.L.*, 161

TABLE DES MATIÈRES

(L'automobile, 163; l'acier, 165; le caoutchouc, 167; le textile, 167); — 7. La fondation du C.I.O., 169. — 8. Les « radicaux » à l'œuvre, 173 (Les mineurs, 174; les staliniens, 175; les I.W.W., 180; le groupe de Muste, 181; les trotskystes, 182; le groupe de Lovestone, 185). — 9. Les occupations d'usines (1936-1937), 187. — 10. L'organisation de l'acier, 195.

CHAPITRE III

Dialectique du LABOR

Bureaucratisation et militantisme.

1. John L. Lewis canalise le mouvement, 201 (Dans l'automobile, 205; dans l'acier, 207; dans les autres industries, 209). — 2. La guerre et l'« union sacrée », 210; — 3. Lewis fait bande à part, 222. — 4. Walter Reuther et la grève de *General Motors* (1945-1946), 233. — 5. Batailles du rail et du charbon (1946), 243 (Bataille du rail, 244; bataille du charbon, 247). — 6. La loi Taft-Hartley, 250.

CHAPITRE IV

Dialectique du LABOR (suite).

Récents développements.

1. Bureaucratisation du C.I.O., 266. — 2. Élimination des staliniens : a) la première manche, 272. — 3. b) Trois syndicats perdus pour les staliniens, 278 (*National Maritime Union*, 278; *United Automobile Workers*, 280; *Transport Workers Union*, 285). — 4. La scission, 286. — 5. Au service de la « guerre froide », 293. — 6. La campagne d'organisation du Sud, 307. — 7. La pression de la base, 321 (Les mineurs, 322; l'acier, 325; l'automobile, 329). — 8. Vers l'unité ouvrière?, 331.

Références.

AVANT-PROPOS

Le monde entier a aujourd'hui les yeux tournés vers l'Amérique. Ce n'est pas, ce n'est plus seulement de la curiosité, un engouement, une mode, mais de la peur. Le monde regarde vers l'Amérique et l'interroge, car il a peur. Il tremble devant ce colosse qui détient le pouvoir de faire sauter la planète. Il observe avec effroi ces grands enfants qui jouent avec le feu, ces gnômes irresponsables, à la mentalité provinciale, ces alchimistes de Café du Commerce qui, de leur bureau de Washington, entre deux parties de base-ball, donnent l'ordre de désintégrer la matière.

Le monde tremble aussi devant l'Amérique à cause de sa puissance, de ses forteresses volantes et de son argent. Jamais, au cours de toute l'histoire, un empire aussi formidable n'était apparu sur la surface de la terre. A côté de lui, ceux d'Alexandre et de César, de Bonaparte et d'Adolf Hitler font piètre figure. Celui de Staline soutient-il la comparaison? Mystère! Car aujourd'hui la puissance se mesure en énergie atomique.

Cette peur revêt diverses formes. Les uns se disent qu'un tel géantisme pourrait bien finir par quelque terrible collision. D'autres saisissent avidement la pitance

qu'on leur tend, et se confondent en humbles remerciements, mais ils le font avec angoisse : ils se demandent pourquoi cette générosité, et ce qu'on attend d'eux en échange. Quant aux brigades des acclamations, qui chantent très haut la louange du bienfaiteur, c'est peut-être elles qui ont le plus peur : elles s'accrochent désespérément aux basques du géant qui les défendra contre le géant d'en face. Et, ce faisant, elles ne savent pas trop si elles sauvent vraiment leur peau ou si elles se suicident, si la « protection » américaine ne fera pas de leur sol natal le champ de bataille de la guerre à l'hydrogène. « L'Europe occidentale, écrit avec effroi le Monde, se trouve être militairement le point le plus exposé du globe¹. »

Mais dans cet intérêt que suscite aujourd'hui l'Amérique, il n'y a pas seulement de la peur. Nous comprenons de plus en plus clairement que le centre de gravité de la civilisation dite « occidentale » s'est déplacé, que ses modes de vie et de pensée, que ses mœurs, que ses conditions d'existence matérielle sont déterminés de l'autre côté de l'Atlantique. Pendant longtemps, nous nous sommes laissés « américaniser » insensiblement et presque sans nous en apercevoir. Aujourd'hui, le voile est levé. Nous découvrons et nous admettons que, non seulement sur le plan politique et économique, mais, dans une certaine mesure, sur le plan culturel, nous sommes devenus une colonie américaine. Et nous nous tournons avec humilité vers notre nouvelle « métropole ».

Pendant longtemps, la vieille Europe était restée convaincue de sa supériorité, fière de ses « valeurs ». Les Américains étaient à ses yeux des aventuriers frustes, sans passé, sans éducation, des gens qui ne savaient pas « vivre ». Aujourd'hui, dans son déclin et sa décrépitude, elle est

obligée d'admettre que, sur bien des points, elle a plus de leçons à recevoir que de leçons à donner.

J'ai donc fait, comme tant d'autres, le pèlerinage de la nouvelle Mecque. J'y suis resté un peu plus de deux ans *. J'ai parcouru tout le pays, coast to coast, comme on dit là-bas, des rivages de l'Atlantique à ceux du Pacifique, des terres encore vierges du Far-West aux vieux Etats balkaniques qui constituent le Sud-Est, visitant des usines, des syndicats ouvriers, des fermes, des taudis nègres. J'ai essayé d'y vivre, non en Français, mais en Américain. J'y ai partiellement réussi. Je ne me suis jamais ennuyé. J'ai accumulé les impressions et les sensations les plus excitantes, au point que, depuis mon retour, l'Europe me paraît vieillotte, pétrifiée et fade. Mais tout cela n'était qu'à fleur de peau, si je puis dire. Et de ce divertissement on ne trouvera pas grand'chose dans ce livre. Un certain temps s'est écoulé avant que je ne prenne tout à fait au sérieux l'objet de mon étude, avant que je n'éprouve pour lui une passion profonde, exclusive, comme celle que m'inspira, par exemple, la Révolution française.

Cette passion m'est venue lorsque j'ai cru découvrir la raison véritable pour laquelle l'Amérique mérite aujourd'hui que les yeux du monde se tournent vers elle. Oui, certes, elle détient la clé de notre avenir. Mais pas exactement de la façon que nous croyons. Elle ne doit pas capter seulement notre attention parce qu'elle a fissionné l'atome, parce qu'elle est riche et puissante et envahissante, parce qu'elle entretient dix mille employés à Paris et nous « supervise » de ses bureaux de l'avenue Gabriel et de la rue Saint-Florentin, ou parce qu'elle nous approvisionne en films et en romans, en frigidaires et en voitures. Mais parce que la société future, celle à laquelle aspire, depuis

* Grâce à une Bourse d'Etudes du Ministère des Affaires Etrangères.

des générations, l'avant-garde de l'humanité, est en train de prendre forme dans son sein. « C'est là, écrivait le vieux Tocqueville, que les hommes civilisés devaient essayer de bâtir la société sur des fondements nouveaux². »

Fondements pas absolument nouveaux, certes, puisque les Etats-Unis ont été créés, par des Européens, sur la base orthodoxe de la propriété privée et du capitalisme, mais très différents tout de même de ceux de la vieille Europe. L'Amérique ne traîne pas au pied le boulet de l'héritage féodal : la société n'y est donc pas hiérarchisée. L'Amérique, contrairement à nos pays super-centralisés et bureaucratisés d'Europe, a une tradition vivace de démocratie directe, de démocratie à la base et une méfiance profondément enracinée de l'Etat. L'Amérique est un creuset où toutes les races, toutes les nationalités du monde apprennent (non sans des heurts atroces, bien sûr) à vivre ensemble et à se fondre. Enfin, l'Amérique, grâce à la production en série et au niveau élevé de sa technique, est en train de créer les fondements matériels d'un type de civilisation comme il n'en avait jamais encore existé sur la planète : une civilisation de masses, une civilisation pour tous et non, comme dans la vieille Europe, pour une petite minorité de privilégiés.

Sans doute, cette ébauche d'une société meilleure est-elle compromise, faussée, viciée à la racine par la domination qu'exerce sur l'Amérique une poignée de gigantesques monopoles industriels et bancaires. Tout ce qu'il y a de bon et de grand aux Etats-Unis est annihilé, contaminé par ce cancer. La concentration économique, je le montrerai, s'y est accélérée considérablement ces dernières années, et elle a atteint un degré jamais approché nulle part, même en Allemagne hitlérienne. « L'aristocratie manufacturière, anticipait Tocqueville, que nous voyons

s'élever sous nos yeux, est une des plus dures qui aient paru sur la terre³. » Ces monstres tendent à instituer une féodalité dans un pays qui n'avait jamais été féodal. Ces monstres corrompent et étouffent la démocratie. Ces monstres retardent la fusion des races en les jouant les unes contre les autres. Ces monstres détournent la production de masse de son véritable objet, en la faisant servir à la production de gigantesques profits; et l'accumulation, puis le réinvestissement de ces profits sont une source permanente de trouble et de désordre, une cause permanente de crises économiques, d'expansions impérialistes et de guerres.

Mais ces monopoles ne sont pas éternels, et ils ne sont pas invincibles. Ils ont déjà engendré leur propre négation. Un des plus grands événements de l'histoire du xx^e siècle est sans doute la naissance récente du syndicalisme industriel aux Etats-Unis. Les travailleurs des industries de base n'avaient jamais été organisés, pour des raisons qui seront analysées au cours du présent ouvrage. Ils le sont aujourd'hui. La classe ouvrière américaine, le Labor, constitue, malgré ses divisions et ses faiblesses, un pouvoir formidable. Pouvoir qui, à l'heure actuelle, se manifeste chaque jour dans des conflits sociaux homériques. Sur le plan politique, les dernières élections ont démontré qu'un candidat à la fonction présidentielle ne pouvait plus être élu que s'il avait l'appui du Labor. Comme l'écrit une revue d'avant-garde américaine : « Le monde aujourd'hui est étonné, aussi bien qu'épouvanté, devant le pouvoir militaire que Wall Street a déchainé. Les peuples de l'univers doivent être également étonnés — un étonnement fait d'admiration et de solidarité — devant la puissance de la classe ouvrière américaine⁴. »

Les Etats-Unis présentent vraiment aujourd'hui le phénomène classique du « double pouvoir » : celui des mono-

poles et celui du Labor. Tous deux sont trop puissants, et l'un des deux est de trop. Qui, par exemple, gouverne aujourd'hui l'industrie du charbon : les propriétaires de mines ou John L. Lewis? Le « double pouvoir », toutes les expériences historiques le prouvent, est une situation essentiellement transitoire. L'un des deux doit, tôt ou tard, éliminer l'autre. Il est vraisemblable que le Labor, aidé par les autres victimes du Grand Capital, les fermiers pauvres et les nègres, finira par l'emporter sur les monopoles. Cette grande transformation sociale prendra-t-elle l'aspect d'une crise violente ou d'une évolution graduelle? Il est difficile de le prédire. Et celui qui, sans verser pour autant dans les illusions pacifistes et réformistes, n'aime pas la violence pour la violence et a le respect de la vie humaine, doit souhaiter qu'un choc brutal soit épargné au peuple américain, car, s'il se produisait, il serait terrible. L'Amérique, assagée seulement en surface, est toujours un pays violent. Le « talon de fer⁵ » des grands monopoles comme le poing nu du Travail peuvent y frapper dur. Mais, quelles que soient les conditions dans lesquelles s'accomplira cette transformation, il semble bien que la société américaine (bien qu'elle rejette encore aujourd'hui le credo socialiste) aille, d'une façon empirique, pragmatique, aveugle, lente mais sûre, vers le socialisme — vers une démocratie de producteurs dont les syndicats ouvriers forment, dès aujourd'hui, l'embryon.

Notre avenir à tous se joue donc pour une large part de l'autre côté de l'Atlantique. Comme l'écrit la même revue d'avant-garde, déjà citée : « La question : socialisme ou capitalisme, ne sera pas résolue définitivement avant qu'elle ne le soit aux Etats-Unis... Les batailles décisives pour le futur commun de l'humanité seront livrées aux Etats-Unis⁶... »

Contrairement à tant d'autres de mes contemporains, je ne crois pas que le sort de l'humanité dépende de l'issue d'une troisième guerre mondiale car, quel qu'en soit le « vainqueur », cette catastrophe nous ferait retomber dans la barbarie. Par contre, j'estime que le sort de l'humanité est en jeu dans le grand combat que le peuple américain engage contre ses propres trusts.

L'objet du présent ouvrage est l'étude des forces progressives qui, aux Etats-Unis, sont susceptibles de s'unir contre la domination des monopoles. Le premier volume comprend deux parties : I. - La Tyrannie, qui décrit le règne des monstres. II. - La Révolte ouvrière, qui traite de la principale force anti-trusts : le syndicalisme ouvrier. Un second volume, actuellement en préparation, comprendra trois parties : I. - La Révolte agraire. — II. - La Révolte nègre. III. - Conclusions. Dans cette dernière partie, après avoir posé les Problèmes du socialisme américain, c'est-à-dire recherché comment les ouvriers, les fermiers pauvres, les nègres tendent — et tendront de plus en plus — à faire front contre l'opresseur commun, on s'efforcera de tracer les linéaments de la Civilisation de masses dont l'Amérique apporte aujourd'hui l'espoir au monde.*

* L'actualité est suivie, dans le présent volume, jusqu'au début de 1950. Le volume II contiendra un Index des noms cités dans l'ensemble de l'ouvrage.



PREMIÈRE PARTIE

LA TYRANNIE



CHAPITRE UNIQUE

LE RÈGNE DES MONOPOLES AUX ÉTATS-UNIS

1. *Naissance des monopoles.* — 2. *La concentration depuis la dernière guerre.* — 3. *Marchés monopolisés.* — 4. *Les monopoles restreignent la production.* — 5. *Les monopoles contre le développement régional.* — 6. *Les monopoles sont irrationnels,* — 7. *Les monopoles contre les services publics.* — 8. *Les monopoles contre l'homme.* — 9. *Domination politique des monopoles.* — 10. *La « lutte » contre les monopoles.*

1

Naissance des monopoles.

Je vais raconter ici comment s'est formée et développée la plus colossale entreprise de domination ploutocratique des hommes, comment sont nés, ont grandi et ont atteint la monstrueuse puissance qu'ils étalent aujourd'hui, les monopoles capitalistes qui dominent le peuple américain et le monde. Je vais le faire sans intention polémique, avec le seul souci de la vérité et en m'appuyant toujours sur une documentation puisée aux sources.

Le lecteur m'excusera si je suis obligé, tout d'abord, de remonter assez loin en arrière. Cette incursion dans le passé sera aussi brève que possible. Ses yeux, comme les miens, sont tournés surtout vers le présent et, encore bien davantage, vers le futur.

En fait, le capitalisme d'Outre-Atlantique est né avec la

colonisation du continent américain. La fondation des colonies d'Amérique du Nord n'a pas eu le caractère idyllique qu'on veut bien lui attribuer. Les immigrants, grands et petits, quittèrent les rivages d'Europe avec l'appui financier de capitalistes de Londres, et, s'ils apportèrent avec eux l'idée de la démocratie politique, ils n'instituèrent pas une démocratie basée sur l'égalité des conditions. Ils reproduisirent de l'autre côté de l'Atlantique la structure de classes de la mère-patrie¹. Si diverses circonstances donnèrent à la colonisation dans le Nord et dans le Sud des caractères sensiblement différents, l'une et l'autre furent, dès l'origine, marquées du sceau du capitalisme. Les premières colonies, surtout celles du Sud, furent conçues comme des entreprises purement commerciales par des sociétés mercantiles assoiffées de profits². Les premiers colons, surtout dans le Sud, furent de riches propriétaires fonciers, exploitant une main-d'œuvre blanche à demi servile³. Mais les puritains du Nord n'avaient pas moins la mentalité d'hommes d'affaires. Si les colonies du Sud étaient dominées par des planteurs, celles du Nord l'étaient par des marchands et des armateurs. Les immigrants (même ceux du Nord), tout bons chrétiens qu'ils se disaient, s'accommodèrent fort bien de l'esclavage et remplacèrent rapidement (surtout dans le Sud) leurs serfs blancs par des esclaves noirs⁴.

Cependant, après aussi bien qu'avant la proclamation de l'indépendance, nous assistons à une lutte de classes entre capitalistes et non-possédants : d'une part, les marchands et riches propriétaires fonciers ; de l'autre, les artisans, salariés et fermiers⁵. La bataille eut pour enjeu la structure et le régime politiques des États-Unis. Les porte-parole des classes pauvres donnèrent à la première Constitution un caractère fortement décentralisé⁶. Mais les possédants (marchands aussi bien que planteurs) avaient intérêt à un gouvernement fédéral fort, et ils l'obtinrent finalement dans la Constitution de 1787, aujourd'hui encore en vigueur, bien qu'amendée. Le grand historien Charles Beard a lumineusement dégagé, au grand scandale des philistins, l'esprit foncièrement capitaliste et réactionnaire de ce texte sacro-saint⁷.

Les choses allèrent plus loin. Sous l'énergique impulsion d'Alexandre Hamilton, la domination de la bourgeoisie capitaliste fut consolidée par toute une série de mesures destinées à favoriser le développement de l'industrie et à asseoir le

crédit sur des bases solides. Cependant, cette politique provoqua une scission entre les capitalistes (marchands, manufacturiers, armateurs) et les planteurs. Ces derniers, sous la direction de Thomas Jefferson, s'unirent aux fermiers pauvres contre la dictature de Hamilton. Le Grand Capital fut écarté du pouvoir. Les débiteurs l'emportèrent sur les créanciers. Mais, bientôt, les planteurs durent faire une plus large place, au sein de la coalition agraire, aux petits fermiers (et notamment à ceux qui s'étaient attaqués à la colonisation des immenses terres vierges de l'Ouest). Et la vague de fond de la démocratie rurale porta à la présidence, en 1828, Andrew Jackson, né dans une famille de fermiers pauvres, mais devenu un planteur esclavagiste⁸.

Pendant cette période intermédiaire, qu'on a baptisée « l'âge de Jackson », les travailleurs et petits fermiers jouèrent un rôle politique croissant et obtinrent la substitution du suffrage universel au suffrage censitaire. La petite propriété agricole et artisanale fit reculer l'influence des marchands et des banquiers. Les Etats-Unis offrirent au monde le spectacle d'une démocratie où l'inégalité des conditions n'était pas trop flagrante⁹. Tocqueville, en 1831, voulut regarder ce phénomène de ses propres yeux, et en revint très impressionné : « On n'y voit ni vastes métropoles, ni richesses immenses, ni grandes misères », écrivit-il¹⁰. L'usine était encore de dimensions modestes, l'industrie fortement décentralisée, la banque (dont le développement fut, temporairement, entravé par Jackson) ne jouait pas encore un rôle décisif dans la vie économique¹¹. Les vastes communautés agricoles de l'Ouest jouissaient d'une égalité relative des conditions économiques. 80 % des producteurs américains possédaient eux-mêmes leurs instruments de production¹².

Cependant, le pouvoir, sous Jackson, n'appartint pas réellement au « peuple », comme les historiens bourgeois libéraux le prétendent. La base du jacksonisme était une coalition entre planteurs du Sud et petits fermiers. Sous le voile d'une démocratie égalitaire, l'aristocratie esclavagiste détenait la réalité du pouvoir¹³.

En outre, cette démocratie de petits producteurs, si elle était opposée aux formes nouvelles du capitalisme, en acceptait les relations fondamentales : production en vue du profit et du marché, liberté d'entreprise et concurrence. De ces rela-

tions mêmes surgirent, comme Tocqueville l'avait prédit avec une clairvoyance remarquable, l'essor de la grande industrie et la constitution d'une « aristocratie manufacturière ¹⁴ ». Déjà, entre 1820 et 1830, grâce au progrès technique, les industries textile et métallurgique se développèrent à pas de géants. Les premières sociétés par actions dont le capital dépassa un million de dollars furent fondées à cette époque. A New-York, dans les années 1840, 79 personnes possédaient des fortunes d'au moins 500.000 dollars, 19 étaient millionnaires. En 1859, il y avait déjà deux millions de salariés dans l'industrie et le commerce ¹⁵. L'industrialisation transforma la structure sociale du pays. Dès le milieu du XIX^e siècle, le revenu annuel de l'industrie dépassait celui de l'agriculture ¹⁶. Les planteurs du Sud, dont une partie s'était réconciliée avec le capitalisme industriel et financier contre la marée plébéienne du jacksonisme, entrèrent en conflit avec les capitaines d'industries du Nord, qui voulaient détruire la base même de leur pouvoir économique, fondé sur l'esclavage et le libre échange. Et la démocratie rurale, qui entendait continuer à coloniser l'Ouest sans s'y heurter à une extension de l'esclavage, s'unit aux capitalistes « Nordistes ». Les esclavagistes « Sudistes » se trouvèrent isolés et, au terme de la guerre de Sécession, finalement vaincus.

La guerre donna un coup de fouet inouï à l'essor industriel. Payée par le peuple, elle enrichit, de façon éhontée, les magnats de la métallurgie, les bénéficiaires de commandes de guerre, les spéculateurs ¹⁷. Lincoln, peu avant d'être assassiné, pressentit avec angoisse que le résultat de la guerre serait la domination des puissances d'argent et la concentration de la richesse en un petit nombre de mains ¹⁸. La libre concurrence, qui, tout d'abord, avait morcelé la vie économique en des milliers de cellules indépendantes, aggloméra ensuite ces dernières en de puissantes unités industrielles. La petite manufacture céda le pas à l'usine géante. La concentration de l'épargne entre les mains des banques leur permit de contrôler l'industrie. A l'ère du libéralisme économique succéda celle des monopoles.

En 1850, la fortune nationale s'élevait à un peu plus de 7 milliards de dollars et était encore répartie assez équitablement parmi la population; en 1890, elle dépassa 65 milliards, dont plus de la moitié était concentrée entre les mains de 40.000 familles, soit le tiers de 1 % de la population.

En 1850, 55 % de la richesse des Etats-Unis consistait en fermes; en 1890, les fermes comptaient pour moins de 24 % dans la richesse du pays¹⁹. L'âge de la démocratie agraire fut remplacé par le *Gilded Age**, où quelques dynasties de familles ploutocratiques dominèrent toute la vie d'une grande nation.

Dès la fin de la guerre de Sécession, la concentration industrielle reçut une impulsion foudroyante. Les chemins de fer furent construits avec une hâte fiévreuse, qui s'accompagna d'une spéculation immobilière éhontée. Les Gould, Vanderbilt, Huntington, Hill et Harriman s'assurèrent, après 1870, une emprise complète sur les réseaux ferroviaires des Etats-Unis. La « frontière » de l'Ouest, dernier refuge du petit producteur indépendant, fut grignotée, puis finalement absorbée dans cet essor irrésistible²¹. La révolution industrielle alla de pair avec la concentration. Successivement, les industries de l'acier, du pétrole, du tabac, du cuivre, des machines agricoles, etc., entrèrent dans la danse infernale. En 1894, un écrivain, Henry Demarest Lloyd, dressa, dans son *Wealth against Commonwealth*, le premier bilan de la concentration monopolistique, et aussi, contre elle, le premier réquisitoire. A l'aube du xx^e siècle, en 1901, le banquier John Pierpont Morgan paracheva l'édifice des monopoles en fondant la colossale *United States Steel Corporation*, première société par actions dont le capital dépassa le milliard de dollars, et qui est demeurée jusqu'à nos jours la principale puissance industrielle aux Etats-Unis²².

« Les nouveaux barons de l'économie, écrit Charles Beard, étaient des organisateurs d'hommes et de matériel... des maîtres dans l'art d'administrer... dont les yeux pénétrants apercevaient le gaspillage et les imperfections du système de la concurrence²³. » Mais leurs qualités subjectives importent peu ici. Ce furent les besoins inexorables d'un système économique basé sur le profit qui poussèrent à la constitution des trusts. Des sociétés géantes se trouvèrent engagées dans une lutte sauvage pour les marchés. Elles ne purent mener celle-ci, tout d'abord, qu'en réduisant leurs prix et en risquant, dans chaque affaire nouvelle, des sommes fabuleuses. Elles furent

* L' « Age doré ». L'expression fut lancée par Mark Twain²⁰.

donc amenées tout naturellement à mettre fin à une concurrence ruineuse. La nécessité de couvrir d'énormes frais d'amortissement, produits du développement prodigieux du machinisme et de la technique, agit dans le même sens. La formation, par John D. Rockefeller, en 1882, de la *Standard Oil*, qui unifia l'industrie pétrolifère en un monopole quasi total, avait été précédée d'une période de concurrence féroce. C'est ainsi qu'au cours des deux années 1859-1861, le prix du pétrole était tombé de 20 dollars à 52 cents le gallon²⁴. L'établissement des grands monopoles du rail avait, de même, été précédé par la banqueroute de plus de 400 compagnies ferroviaires²⁵. Ce n'est pas dans le « génie créateur » des capitaines d'industrie, mais dans les lois motrices du système capitaliste que réside le secret de l'origine des monopoles.

La concentration des richesses fut accélérée par le développement des banques d'affaires. Leur importance s'accrut au fur et à mesure que l'industrie eut besoin d'absorber des masses toujours plus considérables de capitaux. A deux reprises, entre 1897 et 1903, puis entre 1925 et 1929, ce furent les grandes maisons de *Wall Street* qui prirent la tête du mouvement de « consolidation industrielle ». Il s'agissait de provoquer la fusion d'entreprises dans un secteur industriel déterminé, et de constituer une société nouvelle dotée d'un capital dépassant le total de ceux des entreprises fusionnées. En théorie, on prétendait capitaliser à l'avance les surprofits monopolistes que rapporterait la fusion; en pratique, on drainait l'épargne du public par le placement d'actions et d'obligations d'entreprises impressionnantes par leurs dimensions²⁶. L'exemple le plus typique fut celui de l'*U. S. Steel*, dont le capital dépassa de centaines de millions de dollars celui des sociétés absorbées²⁷. Bien que ne possédant, pour sa part, qu'une portion du capital relativement réduite, la Maison Morgan acquit, grâce à la fusion et à l'émission des actions du nouveau trust, une influence décisive au sein de celui-ci, et elle en fit la pierre angulaire de l'empire qu'elle se tailla au cœur de l'économie américaine. En 1912, l'oligarchie financière, composée de la Banque Morgan, de sa filiale la *First National Bank* et de son alliée la *National City Bank*, contrôlait, par le truchement de directeurs communs, 341 sociétés formant un capital total de plus de 22 milliards de dollars²⁸.

Chaque guerre marqua une étape nouvelle dans l'essor et

la dictature du *Big Business*. La guerre hispano-américaine de 1898 — derrière laquelle se trama la « consolidation » de l'industrie du sucre²⁹ — stimula encore la trustification de l'industrie lourde. La guerre de 1914-1918 enfanta un nouvel empire monopoliste : celui de la famille du Pont. La Société *E. I. du Pont de Nemours* mit son grappin sur l'ensemble de l'industrie chimique et sur une partie considérable de l'industrie des armes légères. Elle fit également son entrée en scène dans la jeune industrie automobile. Celle-ci avait eu à déplorer, de 1896 à la veille de la grande crise de 1929, l'apparition, puis la disparition de 175 firmes³⁰. Huit seulement avaient réussi à survivre. L'une d'elles, la *General Motors*, fondée en 1908 et contrôlée par la famille du Pont, commença, dès la première guerre mondiale, à dominer l'industrie. Seul le trust *Ford* réussit à lui tenir tête et à suivre le rythme de son expansion. L'entre-deux-guerres fut le témoin d'un essor parallèle de ces deux géants et d'une concurrence acharnée entre eux.

Après l'armistice de 1918, la concentration des richesses reçut un nouveau coup de fouet. Durant la période de boom, entre 1925 et 1929, le processus de concentration se manifesta surtout dans les entreprises de services publics (électricité, eau, gaz, métro, chemins de fer, etc.). Au cours de cette période, 4.583 unités industrielles furent absorbées dans des fusions. En 1930, la moitié du secteur des *public utilities* se trouva entre les mains de trois groupes dominants³¹. Le caractère spéculatif de cette nouvelle vague de concentration fut encore plus accentué que les précédentes. La hausse à la Bourse fut encore plus artificielle — et le krach de 1929 plus catastrophique que les crises antérieures.

Durant la « Grande Dépression » des années 1930, la tendance à la fusion des entreprises industrielles se ralentit³². Frappés plus sévèrement que les firmes de moindres dimensions, par le fait qu'ils avaient investi des masses de capitaux plus considérables, les grands trusts s'efforcèrent de limiter les dégâts en réduisant ce qui restait de concurrence, une concurrence rendue plus féroce encore, là où elle subsistait, par la crise des débouchés. Ils réussirent à obtenir de l'Etat un système de *cartellisation forcée*, analogue à celui qui, pour les mêmes raisons, fut institué en Allemagne à partir de 1932. Tel fut l'objet des 874 « codes » rédigés par les trusts, et au

bas desquels le Président Roosevelt, au cours de son premier mandat présidentiel, apposa sa signature³³. Ainsi, les monopoles purent imposer leurs volontés aux récalcitrants de chaque profession avec la sanction des pouvoirs publics. La mise en application des « codes » fut confiée par l'Etat aux organisations dirigées par les représentants des monopoles, les *Trade Associations*. Ces associations sont au nombre d'environ 8.000, mais quelques centaines seulement ont une importance nationale. Elles remplissent, en principe, un rôle de pure information, renseignant leurs membres sur les prix, les prototypes, les standards, etc. En fait, elles fonctionnent comme de véritables cartels, plus ou moins volontaires, et, sous prétexte d'« information », elles agissent comme des instruments de fixation des prix monopolistes³⁴. Le Président Roosevelt lui-même dut admettre, dans un message au Congrès du 29 avril 1938, qu'« une concentration de puissance privée sans égale dans l'histoire » était en train de se développer aux Etats-Unis, et que la crise avait encore accentué cette concentration³⁵.

Chiffres en mains, le Président traça un tableau saisissant de la concentration économique aux Etats-Unis. S'appuyant sur les statistiques officielles de 1935, il déclara : « 0,1 % de toutes les sociétés anonymes qui publient un bilan... possèdent 52 % de l'actif total de ces sociétés. Moins de 5 % possèdent 87 % de l'actif total. 0,1 %... touchent 50 % du revenu net total. Moins de 4 % encaissent 84 % des bénéfices totaux. » Et, soulignant le tragique contraste, il ajouta : « 47 % de toutes les familles américaines et de tous les citoyens vivant seuls disposent... de revenus inférieurs à 1.000 dollars; à l'autre bout de l'échelle, un peu moins de 1,5 % des familles américaines jouissent de revenus qui atteignent le même montant que le revenu global des 47 % de familles précitées³⁶. »

On retrouvait la même concentration dans les statistiques relatives à la propriété mobilière. En 1937, plus de 80 % des personnes jouissant d'un revenu ne possédaient pas d'actions. Les actionnaires étaient de 8 à 9 millions. Plus de 80 % d'entre eux ne touchaient pas plus de 10 % des dividendes et ne possédaient pas plus de 10 % du total des actions. Moins de 20 % des actionnaires possédaient 90 % du total des actions. Moins de 1 % des actionnaires possédaient environ la moitié de ce total³⁷.

Vers la même époque, de nombreux secteurs industriels et miniers étaient dominés par une poignée de trusts. Une seule société avait le monopole de la production de l'aluminium brut. Trois sociétés produisirent en 1937 86 % de toutes les automobiles manufacturées aux Etats-Unis. Les trois quarts de la production de cuivre se trouvèrent concentrés entre quatre sociétés minières. Les trois trusts principaux de l'acier produisirent en 1935 61 % de l'acier américain. Trois trusts du tabac fabriquèrent, en 1934, les 4/5 des cigarettes américaines. Deux trusts du verre manufacturèrent, en 1935, 95 % du verre à glace produit aux Etats-Unis³⁸.

Roosevelt aurait pu ajouter qu'à la concentration de la *propriété* s'ajoutait une concentration de *pouvoir économique*. C'est ce qu'établirent, en 1932, les économistes Berle et Means, dans un ouvrage devenu classique³⁹. Ils montrèrent comment la dispersion des actions entre les mains de milliers de petits actionnaires permet le contrôle complet d'une société par des groupes possédant seulement une minorité des actions. D'ailleurs, la possession d'actions n'est même pas nécessaire : la seule présence, au conseil de direction d'une affaire industrielle, de représentants du capital bancaire permet à ceux-ci d'y exercer leur contrôle à travers des opérations de crédit et l'émission des titres de la société.

Rassemblant toutes ces données, le *National Resources Committee* du Congrès fédéral publia, en 1939, une étude⁴⁰ d'où il ressort que les deux tiers des avoirs des 250 principales sociétés anonymes aux Etats-Unis étaient contrôlés par 8 super-trusts ou groupe d'influence*. Ce contrôle s'effectuait soit par la possession d'importants paquets d'actions des sociétés en question, soit par la présence de directeurs communs à toutes les entreprises d'un même groupe.

2

La concentration depuis la dernière guerre.

La deuxième guerre mondiale, en provoquant un essor sans précédent de la production, a donné un nouveau coup de fouet à la concentration économique aux

* Voir plus loin, p. 32-33, la description détaillée de ces groupes.

Etats-Unis. L'indice officiel de la production industrielle a passé de 109 en 1939 à 239 en 1943, 203 en 1945 et 186 en 1947. De la veille de la guerre à la fin de 1947, l'augmentation de la production est donc de 70 %¹.

Dans l'industrie, la guerre a ouvert l'époque des entreprises de plus de 10.000 ouvriers. Alors que leur nombre n'était que de 49 en 1939, elles étaient 350 à la fin des hostilités, et ces 350 entreprises employaient un tiers de tout le prolétariat industriel américain, soit autant d'ouvriers que 200.000 entreprises petites et moyennes².

La capacité productrice de l'acier s'est accrue d'environ 17 % pendant la guerre; les deux tiers de cet accroissement se sont faits au profit des trois principaux trusts. Une seule société, *Republic Steel*, a augmenté à un tel point la capacité de ses fours électriques que son potentiel de production d'aciers spéciaux dépassait, en 1945, celui de l'ensemble de l'industrie américaine avant la guerre.

Les quatre trusts dominant l'industrie du caoutchouc se sont partagé, en 1944, 92 % des ventes dans cette industrie, doublant (et même triplant pour ce qui concerne *Goodyear*) les chiffres de vente d'avant guerre.

L'industrie électrotechnique connut, elle aussi, une expansion remarquable. Les deux principaux trusts, *General Electric* et *Westinghouse*, accrurent leurs actifs de 250 %.

L'essor le plus spectaculaire fut celui de l'industrie aéronautique. Les quatre trusts principaux de ce secteur augmentèrent leurs biens mobiliers et immobiliers de 90 millions de dollars en 1939 à 1.500 millions en 1945, soit quinze fois leur fortune d'il y a dix ans.

Si, dans l'industrie de l'aluminium, deux concurrents ont surgi en face de la toute-puissante *Alcoa*, celle-ci n'en a pas moins doublé ses actifs et conservé son emprise sur plus de la moitié de la production³.

Le rythme d'expansion du capital financier a été non moins impressionnant. Les actifs des cinq banques principales ont plus que triplé de 1935 à 1945. Ceux des cinq principales compagnies d'assurances ont plus que doublé de 1938 à 1948⁴.

Comment les monopoles ont-ils pu faire un pareil bond en avant? Tout d'abord, la préférence donnée au *Big Business* pour l'exécution des commandes de « défense nationale » a contribué à accélérer la concentration. Le gouvernement

fédéral passa, de juin 1940 à septembre 1944, pour 175 milliards de dollars de commandes de guerre à l'industrie privée. Somme astronomique, qui fit sauter la dette publique des Etats-Unis de 42,9 milliards de dollars en 1940 à 258,7 milliards de dollars en 1945, et que des générations de contribuables américains auront à amortir⁵. Le Seigneur de la guerre américain, comme il se doit, commanda surtout aux gros trusts. Cent sociétés reçurent 67,2 % du total des commandes, et trente-trois d'entre elles en reçurent plus de la moitié. La *General Motors*, pour prendre un exemple, exécuta, de 1940 à 1944, des commandes représentant près de dix fois le montant de son actif total en 1935, la *Curtiss Wright*, manufacture d'avions, des commandes équivalant à plus de cent cinquante fois sa fortune d'avant-guerre⁶.

Ensuite, le gouvernement américain fit construire à ses frais (ou, plus exactement, aux frais du contribuable) de nouvelles entreprises industrielles, et il modernisa ou renouvela l'outillage d'entreprises privées. La plupart de ces installations (d'une valeur de 11,5 milliards de dollars, sur un total de 17 milliards de dollars) restent utilisables en temps de paix. Les 250 plus grands trusts se virent confier, pendant la guerre, la gestion de 77,4 % de ces installations nouvelles, et ils se virent accorder, après la « reconversion », un droit d'option prioritaire pour leur acquisition à bon compte⁷. J'ai visité personnellement d'admirables usines, flambant neuf, à Detroit (*Plymouth*), à Kansas City, à San Diego et autres lieux. Mais rien ne m'a impressionné autant que les aciéries ultra-modernes de Geneva (Utah), construites aux frais du contribuable et cédées ensuite, pour une bouchée de pain, à l'*U. S. Steel**.

En outre, le gouvernement renforça la domination de la grande industrie en lui confiant des travaux de recherches scientifiques. Ces travaux, exécutés pour la plupart dans les laboratoires de l'industrie privée, eurent pour objet immédiat le perfectionnement des engins de mort, mais ils servirent aussi à accélérer le progrès technique dans toute une série de secteurs industriels; et ils constituèrent donc une source durable de nouveaux profits. Les monopoles reçurent, bien entendu, la part du lion. 66 % des 756 millions de dollars

* Voir plus loin, p. 41-42.

alloués par le gouvernement à des laboratoires privés pour des recherches de « défense nationale » allèrent aux 68 sociétés recevant le plus d'ordres de ce genre, et les 10 sociétés les plus favorisées reçurent plus d'un tiers du total de ces subventions. Une enquête faite par les soins du Sénat a montré que 90 % de ces travaux de laboratoire ont trouvé des applications privées. La plupart des monopoles qui en bénéficièrent consolidèrent ces acquisitions techniques par l'obtention de brevets⁸.

La fabrication de la bombe atomique fut une aubaine splendide pour les grands trusts. La somme fabuleuse de 1.300 millions de dollars fut affectée (sans que le contribuable et ses « représentants » parlementaires n'en eussent rien su) à la construction des laboratoires et usines atomiques. Presque la totalité de cette somme, soit 1.167 millions de dollars, fut allouée aux trois principales entreprises gérées par des trusts privés. La gestion de l'usine de diffusion, qui coûta environ 500 millions de dollars, fut confiée à l'*Union Carbide and Carbon*, le second trust chimique des États-Unis. L'usine électromagnétique, qui coûta 317 millions de dollars, fut gérée par le trust *Eastman-Kodak*. L'usine de Hanford, où la fission de l'atome fut réalisée, et qui coûta 350 millions de dollars, fut gérée par le principal trust chimique, la *E. I. du Pont de Nemours*⁹. Dans le film consacré à la bombe atomique, *The Beginning of the End*, l'on voit un certain nombre de messieurs graves, réunis autour d'un tapis vert sous la présidence d'un général. Au fur et à mesure qu'ils pénétrèrent dans la salle, un huissier annonce leurs noms et qualités. Ils s'engagent à consentir tous les « sacrifices » pour le bien de la patrie : ce sont les représentants des grands monopoles américains.

Pendant la guerre et, surtout, l'après-guerre, le *Big Business* put ainsi empocher des profits sans précédent, qui laissent loin derrière eux ceux des années de prospérité légendaire 1926-1929. Ces profits furent particulièrement énormes après 1945, quand les taxes de guerre furent réduites et le contrôle des prix abrogé. Les bénéfices nets de toutes les sociétés anonymes privées, tous impôts déduits, qui avaient été de 8,4 milliards de dollars en 1929, bondirent à 12,5 milliards de dollars en 1946, 17 milliards en 1947 et 20 milliards en 1948. On ne dispose pas encore de statistiques indiquant la part des grands trusts dans ces profits. Mais quelques exemples révèlent clai-

rement la tendance. En un an, du troisième trimestre 1945 au troisième trimestre 1946, les bénéfices nets de l'*U. S. Steel* triplèrent, passant de 11,6 à 33,3 millions de dollars. Des neuf premiers mois de 1945 aux neuf premiers mois de 1946, ceux du principal trust du textile, l'*American Woolen*, firent plus que tripler, montant de 4,5 millions à 16,2 millions de dollars. Pendant la même période, le trust chimique *E. I. du Pont de Nemours* accrut ses profits de 53,9 à 82 millions de dollars. Même moisson dans les pétroles : la *Standard Oil*, pilier central de Rockefeller, vit ses bénéfices nets monter de 145 millions de dollars en 1940 à 474 en 1946; la *Sun Oil*, de 8 millions de dollars à 45,6. Passons à l'automobile : *General Motors* accrut ses profits nets de 195 millions de dollars en 1940 à plus de 500 millions pour les neuf premiers mois de 1948; *Studebaker*, le fief de Paul G. Hoffman, le grand manitou de l'administration du Plan Marshall, encaissa 13,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1948, contre 2 millions en 1940. Enfin (pour clore cette énumération d'exemples), la *General Electric* annonça une augmentation de bénéfices nets de 56,6 millions de dollars en 1940 à 111,9 en 1948¹⁰.

Dans un de ses discours électoraux, le Président Truman cita le cas d'un des plus gros trusts américains (*General Motors*) qui paya à dix de ses principaux dirigeants 3.130.000 dollars en 1947, contre 865.000 en 1946, soit une augmentation de 262 %. Le traitement du seul président passa de 166.000 dollars en 1946 à 446.000 dollars en 1947. Le président du *C. I. O.* révéla que le traitement du président de *Bethlehem Steel* avait été porté, en 1948, à 322.000 dollars¹¹.

Les principaux trusts purent ainsi accumuler des milliards de dollars sous forme de fonds de réserve ou d'amortissements ou de profits non distribués en dividendes. Ils constituèrent de cette manière un énorme fonds d'investissement, qu'ils avaient déjà commencé à utiliser pendant la guerre. Le total des dépenses nouvelles en usines et outillage, financées par les capitaux privés, atteignit, durant la guerre, 9 milliards de dollars. Mais c'est surtout à la fin des hostilités, quand s'ouvrit la perspective du « boom » d'après-guerre, avec d'immenses besoins à satisfaire, que la capacité de production fut accrue par les trusts sur une large échelle. Les investissements privés en renouvellement d'outillage et en construction d'usines nouvelles dépassèrent en 1946 trois fois le chiffre de 1939,

et ce niveau fut maintenu en 1947, 1948 et jusqu'au début de 1949¹².

Le nouvel âge d'or du *Big Business* accéléra la concentration économique sous la forme de fusions d'entreprises. Le nombre annuel moyen de ces fusions, qui n'avait été que de 100 entre 1932 et 1943, s'éleva à 222 en 1944, 320 en 1945, 590 en 1946. Certaines de ces fusions ont fait du bruit¹³. C'est ainsi que le grand banquier Floyd Odlum, roi de la spéculation et un des principaux bailleurs de fonds du Parti Démocrate, acquit la majorité des participations dans la *Consolidated Vultee Aircraft*, la seconde société de constructions aéronautiques aux États-Unis, dont le fameux avion B-36 a provoqué un scandale international et une enquête du Congrès. La *General Electric* absorba plusieurs compagnies, dont la *Ken-Rad*, principal producteur de tubes électroniques. Dans l'industrie de l'acier, dans l'industrie de l'alimentation, le nombre d'acquisitions nouvelles et de fusions d'entreprises a été particulièrement élevé¹⁴.

Au terme de cette évolution, nous voyons huit groupes d'intérêts, huit empires dominer la vie des États-Unis.

Le groupe MORGAN a son centre dans la maison de banque *J. P. Morgan*. Il étend ses tentacules sur 11 compagnies de chemins de fer, 12 sociétés de services publics (dont l'*American Telephone and Telegraph*, la plus puissante de toutes). Il domine l'*U. S. Steel*, la *General Electric*, la *Kennecott Copper*, c'est-à-dire le premier trust de l'acier, le premier trust de l'industrie électrotechnique, le second trust du cuivre. Il contrôlait directement, à la fin de la guerre, 40 milliards de dollars d'actifs mobiliers ou immobiliers.

Le groupe ROCKEFELLER monopolise plus de la moitié des actifs de toute l'industrie pétrolière. Il a des intérêts prépondérants dans la *Chase National Bank*, une des plus puissantes banques américaines. Il contrôlait, en 1945, plus de 13 milliards de dollars de biens mobiliers et immobiliers.

Le groupe KUHN-LOEB, dont le centre est une banque d'affaires, s'est taillé une position prédominante dans 13 compagnies de chemins de fer, possédant un quart des voies ferrées américaines. Il contrôlait plus de 10 milliards de dollars d'actifs en 1935.

Le groupe MELLON domine l'importante région industrielle dont Pittsburgh est le cœur. La famille Mellon exerce une

influence prépondérante dans deux banques locales, à travers lesquelles elle contrôle le principal trust d'aluminium du monde, l'*Alcoa*, la grande entreprise électrotechnique *Westinghouse*, des mines de charbon, une compagnie de chemins de fer, une compagnie de gaz, etc.

Le groupe DU PONT règne sur trois géants industriels : la *E. I. du Pont de Nemours*, le premier trust de produits chimiques du monde; la *General Motors*, le premier constructeur américain d'automobiles, et la *United States Rubber*, un des plus puissants producteurs de caoutchouc.

Enfin, les trois groupes de BOSTON, de CLEVELAND et de CHICAGO, construits respectivement autour de la *Boston First National Bank*, de divers trusts d'acier, dont le principal est *Republic Steel*, et des trusts d'abattoirs, contrôlent une large partie des principales sociétés de leurs régions.

L'ensemble de ces groupes contrôle 106 des 250 plus grosses sociétés anonymes américaines. Compte tenu de l'influence indirecte qu'ils exercent également dans de multiples sociétés de moindres dimensions, on peut dire, sans risque d'exagération, que ces huit empires dominent *plus de la moitié* de l'économie américaine¹⁵.

Suivant l'exemple donné par son prédécesseur, Franklin D. Roosevelt, en 1938, le Président Truman a dû (par suite de l'impopularité croissante des grands monopoles) déclarer, en 1948, dans un discours : « Deux cents gigantesques corporations industrielles possèdent presque la moitié de tous nos actifs industriels. Une centaine de banques commerciales contrôlent la moitié de tous les dépôts bancaires aux Etats-Unis. Trois entreprises d'aciéries possèdent 59 % de toute la capacité de production d'acier des Etats-Unis. Deux sociétés produisent 83 % de toutes les boîtes de fer-blanc, etc., etc.¹⁶ »

Au Congrès du C. I. O. de 1947, le président de celui-ci, Philip Murray, s'écria : « Il y a aujourd'hui une plus grande concentration de richesse aux Etats-Unis que jamais auparavant dans notre histoire¹⁷. »

3

**Marchés
monopolisés.**

La description qui vient d'être esquissée, les chiffres qui viennent d'être présentés ne suffisent pas à donner une idée de la domination qu'exercent les monopoles sur la vie américaine. Il faut pénétrer plus à fond, il est nécessaire de soulever le voile. Mais, pour ce faire, on est obligé de violer les secrets du sanctuaire. Les monopoles aiment, de plus en plus, le silence et la pénombre. On ne peut voir clair dans leur jeu qu'en les poursuivant jusque dans leurs derniers retranchements. Au fur et à mesure que l'opinion populaire s'est ameutée contre eux, obligeant le gouvernement à promulguer des lois « anti-trusts », ils ont dû recourir à des méthodes nouvelles, plus machiavéliques et plus ténébreuses, pour asseoir et étendre leur puissance.

Heureusement pour nous, un rayon de lumière a percé cette obscurité. En 1938-1940, une commission d'enquête bipartite (pouvoir exécutif et pouvoir législatif), le *Temporary National Economic Committee (T.N.E.C.)*, a entrepris, avec plus ou moins de timidité et de réticences, de mettre à nu le mécanisme de la domination monopolistique. Elle a publié une série imposante de rapports, qui constituent pour le chercheur une mine inépuisable de documentation. Mais la lecture de ces textes exige beaucoup de temps. Quelqu'un nous a facilité la tâche. Un professeur de Columbia University, David Lynch, a condensé les résultats de cette enquête monumentale en un seul volume¹. Le voile est enfin soulevé.

Sans doute, l'enquête du *T.N.E.C.* laisse-t-elle encore sans réponse de multiples questions concernant le fonctionnement des monopoles américains. Elle permet cependant de s'en faire une idée d'ensemble. Et c'est déjà beaucoup.

Le but essentiel que poursuit le *Big Business*, c'est de réagir contre la tendance à la baisse du taux moyen du profit et d'assurer un revenu plus ou moins stable aux énormes masses de capitaux qu'il investit. Ce qui importe avant tout pour lui, ce n'est pas tant la production de la « plus-value », c'est sa réalisation. L'action primordiale des monopoles s'exerce, par conséquent, sur les marchés.

Les monopoles s'efforcent, tout d'abord, d'obtenir une stabilité relative des prix, *quelle que soit la situation du marché*. Ainsi, le monopole que l'*United States Gypsum* s'assura en 1929 permit à ce trust, producteur de plâtre et autres matériaux de construction, d'élever, puis de maintenir ses prix entre 1929 et 1935, bien que, durant cette période de crise, le nombre des constructions et la vente des produits du trust eussent diminué de 50 %. Durant la même période, caractérisée par un effondrement des prix dans toute une série de secteurs industriels, les prix de l'acier et du ciment purent être stabilisés, bien que les ventes de ces matériaux eussent baissé de près de 50 %².

Les monopoles n'en restent pas là. Ils s'efforcent, chaque fois qu'ils le peuvent, d'élever les prix de façon exorbitante, de manière à réaliser des superprofits considérables. Un exemple : celui du carbure de tungstène, un alliage d'où résulte la matière la plus dure après le diamant, et qui est essentielle à la fabrication d'articles de haute précision et de machines-outils. Grâce à un accord conclu avec la firme allemande Krupp, *General Electric* obtint, en 1928, un monopole complet de production de cet alliage aux Etats-Unis, et put ainsi en faire bondir le prix de 48 à 453 dollars la livre, pour le maintenir, à travers les années de « dépression », jusqu'en 1940, au-dessus de 200 dollars, alors que le coût de production ne dépassait guère 25 dollars³.

Mais il est relativement rare qu'une seule firme possède un monopole total de production dans un secteur industriel donné. Le plus souvent, un très petit nombre de trusts s'arrogent ensemble une position de monopole de fait. Afin d'éviter une concurrence qui réduirait les prix au-dessous des marges bénéficiaires exigées par leurs énormes investissements, ils s'entendent pour fixer des prix uniformes et mettre fin entre eux à toute compétition de prix. Les moyens mis en œuvre sont variés.

Le plus ancien consistait à partager le marché en secteurs, alloués respectivement à chacun des trusts, ou bien à fixer d'avance la production annuelle globale et les contingents accordés à chacun des participants. Cette méthode continue à être pratiquée dans les cartels internationaux, mais elle a été prohibée aux Etats-Unis par les lois « anti-trusts ». L'obstacle fut facilement tourné. Au lieu de conclure des accords

écrits, au cours de conférences officielles, les hommes des trusts se rencontrèrent « par hasard », à l'occasion de réceptions privées, et fixèrent leurs prix pour l'année courante entre la poire et le fromage. Ainsi procédèrent les magnats de l'acier, au cours de célèbres dîners donnés par le juge Gary, le président de l'*U. S. Steel*. Mais ce moyen fut vite usé (il attirait trop l'attention). Et désormais, les producteurs d'acier renoncèrent même à se consulter : ils attendirent simplement la publication annuelle du catalogue de l'*U. S. Steel* et adoptèrent les prix qui y figuraient. Eugene C. Grace, représentant la *Bethlehem Steel*, le second trust de l'acier américain, convint franchement, en 1936, devant une commission d'enquête du Sénat, que les prix publiés chaque année par l'*U. S. Steel* étaient « un bon guide » pour sa compagnie, et que celle-ci « était heureuse » d'emboîter le pas à sa grande sœur⁴.

Une application particulièrement machiavélique de la standardisation des prix est ce qu'on appelle le *basing point system*. Il consiste à fixer des prix uniformes de livraison à domicile sur tout le territoire des États-Unis, en ajoutant au prix de vente net des frais de transport calculés en partant d'un « point de base », par exemple Pittsburgh. De la sorte, le trust géographiquement le plus mal placé est assuré de réaliser un profit. Quant aux trusts les mieux situés, ils réalisent des surprofits considérables. Le système joue même lorsque le client transporte lui-même l'acier de l'usine jusqu'à son lieu d'utilisation : il se voit charger des « frais de transport fantomatiques ». Une commission du Sénat a évalué, pour l'ensemble de l'industrie américaine, à un milliard de dollars le montant total annuel de cette taxe usuraire que les trusts extorquent ainsi à leur clientèle. Cependant, malgré toutes les protestations qu'il a suscitées, le *basing point system* n'a jamais été interdit par la loi. Les pouvoirs publics ne sont intervenus que lorsqu'ils ont pu faire la preuve qu'il y avait « conspiration » contre les intérêts du public. Pour les monopoles, c'est déjà trop. Ils cherchent aujourd'hui à faire voter par le Congrès un texte de loi qui immuniserait le *basing point system* contre les lois anti-trusts existantes⁵.

Les ententes de prix obtenues par de telles méthodes sont si rigides que, dans les années 1930, une aciérie se plaignit de ce qu'à une offre se montant à 60.000 dollars, une autre

compagnie avait opposé une contre-proposition de 12 cents seulement inférieure à la première. Le gouvernement américain reçut pour une adjudication de travaux publics des offres sous pli cacheté de différentes firmes, toutes identiques jusqu'à la quatrième décimale ⁶.

Mais l'emprise des monopoles ne s'exerce pas seulement sur les prix. Leur action « stabilisatrice » (stabilisatrice des surprofits) se manifeste aussi dans les domaines des transports et de la distribution.

C'est ainsi que les grandes compagnies pétrolifères, soumises pour la plupart à la famille Rockefeller, se sont arrogé un monopole de fait sur les *pipe-lines*. Les frais de transport du pétrole brut par ces canalisations ne s'élèvent qu'à 50 % de ceux du transport par chemin de fer. Mais les monopoles qui les contrôlent appliquent aux sociétés productrices indépendantes des tarifs de transport *identiques* à ceux des chemins de fer, réalisant ainsi, d'après le Ministère de la Justice, des bénéfices annuels représentant 34 % des capitaux investis dans ces *pipe-lines* ⁷. Et quand un nouveau concurrent s'avise d'affronter le monopole en place, celui-ci n'hésite pas à lui casser les reins en exerçant une pression sur toutes les entreprises de transport, afin de boycotter ses produits. Un exemple typique est celui du tanin dit *Quebracho Extract*, dont la société *Forestal* avait le monopole total sur le marché américain. Lorsqu'en 1941 plusieurs petites sociétés indépendantes cherchèrent à accéder au marché, la *Forestal* menaça toutes les compagnies de navigation de leur retirer le transport de ses propres produits si elles acceptaient de transporter les marchandises des firmes concurrentes ⁸.

Quant au monopole de la distribution, il s'exerce, entre autres, au moyen de la publicité. Jadis, un produit pouvait se gagner une clientèle par ses qualités intrinsèques ou par son prix. Aujourd'hui, sur des marchés rigidement contrôlés par les trusts, un fabricant ne peut plus espérer lancer son produit que s'il entreprend une coûteuse campagne de publicité afin de se faire connaître du public. Un fabricant de pâte dentifrice expliqua devant le *T.N.E.C.* que tous les détaillants approchés par sa firme refusaient invariablement d'accepter la nouvelle marque, malgré les avantages considérables offerts par celle-ci, tant au point de vue de la qualité que du prix et de la remise. « Amenez-nous des clients qui demandent

votre produit, et nous serons heureux de le vendre », telle fut leur réponse stéréotypée. Mais ne lance pas une campagne massive de publicité qui veut. Le fabricant de pâte dentifrice en question, s'adressant à plusieurs firmes de publicité, se vit signifier qu'il aurait d'abord à dépenser 100.000 dollars, pour couvrir les frais d'une enquête préalable destinée à vérifier si une éventuelle campagne de publicité nationale aurait quelque chance de succès. Peu nombreux sont ceux qui peuvent se risquer à engager des dépenses publicitaires de cet ordre, et les monopoles continuent à tenir paisiblement entre leurs griffes la part du lion⁹.

Pourtant, une société réussit à « percer » ces dernières années sur un marché monopolisé, mais à un prix tel qu'on peut dire que l'exception confirme la règle. Il s'agit du trust de cigarettes *Philip Morris*. En 1931, les « trois grands » de l'industrie du tabac : *American Tobacco (Lucky Strike)*, *Liggett and Myers (Chesterfield)* et *Reynolds (Camel)*, contrôlaient 90 % de la production des cigarettes. En 1945, leur pourcentage était tombé à 68 %, et celui de *Philip Morris*, parti de presque rien et n'ayant pu atteindre, après des années d'efforts, en 1934, que 2,2 % des ventes, avait largement dépassé les 10 %. Comment ce succès ? Il fut chèrement obtenu, en dépensant plus d'un million de dollars par an en publicité à partir de 1938, près de 4 millions en 1940 et plus de 10 millions en 1948, soit un budget de publicité bien supérieur à celui des monopoles en place. *Philip Morris* dut aller jusqu'à rassembler toutes les vendeuses des boîtes de nuit de New-York et les « persuader » d'offrir spontanément sa marque aux clients habitués d'autres marques — méthode d'ailleurs explicitement condamnée comme illégale par la *Federal Trade Commission*¹⁰.

Le monopole de la distribution s'exerce également au moyen du commerce de détail, celui-ci étant, lui aussi, concentré entre quelques mains ou, lorsqu'il conserve un semblant d'« indépendance », soumis à la pression des grands monopoles. Sur près de 4 millions de distributeurs, les quelques dizaines de magasins à succursales multiples ou autres « chaînes » nationales contrôlaient, en 1939, près de 22 % de toutes les ventes au détail, et en 1942 près de 25 %. En 1939, les plus larges détaillants, représentant 7 % du total des détaillants, vendaient davantage que les 75 % du total des détaillants ayant les chif-

fres d'affaires les plus bas. La concentration est encore plus avancée dans l'alimentation. Toujours en 1939, plus de 36 % du chiffre d'affaires des épiciers détaillants avait été fait par des « chaînes » nationales, et près de 25 % par les cinq principales d'entre elles. Plusieurs des trusts de la distribution sont d'ailleurs liés étroitement aux monopoles de la production, telle la firme *Montgomery Ward*, qui fait partie de l'empire de Morgan ¹¹.

L'enquête du *T.N.E.C.* a révélé que les exploitants des garages et postes d'essence sont rigidement organisés par ville, province et Etat, et que leur organisation nationale est strictement contrôlée par les principaux trusts du pétrole. L'objet de ce contrôle, c'est le maintien de prix fixes, et, pour y parvenir, de véritables méthodes de gangsters sont mises en œuvre afin d'écraser une entreprise qui oserait s'engager dans une véritable concurrence. Quant aux exploitants des « drogueries » (*drug-stores*), qui, aux Etats-Unis, réunissent les fonctions d'une pharmacie, d'un bar, d'un bureau de tabac, d'un bazar (et d'autres encore), ils sont organisés dans une puissante association qui fixe de la façon la plus précise les prix et profites des innombrables produits dont ils assurent la vente. Cette association, qui, de par la position stratégique qu'occupe le *drug-store* dans le commerce américain, dispose de moyens de pression considérables, organise des boycotts en règle contre telle entreprise — et, même, contre des journaux, comme ce fut le cas pour le quotidien *P.M.* — qui violent ses réglementations ou critiquent son attitude. Ne croyez pas que nous ayons affaire ici à un instrument de défense du petit détaillant contre le monopole. Un jugement de la Cour Suprême des Etats-Unis a implicitement reconnu que les intérêts ainsi défendus sont ceux des monopoles, qui utilisent les détaillants, non seulement pour maintenir leurs propres marges de profit, mais aussi pour éliminer tout concurrent indépendant qui ne se soumettrait pas à leurs lois ¹².

4

**Les monopoles
restreignent
la production.**

La nécessité de réagir contre la baisse tendancielle du taux du profit a amené les monopoles, non seulement à « stabiliser » les prix, mais aussi à restreindre la pro-

duction. L'exemple le plus frappant est celui de l'industrie de l'acier.

Cette industrie a connu une expansion considérable de sa capacité de production durant la première guerre mondiale. En ce qui concerne la production du fer (hauts-fourneaux), cette capacité ne fut pas utilisée à plein jusqu'à la deuxième guerre mondiale, et la production de 1939 atteignit un niveau voisin de celui de 1919. Par contre, la capacité de production de l'acier proprement dit fut accrue de façon considérable, comme suite à toute une série de perfectionnements techniques. Ces progrès furent réalisés, pour la plupart, entre 1925 et 1935, mais la capacité de production ainsi atteinte ne fut jamais utilisée à fond entre la « grande dépression » et la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi les trusts de l'acier se sont opposés à toute expansion de leur capacité de production durant la dernière guerre, de peur qu'après la période de « boom » des armements, cette capacité de production ne demeurât partiellement inutilisée et ne leur coûtât d'énormes frais d'amortissement. En fait, à la fin de guerre, l'industrie de l'acier n'avait accru sa capacité de production que de 17 %, pourcentage de loin inférieur à celui des autres secteurs de l'industrie lourde. Cette obstruction tenace des trusts de l'acier a même compromis sérieusement les programmes d'armements du gouvernement. Les chantiers de constructions navales sur la côte du Pacifique ont dû, à plusieurs reprises, cesser le travail, faute d'acier¹.

Mais ce fut après la fin des hostilités, quand se produisit le « boom » d'après-guerre, dont l'ampleur n'avait pas été prévue par les magnats timorés de l'acier, que les effets de cette restriction systématique de la production se firent le plus brutalement sentir. Une enquête du *Department of Commerce* estima qu'une augmentation de 20 % de la production de 1945 était nécessaire pour satisfaire aux besoins immédiats d'après-guerre de l'économie américaine. Mais les rois de l'acier firent la sourde oreille. Ils se refusèrent obstinément à investir dans de nouvelles aciéries les énormes bénéfices qu'ils avaient accumulés durant les années de guerre. Ils préférèrent établir un système de contingentements d'allocations d'acier aux divers secteurs industriels. Ils ne consentirent à vendre qu'à leurs clients de 1941 et sur la base des commandes de cette année-là, au cours de laquelle la consom-

mation de l'acier avait été très inférieure aux besoins de l'après-guerre. Ils provoquèrent ainsi des arrêts momentanés dans les industries transformatrices (notamment celle de l'automobile), la naissance d'un « marché gris » de l'acier et une hausse artificielle des prix².

Devant une commission du Sénat, au début de 1948, le président du Syndicat ouvrier de l'Automobile, Walter P. Reuther, vint dénoncer vigoureusement les efforts délibérés de la grande industrie en vue de restreindre la production. Il s'en prit tout particulièrement à l'industrie de l'acier, et dénonça le « scandale national du marché gris et noir de l'acier ». Il réclama l'intervention du gouvernement pour la construction et la gestion des nouveaux moyens de production nécessaires. La pression populaire a obligé le Président Truman, dans un message récent au Congrès, à menacer le monopole de l'acier d'une intervention gouvernementale s'il s'obstinait à ne pas assurer lui-même le développement de l'industrie³.

Non seulement les grands trusts de l'acier, *U. S. Steel*, *Bethlehem* et *Republic Steel*, se refusèrent à accroître leur capacité de production, mais ils s'efforcèrent d'empêcher les firmes de moindre importance ou de nouveaux concurrents de construire des aciéries. Une lutte au couteau s'engagea, d'abord souterrainement, puis au grand jour, entre le trust de l'acier et un « outsider », Henry J. Kaiser. Celui-ci, qui était en train de se tailler un nouvel empire dans les constructions aéronautiques et automobiles, s'efforça d'obtenir l'aide gouvernementale pour créer une aciérie à Fontana (Californie), afin de subvenir aux besoins grandissants d'acier de la côte Ouest. Le gouvernement s'y refusa tout d'abord, préférant confier la construction et la gestion d'une aciérie ultramoderne à Geneva (Utah) à une filiale de *U. S. Steel*, la *Columbia Steel*, sous prétexte que celle-ci avait déjà l'« expérience » de la production de l'acier. Un conseiller de l'administrateur de la *Reconstruction Finance Corporation*, un certain William Allen, expliqua qu'il valait mieux appuyer un monopole de fait plutôt que de permettre à un nouveau concurrent de « tenter sa chance ». Kaiser dut construire l'usine de Fontana à ses propres risques, en empruntant au gouvernement 123 millions de dollars.

Mais, en même temps, le gouvernement avait investi 200 millions de dollars dans la construction de l'aciérie de

Genève, qu'il vendit finalement, après la guerre, à l'*U. S. Steel* (et non à Kaiser, qui avait envisagé de l'acquérir en association avec un consortium), pour une somme dérisoire : un cinquième des dépenses engagées. Sous la pression du trust de l'acier, le gouvernement compléta l'outillage de l'usine de Geneva, mais refusa à Kaiser la construction d'un train de laminoir à Fontana, ainsi que l'acquisition de divers outillages spécialisés⁴. Comme toutes ces manœuvres ne suffisaient pas à briser le nouveau venu, l'*U. S. Steel* diminua brusquement, en avril 1947, les prix de l'acier au lieu de livraison dans les États de l'Ouest. L'aciérie de Fontana ne put procéder à une réduction analogue, vu le coût élevé de sa construction et la charge très lourde des intérêts et frais d'amortissement du prêt gouvernemental. Kaiser, soutenu par plusieurs capitalistes indépendants de l'Ouest, fit des pieds et des mains pour obtenir un allègement de sa dette et de nouveaux crédits gouvernementaux. Mais il fut « contré » par la formidable pression qu'exercèrent le trust de l'acier et ses alliés⁵. L'*U. S. Steel* proposa même, mais sans succès, d'acquérir l'aciérie de Fontana⁶.

Les monopoles, non seulement restreignent la production, mais détériorent les produits. Un écrivain allemand a observé jadis que, si le public connaissait la qualité réelle des marchandises qu'on lui vend, la société capitaliste s'effondrerait dans les vingt-quatre heures⁷. Il y a dans cette boutade une part de vérité. Pendant la guerre, le blocage des prix des produits alimentaires par l'*Office of Price Administration* (O.P.A.) a été suivi d'une baisse de qualité, dénoncée à l'époque par la presse américaine. Une campagne de publicité destinée à lancer un produit à des prix inférieurs à ceux déjà existants est généralement accompagnée d'une diminution de la qualité dès que cette campagne a atteint son but.

Wendell Berge, alors premier substitut du procureur général des États-Unis, a publié dans un livre la lettre d'un fabricant d'ampoules pour lampes de poche, d'où il ressort qu'en accord avec les fabricants de piles, il détériora la qualité de ses ampoules, de manière à réduire leur durée à deux piles au lieu de trois⁸. Charles Whittlesey, dans un livre pourtant hostile aux conclusions de Berge, cite un exemple encore plus frappant. Du *plexiglas* fut vendu avant 1940 à 0,80 dollars la livre aux usines d'aviation, et à 45 dollars la livre aux dentistes, qui l'utilisent pour la base des appareils dentaires

et, depuis peu, pour la fabrication des dents artificielles *. Quand cette différence exorbitante de prix fut éventée, les dentistes se mirent à acheter la poudre plastique vendue aux usines aéronautiques, et qui était absolument identique à celle qu'ils utilisaient eux-mêmes. Les fabricants, ainsi menacés dans leurs profits, envisagèrent — comme l'a révélé une correspondance rendue publique — d'ajouter une légère quantité d'arsenic au produit destiné aux usines d'aviation, afin de le rendre inutilisable pour les dentistes ⁹.

Maîtres des laboratoires vastes et coûteux qu'exigent aujourd'hui les recherches dans les domaines des sciences appliquées, les trusts peuvent, selon leur bon plaisir, étouffer le progrès technique. Les inventions et découvertes qui risquent de compromettre leur monopole, celles dont l'application exigerait des investissements jugés trop coûteux ou provoquerait des bouleversements dans la production avant que les capitaux investis dans les procédés antérieurs n'aient été amortis, sont enfouis dans des tiroirs pour de longues années, voire supprimés.

C'est ainsi que, durant les années 1930, la production de lumière fluorescente, par cathode chaude ou froide, fut mise au point. Les deux trusts qui monopolisent la production des lampes incandescentes, *General Electric* et *Westinghouse*, acquirent les brevets de cette invention et réussirent à en bloquer la production et l'utilisation pendant plusieurs années. Sous leur pression, un stand destiné à populariser les avantages de la lumière fluorescente fut retiré de l'Exposition Universelle de 1940, à New-York ¹⁰. Encore à la fin de 1941, de petits industriels se plaignirent, devant une commission d'enquête sénatoriale, des efforts des deux grands monopoles pour empêcher la fabrication de lampes fluorescentes, spécialement profitable à des entreprises de moindres dimensions ^{11 **}.

Un des exemples les plus frappants de la suppression du progrès technique est celui de l'essence synthétique. Quand la *Standard Oil* apprit, en 1926, que la société allemande

* Les dentistes connaissent aussi ce produit sous le nom de résine acylique.

** Depuis, les deux trusts se sont décidés à lancer enfin sur le marché les lampes fluorescentes et, comme ils en détenaient les brevets, ils ont pu le faire dans des conditions de monopole total.

Badische Anilin, une filiale de *I. G. Farben Industrie*, avait réussi à fabriquer de l'essence synthétique, en partant de charbon de basse qualité, elle trembla pour son monopole. Un de ses dirigeants partit aussitôt pour l'Europe, afin de négocier avec la société allemande. La *Standard Oil* acquit les brevets de *I. G. Farben* pour les États-Unis et, en empêcha pendant quinze ans l'application industrielle Outre-Atlantique. *L'I. G. Farben* s'engagea à limiter sa production d'essence synthétique aux seuls besoins du marché allemand. A titre de réciprocité, la *Standard Oil* s'engagea à prévenir aux États-Unis toute concurrence faite à *I. G. Farben*, et notamment la fabrication de caoutchouc synthétique. Pendant quinze ans, jusqu'en 1940, on ne fabriqua pas de « buna » aux États-Unis. Deux des trusts du caoutchouc, *Goodyear* et *Goodrich*, essayèrent bien d'en entreprendre la production. Mais le second fut poursuivi devant les tribunaux pour infraction à la législation sur les brevets, et dut cesser de fabriquer du caoutchouc synthétique. Quant au premier, la simple menace de poursuites judiciaires suffit à le faire renoncer à la production du produit tabou ¹² *.

Un militant du Syndicat ouvrier du Caoutchouc, à Akron (Ohio), principal centre de cette industrie, m'a affirmé au cours de mon voyage aux États-Unis, en 1947, que de nouveaux procédés techniques, parfaitement au point, permettraient aujourd'hui, si on voulait les mettre en application, de révolutionner la fabrication des pneus, qui, si surprenant que cela puisse paraître, se fait encore à la main. Mais les trusts du caoutchouc n'estiment pas qu'un tel bouleversement technique leur soit « profitable », au moins pour le moment; et les auteurs de cette remarquable invention assistent, impuissants et bâillonnés, à son étouffement.

Dans son livre, Wendell Berge expose que les brevets servent surtout à décourager dans leurs recherches les inventeurs ou entrepreneurs indépendants. Ceux-ci renoncent à tout travail créateur et préfèrent dépendre des recherches et des largesses des grandes sociétés en acceptant des licences qui sont en

* Depuis, les nécessités de la guerre ont obligé le gouvernement américain à consacrer, en toute hâte, 700 millions de dollars à la construction d'usines de caoutchouc synthétique. Une loi a prescrit le pourcentage de caoutchouc synthétique qui doit, obligatoirement, entrer dans la fabrication des pneus d'automobiles ¹³.

général restrictives. Il n'y a plus de « libre entreprise », conclut mélancoliquement l'ex-substitut du procureur général des Etats-Unis¹⁴. Si le cadre même de mon ouvrage ne limitait pas le présent exposé, il y aurait encore beaucoup à dire sur la façon machiavélique dont les monopoles font jouer en leur faveur la législation relative aux brevets, s'en servant à la fois pour asseoir leur domination sur des bases légales et pour supprimer les inventions qui menacent cette domination¹⁵.

5

**Les monopoles
contre
le développement
régional.**

Les pratiques restrictives des monopoles exercent également une influence désastreuse sur la distribution géographique de la production aux Etats-Unis. L'industrie américaine est née et s'est développée surtout dans le Nord-Est, une région qui ne couvre qu'une partie très réduite de la superficie du pays et revêt la forme d'une mince bande de territoire limitée au nord approximativement par une ligne qui va de Boston à Chicago par Buffalo et Cleveland, et au sud par une ligne Philadelphie-Pittsburgh-Chicago. Ce bastion industriel, dominé par les monopoles, a servi de base à un véritable *système colonial*, analogue à celui qui a permis à une étroite région industrielle du Sud de l'Angleterre d'imposer sa loi, non seulement aux Iles Britanniques, mais à tout l'Empire. Les diverses sections de l'immense Commonwealth ont été traitées longtemps comme un simple réservoir de matières premières; elles ont été condamnées à fournir des produits bruts à bon marché à l'industrie anglaise, pour recevoir en échange des produits manufacturés au prix qu'il plaisait à celle-ci de fixer, sans avoir le droit de transformer elles-mêmes leurs richesses naturelles. Un système analogue a été établi aux Etats-Unis. La plus grande partie de ce vaste pays a joué, jusqu'à une date toute récente, et joue encore aujourd'hui dans une assez large mesure, le rôle d'un territoire colonial, dont l'industrialisation est systématiquement retardée et le développement économique paralysé par les monopoles du Nord-Est et leur centre financier, *Wall Street*. De même que l'Inde devait envoyer son coton à Manchester, pour ensuite recevoir de Manchester de quoi se vêtir, le minéral

de cuivre de l'Ouest des Etats-Unis (pour prendre un exemple) doit traverser tout le vaste continent, pour revenir à l'Ouest sous forme de produits fabriqués¹.

Il a fallu attendre la deuxième guerre mondiale et le colossal effort d'armements des Etats-Unis pour qu'enfin soit amorcée l'industrialisation du Sud et de l'Ouest. Mais les progrès accomplis dans ces régions n'ont pas été toujours en proportion avec l'accroissement global de la capacité de production des Etats-Unis, et ils ont été quelque peu ralentis, sous la pression des monopoles, depuis la fin des hostilités².

L'ancien substitut du procureur général des Etats-Unis, Wendell Berge, a écrit un autre livre pour dénoncer le préjudice causé ainsi à l'Ouest, dont il attribue carrément la responsabilité aux monopoles. « Le même pouvoir monopolistique, écrit-il, qui s'efforce d'imposer des prix élevés et une production restreinte... à l'industrie de l'Est, cherche aussi à étouffer les possibilités de nouvelles entreprises dans l'Ouest... Les monopoles, sous toutes leurs formes ouvertes et cachées, et dans tous leurs effets retardateurs, sont la barrière qui doit être abattue avant que le développement [de l'Ouest] ne puisse avoir lieu... Les entreprises de l'Ouest et le capital de l'Ouest ne purent pénétrer sur une base compétitive dans des secteurs industriels tels que l'industrie chimique, l'aluminium, le magnésium, l'acier ou l'équipement électrique. Ces industries, comme tant d'autres, étaient dominées par des monopoles nationaux ou dépendaient de cartels internationaux. En de nombreuses instances, durant les années d'avant-guerre, les efforts des hommes d'affaires de l'Ouest pour pénétrer dans des secteurs attractifs de la production se heurtèrent au mur impénétrable du contrôle des monopoles ou cartels. En bien des cas, les groupes monopolistes décidèrent d'empêcher l'établissement d'industries dans l'Ouest. La puissance dont disposaient ces groupes rendit leurs verdicts particulièrement effectifs... L'industrie de l'Ouest put constater qu'elle ne pouvait s'engager dans la production que si les monopoles y consentaient... Ce n'est que dans des circonstances spéciales et à de rares intervalles que de nouvelles entreprises purent surgir dans l'Ouest dans des industries dominées par les cartels. Lorsqu'une nouvelle entreprise fut établie, elle ne put survivre qu'en vertu du bon plaisir des monopoles et dans la mesure où le permettaient les restrictions calculées par lesquelles les

cartels s'efforçaient de préserver leurs privilèges. » Et l'ancien substitut du procureur général, après avoir stigmatisé le « traitement colonial de l'Ouest par les financiers et les intérêts industriels de l'Est », conclut : « La bataille de l'Ouest est avant tout une bataille contre les monopoles³. »

L'ancien gouverneur de Georgia, Ellis G. Arnall, a exposé, de même, la situation déplorable des « régions coloniales » du Sud. « La pauvreté du Sud, écrit-il, et la faible densité de la population... à l'ouest du Mississipi proviennent de la même raison fondamentale : l'Est, lourdement industrialisé, ne veut pas de la concurrence supplémentaire du Sud et de l'Ouest⁴. »

L'Ouest, qui couvre la moitié de la superficie totale des Etats-Unis, et possède 14 % de sa population, ne produisait, en 1939, que 10 % de la valeur totale des produits de l'industrie américaine. L'industrialisation du Sud-Est souffre du même retard. Avec 18 % de la population des Etats-Unis, il ne produisait, à la veille de la guerre, que moins de 9 % de ses produits manufacturés⁵ *.

Berge montre que le prix élevé de l'acier dans l'Ouest y a paralysé l'essor de toute industrie transformatrice utilisant cette matière. Par suite des frais de transport onéreux des aciéries de l'Est aux lieux d'utilisation dans l'Ouest, la tonne d'acier est de 10 à 15 dollars plus chère sur la côte du Pacifique que dans les centres de production de l'Est. Le *basing point system* ** a aggravé encore cet état de choses, en unifiant les prix de l'acier, quel que soit le lieu de production. Il en est résulté que de l'acier produit dans une des rares aciéries existant dans l'Ouest, celle de Pueblo (Colorado), était vendu à un prix calculé sur le prix des aciéries de Chicago, plus les frais de transport (« fantomatiques ») par chemin de fer de Chicago à Pueblo ! Dans un rapport au Congrès, le procureur général Biddle déclara que l'élimination du contrôle monopolistique de l'Ouest, y compris le *basing point system*, constituait une des conditions essentielles à remplir pour créer les bases d'une production sur une large échelle dans l'Ouest⁶.

Par ailleurs, l'*U. S. Steel*, on l'a déjà vu, a fait une obstruction systématique à tout développement de la production de l'acier dans l'Ouest. Un industriel de l'Ouest déclara, en 1942,

* Je reviendrai ailleurs sur le retard économique du Sud-Est (Voir p. 308-309).

** Voir plus haut, p. 36.

devant une commission du Congrès présidée par le futur Président Truman, que, du point de vue technique, aucun obstacle ne prévenait la création d'une industrie du fer et de l'acier dans l'Ouest, mais que toutes les tentatives dans ce sens avaient été paralysées par l'intervention des trusts de l'acier et des intérêts financiers existants⁷.

L'*U. S. Steel* ne toléra la construction d'aciéries dans l'Ouest que lorsque les besoins de la défense nationale, durant la guerre, rendirent celle-ci inévitable. Et il ne la toléra que dans la mesure où il put, comme on l'a vu*, mettre le grappin sur la principale aciérie, celle de Geneva (Utah). Ayant ainsi saugé son monopole, il ne réduisit les prix de l'acier dans l'Ouest qu'avec l'espoir de mettre ainsi hors de combat son concurrent, Henry Kaiser.

En ce qui concerne l'aluminium, même situation. La production de ce métal est presque entièrement monopolisée par la toute-puissante *Alcoa*, qui produit plus de 90 % de l'aluminium fabriqué aux États-Unis, contrôle presque tous les gisements de bauxite et possède tous les brevets de fabrication. Malgré que l'énergie hydroélectrique soit bon marché dans l'Ouest, et qu'une partie des gisements de bauxite soient situés dans l'Arkansas, jamais, jusqu'à la guerre, cette région ne put entreprendre la fabrication de l'aluminium : le monopole s'y opposait. Il fallut la guerre pour que le développement foudroyant de l'industrie aéronautique sur la côte du Pacifique obligeât le gouvernement à construire en hâte, à ses frais, des usines d'aluminium dans l'Ouest. A titre exceptionnel et temporaire, *Alcoa* dut abandonner aux usines gouvernementales une partie de sa bauxite et leur accorder le libre usage de ses brevets. Mais, comme le procureur général des États-Unis l'écrivit au Congrès, le monopole de l'aluminium gêna la production de guerre. « L'expansion fut entravée par le fait qu'il n'y avait qu'une seule compagnie expérimentée dans cette industrie stratégique, dont dépend notre puissance aérienne. » Si le gouvernement, estime Berge, rétrocede à *Alcoa* les entreprises créées dans l'Ouest durant la guerre, le monopole n'aura rien de plus pressé que de les fermer, car il ne s'intéresse qu'à celles qui lui assurent les profits maxima⁸.

Un autre exemple est celui d'une usine d'explosifs nitrés,

* Voir plus haut, p. 42.

construite durant la guerre, aux frais du gouvernement, dans le Kansas, et qui peut être facilement convertie en fabrique d'engrais à base d'azote. Mais, ici, l'on se heurte aux monopoles de l'azote, du *Pont* et *Allied Chemical and Dye*. La construction de l'usine précitée ne fut possible qu'au prix d'un accord temporaire avec la *Standard Oil* et du *Pont*, qui détiennent les brevets. « Des opposants aussi formidables, écrit Berge, n'abandonnent pas sans lutte le monopole du marché de l'azote. Ils ont une position dominante dans l'industrie et ils sont pourvus de fonds énormes pour mener la bataille. » La création d'une industrie chimique dans l'Ouest, ajoute-t-il, n'est possible que dans la mesure où elle pourrait être libérée de la domination des monopoles⁹.

Même difficulté en ce qui concerne le cuivre. Trois « grands » (*Kennecott, Anaconda et Phelps Dodge*) contrôlent 85 % de la production du cuivre américain. Le cuivre produit par les mines de l'Ouest est transporté, à grands frais, à des milliers de kilomètres de son lieu d'extraction, puis retransporté, sous forme de produits fabriqués. « Si l'Ouest, écrit Berge, avait des usines de transformation et s'il y avait quelque compétition de prix dans cette industrie, les États-Unis obtiendraient du cuivre à meilleur marché¹⁰. »

Le « système colonial », dénoncé par l'ancien substitut du procureur général, est renforcé par la pratique de tarifs ferroviaires discriminatoires. Les réseaux, eux-mêmes contrôlés par les monopoles et par *Wall Street*, s'entendent entre eux pour fixer des tarifs de transports de marchandises qui sont de 46 à 71 % plus élevés dans l'Ouest, et d'environ 37 % plus élevés dans le Sud-Est que dans le bastion industriel du Nord-Est. Il en résulte que des produits manufacturés fabriqués dans l'Ouest ou dans le Sud sont transportés à des tarifs beaucoup plus onéreux que ceux fabriqués dans le Nord-Est. Ainsi, par exemple, le tarif appliqué à une marchandise transportée de Macon (Georgia) à Chicago, soit une distance de 817 miles, est de 15,60 dollars, alors que, pour une distance analogue (814 miles), une marchandise de même poids, expédiée de Philadelphie à Chicago, est transportée pour seulement 11,20 dollars.

Par ce moyen, les monopoles favorisent systématiquement le transport de produits manufacturés en provenance des centres industriels du Nord-Est, et découragent la création

d'industries transformatrices dans le Sud et l'Ouest. Ces tarifs discriminatoires, à part les autres facteurs déjà indiqués, rendent prohibitifs les prix de l'acier produit dans l'Ouest. « Il est vain de construire des aciéries dans l'Ouest, écrit Berge, si le handicap du transport ne peut pas être surmonté¹¹. »

Les pratiques discriminatoires des compagnies de chemins de fer avaient jadis provoqué un tel mouvement de protestation de la part de ceux qui en étaient les victimes que, dès 1887, les pouvoirs publics avaient dû soumettre les tarifs au contrôle d'une *Interstate Commerce Commission*. Les pouvoirs de celle-ci furent renforcés par des législations successives¹². Mais son rôle est de pure façade. Plus de 99 % des tarifs proposés par les chemins de fer sont homologués par elle sans examen. Les compagnies de chemin de fer ont continué à passer tranquillement entre elles, sans se soucier de la Commission, des accords privés de tarifs. C'est ainsi que les trente-cinq compagnies de chemins de fer opérant à l'ouest du Mississipi ont conclu un accord, en 1932, par lequel elles s'engagent à avoir une politique de tarifs solidaire; toutes les décisions sont prises, en fait, à l'insu des pouvoirs publics, par un comité de directeurs se réunissant dans un bureau de *Wall Street*. Il existe une association identique pour les chemins de fer du Sud. Et, dominant tout le système, règne un arbitre suprême : la toute-puissante *Association of American Railroads*¹³.

L'assistant spécial du procureur général des Etats-Unis, Arne C. Wiprud, a écrit tout un livre, en 1945, pour dénoncer « la grande conspiration dans l'industrie des transports aux fins de fixer les tarifs des transports publics dans ce pays ». « L'industrie des transports, écrit-il, est en fait arrivée à imposer des prix monopolistiques. » Truman, alors vice-président des Etats-Unis, a salué dans ce livre une « analyse pénétrante du problème des transports ». Au cours d'une conférence, le même Wiprud désigna nommément le foyer principal de la « conspiration » : la Banque Morgan et autres Maisons de *Wall Street* engagées dans l'industrie ferroviaire; et il ajouta mélancoliquement : « Aucune force, pas même celle du gouvernement, n'a été assez puissante jusqu'ici pour mettre fin à leur pouvoir destructif. »

A la même époque, le gouverneur de Georgia, Ellis G. Arnall, demanda à la Cour Suprême des Etats-Unis d'enjoindre aux

chemins de fer de « dissoudre leur conspiration » et de « fonctionner comme une libre entreprise et non comme un cartel fasciste ». Le 26 mars 1945, la Cour se déclara compétente. A la suite de cette action, l'*Interstate Commerce Commission* se décida, le 30 août 1945, à sortir de sa passivité et à corriger quelque peu l'écart entre les tarifs pratiqués dans l'Est et ceux appliqués, de façon discriminatoire, au Sud et à l'Ouest. Mais la Cour Suprême n'a jamais lancé l'« injonction » réclamée par l'Etat de Georgia. Et, en juin 1948, malgré le veto du Président Truman, le Congrès a adopté la loi Bulwinkle qui immunise la coalition du Rail contre les lois anti-trusts existantes. Les pouvoirs publics sont désormais réduits à l'impuissance¹⁴. Il leur a fallu abandonner les poursuites engagées, en février 1948, par le ministère de la Justice contre W. Averell Harriman, l'actuel ambassadeur itinérant du Plan Marshall. Celui-ci avait pris, alors qu'il était président de l'*Union Pacific Railroad*, une part décisive à l'accord passé en 1932 entre les réseaux de l'Ouest. Le rapport du procureur fédéral le présenta comme une « figure dirigeante de la conspiration », ayant pour objet d'étouffer toute compétition de tarifs. Il accusa les compagnies signataires de l'accord d'avoir « machiné un organisme gouvernemental *privé* pour se gouverner elles-mêmes », et d'avoir fait alliance « avec des groupes industriels dominants non ferroviaires, pour exclure toute compétition dans les transports et fixer des prix industriels non ferroviaires¹⁵ ». Mais, depuis la loi Bulwinkle, les « conspirateurs » peuvent dormir tranquilles.

Au cours de sa campagne électorale de 1948, le Président Truman, après avoir évoqué « le temps où l'Ouest était une colonie économique de *Wall Street* », ajouta démagogiquement que « l'Ouest continue à être courbé devant *Wall Street* — fournissant des matières premières à bas prix et rachetant des produits finis à prix élevé », et il souligna que « le développement de l'Ouest se heurte à l'opposition acharnée de *Wall Street*¹⁶ ».

**Les monopoles
sont irrationnels.**

En réponse à ceux qui dénoncent leurs pratiques restrictives, les monopoles invoquent un argument : celui de l'*efficiency*, de l'efficacité économique supérieure de leur système. Ce dernier, s'il fallait les en croire, constituerait un « progrès » par rapport à celui du capitalisme libéral. Il n'est que trop vrai qu'une élimination *rationnelle* de la concurrence épargnerait à la société des frais énormes — des « faux-frais », serait-il plus juste de dire — parmi lesquels le chômage et les crises périodiques, ces correctifs « automatiques » aux méfaits de la concurrence. Mais, si l'on y regarde de plus près, c'est précisément sous le règne des monopoles que les États-Unis ont été entraînés dans la plus violente, la plus profonde et la plus longue des crises cycliques que la société capitaliste ait jamais connues. Sans doute ne faut-il pas tomber d'un excès dans l'autre et répondre à l'argumentation des monopoles contre le capitalisme libéral en prenant la défense du capitalisme libéral contre les monopoles. Il est bien évident que les crises économiques ne sont pas le produit du règne des monopoles, comme les partisans attardés du capitalisme libéral voudraient nous le faire admettre. Il y a eu des crises à l'époque de la libre concurrence, comme il y a maintenant des crises à l'époque des monopoles. Les crises économiques, avec leur cortège de « faux-frais » absurdes, sont le produit du système capitaliste dans son ensemble, et non celui de l'une de ses formes successives. Cependant, il est exact que les monopoles, en introduisant une « planification » rigide dans chaque secteur monopolisé de l'économie, réduisent considérablement l'élasticité de cette économie et rendent ainsi les crises plus aiguës, plus brutales et de plus longue durée. Ils ne les provoquent pas, mais ils les aggravent. En maintenant des prix artificiels dans leurs secteurs durant les périodes de « dépression », les monopoles empêchent que le mécanisme de reprise économique ne s'amorce normalement par une baisse des prix permettant un accroissement de la consommation de produits finis par le public et de matières premières par les fabricants. En réalisant des surprofits exorbitants, tout en

fermant la voie à un développement nouveau de leurs secteurs industriels, les monopoles provoquent la surcapitalisation et la « sur-épargne », source de nouveaux désordres économiques ¹.

Vu sous un angle un peu différent, le système des monopoles apparaît tout aussi critiquable. Des études de détail concernant la productivité du travail et la rentabilité des entreprises ont démontré récemment que la suppression de la concurrence, telle qu'elle est pratiquée par les monopoles, n'est pas rationnelle d'un point de vue strictement économique. Les monopoles sont trop grands — *too big* — pour reprendre une formule que l'écrivain américain Morris Ernst a donnée comme titre à son ouvrage sur les trusts ².

La *Federal Trade Commission*, procédant à plus de 200 tests sur les prix de production, a constaté que, dans une infime minorité des cas (moins de 5 %), la société la plus grande arrivait à produire aux coûts les plus bas ou à réaliser les profits les plus élevés par unité produite. Pourquoi? Voici les raisons proposées par la Commission :

1° La plupart des grands trusts américains n'ont pas été constitués en vue de « rationaliser » la production, mais ils sont nés d'une opération de « consolidation », de fusion *financière*. Une telle opération rassemble en général des firmes ou installations industrielles travaillant très en dessous du niveau moyen de productivité. Par suite de la surcapitalisation qui accompagne, le plus souvent, ces fusions, le nouveau trust ne peut pas se permettre le luxe d'éliminer après coup des actifs, sur la base desquels il a placé un chiffre important d'actions et d'obligations dans le public. C'est pourquoi les monopoles sont obligés d'obtenir le maintien et l'accroissement de leurs profits surtout par la stabilisation et la hausse des prix, et non plus, comme à l'époque du capitalisme libéral, par la réduction des coûts de production unitaires.

2° La rationalisation qui accroît réellement la productivité du travail est celle qui s'opère à l'intérieur de l'usine. Les monopoles, qui prétendent diriger, d'un bureau central, d'innombrables entreprises dans des secteurs souvent très divers de l'industrie, se préoccupent surtout de la diminution des frais généraux et des frais de circulation des marchandises *entre* les différentes entreprises qu'ils contrôlent. Ils voient les choses surtout d'un point de vue *financier*, et non pas tant

du point de vue de la productivité à l'intérieur de chaque entreprise.

3° La réunion d'aussi nombreuses entreprises sous une direction unique, la tendance des magnats du *Big Business* à étendre leur contrôle financier sur un nombre toujours plus élevé de sociétés, défient les capacités humaines. Comme l'observe la *Federal Trade Commission*, « les dirigeants de l'industrie américaine... sont peut-être les hommes les moins spécialisés du monde des affaires... La plupart d'entre eux ne savent que peu ou rien des affaires variées des sociétés qu'ils sont supposés gérer... Ils limitent presque exclusivement leur attention au financement de leurs compagnies... Il en résulte que les directeurs de très grandes sociétés négligent souvent la base fondamentale de la véritable efficacité de l'entreprise : le contrôle des hommes, des machines et du matériel, dans le but d'éliminer tout gaspillage et de diminuer les coûts de production³ ».

Lorsqu'en 1913, les mineurs de la *Colorado Fuel and Iron*, une entreprise de l'empire de Rockefeller, furent sauvagement assassinés à Ludlow par des tueurs à la solde du magnat, John D. Rockefeller Jr. dut comparaître devant une Commission d'enquête du Congrès. Il ne savait rien, il n'était au courant de rien, il ne se souvenait de rien, il n'avait pas assisté à un meeting du comité directeur de la société depuis dix ans⁴. Il est possible que, pour les besoins de la cause, Rockefeller ait un peu exagéré son ignorance des affaires qu'il était censé diriger. Mais il n'a pas dû l'exagérer beaucoup.

Devant la Commission d'enquête dite *T.N.E.C.*, le professeur Myron W. Watkins, de l'Université de New-York, a fait les constatations suivantes : « Du point de vue humain, l'expansion progressive de l'échelle des affaires industrielles par des fusions pratiquement illimitées... a abouti à la concentration en relativement peu de mains d'un pouvoir économique d'un tel degré et d'une telle ampleur qu'il dépasse les limites d'une administration effective... Cela est important avant tout, parce que cette *dépersonnalisation* de la direction des affaires économiques a largement privé ceux qui sont censés les diriger des freins salutaires d'honneur personnel et de responsabilité personnelle. Ne soyons pas surpris si la concentration de pouvoir au delà de la capacité humaine et de pouvoir sans responsabilité personnelle est utilisée à d'au-

tres fins que le bien-être économique de la communauté⁵. »

Au cours de mon voyage aux Etats-Unis, j'ai été moi-même en contact avec les administrations de grands monopoles, tels que l'*U. S. Steel*. Leur formalisme bureaucratique m'a littéralement effaré. Les Etats les plus centralisés et les plus vétustes de la vieille Europe apparaissent dynamiques à côté de la lourde machine du trust de l'acier. Un fonctionnaire du gouvernement fédéral américain fait preuve de plus d'initiative et de plus d'entregent qu'un « rond-de-cuir » de l'*U. S. Steel*. Ayant exprimé le désir de visiter les aciéries de Geneva (Utah), la direction locale dut téléphoner à New-York, à *Wall Street*, au siège central du tout-puissant monopole, pour obtenir la permission de me laisser visiter une usine située à plusieurs milliers de kilomètres. Les capitaines d'industrie qui, à la fin du siècle dernier, ont jeté les bases du *Big Business* américain, furent des hommes frustes et sans scrupules; mais ils avaient au moins l'esprit d'entreprise, de l'audace et de l'énergie créatrice. Leurs épigones actuels, à tous les échelons de la hiérarchie, sont des bureaucrates sans imagination et sans dynamisme, craintifs, conservateurs, étroits, mesquins. Il suffit de les approcher pour être frappé de leurs traits parasitaires. Les monopoles américains sont aujourd'hui des fossiles. Ils se dessèchent du dedans. Ils ne sont pas « efficaces », ils ne sont pas rationnels. Ils constituent un obstacle au progrès humain.

7

**Les monopoles
contre les
services publics.**

Les monopoles ne se contentent pas de dominer l'économie américaine et d'en avoir absorbé la quasi-totalité. Leurs prétentions ne s'arrêtent pas là. Leur avidité n'est pas encore satisfaite. Dans un pays presque entièrement livré au capitalisme privé, la loi irrésistible du progrès humain a obligé le gouvernement, pourtant dominé par les intérêts particuliers, les *vested interests*, comme on dit là-bas, à faire quelques timides concessions à une notion nouvelle : celle du service public. Dans des cas précis et limités où il s'avérait que l'« initiative privée » n'était pas capable de s'engager dans des entreprises d'intérêt général, ou lorsque les intérêts

en jeu étaient si vitaux pour la nation dans son ensemble qu'il n'était pas possible de les abandonner complètement à des particuliers, le gouvernement américain s'est enfin décidé à intervenir et à prendre l'initiative. Mais, ce faisant, il s'est heurté à l'opposition farouche des monopoles et de leurs agents. Ceux-ci s'efforcent, aujourd'hui encore, par tous les moyens, de reconquérir les secteurs qui leur ont ainsi échappé et de bloquer tous les efforts du gouvernement fédéral en vue de développer certains projets d'utilité publique.

L'exemple le plus retentissant est celui de la *Tennessee Valley Authority (T.V.A.)*. Il s'agissait, d'abord, de régulariser le cours d'une importante rivière, sujette à de désastreuses inondations périodiques; ensuite, d'utiliser les barrages construits à cet effet pour produire de l'énergie électrique à bon marché; enfin, à l'aide de cette énergie électrique, de développer l'électrification rurale et de fabriquer, à bon compte, des engrais, aux fins de régénérer les terres appauvries du Sud. Seuls les pouvoirs publics pouvaient prendre une initiative de ce genre. La *T.V.A.* fut conçue en 1933, dans le cadre du *New Deal* de Roosevelt. Les barrages et centrales électriques de la vallée du Tennessee furent construits aux frais du gouvernement, mais gérés *businesslike*, c'est-à-dire comme s'il s'agissait d'une entreprise privée, le gestionnaire payant intérêts et amortissements sur les sommes avancées par l'Etat. La *T.V.A.* a développé la production d'énergie électrique dans la vallée du Tennessee de 1,5 milliard de kwh en 1933 à 16 milliards en 1949. Le revenu moyen des habitants de cette région, qui était par tête d'habitant de 148 dollars en 1933, s'est élevé à 797 dollars en 1949¹. La *T.V.A.* a réussi, sans être déficitaire, à livrer à sa clientèle, composée pour une part de municipalités et de coopératives, et, pour une autre part, d'entreprises capitalistes, du courant électrique à des prix inférieurs à ceux des grands trusts d'électricité. Durant la guerre, les monopoleurs ne purent s'opposer au développement de la *T.V.A.* (pas plus qu'ils ne purent s'opposer à l'ouverture par l'Etat d'usines de guerre à travers tout le pays), notamment parce que l'énergie ainsi produite fut indispensable à la marche des gigantesques usines atomiques d'*Oak Ridge* et des usines d'aluminium de l'*Alcoa*. Mais, au lendemain des hostilités, les trusts de l'électricité décidèrent de consacrer eux-mêmes 5 milliards de dollars à

l'expansion de leur industrie, afin de faire face à des besoins accrus, passés de 28 millions de kwh à la fin de 1940 à 49 millions en 1947². Ils accusèrent alors la T.V.A. de « concurrence déloyale » et cherchèrent à se débarrasser d'un rival qui les empêchait d'accroître de façon usuraire le prix de l'électricité.

Les monopoles s'efforcèrent de contester devant les tribunaux le droit qu'avait la T.V.A. d'exploiter l'énergie électrique. Ils n'obtinrent pas gain de cause. Et, ne pouvant plus s'attaquer au principe même de la T.V.A., ils luttèrent pour en limiter l'expansion. Afin de faire face aux besoins accrus de courant électrique, et l'utilisation de l'énergie hydroélectrique ayant atteint son plafond, la T.V.A. a envisagé la construction d'une centrale thermique à Johnsonville (Tennessee), estimée à 84 millions de dollars. Au début de 1948, la T.V.A. demanda au Congrès de lui accorder un premier crédit de 4 millions de dollars pour commencer les travaux. L'Association Nationale des Compagnies d'Electricité, une des innombrables *lobbies* (agences) installées à Washington afin de faire pression sur le gouvernement, entreprit de « travailler » le Congrès³. Elle fit tant et si bien que la Chambre des Représentants refusa le crédit. Le Président Truman prit la défense de la T.V.A. Les monopoles rétorquèrent en accusant — ô ironie — le gouvernement fédéral de vouloir s'arroger « un monopole sur l'énergie électrique⁴ ». La bataille continue. Au cours de ma visite aux sièges de la T.V.A., à Chattanooga et à Knoxville, au printemps de 1948, j'ai assisté à un grand branle-bas. Une commission d'enquête sénatoriale venait d'arriver, afin d'étudier sur place le projet de nouvelle centrale électrique, et les fonctionnaires de la T.V.A. étaient sur les dents.

L'obstruction des monopoles ne se limite d'ailleurs pas au cas de la T.V.A. Des projets analogues sont actuellement à l'étude en ce qui concerne la vallée du Missouri, la rivière Columbia (dans le Nord-Ouest) et le Saint-Laurent. Les projets en question n'ont pas encore vu le jour, et les trusts s'emploient à les étouffer. S'ils parviennent jamais jusque dans l'enceinte du Congrès, nul doute que la lutte, cette fois encore, sera chaude. Au cours de sa campagne électorale de 1948, dans le Nord-Ouest, le Président Truman déclara que la réalisation des projets en question exigerait « une bataille des plus rudes » contre les intérêts privés et leurs amis au

Congrès; et il dénonça vivement le « *lobby* privé de l'Électricité⁵ ».

De même, l'électrification rurale entreprise par les coopératives de la *Rural Electrification Administration (R.E.A.)* a été violemment combattue par les trusts, bien que ceux-ci aient laissé 80 % des fermes de l'Etat de North Dakota sans électricité. Les compagnies privées de téléphone s'opposent aussi énergiquement aux efforts de la *R.E.A.* en vue d'organiser et de financer le développement du réseau téléphonique dans les campagnes des Etats du Nord-Ouest⁶.

**

Une bataille du même genre, et dont l'enjeu, à échéance plus éloignée, est encore plus important, se livre aujourd'hui autour de l'exploitation de l'énergie atomique. On a vu * que la gestion de la plupart des usines atomiques construites pendant la guerre a été confiée à l'industrie privée. Cependant, la fission de l'atome étant une question d'intérêt national et même mondial, le monopole de l'énergie atomique a été confié à un organisme gouvernemental, l'*Atomic Energy Commission*. Mais les trusts ne s'estiment pas satisfaits. L'énergie atomique n'est pas seulement une arme effroyablement meurtrière pour le temps de guerre; elle est susceptible également d'une utilisation quasi illimitée en temps de paix. A l'heure actuelle, les laboratoires américains spécialisés dans les problèmes atomiques préparent une révolution industrielle qui laissera loin derrière elle toutes celles du passé, et qui, probablement, substituera l'énergie atomique aux sources d'énergie actuellement exploitées. Les trusts voudraient, à l'avance, accaparer cette source formidable de richesse future. Au cours de la campagne électorale de 1948, leur porte-parole, le gouverneur Dewey, candidat du Parti Républicain à la présidence des Etats-Unis, fit allusion à la nécessité de libérer l'industrie atomique de l'emprise gouvernementale et de la confier à l'initiative privée. « Le danger existe, déclara-t-il, que la mainmise mortelle du gouvernement n'étouffe le développement atomique⁷. » Les dirigeants du Parti Démocrate, en bons démagogues, réagirent immédiatement. Le candidat

* Voir plus haut, p. 30.

démocrate à la vice-présidence, le sénateur Alben W. Barkley, traita de « sinistres » les intentions des républicains, et les accusa de vouloir remettre toute l'industrie atomique, représentant une valeur de 3 milliards de dollars, entre les mains des monopoleurs⁸. Et le Président Truman déclara que les usines atomiques « appartenaient au peuple des Etats-Unis » et qu'elles ne devaient pas servir à « engraisser » les profits du *Big Business*⁹.

Cependant, la pression des monopoles s'exerça, en l'occurrence, même sur le Parti Démocrate. Le sénateur démocrate Brien McMahon dut souligner que l'industrie privée avait tiré de « substantiels profits » de la gestion privée des usines atomiques possédées par le gouvernement¹⁰. Et le Président Truman ne put se dispenser de déclarer que le capitalisme privé « prend et continuera à prendre une part indispensable » dans cette grande entreprise, que plus de trois mille entrepreneurs et fournisseurs privés participaient au programme d'énergie atomique et que « le jour viendrait où il serait possible de faire entrer plus étroitement l'énergie atomique dans le cadre normal des affaires américaines¹¹ ». Ici encore, la bataille ne fait que commencer.

8

Les monopoles contre l'homme.

Au siècle dernier, Karl Marx avait eu la prescience et il avait tracé les linéaments d'une société dans laquelle l'homme, séculairement asservi, serait libéré de son « aliénation » et rendu enfin à lui-même. Cette société existe à l'état d'embryon dans la société actuelle. Tout indique qu'elle est en marche et que nos enfants ou petits-enfants seront des hommes libres. Mais diverses circonstances ont retardé son enfantement. A la veille de la Révolution française, l'aristocratie, qui, quelques décades auparavant, était devenue plus libérale, s'est soudain raidie. Il semble que ce soit une loi de l'histoire que les grandes crises libératrices soient précédées d'une aggravation temporaire de l'oppression. Notre siècle, qui finira sans doute dans la liberté, est dur pour l'homme, plus dur même que le précédent. Sans parler de ses hécatombes périodiques, il a vu naître des systèmes d'esclavage qui laissent loin derrière eux ceux

du passé : le fascisme, le stalinisme, le règne des monopoles américains. Le cadre même de mon ouvrage m'oblige à m'occuper seulement ici de ce dernier. Mais les autres ne m'indignent pas moins. Je ne réserve pas tous mes coups aux maîtres de l'Amérique. Je crois, au surplus, et j'y reviendrai plus à fond dans le second volume de cet ouvrage, que c'est aux États-Unis que l'homme de demain a le plus de chances d'être libéré. La mise en accusation des monopoles américains n'est pour moi qu'un cas particulier de la lutte universelle pour la libération de l'homme.

J'ai vécu plus de deux ans aux États-Unis, et je n'ai pas trouvé que l'homme d'aujourd'hui y fût libre. J'y ai étouffé, et j'y ai côtoyé des hommes qui étouffaient. L'économie de son pays enrégimentée, contrôlée, dirigée par un petit nombre de trusts monopoleurs, l'*American citizen* contemporain se trouve à chaque instant sous leur emprise, quelle que soit l'activité qu'il exerce ou les besoins qu'il satisfasse.

Comme une énorme toile d'araignée, les intérêts multiples et enchevêtrés des monopoles recouvrent toute la société américaine, et chacune de ses sphères particulières. Leur blason s'étale au fronton des usines géantes, des somptueux *buildings* des banques et des orgueilleux gratte-ciel. Leur présence hautaine et insolente est une permanente obsession. A New-York, leur capitale, il semble qu'ils aient perdu toute retenue. Ils y ont entassé, pour leur propre glorification, de si hauts monceaux de fer et de pierre que l'homme y est réduit à l'état de pygmée et qu'il s'y sent broyé.

Le pain que l'habitant des grandes villes américaines mange à son *breakfast*, la bouteille de lait qu'il trouve devant sa porte en se levant, le réveil qui l'arrache à son sommeil, tout lui rappelle l'Empire économique auquel il est asservi et ne peut échapper. La lampe qu'il allume, l'électricité qui l'éclaire ou le réchauffe, l'eau même avec laquelle il fait ses ablutions, la voiture qui le transporte à son travail, l'essence qu'il prend à la station-service, le train qui le ramène, de temps à autre, à sa ville natale, la cigarette qu'il fume, tout appartient à l'Empire des monopoles. Il ne peut faire un geste sans payer sa dime aux « soixante familles » qui gouvernent les États-Unis. Et il ne peut échapper une seconde à la hantise de leurs appels publicitaires.

Le logement ou la maisonnette qu'il loue dépend, le

plus souvent, du tout-puissant *real estate lobby*, le monopole de la propriété immobilière, qui fixe, selon son bon plaisir, le montant des loyers, et face auquel les locataires sont à peu près désarmés. Le scandale est si grand que le Président Truman a dû accuser publiquement le *lobby*, un des plus « impudents », dit-il, de Washington, d'être « le véritable ennemi du foyer américain » et de violer ouvertement les lois « anti-trusts ». Le même monopole s'oppose avec acharnement à tous les projets du gouvernement fédéral de construction d'habitations à bon marché et de lutte contre les taudis¹.

Que, pour se détendre, le citoyen américain se rende au cinéma de son quartier, il a deux chances sur trois de verser son obole aux trusts de l'industrie cinématographique, auxquels les exploitants de la plupart des salles, dans les grandes villes, sont liés, directement ou indirectement. Le film qu'il verra sera presque à coup sûr produit par un des « Cinq Grands * » de Hollywood. Qu'il tourne le bouton de son poste de radio — manufacturé par un des puissants trusts de l'industrie électrotechnique — et il pourra difficilement échapper à la voix d'une des quatre chaînes nationales **, trusts géants, contrôlés eux-mêmes par un des huit super-trusts, celui de Morgan ou un autre. Qu'il se rende à une partie de *base-ball* ou à un combat de boxe, il retrouvera encore le *Big Business*.

Qu'il veuille se délasser l'esprit par la lecture, et le citoyen américain achètera les innombrables magazines ou *comics*, édités par les trusts et savamment agencés pour engourdir son intellect, maintenir son cerveau au stade infantile, l'amuser par des futilités et détourner ainsi son attention des puissances qui l'oppriment. Que, malgré cette gigantesque entreprise d'abêtissement, il soit pris du désir de s'éduquer (et le miracle est que la jeune génération américaine a tout de même, et plus que jamais, la soif de s'instruire), il retrouvera le spectre des trusts sitôt franchie la porte de la librairie à laquelle il s'adressera. Dans une admirable brochure, *The Fate of writing in America*, l'écrivain James T. Farrell a dénoncé la commercialisation de la pensée écrite et le drame de

* Warner Bros, Paramount, Metro-Goldwyn-Mayer, 20th Century-Fox, Radio-Keith-Orpheum. Paramount possède 1.376 salles de cinéma, Warner 509 et 20th Century-Fox 546².

** American Broadcasting Cy, Columbia Broadcasting Cy, Mutual Broadcasting Cy, National Broadcasting Cy³.

ceux qui s'entêtent à vouloir s'exprimer librement par la plume dans un pays entièrement inféodé aux monopoles. Il expose que l'industrie américaine du livre est complètement dominée par quatre grands groupes *, dont les profits majeurs proviennent, non pas de l'édition de livres nouveaux, mais de la réimpression à bon marché et à gros tirages de livres à succès. C'est ainsi qu'au cours de la seule année 1944, les Editions Simon & Schuster, elles-mêmes contrôlées par deux trusts de grands magasins, *Marshall Field* et *Sears-Roebuck*, vendirent 30 millions d'exemplaires de leurs *Pocket Books* à 25 cents. « Jusqu'à présent, écrit Farrell, la majorité des éditeurs ont été des commerçants indépendants... Mais maintenant l'édition prend des dimensions plus importantes, et certaines maisons dont le capital dépasse le million de dollars font un énorme chiffre d'affaires... Le métier d'éditeur tendra à ressembler de plus en plus à celui d'autres larges industries... Tôt ou tard les éditeurs commenceront à introduire une forme de censure économique dans leurs maisons... Si cela se produit, le contrôle de *Wall Street* signifiera que l'Argent, rien que l'Argent, sera le maître... Un tel développement menacera dangereusement la liberté de la culture américaine. » Par une sorte de précaution de langage, Farrell s'exprime au futur. Mais le lecteur n'a pas de peine à comprendre que l'écrivain a en vue la situation présente ⁴.

Si le jeune Américain, avide de s'instruire, s'avise de vouloir acheter des ouvrages techniques, il constatera qu'un livre sur quatre est publié par un seul trust, et une revue technique sur deux est contrôlée, directement ou indirectement, par la même société **. S'il s'avise de vouloir fréquenter une université (profitant de la loi d'après-guerre, qui accorde une allocation mensuelle aux anciens combattants désireux de parfaire leur instruction), il se rendra compte que les universités « privées » sont beaucoup plus nombreuses, mieux réputées et équipées que les universités d'Etat, et que, dans leurs comités directeurs, siègent les représentants des grands monopoles. Telle université est une simple annexe des trusts de l'acier, telle autre une dépendance du trust du tabac, telle autre une

* *Simon & Schuster; Doubleday, Doran; World Publishing Company* et la combinaison de *Harper, Random House, Little Brown, Charles Scribner & Sons* et le *Book of the Month Club*.

** *Mc Graw-Hill* ⁵.

« œuvre sociale » du trust de la Coca-Cola. Le professeur qui servira d'intermédiaire entre le jeune étudiant et le monde de la Connaissance se sera rendu à une sorte de marché annuel de la main-d'œuvre intellectuelle, baptisé « congrès scientifique » ; il y aura lu, d'une main tremblante, un papier ; et si ses idées, son comportement général n'ont pas déplu à la commission d'embauche des grands monopoles, il aura obtenu une chaire, toujours révocable, et qu'il s'efforcera de conserver en courbant l'échine. La science que le jeune étudiant recevra de sa bouche sera une science revue, corrigée et approuvée par les monopoles, donc inoffensive pour eux. Que notre étudiant veuille s'adonner à des recherches scientifiques désintéressées, il ne pourra travailler que dans les laboratoires des trusts. Ceux-ci estampilleront de leur marque de fabrique, de leur *trade mark*, tous les fruits de son labeur.

Que le citoyen américain soit victime de quelque accident ou qu'il soit obligé de faire soigner son corps, prématurément usé par la cadence du travail dans les usines des grands monopoles, tout ce dont il aura besoin pour recouvrer la santé ou l'usage de ses membres : les lunettes, les articles dentaires, les médicaments, les membres artificiels, les outils chirurgicaux, tout provient des monopoles et ne peut être obtenu qu'en leur versant un tribut. Le médecin qui assistera notre patient sera lui-même contrôlé par la *National Medical Association*, puissante association professionnelle, liée au *Big Business* et qui veille jalousement sur le comportement de ses membres, afin qu'ils ne transgressent pas le code mercantile d'une société dominée par le Capital. Cette association dépense aujourd'hui des millions de dollars pour mettre en échec les projets de « médecine sociale » et d'assurances sociales actuellement élaborés par les pouvoirs publics américains. C'est ainsi qu'à San Francisco, en novembre 1947, près de mille médecins se croisèrent les bras pour protester contre un système de soins médicaux obligatoires pour les employés de la municipalité⁶. L'hôpital même où notre malade se fera soigner est le plus souvent possédé ou contrôlé par les monopoles. Nulle part au monde, je crois, les soins médicaux ne sont, toutes choses égales d'ailleurs, aussi onéreux qu'aux Etats-Unis. Il n'y a pas encore d'assurances sociales dans ce pays qui prétend s'offrir comme exemple aux autres nations.

La localité qu'habite le citoyen américain, qu'il s'agisse d'une

petite communauté agricole sur laquelle se projette l'ombre d'une banque ou d'une compagnie d'assurances tentaculaire; qu'il s'agisse d'une ville nouvellement surgie du sol ou récemment industrialisée, comme Houston ou Galveston (Texas), dont le destin est fixé par les nouveaux riches du pétrole; qu'il s'agisse d'un centre industriel plus ancien comme Birmingham (Alabama), fief de l'*U. S. Steel*, où tous les pouvoirs constitués, y compris le chef de la police, dépendent du trust de l'acier; qu'il s'agisse d'une *company town*, propriété exclusive d'une firme du textile, comme Kannapolis (Caroline du Nord), qui n'a pas de municipalité élue et dont tous les rouages administratifs, toutes les institutions (depuis l'église jusqu'au corps de sapeurs-pompiers) appartiennent à la puissante Compagnie Cannon; où que ce soit, il faut vivre, respirer, travailler, dormir et reproduire sous le patronage des trusts.

Les Etats-Unis ne sont pas seulement le pays des rois de l'industrie; ils sont aussi celui des princes locaux, tels que F. Kelly, suzerain du centre minier de Butte (Montana), ou Richard K. Mellon, potentat de Pittsburgh⁷. Le plus souvent d'ailleurs, ces princes modernes, tels les « grands » d'Espagne, habitent loin de leurs domaines et de leurs serviteurs; et, comme leurs devanciers de l'âge féodal, ils sont de simples parasites. Ils ne dirigent pas, nous l'avons vu*, leurs entreprises; ils ne connaissent pas leurs ouvriers; ils ne savent même pas exactement ce qu'ils produisent. Leur seule fonction sociale est d'amasser des profits, de fixer les prix, d'augmenter les loyers, et de condamner des milliers de familles à des conditions d'existence et de travail grises, monotones et désespérantes.

Cependant, les monopoleurs n'ont pas la conscience tranquille. Ils craignent non seulement le courroux de l'opinion publique, dont cette concentration fabuleuse de richesse provoque l'indignation latente, mais aussi, dans un pays où l'argent et la religion sont inextricablement mêlés, le « courroux céleste ». Des considérations très pressantes d'ordre fiscal les obligent aussi à se répandre en largesses : les sommes dévolues aux institutions qu'ils subventionnent, aux œuvres pies auxquelles ils attachent leur nom, sont défalquées du montant du revenu sur la base duquel ils paient leurs impôts.

* Voir plus haut, p. 54.

La famille *Ford* a même réussi à faire passer toute sa fortune dans une prétendue « fondation », la mettant ainsi à l'abri du fisc. Des comptes bancaires des sociétés géantes ou de ceux des milliardaires privés s'écoule un fleuve d'or permanent qui fait prospérer les hôpitaux, les instituts scientifiques, les musées et les universités. Ce Pactole attire, comme un aimant puissant, savants et *clergymen*, écrivains, artistes et réformateurs sociaux. Un livre monumental comme celui de Gunnar Myrdal, sur le problème nègre, n'a pu être écrit que grâce aux généreux subsides de la *Carnegie Corporation*. En échange des dollars reçus, l'auteur en a dit juste assez pour démontrer que les magnats américains sont « libéraux » et « larges d'esprit », qu'ils ont le louable désir d'améliorer les relations raciales; mais le rapport fondamental existant entre le traitement abominable des nègres et le système capitaliste, c'est-à-dire le cœur même du sujet, a été soigneusement escamoté⁸. Les milliardaires sont généreux, certes, ils ont un cœur d'or (non seulement au figuré), mais ils entendent que leurs générosités « paient », sous une forme ou sous une autre, et ils prennent la précaution de conserver le contrôle de l'argent qu'ils distribuent si princièrement. En échange de quoi, ils sont peints, chantés et fêtés comme les bienfaiteurs de cette « libre société américaine » qu'ils ont depuis longtemps sapée et vidée de sa substance.

Les intellectuels américains, hier radicaux, aujourd'hui découragés du socialisme par la caricature barbare que leur en offre le régime stalinien, se déclarent uniquement préoccupés de l'« homme⁹ ». Souci combien légitime, mais si l'on s'indigne, à juste titre, de ce que l'homme soit « aliéné » par l'Etat russe, pourquoi observe-t-on le silence quand il l'est par les monopoles américains?

9

Domination politique des monopoles. Les monopoles n'étouffent pas seulement le citoyen américain en tant qu'individu, ils l'oppriment en tant qu'« animal politique ». Malgré le fonctionnement formel de la démocratie, ils contrôlent l'Etat, envahissent ses différents rouages comme ils ont envahi ceux de l'industrie, de la banque et du commerce,

vidant de son contenu la célèbre formule d'Abraham Lincoln : « Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple¹. » Un observateur aussi modéré et objectif qu'André Philip notait, dans son livre paru en 1927 : « Les États-Unis souffrent d'une confusion complète entre les fonctions gouvernementales et patronales... Les États-Unis représentent aujourd'hui dans le monde le type le plus parfait de *dictature capitaliste* ². »

Pour dominer un État « démocratique » moderne, il faut tout d'abord former les opinions de l'électeur. En aucun pays au monde la formule de Karl Marx et de Friedrich Engels : « Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante³ », ne s'est trouvée vérifiée au point où elle l'est aux États-Unis. Les idées de l'« opinion publique » américaine sont fabriquées en série par le Grand Capital, de la même manière que sont fabriqués les produits manufacturés offerts au consommateur. Les monopoles exercent un contrôle tyrannique sur les moyens d'information et de formation de l'opinion publique. Nous avons déjà mentionné l'asservissement du cinéma et de la radio. La même situation existe en ce qui concerne la presse. Trois grandes agences de presse : *Associated Press*, *United Press* et *International News Service*, dominent pratiquement l'industrie de la rédaction et de la transmission des nouvelles, et elles sont elles-mêmes intégrées dans le réseau des super-trusts américains. De plus, elles sont étroitement liées aux chaînes de radiodiffusion. A la fin de 1944, les grandes sociétés de presse possédaient 508 des 886 émetteurs de radio existant aux États-Unis. Quelques grandes chaînes nationales de journaux, dont les plus importantes sont celles de *Hearst*, de *Scripps-Howard* et de *Mc Cormick-Patterson*, contrôlent un quart de tous les journaux américains et 53,8 % de la circulation de ceux-ci. Quatorze propriétaires de journaux contrôlent un quart de toute la circulation des quotidiens⁴. La plupart de ces « rois de la presse » se trouvent eux-mêmes exercer une position dominante dans l'un ou l'autre des super-trusts. Le fameux William Randolph Hearst, qui joua, durant des années, grâce à ses journaux, ses magazines, ses films, ses stations de radiodiffusion, un rôle décisif dans la formation de la mentalité américaine, était, en même temps, un roi de la finance. « La principale institution derrière Hearst, écrit Ferdinand Lund-

berg, son biographe, a été la *National City Bank of New York*. » Hearst avait, en outre, de puissants intérêts dans les mines de cuivre⁵. L'ultra-réactionnaire colonel Robert R. McCormick, propriétaire de la *Chicago Tribune*, dont le tirage dépasse le million, appartient à la famille qui contrôle le trust de machines agricoles *International Harvester* et tout le super-trust dit « groupe de Chicago ». Henry Luce, qui dirige le trust des périodiques *Life*, *Time* et *Fortune* (l'hebdomadaire illustré *Life* tire à plus de 4 millions d'exemplaires), est lié à *Wall Street*. Il est un ancien camarade de collège d'un des plus proches associés de J. P. Morgan Jr. Et la Banque Morgan est un des plus gros actionnaires de la société⁶.

En face de ces géants, l'existence d'une presse libre est pratiquement impossible. « Quant aux journaux locaux « indépendants », observe Charles Bettelheim, et aux émetteurs non financièrement contrôlés, leur vie et leur mort dépendent des agences de publicité, qui sont elles-mêmes aux mains du Grand Capital⁷. » En 1947, un certain Don C. Matchan, éditeur d'un journal dans une petite ville du North Dakota, Valley City, se mit à attaquer dans ses articles le « capitalisme monopoliste ». Les hommes d'affaires locaux décidèrent aussitôt de retirer toute leur publicité à l'imprudent journal⁸.

Contrôlant la quasi-totalité de tous les canaux d'information, les monopoles peuvent se permettre de mener des campagnes « désespérées de tromperie et de falsification », selon l'expression du sénateur James E. Murray, lorsque ce dernier dénonça la campagne des quatre trusts du caoutchouc contre un projet de loi destinée à protéger les commerçants indépendants de cette industrie⁹. Un groupe d'études, la Commission sur la liberté de la Presse, présidée par le chancelier de l'Université de Chicago, a publié récemment un rapport dans lequel il affirme que la propagation des nouvelles et des idées est menacée de tomber « sous le contrôle d'un nombre de plus en plus restreint de personnes », et dénonce le danger que « les propriétaires et administrateurs de la presse déterminent quelles personnes, quels faits, quelles versions des faits et quelles idées doivent atteindre le public¹⁰ ». Le Président Truman lui-même, lorsqu'il mena sa campagne électorale de 1948, eut, de son propre aveu, 90 % de la presse américaine contre lui¹¹. Les rois de l'opinion publique entreprirent de persuader celle-ci, non seulement que le gouverneur Dewey *devait* être

élu, mais qu'il *serait* élu. Dans *New York Times*, Arthur Krock rapporta que, dans le privé, certains chefs du Parti Républicain disaient que la candidature de Dewey avait été imposée sous la pression de spécialistes de la publicité et de *Wall Street*¹². Près de deux mois avant le scrutin, un des plus fameux pronostiqueurs de presse, Elmo Roper, cessa ses « sondages d'opinion », les déclarant superflus, tellement la victoire du candidat républicain lui semblait certaine. La *Chicago Tribune* et *Life* imprimèrent, un peu hâtivement, une édition annonçant la victoire de Dewey sur Truman¹³.

**

La conquête de l'électeur ne se fait pas seulement par la presse; elle se fait aussi à l'aide de puissantes machines électorales, dont le fonctionnement est extrêmement coûteux. Le bipartisme assure aux monopoles la haute main sur la politique américaine. En même temps qu'ils ont impitoyablement écrasé toute concurrence sur le plan économique, ils ont, avec la même brutalité, étouffé dans l'œuf toute tentative concurrente sur le plan politique. Aucun « troisième parti » n'a réussi jusqu'à ce jour à tenir tête aux deux partis soutenus et financés par le *Big Business*. Dans son ouvrage classique *America's Sixty Families*, Ferdinand Lundberg donne une liste longue et impressionnante des contributions du Grand Capital aux campagnes présidentielles qui se sont déroulées aux Etats-Unis dans les décades antérieures¹⁴. On y voit que les mêmes magnats, les Morgan, Rockefeller, du Pont, Whitney, Mellon, Eaton, Vanderbilt, etc., divisèrent invariablement leur soutien entre les *deux candidats*, républicain et démocrate. On y voit aussi, par l'ampleur même de ces subventions, qu'un candidat « indépendant », ne disposant pas de l'appui de la grande bourgeoisie, ne saurait réussir à rassembler des fonds équivalents. Seul peut-être le *Labor*, avec ses millions d'adhérents, se montrera capable, le jour où il se décidera à lancer son propre parti *, de collecter, pour ses campagnes électorales, des sommes approchantes.

L'intervention de l'argent dans les luttes électorales est cyniquement avouée aux Etats-Unis. Chacun peut lire dans

* Cf. Volume II.

la presse les noms des grands industriels ou banquiers qui versent leur obole à la caisse électorale du Parti Républicain et à celle du Parti Démocrate. A la veille de l'élection présidentielle de 1948, *New York Times* publia une liste des principaux bailleurs de fonds des deux grands partis. Sur la liste républicaine, on lit les noms de du Pont, Rockefeller, Mellon, Guggenheim, Vanderbilt, etc. Sur la liste démocrate, on trouve ceux de W. Averell Harriman, le magnat du rail, Charles Luckman, le roi du savon, Charles P. Skouras, le magnat du cinéma ayant déclaré, en 1947, le traitement le plus élevé reçu aux Etats-Unis (810.000 dollars)¹⁵. Le magazine *Fortune* fit connaître, sans fausse honte, à ses lecteurs que la famille de George et Herman Brown, riches capitalistes du Texas, investit 100.000 dollars dans la carrière politique d'un certain Lyndon B. Johnson, dont elle fit un sénateur démocrate des Etats-Unis¹⁶.

De même, les heureux vainqueurs des campagnes présidentielles ne se gênent pas pour distribuer des fonctions publiques, à titre de récompense, à leurs agents électoraux les plus dévoués. C'est ainsi que Clara Driscoll, appartenant à une famille de nouveaux riches américains, contribua largement aux campagnes électorales du Président Franklin D. Roosevelt : son mari, Hal Sevier, fut nommé ambassadeur au Chili¹⁷. Perle Mesta fut un des agents électoraux les plus actifs du Président Truman : elle fut nommée ambassadeur au Luxembourg. D'ailleurs, le poste choisi ne l'avait pas été au hasard : Mrs. Mesta déclara elle-même candidement à la presse que son mari avait été dans les affaires d'acier et qu'elle « s'intéressait davantage aux aciéries du Luxembourg et autres industries qu'aux conventions mondaines de la diplomatie¹⁸ ».

Mais il ne s'agit ici que de postes relativement secondaires. La domination de l'Etat américain par les monopoles est caractérisée par l'*union personnelle* existant entre le personnel gouvernemental dirigeant et les représentants directs des super-trusts. Citons quelques exemples :

Edward R. Stettinius Jr, qui vient de mourir et qui fut secrétaire d'Etat en 1945, après avoir été administrateur du « Programme Prêt-Bail », était un ancien vice-président de l'*U. S. Steel*¹⁹. John W. Snyder, l'actuel secrétaire à la Trésorerie, est un ancien banquier de *Wall Street*, et a été vice-président de la *First National Bank of Saint-Louis*²⁰. Son prédé-

cesseur, le banquier Henry Morgenthau Jr, a été nommé récemment président de la *Modern Industrial Bank*²¹. James Forrestal, secrétaire à la Défense Nationale, de 1941 à 1949, était un banquier de *Wall Street*, président de la Maison *Dillon, Read & Co*²². Son successeur actuel, Louis A. Johnson, qui obtint ce poste en remboursement de 250.000 dollars qu'il avait versés à la caisse électorale du Parti Démocrate, a été l'un des directeurs de la grande firme de constructions aéronautiques *Consolidated Vultee Aircraft*, dont le fameux avion B-36 est devenu la base des plans de défense américains. Louis A. Johnson se fait aujourd'hui l'avocat frénétique — et non désintéressé — de la suprématie des forces aériennes²³. L'assistant-secrétaire d'Etat, Robert A. Lovett, qui fut le bras droit et l'inspirateur du secrétaire d'Etat Marshall, est un homme de *Wall Street* : il fut nommé, aussitôt après sa démission, président de l'*Union Pacific*, une des plus grosses compagnies de chemins de fer²⁴. William L. Clayton, qui fut sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, dirige le plus grand trust mondial du commerce du coton, la firme *Anderson, Clayton & Co*²⁵. Donald Nelson, chef de l'Office de Production de guerre, durant trois ans, est l'ancien directeur des grands magasins *Sears-Roebuck*²⁶. Paul G. Hoffman, l'administrateur du Plan Marshall, est l'ancien président du trust automobile *Studebaker*, et son adjoint, W. Averell Harriman, ambassadeur itinérant en Europe, est, nous l'avons vu, un des principaux « conspirateurs » du rail et un des bailleurs de fonds du Parti Démocrate. Lewis W. Douglas, l'ambassadeur des Etats-Unis en Grande-Bretagne, est fils d'un magnat du cuivre, ayant des intérêts dans le puissant trust *Phelps Dodge*²⁷.

Arrêtons ici la liste, pour ne pas abuser de la patience du lecteur. Pourtant, elle est loin d'être complète : dans tous les recoins de l'appareil gouvernemental des Etats-Unis, on retrouve les agents des trusts. L'Etat américain est leur proie, leur chose. Et l'homme même qui préside nominalement aux destinées de cet Etat a dû, au cours de sa récente campagne électorale, pousser un cri d'alarme démagogique, dénoncer cette effroyable emprise : « Regardons ce groupe d'hommes qui compromettent le futur de la démocratie aux Etats-Unis par la concentration de leur pouvoir économique... Quand une poignée d'hommes obtient le contrôle de l'économie d'une

nation, ils trouvent un « homme de façade » qui gouverne le pays pour eux. Avant qu'Hitler ne prit le pouvoir, le contrôle de l'économie allemande avait passé entre les mains d'un petit groupe de riches manufacturiers, banquiers et grands propriétaires fonciers. Ce furent ces hommes qui décidèrent que l'Allemagne avait besoin d'un dictateur brutal et sans scrupules qui jouerait leur jeu et écraserait les puissants syndicats ouvriers allemands. C'est pourquoi ils placèrent argent et influence derrière Adolf Hitler... Aujourd'hui, aux Etats-Unis, il y a une concentration croissante... d'immense pouvoir économique entre les mains de quelques hommes. C'est une situation dangereuse²⁸... »

Quand le même Truman s'avisa, pour « souffler » des votes à Henry Wallace, qu'il serait peut-être habile d'envoyer le président de la Cour Suprême de Justice, Fred M. Vinson, faire un tour à Moscou et négocier directement avec Staline, les hommes des trusts le traitèrent comme un écolier pris en faute. Un accord avec la Russie à ce moment risquait de compromettre le vote par le Congrès et l'acceptation par le contribuable américain d'un programme de 15 milliards de dollars de réarmement. Le général Marshall, appelé à la rescousse par son assistant, Robert A. Lovett, revint en hâte, par avion, de Paris. Le prestige généralement attaché à la fonction de Président des Etats-Unis connut une soudaine éclipse. Parce qu'il avait eu, rien qu'un instant, la velléité d'enfreindre les volontés des trusts, le Président Truman ne fut plus, aux yeux de la presse, qu'un imbécile, un sinistre gaffeur; et il s'empessa de faire amende honorable, il renonça à son « malencontreux » projet²⁹.

L'actuel Président des Etats-Unis rue de temps à autre dans les brancards, car l'opinion populaire est de plus en plus indisposée contre les monopoles, et il ne pourrait pas se faire réélire s'il ne leur lançait pas quelques flèches. Mais, aussitôt sa réélection acquise, il fit savoir qu'il était « un homme de tout repos pour tous les éléments de l'Economie » et que le *Business* « n'avait rien à craindre » de sa nouvelle administration³⁰ *. Il est, pour reprendre ses propres termes, l'« homme

* Dans le *Monde* du 10 mars 1950, Henri Pierre annonce que « le président Truman veut faire la paix avec le *Big Business* ».

de façade » — Henry A. Wallace dit : le prisonnier ³¹ — du Grand Capital américain.

10

La « lutte » Pour être à peu près complète, une **contre les monopoles.** esquisse du règne des monopoles aux Etats-Unis devrait comporter non seulement un aperçu général du joug que les trusts font subir à la société dans son ensemble, mais encore une description de ses incidences sur les diverses catégories sociales, prises chacune en particulier : les ouvriers, les fermiers, les nègres, les classes moyennes. L'objet de ce livre est, en effet, l'étude de la révolte des victimes du *Big Business* et des mouvements progressifs par lesquels cette révolte s'exprime. Mais, comme l'action et la réaction sont étroitement liées, j'ai cru préférable de traiter de l'action au cours des chapitres mêmes où j'analyse la réaction. C'est ainsi que les rapports des monopoles avec les ouvriers, les fermiers et les hommes de couleur seront étudiés dans la suite de cet ouvrage. Je me bornerai ici à quelques brèves indications sur le préjudice causé par la domination monopolistique aux classes moyennes, parce que les lois et enquêtes contre les trusts, que je voudrais mentionner au terme du présent chapitre, ont eu surtout pour objet de donner « un os à ronger » au *Small Business* (petite industrie et petit commerce). Mise à part l'étroite couche dirigeante du *Big Business*, les classes moyennes sont, aux Etats-Unis, les forces sociales *les moins progressives*, du fait des liens très forts qui les unissent au Grand Capital, et ceci malgré tous les maux que ce dernier leur inflige¹. La véritable révolte contre les monopoles, la plus progressive et la plus conséquente, est celle des travailleurs des industries monopolisées, des ouvriers de la production de masse; ensuite, d'une façon plus indirecte, celle des fermiers pauvres et des nègres. L'action anti-trusts menée par les « avocats » du *Small Business* est inconséquente et vaine; elle n'est qu'une lutte postiche.

Le processus de concentration capitaliste a grignoté inexorablement les classes moyennes indépendantes. Dans un livre remarquable, malheureusement quelque peu dépassé, puisqu'il

parut en 1935, *The Crisis of the Middle Class*, Lewis Corey a décrit ce drame. Les fermiers considérés à part, les petits entrepreneurs, propriétaires de leurs moyens de production, qui formaient en 1870 13,6 % du total de la population active, n'étaient plus, en 1935, que 5,3 % de ce total. Lewis Corey observe : « L'idéal des classes moyennes d'une société de petits producteurs, tous possédant des moyens indépendants d'existence, fut détruit. » « La classe moyenne de petits producteurs ne survit plus aujourd'hui qu'à l'état de vestige. » La « Grande Dépression » a accéléré cette tendance. 500.000 commerçants indépendants ont été éliminés par elle². L'évolution récente a aggravé la « crise des classes moyennes ». 500.000 entreprises petites et moyennes ont disparu, durant la dernière guerre, dans l'industrie et le commerce. Le pourcentage des travailleurs employés dans des entreprises utilisant moins de 500 ouvriers tomba de 52 % en 1939 à 38 % en 1944. Le pourcentage du revenu des sociétés ayant des revenus annuels de moins de 500.000 dollars par rapport au revenu d'ensemble de toutes les sociétés, tomba de 26,83 % en 1937 à 18 % en 1942³. La *Federal Trade Commission* rapporta, en 1947, que 1.800 entreprises avaient été absorbées par achat ou fusion depuis 1940⁴. Le *Small Business* ne reçut qu'une très faible portion des commandes de guerre. 94 % des sociétés favorisées de commandes inférieures à 10 millions de dollars ne reçurent au total que 10 % des commandes de guerre⁵. Au congrès de la Fédération Américaine du Travail de 1948, A. Philip Randolph, faisant allusion au mythe de la « libre entreprise » si cher aux Américains, s'écria : « Un tel animal n'existe plus aujourd'hui⁶. » Et le Président Truman convint lui-même que les trusts « ont mis de plus en plus la petite entreprise hors de combat ». « *Le Small Business* perd du terrain devant le monopole grandissant. » « Les grosses corporations ont avalé le *Small Business* plus rapidement que jamais, au cours des toutes dernières années⁷. »

Les classes moyennes indépendantes ont été remplacées, de plus en plus, par les « nouvelles » classes moyennes, dépendantes et salariées, c'est-à-dire transformées en valets des trusts. De 1870 à 1935, les classes moyennes salariées ont passé de 4,8 à 20,2 % du total de la population active. « Les employés salariés, note Corey, dépassent maintenant de beaucoup les entrepreneurs indépendants. » En 1927, plus des deux tiers

des classes moyennes étaient salariées⁸. Cette évolution s'est accélérée considérablement depuis la guerre. Une nouvelle fraction d'entrepreneurs indépendants a dû revêtir la livrée du Grand Capital. En 1949, les « nouvelles » classes moyennes représentaient 25 % de la population américaine active⁹. Les « nouvelles » classes moyennes, comme le remarquait déjà Corey, sont plus dociles à l'égard des monopoles, dont elles dépendent directement pour leur subsistance quotidienne, que les anciennes, qui, elles au moins, essayaient (vainement) de se protéger contre la concurrence implacable des trusts¹⁰. Mais, cependant, parmi l'énorme « prolétariat en faux col », encore à peu près complètement inorganisé par les syndicats ouvriers, et qui baise encore servilement les genoux du *Big Business*, se développe un sentiment de frustration et d'humiliation qui, au cours d'une crise sociale, pourrait trouver une forme d'expression progressive¹¹. Je reviendrai d'ailleurs sur ce problème dans les conclusions de l'ouvrage.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Actuellement, la prétendue « lutte » contre les monopoles est menée surtout par les porte-parole des classes moyennes indépendantes. Elle n'est d'ailleurs pas menée avec beaucoup de vigueur, car la prospérité du capitalisme américain est telle que les petits entrepreneurs évincés, ou mis en faillite, continuent à « avoir leur chance ». A peine éliminés d'un secteur, repartant souvent à zéro, ils s'embarquent aussitôt dans de nouvelles entreprises. Ainsi se perpétue, selon l'expression du professeur Perlman, « l'épaisse couche sociale qui couvre le *business system* contre tous les assauts¹² ». Cependant, ce travail de Sisyphe provoque à la longue, chez ceux qui y sont astreints, une profonde amertume et une certaine hostilité à l'égard des monopoles.

**

La « lutte anti-trusts » ne date pas d'aujourd'hui. Depuis plus d'un demi-siècle, elle est constamment présente dans les campagnes électorales de tous les partis américains, à l'ordre du jour de toutes les sessions du Congrès et de la Cour Suprême de Justice. Elle a commencé à l'époque même où se sont constitués les grands monopoles. Depuis 1890, date à laquelle fut votée la première loi « anti-trusts », le *Sherman Act*, une bonne douzaine d'enquêtes parlementaires et plus de soixante

lois fédérales ont fait semblant de s'attaquer au problème, toujours plus brûlant, de la concentration monopolistique. Enquêtes et loi ont été inspirées par la nécessité de « jeter du lest ». Le joug des monopoles pèse si lourdement sur l'ensemble de la société américaine que l'Etat s'est vu obligé périodiquement de se pencher sur le problème, afin de donner au peuple l'illusion qu'il prenait sa défense, et d'empêcher ainsi les masses populaires, et notamment les classes moyennes, d'engager elles-mêmes la lutte contre les trusts. Comme l'écrivait récemment, dans un de ses rapports, la Commission sénatoriale pour l'étude des problèmes du *Small Business* : « De temps en temps, le peuple s'est tellement impatienté devant la marche lente de la loi qu'il a demandé au Congrès de procéder à des enquêtes ¹³. » Et, répondant au banquier J. P. Morgan, que les poursuites « anti-trusts » engagées contre lui, exaspéraient, le Président Théodore Roosevelt s'écria : « Si vous ne nous laissez pas faire cela, ceux qui viendront après nous se soulèveront et vous conduiront à la ruine ! ¹⁴ »

Les enquêtes. — Une première enquête fut menée, il y a plus d'un demi-siècle, entre 1898 et 1902, par une Commission industrielle spécialement nommée par le Congrès. Elle recruta toute une équipe d'assistants spécialisés dans les questions économiques, industrielles, financières et juridiques, convoqua et entendit plus de 700 témoins, publia 19 volumes de témoignages et rapports et formula toute une série de textes législatifs soi-disant destinés à enrayer le processus de concentration économique.

Quelques années plus tard, en 1912, la Chambre des Représentants constitua le Comité Pujco, qui entreprit une enquête approfondie sur les finances de la nation et l'influence exercée par les grandes maisons bancaires.

Après la première guerre mondiale, une grande enquête fut entreprise sur les causes de l'entrée en guerre des Etats-Unis, les liens existant entre quelques puissants trusts, le rôle de la Maison Morgan, les prêts accordés par le *Big Business* aux Alliés, sa campagne en faveur de la participation américaine à la guerre et le montant des bénéfices qu'il réalisa sur les commandes de guerre.

A partir de 1938, furent menées deux grandes enquêtes : celle du *National Resources Committee (N.R.C.)* et celle du

Temporary National Economic Committee (T.N.E.C.). Cette dernière fut une des plus approfondies qui aient été faites sur la structure et les pratiques des monopoles. Ces enquêtes naquirent de trois préoccupations de l'administration Roosevelt : 1° canaliser dans la voie du libéralisme bourgeois l'hostilité grandissante de la population américaine à l'égard des monopoles; 2° soutenir l'industrie légère et les groupes industriels intéressés à la fabrication d'articles de consommation dans leur conflit d'intérêts avec les trusts de l'industrie lourde, dont l'emprise sur l'économie américaine grandissait; 3° préparer et renforcer le potentiel industriel et militaire de l'Empire américain, en vue de son entrée dans la seconde guerre mondiale. Au cours de ces enquêtes, les représentants de l'industrie lourde menèrent une campagne de presse bruyante contre l'Administration, tandis que le journal new-yorkais *PM*, commandité par le propriétaire des grands magasins, *Marshall Field*, se trouva à la pointe des révélations antimonopolistiques ¹⁵.

Mais, au fur et à mesure que se rapprocha l'échéance de la guerre, l'ardeur des instigateurs du *T.N.E.C.* se calma et, la préoccupation principale devenant le renforcement de la puissance militaire des États-Unis, l'accent fut surtout mis sur les attaches des trusts américains avec les cartels internationaux centrés autour de l'Allemagne, qui firent l'objet d'enquêtes du Congrès ¹⁶.

A la fin de la guerre, la Commission sénatoriale pour l'étude des problèmes des petites entreprises publia une enquête exhaustive sur la concentration économique durant la seconde guerre mondiale. On lui doit un remarquable et accablant rapport : *Economic Concentration and World War II* (1946), dans lequel j'ai abondamment puisé, et qui restera classique.

Deux enquêtes parlementaires sur les monopoles sont encore en cours à l'heure actuelle : l'une, du Sénat, centrée surtout sur les problèmes d'investissements de capitaux; l'autre, de la Chambre des Représentants, sur la puissance des monopoles dans l'économie américaine.

Les lois. — La première date, on l'a déjà dit, fut la loi *Sherman* de 1890, qui déclara illégale toute tentative en vue de monopoliser ou de restreindre le commerce d'une marchandise aux États-Unis. Puis (pour ne citer que les textes

principaux) vint la loi *Clayton* de 1914, qui déclara illégal l'usage de pratiques discriminatoires de prix et l'acquisition d'autres entreprises dans le but de supprimer la concurrence dans un secteur donné de l'économie. En 1936 fut promulguée la loi *Robinson-Patman*, qui révisa certaines parties de la loi *Clayton* et facilita les poursuites judiciaires contre les ententes aux fins d'appliquer des procédés discriminatoires (prix de faveur) ou toute autre procédure tendant à réduire la concurrence.

Afin de donner l'illusion que toutes ces lois n'existent pas seulement sur le papier, tout un appareil compliqué a été édifié pour soi-disant veiller à leur application. Une *Federal Trade Commission* a été spécialement constituée pour l'application de la loi *Clayton*. Deux sections anti-trusts montent gravement la garde, l'une au Ministère de la Justice, l'autre au Ministère du Commerce. Ces deux sections entretiennent une équipe de juristes qui essaient, de temps à autre, de justifier leur raison d'être, et qui n'arrivent pas toujours à se prendre eux-mêmes au sérieux. En fait, comme on le verra *, les lois « anti-trusts » n'ont été sérieusement appliquées que contre les syndicats ouvriers : la procédure des « injonctions », destinées en principe à prévenir les combinaisons machiavéliques des monopoles, a surtout servi à briser les grèves des exploités de ces mêmes monopoles.

Pourquoi cette carence? Tout d'abord, les lois « anti-trusts » ont été, à dessein, rédigées de façon si vague et si imprécise que leur application a dû être confiée aux diverses Cours de justice fédérales, pyramide ayant pour sommet la Cour Suprême, un des bastions les plus conservateurs de la société américaine, et dont les liens avec le *Big Business* sont si étroits que le Président Franklin Roosevelt n'a pu lui faire « avaler » son *New Deal* avant d'en avoir renouvelé la composition. Un fonctionnaire zélé des sections « anti-trusts » ne peut donc s'appuyer sur le texte même de la loi; il est obligé de recourir aux interprétations fournies par la jurisprudence de la Cour Suprême. Or, ces interprétations ont émasculé singulièrement les intentions, déjà timorées, du législateur. Ainsi, la loi *Sherman* a été interprétée par la Cour Suprême comme interdisant seulement les combinaisons et fusions d'entreprises

* Voir pages 107, 248, 251, 323-324.

lorsque celles-ci monopolisent *complètement* la production dans un domaine donné. Le prétexte invoqué est que des firmes indépendantes, lorsqu'elles manufacturent un pourcentage même très restreint de la production nationale d'un article, « ont encore la capacité de se livrer à la concurrence ». De même, la Cour Suprême a décidé, dans son auguste et « impartiale » sagesse, que « la grandeur d'une entreprise ne peut pas être un critère suffisant pour considérer qu'elle restreint la concurrence » : c'est sur la base de cet argument spécieux que les poursuites contre l'*U. S. Steel* ont été abandonnées. De même, la loi Clayton a été interprétée de telle façon que l'acquisition d'actions d'une firme concurrente n'est pas considérée comme illégale — et ce au mépris des intentions exprimées clairement (pour une fois) par le législateur*.

La carence de l'appareil de « répression » des trusts s'explique aussi par le fait qu'il ne peut étayer ses poursuites que sur des textes et jurisprudences relativement anciens, alors que les monopoles innovent constamment leurs méthodes et pratiques, afin d'échapper à la lettre de la loi, obligeant, chaque fois, l'Administration à forger de nouvelles armes répressives et à engager de nouvelles poursuites, qui durent des années¹⁷.

La « lutte » anti-trusts est un peu celle du pot de terre contre le pot de fer. L'une des deux parties, l'accusation, manque de moyens pécuniaires; l'autre, la défense, dispose de ressources pratiquement illimitées. Les crédits sont distribués chaque année plus parcimonieusement aux institutions de « lutte anti-trusts », d'abord par le sévère Bureau du Budget, qui, aux États-Unis, remplit une fonction analogue à celle des inspecteurs des Finances en France, puis par le Congrès lui-même. Avec ces maigres crédits, les institutions officielles doivent mener de larges enquêtes, constituer d'épais dossiers, entamer des poursuites devant les tribunaux qui traînent durant des années. Les deux ou trois avocats représentant le gouvernement fédéral dans ces poursuites doivent faire face à de véritables bataillons d'hommes de loi, appartenant aux firmes juridiques les plus fameuses (et les plus chères) de *Wall Street*, telle celle à laquelle appartient John Foster Dulles, un des plus

* Parfois, on l'a vu, c'est le législateur lui-même qui interprète, par un nouveau texte de loi, les lois anti-trusts dans un sens favorable aux monopoles. Tel est le cas de la loi Bulwinkle de 1948 qui immunise contre toute poursuite la coalition du rail (voir plus haut, p. 51).

réactionnaires parmi les hommes d'Etat américains, et qui eût été secrétaire d'Etat si le candidat républicain à la présidence des Etats-Unis avait été élu *. C'est ainsi que, dans les poursuites engagées contre le trust du ciment, deux avocats permanents au service du gouvernement avaient en face d'eux les hommes de loi de quarante et une firmes affiliées au trust. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les poursuites engagées soient en très petit nombre et qu'elles laissent aux monopoles de larges et confortables répit. Comme le constate la Commission du *Small Business* de la Chambre des Représentants : « Des poursuites contre les monopoles coûtent cher et sont difficiles à engager. De 1890 à 1939, les crédits alloués au département anti-trusts [du Ministère de la Justice] étaient si réduits que quelques procès par an auraient absorbé tout le personnel du département ¹⁹. » Et la même Commission, ne mâchant pas ses mots, ajoute : « Jusqu'à une date récente, la loi Sherman a été surtout appliquée à la manière d'un agent de police qui regarde de l'autre côté... Le paragraphe 7 de la loi Clayton est toujours resté lettre morte ²⁰. »

Si, d'aventure, après des années de poursuites épuisantes et de dépenses énormes, l'administration fédérale obtient finalement un jugement favorable, le trust est, bien souvent, condamné à une amende, pour lui insignifiante, et qui le laisse libre de continuer ses pratiques comme si de rien n'était; si, par exception, le trust est obligé, par décision de la Cour Suprême, de se « dissoudre », cette sentence demeure un chiffon de papier. Le trust n'est pas réellement supprimé. Ainsi, la vieille *Standard Oil* fut dissoute en 1911, après cinq années de poursuites judiciaires. Mais la décision fut tournée, les actionnaires constituant une série de sociétés qui se trouvèrent automatiquement contrôlées par divers membres de la famille Rockefeller et restèrent en liaison intime les unes avec les autres ²¹. Dans une des monographies du *T.N.E.C.*, Milton Handler écrit : « Il est notoire, et les rapports des agences gouvernementales aussi bien que celles d'enquêtes privées le confirment, que des verdicts [contre les trusts] ont rarement réussi à rétablir la concurrence ²². »

Mais la raison essentielle de l'échec de la « lutte anti-trusts » provient de l'esprit même dans lequel elle a été menée. Enquê-

* John Foster Dulles dirigea la firme juridique *Sullivan et Cromwell* ¹⁸.

tes et lois ont été instituées ou promulguées avec l'intention avouée de défendre et de renforcer, et non pas d'ébranler ou d'attaquer, le régime économique et social qui a permis aux trusts de proliférer et qui porte dans ses flancs le cancer monopolistique. Parlant au nom du *T.N.E.C.*, son président, le sénateur Joseph C. O'Mahoney, déclara solennellement, à la clôture de ses travaux : « Aucun membre de ce comité, aucune personne affiliée avec lui sous une forme ou sous une autre, n'a jamais fait aucune suggestion à son président ou au comité lui-même dans un but autre que celui de renforcer notre ordre traditionnel, économique et politique ²³. » Et, résumant l'attitude générale du *T.N.E.C.*, le professeur David Lynch observe que ses membres, sans exception, « étaient partisans du système de profit privé et de l'entreprise privée » et qu'ils « considéraient comme leur tâche de découvrir le moyen de maintenir la structure sociale et économique de l'Amérique ²⁴ ».

L'échec de la « lutte anti-trusts » est aujourd'hui avoué par les porte-parole les plus autorisés des pouvoirs publics américains. La Division Anti-trusts du Ministère de la Justice convient que « le problème des monopoles dans l'industrie américaine est aujourd'hui un phénomène plus grave et plus largement répandu qu'à aucun autre moment depuis l'adoption de la loi Sherman... De toute évidence, il y a des forces économiques qui, de façon permanente et peut-être inévitable, accentuent la gravité du problème des monopoles ²⁵ ».

Au cours de sa campagne électorale de 1948, le Président Truman, dans un effort désespéré, et finalement victorieux, pour conserver le pouvoir, a dû parcourir tout le pays en montrant du doigt les monopoles et en désignant *Wall Street* comme l'auteur de tout le mal. « Les attaques contre *Wall Street* en tant que source des maux économiques sont toujours populaires », constata, non sans amertume, *New York Times* ²⁶. Et, décrivant la campagne électorale du candidat, le même journal écrivit : « De plus en plus... un monstrueux scélérat émerge des thèmes de ses discours — un scélérat qu'il appelle *Wall Street* ²⁷. » Dans son message au Congrès du 5 janvier 1949, peu de temps après sa réélection, le Président admit qu'il y avait beaucoup de failles dans la législation « anti-trusts », grâce auxquelles s'opéraient les fusions et consolidations monopolistiques ²⁸.

Mais cette démagogie ne doit pas nous aveugler : le talon d'Achille de la législation contre les trusts, sa faiblesse congénitale résident dans les lois mêmes du développement capitaliste, qui produisent inévitablement, par le jeu de la libre concurrence, la concentration des richesses entre quelques mains, en même temps d'ailleurs qu'elles provoquent la *socialisation du travail*, prélude à une transformation radicale de la société. Dès 1907, dans son *Talon de Fer*, Jack London s'était attaché à démontrer aux classes moyennes américaines qu'on ne peut pas faire tourner en arrière la roue de l'histoire ni combattre la grande entreprise *capitaliste* au nom de la petite entreprise *capitaliste*²⁹. La banqueroute de la soi-disant « lutte » menée depuis, sous la pression des classes moyennes, contre les trusts, en a fourni l'éclatante confirmation. Le vieux syndicaliste américain Samuel Gompers était du même avis, qui se refusait à joindre sa voix au chœur « anti-trusts » de la petite industrie et du petit commerce³⁰. Malheureusement, la conclusion qu'il tira de cette attitude correcte fut erronée — pour ne pas dire plus : il tendit la main au *Big Business* et s'endormit, au sein de la *National Civic Federation*, dans les délices de la collaboration avec le Grand Capital*. Il a encore, hélas! beaucoup d'émules dans le mouvement ouvrier américain d'aujourd'hui. Cependant, l'évolution récente du syndicalisme industriel aux Etats-Unis montre que la seule force organisée qui soit réellement capable de mettre en échec les monopoles — et qui, pratiquement, les a déjà fait reculer — est celle des travailleurs des industries monopolisées. Les trusts sont encore très puissants aux Etats-Unis. Mais, en face d'eux, se dresse, chaque jour plus vigoureux, le jeune géant du *Labor*. Autour de celui-ci commencent à se rassembler d'autres forces progressives, celles notamment des fermiers pauvres et celles des nègres, ces « prolétaires de prolétaires³¹ ». Les forces en question, si elles prennent complètement conscience d'elles-mêmes, si elles oublient, contre l'ennemi commun, ce qui les divise, pour ne retenir que ce qui les unit, si elles dépouillent les préjugés du passé au moyen desquels on les a si longtemps opposées les unes aux autres, peuvent mettre fin au règne des monopoles et, ce faisant, libérer, non seulement les Etats-Unis, mais l'humanité entière.

* Voir plus loin, p. 113-114.



DEUXIÈME PARTIE

LA RÉVOLTE OUVRIÈRE



CHAPITRE PREMIER

DES KNIGHTS OF LABOR AUX I.W.W.

1. *Le premier soulèvement (1877).* — 2. *Le grand soulèvement (1884-1886).* — 3. *Déclin des Knights of Labor.* — 4. *Le gompérisme.* — 5. *Debs et l'American Railway Union.* — 6. *La grève Pullman (1894).* — 7. *John Mitchell et les mineurs d'anthracite.* — 8. *La Western Federation of Miners.* — 9. *« Mother » Jones.* — 10. *Daniel De Leon.* — 11. *Les I.W.W. (1905).* — 12. *Les wobblies.*

1

Le premier soulèvement (1877).

Il n'est pas dans mon intention de raconter l'histoire du mouvement ouvrier américain depuis ses origines. Non pas que cette histoire ne soit riche et passionnante. Mais une telle étude déborderait le cadre du présent ouvrage. En outre, il y a dans cette histoire deux périodes nettement distinctes. L'une qui va de la fondation des Etats-Unis à la révolution industrielle (consécutive à la guerre de Sécession), l'autre qui s'ouvre avec l'avènement de la féodalité capitaliste et l'afflux des immigrants. C'est cette seconde période que je vais esquisser. Ici nous sommes vraiment en plein dans notre sujet. Ici commence la révolte ouvrière contre les monopoles.

Aux Etats-Unis comme en Europe, c'est dans les chemins de fer que le Grand Capital avait bâti ses premières assises. Entre 1870 et 1880, on l'a vu, Jay Cooke, Jay Gould, Cornélius Vanderbilt, James Hill, etc., s'étaient taillé d'énormes empires

ferroviaires¹. Les compagnies de chemin de fer étaient, à cette époque, les employeurs les plus importants du pays; les plus importants et aussi les plus unanimement détestés, non seulement de leurs exploités, mais aussi de leurs usagers.

La première grande révolte contre le *Big Business* fut une révolte de cheminots, soutenue par la masse de la population. Et elle se produisit à un moment où le joug des grands monopoles pesait le plus durement sur les salariés : au cours d'une longue période de marasme économique ouverte par la panique de 1873. Les salaires des cheminots, qui avaient déjà été réduits de 10 % en 1873, furent soumis à une nouvelle réduction de même pourcentage en 1877. La réponse ouvrière fut une vague de grèves insurrectionnelles à New-York, Baltimore, Saint-Louis et un certain nombre d'autres grandes villes. Le mouvement s'étendit sur la côte Ouest. A Pittsburgh, la milice de l'Etat de Pennsylvanie, qui avait tiré sur la foule, faisant vingt morts, fut assiégée par les émeutiers et dut évacuer la ville sous un feu nourri. Pendant deux jours, les insurgés furent maîtres de la situation². L'« opinion publique » bourgeoise fut consternée et parla d'une nouvelle « Commune de Paris ».

A Chicago, une grève des cheminots de la gare de marchandises s'élargit en une grève générale. La même chose se produisit à Saint-Louis, où, pendant quelques jours, les travailleurs, blancs et noirs, furent maîtres de la ville. Un journal local écrivit qu'on était en présence, non pas d'une simple grève, mais d'une *révolution ouvrière*.

Le mouvement fut élémentaire et spontané, mais les masses firent leur jonction avec l'avant-garde consciente, le parti socialiste, qui, à cette date, portait le nom de *Working Men's Party*. A Chicago, le parti, sous l'impulsion d'Albert R. Parsons, le futur « martyr de Chicago », contribua, pour une large part, au succès de la grève générale. Et la répression frappa les dirigeants du parti. Mais c'est à Saint-Louis que les socialistes prirent le plus nettement la tête du mouvement. A eux revint l'initiative du déclenchement de la grève, puis de son élargissement en grève générale. Le comité de grève qui, durant quelques jours, contrôla la ville, était sous leur direction³.

« Pour la première fois, écrit l'historien du mouvement ouvrier, Norman J. Ware, la révolution ouvrière dressa la tête⁴. » Non seulement les milices d'Etat, mais aussi, pour la

première fois dans l'histoire des Etats-Unis, des troupes fédérales, furent utilisées pour la répression des grèves. Le soulèvement de 1877 fit un effet énorme sur les masses laborieuses. Il développa leur esprit de solidarité, leur conscience de classe. Les cheminots étaient organisés en « Fraternités » de métier, jalousement indépendantes les unes des autres, mécaniciens à part, chauffeurs à part, conducteurs à part. Mais à Pittsburgh, un syndicat des travailleurs du rail fut constitué à la veille de la grève, groupant tous les métiers en une seule et unique organisation. Tentative éphémère, mais qui fit date⁵.

Fait plus important encore, le soulèvement de 1877 marqua l'apparition, pour la première fois, des ouvriers *non qualifiés* dans les batailles sociales : les exploités de la grande industrie, encore complètement inorganisés, s'étaient battus aux côtés des cheminots.

Les ouvriers qualifiés étaient déjà organisés dans une assez large mesure. Leur organisation avait commencé bien avant la guerre de Sécession. Ils s'étaient groupés, tout d'abord, en assemblées locales de métiers, puis en Unions nationales. Mais qui allait organiser les non-qualifiés, la masse hétérogène et sans cesse croissante des salariés de la nouvelle féodalité capitaliste? Qui et comment?

**

En 1878, dès le lendemain du grand soulèvement, un certain nombre de socialistes lancèrent une *International Labor Union*, avec l'intention délibérée d'organiser — sur la base, non du métier, mais de l'industrie — les ouvriers non qualifiés. Ils réussirent à syndiquer quelques milliers de travailleurs du textile, notamment à Hoboken, Paterson et Fall River (New-Jersey), mais leur tentative fut sans lendemain⁶.

Elle fut reprise quelques années plus tard, cette fois avec un grand succès, par une autre organisation : l'Ordre des *Knights of Labor* (Chevaliers du Travail). Créés en 1876, les *Knights of Labor* avaient longtemps poursuivi un travail de taupes, dans un secret rigoureux et rituel qui leur était imposé par la répression patronale et gouvernementale. Leurs organisateurs avaient joué un rôle important, mais caché, dans la grande grève de 1877. A partir de 1880, ils émergèrent au grand jour et devinrent un mouvement de masses. Ils surent

s'adapter au développement foudroyant de la grande industrie mécanisée, qui réduisait le mécanicien au niveau d'un manoeuvre journalier, absorbait dans son creuset les travailleurs de toutes races, et brisait les lignes de démarcation entre métiers : d'où la nécessité de créer une organisation d'un type nouveau⁷. Ils ouvrirent leurs portes à tous les travailleurs, prêchant la fraternité humaine et la solidarité des exploités. « Un préjudice causé à un seul fait du tort à tous », telle était leur devise. Ils surent aller au cœur des humbles, des écrasés, des frustrés, en leur offrant comme une nouvelle religion. Ils leur apportèrent non seulement des améliorations matérielles, mais un idéal. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, une organisation s'attachait à relever le niveau spirituel des travailleurs, à les éduquer⁸.

2

Le grand soulèvement :
(1884-1886).

Les circonstances favorisèrent les *Knights of Labor* bien au delà de leur attente. Une nouvelle crise économique, en 1883-85, engendrant chômage et misère, provoqua en effet une nouvelle vague de rébellion.

Encore une fois, les travailleurs du rail furent à l'avant-garde. En mai 1884, les ouvriers des ateliers de l'*Union Pacific*, à Denver, se mirent spontanément en grève, pour protester contre une réduction de salaires. Entièrement inorganisés, ils se tournèrent vers un chef local des *Knights of Labor*, Joseph R. Buchanan. « Il n'y a pas, raconte celui-ci dans son autobiographie, d'équivalent d'une telle grève dans toute l'histoire du mouvement ouvrier dans ce pays. Pas un seul atelier du réseau n'était organisé... et cependant, en l'espace de trente-six heures, chaque atelier, d'Omaha à Ogden et sur toutes les lignes secondaires, fut en grève. » En août, la compagnie n'ayant pas tenu ses engagements et procédé à de nouvelles réductions de salaires et à des licenciements, une seconde grève éclata, et les grévistes obtinrent entièrement gain de cause. En mars 1885, les travailleurs des ateliers de trois réseaux de chemins de fer, appartenant à Jay Gould, se mirent en grève, également pour protester contre une réduc-

tion de salaires. Ils rejoignirent en masse les *Knights of Labor*. Les travailleurs de l'*Union Pacific*, vainqueurs l'année précédente, leur offrirent leur aide financière. Les autres métiers du rail, les « roulants », mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, etc., se solidariserent avec les grévistes et assurèrent leur victoire.

En mai, à la suite de licenciements, les travailleurs du *Denver and Rio Grande Railway* entrèrent en lutte à leur tour. Mais cette fois les « roulants », et notamment les mécaniciens, refusèrent de se joindre à la lutte. Ces derniers en furent empêchés par leur Fraternité, une organisation exclusive, dont les chefs étaient imbus d'une mentalité aristocratique et égoïste. Néanmoins, les grévistes se battirent bravement. Ils empêchèrent la réouverture d'un atelier en se massant au nombre de plus de 1.500 à son entrée, et défilèrent ensuite en cortège dans les rues de Denver. Ils usèrent de dynamite pour empêcher la circulation des trains. Mais ils furent finalement vaincus, par défaut de solidarité ouvrière.

En août, l'un des réseaux ci-dessus mentionnés, le *Wabash Railway*, ayant pratiquement lock-outé les travailleurs membres des *Knights of Labor*, un ordre de grève générale fut lancé sur tous les réseaux de Gould. Le magnat céda. Un compromis intervint, qui, par la suite, ne fut pas respecté par les employeurs. Néanmoins, pour la première fois, une organisation ouvrière avait traité sur un pied d'égalité avec le plus puissant capitaliste des Etats-Unis¹.

Une autre grève du rail éclata en mars 1886, dans le Sud-Ouest, sur le réseau *Texas and Pacific*, également possédé par Gould. Les *Knights of Labor* la déclenchèrent. Fait caractéristique, la principale revendication posée était une augmentation de salaires pour les non-qualifiés. Le mouvement s'élargit en une grève de solidarité qui paralysa tout le réseau *Missouri-Pacific*. Les grévistes ne se contentèrent pas d'établir des piquets de grève; ils prirent possession des propriétés de la compagnie et, par des sabotages appropriés de locomotives, réussirent à suspendre tout le trafic ferroviaire. La grève dura deux mois et fit une profonde impression sur l'opinion publique².

Les grèves ne touchèrent pas que les chemins de fer. Elles éclatèrent dans des industries employant de la main-d'œuvre non qualifiée, des immigrants de fraîche date. Ainsi, les grèves des mineurs de charbon du Colorado, en juin-juillet et octo-

bre 1884, qui aboutirent à l'organisation, dans tout le bassin minier, de sections des *Knights of Labor*. Ainsi, la grève générale de la vallée de Saginaw (Michigan), qui dura deux mois (juillet-août 1885) et paralysa toute l'industrie de bois de charpente de cette région. Les travailleurs, en majorité Polonais et inorganisés, recoururent aux *Knights of Labor* pour la direction de leur mouvement. Une autre grève de 2.000 carriers en Illinois mit en action une masse polyglotte de Suédois, Tchèques, Polonais, Norvégiens et Gallois³.

Le succès de la plupart de ces mouvements détermina une véritable ruée des ouvriers non qualifiés vers les Chevaliers du Travail. Enfin, les parias avaient trouvé une organisation répondant à leurs besoins, une sorte de magique libérateur. Quelque 700.000 travailleurs, la plupart non qualifiés, rejoignirent les *Knights of Labor*.

Joseph R. Buchanan, un des dirigeants des *Knights*, et celui qui contribua le plus à l'essor de l'organisation, parle de la « croissance phénoménale de l'Ordre ». Il lui était simplement impossible, raconte-t-il, de répondre promptement à toutes les invitations qui lui étaient adressées de partout de se rendre sur place, aux fins d'organiser. Près d'un million d'hommes avaient foi dans les *Knights*. Quant à la « température » de ces masses, elle était extrêmement élevée. Buchanan fait une description saisissante de ces foules de grévistes inorganisés, dénonçant les employeurs, menaçant, tenant un langage « radical » et « incendiaire ». Plus d'une fois il fut débordé dans des assemblées de grévistes et entraîné, malgré sa volonté, dans des grèves qu'il estimait téméraires. « Ce soulèvement, écrit le professeur Perlman, signala l'entrée en scène d'une nouvelle classe qui n'avait pas jusqu'alors trouvé une place dans le mouvement ouvrier : les non-qualifiés. Tous les traits caractéristiques des événements dramatiques de 1886 et 1887, l'allure hautement fébrile à laquelle l'organisation grandit, la vague de grèves de dimensions nationales, en particulier les grèves de solidarité, l'usage largement répandu du boycott, l'effacement en apparence complet de toutes lignes de division, qu'elles fussent géographiques ou de métier, au sein des classes laborieuses, la violence et la turbulence qui accompagnèrent le mouvement, tels sont les signes d'un grand mouvement de la classe des non-qualifiés, enfin entrée en rébellion. » Et il ajoute que le mouvement revêtit tous les

aspects d'une guerre sociale : « Une haine forcenée du Travail pour le Capital se manifesta dans chaque grève importante ⁴. » Norman J. Ware estime que la conscience de classe du prolétariat américain, à cette époque, atteignit son point le plus haut ⁵.

C'est un fait que ce grand mouvement spontané et élémentaire — circonstance peut-être unique, au moins jusqu'à aujourd'hui, dans l'histoire ouvrière américaine — était fortement imprégné d'idées socialistes et révolutionnaires. La poussée élémentaire des masses fut orientée par une avant-garde consciente. Joseph R. Buchanan, qui fut le grand organisateur des *Knights* dans l'Ouest, était lié au socialisme révolutionnaire et internationaliste. Il raconte qu'« il y avait un fort élément socialiste » dans les organisations syndicales de Denver, et ses adversaires (certains au sein même des *Knights*) lui reprochèrent d'avoir voulu les « entraîner dans le camp socialiste ». Il appartenait à deux organisations socialistes, une *Rocky Mountain Social League* et une section locale d'une *International Working-Men's Association*, qui avait été créée en 1881 sur la côte du Pacifique. Cette ligue, dont le programme était un mélange de socialisme et d'anarchisme, se réclamait des principes de la Première Internationale. Il y avait même à Denver une sorte de *milice ouvrière*, composée de socialistes radicaux, qui protégea le quartier général de Buchanan contre les attaques de terroristes contre-révolutionnaires ⁶.

**

Le grand soulèvement atteignit son point culminant dans la grève générale pour l'obtention de la journée de huit heures, déclenchée le 1^{er} mai 1886, et qui fut la première tentative de grève générale à l'échelle nationale aux Etats-Unis. L'initiative de cette grande bataille n'était pas partie des *Knights of Labor*, mais des organisations de travailleurs qualifiés (*trade unions*), stimulées par la concurrence que leur faisaient les *Knights*. Cependant, les *trade unions* appliquèrent avec une certaine tiédeur leur propre décision, dont elles avaient laissé les moyens d'exécution dans le vague, et elles n'avaient pour l'exécuter ni troupes, ni moyens financiers suffisants. Les *Knights of Labor*, leurs adhérents et leurs organisateurs

locaux (à défaut de leur direction nationale, qui prit position contre) assurèrent, pour une large part, le succès du mouvement⁷. « La grande classe des non-qualifiés et non-organisés, écrit Perlman, qui, grâce aux événements de cette année, avait été amenée à considérer les *Knights of Labor* comme le libérateur tout-puissant des masses laborieuses de l'oppression, saisit avidement cette revendication [des huit heures] et en fit le point sur lequel la première bataille contre le capital devait être livrée⁸. »

L'agitation pour la journée de huit heures trouva son expression la plus consciente dans la ville qui était, à cette époque, à l'avant-garde du mouvement ouvrier américain : Chicago. Il y avait à Chicago un noyau extrêmement actif de socialistes révolutionnaires de tendances anarchistes. Ils s'étaient séparés du parti socialiste (*Socialist Labor Party*) parce qu'ayant cessé de croire à l'efficacité du bulletin de vote, ils mettaient l'accent sur l'action directe et la lutte armée. Sous l'influence du congrès anarchiste qui se tint à Londres en 1881, aux fins de ressusciter la Première Internationale, et d'un ancien socialiste révolutionnaire allemand, devenu anarchiste, Johann Most, qui arriva aux Etats-Unis en 1882, ils créèrent en 1883 un parti révolutionnaire, l'*International Working People's Association* *. Leur attitude à l'égard du mouvement syndical n'était pas très homogène. Les plus sectaires d'entre eux (parmi lesquels Most) avaient tendance à sous-estimer les luttes revendicatives, tandis que les autres (le groupe de Chicago) affirmaient la nécessité de se lier aux mouvements des masses. Ils firent d'abord la sourde oreille à la campagne pour les huit heures, qu'ils qualifièrent de « compromis avec le salariat ». Mais le groupe de Chicago, qui avait de fortes attaches dans les syndicats locaux, s'y rallia finalement et en prit la direction. Sans son intervention énergique, le mouvement se fût sans doute terminé en fiasco. Il réussit au delà de toute attente.

Le 1^{er} mai 1886 avait été désigné comme la date à laquelle les huit heures devaient entrer en application. Sur 190.000 travailleurs qui firent grève à travers tout le pays, durant la première quinzaine de mai, 80.000 furent des ouvriers de

* A ne pas confondre avec l'*International Working Men's Association* née sur la côte Ouest.

Chicago. Il y eut dans cette ville, le 1^{er} mai et les jours suivants, d'imposantes démonstrations de masses. La bourgeoisie, effrayée par la grande vague de rébellion, perdit la tête et décida de frapper le mouvement à la tête, au cerveau. Le 4 mai 1885, au square de Haymarket, une bombe mystérieusement lancée dans les jambes de la police, au cours d'un meeting de rue, fournit le prétexte désiré. Les chefs du mouvement socialiste révolutionnaire furent arrêtés, condamnés à mort et finalement pendus⁹. Ici, le drame déborde le cadre du mouvement ouvrier américain. Les martyrs de Chicago : Parsons, Fischer, Engel, Spies et Lingg, appartiennent, depuis lors, au prolétariat international, et la célébration universelle du Premier Mai commémore le crime atroce perpétré par le capitalisme des Etats-Unis.

3

Déclin des « Knights of Labor. » Le grand torrent populaire qui, un moment, avait menacé de tout inonder, provoquant la grand'peur des possédants, ne tarda pas à renfermer dans son lit. La répression sauvage, la terreur antiouvrière qui suivirent la bombe de Haymarket, contribuèrent à briser le mouvement. La bourgeoisie ne s'acharna pas seulement sur le groupe de Chicago; elle persécuta les *Knights of Labor*, peut-être plus dangereux encore pour elle, puisqu'ils formaient une organisation de masses, licenciant leurs adhérents, les couchant sur des listes noires, lâchant contre eux des détectives Pinkerton¹.

L'Ordre eût pu résister, s'il avait été constitué sur des bases solides. Mais celles-ci ne l'étaient pas. L'organisation avait grandi trop vite. Elle avait absorbé, sans réussir à les conserver longtemps, des travailleurs encore ignorants, instables, du fait même de leur non-qualification, et hétérogènes du fait de leurs races et de leurs langues différentes². Et, de plus, elle n'avait pu s'affranchir entièrement d'un état d'esprit typiquement petit-bourgeois, qui avait été le trait caractéristique des travailleurs américains à travers tout le xix^e siècle : l'espoir de s'évader du salariat, de devenir leurs propres maîtres, de se libérer par la création de coopératives de production, par le crédit à bon marché, etc.³.

Cette tendance amenait les *Knights* — les amena de plus en plus après le déclin du grand soulèvement ouvrier de 1886 — à admettre dans leurs rangs des non-salariés, commerçants, petits producteurs, membres des professions libérales, et même fermiers⁴. Par une singulière contradiction, les *Knights of Labor* étaient à la fois progressifs et rétrogrades. Ils allaient avec leur temps — et même le devançaient — lorsqu'ils comprenaient la nécessité d'organiser les non-qualifiés, de répondre à la concentration du patronat par la solidarité ouvrière, et de déborder les vieux cadres des métiers, chaque jour disloqués par le développement de la machine. Mais ils allaient contre leur temps lorsqu'ils s'obstinaient à rêver de s'évader du salariat et lorsqu'ils recrutaient des non-salariés, alors que la révolution industrielle divisait de plus en plus la société en deux camps : employeurs et employés⁵. En outre, ils avaient à leur tête une vieille buse, réformiste et bornée, Terencé V. Powderly, qui ne se montra combattif que lorsqu'il fut poussé en avant par le mouvement des masses, mais qui, au fond, était hostile aux grèves. Dès qu'il ne fut plus élevé au-dessus de lui-même par la vague de fond populaire, le vieil homme réapparut en Powderly. Et il se conduisit de façon lamentable. Déjà, en 1885, il avait manqué d'énergie au cours de ses négociations avec le magnat du rail, Gould. En octobre 1886, il trahit honteusement les grévistes des abattoirs de Chicago, attitude qui lui valut les applaudissements de la presse bourgeoise, mais le rendit très impopulaire parmi le prolétariat de la grande ville et porta un coup sérieux au prestige des *Knights*⁶.

Enfin, les Chevaliers du Travail échouèrent sur un point décisif : ils ne réussirent pas à trouver une solution au problème des rapports entre ouvriers qualifiés et non qualifiés⁷. Les porte-parole des ouvriers qualifiés leur reprochèrent de chercher moins à servir ceux-ci qu'à se servir d'eux pour renforcer la position des non-qualifiés⁸. L'accusation n'était d'ailleurs pas entièrement fondée. En plus d'un cas, les *Knights* mirent leur organisation, dont la force numérique provenait des non-qualifiés, au service des revendications particulières des qualifiés⁹.

Par ailleurs, les *Knights* ne firent pas dans la structure de leur organisation une large place aux métiers. Ils organisèrent ceux-ci non seulement sur la base locale, mais aussi sur la

base nationale. Mais les syndicats nationaux de métier, bien qu'admis constitutionnellement, n'étaient pas nombreux et jouissaient d'une certaine défaveur. L'accent était mis sur les assemblées locales mixtes, sortes d'unions des syndicats, qui constituaient la base essentielle de l'Ordre¹⁰.

Néanmoins, il n'y avait pas réelle incompatibilité de structure entre les *Knights of Labor* et les syndicats nationaux d'ouvriers qualifiés. Ce qui les opposa les uns aux autres fut plutôt une compétition pour l'affiliation de sections syndicales locales. En effet, à l'apogée de leur succès, les *Knights* exercèrent une force d'attraction telle que des syndicats locaux de métiers qualifiés passèrent à eux avec armes et bagages¹¹. Les syndicats nationaux non affiliés aux *Knights*, et qui groupaient, en 1886, 140.000 membres (en face de 700.000 *Knights*), virent ce grignotage d'un très mauvais œil. Les choses se gâtèrent notamment lorsque les Chevaliers du Travail entraînèrent dans leur Ordre un syndicat de cigariers new-yorkais qui s'était révolté contre son dirigeant national, Samuel Gompers¹². La sécession des cigariers new-yorkais se produisit en 1881 et leur adhésion aux *Knights* en 1886. Dans un réflexe d'auto-défense, Gompers fédéra en 1881 les syndicats nationaux de métier en une *Federation of Trades and Labor Unions*, qui était bien moins une véritable organisation qu'un simple meeting annuel. En 1886, il fit un pas de plus. Il constitua, contre les *Knights*, une fédération véritable : l'*American Federation of Labor*. Celle-ci déclara aux Chevaliers du Travail une guerre ouverte¹³.

La responsabilité de cette rupture fut partagée. A l'origine, il n'y avait pas d'hostilité entre les *trade unions*, les syndicats de métier, et les assemblées mixtes des *Knights*. De nombreux délégués de ces derniers assistèrent aux premiers congrès de la *Federation of Trades and Labor Unions*. Réciproquement, les plus progressistes des *trade-unionistes* participèrent aux assemblées des *Knights*. Joseph R. Buchanan, un des dirigeants nationaux des *Knights*, appartenait en même temps au Syndicat des Typographes, un syndicat de métier. Les deux organisations, celle de Gompers et celle de Powderly, auraient pu et dû fusionner. Buchanan était, entre elles, le trait d'union tout désigné. Ce syndicaliste, qui était en même temps un socialiste, eût pu devenir la grande figure du mouvement ouvrier américain. Il fit des efforts désespérés pour rappro-

cher et réconcilier les antagonistes. Il sentait qu'il avait derrière lui, pour le soutenir, l'instinct unitaire de la base. Mais Powderly et sa clique provoquèrent Gompers en sommant les cigariers membres des *Knights* de quitter le syndicat de métier de la profession, et les trade-unionistes ripostèrent par de brutales représailles contre les *Knights*. Malgré les efforts ultérieurs de Buchanan, jamais les deux tronçons du mouvement ouvrier, si malheureusement séparés l'un de l'autre, ne se ressoudèrent¹⁴.

Cette scission se termina par un désastre qui devait paralyser durant un demi-siècle l'évolution du syndicalisme américain, coupant pour plusieurs générations les ouvriers qualifiés des non-qualifiés. Dans la lutte entre le principe de la solidarité ouvrière et celui de l'égoïsme corporatif, ce dernier l'emporta¹⁵. Tandis que les *Knights of Labor* se désagrégèrent — non seulement sous les coups que leur portèrent à la fois le patronat et leurs rivaux, mais aussi par suite de leurs propres faiblesses — Gompers réussit à établir sur des bases solides et durables, parce que cyniquement réalistes, une aristocratie ouvrière, une organisation de travailleurs privilégiés, exclusivement préoccupés de leurs intérêts de caste, s'ignorant et même se combattant d'un métier à l'autre, et, ce qui pis est, abandonnant délibérément à leur triste sort, refusant d'organiser la masse des exploités du Grand Capital américain, les non-qualifiés. Norman J. Ware a écrit tout un livre pour dénoncer cet événement funeste : « Dans un sens, écrit-il, l'*American Federation of Labor* n'a pas constitué un pas en avant du mouvement ouvrier américain, mais une retraite stratégique de quelques syndicats de métier menacés dans leur propre sécurité par la croissance remarquable, mais « malsaine », des *Knights of Labor*¹⁶. »

La pesante tentative du professeur Commons et de ses collaborateurs pour justifier, contre Ware, l'œuvre de Samuel Gompers, en invoquant l'influence du « milieu environnant » américain, devait recevoir — comme la suite des événements le prouva — un démenti éclatant¹⁷.

Le gompérisme. Gompers lui-même eut le front, dans ses Mémoires, de se réclamer de Marx. « Il saisit, écrit-il, le principe que la *trade union* est l'organe immédiat et pratique susceptible d'améliorer la vie des salariés... Il préconisa la formation et l'usage des *trade unions* ¹. »

Mais invoquer ce patronage est une imposture. Le trade-unionisme de Gompers n'avait pas grand'chose de commun avec le syndicalisme, tel qu'il fut conçu et propagé par Marx et la Première Internationale. Il lui en manquait le principe fondamental : la solidarité de classe. Le vieux malin tenta aussi de faire croire qu'il avait construit son entreprise sur le modèle des *trade unions* britanniques ². S'il est vrai qu'il emprunta aux Anglais quelques traits organisationnels, notamment l'idée des cotisations élevées et des secours mutuels (et encore, une partie seulement des *unions* britanniques sont des sociétés de secours mutuels), sa conception était bien plus exclusive et rigide que celle du *British Trade Union Congress*. Ce que Gompers copia en Angleterre y avait existé quarante ans auparavant. Le syndicalisme britannique n'avait-il pas su, depuis, s'adapter avec une souplesse remarquable à l'évolution industrielle, ouvrant largement ses portes aux non-qualifiés, créant pour eux des organisations aux cotisations moins élevées, amalgamant des syndicats de métier, enfin évitant un cloisonnement rigide en n'accordant à aucune de ses *unions* nationales des privilèges de juridiction ? Enfin, le trade-unionisme britannique, contrairement à celui de Gompers, est imprégné de la notion de solidarité de classe ³.

Le gompérisme * repose sur l'idée que l'ouvrier qualifié, étant rare et recherché, doit, par une organisation monopoliste fermant jalousement ses portes aux nouveaux venus, se faire plus rare et plus désirable encore et, ainsi armé, vendre au plus cher ses services, en ne se souciant ni des autres ouvriers qualifiés, eux aussi pourvus d'un monopole garanti par une charte constitutive, ni des ouvriers non qualifiés, abandonnés

* Les Américains disent : *gompersism*, ce qui est évidemment plus correct puisque le nom de Gompers se termine par un *s*; mais, sauf erreur, je ne crois pas être le premier à franciser le mot.

à eux-mêmes. Comme le déclara William Haywood : « Le travailleur qualifié exploite aujourd'hui le manœuvre au-dessous de lui, le non-qualifié, tout comme le fait le capitaliste ⁴. » Conception néfaste, pour les ouvriers qualifiés eux-mêmes, puisqu'elle les isole les uns des autres, les oppose les uns aux autres. Chaque syndicat de métier étant lié aux employeurs par des contrats expirant à des dates différentes, aucun métier ne veut se risquer à rompre un contrat en cours pour voler au secours d'un autre métier en grève. Et ainsi, tandis que les uns se battent, les autres font les « jaunes » ; et chaque métier est battu séparément. La centrale syndicale est une organisation extrêmement lâche, n'ayant le droit d'imposer aucun mouvement d'ensemble aux différentes unions de métier qui la composent ⁵. Quant aux unions de syndicats locales, qui formaient la base essentielle des *Knights of Labor*, elles n'ont dans l'*A.F.L.* aucun pouvoir en face des unions nationales de métier ⁶. Dans ces conditions, une grève générale de solidarité, locale ou nationale, est rendue très difficile*. Encore bien davantage une grève dont l'objet dépasse une question immédiate de pain quotidien, une grève en faveur d'une revendication d'un ordre plus élevé, intéressant l'ensemble de la classe ouvrière ⁷. En outre, le refus d'organiser les non-qualifiés se retourne contre les qualifiés : dans la masse des travailleurs inorganisés, le patronat dispose d'une armée de réserve de briseurs de grève, qu'il peut jeter dans la mêlée chaque fois que les ouvriers qualifiés d'un métier donné cessent le travail. Enfin, la conception même du monopole provoque des frictions, des luttes fratricides entre métiers. Chacun d'eux revendique pour lui telle catégorie de travailleurs, et va jusqu'à entreprendre des grèves longues, coûteuses, parfois sanglantes, pour tenter d'imposer aux métiers rivaux sa juridiction.

Par ailleurs, le gompérisme conduit infailliblement à la collaboration de classes, à la corruption et même au gangstérisme. Tout d'abord, le monopole du métier et le très grand nombre des syndicats de métier donnent rapidement naissance à une bureaucratie de bonzes syndicaux, de *business*

* Néanmoins, à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier américain, pour ainsi dire dans tous les grands conflits sociaux, on voit surgir la grève générale. Elle est toujours latente, elle est « dans l'air » ou elle se produit effectivement. Je reviendrai sur cette question au volume II.

agents, hommes d'affaires purs et simples, dont le seul rôle est de vendre au patronat leur main-d'œuvre le plus cher possible, de maintenir leurs monopoles par tous les moyens, y compris l'usage de la violence physique, et de vivre grassement à la fois sur les cotisations élevées de leurs adhérents et sur les pots de vin qu'ils obtiennent tout à la fois des employeurs et de leurs propres membres. Cette bureaucratie devient une redoutable machine de conservation sociale, liée à l'ordre établi et intéressée à son maintien.

En outre, les privilèges dont jouissent les ouvriers très qualifiés, leur mode de vie petit-bourgeois, leurs placements financiers, les assurances sur la vie qu'ils contractent disposent ceux-ci en faveur du régime capitaliste⁸. Le gompérisme s'intitule lui-même *trade-unionisme* « pur et simple », c'est-à-dire vivant et faisant des affaires au jour le jour, sans but final, acceptant le salariat comme un fait accompli, sans intention de transformer la société et, par conséquent, sans se constituer, face aux partis politiques capitalistes, en force politique indépendante*.

De leur côté, les employeurs s'accommodent très bien du syndicalisme à la Gompers. Un fort syndicat de métier, marchant la main dans la main avec l'organisation patronale, aide à stabiliser la corporation et à éliminer la concurrence. En outre, tout ce qui divise la classe ouvrière profite aux patrons. Ils ne craignent rien tant que l'organisation de la masse des non-qualifiés, et ils voient dans les syndicats de métier une sauvegarde contre le syndicalisme de masses, dans le syndicalisme d'affaires un rempart contre la révolution sociale. En échange de l'immense service que Gompers leur rend, à la fois en se désintéressant des parias de la grande industrie et en combattant le socialisme, ils sont disposés à abandonner aux travailleurs hautement qualifiés quelques miettes de leur festin⁹.

Le gompérisme a eu sa conclusion logique, fatale, au début du siècle, dans la *National Civic Federation*, organisation de collaboration entre chefs syndicaux et grands patrons, et dans l'union sacrée de la guerre 1914-1918.

Mais, de tous les méfaits du gompérisme, le plus funeste

* Cf. Volume II.

est, sans aucun doute, que, par sa faute, l'organisation des travailleurs de la grande industrie, des exploités des grands monopoles a été retardée de cinquante ans. Gompers et ses amis ont essayé de faire croire que les non-qualifiés n'étaient pas organisables. Dans ses Mémoires, il les couvre d'injures. Il va jusqu'à attribuer leur absence d'organisation à « leur manque de courage, leur manque de persistance et leur manque de vision ¹⁰ ». L'A.F.L. inventa l'hypocrite théorie que chaque groupe a la responsabilité de s'organiser lui-même. Si un groupe ne peut faire preuve d'une énergie et d'un esprit de sacrifice suffisants pour réussir à s'organiser avec une quantité minima d'aide extérieure, son admission dans la famille des travailleurs organisés serait, affirmé-t-on, d'une valeur douteuse. Cette excuse idéologique par laquelle on tente de justifier l'indifférence à l'égard des inorganisés, fut baptisée d'un nom imposant, emprunté au jargon philosophique : on appela cela « volontarisme ». La théorie, qui, à première vue, paraît d'une haute moralité, et qui, même, dégage un certain relent d'anarchisme, ne résiste pas à l'examen si l'on considère le cas des industries de production de masse. Que pouvaient faire des travailleurs livrés à eux-mêmes, face à de puissants monopoles disposant de millions de dollars pour briser leurs tentatives d'organisation? Seule une intervention du dehors, une campagne d'organisation centralisée, dotée de fonds importants, avancés par les syndicats ouvriers déjà constitués, pouvait permettre au syndicalisme de s'implanter dans ces industries ¹¹.

Quant à l'argument que les non-qualifiés n'étaient pas organisables, sa fausseté a été démontrée depuis; sans doute, les conditions d'existence instables et précaires de ces travailleurs, leur hétérogénéité raciale et linguistique, la terreur patronale et policière à laquelle ils étaient soumis dans les bagnes industriels du *Big Business* et les cités contrôlées par les compagnies, rendaient leur organisation plus difficile que celle des ouvriers qualifiés. Mais, comme la suite le prouvera, ils n'étaient nullement réfractaires à l'organisation, bien au contraire. Du fait même de leur exploitation, leur conscience de classe se révéla souvent plus développée que celle des ouvriers qualifiés ¹². Le principal obstacle à leur organisation ne venait pas d'eux-mêmes, mais de Gompers et de sa clique. Les droits d'initiation élevés, la pratique des « livres fermés » leur inter-

disaient l'entrée des syndicats de métier. Et rien n'était tenté pour les organiser par une autre voie. La bureaucratie de l'*A.F.L.*, avide de se perpétuer, craignait d'être débordée par une invasion soudaine des travailleurs des industries de base. Elle considérait les mouvements spontanés des inorganisés « avec alarme », comme l'observe Perlman¹³. En outre, pour organiser ceux-ci, il eût fallu engager de coûteuses campagnes, et les syndicats de métier, aveuglés par leur égoïsme et leur avarice, ne voulaient pas investir leur argent dans des entreprises « philanthropiques ». Enfin, la structure même du syndicalisme de métier rendait extrêmement difficile l'organisation d'ouvriers de la grande industrie. Après avoir fait signer à ceux-ci un bulletin d'adhésion, il eût fallu les séparer les uns des autres, les répartir entre quelques dizaines de syndicats de métier. C'est ce que l'on fera à partir de 1919*.

Le grand Bill Haywood, un des chefs du syndicalisme révolutionnaire américain, a bien saisi la tare essentielle du gompérisme lorsqu'il s'est écrié, dans un discours de 1911 : « Appelez-vous qu'il y a trente-cinq millions d'ouvriers aux Etats-Unis qui ne peuvent pas joindre l'*American Federation of Labor*. Ce n'est pas une organisation de la classe ouvrière... C'est simplement une combinaison de monopoles d'emplois¹⁴. »

Cependant, le gompérisme ne fut pas accepté passivement et sans résistances par la classe ouvrière américaine. Un certain nombre de tentatives furent faites pour en secouer le joug et pour promouvoir un syndicalisme fondé sur le principe contraire : organisation sur la base de l'industrie et non du métier, solidarité et lutte de classes. Ces tentatives tantôt réussirent, tantôt se terminèrent par des échecs. Mais les efforts déployés en ces occasions ne le furent jamais en vain. Ils élevèrent à chaque fois la conscience de classe du prolétariat américain. Ils obligèrent le gompérisme à faire quelques entorses à ses principes, quelques concessions (bien insuffisantes, certes) aux conceptions qu'il avait prétendu nier et bannir. Enfin et surtout, ces tentatives préparèrent la voie, lentement mais sûrement, à la grande rébellion qui devait un jour changer la face du mouvement ouvrier américain : l'organisation des travailleurs de la grande industrie dans le *C.I.O.*

* Voir plus loin, p. 145-146, 148, 163.

5

Debs et l'« American Railway Union. » La première de ces tentatives fut faite dans les chemins de fer. Le syndicalisme des travailleurs du rail était une combinaison de gompérisme et de quelque chose, s'il est possible, de pire encore. Parmi la vingtaine d'organisations de métier différentes entre lesquelles étaient divisés les cheminots, certaines d'entre elles, la majorité, étaient affiliées à l'*A.F.L.* Mais les plus importantes par les métiers qu'elles couvraient demeuraient jalousement en dehors de la Fédération. Baptisées du nom de *Brotherhoods* (« Fraternités »), elles étaient, originellement et essentiellement, beaucoup plus des sociétés d'assurances mutuelles que des syndicats organisés pour la lutte revendicative; leur état d'esprit était tellement exclusif et réactionnaire qu'en comparaison, celui de la Fédération de Gompers apparaissait relativement radical¹. De plus, elles se tiraient dans les jambes mutuellement et n'avaient pas d'occupation plus chère que de mener les unes contre les autres une lutte fratricide. Et même lorsqu'elles arrivaient, se départissant un instant de leur aveugle égoïsme, à s'entendre temporairement sur quelque point, l'une d'elles, celle des travailleurs les plus qualifiés, les mécaniciens, persistait à s'enfermer dans un isolement hautain et méprisant. Durant la grève du *Denver and Rio Grande Railway*, en 1885*, Joseph R. Buchanan en avait fait la pénible expérience. C'était en vain qu'il avait été admis à comparaître devant la section de Denver de la Fraternité des Mécaniciens, adjurant celle-ci de venir en aide aux grévistes : il avait essuyé un froid refus².

Cette situation apparut rapidement intolérable et désastreuse à un homme de grande valeur, qui avait été l'un des fondateurs de la Fraternité des Chauffeurs de locomotives et avait dévoué à l'organisation toute l'ardeur de sa jeunesse : Eugene V. Debs. Dès 1885, Debs avait été délégué par sa Fraternité au congrès de celle des mécaniciens, afin de tenter de coopérer avec cette dernière; mais il n'avait pas même été admis dans l'enceinte

* Voir plus haut, p. 89.

du congrès. A la suite de quoi il écrivit un violent article contre l'arrogant grand maître des mécaniciens, P. M. Arthur, sous le titre : « L'aristocratie du travail », et il commença à faire campagne en faveur d'une unité d'action entre les organisations de cheminots³.

En 1888, une grève fut déclenchée sur le *Chicago Burlington and Quincy Railroad*, sous la pression de la base. La bataille fut perdue, principalement par manque d'unité. P. M. Arthur donna traitreusement à ses mécaniciens l'ordre de reprendre le travail, bientôt suivi par la Fraternité des conducteurs. Les chauffeurs, livrés à eux-mêmes, durent finalement capituler. Pour Debs, cette défaite fut une leçon décisive; la rage au cœur, il déclara que la grève eût pu être gagnée si les travailleurs du rail avaient fait front contre leurs employeurs; et il engagea une campagne ardente en faveur de la réunion des différentes organisations du rail en une fédération⁴. Il subit certainement l'influence du grand Buchanan, pionnier des grèves du rail et champion de l'unité ouvrière, qui, le premier, avait dénoncé l'exclusivisme des Fraternités de cheminots. En 1889, Debs réussit à constituer un Conseil suprême des Ordres unis d'employés de chemins de fer⁵. Mais la nouvelle organisation souffrit dès sa fondation d'un lourd handicap : les mécaniciens avaient refusé d'y adhérer⁶. Au surplus, elle ne tarda pas à être déchirée par une querelle de juridiction entre les employés des trains et les autres organisations participantes. Le Conseil suprême dut être dissous en 1892⁷. La même année, une grève des aiguilleurs, à Buffalo, se termina par un nouveau désastre, toujours pour la même raison : les mécaniciens, suivis des autres métiers, avaient refusé de soutenir leurs frères dans la lutte⁸.

Au cours du même été 1892, une autre bataille de classe se déroula, qui fit sur Debs, comme sur l'ensemble de la classe ouvrière américaine, une profonde impression. Le magnat de l'acier, Andrew Carnegie, avait confié la direction de ses entreprises à un patron de combat, adversaire féroce du syndicalisme ouvrier, Henry Clay Frick. Les travailleurs du fer et de l'acier étaient organisés dans un syndicat, l'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers*, qui, fort de 25.000 membres, était alors l'organisation la plus puissante du mouvement ouvrier américain. Frick provoqua délibérément le

syndicat, avec l'intention bien arrêtée de le détruire. Il réduisit soudain les salaires des 4.000 travailleurs de ses aciéries de Pittsburgh (Pennsylvanie). Ceux-ci se mirent en grève le 29 juin. Frick transporta alors dans des embarcations et débarqua aux usines de Homestead, situées le long d'une rivière, trois cents détectives Pinkerton. Les travailleurs, prévenus de leur arrivée et armés à l'improviste, soutenus par toute la population, les empêchèrent d'atteindre le rivage. Les détectives furent battus et refoulés. Le sang coula des deux côtés. D'autres aciéries de Pittsburgh se mirent en grève par solidarité. La milice d'Etat occupa la ville. Après plusieurs mois de lutte, les travailleurs durent reprendre le travail. Leur syndicat fut éliminé de la plupart des aciéries de la région de Pittsburgh.

C'était une défaite en même temps qu'une victoire. « Pour la première fois, écrit Perlman, le mouvement ouvrier affronta un trust industriel réellement moderne avec un trésor de guerre pratiquement illimité... Le mouvement ouvrier apprit la leçon que même sa plus forte organisation était incapable de résister à l'attaque d'un trust moderne. » Mais, par ailleurs, l'héroïque résistance des ouvriers, le « mordant » avec lequel les travailleurs armés avaient rejeté à la rivière les détectives Pinkerton, « sonna, comme le note l'anarchiste Emma Goldman, le réveil de l'ouvrier américain, le jour longuement attendu de sa résurrection ». Le compagnon d'Emma, le jeune anarchiste Alexandre Berkman, réussit à pénétrer dans le bureau de Frick, et il l'abattit d'un coup de revolver. Il ne réussit pas à le tuer, et son geste lui valut quinze années de dure prison.

La tragédie de Homestead plongea Eugene Debs dans une « excitation intense ». Il écrivit qu'elle « servirait à lier les organisations ouvrières en une union plus étroite et qu'elle éveillerait tous les travailleurs américains au sens des dangers dont ils étaient menacés ».

Peu après, survint la panique de 1893, engendrant chômage et misère, radicalisant les masses, rendant les travailleurs plus combattifs. Debs saisit l'occasion et tira la leçon des luttes précédentes. Il démissionna de la Fraternité qui avait été l'œuvre de sa vie et qui lui servait un traitement confortable⁹. Et il créa hardiment une organisation nouvelle, sur la base

de l'industrie et non du métier : l'*American Railway Union* *. « Cela a été le désir de ma vie, déclara-t-il, d'unifier les travailleurs du rail et d'éliminer l'aristocratie du travail ¹⁰. »

Les chefs des unions de métier, menacés dans leurs fiefs et privilèges, poussèrent des cris de peur et de colère. Gompers jeta feu et flamme. Il fut, selon ses propres termes, « sincèrement choqué ». Il dénonça la nouvelle organisation comme scissionniste. Dans ses Mémoires, il accuse Debs d'avoir « essayé de donner au mouvement ouvrier une forme différente de celle dans laquelle il s'était naturellement développé » ; et il ajoute : « Il est difficile pour le réformateur de réaliser que le mouvement ouvrier est une chose vivante et qu'il doit se développer en passant par les étapes normales de croissance ¹¹. »

Le syndicalisme de métier et d'affaires était pour Gompers une chose « normale » et « naturelle » ; le syndicalisme d'industrie et de lutte de classes violait les « lois de la nature ». La fallacieuse théorie, sous laquelle se camouflaient et essayaient de se justifier de sordides intérêts, a été ressassée à longueur de pages, avec tout le pédantesque universitaire, par le professeur Commons et ses collaborateurs.

Cette organisation nouvelle, qui soi-disant bousculait les lois de la nature, fut accueillie par les travailleurs, et notamment par les non-qualifiés et les non-organisés, avec un enthousiasme qui surprit jusqu'à ses fondateurs. Preuve qu'elle répondait à un besoin biologique. « Il semble, écrit Ray Ginger, le plus récent des biographes de Debs, que chaque cheminot mal payé du pays — et ils étaient presque un million — voulait rejoindre l'Ordre. Debs et ses collaborateurs avaient soigneusement organisé un recrutement massif, mais ils n'étaient pas prêts pour la ruée vertigineuse qui les accueillit. » Il ajoute que de nombreux membres des diverses unions de métier, et jusqu'à des mécaniciens, passèrent à l'*American Railway Union* : « Mais la grande majorité des recrues se composa d'hommes antérieurement non organisés qui avaient été incapables de faire face aux cotisations mensuelles élevées des Fratérnités. Les travailleurs non qualifiés avaient été privés de protection, insuffisamment payés, exploités : maintenant, les dés étaient jetés et une longue accumulation

* En abrégé : A.R.U.

d'amertume et d'espérance poussait les hommes pêle-mêle vers l'*American Railway Union*¹². »

Jamais on n'avait vu un tel enthousiasme parmi les cheminots. L'organisation nouvelle se développa si rapidement qu'elle souffrit d'un manque de cadres. A peine constituée, elle cueillit pourtant les lauriers de la victoire. En avril 1894, elle se sentit suffisamment forte pour affronter le puissant magnat du rail, James J. Hill, et elle déclencha une grève sur son *Great Northern*. Les chefs des Fraternités de métier, bien entendu, prirent position contre le mouvement ou observèrent une neutralité hostile. Mais les 9.000 employés du réseau se battirent comme un seul homme. Et James Hill dut capituler devant Eugene Debs. Pour la première fois dans leur histoire, les cheminots remportaient une victoire totale, et ils la remportaient grâce à leur magnifique unité. Le patronat du rail, cette fois, n'avait pas été capable, comme il l'avait fait au cours de chaque conflit antérieur, de jouer une organisation de métier contre l'autre. En un an, Debs enrôla 150.000 membres, alors que les Fraternités combinées n'avaient pas plus de 90.000 adhérents, et que les unions de cheminots adhérant à l'*A.F.L.* avaient peine à garder leurs 175.000 membres¹³.

6

La grève Pullman (1894).

Mais ce trop beau départ ne tint pas ses promesses. A peine en selle, Debs devait être désarçonné par une puissante coalition du patronat, des forces de répression gouvernementales, des dirigeants des Fraternités, et, couronnant le tout, de Samuel Gompers.

En mai 1894, les travailleurs des ateliers de George M. Pullman, le magnat des wagons-lits américains, se révoltèrent contre une série de réductions de salaires, conséquence de la crise économique. Ils vivaient et peinaient dans une cité des environs de Chicago, portant le nom de leur employeur et entièrement dominée par celui-ci : un « manoir féodal avec George Pullman en guise de monarque absolu¹ ». La majorité d'entr'e eux venaient de rejoindre l'*American Railway Union*. Ils avaient déclenché leur grève sans consulter l'orga-

nisation, mais l'organisation avait le devoir de les soutenir. Debs, qui savait tous les défauts de sa jeune union industrielle, son inexpérience, son manque de cadres et de fonds², tenta désespérément de résoudre le conflit à l'amiable. L'intransigeance de Pullman l'accula à la lutte. Il fit appel à la solidarité des cheminots, il ordonna le boycott des wagons-lits. Ce qui signifiait la grève pour tous les réseaux qui ne détacheraient pas les *Pullman cars* de leurs trains. La plupart des Fraternités prirent position contre le boycott et tentèrent de briser le mouvement. Si elles avaient soutenu la grève, celle-ci eût sans doute été gagnée. Cependant, de nombreux membres des Fraternités se solidariserent avec les grévistes, bien que leurs dirigeants le leur eussent interdit. Plus de 100.000 hommes avaient cessé le travail, et le boycott s'étendait sans cesse. Les perspectives étaient excellentes. La sympathie de la population soutenait les grévistes. Ceux-ci étaient vraiment les maîtres de la situation, et le succès du mouvement semblait certain. C'est alors que le gouvernement fédéral vola au secours des employeurs³. Utilisant le *Sherman Antitrust Act* de 1890, une loi qui avait été promulguée contre les trusts et non contre le mouvement ouvrier*, il lança une « injonction » contre les dirigeants de la grève, leur enjoignant de ne pas poursuivre le boycott. Ceux-ci décidèrent d'ignorer l'injonction. En même temps, des masses de briseurs de grève étaient recrutés par les compagnies, et le Président des Etats-Unis, Cleveland, en dépit des protestations du gouverneur de l'Illinois, Altgeld, faisait envahir Chicago par les troupes fédérales. Ces provocations mirent en fureur les grévistes. Des violences et des destructions s'ensuivirent. Le sang coula. Debs et ses collaborateurs furent inculpés. Le mouvement ouvrier de Chicago, tout entier, ressentit l'affront. L'union des syndicats (*A.F.L.*) de la ville lança le mot d'ordre de grève générale, qui fut suivi en partie, et pressa la Fédération de convoquer immédiatement son conseil exécutif à Chicago. Gompers, qui, depuis le début de la bataille, avait brillé par sa « neutralité », s'exécuta et vint en personne porter le coup de grâce au grand mouvement. On lui prête cet aveu, au moment de son départ : « Je me rends aux funérailles de l'*A.R.U.*⁴. » Il fit condamner par le conseil exécutif l'idée d'une grève générale, et ordonner

* Voir plus haut, p. 76-77.

à tous ceux qui s'étaient mis en grève par solidarité de reprendre le travail.

Dans ses Mémoires, il explique ainsi son attitude : « Recommander aux diverses organisations ouvrières de faire grève par solidarité avec l'A.R.U. eût été déloyal à l'égard de ces salariés, étant donné que l'A.R.U. elle-même avouait son échec et que la grève était une cause perdue... L'attitude adoptée par la Fédération fut le plus grand service qu'elle pût rendre pour maintenir l'intégrité des Fraternités du rail. De larges quantités de leurs membres avaient quitté leur organisation et rejoint l'A.R.U. Cela signifiait l'affaiblissement des Fraternités, sinon leur destruction...^{5.} » En d'autres termes, il fallait sauver le syndicalisme de métier et d'affaires, dangereusement menacé par cette explosion de solidarité humaine.

L'union des Syndicats de Chicago dut annuler son propre mot d'ordre de grève générale. Le mouvement s'effondra. Debs et les dirigeants de l'A.R.U. furent jetés en prison. L'*American Railway Union* ne survécut pas à la défaite et aux persécutions dont ses membres furent l'objet sur les divers réseaux.

« On n'a pas fait, on ne fera jamais taire les échos de la grève de solidarité de 1894, écrit le journaliste John Swinton. Cette grève fut la plus grande incarnation du principe suprême de fraternité^{6.} » Dans son autobiographie publiée récemment, Ralph Chaplin, un vétéran des I.W.W., note : « La grève Pullman contribua grandement à diviser les citoyens américains selon la ligne de démarcation des classes... La trahison de la grève par Samuel Gompers et son hostilité manifeste vis-à-vis de Debs firent beaucoup pour hâter la croissance du socialisme politique et du type de syndicalisme industriel révolutionnaire qui devait s'épanouir sous la bannière des I.W.W.^{7.} »

Le professeur Perlman, un des collaborateurs de Commons, ne souffle pas mot de la trahison de Gompers, et conclut péremptoirement son récit de la grève Pullman : « Les organisations ouvrières apprirent que... rien ne peut être gagné par des grèves révolutionnaires^{8.} » Mais Debs tira de cette expérience la leçon contraire : méditant en prison sur les causes de sa défaite, il devint socialiste.

**John Mitchell
et les mineurs
d'anthracite.**

Après après bâti ses assises dans les chemins de fer, le Grand Capital américain étendit son pouvoir en monopolisant les mines d'anthracite. Pour plusieurs raisons : tout d'abord, l'anthracite, à la différence de la houille, qui s'étend sur le territoire de près de trente Etats, est concentrée dans cinq comtés de Pensylvanie, d'une superficie réduite. En outre, les gisements étant situés en profondeur, il fallut, pour les exploiter, investir des capitaux très importants. Enfin, les compagnies de chemins de fer de l'Est, qui disposaient de fonds considérables, s'intéressaient à l'anthracite, parce que celui-ci était leur article essentiel de transport.

Sept à huit réseaux transportant l'anthracite se partagèrent donc la propriété des bassins miniers de Pensylvanie. Le roi de la finance américaine, J. Pierpont Morgan, après avoir éliminé les propriétaires de moindre importance, combina les mines en un puissant monopole autour de la *Philadelphia and Reading Coal and Iron Company*, et put ainsi, en éliminant la concurrence, relever les prix de vente de l'anthracite¹.

Si l'on voulait mettre en échec la dictature du Grand Capital, il fallait, donc, après avoir organisé les travailleurs du rail, passer à l'organisation des mineurs d'anthracite. Entreprise ardue. Autant le patronat était uni, autant les mineurs étaient divisés. Division économique entre les qualifiés et non-qualifiés, division ethnique et religieuse, l'une et l'autre s'additionnant. Les qualifiés étaient les travailleurs de vieille date, de langue anglaise : Anglais, Gallois, Ecossais et Irlandais. Les non-qualifiés, les « aides », étaient les immigrants de fraîche date, arrivés en masse depuis 1870, provenant du Sud et de l'Est de l'Europe, Slaves ou Italiens pour la plupart, eux-mêmes subdivisés en une vingtaine de groupes culturels, ayant chacun sa langue et son église. L'antagonisme entre les deux groupes était avivé par le fait que ces étrangers, aux mœurs « bizarres », avaient été importés par milliers comme briseurs de grève au cours des grèves perdues de 1875 et de 1887. Et ils avaient la réputation de se contenter d'un standard de vie

extrêmement bas, et d'accepter sans murmurer les conditions de travail les plus pénibles².

Comment organiser cette masse hétérogène? Chaque fois que des problèmes de cet ordre se sont posés aux Etats-Unis, il s'est toujours trouvé des prophètes de malheur pour déclarer la tâche « sans espoir³ », et pour proclamer que les « conditions naturelles » du milieu américain ne permettent que l'organisation des ouvriers hautement qualifiés. A la veille de l'organisation des mineurs d'anthracite, des prédictions de ce genre furent faites. Un observateur français, Paul de Rousiers, s'en fit l'écho. A la fin du siècle, dans son étude sur l'anthracite, il écrivit gravement que la diversité des races et la jalousie entre nationalités étaient un obstacle insurmontable à toute organisation ouvrière⁴. Mais à peine l'encre de cette prophétie était-elle sèche que le jeune président du Syndicat des Mineurs américains, John Mitchell, s'attaquait hardiment à la tâche et entreprenait d'organiser les 150.000 mineurs d'anthracite⁵. Il n'avait pas 30 ans. Il venait de se révéler en menant de main de maître une grande grève des mineurs de houille, en 1897, la première victoire remportée à l'échelle nationale par les mineurs américains. Ce succès lui avait valu un énorme prestige.

Lorsqu'il prit contact avec les bassins d'anthracite, les mineurs qualifiés tentèrent de lui démontrer l'inanité de son entreprise. Ils lui dirent que les non-qualifiés, les « étrangers », ne pouvaient être organisés, qu'ils étaient ignorants, grossiers, qu'ils vivaient comme des animaux (à cinq familles dans des baraques décrépités, dont une seule famille « américaine » n'eût pas voulu). Mais derrière ce pessimisme se cachait l'intérêt (ou plutôt ce que ces aveugles croyaient être leur intérêt) : ils étaient bien décidés à empêcher par tous les moyens les « étrangers » de devenir des mineurs qualifiés; ils essayaient de préserver pour eux-mêmes, dans ce monde de misère et de frustration, ce qu'ils pouvaient de prestige social⁶.

John Mitchell ne l'entendit pas de cette oreille. Il n'avait pas été formé à l'école pourrie du gompérisme, mais à celle des *Knights of Labor*. Son syndicat était issu, pour une large part, des Chevaliers du Travail et en avait hérité la notion de solidarité de classe⁷. Il avait manié le pic du mineur depuis l'âge de 9 ans. Bien que nouvellement élu président de son organisation, il était encore, par sa mentalité, par son com-

portement, un gars de la base. Et, de plus, il avait le génie de l'organisation. Il comprit comment il fallait s'y prendre pour organiser les travailleurs de la production de masse, *malgré* leur hétérogénéité, *malgré* leurs antagonismes économiques et raciaux. Il eût pu jouer sa carte sur les qualifiés, sur les mineurs de langue anglaise. Une telle attitude lui eût valu, non seulement leur soutien, mais l'approbation chaleureuse de Gompers et des dirigeants des syndicats de métier. Il repoussa cette solution de facilité. Pour réussir à organiser les exploités du monopole de l'anthracite, il comprit qu'il lui fallait le soutien des immigrants de fraîche date. Il se tourna d'abord vers les quelques dirigeants locaux qu'il put trouver parmi les mineurs de langue anglaise. Mais il ne leur demanda pas seulement de travailler au sein de leur propre groupe; il leur confia aussi le soin de découvrir et de former des dirigeants parmi les « étrangers ». Il se mit lui-même en campagne, interviewant chaque candidat possible, vérifiant les références de l'homme auprès des associations locales de langues étrangères, des loges diverses et du clergé. Lorsqu'il trouvait des organisateurs capables, il les plaçait sur un pied d'égalité avec les organisateurs de race anglaise.

Infatigable, il parcourait les districts miniers, haranguant les mineurs dans des salles ou en plein air, leur parlant du haut de la chaire de leurs églises, pénétrant dans leurs foyers. Et, partout, il les invitait à oublier leurs antagonismes raciaux et tout ce qui les divisait. Il ne fallait plus mépriser « l'étranger ». Lui aussi était un mineur et un frère de souffrance : « Le charbon que vous extrayez, leur disait-il, n'est pas slave, ou polonais, ou irlandais, c'est du charbon, tout simplement. » Se tournant vers les mineurs de langue anglaise, « qui manquaient de considération à l'égard de ceux ne parlant pas la langue anglaise », il leur demandait « de cesser ces pratiques et d'accorder à ces étrangers autant de considération qu'ils en réclamaient pour eux-mêmes ⁸ ».

Mais ce n'était pas tout. Mitchell comprit l'influence qu'exerçaient sur ces hommes leurs prêtres et leurs journalistes de langues étrangères. Il rendit visite à chaque prêtre ou ministre, plaidant la cause du syndicat. Comme il fallait s'y attendre, il eut le plus de succès auprès du bas-clergé catholique, qui était le plus intimement en contact avec ces immigrants d'Europe et dépendait de leur soutien ⁹.

Mitchell réussit si bien dans son entreprise qu'il fut à même, dès l'année suivante, d'affronter le patronat de l'anhracite en une grande grève. Au bout d'un mois, celle-ci se terminait par une nette victoire. L'Union, qui comptait avant la bataille quelque 8.000 membres, en sortit avec plus de 100.000¹⁰.

Une seconde grande grève des mineurs d'anhracite, en 1902, se termina par un compromis qui, si regrettable ou même blâmable qu'il fût, n'ébranla pas la solide organisation de masse que John Mitchell avait bâtie dans les bassins miniers de Pennsylvanie. Après la grève de 1900, écrit le biographe de John Mitchell, Elsie Glück, « les mineurs... émergèrent comme un pouvoir avec lequel il fallait traiter. Mitchell, en tant que leader de cette grève, devint, pour les mineurs et pour le public, la personnification du nouveau pouvoir du Travail et de la nouvelle attitude vis-à-vis du syndicalisme, non seulement dans le bassin d'anhracite, mais à travers tout le pays¹¹ ». Ainsi s'était définitivement affirmé, sur la base du syndicalisme d'industrie et de l'organisation systématique des immigrants*, le puissant syndicat qui allait demeurer jusqu'à nos jours l'épine dorsale du mouvement ouvrier américain, et servir de modèle à toutes les entreprises futures d'organisation des travailleurs de la grande industrie.

Mais le succès de Mitchell, le fait qu'il eût réussi à grouper au sein de son organisation à la fois les travailleurs les plus hautement qualifiés, ingénieurs, pompistes, chauffeurs, charpentiers et forgerons, et les mineurs non qualifiés d'immigration récente, lui suscita des ennemis. Les syndicats de métier, qui prétendaient avoir un droit de juridiction sur chacune de ces catégories, et, derrière eux, l'*American Federation of Labor*, firent entendre leur protestation. Samuel Gompers, en 1901, tança John Mitchell en termes ineffables : « Les leçons, écrivit-il, des précédents efforts en vue d'organiser les travailleurs ont certes coûté suffisamment cher à notre mouvement et aux travailleurs en général, pour nous inciter à prendre garde de ne pas sombrer dans les mêmes abîmes de concentration industrielle. » Et le vieux renard de rappeler comment la tentative des *Knights of Labor* de couvrir toutes les branches de l'industrie

* En 1926, David J. Saposs notait que le Syndicat des Mineurs était composé pour plus de 80 % d'immigrants de fraîche date¹².

en une seule vaste organisation s'était terminée par une faillite — sans mentionner, bien entendu, qu'il n'avait pas été pour rien dans cet échec.

Mais, finalement, après de longues négociations, un compromis intervint. L'A.F.L. ne pouvait risquer de perdre une organisation aussi importante que celle des mineurs. Au congrès de Scranton, en 1901, Mitchell reçut la permission d'inclure dans son syndicat les métiers contestés. Mais ce n'était qu'une concession exceptionnelle, et le principe fondamental du gompérisme, celui de l'autonomie des métiers, fut, en même temps, pompeusement réaffirmé¹³.



Malheureusement, la période militante de John Mitchell ne dura que le temps d'un éclair. Très vite, cette force nouvelle, sortie des entrailles du peuple, fut émoussée, corrompue par le Grand Capital. Celui-ci avait confié la défense de ses intérêts à un homme remarquablement intelligent et souple, Mark Hanna, *deus ex machina* du Parti Républicain. Hanna comprit que le syndicalisme ouvrier ne pouvait plus être purement et simplement écrasé par l'action combinée des briseurs de grève, des détectives Pinkerton et des forces de répression gouvernementales. Il vit en lui une force nouvelle irrésistible avec laquelle il était plus sage et plus habile de composer. Il pensa qu'en le flattant et en lui faisant quelques concessions, il était possible de le domestiquer. Il appelait ses leaders « les lieutenants ouvriers des capitaines d'industrie¹⁴ ». Il réussit à vaincre les résistances des plus bornés des hommes d'affaires et à faire partager ces vues au banquier qui régnait sur le *Big Business* : Pierpont Morgan. Déjà, en 1899, il avait persuadé le maître de *Wall Street* de traiter avec John Mitchell. En 1902, fort de sa réussite précédente, il fit accepter à ce dernier un arbitrage du Président des Etats-Unis¹⁵, alors que la grève était déjà virtuellement gagnée¹⁶ et qu'une grève générale de solidarité de tous les mineurs, à laquelle se refusa John Mitchell, eût encore renforcé la position des grévistes¹⁷.

Cet abandon déclencha contre le président du Syndicat des Mineurs la juste colère des militants radicaux. John Mitchell fut entraîné, à la remorque du gompérisme, dans la collaboration des classes. En 1900, Mark Hanna avait créé la *National*

Civic Federation, une organisation mixte, composée d'employeurs et de dirigeants ouvriers, dont John Mitchell finit par devenir un fonctionnaire appointé¹⁸.

Cette évolution eut de graves conséquences : John Mitchell, qui, dans l'opinion publique, s'était acquis une place à peine inférieure à celle de Gompers¹⁹, ne pouvait plus être le chef prestigieux autour duquel se grouperaient tous ceux qui voulaient, contre le gompérisme, faire triompher le syndicalisme d'industrie et de lutte de classes. Le Syndicat des Mineurs ne pouvait plus être l'organisation à partir de laquelle l'organisation des non-qualifiés, des inorganisés de la grande industrie pouvait être entreprise. Il apparut aux militants radicaux que l'*A.F.L.*, obstinée à perpétuer son stérile syndicalisme de métier et d'affaires, de plus en plus corrompue et réformiste, ne pouvait pas être régénérée de l'intérieur, et que, si l'on voulait enfin s'attaquer à l'organisation des inorganisés, trop longtemps différée, il fallait le *tenter du dehors*.

Parvenus ensemble à cette conclusion, des militants de diverses tendances se réunirent, en 1905, afin de jeter les bases d'une organisation nouvelle. Ils étaient, la plupart, des hommes d'une rare capacité, d'un rare dévouement à la classe ouvrière. Et ils avaient déjà de beaux états de services révolutionnaires. Il y avait parmi eux Eugene V. Debs, pour qui l'entreprise nouvelle devait être « une continuation de l'*American Railway Union*²⁰ » ; William Haywood, le dirigeant d'une organisation de mineurs de mines métalliques de l'Ouest ; Mary Jones, plus connue sous le nom de « Mother » Jones, une femme extraordinaire qui avait donné sa vie aux mineurs et qui combattait, dans leur syndicat, le tournant réformiste de John Mitchell ; Daniel De Leon, un socialiste révolutionnaire, préoccupé depuis longtemps de l'organisation de syndicats de lutte de classes.

Le passé de Debs est déjà sommairement connu de nos lecteurs. Evoquons en quelques mots celui d'Haywood, de « Mother » Jones et de Daniel De Leon.

La « Western Federation of Miners ».

La personne d'Haywood se confond avec celle de son organisation, la *Western Federation of Miners*. Celle-ci, comme son nom l'indique, était née dans l'Ouest. Elle était née comme suite à la découverte, en Idaho, en Montana et en Colorado, dans les années 1880, d'importants gisements d'or, d'argent et de cuivre. Dans ces territoires lointains, les mœurs violentes de la « frontière » caractérisaient les relations entre employeurs et employés¹. L'action directe l'emportait sur le respect de la loi. Le patronat traitait ses exploités comme des esclaves, les expulsant de leurs campements et les traquant comme des bêtes fauves s'ils se mettaient en grève, important des armées de briseurs de grève, utilisant à leur guise contre les mineurs, non seulement leurs propres gardes armées, mais aussi les autorités locales à leur solde, police et milice d'Etat.

Les mineurs répondaient avec du plomb et de la dynamite, formaient de véritables expéditions militaires pour se porter au secours de leurs frères de classe dans d'autres localités. Et les conflits sociaux prenaient l'aspect d'une guerre civile.

En 1892, le premier choc s'était produit à Cœur d'Alène (Idaho). Les mineurs, bien armés, avaient réussi à s'emparer des propriétés de leur compagnie et à expulser du district les briseurs de grève. Des troupes fédérales furent envoyées, qui entreprirent une véritable expédition punitive contre les mineurs. Le district entier fut traité comme une zone de guerre². Les dirigeants du mouvement, jetés en prison, y dressèrent des plans qui devaient aboutir, en 1893, à la création de la *Western Federation of Miners*. Cette organisation, formée, comme celle des mineurs de charbon, sur la base du syndicalisme d'industrie, fut, admet Perlman, « l'union la plus militante dans l'histoire des Etats-Unis³ ».

A peine créée, l'organisation nouvelle devait être jetée dans un violent conflit. A la suite de la crise économique de 1893, les propriétaires des mines d'or de Cripple Creek (Colorado) élevèrent la durée journalière du travail de huit à neuf heures. Au début de 1894, la grève éclata. Tandis que les mineurs attaquaient certaines mines et s'en emparaient pour les dyna-

miter, le sheriff, pour le compte des employeurs, levait une armée privée de 1.200 hommes, comprenant même de la cavalerie. Une longue et sanglante guerre civile s'ensuivit. Le gouverneur dut interposer la milice de l'Etat entre les deux belligérants ⁴.

En 1896, nouvelle bagarre, toujours dans le Colorado, cette fois dans les mines d'argent de Leadville. Les employeurs amenèrent des cargaisons de briseurs de grève. Ceux-ci furent attaqués par les grévistes, une mine détruite. Leadville fut occupée militairement par les forces armées de l'Etat. La lutte dura des mois et se termina par une défaite. L'événement eut une conséquence importante : il entraîna le départ de la *Western Federation of Miners* de l'*American Federation of Labor* ⁵. La première s'était affiliée à la seconde en 1895. Elle envoya des délégués au congrès de l'*A.F.L.* de 1896, qui demandèrent le soutien de la grève de Leadville et le vote d'une résolution invitant les travailleurs à ne pas s' enrôler dans la garde nationale (milice d'Etat). L'assemblée adopta les deux textes, mais ne décida aucune mesure pratique en vue d'assister les mineurs en grève. Trois ou quatre hommes contrôlaient les votes du congrès et les leaders du syndicalisme d'affaires ne portaient pas dans leur cœur une organisation militante comme la *Western Federation of Miners*, constituée sur la base de l'industrie. « La *Western Federation*, écrit William Haywood, fut fermement décidée à ne plus avoir de connexion ultérieure avec l'*A.F.L.* L'*A.F.L.* avait établi un record de trahison, de perfidie et d'avarice qui ne doit pas être oublié ⁶. »

Mais les mineurs de l'Ouest ne pouvaient pas demeurer isolés. Ayant rompu avec le gompérisme, il leur fallait se trouver des alliés parmi des travailleurs de leurs régions. En 1898, ils organisèrent une centrale syndicale couvrant l'Ouest, du Mississipi au Pacifique, sous le nom de *Western Labor Union*. Son objectif était l'organisation, sur la base de l'industrie, de tous les salariés, sans distinction de métier. Gompers dénonça avec colère cette entreprise scissionniste et « sectionnaliste ». La lutte s'envenima entre les deux centrales syndicales. Les gompéristes menacèrent leurs adversaires, s'ils ne voulaient pas retourner au bercail et dissoudre leur propre confédération, d'organiser tous les Etats de l'Ouest et de faire disparaître la *Western Labor Union* de la surface de la terre ⁷. Par une

réaction d'auto-défense, les fondateurs de la *Western Labor Union* décidèrent d'envahir l'Est des Etats-Unis et d'y faire concurrence à l'*A.F.L.* Ils changèrent le nom de leur organisation en *American Labor Union*, qui atteignit son apogée en 1903, sans toutefois réussir à entamer l'*A.F.L.* dans l'Est.

Cette scission eut des répercussions importantes. « Elle donna, écrit Perlman, l'impulsion initiale à l'organisation des travailleurs les plus mal payés et non qualifiés, largement négligée par les unions de l'*American Federation of Labor*, celles-ci étant absorbées par l'organisation de leurs propres métiers⁸. » Mais ce que Perlman ne dit pas, et ce qu'il tente de masquer, c'est que la *Western Federation of Miners* et sa centrale syndicale étaient, en même temps, explicitement, des organisations fondées sur le principe de la lutte de classes et du socialisme⁹.

En 1896, William Haywood, qui travaillait comme mineur à Silver City (Idaho), avait commencé à jouer un rôle actif dans la *Western Federation*¹⁰. Il en devint rapidement le secrétaire-trésorier et l'âme. Il participa avec elle à de furieuses batailles de classes, à Telluride (Colorado) en 1901, Cripple Creek et Colorado City en 1903, Cripple Creek de nouveau et Idaho Springs en 1903-1904¹¹. Sa Fédération et lui-même furent les pionniers principaux de l'organisation nouvelle, dont nous allons bientôt raconter la naissance : les *I.W.W.* Dès l'époque de la sortie de la *Western Federation* de l'*A.F.L.*, des liens fraternels s'étaient noués entre les mineurs de l'Ouest et l'ancien leader des cheminots, devenu socialiste, Eugene V. Debs¹². Haywood lui-même rejoignit le parti socialiste en 1901.

9

« Mother » Jones. « Mother » Jones est un cas à part. Elle fut probablement la figure la plus originale du mouvement ouvrier américain. Même en parcourant des yeux le vaste monde, on n'en retrouve nulle part l'équivalent. Une sorte de Flora Tristan, ou de Louise Michel, mais décuplée par le caractère titanesque de la lutte à laquelle elle fut mêlée, par l'ampleur du champ de bataille et la violence des engagements. « Mother » Jones, militante prolétarienne, fut à

l'échelle de la grande Amérique. A l'origine de sa vie militante, une catastrophe intime. Son mari et ses quatre enfants étaient morts au cours d'une épidémie de fièvre jaune. Frustrée dans sa tendresse de femme et de mère, elle voulut devenir la *mother* de tous ceux qui triment et qui souffrent. Partout où elle passa (et cette femme infatigable, toujours en mouvement, passa partout), les hommes, les femmes, les enfants venaient se réfugier dans son sein, lui confiaient leurs peines, sollicitaient ses conseils. Mais « Mother » Jones n'était pas une sentimentale et elle n'avait pas la mentalité d'un confesseur ou d'un rebouteux. Si elle brûlait d'amour pour ses frères de misère, elle était, en même temps, une Américaine pratique, et une militante. Elle consolait, non par des mots, mais par des actes. Elle ne pourvoyait pas ses « enfants » d'une espérance vague. Elle leur disait comment il fallait se libérer : en s'organisant. Elle leur inspirait confiance en eux-mêmes, et, méprisant la fatigue, le danger, la prison, la mort, elle prenait leur tête, elle les entraînait au-devant de l'ennemi. Bien qu'elle sût à merveille, partout aidée par la touchante solidarité des humbles, échapper aux pièges, déjouer les surveillances, passer au travers des mailles des filets tendus, et faire des apparitions théâtrales là où on l'attendait le moins, la répression bourgeoise s'abattit maintes fois sur elle. Cette femme aux cheveux blancs connut davantage de geôles que n'importe quel autre militant ouvrier américain. Mais, en même temps, elle forçait le respect de ses adversaires. Elle était une « force morale ». Elle s'imposait non seulement par son courage tranquille, mais par sa verve, son « culot » et aussi par son *américanisme* ; elle était imbue des traditions démocratiques qui avaient façonné les Etats-Unis, et elle les prenait au sérieux. Quand elle les évoquait, faisant honte à ceux qui les violaient effrontément tout en s'en réclamant, on ne savait quoi lui répondre. Sheriffs, gouverneurs, sénateurs tremblaient devant elle et ne pouvaient s'empêcher de l'admirer, même lorsqu'elle leur donnait du fil à retordre, et même lorsqu'ils la mettaient sous clé.

« Mother » Jones, comme John Mitchell, avait été formée à l'école des *Knights of Labor*. Elle avait vécu avec eux les temps héroïques : ce furent, écrit-elle dans son autobiographie : « les jours de sacrifice pour la cause des travailleurs ; ...les jours où nous n'avions pas de salles de réunion, où il n'y avait pas de permanents grassement payés, où l'on ne festoyait pas avec les

ennemis du travail; ...les jours des martyrs et des saints¹. »

Elle avait participé aux grandes grèves de 1877, à Pittsburgh². Puis elle s'était dévouée à l'organisation des mineurs. Jusqu'à sa mort, à un âge très-avancé, elle devait rester membre de leur syndicat, et leur mère à tous. Elle avait aidé John Mitchell à organiser les bassins d'antracite de Pennsylvanie, se dépensant sans compter, donnant de sa personne; elle avait commandé des armées de femmes de mineurs, armées de leurs écouvillons, qui se transportaient d'une localité à l'autre pour empêcher les hommes de faire les « jaunes ». En d'autres circonstances, elle avait sauvé une troupe de mineurs tombés dans une embuscade, en plaçant sa main sur l'embouchure du canon des fusils, et en la maintenant dans cette position périlleuse jusqu'à ce que tous ses hommes se fussent éloignés, sains et saufs³. Elle avait un prestige énorme dans le syndicat.

Mais le revirement de John Mitchell, en 1902, avait révolté « Mother » Jones et, tout en demeurant organisateur appointé de l'Union, elle dénonça vivement la façon dont son président avait accepté l'arbitrage du Président Th. Roosevelt et versé dans la collaboration des classes⁴. « Le mouvement ouvrier, à ses débuts, écrit-elle dans son autobiographie, produisit de grands hommes. Ils différaient beaucoup des leaders ouvriers d'aujourd'hui. Ces leaders des premiers temps ne recherchaient pas la publicité... Ils n'étaient pas intéressés à leur propre gloire ni à leur propre avancement financier. Ils ne servaient pas le mouvement pour de l'argent... Beaucoup de nos modernes leaders du travail se sont bien éloignés du sentier épineux de ces premiers croisés... En ces jours, les représentants ouvriers ne s'asseyaient pas sur des chaises de velours, en conférence avec les oppresseurs des travailleurs; ils ne dinaient pas dans des hôtels chic avec les représentants des grands capitalistes, tels que la *Civic Federation*... La base a laissé ses serviteurs devenir ses maîtres et ses dictateurs. Les ouvriers ont maintenant à se battre non seulement contre leurs exploiters, mais aussi contre leurs propres leaders, qui souvent les trahissent, les vendent, qui se soucient plus de leur propre avancement que de celui des masses laborieuses... » Et elle ajoute : « Mr. Mitchell mourut en homme riche, ayant perdu la confiance du peuple travailleur qu'il avait commencé par servir⁵. »

En outre, « Mother » Jones avait noué des relations très

étroites avec la *Western Federation of Miners*, dont les rapports avec John Mitchell étaient tendus. Mitchell reprochait à l'organisation de l'Ouest, qui couvrait en principe les mines métalliques, d'avoir organisé des mineurs de charbon⁶. De son côté, la *Western Federation* reprochait au Syndicat des Mineurs de manquer au devoir de solidarité lorsqu'elle était engagée dans des luttes, alors qu'elle-même avait manifesté sa solidarité aux mineurs d'anthracite. Les deux organisations s'étaient vivement heurtées, en 1903, à propos d'une grève de mineurs de charbon du Colorado trahie par John Mitchell et « Mother » Jones avait pris parti, une fois de plus, avec sa vivacité coutumière, contre son président⁷. William Haywood admirait la structure industrielle et l'esprit de classe des *United Mine Workers*, en même temps qu'il réprouvait la politique réformiste de John Mitchell. Il rêvait d'une fusion entre les deux organisations⁸, mais celle-ci s'avérait impossible tant que Mitchell maintiendrait la sienne dans le sillage du gompérisme.

« Mother » Jones était, à défaut d'unité, le lien vivant entre les deux syndicats. De plus, elle représentait l'aile gauche militante de l'Union des Mineurs, une des rares unions de l'*A.F.L.* constituées sur la base industrielle. Sa présence au congrès constitutif des *I.W.W.* était donc importante. A la fois pour les raisons que nous venons d'indiquer et parce que, comme le dit Debs, « son nom seul symbolise la révolution⁹. »

10

Daniel De Leon.

Daniel De Leon, un professeur originaire des Antilles, était de formation toute différente. Il n'était pas sorti du rang, comme Debs, Haywood, ou « Mother » Jones, et il n'était pas venu aux idées révolutionnaires par une lente évolution pragmatiste, par l'expérience pratique et quotidienne de la lutte sociale. Il était l'intellectuel révolutionnaire, le professeur doctrinaire par excellence¹. Théoricien brillant, intransigeant, acerbé, aux vastes connaissances, il fut l'un des rares hommes du mouvement ouvrier américain (avec Johann Most, l'ancien socialiste allemand émigré aux Etats-Unis et devenu anarchiste²) s'apparentant aux marxistes européens.

Louis Fraina écrit que « le syndicalisme révolutionnaire salue en lui son philosophe. » William Foster l'appelle, non sans raison, le « père intellectuel » du syndicalisme américain³. Son rôle n'est pas sans analogie avec celui que Georges Sorel joua, à peu près à la même époque, vis-à-vis du syndicalisme révolutionnaire français. Il écrivit des pages vengeresses contre le gompérisme et, prenant son inspiration chez les militants du groupe de Chicago des années 1880, il traça le schéma d'une société industrielle, socialiste, basée sur les syndicats ouvriers, qui fut adoptée par la plupart des leaders révolutionnaires de son temps, de Debs à Haywood, et qui devait devenir la doctrine des *I.W.W.* Lénine, plus tard, lui rendit cet hommage que le syndicalisme industriel de Daniel De Leon contenait en germe le système soviétique⁴.

Mais Daniel De Leon avait les défauts de ses qualités. Il était sectaire, étroit, autoritaire, tout d'une pièce. Il manquait de souplesse, de sens des réalités. Il avait l'esprit plus logique que dialectique. Il propagea autant d'idées fausses que d'idées justes. S'il eut l'immense mérite de dénoncer impitoyablement le syndicalisme de métier et d'affaires, s'il comprit que la tâche essentielle était de constituer des syndicats d'industrie, animés d'un esprit de lutte de classes, que sans cela le socialisme demeurerait une simple aspiration⁵, il fut l'inventeur en même temps, de la conception néfaste, *parce qu'à l'épreuve elle se révéla inefficace*, de la domestication du syndicalisme ouvrier par une arrogante minorité de doctrinaires. Il ne sut pas trouver, en un mot, la formule permettant de lier de manière féconde la conscience révolutionnaire avec le mouvement élémentaire des masses. Et, du fait qu'il a eu — et a toujours — des imitateurs, le poison qu'il injecta n'a pas encore été éliminé par le mouvement ouvrier américain.

Daniel De Leon n'alla pas, comme Debs ou Haywood, du syndicalisme au socialisme, il fit la route inverse. Ancien maître de conférences à l'Université de Columbia, dépourvu d'expérience syndicale, leader d'un parti socialiste révolutionnaire, le *Socialist Labor Party*, il essaya mécaniquement de mettre le grappin sur telle section du mouvement syndical qui voudût bien se laisser coloniser, et servir de force d'appoint à son parti. Les socialistes avait réussi à former une union des syndicats, à New-York, la *Central Labor Federation*. Mais l'*A.F.L.* retira à celle-ci l'investiture, car elle comprenait, en

plus de syndicats, une section du *Socialist Labor Party*. Finalement, une union des syndicats purement syndicale fut constituée face à celle dominée par les socialistes⁶. Alliés à une union des syndicats juifs de New-York, les *United Hebrew Trades*, De Leon et ses amis tentèrent alors de s'emparer de l'organisation new-yorkaise des *Knights of Labor*, alors en déclin. Il conclut un marchandage avec le grand maître de l'Ordre, James R. Sovereign, promettant d'assurer sa réélection si celui-ci confiait à un socialiste la rédaction de son journal. Mais cette petite manœuvre, comme il arrive le plus souvent en pareil cas, se retourna contre son auteur. Sovereign, réélu, ne tint pas sa promesse⁷. De Leon essuya un autre échec du côté de l'*A.F.L.* Au congrès de 1893, les socialistes avaient presque réussi à contrôler la Fédération. Mais, l'année suivante, ils furent mis en minorité. Découragé, Daniel De Leon jeta le manche après la cognée et décida de créer, à la fin de 1895, une nouvelle centrale syndicale, la *Socialist Trade and Labor Alliance*. Parmi les organisations constituantes, il y avait la *Central Labor Federation* et l'*United Hebrew Trades* de New-York, des unions de syndicats de villes voisines : Brooklyn et Newark, et le district new-yorkais des *Knights of Labor* : en tout une quinzaine de milliers de membres, au départ. Mais l'organisation ne dépassa jamais le chiffre de 20.000 membres⁸.

Cette scission était, sans aucun doute, une erreur parce qu'elle ne s'appuyait pas sur un mouvement de masses et que les organisations participantes, en plus du fait qu'elles étaient toutes contrôlées par le parti socialiste, étaient, pour la plupart, des syndicats de métier et non d'industrie. Comme l'écrit Brissenden, « l'Alliance était, en fait, un syndicat révolutionnaire sans le caractère industriel⁹ ».

Mais le programme de l'organisation nouvelle était incontestablement progressif et il contribua, dans une certaine mesure, à élever le niveau de conscience de classe des travailleurs américains. « Les méthodes et l'esprit des unions de métier, y était-il dit, sont absolument incapables de résister aux attaques du capital concentré; le pouvoir économique de la classe capitaliste repose sur des institutions essentiellement politiques qui ne peuvent être changées que par l'action directe des travailleurs unis économiquement et politiquement en une classe¹⁰. »

L'Alliance, écrit Louis Fraina, « était pour une large part

une arme en vue de combattre la politique conservatrice de l'*A.F.L.*¹¹ ». Et, de fait, la partie la plus constructive de l'œuvre militante de Daniel De Leon fut son réquisitoire impitoyable et mordant contre Gompers et sa clique. Il popularisa contre eux l'expression, qui fit fortune, de *labor fakirs* *. Il écrivit en 1902 un remarquable essai, *Deux pages d'histoire romaine*¹², dans lequel il trace une analyse scientifique du rôle social des dirigeants réformistes. Il les compare aux chefs de la plèbe romaine, qui s'appuyaient sur les plébéiens du rang pour obliger les patriciens à les admettre au partage des privilèges économiques et politiques et qui, en échange des avantages obtenus pour eux-mêmes, contribuaient au maintien de l'ordre établi **.

Gompers ne pardonna jamais à Daniel De Leon de l'avoir mis à nu. Dans ses Mémoires, il l'appelle une « sinistre force » ; il lui en veut d'avoir « inventé l'épithète *labor fakirs* », et d'avoir, en créant son organisation dissidente, « mis en péril le trade-unionisme américain¹⁴ ». En fait, le sectarisme de Daniel De Leon, et sa malencontreuse scission de 1895, firent le jeu du gompérisme. Gompers, et après lui ses successeurs, utilisèrent De Leon comme un épouvantail qu'ils firent sortir de sa boîte chaque fois que leur syndicalisme d'affaires était en difficulté¹⁵.

Malgré ses défauts, Daniel De Leon fut, pour les I.W.W., une recrue utile. Sa plume brillante se mit au service de l'organisation nouvelle, et il écrivit pour elle une excellente brochure de propagande développant, avec exemples concrets à l'appui, ce thème : « Industrialisme signifie puissance. Syndicalisme de métier signifie impotence¹⁶. »

11

Les « I.W.W. »
(1905).

Lorsque, le 27 juin 1905, deux cents militants se réunirent à Chicago pour constituer ce qu'ils décidèrent d'appeler *the Industrial Workers of the World*, on put croire qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour

* *Labor fakirs* : charlatans ouvriers. Dans les écrits de Daniel De Leon, de Gompers, de Morris Hillquit, le mot est orthographié *fakir*, mais l'usage s'est établi, de nos jours, d'écrire *fakers*.

** L'auteur du présent livre a tenté, de son côté, une analyse analogue du rôle des chefs « plébéiens » dans deux expériences très différentes : la Révolution française ; le fascisme italien et allemand¹⁸.

la classe ouvrière américaine. Depuis la dislocation des *Knights of Labor*, le gompérisme avait progressivement consolidé son emprise sur le mouvement syndical. Aucun adversaire sérieux ne lui avait tenu tête. L'opposition des socialistes n'avait pas été très conséquente; et son influence avait été réduite par le fait qu'elle avait beaucoup plus porté sur l'orientation *politique* de la vieille Fédération que sur le problème spécifiquement syndical de l'organisation des non-qualifiés et du syndicalisme d'industrie¹. Enfin, des hommes se rassemblaient avec l'audacieuse prétention de créer, face à la vieille *A.F.L.* — qu'ils appelaient, d'un calembour, *Separation of Labor* (au lieu de *Federation of Labor*)² —, une nouvelle centrale syndicale. Ils dénonçaient avec véhémence le syndicalisme de métier, d'affaires, de collaboration de classes. Ils lui opposaient la conception d'un syndicalisme d'industrie, de solidarité ouvrière, de lutte de classes. Ils prétendaient procéder à l'organisation de ceux que l'*A.F.L.* avait crassement négligés, les non-qualifiés, dont le nombre était sans cesse accru par le développement du machinisme, et dans lesquels ils voyaient, à juste titre, la « fondation de granit de la classe ouvrière³. »

Jamais organisation nouvelle ne prit un plus beau départ. Les fondateurs des *I.W.W.* étaient, malgré la diversité de leur origine, de leur formation, de leur tempérament, des hommes également brillants. Ils dominaient Gompers de cent coudées. Ils rivalisaient entre eux à la fois de talent et de foi révolutionnaire. Le manifeste lancé par les militants qui avaient pris l'initiative de convoquer le congrès constitutif, les interventions de Haywood à cette assemblée, les discours prononcés par Debs dans une série de meetings de propagande en faveur de la nouvelle organisation, la brochure par laquelle Daniel De Leon commenta le programme des *I.W.W.* — tous ces textes brillent aujourd'hui encore d'un éclat que le temps n'a pas terni⁴.

Le gompérisme a survécu matériellement au réquisitoire porté contre lui. Il y a survécu, pour un temps, et seulement en faisant, bon gré mal gré, des concessions aux idées de l'adversaire. Il y a survécu, si l'on veut, de la façon dont le capitalisme a survécu au *Manifeste Communiste* de 1848. La banqueroute effective du gompérisme ne devait être déclarée que trente ans plus tard; mais sa condamnation historique date de 1905.

Si les I.W.W. n'ont pas réussi à accomplir pratiquement tout ce qu'ils se proposaient, ils ont, au moins, fait germer dans la conscience ouvrière une conception d'organisation et d'action supérieure; et, ainsi, ils ont ouvert la voie au grand soulèvement des années 1930.

« Les divisions de métiers, déclarait leur Manifeste, préviennent le développement de la conscience de classe des travailleurs, engendrent l'idée d'une harmonie d'intérêts entre exploitateur patronal et esclave salarié... Les maux économiques universels qui affligent la classe ouvrière peuvent être extirpés seulement par un mouvement ouvrier universel. Un tel mouvement de la classe ouvrière est impossible tant que des accords séparés de métier et de salaires favorisent l'employeur contre d'autres métiers de la même industrie, et tant que les énergies sont gaspillées en des luttes de juridiction stériles qui servent seulement à accroître le pouvoir personnel des dirigeants des syndicats. Un mouvement remplissant ces conditions doit consister en une seule grande union industrielle embrassant toute l'industrie... Il doit être fondé sur la lutte de classes, et son administration générale doit être conduite en harmonie avec la reconnaissance du conflit irrépressible qui oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière ⁵. »

Mais, si les fondateurs des I.W.W. étaient armés d'une idée-force, les moyens qu'ils avaient à leur disposition pour la mettre en pratique étaient inadéquats. Le congrès constitutif fut composé surtout de personnalités ne représentant qu'elles-mêmes ou qu'une faible portion des organisations auxquelles elles appartenaient et qui ne les avaient pas déléguées.

Le plus important des syndicats organisés sur la base industrielle, celui des Mineurs, n'était représenté que par 9 sections locales; et encore deux seulement avaient accepté de rejoindre l'organisation nouvelle. Par la suite, plusieurs autres sections locales désirèrent adhérer aux I.W.W., mais elles ne le purent, car elles étaient liées aux employeurs par des contrats de longue durée⁶. Le district d'Illinois, qui comprenait 50.000 membres, assista au premier congrès, mais ses délégués n'avaient pas mandat d'adhérer aux I.W.W.⁷. « Mother » Jones participait à titre purement personnel.

Le Syndicat des Brasseurs, *United Brewery Workmen's Union*, était, avec celui des Mineurs, une des rares unions de l'*A.F.L.* organisées sur une base industrielle. Cette particularité

s'expliquait par leur commune origine : toutes deux s'étaient formées dans les *Knights of Labor* et étaient restées longtemps affiliées à l'Ordre. Les brasseurs avaient même maintenu pendant une certaine période une double affiliation aux *Knights* et à l'*A.F.L.* Leur structure les mettait en conflit avec les dirigeants des syndicats de métier, et ils se sentaient mal à l'aise dans la vieille fédération pour laquelle ils avaient finalement opté. Ils aspiraient à rejoindre une centrale syndicale plus conforme à leur structure et plus hospitalière. Mais une seule de leurs sections syndicales décida de rejoindre les *I.W.W.* L'éditeur du journal de l'Union, William E. Trautmann, adhéra à l'organisation nouvelle à titre individuel. Plus tard, en 1908, le syndicat fit sa paix avec l'*A.F.L.* et y demeura⁸.

La seule organisation de masses qui adhéra aux *I.W.W.* fut la *Western Federation of Miners*, avec ses 27.000 membres, et son satellite, l'*American Labor Union* avec 16.500 membres. Mais, très vite, dès 1906, les mineurs de l'Ouest décidèrent de reprendre leur liberté. Ils furent indisposés par les querelles de fractions qui avaient éclaté de bonne heure au sein des *I.W.W.* L'organisation, au lieu de devenir la centrale syndicale nouvelle à laquelle ils aspiraient, se lançant à la conquête des inorganisés et, en même temps, attirant à elle de larges sections de l'*A.F.L.* dégoûtées du gompérisme, devenait un champ clos où des sectes rivales et des individus s'affrontaient. Dans ce milieu où ils constituaient la seule organisation de masses, ils se sentirent dépaysés et ils partirent. Par ailleurs, la *Western Federation* commençait à subir une transformation qui devait finalement la ramener à l'*A.F.L.* et émousser son militantisme. Le milieu dans lequel elle s'était épanouie était en train d'évoluer. L'Ouest perdait peu à peu les traits rudes de la « frontière ». On n'y réglait plus ses comptes à coups de dynamite. De plus, les leaders de l'organisation prenaient de l'âge⁹. Ce départ fut pour les *I.W.W.* un coup terrible. La *Western Federation* était leur colonne vertébrale, en même temps que leur principal bailleur de fonds¹⁰.

Le fait que les *I.W.W.*, à l'origine, aient été composés d'éléments variés et discordants¹¹ n'était pas nécessairement une source de faiblesse. Chacun d'eux eût pu apporter sa pierre à l'édifice, mettre au service de l'organisation son expérience, son tempérament, et le milieu humain dans lequel il avait milité. Plus tard, nous le verrons, le *C.I.O.* devait être formé de

cette façon. Ses organisateurs avaient peut-être encore davantage de raisons de se quereller que ceux des I.W.W., mais ils surent oublier, pour un temps, leurs divergences et tout sacrifier au succès de l'œuvre commune. La différence provient du fait que le C.I.O. fut fondé principalement, non par des personnalités, mais par de grandes organisations syndicales, liées par un même intérêt : assurer leur propre sécurité par l'organisation des travailleurs des industries de base *. La faiblesse initiale des I.W.W. fut qu'au départ ils ne réussirent pas à entraîner avec eux d'autre syndicat de masses que la *Western Federation of Miners*. L'absence, notamment, du Syndicat des Mineurs de charbon était un handicap irréparable. Comme l'avenir devait le prouver, *il n'était possible de construire un syndicalisme d'industrie aux Etats-Unis qu'avec la coopération des mineurs de charbon.*

Depuis 1905, et pendant trente ans, les adversaires du gompérisme se sont battu les flancs pour essayer de découvrir la meilleure tactique pour en finir avec le syndicalisme de métier et d'affaires. Fallait-il agir *du dedans* ou *du dehors*? ou *du dedans* et *du dehors* à la fois? En 1905, sous l'influence notamment de Daniel De Leon, les partisans de l'action *du dehors* l'emportèrent. Ils avaient raison et tort à la fois. Ils pensaient que l'A.F.L. n'était pas une véritable organisation ouvrière, que son système usé et corrompu n'offrait pas de chance d'amélioration et d'adaptation, que des barrières presque infranchissables fermaient l'entrée de la vieille fédération aux non-qualifiés : « Il est historiquement impossible, déclara Debs, pour une organisation ouvrière vieille, dépassée et démodée, de s'adapter à une nouvelle mission économique ¹². »

Les partisans du syndicalisme « dualiste » voyaient juste en estimant que l'A.F.L. n'était pas susceptible de se réformer d'elle-même et que l'initiative devait venir du dehors. La fondation du C.I.O., trente ans plus tard, devait démontrer que la résistance opiniâtre des bonzes des syndicats de métier rendait impossible le développement d'un syndicalisme d'industrie autrement que par une scission. Mais les I.W.W. sous-estimèrent quelque peu les possibilités d'action *de l'intérieur*. Ainsi, la création, en 1898, d'une Union nationale des *Teamsters* (camionneurs), au sein de l'A.F.L., avait fait péné-

* Voir plus loin, p. 157-161.

trer dans la vieille organisation un esprit nouveau. Les *teamsters* avaient un sens de la solidarité ouvrière dont ne faisaient guère preuve les vieux syndicats de métier. Au printemps de 1905, à Chicago, peu de semaines avant le congrès constitutif des I.W.W., ils s'étaient mis en grève à la requête de l'union des syndicats, par solidarité avec les travailleurs de la confection employés par le grand magasin *Montgomery Ward*. Il est vrai que les *teamsters*, étant entrés en lutte trop tard, furent finalement battus; en outre, Gompers, selon son habitude, se rendit à Chicago pour donner le coup de grâce au mouvement. Cependant cet épisode prouvait que le concept de solidarité ouvrière n'était pas complètement absent de la fédération gompériste¹³.

De même, en 1897, les travailleurs des boucheries et abattoirs avaient constitué une union nationale au sein de l'*A.F.L.* En quelques années, ils avaient réussi à organiser les exploités du puissant trust de la viande. En 1904, l'union, qui comptait 56.000 membres, n'hésita pas à déclencher une grève parce que les employeurs cherchaient à « acheter » les qualifiés en cédant à leurs revendications, tandis qu'ils repoussaient celles des non-qualifiés. Les qualifiés se battirent, plusieurs mois, par solidarité avec les non-qualifiés. Sans doute la grève se termina-t-elle par une défaite, parce que les autres métiers au service du trust de la viande, associés en un *council* rival, avaient fait bande à part et, ainsi, « torpillé » le mouvement; également parce que les non-qualifiés, ceux-là mêmes en faveur desquels la grève avait été déclenchée, s'étaient laissé utiliser comme briseurs de grève. Mais il n'en reste pas moins qu'une union de l'*A.F.L.* avait témoigné dans l'action sa solidarité à des travailleurs non qualifiés¹⁴.

Ces expériences — et quelques autres — auraient dû amener les I.W.W à ne pas négliger les possibilités de noyautage au sein de l'*American Federation of Labor*. Néanmoins on ne peut, à mon avis, leur donner tort quand ils posaient en principe que le syndicalisme industriel devait être surtout construit *du dehors*. Leur entreprise n'était pas tellement chimérique. Elle avait certaines chances de succès. Comme l'écrit David J. Saposs, le *No man's land* des inorganisés n'était pas quantité négligeable. Mais, pour réussir, il eût fallu obtenir le concours d'un nombre suffisant d'organisations syndicales de masses et les détacher de l'*A.F.L.* Cette condition indispensable ne put

être remplie. D'où l'échec final¹⁵. Le jour où la condition sera enfin remplie, le syndicalisme industriel triomphera.

12

Les « wobblies ». Après le départ de la *Western Federation of Miners*, qui fut consommé définitivement en 1907, on eût pu croire que ce qui restait des *I.W.W.* allait rapidement se désagréger dans des querelles de sectes. En 1906, la direction « conservatrice » de Charles O. Sherman, leur président, avait été renversée et les « shermanistes » avaient fait scission. Debs se tenait à l'écart de l'organisation. En 1908, une nouvelle scission coupa les *I.W.W.* en deux : Daniel De Leon et ses partisans créèrent une variété d'*I.W.W.* dont le siège fut fixé à Detroit (Michigan), tandis que William Haywood (qui, entre temps, avait abandonné ses fonctions de dirigeant de la *Western Federation of Miners*) prenait la tête du groupe dit de Chicago. D'un côté, les « politiques », les « doctrinaires » ; de l'autre, les « anarcho-syndicalistes », les *wobblies**, partisans de la seule « action directe¹ ».

Et pourtant, c'est après ces scissions successives que les *I.W.W.*, sous la direction de Haywood, firent leur entrée effective dans les luttes sociales aux Etats-Unis. On n'avait plus affaire, comme dans le schéma primitif, à une vaste centrale syndicale destinée à faire échec à l'*A.F.L.*, mais à une minorité agissante, à une sorte d'équipe volante prête à se porter immédiatement sur n'importe quel point du champ de bataille et à y prendre la tête des luttes engagées par les travailleurs. Ainsi les *I.W.W.*, s'ils n'accomplirent pas la grande mission qu'ils avaient voulu assumer, rendirent, malgré tout, un important service à la classe ouvrière américaine. Face à la carence du gompérisme, ils furent les seuls à intervenir dans les luttes ouvrières des non-qualifiés. Le professeur Perlman consent à leur rendre cet hommage : « Le syndicalisme conservateur, écrit-il, avait monopolisé le terrain pendant de nombreuses années et, sauf de petites organisations de qualifiés, n'avait rien à inscrire à son actif : les *I.W.W.* avaient été capables, au

* *Wobbly* signifie, au sens propre : qui roule ou balance irrégulièrement de droite et de gauche.

moins, d'éveiller l'intérêt de l'opinion publique sur les conditions déplorables de centaines de milliers de salariés²... »

Par une sorte de mouvement de pendule, l'équipe volante concentra ses efforts d'abord dans l'Est, puis dans l'Ouest, puis de nouveau dans l'Est, puis de nouveau dans l'Ouest.

A l'origine, les I.W.W. avaient été au plus facile : ils n'avaient prêté que peu d'attention aux inorganisés et s'étaient tournés vers les syndiqués mécontents : ils avaient essayé de détacher de l'A.F.L. un certain nombre de sections syndicales de métier. Dans les centres les plus radicaux de l'Est, tels que New-York et Chicago, ils avaient obtenu quelques résultats. A Shenectady (Etat de New-York), forteresse de la *General Electric* et fief de l'A.F.L., ils avaient réussi à déclencher, à la fin de 1906, une grève sur le tas, une des premières de ce type aux Etats-Unis. Mais ces tentatives de « grignotage » ne les menèrent pas loin³.

Aussi décidèrent-ils de laisser en paix les unions de métier et de consacrer leurs efforts à l'organisation des travailleurs non qualifiés. Ils se tournèrent, notamment, vers les ouvriers agricoles migrants et les bûcherons de l'Ouest. André Philip a décrit excellemment les conditions d'existence très spéciales de ces travailleurs à la vie errante et aventureuse, qu'en Amérique on nomme *hoboes*. Il a montré comment leurs souffrances, leur isolement, leur instabilité les prédisposaient à la révolte, mais à une révolte d'un genre particulier : recours à l'action économique directe, mépris le plus profond pour toute activité politique, inaptitude à toute forme d'organisation permanente. Les *hoboes* rejoignirent en masse les I.W.W. et contribuèrent à y assurer la victoire de la tendance « anarcho-syndicaliste » de Haywood sur la tendance « politique » représentée par Daniel De Leon. A la convention de 1908, la « brigade de l'Ouest » constituait à elle seule la moitié des délégués⁴.

Pour satisfaire aux besoins des ouvriers migrants et tenir compte de leurs conditions particulières, les I.W.W. imaginèrent une nouvelle tactique de lutte : les *free speech fights* (combats pour la liberté de parole). L'utilisation de la place publique était le seul moyen de faire de la propagande et du recrutement parmi des travailleurs dispersés et isolés, mais qui se réunissaient périodiquement dans les villes autour des bureaux d'embauche, à la recherche d'un nouvel emploi. Les orateurs de rue étaient jetés en prison par les sbires de la

« démocratie » américaine; aussitôt, d'autres les remplaçaient. Des équipes volantes d'I.W.W. accouraient du dehors et venaient se faire arrêter à leur tour. Ces *free speech fights* agitèrent tout l'Ouest entre 1909 et 1911⁶.

En 1910, les I.W.W. s'attaquèrent à l'organisation des bûcherons de Louisiane, Arkansas et Texas. Ceux-ci n'étaient ni des immigrants, ni des migrants, mais des Américains de vieille souche, primitifs et violents. Brusquement transformés en salariés et durement exploités, ils accueillirent les I.W.W. comme le Moïse qui les conduirait hors du désert. La grève qu'ils déclenchèrent fut, d'après Saposs, une des plus violentes dans les annales du mouvement ouvrier américain. Mais elle échoua et le syndicat que les I.W.W. avaient aidé à organiser fut écrasé⁶.

En 1912, les I.W.W., faisant une nouvelle volte-face, se tournèrent vers l'Est et entreprirent la conquête des travailleurs du textile. Déjà en 1909, ils avaient fait leur apparition en Pennsylvanie, dans une grève, déjà en cours, des travailleurs de l'acier, employés par la *Pressed Steel Car Company*, à McKee's Rock, et ils avaient réussi à mobiliser l'opinion publique en faveur des grévistes, contribuant ainsi à leur victoire finale. Cette grève, écrit Perlman, « fut l'avant-coureur d'un nouvel esprit parmi les travailleurs inorganisés des districts manufacturiers de l'Est⁷ ». En 1912, les 25.000 travailleurs inorganisés de l'*American Woolen Company* (lainages), à Lawrence (Massachusetts), cessèrent le travail pour protester contre des salaires de famine. Ils étaient, pour la plupart, des immigrants de fraîche date, appartenant à 28 nationalités différentes. Les Italiens prédominaient. Un des dirigeants des I.W.W., Joseph Ettor, vint prendre la direction de la grève. Il la mena de main de maître. Le syndicat du textile (A.F.L.) prit ouvertement une attitude de « jaune ». Il dénonça la grève comme « une révolution » et approuva les coups de matraque et de baïonnette que la force publique avait fait pleuvoir sur les grévistes. Cependant les travailleurs membres de l'A.F.L., en dépit de l'attitude de leurs dirigeants, contribuèrent généreusement au fonds de grève.

La petite ville fut mise en état de siège et Ettor arrêté. Haywood vint, en personne, le remplacer et prendre le commandement de la bataille. Un cortège de 10 à 15.000 grévistes lui fit un accueil triomphal. Il procéda à des innovations hardies.

Secondé par une militante de valeur, Elisabeth Gurley Flynn, il organisa la solidarité à l'euro-péenne, dirigeant les enfants des grévistes vers les foyers d'amis et de sympathisants dans d'autres villes. Il fit participer les femmes à la lutte et elles se battirent comme des hommes. Il installa autour des usines des piquets ininterrompus, composés de milliers de travailleurs. Il sut attirer l'attention de l'opinion publique en faveur des grévistes. Il s'assura des concours dans la presse. Un comité d'enquête fut constitué à Washington et une délégation de seize enfants, garçons et filles, âgés de moins de 16 ans, se rendit dans la capitale fédérale pour décrire les terribles conditions d'existence à Lawrence. Un de ces enfants traita de menteur Samuel Gompers, venu témoigner contre la grève.

Haywood se démena si bien qu'à la fin les employeurs cédèrent. A l'annonce de leur victoire, les travailleurs (fait très rare aux Etats-Unis) chantèrent l'*Internationale*, en toutes langues. L'effet de cet événement fut immense et dépassa le cadre de Lawrence. Il fit relever la tête au reste des travailleurs de l'industrie textile. 250.000 d'entre eux obtinrent, par contre-coup, une augmentation de salaire. L'opinion publique fut impressionnée. « Pour la jeune intelligentsia américaine, écrit Perlman, Lawrence fut la preuve qu'un mouvement ouvrier américain révolutionnaire, qui avait été prédit comme inévitable dans les écrits théoriques des socialistes, était enfin là, et l'événement accrut son mécontentement et son impatience à l'égard des dirigeants de l'*American Federation of Labor*. » « Cette grève, écrit de son côté le professeur Brissenden, démontra qu'il était possible pour les travailleurs non qualifiés et inorganisés (principalement des immigrants de nationalités variées), de mener une lutte victorieuse contre leurs employeurs. Elle montra quelle puissance latente il y a dans la grande masse des travailleurs semi-qualifiés et non qualifiés... Lawrence rendit les *I.W.W.* célèbres. » Saposs note que, pour un temps, le succès des *I.W.W.* auprès des inorganisés fut « phénoménal » et tint du « miracle ».

Une autre grève éclata, au début de 1913, dans l'industrie de la soie, à Paterson (New-Jersey). Elle s'élargit en une grève générale de solidarité. Haywood prit la tête du mouvement. Un cortège de 35.000 travailleurs de toutes nationalités se rendit à un meeting pour l'entendre. Il fut arrêté; lorsque l'*A.F.L.* organisa à son tour un meeting, les travailleurs désertèrent ce der-

nier, pour protester contre le refus d'accorder la parole aux leaders *I.W.W.*

Haywood, qui avait le génie de la publicité, amena 1.200 grévistes à New-York, où ils défilèrent dans les rues. Un grand meeting fut tenu à *Madison Square Garden*, éclairé par un gigantesque transparent lumineux, portant, en rouge, les trois lettres « *I.W.W.* » Les grévistes exposèrent eux-mêmes leurs conditions d'existence à Paterson, chantèrent des chants qu'ils avaient composés et jouèrent un spectacle retraçant les péripéties de leur lutte. La presse fit de longs comptes rendus.

Haywood, toujours innovant, organisa des meetings d'enfants de grévistes, leur fit constituer un comité de grève, développa leur conscience de classe en leur racontant la fascinante histoire d'une cité d'enfants, sans adultes, sans police, sans prisons, sans banques — et sans patrons. Malgré tous ces efforts, la bataille se termina cette fois par un échec⁹.

Le soulèvement du textile frappa fortement l'imagination des travailleurs des industries de production de masse, dont l'organisation avait été totalement négligée par l'*A.F.L.* Pour la première fois, ils entrèrent en scène. Vingt-cinq ans plus tard, ils devaient occuper toute la scène. Une nouvelle page de l'histoire du mouvement ouvrier américain s'ouvrait.

En 1913, à Akron (Ohio), la cité du caoutchouc, les travailleurs inorganisés des grandes usines de pneus se soulevèrent spontanément. Les *I.W.W.* prirent la direction du mouvement. Bientôt 20.000 ouvriers du caoutchouc furent en grève. L'infatigable Haywood accourut. Aidé de James P. Cannon, le futur leader trotskyste *, il organisa, comme à Lawrence, des piquets de masses. Ici, l'union des syndicats *A.F.L.* soutint le mouvement et envisagea de déclencher une grève générale. Mais le mouvement, finalement, échoua¹⁰. Une des causes de cette défaite fut l'attitude hostile de William Green, du Syndicat des Mineurs, futur successeur de Gompers à la direction de l'*A.F.L.* Alors sénateur de l'Ohio et président d'une commission d'enquête législative, il dénonça les leaders *I.W.W.*, les traita d'« agitateurs du dehors »¹¹.

De même, à Detroit (Michigan), autre forteresse de la nouvelle grande industrie, les *wobblies* déclenchèrent une grève, au cours de l'été 1913, dans l'usine Studebaker. 8.000 tra-

* Voir plus loin, p. 183-185.

vailleurs, tous inorganisés, « débrayèrent » durant une semaine. Ils firent preuve d'une remarquable cohésion, mais le mouvement manqua son but. Presque en même temps, les organisateurs I.W.W. concentrèrent leurs efforts sur les usines Ford, qu'ils inondèrent de journaux et de tracts, tandis que des orateurs haranguaient les travailleurs aux portes de l'entreprise. Le bruit courut que les *wobblies* préparaient une grève Ford pour l'été 1914. C'est alors que Ford, se sentant menacé, inaugura sa fameuse politique des « hauts salaires », coupant ainsi l'herbe sous le pied des I.W.W.^{12.}

Trois ans plus tard, en 1916, les mineurs des immenses gisements de fer de Minnesota, le *Mesaba Iron Range*, qui extrayaient la matière première nécessaire aux aciéries de Pittsburgh et de Chicago, se révoltèrent à leur tour. Ces immigrants de fraîche date, pour la plupart d'origine finlandaise, se cherchèrent une direction. Les I.W.W. répondirent à leur appel. Joseph Ettor et Elisabeth Gurley Flynn se rendirent sur place. La grève devint générale et engloba 16.000 mineurs. Finalement, la *United States Steel Corporation* accorda une augmentation de salaires de 10 %, la journée de huit heures et de meilleures conditions de travail. « C'était la seconde fois, écrit Haywood, que le grand trust de l'acier avait satisfait à des revendications présentées par les I.W.W.^{13.} »

Cependant, après 1914, les I.W.W. dirigèrent à nouveau l'essentiel de leurs efforts vers l'Ouest. Malgré les succès qu'ils avaient remportés dans l'Est, ils n'avaient pas réussi à y constituer une organisation permanente et la crise économique qui sévissait alors réduisit la combativité des ouvriers non qualifiés des régions industrielles de la côte Atlantique^{14.} En 1915-1916, ils entreprirent d'organiser les travailleurs agricoles, notamment en Kansas, Oklahoma, Minnesota. Ils réussirent à syndiquer 18.000 ouvriers migrants. Puis ils se tournèrent vers les bûcherons du Nord-Ouest et les mineurs de cuivre de l'Arizona^{15.}

En 1917, les I.W.W. atteignirent leur apogée, au moins quant au nombre des adhérents. En un an, ils étaient passés de 40.000 à 100.000. Mais l'entrée en guerre des Etats-Unis déclencha contre eux une féroce répression. Toutes les forces conjointes du capitalisme, des pouvoirs publics, des anciens combattants utilisés comme milices fascistes, furent employées à les écraser. Samuel Gompers, heureux d'être enfin débarrassé

d'un rival gênant, donna carte blanche au Président Wilson. Des milliers d'I.W.W. furent arrêtés, condamnés à de longues années de prison. Le mouvement fut purement et simplement décapité. Il ne se releva jamais de ce coup¹⁶. D'autres causes contribuèrent à son déclin. D'une part, la résorption de la main-d'œuvre migratrice, due au développement de la machine¹⁷; d'autre part, l'entrée en scène du communisme qui attira vers lui les travailleurs les plus avancés; enfin, l'incapacité des *wobblies* à construire une organisation permanente. Ils excellaient dans leur rôle d'équipe volante, dans l'improvisation; ils furent plus des agitateurs et des propagandistes que des organisateurs. Ils n'entreprirent aucune campagne d'organisation systématique, seul moyen pourtant de pénétrer dans les secteurs industriels de base, tels que celui de l'acier. Les grèves étaient surtout pour eux des occasions de répandre leurs idées révolutionnaires. Sitôt la bataille gagnée, ils quittaient le terrain pour se porter ailleurs, sans laisser de traces durables. L'organisation permanente ne les intéressait pas¹⁸. Ils étaient handicapés par leur refus de signer des contrats, de nouer des relations quotidiennes avec les employeurs, de créer un mécanisme permettant la stabilisation des rapports entre patrons et ouvriers dans l'intervalle entre deux batailles¹⁹.

Toutefois, je ne suis pas sûr qu'Eugene Debs ait raison, lorsqu'il attribue l'insuccès des *wobblies* à leur négation de l'action politique et à leur tactique d'action directe, qui, selon lui, ne correspondaient pas aux aspirations des travailleurs américains²⁰. Je pense au contraire, et j'aurai l'occasion de revenir sur ce point, que l'ouvrier américain, individualiste et bagarreur, formé par l'épopée violente de la « frontière », a le goût et le don de l'action directe, en même temps qu'une certaine méfiance à l'égard des « politiciens ». Méfiance qui, d'ailleurs, a aussi ses côtés négatifs, puisqu'elle a contribué à détourner jusqu'à présent le mouvement ouvrier américain de toute intervention *indépendante* sur le plan politique. Loin d'être *un-american*, les I.W.W. d'Haywood étaient — et c'est l'avis de plusieurs observateurs²¹ — davantage dans la tradition américaine que n'importe quelle autre organisation ouvrière ayant vu le jour aux Etats-Unis. C'est ce qui explique le succès qu'ils eurent non seulement auprès des immigrants mais aussi auprès des travailleurs de vieille souche américaine tels que les bûcherons du Texas et de Louisiane. De même,

leur esprit et leur structure profondément démocratiques, leur méfiance à l'égard des chefs (qui les amena à supprimer le titre de « président » et à réduire les salaires de leurs dirigeants), leur prédilection pour le referendum²², les aidèrent à s'attirer la sympathie et la confiance non seulement des ouvriers migrants, des *hoboes*, mais aussi celle des autres catégories de travailleurs. Le fait que cette saine conception de la démocratie ouvrière ait été, depuis, foulée aux pieds par la machine bureaucratique qui dirige aujourd'hui le mouvement syndical des Etats-Unis, ne signifie nullement qu'elle soit étrangère à la mentalité du peuple américain. Bien au contraire. D'ailleurs, l'enthousiasme avec lequel les travailleurs de la grande industrie, notamment à Lawrence, se rangèrent derrière le drapeau des I.W.W. montre bien la force d'attraction que ceux-ci exercèrent. Ils ne perdirent leur influence sur l'avant-garde du prolétariat américain que lorsque, après la première guerre mondiale, ils eurent affaire à un rival plus conséquent sur le plan politique : le parti communiste, soutenu par le prestige, alors immense, de la Révolution russe²³.

CHAPITRE II

DES I.W.W. AU C.I.O.

1. *Le syndicalisme industriel et l'A.F.L.* — 2. *La grève de l'acier (1919).* — 3. *Les communistes dans les syndicats.* — 4. *John L. Lewis entre en scène.* — 5. *Le N.R.A.* — 6. *La carence de l'A.F.L.* — 7. *La fondation du C.I.O.* — 8. *Les radicaux à l'œuvre.* — 9. *Les occupations d'usines.* — 10. *L'organisation de l'acier.*

1

**Le syndicalisme
industriel
et l'« A. F. L. ».**

Malgré leurs succès passagers et spectaculaires, les I.W.W. n'avaient pas tenu leurs promesses de 1905. Ils n'avaient pas réussi, face à la vieille A.F.L., à constituer une nouvelle centrale syndicale basée sur la notion de syndicalisme industriel. Ils avaient fait œuvre utile, planté des jalons, éveillé la conscience de classe des inorganisés. Mais ils n'avaient pas apporté de solution au problème de l'organisation des millions de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés des industries de base. Le problème devait être pensé à nouveau. Une solution devait, coûte que coûte, être trouvée.

Les raisons de l'échec des I.W.W. avaient été méditées par un militant syndicaliste révolutionnaire, William Z. Foster. Celui-ci, membre actif des I.W.W. depuis 1909, avait visité l'Europe en 1911 et avait été frappé par le succès avec lequel les syndicalistes révolutionnaires français avaient réussi à

conquérir la Confédération Générale du Travail. Ces derniers avaient vivement conseillé aux I.W.W. d'abandonner leur tactique « dualiste » et de militer à l'intérieur de l'A.F.L. * Dans une lettre au journal des I.W.W., Foster dénonça la théorie, acceptée comme un dogme infailible, qu'il était nécessaire de construire une organisation nouvelle en dehors des syndicats de métier existants, considérés comme incapables de développement. Il trouva un allié en la personne de Tom Mann, qui, à la même époque, se faisait, au sein des *trade unions* britanniques, l'avocat d'un syndicalisme industriel, révolutionnaire et internationaliste. Dans un discours, ce dernier déclara que « si la belle énergie dépensée par les I.W.W. l'était au sein de l'A.F.L., les résultats seraient cinquante fois plus grands qu'ils ne l'étaient jusqu'à présent ». Un voyage aux États-Unis en 1913 le confirma dans son opinion.

Haywood ne se laissa pas convaincre et son lieutenant, Joseph Ettor, répondit que les I.W.W. voulaient, non pas sauver l'A.F.L., mais la détruire. Foster rompit alors avec ses anciens amis et créa, en 1912 une *Ligue syndicaliste*, dont l'objet était le noyautage révolutionnaire au sein de la vieille fédération ¹. Il avait certainement raison lorsqu'il pensait que les I.W.W. avaient rendu un service au gompérisme et qu'ils avaient consolidé son pouvoir en vidant la vieille fédération de tous ses éléments radicaux, laissant ainsi le champ libre aux bonzes des syndicats de métier ². Mais il se trompait en voulant transposer mécaniquement sur le sol américain les tactiques qui avaient réussi en France et en Angleterre. Les conditions, dans ces deux pays, étaient très différentes de celles existant aux États-Unis, l'évolution historique y ayant suivi d'autres voies. Il n'y avait ni dans l'un ni dans l'autre de divorce prononcé entre le syndicalisme de métier et le syndicalisme d'industrie, entre les ouvriers qualifiés et les non-qualifiés. Aux États-Unis, l'avenir devait le prouver, le syndicalisme industriel ne pouvait être introduit que du dehors, que par une scission, contre la résistance opiniâtre des dirigeants de la vieille fédération, mais, cependant, avec le concours d'organisations de masses affiliées à l'A.F.L. Foster ne pouvait

* Foster se lia d'amitié avec l'un d'eux, Pierre Monatte, et collabora régulièrement à la revue de celui-ci, *La Vie Ouvrière*, de 1911 à 1914. Il y publia une série d'intéressants articles sur le mouvement syndical américain.

justifier sa position qu'en se faisant — et en propageant — des illusions sur les possibilités de redressement de l'*American Federation*. De là à l'opportunisme, il n'y avait qu'un pas. Foster alla jusqu'à reprocher à Debs de s'être embarqué, en 1893, dans une entreprise de syndicalisme « dualiste », alors qu'avant sa scission, Debs, selon lui, avait exercé un « réel pouvoir » dans les syndicats de métier du rail^{3*}. On croirait entendre Gompers!

De son côté, Debs se penchait sur le problème. Ayant tenu l'organisation de 1905 sur les fonts baptismaux et s'en étant ensuite écarté, il continuaient à être hanté par l'idée de toute sa vie : comment promouvoir, aux Etats-Unis, un syndicalisme industriel? S'il se montrait, comme on l'a vu **, un peu injuste à l'égard des anarcho-syndicalistes de Haywood, des *wobblies*, il faisait preuve de plus de clairvoyance lorsqu'il dénonçait les causes de l'échec des *I.W.W.* de 1905 : ceux-ci, selon lui, avaient failli, d'abord, parce qu'ils avaient sous-estimé l'action *du dedans*, au sein même de l'*A.F.L.*, ensuite et surtout, parce qu'ils n'avaient pas réussi à s'appuyer sur des organisations syndicales de masses.

En 1910, dans une lettre à Tom Mann, Debs, révisant sa conception de 1905, déconseilla la constitution de syndicats « dualistes » là où les vieux syndicats étaient à la hauteur de leur tâche, et il recommanda d'agir à la fois *du dedans* et *du dehors*, les syndicalistes industriels au sein des vieux syndicats travaillant la main dans la main avec ceux de l'extérieur⁴.

En mars 1914, il consacra au problème un article remarquable⁵. Il y exprimait, tout d'abord, sa confiance en l'avenir : « Il y a de sérieuses raisons de croire, écrivait-il, qu'une ère nouvelle est en train de s'ouvrir pour le syndicalisme ouvrier et que, dans un avenir proche, le mouvement ouvrier organisé parviendra plus rapidement à maturité, étendra son envergure et développera un pouvoir qui compensera pleinement les progrès lents et pénibles du passé...; et la principale de ces raisons est la désintégration et la chute imminente du syndicalisme de métier réactionnaire, en même temps que la montée et le développement du mouvement industriel révolutionnaire... La victoire de Lawrence, une des plus décisives et de plus grande

* Voir plus haut, p. 102-105.

** Voir plus haut, p. 135.

portée que les travailleurs organisés aient jamais gagnées, a démontré de façon triomphante le pouvoir et l'invincibilité de l'unité industrielle... »

Debs voyait dans les grondements de révolte au sein de l'*A.F.L.* « la preuve concluante que le levain d'industrialisme était aussi à l'œuvre dans les trade unions ». « Les mineurs, à leur récent congrès d'Indianapolis, révélèrent, par leur cinglante mise en accusation de Gompers et de son conseil exécutif ossifié, leur véritable attitude à l'égard de la vieille fédération réactionnaire et impotente. Quand Duncan Mac Donald déclara que Gompers et son entourage officiel massacreraient toute mesure progressive et que la fédération était réactionnaire jusqu'à la moelle, menée par le patronat et pire qu'inutile, ce réquisitoire fut accueilli par une salve d'applaudissements. »

De son côté, la *Western Federation of Miners*, qui avait rejoint l'*A.F.L.* en 1911, venait de mener, depuis l'été de 1913, une dure bataille dans les mines de cuivre de Michigan; et elle n'avait pas obtenu de la Fédération l'aide financière escomptée. Son président dénonça publiquement la carence du conseil exécutif. Il prit la parole au congrès des mineurs de charbon et déclara que, si la grève était perdue, la responsabilité en incomberait à Gompers et à sa clique⁶.

Debs aperçut tout le parti qui pouvait être tiré de cette situation. Il savait que sans la participation des deux grands syndicats de mineurs, qui avait fait défaut aux *I.W.W.*, il n'était pas possible de jeter les bases d'un syndicalisme industriel. « Les *United Mine Workers* et la *Western Federation of Miners*, écrivit-il, devenant de plus en plus révolutionnaires dans le combat désespéré qu'ils sont contraints de livrer pour leur existence, seront obligés de fusionner tôt ou tard en une seule grande organisation industrielle et les mêmes forces qui les poussent à s'unir les pousseront aussi à sortir de la fédération de syndicats de métier de Gompers. Il y a aussi d'autres unions progressives dans l'*A.F.L.* qui suivront la sécession des mineurs et augmenteront les forces du syndicalisme révolutionnaire. »

Debs espérait, en même temps, que les deux tendances rivales des *I.W.W.*, celle de Haywood et celle de De Leon, finiraient par se réconcilier et il exprimait le souhait que « les mineurs unifiés et les *I.W.W.* réunifiés attireraient à eux tous

les syndicats à tendances industrielles et qu'ainsi la fédération réactionnaire de syndicats de métier serait transformée — à la fois du dedans et du dehors — en une organisation industrielle révolutionnaire ».

Dans un article ultérieur, il suggéra que les deux unions de mineurs, une fois fusionnées et sorties de l'A.F.L., lancent un appel à tous les syndicats en vue d'un congrès constitutif de l'organisation industrielle des travailleurs américains⁷. Debs avait raison, à la fois contre Haywood et contre Foster. Vingt ans en avance sur l'horaire de l'histoire, il lançait l'idée du C.I.O.

En attendant, des remous profonds agitaient l'organisation de Gompers. La grève de Lawrence avait secoué la torpeur du syndicalisme de métier. « La démonstration de solidarité faite par une masse polyglotte dans cette grève, écrit Perlman, en même temps que les dangers que présentait l'éveil de travailleurs non organisés et non qualifiés et leur prise en charge par une direction révolutionnaire témoignant de la sollicitude pour leurs misères, montrèrent aux dirigeants de l'*American Federation of Labor* la nécessité de réviser son programme en l'orientant vers les couches inférieures de la classe ouvrière⁸. » Les dirigeants de la vieille fédération aperçurent dans les I.W.W. « un nouveau rival qu'il valait mieux affronter sur son propre terrain, par l'organisation, au sein de la fédération, des éléments mêmes auxquels il s'adressait⁹ ». Dans un livre paru en 1913, sous le titre « Le nouveau syndicalisme », un observateur, André Tridon, notait : « La fédération devra ou céder aux nécessités économiques et se réformer, ou être paralysée par une avalanche qui ferait pencher le rapport des forces en faveur des I.W.W.¹⁰. »

Au congrès de l'A.F.L. qui se tint à Rochester en novembre 1912, les délégués du syndicat des mineurs de charbon, mandatés par leur union, présentèrent une résolution invitant la fédération à abandonner sa structure de métier pour l'organisation industrielle. Après un débat long et animé, la résolution fut repoussée par un vote de 2 contre 1. Cependant, le conseil exécutif dut jeter du lest. Il déclara que la conception de l'autonomie des métiers n'empêchait pas le recrutement

des couches inférieures de la classe ouvrière ni l'amalgamation entre eux de plusieurs syndicats de métier, et il contesta vivement que la fédération eût une conception rigide, inflexible, ne s'adaptant pas aux conditions nouvelles.

L'attitude de Gompers était tout opportuniste. Le vieux malin ne faisait aucune opposition de principe au syndicalisme industriel, il ne se refusait pas à des modifications de structure rendues nécessaires par l'évolution. Il voulait seulement ne rien faire qui pût susciter la colère des syndicats de métier, toujours prêts à mordre quand on pénètre dans leur chasse gardée, ni ouvrir ainsi une crise au sein de la fédération ¹¹.

Quelques mois plus tard, le 1^{er} février 1913, l'*A.F.L.* surprit le monde du travail en annonçant, à grand renfort de trompette, une campagne à l'échelle nationale, en vue d'organiser tous les inorganisés et d'enrôler les immigrants dès leur arrivée aux Etats-Unis. La distribution de 500.000 brochures de propagande, rédigées en treize langues, était envisagée ¹². Il y eut même un début d'exécution sur le terrain, notamment dans l'acier ¹³. Mais la crise économique de 1914, puis la guerre survinrent, et le beau projet fut remis à plus tard. D'ailleurs, le rapide déclin des *I.W.W.* dans l'Est rassura les bonzes de l'*A.F.L.* et les confirma dans leur confortable immobilisme. Délivrés de ce dangereux rival, l'organisation des non-qualifiés leur parut, comme l'écrit Perlman, « perdre beaucoup de son urgence ¹⁴ ».

Cependant, au moment même où les *I.W.W.* cessaient d'avoir le vent en poupe, un nouveau type de syndicalisme faisait son entrée en scène et troublait la quiétude égoïste des syndicats de métier. A la veille même de la guerre, une nouvelle étoile surgit dans le firmament syndical : les *needle trades*, les syndicats des travailleurs de l'aiguille — c'est-à-dire du vêtement. Deux grandes grèves en 1910, l'une à New-York, dans le vêtement pour dames, l'autre à Chicago, dans le vêtement pour hommes, avaient donné l'impulsion au syndicalisme dans ces professions composées surtout d'immigrants juifs. Les deux syndicats s'étaient constitués sur la base de l'industrie et de la lutte des classes. Mais, en même temps, ils avaient emprunté aux vieux syndicats de métier leur administration stable et méthodique. Ils réalisaient la synthèse du syndicalisme radical et du syndicalisme d'affaires. Le syndicat du

vêtement pour dames avait grandi, malgré sa structure industrielle, au sein de l'*A.F.L.* Mais celui du vêtement pour hommes avait rompu, à la fin de 1914, avec la vieille fédération et s'était constitué en une organisation indépendante, les *Amalgamated Clothing workers*, qui fut la « bête noire » de Gompers.

Ce syndicat, qui connut un essor remarquable après avoir osé défier la vieille fédération, devint un point de mire et un pôle d'attraction pour tous les syndicalistes progressistes qui cherchaient à libérer le mouvement ouvrier de la lourde hypothèque du gompérisme et à le régénérer. Ils virent en lui une étape importante dans la voie de l'organisation des industries de production de masse ¹⁵.

2

La grève de l'acier (1919).

La première guerre mondiale, puis la Révolution russe eurent pour conséquence, aux Etats-Unis comme ailleurs, une radicalisation des masses. Une nouvelle direction révolutionnaire surgit, résolue à organiser les travailleurs non qualifiés des industries de base, auxquels la vieille fédération de Gompers, s'entêtant dans sa conception périmée du syndicalisme de métier, n'avait jamais ouvert ses portes. Pour ne pas être débordée, la clique gompériste dut bon gré mal gré suivre le mouvement — avec, bien entendu, l'intention de l'étrangler à la première occasion.

Le héros de cette nouvelle épopée fut William Z. Foster. Foster appartient à une génération intermédiaire entre celle des fondateurs des *I.W.W.* et celle des bâtisseurs du *C.I.O.* Il tient des deux, et il a été le trait d'union entre les deux. Par sa formation, par ses vingt-six années de labeur comme simple ouvrier, par son instabilité de *hobo*, par son affiliation aux *I.W.W.*, il est, au moment où il apparaît sur la scène de l'histoire, un pur syndicaliste révolutionnaire. Les martyrs de Chicago l'ont marqué de leur empreinte, comme ils ont marqué tous les « radicaux » américains d'avant 1914. Mais Foster est, en même temps, un homme moderne, un homme de l'après-guerre. Il a plus le génie de l'organisation que celui de l'agitation. Il a été élevé à l'école du grand capitalisme américain,

des méthodes nouvelles de production de masse. Il veut introduire dans les campagnes d'organisation des travailleurs de la grande industrie le même esprit méthodique et scientifique, la même *efficiency* que les magnats du *Big Business* appliquent dans leurs gigantesques bagnes industriels. Comme eux, Foster voit grand. Comme eux, il fait du *planning*. Tandis qu'ils « rationalisent » la production, lui entend « rationaliser » la lutte de classes. En face de la concentration monopolistique, il veut établir une puissante concentration ouvrière calquée sur le modèle de l'adversaire.

Il a médité le double échec de l'*A.F.L.* et des *I.W.W.* La première n'a pas voulu s'attaquer à l'organisation des non-qualifiés, les seconds ont dressé les inorganisés sur leurs jambes, mais sans les organiser de façon systématique et permanente. Foster va, d'ailleurs, s'inspirer de deux précédents : celui des mineurs, celui des syndicats du vêtement qui, les uns et les autres, ont réussi à organiser des travailleurs immigrants et non qualifiés sur la base d'un syndicalisme d'industrie, à la fois radical et pratique. Mais l'échelle de ces deux expériences a été relativement restreinte. Foster rêve de donner à son entreprise des dimensions gigantesques. Il ne vise rien moins qu'à organiser les millions de travailleurs des industries de base, à commencer par ceux de l'acier ¹.

En dépit de ses faiblesses, de ses zigzags (il est plus appliqué qu'intelligent), malgré que sa forte personnalité ait été finalement absorbée et détruite dans la machine monolithique du stalinisme, Foster restera, pour l'histoire, l'homme qui, le premier, a mis en œuvre les techniques grâce auxquelles, quelque quinze ans plus tard, sera édifié le *C.I.O.*

En organisant de 1917 à 1919 les travailleurs des abattoirs, puis ceux de l'acier, Foster a créé un glorieux précédent. Mais sa tentative s'est soldée par un échec. Celui-ci était inévitable, car il y avait dans ses conceptions une erreur initiale. Il voulait procéder à l'organisation des inorganisés de la grande industrie en forçant la main au gompérisme, en utilisant l'appareil de l'*A.F.L.* Gompers le laissa d'abord faire, car il ne pouvait ouvertement se mettre en travers d'un grand mouvement de masses. Puis il lui cassa les reins. Et, une fois de plus, l'organisation des millions de travailleurs des industries de base fut ajournée.

Il n'y avait qu'un moyen de noyauter *du dedans* la vieille

fédération : s'emparer d'unions locales de syndicats dans quelque important centre industriel. Les unions locales de syndicats, du fait qu'elles groupent tous les métiers, et doivent faire face au front uni du patronat, avaient toujours été plus militantes, plus imprégnées du principe de solidarité ouvrière que les unions de métier, exclusives et égoïstes. Plus d'une fois, dans les batailles du passé, elles avaient soutenu des mouvements désapprouvés, au sommet, par Gompers et sa clique.

Foster, et sa Ligue syndicaliste, qu'il avait transformée en 1915 en *International Trade Union Educational League*, concentrèrent leurs efforts sur Chicago et réussirent à faire de l'union des syndicats de cette ville « la plus progressive des Etats-Unis ». La *Chicago Federation of Labor* avait à sa tête un militant honnête et courageux, John Fitzpatrick. Il avait réussi à purger son organisation d'une bande de gangsters qui faisaient la loi dans les syndicats du bâtiment. Cette épuration, et le soutien de quelques grèves « sauvages », c'est-à-dire non endossées par la clique dirigeante de l'*A.F.L.*, l'avait mis en conflit violent avec le gompérisme. Foster et Fitzpatrick nouèrent une association, qui devait durer plusieurs années et introduire un souffle nouveau dans la vieille fédération, jusqu'au jour où Foster fut éliminé et où Fitzpatrick — battant en retraite — fit sa paix avec le gompérisme².

Avec l'appui de l'union des syndicats de Chicago, Foster engagea en juillet 1917 une campagne pour l'organisation des travailleurs des abattoirs. Ceux-ci, depuis leur défaite de 1904, étaient complètement inorganisés. Ils avaient été battus jadis du fait de leur division, conséquence de la néfaste « autonomie » des métiers *. Foster comprit qu'il fallait les souder en un seul bloc. Mais, en même temps, il se refusait à créer une organisation « dualiste » et voulait s'adapter à la structure de l'*A.F.L.* Il tourna tant bien que mal la difficulté en amalgamant les diverses sections locales de métier en une fédération industrielle. Mais, comme il fallait s'y attendre, les directions nationales des syndicats de métier intéressés, loin de soutenir le mouvement, lui témoignèrent de l'hostilité; et Foster ne disposait pas de minorité militante organisée dans les autres centres de l'industrie des abattoirs, qui pût coordonner l'action des travailleurs de ces centres avec ceux de

* Voir plus haut, p. 128.

Chicago. L'*A.F.L.* ne donna pas un penny et, pour prévenir une grève, demanda traîtreusement au gouvernement fédéral d'intervenir comme médiateur. Cependant, la commission fédérale de médiation fit droit, finalement, aux revendications ouvrières et, à travers tout le pays, plus de 200.000 travailleurs des abattoirs, sans distinction de qualification, de nationalité ou de couleur, affluèrent dans la douzaine de syndicats habilités à les recevoir. Ce fut, écrit Foster, « la première industrie trustifiée de production de masse à être organisée ».

Mais, par la suite, dès que Foster eut tourné le dos, pour se consacrer à d'autres tâches, les leaders de l'*A.F.L.* s'empresèrent de détruire son œuvre. Ils supprimèrent la fédération industrielle et rétablirent l'ancienne structure de métier, divisant à nouveau les travailleurs des abattoirs, n'hésitant pas à exclure ceux qui entendaient demeurer fidèles à la structure industrielle. Affaiblis et découragés, les ouvriers ne purent résister à une contre-offensive patronale, et leur organisation fut balayée (fin 1920-début 1921³).

Fort de son succès dans les abattoirs, Foster décida, en 1918, l'union des syndicats de Chicago à s'attaquer à l'organisation des travailleurs de l'acier. L'industrie de l'acier était devenue la première industrie de base des Etats-Unis depuis la mise en application du procédé Bessemer et la formation par Carnegie et Morgan du gigantesque trust, l'*U. S. Steel Corporation*^{4*}. En face de celui-ci, aucune organisation ouvrière. L'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers* (*A.F.L.*), était une organisation d'ouvriers qualifiés du fer, qui n'admettait pas les non-qualifiés et se désintéressait de leur sort. Au fur et à mesure que la révolution industrielle mettait en œuvre ses nouvelles techniques et substituait les manœuvres non qualifiés aux mécaniciens qualifiés, le vieux syndicat se montrait davantage incapable d'organiser les travailleurs de l'acier. Pourtant, en 1901, il essaya de tenir tête au trust de Carnegie et déclencha une grève. Mais il fut trahi par Gompers qui refusa de mobiliser le mouvement ouvrier pour son soutien, et par John Mitchell, qui ne lança pas la grève de solidarité de ses mineurs, qu'il avait vaguement promise. Gompers et Mitchell, se vautrant dans la collaboration des classes au sein de la *National Civic Federation*, grisés par l'« amitié » de

* Voir plus haut, p. 23.

Mark Hanna et de Pierpont Morgan *, obligèrent l'*Amalgamated Association* à signer avec le trust de l'acier un accord désastreux. Le syndicat ne s'engageait à rien moins qu'à n'entreprendre aucune tentative d'organisation des non-organisés ⁵. Le professeur Perlman pense que, si l'ensemble du mouvement ouvrier s'était rangé alors derrière les travailleurs de l'acier, la grève eût été gagnée, et il ajoute que l'importance de cette lutte fut largement sous-estimée par les leaders de l'*A.F.L.* ⁶. En effet, la défaite de 1901, la plus humiliante qu'ait jamais subie la vieille fédération, prépara la voie à la déroute complète du syndicalisme dans le premier bastion industriel des Etats-Unis. En 1909-1910, après une grève de quatorze mois, l'*U. S. Steel* réussit à expulser définitivement l'*Amalgamated Association* de ses aciéries. Cette fois, pourtant, Gompers et l'*A.F.L.* avaient accordé à l'union en lutte un soutien plus actif. Mais il était trop tard. La bataille était depuis longtemps perdue ⁷.

Il fallut donc, en 1918, repartir à zéro. Foster, pour commencer, dut littéralement forcer la main de Gompers. Les leaders de l'*A.F.L.* ne manifestaient aucun désir de s'embarquer dans l'aventure. Ils savaient qu'un succès dans l'acier entraînerait un développement explosif du syndicalisme industriel dans d'autres domaines et conférerait à Foster et Fitzpatrick un prestige qui en ferait de dangereux rivaux ⁸. Une fois, cependant, l'adhésion de principe de Gompers arrachée, par pression et même par ruse, plusieurs mois furent inutilement perdus. Foster put enfin présenter son plan. Celui-ci était audacieux : il voulait lancer une campagne d'organisation foudroyante et simultanée dans cinquante à soixante-quinze centres de l'acier. Comme Haywood l'avait fait à Lawrence et à Paterson, il proposait de frapper l'imagination des travailleurs par d'énormes meetings de masses, par des parades, des annonces d'une page entière dans les journaux, etc. Il voulait disposer de sommes très importantes et demandait aux unions de l'*A.F.L.* de prélever sur chacun de leurs membres une taxe exceptionnelle de 25 cents. Mais les bonzes des syndicats de métier refusèrent. Ils accordèrent des contributions minimales. Quant à l'*A.F.L.* elle-même, elle ne donna pas un dollar. Le nerf de la guerre manquant, Foster fut obligé de

* Voir plus haut p. 113-114.

concentrer son effort sur les aciéries du Sud de Chicago. Le succès y fut d'ailleurs immédiat, et bientôt les travailleurs de l'acier, non seulement à Chicago, mais dans tous les centres importants, affluèrent vers les syndicats. 250.000 ouvriers furent organisés⁹.

Les non-qualifiés furent les premiers à répondre à l'appel. « Ils étaient ceux, écrit Foster, qui avaient le moins à perdre, le plus à gagner. » Les « étrangers » méprisés révélèrent de splendides aptitudes militantes. Ils se battirent beaucoup mieux et rejoignirent beaucoup plus vite les syndicats que les ouvriers qualifiés, généralement de souche américaine. Ceux-ci se montrèrent tièdes et peu tenaces. Pour toucher les « étrangers », Foster reprit et perfectionna les méthodes grâce auxquelles, vingt ans plus tôt, John Mitchell avait réussi à organiser les mineurs d'anthracite*. Il distribua des tracts et des journaux, utilisa des organisateurs de toutes langues. Lorsque la langue anglaise était employée dans les meetings, elle était parlée lentement, distinctement, et simplifiée à l'extrême.

En ce qui concerne la structure, Foster avait dû, faute de mieux, s'en tenir aux méthodes expérimentées dans la grève des abattoirs. Les ouvriers, aussitôt syndiqués, étaient répartis entre vingt-quatre syndicats différents. Cependant, sur le plan de l'entreprise, ils étaient fédérés en un *Iron and Steel Workers Council*. Foster avait obtenu, dans un but de simplification, que les droits d'entrée fussent fixés uniformément à trois dollars. Cependant, le système provoqua des frictions; il y avait deux sortes d'organismes : ceux du comité central d'organisation et ceux des divers syndicats. Plusieurs syndicats se disputèrent au couteau les mêmes catégories de travailleurs, et, dans leur dépit, n'hésitèrent pas à saboter la lutte. Enfin, au cours de la grève qui suivit la campagne d'organisation, l'*Amalgamated Association* obligea les travailleurs de certaines entreprises à reprendre le travail parce qu'elle était liée à celles-ci par contrat, et, finalement, elle fit une honteuse paix séparée avec les employeurs.

La grève dut être déclenchée par suite des provocations du trust de l'acier, qui licencia systématiquement les nouveaux syndiqués. Gompers et les leaders des syndicats de métier

* Voir plus haut, p. 111.

essayèrent en vain de prévenir le mouvement par une intervention du gouvernement fédéral. 365.000 travailleurs cessèrent le travail dans cinquante localités. Foster mit au point une admirable organisation coopérative qui, administrée selon des méthodes commerciales rigoureuses, servit des rations aux grévistes. La bataille dura plus de trois mois (22 septembre 1919-8 janvier 1920) et fut finalement perdue par suite, non seulement du manque de solidarité des dirigeants syndicaux, mais aussi de leur sabotage. En particulier, le soutien des cheminots et des mineurs fit cruellement défaut. Si, à Pittsburgh notamment, les cheminots avaient cessé le travail, les aciéries eussent été paralysées. Mais les officiels des Fraternités du rail firent la sourde oreille. Les dirigeants des mineurs ne se montrèrent pas moins égoïstes. Il faudra attendre encore quinze ans pour qu'ils comprennent la nécessité, dans l'intérêt même de leur union, d'aider à l'organisation des ouvriers de l'acier. Comme l'écrivit Foster avec mélancolie, au lendemain de la grève, « les aciéries de l'U. S. Steel et les autres aciéries soi-disant « indépendantes » sont le bastion de l'autocratie industrielle en Amérique. Aucune union ne sera en sécurité tant que ces aciéries ne seront pas sous la bannière du mouvement ouvrier organisé ». Foster avait projeté, s'il réussissait à organiser d'une façon permanente les travailleurs de l'acier, d'entreprendre une gigantesque campagne dans les autres industries inorganisées. Son échec dans l'acier fit avorter ce plan audacieux. Il sera repris, tel quel, par le C.I.O.

Mais une bataille perdue ne l'est jamais en vain. Foster avait le droit de tirer de son expérience une conclusion optimiste. « Dans cette grande lutte, écrit-il, les propriétaires d'aciéries peuvent bien revendiquer une victoire matérielle; mais avec autant de droit les travailleurs peuvent revendiquer une victoire morale. Les travailleurs de l'acier ont conquis une confiance précieuse dans la puissance de l'action syndicale concertée... Un gigantesque pas en avant a été fait. »

Et il en tira pour l'avenir cette leçon : « Longtemps on a prétendu que l'organisation de l'acier était impossible : l'impossible a été accompli. Si l'industrie de l'acier peut être organisée, n'importe quelle autre industrie peut l'être. Si les méthodes d'organisation adéquates sont mises en œuvre, les travailleurs, qualifiés ou non qualifiés, sans distinction de sexe, de race ou

de couleur, accourront aussi naturellement et inévitablement que l'eau dévale le long d'une pente¹⁰. »

Mais il est une leçon que Foster, au moins sur le moment, ne sut pas tirer. Il attribua à Gompers et aux bonzes des syndicats de métier la responsabilité de son échec, ce qui n'était que trop évident; mais il omit de faire son propre *mea culpa*. Il se montra déçu de l'attitude des dirigeants de l'*A.F.L.*, comme s'il avait eu des illusions à leur sujet, comme si leur sabotage de la campagne d'organisation et de la grève de l'acier n'était pas à prévoir. Comment espérer gagner une grande bataille de classe en mettant à sa tête, à la présidence du comité d'organisation de l'Acier, un homme tel que Samuel Gompers?

Dans son autobiographie, publiée en 1937, Foster admet que certains éléments de « gauche » l'ont bruyamment critiqué pour avoir, durant cette période, abandonné ses perspectives révolutionnaires et s'être intégré dans la machine de Gompers. Il reconnaît qu'il avait « sous-estimé le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale réactionnaire ». Et il qualifie sa politique d'alors de « grossièrement incorrecte ». « C'est un fait, écrit-il, que durant les campagnes des abattoirs et de l'acier, j'adressai peu de critiques ouvertes contre les leaders gompéristes, ce qui fut une sérieuse erreur¹¹. »

3

Les communistes dans les syndicats. En 1921, après un voyage en Russie, Foster devint communiste¹. Sa conversion l'amena à réviser les concessions opportunistes qu'il avait faites au gompérisme. Mais elle ne modifia pas sa conception tactique essentielle, à savoir la condamnation de tout « dualisme » sur le plan syndical. Il persistait à penser qu'il fallait opérer *du dedans* seulement et que le syndicalisme industriel ne pouvait être construit qu'au travers de la vieille fédération. Il fut encouragé dans cette attitude par Lénine en personne. En 1920, celui-ci avait publié sa *Maladie Infantile du Communisme*, dans laquelle il s'en prenait vivement aux révolutionnaires « de gauche », tels que les *I.W.W.* américains, qui prêchent la sortie des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. « Point n'est besoin d'en douter, écrivait Lénine, MM. Gompers, Hen-

derson, Jouhaux, Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires de « gauche ». Et il basait sa condamnation du « dualisme » sur la constatation que « des millions d'ouvriers, en Angleterre, en France, en Allemagne, passent pour la première fois de l'inorganisation complète aux formes élémentaires... de l'organisation, à celle des syndicats² ». Mais l'évolution du mouvement ouvrier avait pris en Amérique une tournure différente de celle de l'Europe. Si Lénine avait analysé attentivement l'expérience toute récente de la grève de l'acier, il eût constaté que, précisément, aux Etats-Unis, le « mouvement syndical réactionnaire », pour reprendre son expression, avait systématiquement saboté et fait échouer l'organisation des millions de travailleurs inorganisés. Par conséquent, en donnant aux communistes américains le conseil simpliste et unilatéral de travailler exclusivement dans l'A.F.L., il apportait à la solution du problème essentiel (l'organisation des inorganisés) une réponse insuffisante. Foster, bien entendu, lut la brochure de Lénine avec délice. Il y vit une justification sans appel de la tactique qu'il préconisait depuis dix ans³.

Mais plus tard, en 1928, Losovsky, secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge, devait faire une critique impitoyable de la tactique de Foster (comme si celle-ci n'avait pas été la stricte application des consignes reçues de Moscou). Il lui reprocha, non sans raison, d'avoir trop misé sur les leaders de l'A.F.L., d'avoir fait de la condamnation du « dualisme » un fétiche et, partant, d'avoir négligé l'organisation directe des inorganisés dans les industries de base et de production de masse, que l'A.F.L. n'avait été ni capable ni désireuse d'organiser. Et Foster fit son *mea culpa*. Il exhuma d'autres citations de Lénine, qui, cette fois, lui donnaient tort⁴.

Il avait rebaptisé, en 1920, la « Ligue syndicaliste » qu'il avait fondée un peu avant la guerre, et il l'appela *Trade Union Educational League* *. Celle-ci commença à fonctionner effectivement au début de 1922⁵. Ayant refourbi son arme, Foster se lança de confiance à la conquête de l'A.F.L.

Mais comment promouvoir le syndicalisme industriel à travers une organisation qui reposait sur le sacro-saint principe de l'« autonomie des métiers » ? Foster continuait à se débattre dans une contradiction qui, déjà, l'avait handicapé

* En abrégé : T.U.E.L.

lorsqu'il avait tenté d'organiser les travailleurs de l'acier. Puisqu'il n'était pas possible de décider les syndicats de métier à abandonner leur structure pour celle du syndicalisme d'industrie, il ne restait qu'un pis aller : l'amalgamation volontaire des divers syndicats de métier d'une même industrie. Le 19 mars 1922, l'union des syndicats de Chicago adopta une résolution, présentée par des délégués de la *T.U.E.L.*, demandant à l'*American Federation of Labor* « de faire le nécessaire pour promouvoir l'indispensable solidarité au sein du mouvement ouvrier organisé, et de convoquer, comme première étape dans cette direction, les diverses unions en une conférence, aux fins d'amalgamer tous les syndicats dans les industries respectives en organisations uniques, chacune d'elles couvrant une industrie ⁶ ».

Dans les mois qui suivirent, une vingtaine d'unions nationales, dix-sept fédérations d'Etats, d'innombrables unions de syndicats, des milliers de sections syndicales locales, prirent position en faveur de l'amalgamation. Quelques unions nationales, plus réservées, se prononcèrent en faveur d'une « fédération » ou amalgamation partielle. Quatre cents délégués de cheminots formèrent un comité d'amalgamation des travailleurs du rail, et deux cents délégués de mineurs, envoyés par douze des trente districts que comprenait leur syndicat, créèrent un comité de mineurs progressifs. Foster estima en 1925 qu'une bonne moitié du mouvement ouvrier réclamait l'amalgamation ⁷.

Gompers et son conseil exécutif manifestèrent leur alarme. Bien sûr, ces « volontaristes » n'avaient aucune objection de principe à des amalgamations « volontaires ». Mais il y a amalgamation et amalgamation. Foster gardait un silence prudent sur les méthodes par lesquelles les amalgamations devraient être opérées. Cette discrétion opportuniste apparut aux bonzes des syndicats de métier plus menaçante encore qu'un plan précis. Ils virent dans la campagne engagée une entreprise pour les déloger de leurs postes et jeter le trouble dans la Fédération. Avec un bel ensemble, les journaux des unions de métier déclenchèrent un tir de barrage. Gompers crut devoir se rendre personnellement à Chicago pour dénoncer l'activité de Foster et de sa Ligue. Une vague de répression syndicale s'ensuivit. En 1923, un collaborateur communiste de Foster, William F. Dunne, fut exclu du Congrès de l'*A.F.L.*

qui se tenait à Portland (Oregon). Les communistes furent exclus d'unions de syndicats à Minneapolis, à Seattle et dans nombre d'autres villes. Ils furent expulsés par milliers des unions nationales où ils avaient réussi à s'infiltrer, telles que celles du vêtement⁸.

La campagne d'amalgamation, malgré ses débuts prometteurs, fit fiasco. Pour plusieurs raisons. D'abord, les plus importantes des unions de métier avaient pris position contre elle, et la machine gompériste tenait fermement en mains les leviers de commande de l'*A.F.L.*; en outre, le mouvement ouvrier, dans son ensemble, qui avait atteint son apogée en 1919-1920, était entré dans une période de reflux : la contre-offensive patronale battait son plein; de nombreux travailleurs qui avaient rejoint la vieille fédération et renouvelé quelque peu son atmosphère, l'avaient déjà désertée; par ailleurs, l'ère de prospérité qui coïncida avec le mandat du Président Coolidge (1923-1928) avait stabilisé les rapports sociaux, émoussé la lutte de classes; enfin, les communistes commirent l'erreur de lier le mouvement en faveur de l'amalgamation à un programme politique beaucoup trop vaste, incluant la reconnaissance de la Russie soviétique et l'affiliation à l'Internationale syndicale rouge. Ils affaiblirent ainsi la portée de leur mot d'ordre et le compromirent⁹.

La Ligue de Foster (si l'on en croit Foster lui-même¹⁰) devint de plus en plus un appendice du parti communiste, une agence de propagande pro-soviétique, au lieu d'opérer, ainsi qu'elle l'aurait dû, comme un trait d'union discret et désintéressé entre les révolutionnaires conscients — les communistes — et les syndicats. Cette tactique maladroite eut pour résultat de rebuter, au lieu de les attirer, les jeunes militants progressistes sortis des rangs des syndicats et dégoûtés par l'immobilisme de Gompers. La façon balourde dont les communistes s'y prirent pour « noyauter » le mouvement syndical détermina chez ces éléments un réflexe de défense et eut pour résultat de les rejeter vers le gompérisme¹¹. Foster ne manquait pas une occasion d'attaquer le « sectaire » Daniel De Leon, mais il ne réussit pas mieux que ce dernier à résoudre le problème fondamental des rapports entre la conscience révolutionnaire et le mouvement des masses. Les communistes réussirent, certes, à prendre la tête d'un certain nombre de grèves, parce qu'ils étaient la seule direction militante qui

s'offrait aux travailleurs lorsque ceux-ci entraient en lutte. C'est ainsi qu'ils dirigèrent une grève du textile à Passaic (New-Jersey), un important centre de lainages. Le conflit, qui éclata en février 1926, dura plus d'un an et engloba 20.000 travailleurs. L'*A.F.L.* refusa de le soutenir et ne se décida à l'endosser qu'après que la direction communiste se fut désistée, passant du sectarisme à l'opportunisme¹². Malgré quelques avantages éphémères, notamment dans les syndicats du vêtement de New-York, la tentative communiste de radicalisation du mouvement syndical eut, en définitive, moins de succès que celle des *I.W.W.* Foster avoue lui-même que sa ligue déclina graduellement et s'isola des masses¹³.

Et pourtant, le mouvement communiste, après la première guerre mondiale, possédait aux Etats-Unis une direction relativement importante et qualifiée. Il était auréolé par le prestige de la Révolution russe; il disposait, grâce à celle-ci, de fonds considérables. Mais la faillite ne fut pas celle d'un homme ou de quelques hommes. Elle fut celle de tout un système¹⁴. La Troisième Internationale, en considérant les syndicats comme un simple champ de manœuvres pour le recrutement et la propagande des partis communistes, en essayant d'entraîner le mouvement syndical à la remorque de la politique étrangère russe et en voulant lui imposer mécaniquement des mots d'ordre passe-partout, s'est montrée, en grande partie, incapable, non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier, de jouer son rôle historique de ferment révolutionnaire au sein des larges masses encore inorganisées et inéduquées.

4

John L. Lewis
entre en scène.

Ainsi, pour des raisons diverses — sabotage de l'*A.F.L.*, prospérité de l'ère Coolidge, impuissance des communistes — l'organisation des ouvriers des industries de base continuait à être différée. Le retard qu'avait le mouvement ouvrier américain sur l'horaire de l'histoire menaçait de s'éterniser. Ceux qui participaient à ce mouvement comme ceux qui l'observaient du dehors finissaient par en prendre leur parti. Chacun se résignait à sa façon, les uns en pestant contre les mauvais bergers du syndicalisme américain, les autres en dissertant

gravement sur les traits particuliers « naturels » du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et l'influence du « milieu environnant ». Les moins pessimistes considéraient comme un fait acquis la stagnation, l'« immobilisme » de l'*American Federation of Labor*; les plus pessimistes prononçaient déjà son oraison funèbre. Personne, absolument personne ne pressentait, n'annonçait, ne préparait la formidable vague de fond qui allait tout bousculer, tout changer et rendre possible enfin l'accomplissement de la tâche historique si longtemps ajournée. Il en est ainsi de presque tous les grands événements de l'histoire. De multiples présages, que seuls ceux qu'aveugle l'intérêt refusent de lire, en signalent la venue longtemps à l'avance. Mais l'évolution est lente, l'attente est longue. Et, au moment même où ces événements sont sur le point de s'accomplir, ceux qui les avaient prévus ou réclamés, ou fait mûrir avec le plus de lucidité, le plus d'ardeur, le plus de ténacité, ont presque cessé d'y croire. Ainsi l'épisode le plus important de l'histoire ouvrière américaine, et même de l'histoire américaine tout court, un événement dont on a pu dire qu'il avait une portée non seulement américaine, mais mondiale, et que, parmi ceux de la première moitié du xx^e siècle, il fut dépassé seulement en importance par la Révolution russe¹, cet événement prit au dépourvu aussi bien ceux qui en recueillirent le bénéfice que ceux dont il ébranla la toute-puissance.

Pour qu'enfin les ouvriers de la grande industrie fussent organisés aux Etats-Unis, pour que cessât enfin la monarchie absolue des grands monopoles, il fallut un événement qui, sur le plan économique, fut, lui aussi, un des plus importants de la première moitié du xx^e siècle : la fameuse *Great Depression* ouverte à la fin de 1929. Le capitalisme américain, dont la stabilité et l'essor semblaient devoir durer indéfiniment, trembla soudain sur ses bases, et, à sa suite, le capitalisme dans le monde entier. Ni l'Amérique, ni le monde ne se sont encore remis complètement de cette secousse, et ils ne s'en remettront sans doute jamais. Il n'entre pas dans mes intentions de donner, après tant d'autres, une description, même succincte, de la crise des années 1930. Je voudrais seulement retracer brièvement ses incidences sur l'évolution du mouvement ouvrier américain.

Pour que l'organisation des inorganisés pût enfin être tentée,

il ne fallait pas seulement que des conditions matérielles nouvelles — crise économique, chômage, radicalisation des masses — fussent créées; il fallait aussi qu'il y eût, au sein même du mouvement ouvrier, des circonstances spéciales favorables et des hommes disposés à les exploiter. Ces circonstances et ces hommes apparurent.

Les hommes en question n'étaient pas des révolutionnaires ni des théoriciens. Les révolutionnaires et les théoriciens, à cette heure cruciale, se comportèrent comme des outres vides. Ils n'avaient aucune vision du futur, aucun plan. Ils étaient paralysés par leur conception fondamentalement erronée des rapports entre la conscience révolutionnaire et l'organisation des larges masses. Comme l'observe Saposs, ils étaient plus préoccupés de faire des adeptes à la cause que de bâtir, sur des bases solides, des organisations syndicales². En outre, les communistes de stricte obédience étaient détériorés par la dégénérescence de la Troisième Internationale. Que le lecteur ne se méprenne pas sur ce qui vient d'être dit. L'auteur n'est inspiré par aucun mépris à l'égard des théoriciens. Il ne sous-estime nullement leur utilité, bien au contraire. Toutes les expériences historiques démontrent le rôle indispensable, le rôle prépondérant de la conscience révolutionnaire. Mais c'est un fait que le grand soulèvement qui donna naissance au C.I.O. ne fut pas déclenché, à l'origine, par des militants se réclamant du marxisme. Il fut préparé, amorcé — ensuite canalisé — par des hommes sans formation ni convictions socialistes, par des trade-unionistes « purs et simples », étroits, réalistes, pragmatiques. Ces hommes avaient presque tous fait leurs premières armes dans l'A.F.L. Certains d'entre eux avaient même appartenu à la machine de Gompers. Pendant la stérile décade 1920-1930, ils n'avaient rien — ou presque rien — tenté pour combler le vide creusé par la carence historique du gompérisme. Bien que leurs unions fussent constituées sur la base de l'industrie, ils n'avaient pas essayé sérieusement de faire triompher le syndicalisme industriel dans le reste de la vieille fédération. Au contraire, ils avaient consacré leurs énergies à combattre, à expulser impitoyablement de leurs unions les communistes, qui, seuls, s'étaient fait (maladroitement, on l'a vu) les avocats de l'organisation industrielle.

Mais certaines circonstances particulières les amenèrent à réviser leurs tactiques et à faire du nouveau.

Parmi les syndicats de l'A.F.L. organisés sur la base industrielle, le plus important d'entre eux demeurerait celui des mineurs de charbon. Sa structure même, sa position stratégique, son importance numérique, ses ressources financières, ses traditions militantes faisaient toujours de lui la colonne vertébrale autour de laquelle pouvait être bâti l'édifice du syndicalisme industriel. Or, il advint qu'à la fin de la décade 1920-1930, les *United Mine Workers* se trouvaient dans une situation extrêmement précaire. Dans cette période de santé économique, l'industrie houillère était malade. Elle souffrait des méfaits de la concurrence et elle était plongée dans l'anarchie. Trop de mines, trop de mineurs³. Le patronat n'avait pas réussi à s'organiser; de son côté, le syndicat ouvrier n'avait pas été capable de pénétrer d'importants secteurs de l'industrie, et le contrôle de secteurs jadis organisés lui échappait chaque jour un peu plus. Un accord avait été signé en 1924 entre les *United Mine Workers* et les propriétaires des mines du Nord, aux termes duquel les salaires relativement élevés du temps de guerre étaient maintenus. Mais l'introduction du machinisme dans les mines non organisées de West Virginia, l'ouverture de mines nouvelles dans le Sud, exploitant une main-d'œuvre à bon marché, rendirent la situation intenable pour les signataires patronaux de l'accord de 1924. Celui-ci ne fut bientôt plus qu'un chiffon de papier. Il en résulta une réduction générale des salaires et un déclin constant du syndicat, qui passa de 600.000 à 150.000 membres⁴. Cette situation n'était pas due seulement à l'anarchie patronale; elle résultait, pour une large part, de l'incapacité et du manque de combativité du président des *United Mine Workers*, John L. Lewis.

Celui-ci réalisait ce paradoxe de diriger de manière conservatrice un syndicat que tout disposait à être révolutionnaire : sa structure, son passé, et, par-dessus tout, la grande peine des mineurs, leur combat désespéré pour la vie.

John L. Lewis avait atteint l'âge d'homme dans l'ère de la *National Civic Federation*. Tandis que les mineurs, au milieu desquels il avait grandi, lui avaient enseigné, par l'expérience quotidienne, la lutte de classes — et quelle lutte de classes! — John Mitchell et Mark Hanna, le leader ouvrier

et le politicien républicain, lui avaient offert en modèle leur nauséabonde collaboration des classes *. Dualisme qui devait marquer toute sa carrière.

Il était un produit typique du gompérisme. Samuel Gompers l'avait distingué en 1911 et nommé organisateur de l'A.F.L. A quarante ans, note son biographe, James A. Wechsler, il était un *machine made man* ⁵. Il gérait son union selon les traditions du syndicalisme d'affaires, ne faisait rien pour élever le niveau de conscience et d'éducation de ses membres, haïssait le socialisme et le communisme, n'avait aucune sympathie pour le mot d'ordre de la nationalisation des mines, soutenait, en politique, le parti républicain, et faisait régner dans les *United Mine Workers* un odieux régime de dictature bureaucratique. Il s'était couvert d'infamie, en 1922, en abandonnant, à la fin d'une grande grève victorieuse, 100.000 grévistes non organisés de la Pennsylvanie centrale (comté de Somerset) et de West Virginia, que l'accord signé avec les employeurs ne couvrit pas ⁶. Cette trahison, suivie d'autres abdications, avait affaibli le syndicat et laissé inorganisés de larges secteurs de l'industrie.

Mais, à la fin de la décade 1920-1930, la banqueroute de l'administration Lewis était telle qu'il ne restait plus à celui-ci qu'une chance de survivre : faire peau neuve, innover. C'est alors que John L. Lewis révéla qu'il était d'une étoffe différente de celle des vieux bonzes des syndicats de métier. Il avait un génie napoléonien, fait d'audace, d'intuition, d'improvisations foudroyantes et de desseins à long terme, patiemment mûris, et il n'avait jamais encore eu l'occasion de mettre à l'épreuve ce génie. La pressante nécessité de sauver son fief syndical lui fit découvrir sa vocation.

Décrivant, en 1927, la situation désespérée des mineurs, André Philip annonçait l'écroulement prochain de l'organisation ouvrière, à moins d'une intervention gouvernementale interdisant l'ouverture de nouvelles mines et contrôlant la réorganisation de l'industrie. Mais il suggérait cette solution sans trop y croire ⁷. C'est pourtant dans cette voie que John L. Lewis s'engagea. La veille encore, il était, comme la plupart des chefs gompéristes, un partisan buté du libéralisme économique. Mais nécessité oblige. En 1928, il suggéra devant une

* Voir plus haut, p. 113-114.

commission du Sénat un projet de loi qui suspendrait la loi Sherman anti-trusts, interdirait aux propriétaires de vendre au-dessous du prix de revient et mettrait fin, par divers procédés, à la concurrence « coupe-gorge » qu'ils se faisaient les uns aux autres. Le sénateur républicain Thomas Watson présenta les projets en 1929 et 1930. Ils furent bloqués au Sénat. En 1932, ils furent ressuscités par un autre sénateur, James J. Davis, de Pennsylvanie, mais, encore une fois, ils furent enterrés⁸.

5

Le « N. R. A. ». Entre temps, la crise dont souffrait l'industrie houillère était devenue une maladie nationale. La « grande dépression » avait commencé. Au début de 1933, John L. Lewis, conseillé par un expert, Henry Warrum¹, parvint à la conclusion qu'au lieu de continuer à lutter pour une législation spéciale en faveur de l'industrie houillère, il était plus sage et plus expédient de faire chorus avec les banquiers et industriels, qui réclamaient un retour à la prospérité économique par une intervention gouvernementale (suspension de la loi anti-trusts, stabilisation des prix et de la production par des ententes patronales contrôlées par les pouvoirs publics). Mais John L. Lewis subordonna cette politique capitaliste nouvelle à une condition : les intérêts des travailleurs seraient pris en considération; la durée du travail serait réduite, afin de résorber le chômage; les prix seraient fixés de façon à assurer un salaire minimum aux ouvriers; enfin, et surtout, *ceux-ci se verraient reconnaître officiellement le droit de s'organiser et de négocier collectivement par le truchement des syndicats de leur choix*².

Ce plan, exposé par Lewis devant une commission du Sénat, le 17 février 1933, servit de base pour le fameux *National Recovery Act**, et la principale des conditions posées par lui, concernant le Travail, devint la non moins célèbre section 7 a de la loi.

Lewis avait trouvé un allié en la personne de Sidney Hillman, le président du puissant Syndicat du Vêtement pour

* En abrégé : N.R.A.

hommes, organisé sur la base industrielle. Hillman était un ancien socialiste devenu syndicaliste d'affaires et « planiste ». Il s'était livré dans son industrie, une industrie anarchique elle aussi, à une expérience d'économie planifiée patronale-ouvrière : son syndicat avait aidé les employeurs à éliminer les méfaits de la concurrence. Il brûlait maintenant de l'ambition de transposer son expérience sur le plan national et de devenir un *Labor statesman*, un homme d'Etat syndical³. Dès 1931, il avait proposé devant une commission du Sénat un plan de « codes » industriels réglementant la durée du travail et les salaires. En 1933, il se joignit à Lewis lorsque celui-ci développa ses vues devant une autre commission⁴. Ainsi, les deux leaders ouvriers tinrent sur les fonts baptismaux le « New Deal » de Roosevelt. L'idée maîtresse du Président était de sauver, par l'intervention de l'Etat, le capitalisme défaillant, et, pour faire « avaler » aux travailleurs ce renflouement non déguisé des grands monopoles, de leur accorder, au moins sur le papier, une concession : le droit de s'organiser librement⁵.

Mais Lewis et Roosevelt étaient des hommes inspirés par des mobiles très différents. L'un avait, en tant que chef suprême de l'Etat capitaliste, à replâtrer, coûte que coûte, la forteresse du *Big Business*, qui menaçait ruine; l'autre, en tant que chef d'une grande organisation ouvrière, avait à consolider coûte que coûte un fief syndical en train de s'effondrer. Pour Roosevelt, la section 7 a était un artifice accessoire; et, si l'on en croit Lewis, il ne l'accepta qu'à contre-cœur⁶; pour Lewis, elle était la clause essentielle.

En effet, ce dernier avait compris que son syndicat ne pourrait survivre que si les autres travailleurs de la grande industrie, et notamment ceux de l'acier, étaient — enfin — organisés. Le trust de l'acier possédait d'importantes mines de charbon, dites « mines captives », et leur nombre avait singulièrement augmenté les années précédentes. Leur tout-puissant propriétaire ne reconnaissait pas les syndicats ouvriers. Elles étaient *open shop* et soumettaient ainsi à une concurrence inégale les mines organisées. Elles constituaient un danger permanent pour l'organisation ouvrière⁷. D'ailleurs, non seulement l'existence des « mines captives », mais le fait même que toute l'industrie de l'acier, ce bastion central du *Big Business*, demeurait *open shop*, menaçait gravement l'Union des Mineurs.

Celle-ci ne connaîtrait pas de sécurité tant que les ouvriers des aciéries demeureraient inorganisés. Enfin, la mécanisation de l'industrie charbonnière, la fermeture de mines non rentables avaient obligé de très nombreux mineurs à changer de métier. Ils avaient trouvé du travail dans les autres industries de base : acier, automobile, caoutchouc, mines métalliques, pétrole, etc. Ayant acquis dans le Syndicat des Mineurs l'habitude et le goût de l'organisation, ils s'efforçaient, depuis la promulgation du N.R.A., de constituer des syndicats ouvriers dans leurs nouvelles industries, et ils se tournaient tout naturellement vers leur ancienne organisation, lui demandant de venir à leur aide⁸.

John L. Lewis commença par un audacieux coup de dés. Il risqua tout ce qui restait d'argent dans les caisses de son union et l'affecta à une grande campagne d'organisation des mineurs inorganisés. Celle-ci réussit brillamment. Les *United Mine Workers* redevinrent une grande et prospère organisation : en l'espace de trois mois, celle-ci recruta 300.000 membres nouveaux⁹. Cet objectif atteint, John L. Lewis décida de consacrer les ressources accrues de son syndicat à l'organisation des inorganisés dans les autres industries de base.

Mais ici, il buta — ou, plus exactement, les travailleurs de ces industries butèrent — contre un obstacle insurmontable : le syndicalisme de métier de l'*American Federation of Labor*, la mauvaise volonté et l'incapacité congénitales de celle-ci à organiser les non-qualifiés.

6

La carence de
l'« A. F. L. ».

En 1932, la vieille Fédération n'était pas dans une situation beaucoup plus brillante que son affilié, le Syndicat des Mineurs.

Non seulement elle n'avait pas réussi à organiser les non-qualifiés (en 1930, une prétendue campagne, lancée par son président William Green, en vue d'organiser les travailleurs du textile du Sud, s'était, presque aussitôt, terminée par un « four. »), mais elle n'avait pas même été capable de défendre les positions des qualifiés. Ce recul n'était pas dû seulement à son manque de dynamisme, mais aussi à une raison d'ordre technique : les progrès incessants du machinisme et de la

rationalisation industrielle tendaient à réduire le nombre des ouvriers qualifiés, et donc à faire perdre du terrain à l'A.F.L. Robert Marjolin cite le cas d'un certain nombre de syndicats d'ouvriers qualifiés dont les effectifs n'avaient cessé de décliner, le cas le plus frappant étant celui du Verre, qui, vaincu par la machine, dut se dissoudre purement et simplement en 1928. On assistait, selon l'expression de Marjolin, à « un mouvement de désagrégation qui menaçait l'existence même de la Fédération¹ ». Ses effectifs avaient fondu d'environ 4 millions en 1920 à environ 2 millions à la fin de 1932². Au début de 1932, l'écrivain Louis Adamic pouvait écrire un article qu'il intitulait : *La débâcle du mouvement ouvrier organisé. - L'A.F.L. est-elle sur son lit de mort?*³. « La Fédération était dans une position désespérée, vaincue », écrit l'historien du C.I.O., Edward Levinson⁴.

L'entrée en vigueur du N.R.A. renversa, presque du jour au lendemain, la situation. Il apparut aux travailleurs qu'enfin, pour la première fois, le gouvernement fédéral prenait fait et cause pour eux et leur reconnaissait solennellement le droit de s'organiser librement. Ils se ruèrent vers les organisations ouvrières. Jamais on n'avait vu quelque chose de semblable dans l'histoire des Etats-Unis. Ce fut une vague de fond, « un véritable soulèvement des ouvriers pour l'affiliation aux unions », selon les termes du rapport du conseil exécutif au congrès de l'A.F.L. de 1934. « Les ouvriers, ajoute ce rapport, tinrent des meetings de masses et firent savoir qu'ils voulaient être organisés⁵. » Toutes les industries de production de masse furent gagnées par le mouvement : non seulement le vêtement, mais l'automobile, l'acier, le caoutchouc, le textile, etc. Dès le congrès d'octobre 1933, le président de l'A.F.L., William Green, estima que, compte tenu des nouvelles recrues, les effectifs de la Fédération n'étaient pas loin d'atteindre le chiffre de 4 millions⁶.

Qu'allait-on faire de cette masse qui accourait ainsi sans avoir été priée et sans que la vieille maison ait été modernisée pour les recevoir? Au cours de l'été 1933, William Green, pressé par la nécessité, décida d'organiser les nouveaux venus dans des *federal unions*. Les *federal unions* étaient des sections syndicales d'usines, organisées sur la base de l'industrie, c'est-à-dire groupant tous les métiers de l'entreprise. Elles ne pouvaient donc pas être rattachées aux syndicats nationaux de métier.

Elles étaient placées sous la tutelle directe de la Fédération : à ce titre, il ne leur était pas délivré de charte autonome; elles se voyaient imposer leurs statuts par la Fédération; elles ne pouvaient formuler des revendications, lancer un ordre de grève, traiter avec les employeurs sans approbation des représentants de la Fédération. Elles n'étaient que des sortes de bureaux de recrutement pour les syndicats de métier?. L'A.F.L. faisait faire un stage à ses nouvelles recrues dans les *federal unions*, car il était plus facile de les organiser sur la base de l'industrie, puis, les ayant numérotées et leur ayant remis leur paquetage individuel, elle les séparait et les dirigeait vers leurs régiments respectifs : les syndicats de métier.

Les travailleurs comprirent vite l'absurdité de ce système et réclamèrent la fusion des diverses *federal unions* de leurs industries respectives en syndicats nationaux d'industrie. L'A.F.L. la leur refusa. Quand, enfin, ne pouvant plus résister à leur formidable pression, elle leur accorda ce qu'ils réclamaient, elle essaya de mettre en tutelle les nouvelles organisations, plaçant à leur tête, par la volonté du prince, de vieux bonzes réactionnaires du syndicalisme de métier. Ceux-ci essayèrent de briser la combativité des masses dont ils avaient usurpé la direction.

Et pourtant, jamais il n'avait été plus nécessaire de se battre. Le patronat s'efforçait par tous les moyens de violer la fameuse clause 7 a du N.R.A., et certains des codes particuliers, qui étaient promulgués dans chaque industrie avec le blanc-seing du Président des Etats-Unis, contenaient des clauses qui entravaient l'organisation des syndicats. Les travailleurs tantôt se rebellèrent contre les dirigeants qu'ils n'avaient pas choisis et se mirent en grève, malgré l'opposition de ceux-ci; tantôt, découragés et dégoûtés, ils commencèrent à désertter les organisations qu'ils venaient de rejoindre avec tant d'enthousiasme.

L'Automobile. — Le drame se déroula avec le plus d'intensité dans l'industrie de l'automobile, une jeune industrie qui avait grandi à pas de géant et employait un demi-million d'hommes, tous jeunes et dynamiques. Le patronat de l'automobile était, avec celui de l'acier, la plus solide barrière contre le développement du syndicalisme ouvrier. Le syndicalisme dans l'automobile avait une sombre histoire. Pendant de longues années, un Syndicat national de la Voiture s'était essayé

à organiser les travailleurs de l'auto, mais son effort avait été saboté par les syndicats de métier, qui faisaient valoir leurs droits de juridiction sur la plupart de ses membres. En 1926, William Green avait proposé aux dix-sept syndicats de métier d'oublier — au moins pour un instant — leurs querelles et de s'unir pour organiser les travailleurs de l'automobile; mais cette initiative était restée sans lendemain. Le président de l'*A.F.L.* s'était contenté de frapper humblement à la porte des magnats de *General Motors* et de Ford, et ses ouvertures avaient été rejetées⁸.

Dès la promulgation du *N.R.A.*, 100.000 travailleurs de l'auto rejoignirent les *federal unions* de l'*A.F.L.* Green leur imposa la direction d'un imbécile, William Collins, bientôt remplacé par un autre incapable, Francis J. Dillon. Lorsque 77 *federal unions* de l'automobile se réunirent à Detroit (Michigan), en juin 1934, les délégués réclamèrent la constitution immédiate d'un syndicat industriel autonome des travailleurs de l'automobile. William Green se déroba. Les ouvriers de l'auto n'avaient que trop de raisons d'être mécontents. Le code de leur industrie, signé par le Président Roosevelt, contenait une clause scandaleuse qui, en pratique, permettait aux employeurs de licencier tous les militants syndicalistes. Les mises à pied se multiplièrent. Les travailleurs répondirent par une vague de grèves. Toledo (Ohio) leva l'étendard de la révolte. Une première grève avait éclaté en 1934 contre l'*Electric Auto-Lite Company* et s'était terminée par un succès. En avril 1935, dans la même ville, les ouvriers de Chevrolet cessèrent le travail. Le représentant de l'*A.F.L.*, Dillon, s'employa à briser le mouvement. Les travailleurs, démoralisés, quittèrent en masse les *federal unions* de l'*A.F.L.*, qui, à la fin de l'hiver 1935, n'avaient plus que 10.000 membres.

Finalement, le 9 mai 1935, le conseil exécutif de l'*A.F.L.* se décida, un peu tard, à accorder un syndicat national d'industrie aux travailleurs de l'automobile. L'organisation nouvelle : *United Automobile Workers**, fut constituée en août. Mais ce n'était qu'un compromis : les syndicats de métier avaient conservé dans leurs fiefs respectifs environ 15 % des travailleurs de l'automobile. De plus, William Green s'était arrogé le droit de nommer le président de la nouvelle organi-

* En abrégé : *U.A.W.*

sation, et il choisit l'inepte Dillon. Les travailleurs de l'automobile avaient la nausée de l'A.F.L.⁹

L'Acier. — Ici, l'obstacle ne fut pas la structure des syndicats de métier, car un seul syndicat avait pleine juridiction sur les 500.000 travailleurs de cette industrie : l'*Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers*. Mais cette organisation était moribonde depuis la bataille perdue de 1909*, et elle comptait de 3 à 5.000 membres, tous ouvriers hautement qualifiés. Elle avait le plus parfait mépris pour les non-qualifiés et elle ne craignait rien tant que d'être troublée dans son confortable sommeil par l'intrusion de milliers de nouveaux adhérents, manœuvres spécialisés, jeunes et militants¹⁰. Pourtant, elle ne put échapper à cette adversité. Dès la promulgation du N.R.A. en 1933, les inorganisés affluèrent, sans y être invités, dans l'*Amalgamated*. Ils organisèrent des loges, qu'ils baptisèrent, dans leur enthousiasme de néophytes, *New Deal*, *N.R.A.*, *Blue Eagle***¹¹. Un an plus tard, ils étaient 100.000.

Le sénile président de l'*Amalgamated* était l'ineffable Michael Tighe, surnommé « grand'mère » Tighe. Toute sa philosophie défaitiste se résumait en une sentence : « On ne peut pas lutter contre un trust aussi riche et puissant que celui de l'acier¹². » Néanmoins, il fit contre mauvaise fortune bon cœur et ouvrit ses portes aux fâcheux qui venaient troubler les dernières années paisibles de sa vie. Eperonné par la pression des masses et aussi par William Green (ce dernier subissant davantage que lui la même pression¹³), il poussa la bonne volonté jusqu'à envoyer quelques organisateurs sur le terrain. Sa campagne de recrutement ne fut certes pas agressive. Mais, en ces temps-là, les travailleurs ne se faisaient pas prier pour rejoindre l'organisation syndicale¹⁴.

Les craintes du malheureux Tighe n'étaient que trop fondées. Il fut rapidement débordé par l'ardente jeunesse à laquelle il avait livré sa vieille maison. Le 25 mars 1934, 257 délégués se réunirent à Pittsburgh, en une conférence interdistricts, et créèrent une minorité organisée, le *Rank and File Movement* (« mouvement de la base »). Lorsque le congrès national de l'*Amalgamated* se réunit en avril, dans la même

* Voir plus haut, p. 147.

** L' « Aigle Bleu », l'insigne de la *National Recovery Administration*.

ville, Tighe ne put empêcher ses adversaires de faire élire un comité de militants de base, chargé de préparer une grève à l'échelle nationale¹⁵.

Les travailleurs de l'acier avaient, en effet, autant que ceux de l'automobile, des raisons de manifester leur mécontentement. Le code de l'industrie avait été entièrement rédigé par le trust de l'acier. Celui-ci avait fait savoir, de façon non équivoque, que la section 7 *a* ne modifiait en rien sa position antérieure d'hostilité vis-à-vis du syndicalisme ouvrier. La seule espèce de syndicat qu'il était disposé à accepter, pour se conformer à la loi, était la *company union*, le syndicat « jaune¹⁶ ». Les travailleurs de l'acier comprirent que, pour forcer la reconnaissance du syndicat ouvrier, il leur faudrait se battre.

Mais « grand'mère » Tighe ne voulait pas se battre et mettait toutes sortes de bâtons dans les roues. Les délégués de la base décidèrent alors de se rendre à Washington, afin d'exposer leurs doléances au Président Roosevelt en personne. Dans les antichambres de la capitale, ils ne se laissèrent pas éconduire et montrèrent une attitude fière et résolue de militants. Le Président leur ayant fait une vague promesse, ils dirent publiquement quelque chose comme : « La bonne blague ! » On n'avait jamais vu cela à Washington. Ce manque d'égards fit scandale. La nation entière comprit que quelque chose était changé dans le rapport des forces entre le Capital et le Travail¹⁷.

Mais, en juin, un congrès extraordinaire de l'*Amalgamated* fut convoqué, et William Green vint tout exprès pour supplier les délégués de renoncer à leur projet de grève. Il leur promit, de la part du Président Roosevelt, une vague *Steel Labor Relations Board*, et ils mordirent à l'amorce. Le prestige exercé par le Président des Etats-Unis sur les jeunes syndiqués était tel qu'ils se laissèrent circonvenir. Ce fut un rude coup pour le « mouvement de la base ».

Quelques mois après, le président Tighe, encouragé par sa victoire, passa à l'offensive. Il procéda à l'expulsion massive des « loges » (sections syndicales) et des membres qui participaient au mouvement oppositionnel. Si l'on en croit Levinson, il exclut 75 % des adhérents du syndicat. Les effectifs de l'organisation dégringolèrent de 100.000 à 5.000 et le « mouvement de la base » sombra dans la démoralisation¹⁸.

Le Caoutchouc. — Même histoire dans le caoutchouc. En 1934, 60 à 70.000 travailleurs avaient rejoint les *federal unions* de l'A.F.L., notamment à Akron (Ohio), principal centre de l'industrie. William Green envoya sur place un proconsul, Coleman C. Claherty, un autre Dillon, stupide et borné, qui ne savait que répéter : « Rome n'a pas été bâtie en un jour. » Comme ceux de l'automobile, les travailleurs du caoutchouc réclamaient un syndicat national d'industrie. Au lieu de quoi, Green et Claherty les répartirent en sept syndicats locaux de métier différents, et ne conservèrent dans les *federal unions* que les non-qualifiés, les laissés pour compte, les parias que l'on ne pouvait caser dans l'un ou l'autre des honorables syndicats de métier.

Les travailleurs ne l'entendirent pas de cette oreille. Ils étaient las du *speed-up* (l'accélération du travail à la chaîne). Ils étaient impatients d'action. En juin 1934, ils décidèrent soudain de se mettre en grève à la *General Tire and Rubber*. Claherty fut débordé, houspillé. Les grévistes obtinrent gain de cause. Une ère nouvelle semblait s'ouvrir pour les exploités du caoutchouc. « Ce fut, raconte leur historien, Ruth Mc Kenney, comme le jour où Lindbergh atterrit en France. » Mais le patronat ne voulait pas se soumettre au N.R.A. Il sabotait, par toutes sortes de procédures juridiques, les élections par lesquelles le syndicat essayait de se faire reconnaître. Seule une grève générale pouvait lui arracher l'acceptation de négociations collectives. Mais un accord de trahison fut conclu à Washington, en avril 1935, par Green et Claherty. Les travailleurs, écœurés, ne voulurent plus entendre parler de syndicats. Au printemps de 1935, les effectifs des syndicaux étaient redescendus à 3.000. Les travailleurs du caoutchouc étaient complètement démoralisés¹⁹.

Le Textile. — On avait affaire ici à une industrie extrêmement difficile à organiser, souffrant de salaires particulièrement bas, de chômage périodique, d'une mécanisation intensive réduisant constamment le nombre des ouvriers. En outre, une part de plus en plus grande de cette industrie s'était transplantée dans le Sud, où les salaires étaient encore plus misérables que dans le Nord, où les « pauvres blancs », montagnards ignorants et soumis, étaient tombés sous un joug particuliè-

rement inhumain, où le patronat exploitait les préjugés raciaux pour mieux assurer sa domination.

En 1930, l'A.F.L. avait échoué lamentablement dans sa campagne d'organisation dans le Sud. En 1932, les *United Textile Workers* ne comptaient pas plus de 27.500 membres. Pourtant, au cours des grèves de 1929-1930, à Gastonia, Elisabethton, Marion, Danville, les travailleurs du textile avaient fait preuve d'une combativité surprenante. Ils avaient été battus, non par défaut de courage ou manque d'instinct de classe, mais par suite de l'attitude pusillanime et du sabotage criminel de la vieille Fédération²⁰.

Dans les mois qui suivirent l'entrée en vigueur du N.R.A., en 1933, ils se ruèrent dans les syndicats; les effectifs passèrent de 50.000 au début de 1933 à 300.000 au cours de l'été 1934. Et, très vite, les nouveaux syndiqués se fâchèrent. Bien que le Code du Textile eût été présenté comme un « modèle », et qu'il contint effectivement certaines améliorations, les employeurs le violèrent avec ensemble. Les conditions du travail restèrent détestables. Les nouveaux syndiqués furent licenciés par milliers²¹.

Le mouvement de révolte partit, non du Nord, mais du Sud. Sous la pression de la base, le congrès des *United Textile Workers* décida, à la fin d'août 1934, une grève générale. Celle-ci prit les proportions d'une marée humaine. Plus de 400.000 travailleurs y prirent part. Le mouvement fut dirigé avec énergie par un militant de valeur, Francis J. Gorman. Il s'inspira des méthodes inaugurées jadis à Lawrence et à Paterson par William Haywood*. Comme ce dernier, il avait le génie de la publicité. Il mit au point la tactique dite des « escadrons volants de piquets ». Aussitôt après avoir imposé la fermeture d'une usine, les travailleurs sautaient dans de vieilles automobiles et envahissaient le centre textile le plus proche avant que la police ait pu prendre ses dispositions pour empêcher l'établissement de piquets de grève. Un esprit de religieuse ferveur anima les grévistes. Ils se battirent avec une énergie héroïque contre les forces de répression. Le sang coula. Le patronat et les pouvoirs publics instaurèrent un régime de terreur. En Georgia, les grévistes furent jetés dans des camps de concentration.

* Voir plus haut. p. 151-153.

Mais les dirigeants de l'*A.F.L.* se sentirent entraînés plus loin qu'ils ne l'avaient voulu. Au moment même où se dessinait la victoire, ils firent soudain cesser le mouvement, le Président Roosevelt leur ayant tendu l'appât d'une « commission d'enquête et de médiation ». Cette trahison livra les travailleurs du textile, pieds et poings liés, à leurs maîtres. Dans une atmosphère d'état de siège, ils durent reprendre le travail. Des milliers d'entre eux furent licenciés ou obligés de signer l'engagement de quitter le syndicat. En août 1935, celui-ci ne comptait plus que 79.200 membres²².

7

**La fondation
du « C. I. O. ».**

Les hommes qui fondèrent le *C.I.O.*, répétons-le *, n'étaient pas des théoriciens, des faiseurs de systèmes, et ils n'étaient inspirés par aucune idée préconçue. Ils ne croyaient pas *a priori*, comme Daniel De Leon ou Debs, au *dual unionism*. à la nécessité d'une scission. Ils ne faisaient pas non plus, comme Foster, de la condamnation du *dual unionism* un fétiche. Ils comprirent simplement que la crise économique, la promulgation du *National Recovery Act*, l'afflux massif des travailleurs dans les syndicats rendaient enfin possible l'organisation des ouvriers de la grande industrie, sur la base du syndicalisme industriel. Ils essayèrent d'abord de les organiser dans la vieille *A.F.L.*, en réformant la structure et les méthodes de celle-ci. Et c'est seulement quand ils virent que c'était impossible, quand ils échouèrent dans leur entreprise, se heurtant à la résistance entêtée et stupide des vieux bonzes des syndicats de métier, qu'ils furent amenés à créer une nouvelle organisation.

Dans le grand débat qui les opposa au dernier carré du gompérisme, ils avaient en leur faveur un argument massue : le progrès technique. L'évolution des méthodes de production, la mécanisation et la rationalisation étaient leur plus éclatante justification. Déjà les *Knights of Labor*, puis les *I.W.W.* avaient fondé sur le développement industriel leur conception du syndicalisme d'industrie, leur condamnation de l'« auto-

* Voir plus haut, p. 156.

nomie des métiers * ». Mais l'organisation de la production, qu'ils invoquaient à l'appui de leur thèse, avait fait, depuis, des pas de géant. Entre 1899 et 1914, la productivité dans l'industrie s'était élevée de moins de 10 %. Mais de 1920 à 1930, elle s'était accrue de 7 % par an. La compagnie Ford déclara en 1926 que 43 % de ses 7.782 différents emplois exigeaient un seul jour d'entraînement; 36 % de un jour à une semaine; 6 % de une à trois semaines; et seulement 15 % requéraient un délai plus long. 85 % des travailleurs de Ford pouvaient atteindre leur capacité maxima en moins de deux semaines. Dans le bâtiment, une machine excavatrice, manœuvrée par un seul homme et son aide, pouvait accomplir dans le même laps de temps le travail de 44 terrassiers.

Partout, la machine simplifiait tellement les opérations que les semi-qualifiés (ceux que nous appelons chez nous les « manœuvres spécialisés ») remplaçaient les qualifiés et, dans bien des cas, les non-qualifiés. Dans les secteurs de base de l'industrie américaine, les manœuvres spécialisés l'emportaient de loin sur les autres catégories. La structure du syndicalisme de métier était complètement impropre à cette situation nouvelle. Et, même s'il avait été possible et désirable de répartir les millions de manœuvres spécialisés entre les diverses catégories de métiers, les machines et les emplois changeaient si fréquemment qu'il eût fallu sans cesse déplacer ces travailleurs d'une catégorie à l'autre. Beaucoup d'employeurs mêmes admettaient que l'organisation par métier dans de larges entreprises industrielles ne pouvait qu'engendrer la confusion. Gerald Swope, président de *General Electric*, discuta le problème relatif à ses propres usines avec William Green. Il demanda si l'*A.F.L.* ne pourrait organiser sa main-d'œuvre en un seul syndicat industriel au lieu de quinze syndicats de métier. La réponse fut négative¹.

L'argumentation de John Lewis et de ses associés dans la campagne du syndicalisme industriel (Sidney Hillman, du vêtement pour hommes, et David Dubinsky, du vêtement pour dames) s'appuyait donc sur de solides et concrètes réalités. « Lewis, écrit Edward Levinson, proposait simplement que les syndicats de métier renoncent à la juridiction qu'ils s'étaient arrogée d'eux-mêmes, et qu'ils n'avaient, en fait,

* Voir plus haut, p. 88 et 124.

jamais exercée, sur les millions d'inorganisés et les quelques milliers de travailleurs organisés dans l'acier, l'automobile, la radio, l'industrie électrotechnique, le caoutchouc, l'aluminium et le ciment. Il proposait que les travailleurs de ces industries, la plupart des manœuvres spécialisés, fussent autorisés à se rassembler dans de nouveaux syndicats industriels à cotisations peu élevées. Ainsi seulement, arguait-il, ces travailleurs pouvaient être gagnés au syndicalisme et opposer un front uni aux concentrations de capital en face desquelles, depuis des années, la structure des syndicats de métier, avec les divisions qu'elle entraîne, s'était trouvée en position désavantageuse². »

De 1933 à 1934, les bonzes des syndicats de métier, luttant pied à pied contre le courant irrésistible du progrès, avaient obligé la vieille fédération à s'en tenir à l'organisation des inorganisés dans les *federal unions*, pour ensuite s'approprier les nouvelles recrues de leur ressort*. Mais au congrès de l'*A.F.L.* à San Francisco, en octobre 1934, ils durent faire une importante concession : des syndicats d'industrie seraient accordés aux travailleurs de l'automobile, du ciment, de l'aluminium et autres industries de production de masse à désigner. En même temps, les sacro-saints « droits » des syndicats de métier seraient « sauvegardés ». Comment? Quels « autres » secteurs de la production de masse recevraient le privilège du syndicalisme d'industrie? Et, dans chacun d'eux, quelles catégories de travailleurs demeureraient sous la coupe des syndicats de métier? Aucune précision n'était donnée, et le soin d'appliquer le « compromis » était laissé au conseil exécutif, qui, malgré son élargissement, demeurerait dominé par les bonzes des syndicats de métier. Ceux-ci avaient tout mis en œuvre pour faire échouer le compromis. A la tribune du congrès, Daniel Tobin, le président du Syndicat des *Teamsters* (camionneurs), avait renouvelé les injures proférées jadis par Gompers à l'égard des non-qualifiés**. Il avait traité dédaigneusement les organisés de fraîche date de *rubbish* (rebut)³.

Au congrès fédéral suivant, à Atlantic City, en octobre 1935, la bataille reprit. Les « industrialistes » demandèrent que les syndicats de métier abandonnent toute juridiction sur les

* Voir plus haut, p. 162-163.

** Voir plus haut, p. 100.

travailleurs des industries où la production de masse prédominait : automobile, acier, caoutchouc, aluminium, radio, industrie électrotechnique, ciment. Dans un brillant discours, John L. Lewis appela les campagnes d'organisation lancées dans le passé par la vieille fédération « vingt-cinq ans de fiasco ininterrompu ». Daniel Tobin rétorqua en accusant les « industrialistes » de chercher à « détruire la base même sur laquelle la fédération a été bâtie ». Et il invoqua les mânes de Gompers, l'homme qui, naguère, sauva les syndicats de métier des méchants *Knights of Labor*. Le tsar des charpentiers, l'obèse Hutcheson, reçut dans la mâchoire un puissant « direct » de John L. Lewis. Ce coup de poing historique marqua la rupture. Les « industrialistes » avaient été battus par 18.204 voix contre 10.933. Dès le lendemain du congrès, ils se réunirent et envisagèrent la création du *Committee for Industrial Organization*, officiellement constitué le 9 octobre⁴. A l'origine, le C.I.O. ne devait être qu'une fraction organisée au sein de l'*A.F.L.*, en vue d'encourager et de promouvoir l'organisation des travailleurs dans les industries de production de masse. Mais, en août 1936, le conseil exécutif de la vieille Fédération suspendit, pour le crime de *dual unionism*, les dix syndicats nationaux, comprenant ensemble plus d'un million de membres, qui s'étaient affiliés au C.I.O. La scission du mouvement ouvrier américain était un fait accompli⁵. En 1938, le *Committee* se transforma en *Congress for Industrial Organizations*, donnant à la scission un caractère de permanence⁶. Comme Debs l'avait anticipé, seule une organisation nouvelle pouvait *du dehors*, se substituant à la vieille Fédération défaillante, entreprendre la grande tâche historique d'organiser les exploités du *Big Business* américain. Les monopoles yankees ne pouvaient plus prétendre à la domination totale et de leurs salariés, et de l'univers entier. Ils avaient conçu dans leur propre sein la négation de leur toute-puissance. L'évolution commençait qui, un jour, s'achèvera dans leur défaite, de la main même de leurs exploités. Il y avait quelque chose de nouveau dans le monde.

**Les « radicaux »
à l'œuvre.**

Il s'agissait beaucoup moins d'une scission que d'une création. L'important n'était pas le détachement d'un million de travailleurs de l'A.F.L. La tâche qui attendait les « industrialistes », c'était l'organisation des inorganisés. Ce qui comptait, ce n'était pas le million déjà rangé sous les bannières du syndicalisme, mais les millions qui n'avaient pas encore trouvé le chemin des syndicats ouvriers. Pour organiser cette masse encore informe, il fallait des cadres, et il fallait de l'argent.

Où trouver les cadres ?

L'œuvre à accomplir était si vaste qu'elle requérait le concours de toutes les bonnes volontés. A tous ceux qui se présentaient sur le chantier, disposés à bâtir, on remit un outil. Ici, John L. Lewis trouva une entreprise à la mesure de son génie. Comme tous les grands hommes de l'histoire, comme Robespierre à l'apogée de la Révolution française, il fit preuve d'audace. Il avait des antécédents conservateurs, il avait combattu sans merci le socialisme et le communisme, et jusqu'aux syndicalistes simplement « progressifs » de sa propre organisation. Il oublia le passé. Il enrôla des hommes qu'il combattait la veille. Il leur donna carte blanche. Seul pour le moment comptait le but à atteindre. Il raisonna comme les grands hommes des révolutions bourgeoises, comme Cromwell, comme Robespierre : Plus tard, se dit-il, lorsque le but sera atteint, il sera toujours temps d'éliminer les « radicaux » et de canaliser le mouvement¹.

Les « radicaux » américains, sauf en quelques rares occasions, avaient toujours été plus ou moins en marge du mouvement des masses. Leurs idées anticapitalistes les isolaient dans un pays qui n'avait pas rompu avec le credo capitaliste. Leur sectarisme, résultat de leur isolement, achevait, par une sorte de cercle vicieux, de les placer à l'écart. Pour la première fois, dans la période de fondation du C.I.O., et à la faveur de la « grande dépression », ils furent jetés au cœur de la mêlée et s'associèrent étroitement avec les masses. Le syndicalisme américain ne pouvait être revitalisé et modernisé qu'avec la coopération et le stimulant du radicalisme². Impos-

sible donc de raconter le grand mouvement sans montrer les « radicaux » à l'œuvre.

Les mineurs. — Lewis puisa, tout d'abord, dans son Syndicat des Mineurs, les hommes qui avaient été ses plus fidèles lieutenants, qui avaient toujours accompli docilement ses basses besognes, brisé des grèves à l'occasion, traîné dans la boue et fait attaquer physiquement des militants radicaux : Philip Murray, son vice-président ; Van Bittner, Allan Haywood, etc. ³. Mais il n'hésita pas à s'adjoindre ceux-là mêmes qui s'étaient rebellés contre sa dictature dans les *United Mine Workers*, et qu'il avait impitoyablement brisés. John Brophy avait été le plus prestigieux, et donc le plus dangereux de ses adversaires. Il avait mené entre 1924 et 1928 un admirable combat pour le redressement du Syndicat, dénonçant les capitulations de Lewis, réclamant l'organisation des mineurs inorganisés, qui avait été si fatalement négligée, la nationalisation des mines, la rupture de l'alliance politique avec les républicains réactionnaires et la création d'un *Labor Party*. Au congrès du Syndicat en 1926, il avait été, en fait, élu président, mais Lewis, ayant truqué les votes, avait réussi à l'éliminer ⁴. L'opposition de Powers Hapgood, un diplômé de l'Université de Harvard, qui s'était fait mineur par idéalisme et que les mineurs adoraient, lui avait donné aussi du fil à retordre. Hapgood s'était vu barrer l'entrée du congrès de 1927 et avait été sauvagement frappé dans un hôtel par les hommes de main de John L. Lewis ⁵. En 1930, l'opposition progressiste avait tenu un congrès dissident à Springfield (Ohio). Un moment on avait pu croire que le vieux régime détesté de Lewis et de Murray allait s'effondrer. Adolph Germer avait été élu vice-président de l'organisation nouvelle, ce qui lui valut, en 1932, des violences physiques sur la voie publique. Dans le journal des « progressistes » écrivait un certain Len De Caux ⁶.

En 1935, Lewis ouvrit ses bras à Brophy, à Hapgood, à Germer, à De Caux. A Hapgood, il déclara : « Vous et Brophy aviez un tas d'idées, mais elles étaient prématurées. Un général qui marche en avant de son armée ne peut être utile à personne. Mais maintenant je suis prêt à reprendre certaines de ces idées. » Brophy se vit attribuer le poste le plus élevé que Lewis pût lui offrir : celui de directeur à l'organisation ⁷.

Les staliniens. — Personne dans l'*A.F.L.* n'avait combattu les communistes avec plus d'acharnement que Lewis entre 1920 et 1930. Il avait fait rédiger, en 1923, par un de ses plumitifs, Ellis Searles, une série d'articles, réunis ensuite en brochure sous le titre : *Tentative des communistes de s'emparer du mouvement ouvrier américain*. Il y faisait dénoncer, alors, le complot communiste en vue d'amalgamer les syndicats de métier et de les convertir en unions industrielles, c'est-à-dire exactement ce qu'il devait réaliser plus tard en créant le *C.I.O.*⁸. Il avait pourchassé, exterminé les mineurs communistes. Il ne restait pas un seul communiste, au moins avoué, dans son syndicat. Mais, au congrès de l'*A.F.L.*, en 1935, à Atlantic City, Lewis s'opposa à une résolution tendant à refuser la participation aux congrès fédéraux des syndicats à direction communiste. Il déclara que l'anticommunisme était un prétexte dissimulant des attaques contre les choses les plus progressives. Et lorsqu'il procéda à la constitution du *C.I.O.*, il fit une large place aux organisateurs communistes⁹.

Impossible de raconter, même brièvement, l'histoire de la naissance du *Committee for Industrial Organization* sans faire halte pour considérer le rôle qu'y jouèrent les communistes, ou, plus exactement, les « staliniens ». Ceux qui rendent hommage à leur contribution, comme ceux qui la déplorent, sont d'accord pour proclamer que ce rôle fut important *. « Il est très vraisemblable, écrit Wellington Roe, que le *C.I.O.* n'aurait jamais grandi si rapidement, n'avait été le dévouement à la cause et l'énergie des communistes que Lewis prit dans son organisation¹⁰. » Et l'antistalinien Benjamin Stolberg : « Discuter le *C.I.O.* sans mentionner l'influence des staliniens à l'intérieur de celui-ci, c'est comme si on écrivait sur la guerre de Sécession sans se référer à la Confédération **¹¹. »

Pour comprendre le rôle des « staliniens » dans le *C.I.O.*,

* Seul, parmi les historiens du *C.I.O.*, Edward Levinson tente de minimiser le rôle des staliniens¹². C'est que son livre a été écrit à une époque (1937) où le groupe des social-démocrates du Syndicat de l'Automobile, autour de Walter Reuther, groupe auquel Levinson appartenait, faisait « un bout de chemin » avec les staliniens. Levinson ne pouvait donc les attaquer, et il ne voulait pas non plus les encenser, car le mariage était tout de raison et de caractère temporaire. Il préféra donc les passer sous silence. Lacune regrettable, car son livre est de beaucoup le meilleur qui ait été écrit sur les débuts du *C.I.O.*

** Le gouvernement des Etats Sudistes pendant la guerre de Sécession.

il nous faut remonter quelque peu en arrière. Nous avons laissé Foster et leurs amis à l'époque de leur noyautage stérile dans l'A.F.L. *. A Moscou, nous l'avons vu, Losovsky leur avait avec raison reproché de trop centrer leurs efforts sur la vieille fédération d'ouvriers qualifiés et de négliger l'organisation des non-qualifiés. Il leur fallut faire un « tournant », mais, en le prenant trop court, les malheureux tombèrent de Charybde en Scylla. La veille, ils dénonçaient, avec un entêtement borné, toute tentative de syndicalisme dualiste. Ils maudissaient la mémoire de Daniel De Leon. Et, soudain, abandonnant l'A.F.L. à son triste sort, ils se lancèrent à corps perdu dans la constitution de syndicats scissionnistes, s'isolant du mouvement ouvrier, créant des organisations fantômes qui ne furent, comme l'avait été celle de Daniel De Leon, que des appendices de leur parti.

A vrai dire, les « staliniens » américains n'étaient pas les vrais responsables de cette ineptie. Foster ne renonça à ses conceptions antidualistes que contraint et forcé, et la mort dans l'âme. Mais il fallait suivre la « ligne générale », et, à Moscou, le grand Staline avait ouvert, en 1928, la « Troisième Période », afin de dissimuler sous des phrases gauchistes, sous des mots d'ordre sectaires et aventuristes, son opportunisme de fait, sa renonciation à la révolution mondiale. Un des articles de la nouvelle stratégie était la constitution de syndicats « rouges ». A travers le monde entier, Amérique y compris, on créa donc mécaniquement des syndicats « rouges ».

Foster rebaptisa encore une fois sa ligne, l'appelant maintenant *Trade Union Unity League* **, et créa sur le papier une centrale syndicale « rouge » composée d'une dizaine de soi-disant syndicats nationaux d'industrie. Les effectifs totaux de l'organisation ne dépassèrent pas 57.000 membres. La T.U.U.L. mena quelques batailles de classes dans le textile (Gastonia, 1929), dans les mines de charbon (Harlan County, Kentucky, 1931), sans jamais réussir à sortir de son irrémédiable isolement ¹³.

Mais il fallut attendre jusqu'à 1934 pour que, Moscou ayant décidé de clore la « Troisième Période », les « staliniens » américains s'aperçussent soudain de leur fiasco et décidassent

* Voir plus haut, p. 150-154.

** En abrégé : T.U.U.L.

de se corriger par un nouveau « tournant ». Au début de 1935, ils déclarèrent la *T.U.U.L.* dissoute et décidèrent de rentrer en toute hâte dans l'*A.F.L.*, où, en leur absence, de nouvelles forces progressives étaient en train de leur enlever la direction du mouvement en faveur du syndicalisme industriel¹⁴.

Mais, encore une fois, le « tournant » fut pris trop court. Après avoir, depuis 1928, proclamé l'*A.F.L.* un corps gangrené qu'il fallait désarter, ils déclarèrent soudain que la place de tous les travailleurs révolutionnaires était dans l'*A.F.L.*, et Foster eut la douce consolation de pouvoir propager à nouveau son dogme « antidualiste ». Ainsi, au moment même où la scission historique qui donna naissance au *C.I.O.* était sur le point de se consommer, les « staliniens » n'étaient occupés que de ce qu'ils appelaient pompeusement leur « fusion » avec l'*A.F.L.*¹⁵. Quand John L. Lewis constitua son *Committee for Industrial Organization*, ils ne montrèrent qu'un relatif enthousiasme. Et Foster déclara que le véritable objectif à atteindre était la « réorganisation », le « rajeunissement » de l'*A.F.L.*¹⁶. « Bien que la presse communiste fit semblant de se faire l'avocat du syndicalisme industriel, écrit Benjamin Stolberg, en fait, les staliniens firent principalement leur travail d'organisation pour l'*A.F.L.* jusqu'à mai 1937. » Et il souligne qu'encore, en avril 1937, alors que le *C.I.O.* avait déjà une existence indépendante, le leader « stalinien » de San Francisco, Harry Bridges, reversa à l'*A.F.L.* quelque 6.000 employés du commerce de détail qu'il avait contribué à organiser. Ce n'est que le mois suivant que le parti communiste décida — enfin — de travailler principalement dans le *C.I.O.*¹⁷.

C'est alors que les cadres dirigeants de la défunte *T.U.U.L.* « furent offerts à Lewis, comme l'écrit Herbert Harris, sur un plat d'argent ». En essayant vainement d'organiser les masses pour leur propre compte, ils avaient au moins appris leur métier d'organiseurs : « Ils savaient faire des discours, écrire des rapports, se servir de duplicateurs, préparer des tracts, établir un piquet de grève et tenir la tribune dans des meetings turbulents...¹⁸. »

Les « staliniens » se mirent à cajoler le même John L. Lewis qu'ils avaient accusé naguère (avec un peu d'outrance, mais non sans quelque raison) d'être un « meurtrier », un « traître », un « Judas », un « briseur de grève », un « agent du patronat », etc., etc.¹⁹. Ils réussirent à introduire près de lui

un jeune juriste de valeur, Lee Pressman, qui demeura jusqu'en 1948 le très influent conseiller juridique du C.I.O.²⁰. Grâce à l'emprise qu'ils parvinrent à exercer sur John Brophy, le directeur à l'organisation, ils firent nommer un des leurs, Harry Bridges, directeur régional du C.I.O. pour la côte Ouest²¹.

Harry Bridges avait été l'âme d'une grève générale qui avait éclaté à San Francisco en juillet 1934. Dès 1924, il avait tenté d'organiser les dockers de la côte Ouest dans l'A.F.L., mais n'avait obtenu que des résultats éphémères. La seule organisation existante était un syndicat « jaune », c'est-à-dire dominé par les employeurs et exerçant un monopole de l'embauche. En 1933, à la faveur du N.R.A., le syndicat A.F.L. avait fait sa rentrée sur la côte du Pacifique, et les dockers l'avaient rejoint en masse. Sous l'impulsion de Harry Bridges, ils engagèrent la lutte pour faire reconnaître leur organisation par les employeurs et obtenir le contrôle des bureaux d'embauche. Le 9 mai 1934, au nombre de 30.000, ils se mirent en grève, de Vancouver à San Diego. Les *teamsters* (camionneurs) et marins se solidariserent avec eux et refusèrent de franchir leurs piquets de grève. Ce fut un admirable mouvement de solidarité ouvrière. De violents combats se déroulèrent entre les grévistes et la police. Il y eut des morts.

Les dockers n'avaient pas seulement contre eux le patronat et les forces de répression; les bonzes du syndicalisme de métier tentèrent de briser leur lutte. L'union des syndicats de San Francisco condamna les chefs du mouvement comme communistes. Le président national du Syndicat des Dockers, J. P. Ryan, un affairiste vénal, produisit accompli du gompérisme, traita secrètement avec les employeurs par-dessus la tête des grévistes. Mais ceux-ci répudièrent son accord de trahison.

Cependant, l'intervention de la force armée et le meurtre de grévistes décidèrent enfin l'union des syndicats — comme cela s'était produit à Chicago en 1894 et à Seattle en 1919* — à lancer le mot d'ordre de grève générale pour le 6 juillet. Mais les dirigeants locaux de l'A.F.L. ne s'étaient joints au mouvement que sous la pression de la base et pour le mieux torpiller. Ils mirent en œuvre toutes sortes de procédés pour

* Voir plus haut, p. 107-108 et vol. II.

désintégrer la solidarité ouvrière. William Green déclara la grève « non autorisée ». Finalement, après quatre jours, au moment où la bataille atteignait son apogée, l'union des syndicats décida, à une légère majorité, la reprise du travail. Une répression féroce s'ensuivit. Mais l'organisation ouvrière ne fut pas brisée, au contraire. Les dockers se virent accorder, à la suite d'un arbitrage, un certain nombre de leurs revendications. Et une Fédération Maritime du Pacifique fut constituée, cimentant la solidarité des dockers et des différents syndicats de marins. Harry Bridges émergea de la lutte avec un énorme prestige²². Et, depuis, la Californie est restée le principal fief des « staliniens » dans le C.I.O. Ils n'en furent délogés que tout récemment (1948).

La grève générale de San Francisco n'avait été qu'un lever de rideau. Dans les années qui suivirent, les communistes jouèrent un rôle très actif dans les campagnes d'organisation des ouvriers des industries-clés. Ils s'imposèrent dans l'automobile, avec Wyndham Mortimer, vice-président des *United Automobile Workers*, et Robert Travis, qui avait émergé lors de la grève de l'*Autolite*, à Toledo (Ohio); en 1934, et nombre d'autres²³. Dans l'acier, ils avaient, en 1934, dissous leur syndicat « rouge », la *Steel and Metal Workers Industrial Union**, et rejoint l'*Amalgamated*, où leurs quelques milliers de militants expérimentés vinrent renforcer utilement le « mouvement de la base » comme l'inepte Tighe**²⁴. Plus tard, lorsque Lewis lança sa grande campagne d'organisation de l'acier, il embaucha comme organisateurs un certain nombre d'anciens membres du *S.M.W.I.U.*²⁵. Dans le caoutchouc, ils participèrent activement à la lutte contre la clique de l'*A.F.L.*, puis aux grandes grèves de 1936. Le secrétaire du parti communiste d'Akron (Ohio), James Keller, intervint ouvertement dans les meetings de grévistes²⁶.

Herbert Harris estime qu'à la mi-1937, les staliniens avaient le contrôle total ou partiel d'au moins 40 % des unions du C.I.O. En plus des industries déjà mentionnées, ils avaient acquis de solides positions dans l'industrie électrotechnique (*United Electrical Workers*); dans le Syndicat des Marins de la côte Est, la *National Maritime Union*, avec Joseph Curran;

* En abrégé : *S.M.W.I.U.*

** Voir plus haut, p. 165-166.

dans les mines métalliques (*Mine, Mill and Smelter Workers*); dans l'industrie de la conserve (*Cannery, Agricultural, Packing and Allied Workers*) avec Donald Henderson, un ancien professeur d'économie politique; dans les transports non ferroviaires (*Transport Workers*); dans les travailleurs du bois (*Woodworkers*) et divers syndicats de journalistes, de techniciens, de fonctionnaires, d'employés, de téléphonistes²⁷. En outre, ils avaient en mains les plus importantes unions locales de syndicats (New-York, Cleveland, Detroit, Chicago, Los Angeles, etc.). Dans son livre écrit en 1938, Benjamin Stolberg estime que les staliniens contrôlaient à cette date environ 500.000 travailleurs dans le C.I.O. « Les staliniens, écrit le trotskyste Bert Cochran, entrèrent dans le C.I.O. avec les cadres politiques les mieux disciplinés, les plus expérimentés et les plus larges du mouvement ouvrier. Ils furent à même de participer activement à, pour ainsi dire, toutes les campagnes d'organisation et grèves importantes. Quand la structure immense des syndicats nationaux eut été édifiée, les staliniens se trouvèrent en possession d'un appareil à peine inférieur à celui de Lewis²⁸. »

Les « I.W.W. ». — Parmi les radicaux qui participèrent à la création du C.I.O., il y eut aussi des I.W.W. La vieille organisation avait beaucoup décliné, mais elle se survivait. En 1927, elle avait eu un retour de flamme. Elle avait conduit brillamment une grève des mineurs du Colorado. La carence du Syndicat des Mineurs de John Lewis lui avait laissé le champ libre. Les exploités de Rockefeller avaient suivi les I.W.W. avec ensemble. « Il apparut un instant, écrit Bimba, que les I.W.W. allaient retrouver leur militantisme d'autrefois²⁹. » En 1931, toujours par suite de la décadence des *United Mine Workers*, les I.W.W. avaient pris la direction des luttes sanglantes des mineurs dans le comté de Harlan (Kentucky). Mais ils y furent bientôt supplantés par les communistes³⁰. En 1933, ils menèrent avec succès une des premières grèves de l'automobile, celle de l'usine de carrosserie *Briggs Body*, à Detroit (Michigan). Ils s'y montrèrent bons propagandistes et y recrutèrent³¹. Clayton Fountain note que, lorsqu'au début de 1937 furent organisés, dans un faubourg de Detroit, les travailleurs de l'usine *Chevrolet Gear and Axle*, certains des militants actifs étaient d'anciens I.W.W.³². Sidney Lens écrit :

« Un des signes des temps les plus caractéristiques fut le rôle joué, à titre individuel, par des membres des *I.W.W.* dans cette renaissance [du mouvement ouvrier]. Plus d'un vieux *wobbly* renonça à son syndicalisme pur et devint un dirigeant dans l'une des nouvelles unions, non seulement dans l'automobile, mais dans les syndicats maritimes, le caoutchouc et un certain nombre d'autres secteurs. Un ancien *wobbly* devint président d'un large syndicat national³³. »

Le groupe de Muste. — Un autre groupe, d'origine beaucoup plus récente que les *I.W.W.*, joua un certain rôle dans le grand mouvement de masses qui donna naissance au *C.I.O.* Son animateur fut un ancien pasteur protestant, devenu socialiste, Abraham John Muste, qui avait fait ses débuts, en 1919, dans une grève générale du Textile à Lawrence (Massachusetts), théâtre de la grande grève menée en 1912 par William Haywood*. Devant la carence du Syndicat du Textile *A.F.L.*, qui n'était plus qu'un squelette et ne comprenait que des ouvriers qualifiés, Muste avait tenté, à l'exemple des *I.W.W.*, de créer un syndicat industriel indépendant. La grève s'était achevée en victoire³⁴. Plus tard, en 1921, Muste avait contribué à la fondation d'une admirable école ouvrière de cadres, le *Brookwood Labor College*, à Katonah (New-York), et il en était resté l'âme pendant des années. Le collège, aménagé dans une propriété offerte par le fils d'un riche capitaliste, William Mann Fincke, avait été patronné par l'*A.F.L.* Mais, en 1928, les bonzes des syndicats de métier découvrirent soudain que son enseignement était « subversif » et, malgré la protestation du grand philosophe libéral John Dewey, la vieille fédération lui retira son investiture³⁵.

Les communistes ayant déserté l'*A.F.L.* pour s'isoler dans leurs syndicats « rouges », Muste eut l'idée de se substituer à eux et de créer une fraction « progressiste » au sein de la Fédération. Il réunit des intellectuels tels que Louis Budenz, que rejoignirent, plus tard (en 1933), Sidney Hook et James Burnham, des socialistes de gauche et des syndicalistes avancés, et il constitua, en mai 1929, la *Conference for Progressive Labor Action*, qui inscrivit, entre autres, à son programme l'organisation des non-qualifiés sur la base industrielle, l'oppo-

* Voir plus haut, p. 131-132.

sition à la collaboration des classes telle qu'elle était pratiquée dans la *National Civil Federation*, et un *Labor Party*. Ses buts ultimes étaient vaguement socialistes³⁶.

La Conférence annonça son intention de travailler, du dedans, à l'intérieur des unions de l'*A.F.L.*, mais *sans faire un fétiche de cette dernière*, et d'organiser, en même temps, *du dehors*, de nouveaux syndicats indépendants³⁷. Elle joua un rôle actif dans le mouvement ouvrier. Elle participa à la campagne d'organisation des travailleurs du textile du Sud (1929-1930), à la grève du textile de Paterson (New-Jersey) en 1931, et soutint les progressistes du Syndicat des Mineurs dans leur lutte contre John L. Lewis*. En 1933, le groupe de Muste se transforma en un parti politique, l'*American Workers Party*. Il eut son heure de gloire, en 1934, lorsqu'il prit la tête de la grève de l'*Aulolite* à Toledo, et y introduisit des techniques de lutte nouvelles. Les « musteites » avaient organisé en une ligue les chômeurs de Toledo, et ceux-ci volèrent au secours de leurs frères de classe en grève. Défiant les tribunaux qui venaient de lancer une injonction interdisant les piquets de grève, ils leur offrirent l'appui de piquets massifs, et renversèrent ainsi la situation. La grève, qui était en train de s'effondrer, s'acheva en victoire³⁹.

Quelques mois plus tard, à la fin de 1934, les « musteites » fusionnèrent avec les trotskystes pour former le *Workers Party*⁴⁰.

Les trotskystes. — Les trotskystes avaient été exclus du parti communiste à la fin de 1928. Ils avaient à leur actif le courage clairvoyant avec lequel ils avaient pris conscience de la dégénérescence de l'Internationale communiste, rompu avec elle et engagé la lutte contre le stalinisme sur un programme révolutionnaire conséquent⁴¹. Mais leur faiblesse résidait dans le fait qu'ils avaient hérité du parti communiste américain un certain nombre de ses tares congénitales, notamment en ce qui concerne les rapports entre la conscience révolutionnaire et le mouvement des masses, c'est-à-dire, plus concrètement, la stratégie révolutionnaire dans les syndicats.

* Dans un discours spécialement consacré à la *Conference for Progressive Labor Action*, le 10 mai 1931, et publié en brochure, Foster critiqua violemment le rôle joué par les « musteites » dans ces différentes luttes. Il leur reprocha d'avoir joué le rôle d'« aile gauche » de la bureaucratie réformiste³⁸.

Ils n'analysèrent peut-être pas suffisamment les raisons pour lesquelles l'entreprise de noyautage « de l'intérieur » de Foster avait obtenu de si piètres résultats. Dans son histoire du trotskysme américain, leur leader, J. P. Cannon, qui avait été un des chefs du parti communiste, n'a que des éloges pour les « innovations progressives » introduites par les communistes dans le mouvement ouvrier. Il affirme que ceux-ci dirigèrent pratiquement toutes les grèves et devinrent les leaders « sans rivaux » du militantisme au sein de la classe ouvrière américaine. Foster, dans ses Mémoires, convient, rétrospectivement, des faiblesses de son entreprise. Cannon ne se livre pas à la même auto-critique⁴².

Les trotskystes n'offrirent guère de contribution à la solution du problème crucial de l'organisation des travailleurs inorganisés des industries-clés. Bien que Cannon eût commencé sa carrière comme *I.W.W.* et eût dirigé, à ce titre, la grève du caoutchouc d'Akron en 1913*, lui et ses amis ne s'affranchirent peut-être pas suffisamment de l'opposition fétichiste de Foster à toute tentative de syndicalisme « dualiste⁴³ ». La fondation du *C.I.O.*, loin d'avoir été annoncée ou préparée par eux, les prit au dépourvu. En 1938, Trotsky lui-même écrivit : « Personne parmi nous ne prévit... l'apparition du *C.I.O.* avec cette rapidité et cette puissance... Nous ne vîmes pas ce puissant mouvement syndical⁴⁴. » Au moment même où s'épanouit le *C.I.O.*, dans les grandes grèves avec occupation de 1936-1937, les trotskystes étaient absorbés dans une manœuvre futile et trop habile d'entrée dans le parti socialiste. Ils devaient d'ailleurs n'y pas séjourner longtemps et en sortir, renforcés certes de quelques militants de valeur, notamment de jeunes, mais n'ayant plumé, somme toute, qu'une assez maigre volaille. Ils négligèrent ainsi le mouvement de masses et laissèrent, de leur propre aveu, les staliniens s'emparer de la direction du mouvement progressif naissant⁴⁵. Le seul secteur du mouvement ouvrier où ils intervinrent efficacement fut en marge du champ de bataille essentiel : ils ne concentrèrent leur effort ni dans l'automobile, ni dans l'acier, ni dans le caoutchouc⁴⁶, mais les circonstances firent qu'ils purent s'emparer de la section locale des *teamsters* (camionneurs) à Minneapolis (Minnesota). « Les *teamsters*, reconnaît Cannon, étaient bien

* Voir plus haut, p. 133.

loin d'être la section la plus décisive du prolétariat américain⁴⁷. »

Cependant, leur rôle, en cette occasion, ne doit pas être sous-estimé. Ils s'y révélèrent des militants prolétariens, des organisateurs et des agitateurs de tout premier ordre. Ils écrivirent à Minneapolis une des plus belles pages de l'histoire de la lutte de classes aux Etats-Unis.

Lors de la scission de 1928, la majorité des communistes de Minneapolis avait suivi les trotskystes. Ceux-ci avaient donc, en 1934, une organisation déjà ancienne et solidement enracinée dans le mouvement ouvrier de cette ville. Minneapolis étant surtout un centre commercial, un marché, les transports y jouaient un rôle stratégique décisif. D'où l'importance du syndicat des camionneurs. En mai, ceux-ci se mirent en grève pour obliger les employeurs à reconnaître leur syndicat. Le conflit se termina par un compromis relativement satisfaisant, puisque le point essentiel, la reconnaissance de l'organisation ouvrière par les employeurs, était acquis. Le 17 juillet, les employeurs violant leurs engagements et sabotant l'accord intervenu, la grève rebondit. Les dirigeants trotskystes, Vincent R. Dunne, grande figure de militant ouvrier, et ses frères, assistés de Farrell Dobbs, conduisirent le mouvement avec une précision, un sens de l'organisation absolument remarquables. Chaque action était minutieusement préparée, la stratégie de grève mise au point comme s'il s'agissait d'opérations militaires. La classe ouvrière américaine révélait ici les signes de maturité et les capacités de self-gestion qui devaient se manifester plus complètement deux et trois ans plus tard dans les grandes grèves avec occupation du C.I.O. Les moyens techniques les plus modernes furent utilisés. Le comité de grève, qui avait le sens de la publicité, édita un journal quotidien qui fit un effet extraordinaire sur les travailleurs. « Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, écrit Cannon, les grévistes ne furent pas, laissés sous la dépendance de la presse capitaliste⁴⁸. »

Le gouverneur de l'Etat, Floyd B. Olson, était une sorte de social-démocrate, d'origine plébéienne, qui avait été porté au pouvoir par un parti réformiste de fermiers et d'ouvriers, le *Farmer Labor Party* de Minnesota. Il se trouva écartelé entre l'ultra-réactionnaire association des employeurs et le mouve-

ment ouvrier, dont l'aile gauche était dirigée par les trotskystes. Ayant mobilisé la garde nationale, il oscilla comme un pendule, dirigea ses coups, tantôt contre le comité de grève, dont il envahit les locaux et arrêta les chefs, tantôt contre la *Citizens' Alliance*, l'organisation patronale, qu'il fit occuper à son tour. Après trente-six jours d'une lutte violente, le mouvement se termina par un accord relativement favorable aux grévistes. Le syndicat des camionneurs n'avait pas réussi à entraîner l'union des syndicats locale dans une grève générale⁴⁹. Les staliniens, qui n'avaient pu s'implanter dans le mouvement, reprochèrent aux trotskystes de ne l'avoir pas élargi et crièrent à la « trahison ». Ceux-ci répondirent que le but essentiel de la grève : la reconnaissance du syndicat, avait été atteint et « qu'on ne fait pas la révolution dans une seule ville⁵⁰ ».

La lutte terminée, Daniel Tobin, le dictateur national des camionneurs, essaya de briser le syndicat de Minneapolis, dont l'orientation radicale et la structure semi-industrielle lui déplaisaient. Mais le syndicat rival qu'il constitua fit fiasco⁵¹, et les trotskystes conservèrent le contrôle du Syndicat des Camionneurs de Minneapolis jusqu'en 1941, date où les efforts conjugués de Daniel Tobin et du Président Roosevelt les en délogèrent.

A partir de 1938, les trotskystes, qui, à la fin de l'année, fondèrent le *Socialist Workers Party*, concentrèrent l'essentiel de leur activité dans le C.I.O., notamment dans l'automobile et les syndicats maritimes. Cannon affirme que le passage dans le parti socialiste avait facilité le travail syndical de son groupe. C'est ainsi qu'au cours de la grève de 1936-37, sur la côte Ouest, les trotskystes purent créer une fraction de plus en plus influente. Bien que sans aucune instruction de leur direction centrale, ils se trouvèrent amenés à jeter les fondements d'une puissante fraction dans le Syndicat de l'Automobile, où ils n'avaient eu, jusqu'alors, que des contacts occasionnels. Ils se lancèrent, enfin, dans l'action de masses qu'ils avaient quelque peu négligée durant les années précédentes⁵².

Le groupe de Lovestone. — Le groupe de Lovestone, comme celui de Cannon, était un sous-produit du parti communiste américain. Pendant de longues années, les factions de Cannon,

de Foster et de Lovestone s'étaient disputé la direction du parti. Lovestone avait expulsé en 1928 le groupe de Cannon, mais, l'année suivante, lui et son groupe avaient été expulsés à leur tour⁵³. Lovestone avait, comme Cannon, hérité du parti communiste les conceptions qui avaient rendu celui-ci absolument inapte à exercer une réelle influence dans les syndicats et à suppléer à la carence de l'A.F.L. par l'organisation des inorganisés. Au cours de la grève du textile du Sud, à Gastonia, en 1929, le groupe de Lovestone, qui dirigeait encore le parti, n'avait pas fait preuve d'une particulière aptitude dans la conduite des mouvements de masses⁵⁴. Une fois exclu de l'Internationale communiste, il s'était constitué en un « Parti communiste (Opposition) » et avait noué des relations avec un groupe allemand qui voulait comme lui « réformer » le Komintern⁵⁵ : l'opposition communiste de Brandler et de Thalheimer (K.P.O.). Mais, par la suite, il rompit avec ces derniers et sombra dans l'opportunisme.

Son activité syndicale s'exerça surtout dans le syndicat du vêtement pour dames, l'*International Ladies Garment Workers Union* *, de David Dubinsky, un des trois principaux syndicats organisés sur la base industrielle qui contribuèrent à la fondation du C.I.O. Les *lovestoneites* participèrent à la campagne de recrutement qui, après la promulgation du N.R.A., renforça de 160.000 nouveaux membres les effectifs du syndicat, et ils s'implantèrent notamment dans la section syndicale n° 22 des *dressmakers* (couturières), forte de 30.000 membres. Le leader de cette section, Charles S. Zimmerman, était un des leurs⁵⁶.

Les *lovestoneites* réussirent également à pénétrer dans le Syndicat de l'Automobile. Ils entourèrent le premier président élu du jeune syndicat, Homer Martin, un ancien pasteur manquant d'expérience des luttes sociales, d'un *brain trust* de leur composition. Quand Homer Martin entra en conflit avec les éléments progressifs du syndicat, les communistes dérobèrent chez Jay Lovestone et publièrent toute une correspondance échangée entre celui-ci et ses agents dans les U.A.W. Les ouvriers, qui ne connaissaient rien ou presque rien de Jay Lovestone, eurent l'impression d'être manœuvrés du dehors. Par la suite, Homer Martin fut expulsé de sa propre organi-

* En abrégé : I.L.G.W.U.

sation pour avoir tenté de traiter secrètement avec Ford, et il passa, suivi de maigres effectifs, à l'A.F.L. (1939)⁵⁷. Cette scission et le retour à la vieille fédération du Syndicat du Vêtement pour dames de Dubinsky (1940) * sonnèrent le glas de l'action militante des *lovestoneites* dans le C.I.O.

9

Les occupations d'usines (1936-1937). On s'est attardé à raconter comment John L. Lewis et ceux des leaders de l'A.F.L. qui étaient partisans du syndicalisme d'industrie, furent amenés à fonder, *par en haut*, le C.I.O. Ensuite, on a pris le temps d'énumérer les diverses faunes de radicaux et de progressifs qui contribuèrent, sous la direction de Lewis, à l'organisation des travailleurs des industries-clés. Reste maintenant à considérer l'essentiel : *le mouvement des masses*. Sans la gigantesque révolte des ouvriers eux-mêmes, ni les « industrialistes », ni les militants d'avant-garde qui leur apportèrent leur concours n'auraient réussi à accomplir la tâche historique qui s'offrait à eux. C'est aux masses elles-mêmes que l'on doit ce qu'Edward Levinson appelle « le plus grand soulèvement de l'histoire industrielle américaine », et Henry Kraus « le soulèvement social le plus significatif des temps modernes¹ ».

Plusieurs facteurs contribuèrent à faire éclater ce grand mouvement. Tout d'abord, l'amélioration de la conjoncture économique. Grâce au *New Deal* de Roosevelt, à toute une série de mesures prises pour renflouer l'appareil de crédit et relever le pouvoir d'achat des consommateurs, aussi bien urbains que ruraux, le chômage avait été résorbé dans une certaine mesure et la prospérité était partiellement revenue. Les travailleurs étaient plus nombreux dans les usines et placés dans une posture plus favorable pour revendiquer de meilleurs salaires.

Ensuite, la mauvaise volonté patronale. Les employeurs s'obstinaient à violer et à saboter les clauses ouvrières du *National Recovery Act*. Ils se dérobaient aux négociations collectives et se refusaient à reconnaître les syndicats ouvriers.

* L.I.L.G.W.U. avait quitté le C.I.O. dès 1938.

Pis : ils tentaient de mettre ceux-ci en échec en fomentant des *company unions* (syndicats « jaunes »). Il apparut bientôt que le *N.R.A.* comportait une grave lacune : il ne prévoyait aucun mécanisme permettant d'obliger les employeurs à respecter la loi. C'est cette lacune que le sénateur Robert F. Wagner tenta de combler lorsqu'au début de 1935 il déposa un projet de loi qui, promulgué le 5 juillet de la même année, devint le *National Labor Relations Act*, plus connu sous le nom de *Wagner Act*.

Le *Wagner Act* confirmait le droit pour les travailleurs de s'organiser librement, de négocier collectivement et de faire grève; et il créait un organisme, le *National Labor Relations Board*, dont l'objet était de faire respecter ce droit, à la fois par ses propres interventions et par celles des tribunaux réguliers. Mais, pendant près de deux ans, la Cour Suprême de Justice, aux ordres du *Big Business*, rendit des sentences qui, indirectement, mettaient en doute la constitutionnalité du *Wagner Act*. Et cette attitude encouragea le patronat à faire fi de la loi². Les travailleurs comprirent qu'ils n'obtiendraient la consécration de leurs droits qu'en l'arrachant de haute lutte.

Un autre facteur du grand soulèvement de 1936-37 fut la rupture avec l'*A.F.L.* des syndicats industriels et la constitution du *C.I.O.* *. Pendant trop longtemps, les travailleurs avaient été démoralisés par l'impuissance et les trahisons des dirigeants qui leur étaient imposés par William Green. Mais, du jour où ils furent délivrés de cette odieuse tutelle et libres de constituer leurs organisations comme ils l'entendaient, avec les chefs de leur choix, ils reprirent confiance en eux-mêmes, affluèrent de nouveau vers les syndicats et, avec toute la fougue de la jeunesse, demandèrent à se battre.

Enfin, un dernier facteur intervint : la triomphale réélection du Président Roosevelt, en novembre 1936, donna aux ouvriers l'impression que le *Labor*, le Travail, avait définitivement vaincu la réaction. Le programme de Roosevelt, le *New Deal*, l'avait emporté. S'imaginant (en se faisant, certes, beaucoup d'illusions) qu'ils avaient un allié et un protecteur à la tête du gouvernement fédéral, les travailleurs s'enhardirent et prirent conscience de leur propre pouvoir³. Les occupations d'usines s'ouvrirent dans une atmosphère politique

* Voir plus haut, p. 172.

analogue à celle qui, en France, quelques mois plus tôt, avait été créée par la victoire du Front Populaire et l'accession au pouvoir de Léon Blum : mêmes causes, mêmes effets.

Le mouvement partit dans le caoutchouc, à Akron (Ohio), la capitale du pneu. En septembre 1935, William Green avait échoué dans sa tentative d'imposer son proconsul, Claherty, comme président du Syndicat national d'industrie du Caoutchouc, enfin fondé*, et les délégués au congrès constitutif, défiant l'A.F.L., avaient élu président un homme de leur choix, Sherman H. Dalrymple. Au début de 1936, les travailleurs d'Akron furent grandement encouragés par la publication du rapport d'une commission d'enquête fédérale sur les conditions de travail dans leur industrie. Ce rapport était accablant pour les magnats du caoutchouc⁴. Les adhésions au syndicat se multiplièrent. Et, soudain, le 29 janvier, les ouvriers de *Firestone* se mirent en grève *en occupant l'usine*. Cette technique nouvelle, destinée à prévenir l'introduction de briseurs de grève, leur avait été enseignée par un ouvrier imprimeur hongrois ou serbe, qui l'avait pratiquée à Serajevo, au lendemain de l'attentat du 28 juin 1914. « C'était vraiment quelque chose de « culotté », ce qu'ils firent là, écrit leur historien, Ruth Mc Kenney. Personne n'avait jamais fait quelque chose de semblable — au moins pas dans ce pays... Pour la première fois dans l'histoire, des travailleurs de la production de masse avaient arrêté une chaîne et suspendu le mouvement inexorable de la machinerie d'une usine. » Les auteurs de cet acte historique le baptisèrent eux-mêmes à l'instant : *sit-down strike* (grève sur le tas). Au bout de deux jours, le mouvement s'acheva en victoire. Quelques jours après, des *sit-down* analogues se produisirent aux usines Goodyear et Goodrich⁵.

Le 17 février, nouveau *sit-down* à l'usine Goodyear, pour protester contre le licenciement de travailleurs. Ici, le mouvement se transforma en grève « régulière », avec piquets autour de l'usine. Et, comme les autorités menacèrent de faire intervenir la garde nationale, l'union des syndicats d'Akron annonça que 35.000 travailleurs, appartenant à 105 syndicats, déclareraient une grève générale au cas où les piquets de grève seraient attaqués. La lutte dura trente-trois jours et se

* Voir plus haut, p. 167.

termina, ici encore, par une victoire et par l'organisation des milliers de travailleurs de Goodyear⁶.

Comme l'écrit Edward Levinson, « Akron avait lancé une mode; Flint la popularisa⁷ ». Flint (Michigan) est, après Detroit, le second centre de l'industrie automobile américaine et le fief de la toute-puissante *General Motors*. C'est là que se déroula la plus grande bataille dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. Ce fut plus qu'une simple grève, ce fut une lutte gigantesque, qui mit aux prises les travailleurs avec un des plus puissants monopoles des Etats-Unis — le troisième en importance — avec un patronat de combat qui, pendant des années, avait banni de ses usines le syndicalisme ouvrier⁸. Le C.I.O. tout entier joua son avenir à Flint — et gagna.

En mai 1936, le Syndicat de l'Automobile avait tenu un congrès à South Bend (Indiana) et décidé de relever de ses fonctions Dillon, le stupide président imposé par William Green*. Les délégués avaient élu un président de leur choix, Homer Martin. Plusieurs syndicats indépendants avaient fusionné avec les *United Automobile Workers*. La jeune organisation, affiliée au jeune C.I.O., avait le vent en poupe. Le recrutement reprit, à vive allure, rappelant les beaux jours d'enthousiasme de 1933. Et, comme le patronat continuait à faire obstruction au développement du syndicalisme ouvrier, les *sit-down* se multiplièrent, à la fin de 1936, à Flint (*Fisher Body*), à South Bend (*Bendix*), à Detroit (*Kelsey-Hayes*), à Cleveland (*Fisher Body*), etc., etc.⁹.

Peu à peu, le mouvement s'étendit dans les diverses usines de *General Motors*, tandis que le puissant monopole continuait à refuser de négocier collectivement avec le syndicat et le C.I.O. La division du travail entre les différentes unités de production de G.M. était poussée à un point tel qu'il suffisait de mettre bas quelques usines-clés pour paralyser tout le système¹⁰. De même, dans chaque usine, il suffisait d'agir à un point déterminé pour arrêter tout le mouvement de la chaîne. Par ailleurs, les ouvriers étaient tellement habitués à l'ordre, au fonctionnement impeccable d'un mécanisme de précision, à des méthodes de travail suivant lesquelles chaque détail était calculé et pas une seconde n'était perdue en gestes inuti-

* Voir plus haut, p. 164-165.

les, qu'ils n'eurent qu'à appliquer cette discipline scientifique à l'organisation de leurs grèves¹¹. Enfin, le fait que la plupart des travailleurs de l'automobile étaient jeunes et sans expérience syndicale, les fit s'adapter aisément aux tactiques nouvelles de grève que leur imposèrent les circonstances¹². Ainsi, les conditions mêmes de la production de masse moderne suggérèrent aux militants ouvriers leurs techniques de lutte et les amenèrent à élaborer minutieusement leur stratégie, comme un état-major militaire coordonne les opérations sur de très vastes champs de bataille. Le grand mouvement de fin 1936-début 1937 fut une combinaison intime de spontanéité et de calcul; le mouvement élémentaire des masses s'associa parfaitement avec la direction consciente d'une minorité de techniciens syndicalistes. Le mouvement fut, à la fois, *centralisé* et *démocratique*. Les comités de grève étaient dotés d'importants pouvoirs. Il leur arriva, comme on le verra, d'être obligés par les circonstances de prendre certaines décisions dans le secret le plus rigoureux. Mais, en dehors de ces cas exceptionnels, leurs décisions étaient soumises au contrôle quotidien des assemblées générales de grévistes¹³.

Peut-être le secret de cette réussite réside-t-il dans le fait que les dirigeants de la grève étaient des travailleurs tout récemment sortis du rang et qui n'avaient pas encore eu le temps de se différencier de la « base » en respirant l'air vicié des sommets. Car la grève ne fut dirigée ni par des leaders syndicaux infatués de leur personne et de leur pouvoir, tels que Lewis, ni par des bureaucrates staliniens du type de Foster. Elle le fut par des hommes tels que Wyndham Mortimer, Robert Travis, les frères Reuther, qui venaient d'émerger de la masse des travailleurs de l'auto. Les chefs du mouvement étaient faits de la même pâte que chacun des *guys* (gars) qui leur avaient confié le mandat de les mener à la victoire. Sans doute, certains d'entre eux, Mortimer, Travis, avaient rejoint le parti communiste, mais ils n'avaient pas encore attrapé les vices des vieux chevaux de retour staliniens. Ils étaient encore purs. Ils ressemblaient aux jeunes gens qui dirigèrent, en France, en juin 1936, les grèves avec occupation : à peine ces derniers avaient-ils fait leurs premières armes sur le plan syndical qu'ils rejoignirent le P.C., mais ils étaient encore des militants de base. Jamais, depuis la Révolution d'Octobre, les deux facteurs essentiels de toute action révolu-

tionnaire — spontanéité et conscience — ne s'étaient mariés avec autant d'harmonie et d'efficacité. Les *sit-down*, bien que moins « politisées », furent beaucoup mieux coordonnées que les occupations d'usines françaises. Le mouvement ouvrier américain, dont on avait souvent déploré le caractère « retardataire », offrit ainsi un modèle à suivre au prolétariat du monde entier. A Flint (Michigan), il fut démontré pratiquement que la concentration industrielle, la mécanisation, la rationalisation, poussées au point où elles le sont aux Etats-Unis, créent les conditions permettant aux travailleurs de s'administrer eux-mêmes et, partant, ouvrent la voie au socialisme. Il fut prouvé, autrement qu'en théorie, que les grands monopoles américains avaient, sans le savoir, engendré leur propre négation.

On n'entreprendra pas ici de raconter en détail la grande bataille. Il y faudrait un livre entier. Souhaitons que les deux récits qui en ont été publiés, *Labor on the March*, d'Edward Levinson, et, surtout, *The Many and the Few*, d'Henry Kraus, soient un jour traduits en français. Ces épopées vécues révéleront mieux au lecteur français le vrai visage de l'Amérique que les innombrables traductions d'œuvres d'imagination dont on l'abreuve.

L'état-major de l'U.A.W. choisit tout d'abord deux usines de Flint, *Fisher Body* n° 1 et n° 2, en raison de leur importance stratégique. Les *sit-down* y furent déclenchées à fin décembre 1936 et au début de janvier 1937. Le patronat riposta, dans la seconde de ces entreprises, en essayant de faire mourir de faim et de froid les occupants. Le chauffage fut interrompu. La police, massée aux entrées, tenta d'intercepter tout ravitaillement. Il en résulta une violente bataille. Comme jadis à Homestead, les assaillants furent repoussés et durent honteusement abandonner le terrain.

A la mi-janvier, une trêve fut signée, comme suite à la médiation du gouverneur de Michigan, et les grévistes s'apprétaient à évacuer les usines lorsqu'une indiscretion révéla à leurs dirigeants que *General Motors* n'était pas de bonne foi. La lutte continua. Pour maintenir le moral des combattants et s'assurer un nouvel avantage stratégique, les dirigeants ouvriers décidèrent alors de mettre bas une des immenses usines de Chevrolet. Mais l'opération était difficile; le patronat et les forces de répression étaient sur leurs gardes.

Il fallut recourir à une ruse. Tandis que les ouvriers de l'usine Chevrolet n° 9 cessaient le travail et occupaient l'usine, concentrant sur celle-ci l'attention des forces patronales et policières, une équipe hardie de 400 travailleurs s'empara de l'usine n° 4, dont l'importance stratégique était très supérieure. L'opération, élaborée dans le secret le plus absolu, réussit parfaitement. L'usine fut occupée sans coup férir.

Cet avantage supplémentaire, auquel s'ajouta le refus du gouverneur de faire intervenir à nouveau la force armée contre les occupants, détermina finalement la victoire. Le 11 février 1937, *General Motors* capitula. Le Syndicat de l'Automobile était reconnu comme le représentant exclusif des travailleurs. Le *C.I.O.* triomphait¹⁴.

Les trois lettres *C.I.O.* se mirent à briller dans la conscience ouvrière comme une entité magique, incarnant toutes les aspirations, tous les espoirs, toute la confiance de millions de travailleurs enfin révélés à eux-mêmes. Ils les répétèrent, les chantèrent comme s'ils avaient bu un philtre¹⁵. Le syndicat devint le centre de la vie de tous ces êtres humains longtemps courbés et longtemps frustrés. Non plus seulement un froid bureau d'affaires, chargé de négocier des questions de salaires, comme dans l'*A.F.L.*, mais un foyer, une école, un lieu de divertissement et de joie¹⁶. Les travailleurs américains, dont la société capitaliste avait fait des individualistes, des égoïstes, des cyniques, des « durs », découvrirent soudain ce trésor inconnu : la camaraderie¹⁷. C'était comme si un nouveau monde, une nouvelle existence avaient commencé. Les femmes, deux fois exploitées, en tant qu'ouvrières et en tant que femmes, furent deux fois délivrées. Elles s'étaient battues contre la police comme des lionnes, inspirées par une admirable militante, Genora Johnson, qui, aujourd'hui encore, est sur la brèche à Flint. Et elles commencèrent leur vie consciente en rejoignant le syndicat¹⁸. Les nègres, deux fois exploités en tant que travailleurs et en tant qu'hommes de couleur, furent deux fois émancipés. Jadis, ils avaient été amenés, par cargaisons, comme briseurs de grève. La veille encore, ils étaient utilisés par le patronat, qui attisait les préjugés raciaux pour mieux diviser ses exploités ; ils étaient persécutés et tenus à l'écart comme des parias par leurs frères blancs. Maintenant, ils pouvaient, enfin, la main dans la main de ces derniers,

chanter le chant national du mouvement ouvrier américain : *Solidarity forever* *.

Les *sit-down* ne donnèrent pas seulement aux travailleurs des industries-clés une confiance en eux-mêmes, en leur force collective qui leur avait manqué dans le passé et qui, une fois acquise, ne devait plus les abandonner. Elles ébranlèrent aussi la notion de propriété privée qui, aux Etats-Unis, pays capitaliste par excellence, est encore plus sacro-sainte que dans n'importe quel autre pays au monde. Certes, les grévistes américains, comme ceux de France, avaient respecté scrupuleusement les propriétés de leurs exploités : il ne s'en étaient pas emparés, il les avaient seulement « occupés » pour une courte période. Néanmoins, le *Big Business* poussa des cris d'écorché. Les juristes à sa solde traitèrent les *sit-down* d'actes « révolutionnaires », « subversifs », « destructeurs de la loi et de l'ordre », de « saisies de propriété illégales », d'« étape vers l'expropriation pure et simple¹⁹ ». L'A.F.L. fit chorus. Après avoir essayé de saboter par tous les moyens les *sit-down* de l'automobile, elle en condamna avec horreur le principe. William Green déclara qu'elles étaient « une arme du C.I.O. ouvrant vraisemblablement la voie à une dictature fasciste²⁰ ». Le Congrès fédéral et les législateurs de divers Etats s'empressèrent de passer des lois prohibant les *sit-down*. Les travailleurs ripostèrent en invoquant une notion nouvelle : leur droit de propriété sur leur emploi²¹. Une première brèche était ainsi faite dans la muraille de la propriété privée. Lentement, la conscience des travailleurs s'entr'ouvrait à l'idée que les grandes usines où ils produisaient étaient leur propriété collective.

Mais les *sit-down* de Flint et autres lieux (car l'exemple de Flint avait fait tache d'huile) eurent des conséquences plus immédiates sur le plan syndical et politique. L'épidémie de grèves avec occupation atteignit son apogée en mars 1937, époque à laquelle près de 200.000 travailleurs y participèrent. Et c'est précisément le 2 mars 1937 que l'*U.S. Steel*, comme nous le verrons plus loin **, mettant de l'eau dans son vin,

* Sur les travailleurs nègres dans le mouvement ouvrier, cf. vol. II.

** Voir plus loin, p. 198.

signait un accord avec le C.I.O. Sidney Lens estime que les *sit-down* dans l'industrie automobile furent le facteur principal qui décida les dirigeants du trust de l'acier à renoncer à la politique d'*open shop* qu'ils avaient toujours pratiquée. « Il fallait, écrit-il, éteindre à tout prix les flammes des *sit-down*, et la gigantesque firme Morgan... choisit de traiter avec un modéré tel que Lewis²². »

L'autre conséquence des *sit-down* fut, le 12 avril, la validation du *Wagner Act* par la Cour Suprême de Justice*. Pendant près de deux ans, la Cour avait laissé planer un doute sur la constitutionnalité d'une loi qui obligeait le patronat à traiter d'égal à égal avec les syndicats ouvriers. Maintenant que les gars de l'auto avaient affirmé leurs droits par l'action directe, les juges s'empressaient de rectifier leur position et déclaraient gravement que l'Acte ne violait en rien la sacrosainte Constitution des Etats-Unis²³.

10

L'organisation de l'acier.

Les *sit-down* dans l'automobile n'avaient été ni prévues, ni voulues par John L. Lewis et la haute direction du C.I.O. Habitué à mener le mouvement ouvrier *par en haut*, selon les méthodes bureaucratiques en usage dans le Syndicat des Mineurs, ces messieurs avaient une méfiance instinctive pour tout mouvement spontané venant d'en bas. Ils étaient audacieux, certes, ils n'hésitaient pas à dresser, quand il le fallait, les masses sur leurs jambes; ils savaient prendre un risque. Mais, en même temps, ils avaient une certaine peur des masses. Et ils avaient peur aussi des staliniens et autres radicaux auxquels ils avaient, temporairement, dû donner carte blanche.

En outre, Lewis était beaucoup plus directement intéressé par l'organisation de l'acier que par celle de tout autre secteur industriel. On a vu plus haut pourquoi**. Il avait concentré la plupart des ressources du C.I.O. dans la campagne de l'acier et il avait commencé, dès décembre 1936, à négocier secrètement avec les dirigeants du trust patronal, comme jadis

* Voir plus haut, p. 188.

** Voir plus haut, p. 160-161.

John Mitchell avec Pierpont Morgan. La bataille de l'automobile l'obligea à interrompre ces parolotes ¹.

S'il l'avait pu, John L. Lewis eût essayé, sans aucun doute, de prévenir l'épidémie de *sit-down* dans l'automobile. Mais il fut débordé. Et il fit contre mauvaise fortune bon cœur ². D'un coup d'œil perçant, il sut voir immédiatement les avantages que l'on pouvait tout de même retirer de ce mouvement inopportun ³. Le soulèvement des travailleurs de l'auto, si l'on réussissait à le tenir en main, pouvait obliger le *Big Business* à baisser pavillon devant le C.I.O. Lewis se comporta exactement comme s'il avait tout préparé, tout commandé, tout autorisé ⁴. Il fut réellement superbe. Dès le début des *sit-down* de Flint, il télégraphia aux grévistes que le C.I.O. leur promettait son soutien complet et unanime dans la conduite de la grève : « Vous menez sans aucun doute une des plus héroïques batailles qui aient jamais été entreprises par des grévistes dans un conflit du travail. L'attention du public américain tout entier est concentrée sur vous... Chaque travailleur et chaque représentant du Travail dans ce pays ont une dette de gratitude vis-à-vis de chacun d'entre vous ⁵. »

S'adressant aux journalistes, à Washington, Lewis rappela que le C.I.O. avait aidé tout récemment le Président des États-Unis à repousser l'attaque des « royalistes économiques » qui avaient essayé de le chasser, à coup d'argent, de la Maison Blanche. « Les mêmes royalistes économiques, ajouta-t-il, ont maintenant planté leurs crocs dans le *Labor*, et le *Labor* attend de l'Administration qu'elle soutienne les travailleurs de l'auto dans leur lutte ⁶. »

Lorsqu'un peu plus tard, le Président convoqua les leaders du C.I.O. à la Maison Blanche, et insista pour que les négociations en vue d'un règlement du conflit ne commencent qu'après l'évacuation des usines occupées, John L. Lewis répondit catégoriquement : Non. Et quand le gouverneur de Michigan; Frank Murphy, menaçait de faire intervenir la force armée, Lewis rétorqua : « Je ne mets pas en doute votre aptitude à vous servir de vos soldats et à expulser de ces usines à coups de fusil les membres de notre syndicat; mais laissez-moi vous dire que, quand vous lancerez cet ordre, j'abandonnerai cette conférence et j'entrerai dans l'une de ces usines pour y rejoindre les miens. » Lewis fut certainement pour

beaucoup dans la décision prise finalement par le gouverneur de ne pas faire évacuer par la force les usines occupées⁷.

Dans les négociations finales qui aboutirent à la capitulation de *General Motors*, il démontra d'admirables qualités de négociateur. Comme Robespierre incarna un instant la Révolution française à son apogée, avant de l'arrêter et de la canaliser, John L. Lewis personnifia, au début de 1937, le grand soulèvement des masses. Aucune de ses fautes passées ou futures ne saurait ternir cette gloire.

Aussitôt l'orage passé, John L. Lewis revint au plan qu'il avait mûri et qui était son objectif essentiel : l'organisation de l'acier.

Avant de rompre avec l'*A.F.L.*, il avait essayé, en vain, d'embarquer William Green dans une grande campagne, calquée sur celle de Foster en 1919. Il avait offert de contribuer pour 500.000 dollars à un fonds de 1.500.000 dollars. Mais le tsar du Syndicat de métier des Mécaniciens, Arthur H. Wharton, avait fait échouer la proposition. Lewis se tourna alors vers le vieux Tighe, de l'*Amalgamated*, et lui offrit la coopération et l'argent du *C.I.O.* Cette offre revêtit d'ailleurs l'aspect d'un ultimatum. Les militants de base de l'*Amalgamated* obligèrent Tighe à céder. Il se laissa capturer par le *C.I.O.*, et absorber, avec son syndicat, par un Comité d'organisation de l'Acier, le *Steel Workers Organizing Committee*^{8*}. Ce fut pour ce vieux bonze usé jusqu'à la corde une fin très honorable.

Les mineurs de charbon et les deux syndicats du vêtement, celui de Hillman et celui de Dubinsky, fournirent les fonds nécessaires pour la grande campagne. Un état-major de 433 organisateurs fut constitué et dispersé sur le terrain. Ils opérèrent selon une stratégie minutieusement préparée. Trente-trois offices régionaux furent ouverts dans les centres de l'acier. Un journal fut publié, un chef de publicité, rompu aux techniques modernes, engagé⁹.

Le *S.W.O.C.* s'attaqua, non seulement aux inorganisés, mais aussi et surtout aux travailleurs organisés dans les syndicats « jaunes », les *company unions*. Les magnats de l'acier, en effet, avaient développé fébrilement ce genre d'organisation, afin de faire échec à l'essor du syndicalisme ouvrier sans

* En abrégé : *S.W.O.C.*

violer ouvertement la clause 7 a du *National Recovery Act* *. Ils avaient même eu l'imprudience d'encourager la formation d'un « conseil central des représentants des employés », groupant des délégués de différentes usines, avec l'espoir que ce « soviet » d'un nouveau genre serait dominé par des éléments conservateurs et anti-C.I.O. Mais c'est le contraire exactement qui se produisit. Encore une fois, le *Big Business* avait engendré sa propre négation. Le 20 décembre 1936, 200 « représentants des employés » de tendances progressives, délégués par 42 aciéries, se réunirent à Pittsburgh et décidèrent de s'affilier au Comité d'organisation de Lewis. Ce fut une belle victoire pour le S.W.O.C.¹⁰. A la fin de 1936, 125.000 travailleurs de l'acier avaient rejoint ses rangs¹¹.

Le 2 mars 1937, comme on l'a déjà indiqué, le monde apprit avec stupeur que John L. Lewis venait de signer un accord avec Myron C. Taylor, mandataire du trust de l'acier. Le S.W.O.C. était officiellement reconnu.

La surprenante décision de l'U. S. Steel lui fut dictée par plusieurs raisons : tout d'abord, le fiasco des syndicats « jaunes », qui avaient passé au C.I.O. avec armes et bagages ; ensuite, l'élection au poste de vice-gouverneur en Pennsylvanie de Thomas J. Kennedy, le lieutenant de John L. Lewis au Syndicat des Mineurs : le centre le plus important de l'acier se trouve à Pittsburgh, dans l'Etat de Pennsylvanie, et le gouverneur avait promis que, si une grève de l'acier éclatait, les grévistes seraient entièrement libres de former des piquets de grève, de se réunir, et qu'ils recevraient de l'Etat des indemnités de chômage¹². Une autre raison de l'attitude du trust de l'acier fut la promulgation de la loi Walsh-Healey, qui obligeait les bénéficiaires de commandes gouvernementales à respecter certaines conditions de travail, notamment la semaine de quarante heures¹³. Comme la perspective d'une guerre en Europe laissait espérer d'importantes demandes d'acier, les fournisseurs de ce produit avaient intérêt à faire quelques concessions aux travailleurs, entre autres la semaine de quarante heures, qui figura dans l'accord signé entre Myron C. Taylor et John L. Lewis. En outre, le chef du *Board of Trade* britannique, Sir Walter Runciman, était en visite aux Etats-Unis pour y passer d'importantes commandes d'arme-

* Voir plus haut, p. 166.

ment naval. Il exigeait des livraisons régulières, qu'une grève prolongée de l'acier eût troublées¹⁴. Enfin, et surtout, les magnats de l'*U. S. Steel* avaient été effrayés, comme on l'a vu, par les *sit-down* de l'automobile. Et ils se tournèrent vers John L. Lewis comme vers un sauveur. Ils se souvenaient de son passé de président du Syndicat des Mineurs. Ils savaient qu'il n'avait pu, du jour au lendemain, se transformer, de dirigeant ouvrier conservateur, en un agitateur révolutionnaire. « Lewis, pensèrent-ils, non sans profondeur, est un radical seulement dans ce sens que le conservatisme ne peut réussir à organiser les masses¹⁵. » Et ils placèrent en lui leur confiance, comme Morgan jadis avait mis sa main dans celle de John Mitchell.

Au début de septembre 1937, le jour de la Fête du Travail (*Labor Day*), 200.000 travailleurs de l'acier se rassemblèrent en une démonstration géante à Pittsburgh. Lewis fut acclamé comme un héros¹⁶. Dans ses souvenirs, publiés en 1939, Foster lui rendit hommage pour la façon dont il avait mené à bien la grande tâche dans laquelle le premier avait échoué en 1919¹⁷.

L'acier, ce bastion du *Big Business*, qui, sans la carence de l'*A.F.L.*, eût pu être organisé depuis longtemps, avait enfin cessé d'être *open shop*. Le monde entier, et pas seulement la classe ouvrière américaine, était intéressé à cet événement. Les marchands de canon d'Amérique virent se dresser, en un bloc compact, dans leurs propres aciéries, leurs futurs fossoyeurs.



CHAPITRE III

DIALECTIQUE DU LABOR

Bureaucratisation et militantisme

1. *John L. Lewis canalise le mouvement.* — 2. *La guerre et l'« union sacrée ».* — 3. *Lewis fait bande à part.* — 4. *Walter Reuther et la grève de General Motors (1945-1946).* — 5. *Batailles du Rail et du Charbon (1946).* — 6. *La loi Taft-Hartley.*

1

**John L. Lewis
canalise
le mouvement.**

Dans le chapitre qui précède, j'ai essayé de dégager les traits progressifs — disons même épiques — du rôle joué par les architectes du *C.I.O.*, et en premier lieu par John L. Lewis. Il est temps maintenant de retourner la médaille et d'en contempler le revers.

Lewis avait eu le sens de l'opportunité et l'audace de rompre avec l'*A.F.L.*, puis de prendre la tête de la grande vague de fond de 1936-1937, mais ce coup d'éclat n'avait pas fait de lui, par un coup de baguette magique, un autre homme. La fondation du *C.I.O.* constituait pour le mouvement un énorme pas en avant par rapport au gompérisme. Mais son créateur n'avait pas coupé les racines profondes qui le reliaient au passé. Il demeurait marqué par les traits périmés et retardataires de la vieille direction syndicale. Il ne s'était pas complètement

affranchi de l'étroitesse, de l'égoïsme, de l'exclusivisme du syndicalisme de métier. Il restait foncièrement un conservateur, un adepte endurci de la collaboration des classes. Le C.I.O., par plus d'un trait, ressemblait à la mère du sein de laquelle il était sorti : la vieille A.F.L. Les principes fondamentaux du syndicalisme industriel révolutionnaire, tels que les avaient conçus les I.W.W., c'est-à-dire les notions de solidarité de classe et de lutte de classes, lui faisaient défaut¹.

Quand j'ai comparé Lewis à Robespierre, je ne crois pas avoir surestimé son rôle ni exagéré sa stature. Robespierre était aussi, sur beaucoup de points, un homme du passé. A travers toute la Révolution française, jusqu'à l'été 1793, il donna des preuves répétées de ses tendances conservatrices. Un instant, à l'apogée du mouvement des masses, il en prit la tête. Puis il eut peur d'être dépassé, et, dans un brusque revirement, il le confint. Il redevint (mais avait-il jamais cessé de l'être?) un conservateur. La destinée de Lewis a suivi (dans des circonstances historiques extrêmement différentes) une ligne assez semblable.

Au moment même où il prenait la direction du grand mouvement, Lewis était obsédé par l'idée de contenir l'alarmante marée montante de radicalisme. S'il n'avait pas établi, et établi sans tarder, une direction syndicale nouvelle, de caractère modéré, les travailleurs industriels en rébellion auraient peut-être suivi les « radicaux » de diverses nuances dans une centrale syndicale de lutte de classes. « Déjà, écrit Sidney Lens, d'assez nombreux meetings d'éléments révolutionnaires, soudés en un front unique radical, s'étaient tenus aux fins d'élaborer une stratégie commune dans l'automobile. »

Les fondateurs du C.I.O., Lewis, Hillman, Dubinsky, ne firent que mettre une camisole de force sur un mouvement nouveau et radical déjà en cours de développement. Ils ne réussirent pas entièrement dans leur tâche, puisqu'un assez grand nombre de révolutionnaires purent, avec leur agrément, pénétrer dans l'organisation nouvelle et s'y retrancher si solidement qu'il fut ensuite impossible de les en déloger. Mais ils atteignirent malgré tout leur objectif essentiel : créer une nouvelle Fédération du Travail de tendances modérées, afin de prévenir la formation d'une centrale syndicale militante et « rouge ».

Vues sous cet angle, ajoute Lens, les positions respectives

de John L. Lewis et de William Green n'étaient pas fondamentalement différentes. D'ailleurs, Green et Lewis n'avaient-ils pas été étroitement associés dans le passé? N'était-ce pas Lewis qui avait « fait » Green et qui l'avait hissé, le considérant comme son homme de paille, à la présidence de l'*A.F.L.*, après la mort de Gompers? « Le désaccord entre Lewis et le reste des dirigeants de l'*A.F.L.* ne portait pas sur une conception fondamentalement différente des problèmes sociaux, mais seulement sur le point de savoir *comment* arrêter la croissance alarmante du radicalisme dans les syndicats. » Il y avait seulement désaccord sur la méthode.

Celle de Green avait consisté à contenir la révolte prolétarienne dans le cadre de *federal unions*, placées sous la tutelle de la Fédération *. La méthode avait échoué. La vague de fond irrésistible des travailleurs industriels ne pouvait être canalisée par des moyens aussi mesquins. Il fallait en trouver de nouveaux pour empêcher le mouvement de s'orienter dans une voie révolutionnaire. Lewis comprit qu'il fallait mettre en œuvre une méthode plus audacieuse et de plus large envergure. A l'appui de cette thèse, Lens cite le discours prononcé, au congrès d'Atlantic City, en 1935, par Charles P. Howard, président du Syndicat national des Typographes, qui fut un des fondateurs du *C.I.O.* (pour finalement rester avec l'*A.F.L.*). « Les travailleurs de ce pays, dit en substance Howard, sont en train de s'organiser, et s'ils ne sont pas mis à même de s'organiser sous la bannière de l'*American Federation of Labor*, ils s'organiseront sous quelque autre direction ou même [ô horreur!] sans direction du tout. Ils tomberont sous l'influence de forces subversives, situation qu'*aucun délégué* au congrès de l'*A.F.L.* ne souhaite ². »

Bien des années avant la fondation du *C.I.O.* en 1924, une étudiante du syndicalisme américain, Sylvia Kopald, s'était demandé comment le mouvement ouvrier vieilli et périmé de l'*A.F.L.* serait un jour régénéré. Et elle formulait l'hypothèse que « les anciens leaders pourraient se mettre eux-mêmes à la tête des politiques nouvelles ³ ». Sa prédiction ne se trouva pas entièrement vérifiée, puisque les leaders du *C.I.O.* durent passer par-dessus la tête de William Green et des bonzes des syndicats de métier. Mais, dans une certaine mesure, elle

* Voir plus haut, p. 162-163.

avait tout de même vu juste. Lewis et ses associés appartenaient, malgré la structure industrielle de la plupart de leurs syndicats, à l'ancienne direction du mouvement syndical. Et ils canalisèrent le grand mouvement des années 1930 en se mettant eux-mêmes à la tête du nouveau syndicalisme industriel.

*

L'entreprise conservatrice de John L. Lewis fut d'ailleurs facilitée par l'attitude même de presque tous les « radicaux » dont il s'efforçait de contenir l'influence « subversive ». La plupart d'entre eux, et notamment les staliniens et les social-démocrates, lui accordèrent un appui sans lequel il n'aurait pu réussir dans sa tâche. La « ligne générale » dictée par le Komintern avait brusquement passé du camouflage ultragauchiste de la « troisième période » à l'opportunisme de la période dite des « fronts populaires », qui, en Amérique, se traduisit par le soutien du Président Roosevelt et de son *New Deal*. Les staliniens témoignèrent à John Lewis des trésors de bienveillance. Ils le baptisèrent le « Samson du Labor ». Earl Browder le traita, en 1938, de « plus grand leader syndical américain ». Dans ses écrits de 1937 et 1939, Foster le ménage et le cajole⁴. « Tel qu'il fut, écrit Lens, le soutien que les staliniens accordèrent au nouveau mouvement agit comme un facteur de consolidation. »

Les social-démocrates groupés autour de Walter Reuther, de l'Automobile, et qui, à cette époque, marchaient la main dans la main avec les staliniens, les *lovestoneites* qui inspiraient le président du Syndicat de l'Automobile, Homer Martin, se trouvèrent ensemble, malgré des querelles qui les opposèrent les uns aux autres, dans le chœur des *supporters* de John L. Lewis⁵.

Lewis ne bénéficia pas seulement de l'appui de la plupart des « radicaux » ; il réussit, en outre, à capturer, au sein de ces derniers, certaines individualités, qu'il domestiqua et « déradicalisa » en leur offrant un bon emploi au moment psychologique. « Plus d'un de ces radicaux, note Lens, staliniens y compris, quittèrent complètement leur organisation et devinrent de simples syndicalistes soutenant le régime de la direction du C.I.O. » Rien n'est plus significatif, ajoute-t-il,

que le nombre d'anciens politiciens gauchistes qui se trouvent maintenant à la tête des diverses unions du C.I.O.⁶ Un autre observateur récent, C. Wright Mills, a consacré des pages pénétrantes à ce glissement des idées radicales au syndicalisme pratique, et il a analysé la mentalité de ces « hommes qui, après avoir été socialistes, firent le grand compromis, désertant les larges idées pour une parcelle de pouvoir⁷ ».

Dans l'Automobile. — Le mouvement des masses s'était manifesté avec le plus de spontanéité et de force dans l'industrie automobile; et le C.I.O. y avait remporté sa plus grande victoire. C'est donc sur ce terrain-là que Lewis et les dirigeants du C.I.O. durent donner le premier coup de frein.

La fissure entre la « base » et le « sommet » apparut dès le lendemain de la bataille de *General Motors*. L'accord signé par les U.A.W. avec le puissant monopole constituait, comme le dit Levinson, une « avance monumentale⁸ », mais il n'était pas absolument satisfaisant. Le syndicat n'était reconnu comme porte-parole des ouvriers que dans les dix-sept usines qui avaient fait grève, et seulement pour une période de six mois. Le syndicat était « reconnu », mais le patronat continuait à s'arroger le droit d'embaucher et d'employer des non-syndiqués. En outre, le contrat contenait de sérieuses lacunes en ce qui concerne le *speed-up**, l'ancienneté, les délégués d'atelier, les salaires minima, etc. Le représentant de Lewis, John Brophy, eut à défendre l'accord contre une opposition qui, entre autres, demandait qu'il fût l'objet d'un referendum. Un referendum! Les auteurs de cette étrange proposition se croyaient-ils encore au temps des I.W.W.? Sous un prétexte fallacieux, on s'empessa de refuser aux travailleurs cette procédure démocratique⁹.

La fissure se révéla plus nettement encore au cours de la grève Chrysler, une *sit-down* qui suivit celle de *General Motors* en mars 1937 et dura dix-sept jours. La compagnie avait accepté de reconnaître le syndicat en tant que représentant de ses membres, mais refusé de lui accorder l'exclusivité de la représentation ouvrière. La grève éclata sur ce point précis. Mais Lewis conclut, de son propre chef, une trêve avec le magnat Chrysler, aux termes de laquelle les travailleurs durent

* L'accélération de la cadence de la « chaîne ».

évacuer les usines sans avoir obtenu ce pour quoi ils s'étaient mis en grève. Chrysler félicita publiquement John L. Lewis pour le « succès » de son intervention. Quand le maquignonnage fut soumis aux ouvriers, ceux-ci répondirent par des huées. « Il fallut procéder, écrit Lens, à cinq votes avant que les travailleurs de l'usine principale Dodge ne consentissent à abandonner les ateliers. Frankenstein versa de vraies larmes et supplia les hommes d'avoir confiance en Lewis, mais ils refusèrent d'évacuer la propriété. Ce fut seulement quand des centaines d'entre eux furent partis de dégoût que la poignée de ceux qui restaient se résignèrent finalement à partir. » Et Lens ajoute : « La grève Chrysler marque le commencement de la fin des grèves avec occupation ¹⁰. »

Dès ce moment, Lewis et ses porte-parole multiplièrent les déclarations condamnant les *sit-down*. John Brophy (encore lui) déclara que « le C.I.O. ferait de son mieux pour éliminer les *sit-down* des industries où des accords satisfaisants ont été obtenus ». « Lorsque les négociations collectives sont pleinement acceptées, écrit le stalinien Len De Caux, rédacteur en chef du bulletin du C.I.O., lorsque le syndicat obtient sa reconnaissance et qu'un accord a été conclu, les membres du C.I.O. acceptent la pleine responsabilité d'appliquer celui-ci, pour ce qui les concerne, d'une façon disciplinée, et ils s'opposent aux *sit-down* ou à toute autre forme de grève tant que le contrat reste en vigueur ¹¹. »

Mais les *sit-down* ne s'évanouirent pas si facilement sous la baguette magique de John L. Lewis. La « base » continua pendant de longs mois à user spontanément de cette arme, dont elle avait découvert la merveilleuse efficacité. Les *sit-down* devinrent des « grèves sauvages », c'est-à-dire désapprouvées par la direction syndicale. Elles se rallumèrent çà et là tout au long de l'année 1937, généralement justifiées par quelque provocation patronale. La plus notable fut celle des usines Pontiac, à la fin de novembre. Dans ces divers conflits, le président des U.A.W., Homer Martin, d'accord avec Lewis, intervint avec rudesse. Il déclara les grèves illégales, menaça les grévistes de leur retirer tout soutien, financier ou autre, et les obligea finalement à reprendre le travail. Sur quoi, le capitaliste *New York Herald Tribune* le félicita pour ses qualités d'« homme d'Etat syndical ¹² ».

Depuis, les *sit-down* ont été mises à l'index par le C.I.O. Dans

un livre écrit en 1940, Philip Murray, le lieutenant de Lewis (avant de devenir son successeur), insista sur le fait que les leaders ouvriers ont mis en garde contre leur utilisation. « Sous cette pression, la *sit-down* a perdu sa popularité aussi vite qu'elle l'avait acquise... Ce type de grève... n'a que rarement l'approbation et le soutien des dirigeants syndicaux nationaux ¹³. »

Le célèbre journaliste Walter Lippman conseilla, vers le milieu de 1937, aux employeurs de s'entendre avec Lewis et de l'aider ainsi à développer dans les rangs ouvriers « la discipline et le sens de la responsabilité ». Et il ajouta, à l'appui de sa thèse : « Je trouve frappant et significatif que dans l'industrie automobile, M. Lewis et M. Martin aient essayé aussi sérieusement de supprimer les grèves non autorisées ¹⁴. »

Dans l'Acier. — Le mouvement fut beaucoup plus facilement canalisé dans cette industrie, car il n'avait jamais revêtu un caractère aussi spontané que dans la précédente. Il y eut dans l'automobile un certain décalage entre l'apogée du grand soulèvement et sa domestication. Dans l'acier, les deux opérations furent simultanées. Le mouvement fut muselé au moment même où il remporta la victoire. Les vainqueurs furent chargés de chaînes en même temps que de lauriers.

L'accord signé entre Lewis et le trust de l'acier le fut sans que les travailleurs aient été consultés ou même informés de ce qui se tramait. Le trust, comme nous l'avons vu *, traita avec Lewis, parce que celui-ci lui apparut comme le moindre mal. Son conservatisme du passé était une garantie pour l'avenir. Un journaliste écrivit, au lendemain de l'accord, que les magnats capitalistes avaient hâte de voir « le *Labor* complètement organisé en syndicats responsables, de telle sorte que le patronat pût conclure des contrats permettant de faire des plans de production sans être menacé à chaque instant d'être entravé par des troubles ouvriers ¹⁵. »

Les *U.A.W.*, le Syndicat de l'Automobile, naquirent dans la lutte, au cours de grèves géantes. Le *S.W.O.C.*, le Comité d'organisation de l'Acier, obtint sans combat sa reconnaissance par le trust de l'acier. Cette différence d'origine marqua les deux organisations d'une empreinte indélébile. Les *U.A.W.* se

* Voir plus haut, p. 199.

développèrent par *en bas*, le S.W.O.C. fut créé d'*en haut*, administrativement, par un état-major disposant de beaucoup d'argent. De plus, le S.W.O.C. fut constitué par une équipe d'anciens dirigeants du Syndicat des Mineurs qui étaient rompus, depuis bien des années, dans l'art de bâillonner la démocratie. Etudiant, en 1927, les *United Mine Workers*, André Philip les qualifiait de « groupement puissamment centralisé, à forme militaire », et soulignait que leur président avait les pouvoirs d'un « véritable dictateur¹⁶ ». Le biographe de John L. Lewis, James Wechsler, montre que la plupart des districts du Syndicat des Mineurs perdirent, l'un après l'autre, le droit d'élire leur président et se virent imposer un tuteur « provisoire », nommé par Lewis. Et il ajoute que Lewis amena avec lui au C.I.O. beaucoup de ses anciens subordonnés du Syndicat des Mineurs et que les fonctionnaires du C.I.O. se virent imposer le même code antidémocratique que les officiels du Syndicat des Mineurs¹⁷.

« L'organisation des travailleurs de l'acier, note, de son côté, Edward Levinson, fut, pour une large part, l'œuvre du Syndicat des Mineurs et de ses chefs locaux et nationaux. Cette situation devait durer jusqu'à ce qu'une direction de l'acier eût eu le temps de se développer et de devenir mûre pour les responsabilités¹⁸. » Mais le S.W.O.C. et son successeur, les *United Steelworkers*, n'ont jamais été délivrés du carcan de fer qui leur fut infligé dès le berceau. Reprenant les fameux critères démocratiques d'Abraham Lincoln : gouvernement *du* peuple, *pour* le peuple et *par* le peuple, Robert Brooks écrit : « Le Comité d'organisation des travailleurs de l'acier est une démocratie *des* travailleurs de l'acier et *pour* les travailleurs de l'acier, mais non *par* les travailleurs de l'acier. » Et il note que dans peu de syndicats la proportion de leaders non élus et venant du dehors est aussi élevée : « Depuis le président Murray jusqu'au plus modeste représentant sur le terrain, tous les dirigeants du S.W.O.C. sont nommés... Tous les dirigeants nationaux, tous les directeurs régionaux, presque la moitié des directeurs sub-régionaux et beaucoup des représentants sur le terrain ont fait leur apprentissage de dirigeants ouvriers ailleurs que dans l'industrie de l'acier¹⁹. »

Tous ceux (dont l'auteur de ces lignes) qui ont visité les locaux du Syndicat de l'Acier à Pittsburgh, ont pu constater qu'ils ressemblent davantage aux bureaux d'une grande entre-

prise industrielle qu'à la permanence d'un syndicat ouvrier. Les dirigeants du Syndicat, loin d'essayer de corriger cette impression, l'entretenaient et en tirent orgueil²⁰.

Une autre raison pour laquelle le Syndicat des travailleurs de l'acier est né dictatorial, réside dans le fait que, comme on l'a vu *, il s'est constitué en grande partie par l'absorption des *company unions*, des syndicats « jaunes ». Ayant pris l'habitude d'être mis en tutelle par les organisations fomentées par leurs employeurs, les travailleurs de l'acier passèrent insensiblement de la dictature patronale à celle des bonzes du Syndicat des Mineurs.

Les exploités du trust de l'acier, par la faute de l'A.F.L., avaient dû attendre trente ans pour s'affranchir. Leur affranchissement, en 1937, fut un immense pas en avant, un événement aussi important peut-être que l'affranchissement du paysan allemand de l'Est de l'Elbe quand, au lendemain de la dernière guerre, la caste des hobereaux fut — enfin — liquidée. Mais, ici et là, un joug nouveau succéda à l'ancien : les paysans de l'Allemagne orientale durent se soumettre aux agents de Staline, et les travailleurs américains de l'acier furent domestiqués par John L. Lewis et Philip Murray.

Dans les autres industries. — Les méthodes d'organisation mises en œuvre dans l'acier furent répétées dans toutes les autres industries où les travailleurs ne furent pas capables de s'organiser spontanément ou de réagir contre les empiètements bureaucratiques de leurs libérateurs. « Au lieu d'accorder, écrit Sidney Lens, des chartes de syndicats nationaux autonomes dans les nouveaux champs d'organisation, le C.I.O. adopta la politique de constituer des comités d'organisation. » C'est ce qui se passa, outre l'acier, dans le textile, dans la viande, le pétrole et autres industries²¹. Dans le textile, par exemple, Sidney Hillman, comme le souligne Benjamin Stolberg, organisa à moitié les travailleurs, aussi vite qu'il le put, sans agitation syndicale réelle, avec le seul but de les lier en série, si l'on peut dire, par des contrats avec les différentes associations d'employeurs. Toute cette procédure fut dirigée d'en haut, sans la moindre participation effective des travailleurs²².

* Voir plus haut, p. 197-198.

Le *C.I.O.* nomma tous les membres des divers comités d'organisation. Ces derniers ne consentirent pas davantage d'autonomie à la « base » que l'*A.F.L.* n'en avait accordé aux *federal unions* ou aux travailleurs de l'automobile lorsque Green imposa à ceux-ci, à leur premier congrès, un président de son choix*. Toutes décisions concernant les grèves, les contrats furent réservées aux comités d'organisation, qui conservèrent jalousement dans leurs coffres la plupart des fonds des sections syndicales locales. Lens conclut que le *C.I.O.* débuta avec une structure déjà fortement centralisée, beaucoup plus centralisée que celle de l'*A.F.L.*, dont la conception périmée de l'« autonomie des métiers » et le « volontarisme** » avaient au moins eu l'avantage de laisser aux syndicats de chaque industrie le soin de s'organiser et de s'administrer eux-mêmes. L'*A.F.L.* avait été construite, à l'origine, plus ou moins, *de bas en haut*. Beaucoup de syndicats du *C.I.O.* le furent *de haut en bas*²³.

C'est par des méthodes bureaucratiques analogues que le *C.I.O.* procède, actuellement, à l'organisation des travailleurs du Sud des Etats-Unis. J'ai observé sur place cette campagne, et j'en parlerai le moment venu***.

2

La guerre et l'« union sacrée ». Le processus de bureaucratisation du *C.I.O.* se fût développé lentement, il eût demandé un certain nombre d'années si un événement extérieur de proportions gigantesques n'avait précipité cette évolution : la guerre¹. A peine adolescente, la jeune organisation fut absorbée, dès 1941, dans la machine totalitaire de l'impérialisme américain, annexée, domestiquée, sclérosée avant l'âge. Elle le fut bien davantage que la vieille *A.F.L.*, en raison même de sa structure et de sa composition ; du fait de sa base industrielle, de son organisation par en haut, de sa centralisation, le *C.I.O.* était beaucoup plus facile à capturer que le conglomérat de syndicats de métier autonomes qui constituaient la vieille fédération. En outre, c'était lui, et

* Voir plus haut, p. 162-165.

** Voir plus haut, p. 100.

*** Voir plus loin, p. 307-321.

non l'*A.F.L.*, qui avait organisé les ouvriers des industries-clés, c'est-à-dire de celles ayant le rapport le plus direct avec la guerre. Le gouvernement des États-Unis ne pouvait, certes, négliger les travailleurs du bâtiment, organisés dans les syndicats de métier de l'*A.F.L.*, car il fit construire beaucoup d'usines, entre autres les monstres industriels affectés à la fabrication des bombes atomiques; mais il avait surtout besoin de disposer, dans l'acier, dans l'automobile, dans l'industrie aéronautique, dans le caoutchouc, etc., d'une main-d'œuvre docile.

La direction du *C.I.O.* fut mobilisée pour cette tâche. Elle s'en acquitta à la satisfaction de ses maîtres, c'est-à-dire en trahissant les intérêts des travailleurs. Les grèves furent mises hors la loi, non sur un ordre d'en haut, comme chez Hitler ou Mussolini, mais d'une façon plus subtile, par la renonciation « volontaire » des dirigeants syndicaux à cette arme essentielle de défense des travailleurs. Pour les récalcitrants éventuels, on recourut à des lois limitant le droit de grève ou même à l'intervention de la force armée. Les salaires furent bloqués, les ouvriers enchaînés à leur emploi. Toute une procédure d'arbitrage obligatoire fut mise en œuvre pour les empêcher de revendiquer librement. Bien que les salaires « gelés » fussent très en retard sur la hausse inflationniste du coût de la vie, les travailleurs acceptèrent, au début, ces entraves avec une relative docilité, car la production de guerre avait non seulement absorbé le chômage chronique, mais procuré un *job* à ceux qui n'avaient jamais encore travaillé en usine, notamment aux femmes². Tous les membres d'une même famille obtinrent un emploi, et leurs paies additionnées améliorèrent le niveau de vie de l'unité familiale. De plus, tous firent des heures supplémentaires³. La classe ouvrière ne commença à prendre conscience de la trahison de ses chefs et à s'insurger qu'avec un certain décalage.

En outre, le Président Roosevelt jouissait, depuis le *New Deal*, d'un énorme prestige auprès des travailleurs. Ceux-ci, oubliant la part prépondérante et décisive qu'ils avaient prise eux-mêmes dans cette profonde transformation sociale, savaient gré à F.D.R. * de les avoir aidés à bâtir leurs syndicats

* Les initiales de Franklin Delano Roosevelt sous lesquelles on désigne familièrement aux États-Unis le défunt Président.

et d'avoir amélioré de façon tangible les conditions de travail, les rapports entre employeurs et employés à l'atelier, enfin les salaires eux-mêmes, Roosevelt s'était ainsi fait une réputation solidement établie d'« ami du Labor ». Il était passé maître dans l'art d'enjôler les masses populaires⁴. Ce prestige l'aïda, pendant un certain temps, à faire avaler aux ouvriers sa politique de guerre antiouvrière. Il camoufla celle-ci sous le slogan de l'« égalité du sacrifice ». Le *Big Business* était censé contribuer pour sa part à la « guerre de libération », en versant des impôts accrus. Mais les travailleurs, qui n'avaient pas été oubliés par le fisc, puisque ce dernier leur fit payer de lourds prélèvements sur les salaires, découvrirent assez vite que leur pouvoir d'achat allait en s'amenuisant, tandis que les grands monopoles entassaient de fabuleux profits. Enfin, pour faire accepter aux salariés le blocage de leurs salaires, Roosevelt créa un contrôle des prix, l'*Office of Price Administration* *. Mais les ouvriers s'aperçurent assez vite que cet organisme postiche se montrait absolument incapable d'arrêter la hausse du coût de la vie.

Le Président Roosevelt, sentant qu'il lui serait très difficile d'entraîner l'opinion publique américaine dans une intervention militaire en Europe, réussit, par de machiavéliques manœuvres, à provoquer l'agression japonaise. Le 7 décembre, une escadre américaine fut « surprise » à Pearl Harbor et détruite **. Enfin, le Président disposait d'un prétexte valable

* En abrégé : O.P.A.

** La vérité sur Pearl Harbor est encore insuffisamment connue en France. Dans une publication récente (*Les Fondements de la Politique extérieure des Etats-Unis*, 1949, 155), M. Raymond Guillien prétend qu'en 1941 « les Etats-Unis n'ont ménagé aucun effort pour parvenir à un nouvel accord » avec le Japon, qu'ils « ont épuisé les ressources de leur diplomatie et de leur patience » et qu'à la veille de la rupture, « la probabilité est grande que les Etats-Unis se résignaient à de nouvelles et grosses concessions ». C'est ainsi qu'on écrit l'histoire à la Fondation nationale des Sciences Politiques. Mais l'illustre historien libéral américain, Charles A. Beard, l'auteur de l'admirable et classique *Rise of American Civilization*, a fait entendre, avant de mourir, un tout autre son de cloche. Dans un ouvrage monumental, *President Roosevelt and the Coming of the War, 1941*, publié en 1948 et que chacun peut consulter à notre Bibliothèque Nationale sous la cote 8° Pb 9158, il démontre, de façon, à mon avis, péremptoire, que le Président Roosevelt et son gouvernement firent de leur mieux pour provoquer l'agression nipponne. Loin de représenter une « concession », le memorandum adressé par Washington à Tokyo, le 26 novembre 1941, énonçait « les exigences maxima d'une politique américaine pour tout l'Orient ». Il allait plus loin que tout ce qu'avaient osé dans le passé les « impérialistes » américains. Roosevelt et ses collaborateurs savaient pertinemment que le memorandum serait rejeté par les Japonais et l'ambassadeur nippon vint aussitôt leur dire qu'il le considérait comme « une sorte d'ultimatum ». Le lendemain, 27 novembre, le Département

pour faire entrer les Etats-Unis dans le conflit mondial, et, partant, pour obliger les travailleurs à se sacrifier sur l'autel de la patrie. Le lendemain même de Pearl Harbor, le 8 décembre, il convoqua une conférence tripartite (gouvernement, patronat, syndicats) et fit accepter aux dirigeants ouvriers un programme en trois points : renonciation « volontaire » au droit de grève; arbitrage obligatoire; création à cet effet d'un *War Labor Board* ⁶.



La renonciation à la grève, le *no-strike pledge*, livra les travailleurs pieds et poings liés à leurs employeurs privés et au super-employeur du temps de guerre : le gouvernement. Les dirigeants syndicaux sacrifièrent presque sans contrepartie une position stratégique excellente. La demande de main-d'œuvre était très supérieure à l'offre. Les ouvriers se trouvaient dans une position extrêmement favorable et pouvaient tenir la dragée haute à leurs exploiters. S'ils n'avaient pas été privés du droit de grève, ils eussent pu obtenir des avantages considérables. La simple *menace* d'une grève leur eût fait arracher des concessions substantielles. Mais leurs chefs les vendirent pour un plat de lentilles. « Contrairement aux leaders de l'industrie, écrit Sidney Lens, qui refusèrent de concéder quoi que ce soit sans avoir obtenu quelque chose en échange, les leaders du travail, par une transaction inégale

d'Etat rédigea une déclaration indiquant que « le Japon pouvait agir brusquement », qu'« il pouvait rompre d'un moment à l'autre » et que la parole était maintenant à l'armée et à la flotte des Etats-Unis. Toute une série de messages secrets japonais furent interceptés, qui prouvaient qu'une attaque nipponne était imminente. Le matin du 7 décembre, vers dix heures, Roosevelt eut connaissance de la note de rupture japonaise, interceptée et déchiffrée, qui devait être délivrée à son gouvernement à 13 heures, et qui fut remise, en fait, *une heure plus tard* — une heure trop tard. Et, pourtant, la flotte américaine du Pacifique, au lieu de prendre la mer, recut l'ordre de rester dans le port de Pearl Harbor où les Japonais l'attaquèrent et la détruisirent au début de l'après-midi. Charles Beard estime qu'il est impossible de prétendre que Roosevelt fut « surpris » par l'attaque (p. 238-247, 289, 347, 367, 527-528, 551-552). Au procès du général Tojo, l'avocat américain de Pinculpé affirma que Washington avait volontairement retardé la remise de la note de rupture japonaise par l'ambassadeur jusqu'au moment où l'attaque sur Pearl Harbor avait déjà commencé. Dans ses déclarations à la commission d'enquête sur l'attaque de Pearl Harbor, en 1946, l'ancien secrétaire à la Guerre, Henry L. Stimson, exposa que « pour avoir le plein soutien du peuple américain » il était désirable de « laisser les Japonais tirer le premier coup de feu » et que, malgré tous les risques militaires qu'une telle tactique comportait, le gouvernement américain voulut que les Japonais commissent le premier acte d'agression ouverte ⁶.

et sans même essayer de marchander, abandonnèrent leur arme la plus efficace pour de nébuleuses promesses d'avenir⁷. »

L'arbitrage obligatoire, par le truchement du *War Labor Board*, acheva de désarmer les travailleurs. Pour créer une illusion d'impartialité, comme Mussolini le fit lorsqu'il créa ses soi-disant « corporations », le *Board* fut formé sur une base tripartite et composé en nombre égal de représentants des syndicats, du patronat et du « public ». Mais le « public » n'était autre que le gouvernement, censé représenter l'« intérêt général ». Et le gouvernement n'était autre que l'agent d'exécution du *Big Business*. Les représentants des syndicats, réduits au rôle d'une minorité impotente, aidèrent à entretenir l'illusion que le *Board* était une agence « impartiale ». Les sentences rendues par celui-ci ne le furent pas en faveur des travailleurs. Sa tâche la plus claire fut de domestiquer les syndicats, d'appliquer avec rigueur le blocage des salaires et de briser les grèves. Par la suite, le Président Roosevelt habilita, par décret, le *Board* à prendre des mesures punitives contre les syndicats « récalcitrants ». Un jour de lucidité, Matthew Woll, pourtant un des bureaucrates les plus impénitents de l'*A.F.L.*, déclara que le *War Labor Board* était devenu « un bâton d'agent de police⁸ ».

Au début de 1942, le Président obtint des syndicats leur renonciation « volontaire » au droit, qui leur était garanti par leurs contrats, de recevoir paie double pour les heures de travail effectuées les dimanches et jours fériés⁹. Le 16 juillet, le *War Labor Board* bloqua les salaires en promulguant la *Little Steel formula*. La « formule » tira son nom du fait qu'elle fut appliquée tout d'abord aux aciéries non rattachées au trust de l'acier (*U. S. Steel Corporation*) et groupées en une association connue sous le sobriquet de *Little Steel*. La « formule » fut ensuite appliquée à l'ensemble des industries. Évaluant à 15 % la hausse du coût de la vie entre janvier 1941 et mai 1942, le *Board* interdit toute hausse de salaires supérieure à ce pourcentage. À partir de mai 1942, les prix étaient censés être bloqués; les salaires devaient donc l'être aussi¹⁰. En fait, les prix montèrent en spirale, malgré l'*O.P.A.*, et les salaires restèrent « gelés ».

Les représentants des syndicats participèrent à un autre office, la *War Manpower Commission*, dont l'objet était la régimentation de la main-d'œuvre. Ils se firent ainsi les com-

plices du décret exécutif pris, le 17 avril 1943, par le Président Roosevelt, sur proposition de cet Office, et qui, pour la durée de la guerre, liait les travailleurs à leur emploi, comme les serfs du moyen âge à leur terre. L'ouvrier n'avait plus le droit de quitter son *job* pour essayer de trouver ailleurs de meilleures conditions de travail¹¹.



Quand les travailleurs s'insurgèrent, le gouvernement n'hésita pas à faire intervenir l'armée contre eux, avec l'approbation des « hommes d'Etat syndicaux ». C'est ce qui se produisit à Inglewood (Californie), en juin 1941, à l'usine aéronautique *North American Aviation*. Le Président Roosevelt fit occuper l'entreprise par la troupe et menaça les grévistes de les mobiliser dans l'armée. Philip Murray s'empressa de condamner la grève et délégua un représentant, avec le mandat de révoquer les dirigeants de la section syndicale locale et de faire cesser le conflit. Sidney Hillman avait approuvé l'intervention du Président des États-Unis¹².

Plus tard, lorsque les mineurs en lutte défièrent le *no-strike pledge* et la *Little Steel formula* *, le Congrès passa le *Smith-Connally Act* (25 juin 1943), qui interdit la cessation du travail dans les entreprises gérées par le gouvernement et institua diverses procédures destinées à freiner les grèves. Il suffit désormais au pouvoir exécutif de saisir une entreprise pour y mettre la grève hors la loi¹³. Roosevelt, pour la forme, usa de son droit de veto contre la nouvelle loi. Mais le Congrès passa outre et le Président ne fit rien pour déplacer les quelques voix de démocrates du Sud qui eussent pu renverser le vote. En fait, il avait, dès la fin de 1941, promis aux réactionnaires du Sud une législation antiouvrière en échange de leur ralliement à l'entrée en guerre des États-Unis¹⁴.

Comme fiche de consolation pour les énormes sacrifices consentis au nom des travailleurs, les dirigeants syndicaux obtinrent quelques maigres avantages. L'un d'eux fut l'introduction dans les contrats de travail de la clause dite *maintenance of membership*, un dérisoire cadeau offert par le War

* Voir plus loin, p. 231.

Labor Board au mouvement syndical. Dans les syndicats de métier, où les travailleurs sont organisés à presque 100 % et où la main-d'œuvre est stable, les relations entre employeurs et salariés reposent presque toujours sur le *closed shop*, un arrangement aux termes duquel tous les salariés doivent obligatoirement être membres du syndicat au moment de leur embauchage et le demeurer. Un tel arrangement suppose que la quasi-totalité des travailleurs d'une profession donnée font partie du syndicat, et qu'ils ne se déplacent pas d'une profession à l'autre. Dans les industries de production de masse où les travailleurs n'étaient encore que partiellement organisés, et où leur non-spécialisation leur permettait de passer aisément d'une industrie à l'autre, le *closed shop* était difficilement applicable; et le C.I.O. lui avait substitué la revendication de l'*union shop*, un arrangement aux termes duquel les travailleurs peuvent être embauchés sans être membres du syndicat, mais doivent s'affilier à celui-ci dans un délai de 30 à 60 jours. Mais l'*union shop* n'avait encore été arraché ni dans l'acier, ni dans l'automobile, ni dans la plupart des autres industries-clés. Ford fut le seul à l'accorder à ses travailleurs au printemps de 1941. Et, durant la guerre, les dirigeants syndicaux renoncèrent à leur revendication pour une forme abâtardie d'*union shop*, la *maintenance of membership*, un arrangement aux termes duquel tous les salariés qui sont membres du syndicat à l'expiration d'un certain délai (généralement quinze jours), consécutif à la signature du contrat, et tous ceux qui, au delà de ce délai, rejoignent le syndicat, doivent rester membres de celui-ci pour la durée du contrat. Cette formule a le grave inconvénient de laisser au travailleur le soin de décider s'il désire ou non rejoindre le syndicat. Il reste ainsi désarmé devant la pression patronale, qui tend à s'exercer sur lui pour le détourner de l'organisation ouvrière¹⁵.

Plus d'un travailleur s'écria : « Pourquoi paierais-je des cotisations au syndicat, si je peux obtenir tout autant sans en faire partie? » Philip Murray commença par protester dans les termes les plus violents contre la *maintenance of membership*, qu'il dénonça comme une sordide manœuvre pour priver les travailleurs de l'*union shop*. Mais il finit par accepter docilement le petit morceau de sucre offert par le *War Labor Board*¹⁶.

Une autre fiche de consolation offerte au mouvement syndical fut le *check-off*, un arrangement aux termes duquel l'employeur déduit des fiches de paie des ouvriers syndiqués le montant des cotisations syndicales et transmet celles-ci au syndicat. Combinaison éminemment favorable à la bureaucratie syndicale, puisqu'elle assure à celle-ci, « dans un fauteuil », si l'on peut dire, des rentrées régulières de fonds. Mais le *check-off* a le grave inconvénient de creuser un fossé entre la « base » et la direction syndicale. Il fait de l'employeur, suivant l'expression de Daniel De Leon, « une sorte de trésorier du syndicat¹⁷ ». Le cotisant a l'impression que le fisc, le patronat et le syndicat ne sont qu'une seule et même immense machine anonyme, installée au-dessus de lui et contre laquelle il ne peut rien. Ne payant pas ses cotisations directement au syndicat ou à l'agent de celui-ci sur le lieu du travail, il ne prend pas l'habitude de se rendre au siège de l'organisation, il ne considère pas celle-ci comme sienne, et ses liens avec le représentant du syndicat à l'atelier restent lâches.

En compensation des sacrifices consentis par le *Labor*, les dirigeants syndicaux furent admis à siéger dans d'innombrables offices de guerre, chargés de régler les questions de production, de main-d'œuvre, de salaires. Leur vanité y fut fiâtée. Mais ils n'y eurent jamais réelle voix au chapitre. Les représentants de l'Etat capitaliste et du *Big Business* y régnerent en maîtres. Contrairement à ce qui se passa en Angleterre, où les conservateurs admirent le *Labor* dans un gouvernement de coalition, la bureaucratie syndicale américaine ne fut pas placée sur un pied d'égalité, même apparent, avec les représentants du Grand Capital. Les honztes ouvriers américains n'obtinrent ni portefeuille ministériel, ni poste gouvernemental important. Ils n'entrèrent à la Maison Blanche que par la porte de service. Même Sidney Hillman ne devint le « bras droit » du Président qu'à titre officieux¹⁸. Et leur rôle d' « hommes d'Etat syndicaux » consista seulement à mettre le blanc-seing du Travail sur la politique de guerre du Capital. Comme l'observe Wellington Roe, ils ne furent rien d'autre que des proconsuls du Travail, à qui avait été assignée la tâche de transmettre les ordres du Président Roosevelt aux syndicats¹⁹. Au congrès du Syndicat des Mineurs, en octobre 1942, les délégués admirent, avec John L. Lewis (qui, entre temps, nous

le verrons plus loin *, s'était dissocié de la direction du *C.I.O.*), que le mouvement ouvrier était menacé d'être entraîné dans le camp bureaucratique de Washington. « Les officiels des syndicats étaient en danger de devenir des représentants officiels de l'Administration, disciplinant la « base » et passant de l'indépendance militante à la subordination servile aux volontés gouvernementales²⁰. »

Au congrès du *C.I.O.*, en novembre, le Syndicat de l'Automobile avait exigé l'extension de la représentation ouvrière à toutes les agences gouvernementales s'occupant des problèmes de production. Philip Murray répondit que Donald Nelson, le chef du *War Production Board*, lui avait fait des promesses formelles à ce sujet. Mais, un mois plus tard, il dut avouer que Nelson n'avait pas tenu parole. Aucun *Labor leader* de premier plan, avoua-t-il, n'avait son mot à dire dans l'exécution de la politique du *Board*, et les comités mixtes de production, composés pour la forme de représentants du Travail et du Capital, étaient, en fait, dirigés par une créature des employeurs²¹.

Au fur et à mesure que la guerre se poursuivait, le Président Roosevelt truffa toujours davantage les agences gouvernementales d'hommes du Grand Capital. C'est ainsi que, sous la pression des industriels du Sud, il nomma le réactionnaire Fred Vinson « stabilisateur économique²² ». Le président du Syndicat du Textile, Emil Rieve, eut un jour une velléité d'indépendance; il démissionna un instant du *War Labor Board* et déclara que les travailleurs de l'industrie cotonnière annuleraient leur renonciation à la grève : « Nous avons consenti au *no-strike pledge*, déclara-t-il, en échange d'un *Board* impartial, non pour avoir Vinson²³. »

Le seul qui ne se plaignit pas de la part trop restreinte accordée au Travail dans l'économie de guerre fut Sidney Hillman. L'« homme d'Etat syndical » était devenu le « père Joseph » du Président Roosevelt, le porte-parole officiel de l'Administration auprès du mouvement ouvrier, beaucoup plus que le porte-parole de celui-ci auprès de l'Administration²⁴. Grisé par son importance, il marchait la main dans la main avec le *Big Business*. Il partageait la direction de l'*Office for Production Management* avec le magnat de *General Motors*,

* Voir plus loin, p. 229.

William S. Knudsen. A ce titre, il n'hésitait pas à passer des commandes de guerre à Ford et à *Bethlehem Steel*, bien que ces sociétés continuassent à défier ouvertement le *Wagner Act* et à provoquer les travailleurs. Personne, dans le mouvement syndical, ne se vautra aussi basement dans la boue de l' « union sacrée » et de la collaboration des classes que Sidney Hillman. Non seulement John L. Lewis, dont il devint la bête noire, mais même Philip Murray, qui se fit son complice, trouvèrent qu'il y allait trop fort²⁵. Si aujourd'hui, comme on le verra *, la direction du *C.I.O.* est devenue une agence d'exécution de la « guerre froide » et une annexe du Département d'Etat, Hillman porte, pour une très large part, la responsabilité d'avoir commencé cette évolution. Il fut probablement l'homme le plus néfaste du mouvement ouvrier américain contemporain²⁶.

**

Mais Hillman trouva des émules et des alliés. Et ceux-ci surgirent du côté où un observateur naïf ou superficiel se fût le moins attendu à les voir apparaître : les *staliniens* rivalisèrent de zèle « patriotique » avec lui. Pendant la période comprise entre le pacte germano-russe d'août 1939 et l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., en juin 1941, ils avaient été de farouches adversaires de l' « impérialisme américain » et de l' « union sacrée ». En septembre 1939, le P.C. américain avait publié un manifeste dans lequel on pouvait lire, entre autres : « Cette guerre n'est pas une guerre contre le fascisme, une guerre pour protéger les petites nations contre l'agression, une guerre ayant le moindre caractère d'une juste guerre, une guerre que les travailleurs puissent ou doivent soutenir. C'est une guerre entre impérialismes rivaux pour la domination mondiale. Les travailleurs doivent être contre cette guerre²⁷... » Les staliniens avaient été les instigateurs de la grève de juin 1941, à Inglewood (Californie) **²⁸. Encore le 17 juin, c'est-à-dire cinq jours avant le déclenchement de la guerre germano-russe, William Z. Foster avait écrit dans le quotidien de son parti, le *Daily Worker* : « Quand le Président Roosevelt envoya

* Voir plus loin, p. 293-306.

** Voir plus haut, p. 215.

des troupes fédérales contre les travailleurs de l'aviation et brisa leur grève, ce fut un avant-goût de la terreur hitlérienne que les capitalistes de Wall Street préparent contre la classe ouvrière. Les fauteurs de guerre impérialistes qui dominent l'administration de Roosevelt sont décidés à obliger les travailleurs à accepter des conditions d'existence réduites et des libertés civiles restreintes... Le Travail, sous peine de désastre, doit donc rompre son alliance avec l'administration de Roosevelt dans la soi-disant « union sacrée »²⁹.

Mais, aussitôt après l'attaque de Hitler contre la Russie, les staliniens américains devinrent les bellicistes les plus farouches. La « guerre impérialiste » fut métamorphosée en « guerre de libération ». Le Parti Communiste américain fut proclamé dissous. Les ouvriers furent invités à se dévouer corps et âme à l'effort de guerre. « Les travailleurs, écrivit Foster en 1942, doivent donner l'exemple en acceptant volontairement tout sacrifice nécessaire à la poursuite de la guerre; ils doivent faire de la défense de la nation dans cette crise l'objectif suprême de toutes leurs activités. » Et Earl Browder, renchérisant, écrivit la même année, que, pour gagner la guerre, c'était aux travailleurs qu'il incombait de faire « le principal sacrifice »³⁰.

Personne n'endossa le *no-strike pledge* avec autant de frénésie que les staliniens. Ils dénoncèrent comme des traîtres tous ceux qui se mettaient en grève ou se déclaraient partisans de grèves. Et, dans la pratique, ils n'hésitèrent pas à jouer ouvertement le rôle de briseurs de grève. C'est ainsi qu'en mars 1944, les employés du grand magasin *Montgomery Ward*, de Chicago, cessèrent le travail, la direction de l'entreprise refusant de renouveler un contrat en dépit du fait que le syndicat *C.I.O.* avait remporté la victoire au cours d'élections régulières. Ce fut la première grève autorisée du *C.I.O.* depuis Pearl Harbor. Presque toutes les tendances du mouvement ouvrier firent front unique. Les camionneurs (*A.F.L.*) et les cheminots (*A.F.L.* ou indépendants) respectèrent les piquets de grève. Toutes les tendances, sauf les staliniens. Harry Bridges, dont le Syndicat des Dockers avait organisé les travailleurs des Magasins généraux de *Montgomery Ward*, télégraphia au Président Roosevelt que, malgré la provocation patronale, les membres de son syndicat ne participeraient pas à la grève. L'union des syndicats de Chicago fit appel en vain à ces

travailleurs pour qu'ils désobéissent à leur direction syndicale et ne brisent pas la grève. Samuel Wolchock, le président du Syndicat des Employés des grands magasins, fut l'objet des plus violentes attaques de la part des staliniens qui lui reprochèrent vivement d'avoir déclenché le conflit. La fraction stalinienne au sein de l'union des syndicats de Chicago accusa le secrétaire de celle-ci « d'être plus soucieux de soutenir les travailleurs de *Montgomery Ward* que de réaffirmer et défendre le *no-strike pledge* ³¹ ».

Au mépris des intérêts ouvriers les plus élémentaires, les staliniens se montrèrent partisans de la production à outrance, du *speed-up*. Le même Harry Bridges déclara en 1942 : « Pour le dire carrément, je pense que nos syndicats doivent devenir aujourd'hui les instruments du *speed-up* de la classe ouvrière américaine ³². » Dans le Syndicat de l'Automobile, notamment, les staliniens firent campagne en faveur du travail aux pièces, auquel l'organisation s'était toujours opposée et ils soutinrent avec enthousiasme le blocage des salaires. Ils ne réussirent d'ailleurs pas, malgré tous leurs efforts, à faire endosser ces deux mesures par le Syndicat ³³.

De nombreux employeurs ne cachèrent pas que leurs préférences allaient aux dirigeants syndicaux d'obédience stalinienne. Un journaliste à la solde des Chambres de Commerce écrivit que certains employeurs dirigeaient leurs travailleurs vers un syndicat contrôlé par les « communistes » plutôt que vers un syndicat « anticommuniste », car les « communistes » se montraient plus raisonnables en matière de salaires et de conditions de travail et maintenaient la « discipline » parmi leurs membres ³⁴.

Les staliniens allèrent jusqu'à soutenir les mesures de « conscription ouvrière » de l'administration Roosevelt * à un moment où le mouvement ouvrier tout entier s'y opposait. Philip Murray dut blâmer les dirigeants de certains syndicats à direction « communiste » pour l'appui qu'ils accordaient à cette législation dans le cadre de leur participation à l'effort de guerre ³⁵. En une autre occasion, il les accusa « d'apaisement excessif des forces antiouvrières ³⁶ ».

Emportés par leur élan, les staliniens offrirent d'étendre le *no-strike pledge* à l'après-guerre. Albert Fitzgerald, président

* Voir plus haut, p. 214-215.

du Syndicat des travailleurs de l'industrie électrotechnique, contrôlé par les staliniens, déclara en 1945 : « Le *no-strike pledge* n'a pas été déclaré seulement pour la durée de la guerre³⁷. » Dans une discussion entre membres du Syndicat de l'Automobile, un membre du P.C. s'écria que « salariés et employeurs seraient amis après la guerre et qu'il fallait donc s'engager à ne pas faire grève après la guerre³⁸ ».

L'attitude des staliniens pendant cette période écœura profondément et de façon durable les travailleurs américains, elle dissipa les illusions que leur phraséologie gauchiste des époques antérieures et leur participation active à la fondation du C.I.O. avaient fait naître. Ils ne réussirent guère par la suite à réparer le tort qu'ils s'étaient fait à eux-mêmes. Et si, tout récemment, la campagne « anticommuniste » menée conjointement par le *Big Business* et ses lieutenants dans le mouvement ouvrier a réussi à y réduire considérablement l'influence des staliniens*, la faute en incombe, pour une certaine part, aux staliniens eux-mêmes. Leur politique d'« union sacrée » durant la seconde guerre mondiale les a déconsidérés auprès de l'avant-garde des travailleurs.

3

Lewis fait bande à part.

L'évolution qui vient d'être décrite (la bureaucratisation du C.I.O. et son intégration dans l'« union sacrée ») se heurta à un développement divergent : la rupture dramatique de John L. Lewis avec le Président Roosevelt, puis, par voie de conséquence, avec le C.I.O.

Bien que d'autres considérations que l'intérêt des travailleurs aient inspiré à Lewis son attitude, celle-ci eut, néanmoins, des conséquences extrêmement importantes : elle créa une fissure dans l'édifice de l'« union sacrée » et aida les travailleurs, désorientés par la trahison de leurs chefs, à reprendre confiance en eux-mêmes et à retrouver le chemin de la lutte.

Dès l'origine, on l'a vu**, l'association de Lewis et de Roose-

* Voir plus loin, p. 272 *sqq.*

** Voir plus haut, p. 160.

velt avait reposé sur une communauté d'intérêts temporaire et limitée. Ils firent un bout de chemin ensemble parce qu'ils avaient besoin l'un de l'autre, mais ils ne poursuivaient pas des buts identiques. « Roosevelt, écrit Wechsler, avait besoin de la force de Lewis pour coordonner le mécontentement confus des non-possédants, et s'en servir comme d'un contrepoids à la pression du Capital. Lewis n'aurait pu bâtir un empire syndical sans la neutralité bienveillante et les encouragements donnés ouvertement par la Maison Blanche. Ils furent associés non par une vision commune de la Terre promise, mais par un commun péril¹... » Lewis avait poussé le Président, un peu contre le gré de celui-ci, dans la voie de la pleine reconnaissance du syndicalisme ouvrier. Parce qu'il n'aurait pu autrement faire « avaler » ses codes aux travailleurs, Roosevelt s'était résigné à insérer la section 7 a dans le *National Industrial Recovery Act*². Plus tard, menacé d'être débordé par la vague de fond populaire, et ayant par ailleurs à assurer sa réélection contre l'aile la plus réactionnaire du *Big Business* — l'industrie lourde — le Président avait dû faire un pas de plus et apposer sa signature au bas du *Wagner Act*.

Mais l'essor imprévu et foudroyant du *C.I.O.* avait modifié l'équilibre des forces entre le Capital et le Travail dans une mesure plus large qu'il ne l'avait voulu. A partir de 1937, il essaya de rétablir l'équilibre. « Des forces étaient à l'œuvre dans l'Administration, écrit Mc Alister Coleman, pour dissocier le *New Deal*, dans l'esprit du public, des activités agressives du leader des mineurs³. » Pendant les *sit-down* de *General Motors*, le Président avait observé entre les deux camps une prudente neutralité; et Lewis, on l'a vu *, avait dû lui rappeler un peu brutalement la part que le *Labor* avait prise dans sa réélection. (De fait, le Syndicat des Mineurs avait contribué pour plus de 665.000 dollars à la campagne électorale du Parti Démocrate⁴.) Les choses se gâtèrent lorsqu'au printemps de 1937, le *Big Business* tenta d'éprouver la force du *C.I.O.* en acculant celui-ci à une grève dans les aciéries du groupe *Little Steel*⁵. Le patronat de combat de *Bethlehem* et de *Republic Steel* mobilisa tout ensemble les forces policières et des sortes de milices fascistes (les *citizens'committees*) pour terroriser les grévistes et briser leur mouvement. On se serait

* Voir plus haut, p. 196.

cru revenu aux jours anciens, quand les forces combinées des employeurs et du gouvernement noyaient dans le sang toute tentative d'émancipation ouvrière. Bien qu'un président « sympathique » au *Labor* fût au pouvoir à Washington, la police ouvrit le feu, le 30 mai 1937, sur un meeting en plein air, tenu aux alentours des aciéries de *Republic Steel*, à South Chicago, assassinant dix travailleurs et en blessant une centaine. D'autres grévistes de l'acier furent tués à Massillon et Youngstown (Ohio) ⁶. Les gouverneurs des Etats qui avaient fait intervenir la garde nationale contre les grévistes étaient des démocrates, partisans de Roosevelt, et le responsable du massacre de Chicago n'était autre que le maire démocrate Edward J. Kelly, un des lieutenants de Roosevelt, élu avec l'appui du *Labor* ⁷.

Tandis que le sang ouvrier coulait dans les rues des centres de l'acier, le Président Roosevelt, au cours d'une conférence de presse, reprit une apostrophe célèbre de Shakespeare (« Malédiction sur vos deux maisons ⁸! »), jetant l'anathème sur les deux camps à la fois, celui du Travail comme celui du Capital. Lewis riposta, quelques mois plus tard, dans une allocution radiodiffusée de *Labor Day*. Evoquant la bataille sanglante de *Little Steel*, il s'écria emphatiquement : « Le *Labor*, de même qu'Israël, a beaucoup d'objets d'affliction. Ses femmes pleurent leurs disparus et elles se lamentent au sujet de l'avenir des enfants de leur race. Il convient mal à celui qui a soupé à la table du *Labor* et qui a été l'hôte de la maison du *Labor*, de maudire avec une égale ardeur et une élégante impartialité à la fois le *Labor* et ses adversaires, lorsque les deux parties se trouvent aux prises dans une étreinte mortelle ⁹. »

A la suite de cet éclat, les relations entre Lewis et Roosevelt allèrent en se refroidissant. A partir de 1938, le second tint de plus en plus le premier à l'écart, ignora ses avis et, lorsqu'il nommait à des postes gouvernementaux, ne tint pas compte de ses recommandations. Le président du *C.I.O.* n'était plus influent à Washington ¹⁰. La rumeur publique veut que Lewis ait nourri des ambitions présidentielles et que la popularité croissante de Roosevelt l'ait irrité, parce qu'elle faisait obstacle à sa propre candidature ¹¹. Si l'on en croyait certains ragots, Lewis aurait proposé au Président d'être son co-listier, comme candidat à la vice-présidence, aux élections de novembre 1940; et Roosevelt aurait rejeté l'offre ¹². Que ces bruits aient été fondés ou non, il semble certain que le principal grief de Lewis

contre Roosevelt était la part trop restreinte faite à la bureaucratie syndicale dans les conseils gouvernementaux. Lewis n'avait pas hésité, on l'a vu, à financer largement la réélection du Président en 1936. Il exigeait que cette contribution fût remboursée à son juste prix : par une collaboration *officielle* de Lewis et des dirigeants syndicaux avec l'Administration. « En un mot, écrit E.R. Frank, il demandait pour la bureaucratie syndicale américaine les mêmes honneurs et la même position dont jouissait la bureaucratie des *trade unions* et du *Labor Party* britanniques. » Or les capitalistes américains ne jugeaient pas nécessaire d'accorder à Lewis une pareille concession. Leur grande peur de 1933 était passée. Ils se sentaient assez forts pour utiliser le mouvement syndical sans aller jusqu'à le traiter sur un pied d'égalité. En outre, Roosevelt était personnellement anxieux de se débarrasser d'un allié trop encombrant et trop ambitieux ¹³.

Une autre raison de la rupture entre Lewis et Roosevelt, qui, dans une certaine mesure, découla de la première, fut le bellicisme de plus en plus accentué du Président. Lewis était très opposé à l'entrée en guerre des Etats-Unis : d'abord, par haine du Président; ensuite, parce que cette haine l'amena à flirter avec l'aile « isolationniste » du Parti Républicain; enfin, pour un motif ayant quelques analogies avec celui qui inspira l'hostilité de Robespierre à la guerre d'expansion de 1794 ¹⁴ : *Lewis n'avait rien à gagner dans une guerre*. Il savait que la guerre conférerait à l'Exécutif des pouvoirs dictatoriaux, qu'elle accroîtrait l'influence, dans les conseils de l'Etat, des militaires et des magnats du Grand Capital et qu'elle réduirait le *Labor* à une position subordonnée. En temps de paix, il pouvait espérer traiter avec le Président sur un pied d'égalité. En temps de guerre, jamais. Et il avait trop d'orgueil pour accepter le rôle de valet que tinrent, durant l'« union sacrée », des personnages de moindres dimensions, tels que Philip Murray, Sidney Hillman et William Green.

Mais l'opposition de Lewis à la guerre manquait de cohérence. Sa philosophie était capitaliste et ne se différençait pas de celle des autres « patriotes ». Dès que, malgré son opposition, les Etats-Unis intervinrent dans le conflit, il offrit publiquement ses services. Il laissa son lieutenant, Thomas J. Kennedy, des Mineurs, entrer dans le *War Labor Board*, et lui-

même participa à la conférence des leaders ouvriers, qui décida à l'unanimité de renoncer au droit de grève¹⁵.

Au congrès du C.I.O., en octobre 1939, il avait fait adopter un manifeste : « Le Labor ne veut pas d'une guerre... Et tandis que les pays d'Europe sont plongés dans leurs barbares orgies de conquête et d'agression, comme ils l'ont fait depuis des siècles, cela doit toujours être l'intention des Etats-Unis de rester en dehors de ces guerres¹⁶. » Mais Lewis ne sut pas manifester son hostilité à la guerre sous une forme politique correcte. Pendant des mois, il chercha sa voie en tâtonnant, endossant un isolationniste conservateur, tel que Burton K. Wheeler, puis, soudain, dans un éclair de conscience, se déclarant favorable à la constitution d'un troisième parti, puis retombant dans l'ornière républicaine, faisant l'éloge de l'ex-président Hoover et, finalement, endossant le candidat du parti républicain, Wendell Willkie¹⁷. Dans la nuit du 25 octobre 1940, sans avoir averti de ses intentions aucun de ses collaborateurs du C.I.O., il déclara dans un discours radiodiffusé : « Je pense que la réélection du Président Roosevelt pour un troisième terme serait un malheur national de grande dimension. Il n'écoute plus les cris du peuple... » Et, après avoir endossé la candidature de Willkie, il posa aux membres du C.I.O. la question de confiance : s'ils ne suivaient pas ses conseils et recommandations, il quitterait la présidence de l'organisation au prochain congrès de celle-ci¹⁸.

Lewis avait sous-estimé la popularité de Roosevelt dans les rangs ouvriers. Mis en demeure de choisir entre lui et le Père officiel du *New Deal*, les travailleurs optèrent sans hésiter pour ce dernier. Lewis s'était imaginé naïvement qu'après avoir consacré sept ans à bâtir la légende d'un Roosevelt libérateur des ouvriers américains, il pouvait, du jour au lendemain, d'un simple signe de la main, sans explications préparatoires, ordonner à ses troupes de passer dans le camp républicain, dans le camp de l'ex-président Hoover, de sinistre mémoire¹⁹. Le Président fut triomphalement réélu. Et Lewis, tenant parole, ne fut pas candidat à la présidence du C.I.O. Il laissa élire à sa place son lieutenant, Philip Murray, qui, tout au long de leur commune carrière, lui avait témoigné la plus parfaite servilité. Pourtant Murray n'était plus tout à fait sa « chose ». Il n'était pas d'accord avec son patron lorsque celui-ci accusait Roosevelt de comploter l'entrée en guerre des Etats-Unis²⁰.

Et, au congrès de novembre 1940, la candidature de Philip Murray fut vivement soutenue par l'agent de Roosevelt au sein du mouvement syndical : Sidney Hillman ²¹.

**

Dans sa lutte contre Roosevelt et contre la guerre, John L. Lewis avait bénéficié de l'appui des staliniens. Ceux-ci, s'alignant comme des automates sur le pacte germano-russe de 1939, étaient alors au plus profond de leur période « défaitiste ». Lorsque Lewis endossa Willkie, le conseiller juridique du *C.I.O.*, Lee Presman, le félicita chaleureusement; Harry Bridges le loua pour avoir montré « le courage d'un lion ». Tout en faisant des réserves sur son choix politique, le dirigeant stalinien Earl Browder écrivit qu'au milieu des Lilliputiens qui se vautraient aux pieds de la machine de guerre, Lewis s'était dressé comme un géant. Au congrès du *C.I.O.* de novembre 1940, les staliniens, renforcés par la brigade d'acclamations du Syndicat des Mineurs, contribuèrent à faire à Lewis une ovation de 43 minutes, introduisant ainsi le « culte du chef » dans le *C.I.O.* ²².

Mais, le 22 juin 1941, Hitler attaquait la Russie, et les staliniens américains renversèrent brusquement la vapeur. Ils désertèrent le camp de John L. Lewis, qu'ils adoraient la veille, et firent de Sidney Hillman, qu'ils abominaient un jour plus tôt, un héros. Lewis se trouva complètement isolé. Sa déception fut amère car, dans son infatuation et son ingénuité politique, il n'avait pas compris que ses alliés de la veille étaient dévoués corps et âme à une déité bien supérieure à la sienne et qu'ils avaient à servir une machine bien plus puissante que celle de John L. Lewis ²³.

Pourtant, ce dernier fit un suprême effort pour prévenir son isolement et mettre en échec les forces « interventionnistes » dans le *C.I.O.*, dirigées par Sidney Hillman et les staliniens. Le 18 octobre 1941, quelques semaines avant le congrès du *C.I.O.*, il se rendit auprès de Philip Murray et le somma de lui demeurer fidèle. « Ce qu'il proposa, raconte Wechsler — ce qu'il exigea en fin de compte — fut l'acquiescement de Murray à sa croisade contre la politique étrangère de Roosevelt. Le *C.I.O.* devait manifester son opposition à toute implication future dans la guerre; il devait rejeter le cours que le Président avait

tracé en paroles et en actes; il devait carrément déclarer qu'il n'était pas disposé à tolérer une immixtion dans les affaires européennes. Si le *Labor* prenait cette attitude, Roosevelt aurait à battre en retraite... Le pays et le peuple, conclut Lewis, ne voulaient pas la guerre²⁴ »; mais Lewis était bien naïf de s'imaginer qu'il allait empêcher les dirigeants syndicaux de se lier au char de la guerre. En temps de guerre, il n'y a pas de demi-mesures. On est *pour* ou on est *contre*. Le *C.I.O.* était né et avait grandi sous la tutelle de Roosevelt. Il occupait dans l'économie américaine une position stratégique décisive. Ses chefs n'avaient pas le choix. Leur philosophie de collaboration des classes leur commandait de se laisser mobiliser. Murray fit donc la sourde oreille aux suggestions de Lewis²⁵, et celui-ci prit congé avec un adieu très sec.

« John L. », comme on l'appelle familièrement aux Etats-Unis, n'était pas homme à prendre position par de grands discours ou de savantes thèses. Il préféra l'action : il jeta dans les jambes de Roosevelt et de Philip Murray une grève des mines « captives »*. Le 14 septembre, les 53.000 mineurs des mines de charbon possédées par le trust de l'acier avaient cessé le travail. Ils réclamaient de meilleurs salaires et l'*union shop*, revendication justifiée par le fait que 95 % d'entre eux étaient syndiqués. Les magnats de l'acier avaient reconnu le *C.I.O.* mais n'avaient jamais accepté l'*union shop* dans leurs aciéries. En d'autres termes, ils continuaient à employer des non-syndiqués. S'ils cédaient à leurs mineurs, ils ne pourraient éviter de faire la même concession aux ouvriers de leurs aciéries. En lançant cette grève, dont l'objectif était en apparence limité, Lewis ouvrait donc une bataille qui intéressait toute l'industrie de l'acier. Après sept jours de lutte, Lewis accepta une trêve d'un mois pour permettre au *Mediation Board* de prendre une décision. La trêve fut interrompue puis renouvelée. Le Président Roosevelt, comme il l'avait fait au cours de la grève de *Little Steel*, en 1937, mit dans le même sac les magnats de l'acier et leurs exploités et, dans une allocution radiodiffusée, dénonça amèrement « une minorité petite mais dangereuse de leaders ouvriers ». Finalement, le *Board* rejeta la demande des mineurs; et la grève rebondit, bientôt appuyée par une grève de solidarité de 100.000 mineurs de mines non « captives ».

* Voir plus haut, p. 160.

Roosevelt menaçait de faire intervenir la force armée et annonça que 50.000 hommes étaient mobilisés pour maintenir l'« ordre ».

Philip Murray se trouva placé dans une position extrêmement embarrassante. D'un côté, le conflit dérangeait tous ses plans d'intégration du C.I.O. dans l'« union sacrée » ; de l'autre, il ne pouvait, en tant que vice-président du Syndicat des Mineurs, désavouer sa propre organisation et il ne pouvait, en tant que président du Comité d'organisation de l'Acier, prendre ouvertement position contre un mouvement qui touchait de si près les ouvriers des aciéries. En outre, les délégués au congrès du C.I.O., qui venait de s'ouvrir à Detroit le 17 novembre 1941, épousèrent avec enthousiasme la cause des grévistes. Murray se résigna à démissionner du *Mediation Board*, en guise de protestation contre la sentence rendue. Mais il prit soin, en même temps, de prévenir toute action de solidarité des travailleurs de l'acier. Seuls les staliniens osèrent prendre position ouvertement contre la grève des mineurs²⁶.

Roosevelt dut battre en retraite. Pour sauver la face, il soumit le conflit à une commission d'arbitrage de trois membres, qui accorda l'*union shop* aux mineurs des mines « captives ». Ce fut un échec, temporaire certes, mais cuisant, pour le Président et pour la politique d'« union sacrée ». Lewis, écrit Wechsler, « tirait le *Labor* de son état de stupeur et de soumission, lui montrant qu'il pouvait triompher seulement en manifestant sa puissance²⁷ ».

L'année suivante, 1942, le Syndicat des Mineurs se retira du *Congress of Industrial Organizations* et révoqua Philip Murray de son poste de vice-président. La rupture entre le C.I.O. et son fondateur était consommée²⁸.

**

Ayant repris sa liberté, Lewis put donner toute sa mesure. Il se comporta exactement comme si l'Amérique n'était pas en guerre, et comme si l'« union sacrée » n'existait pas, défiant la *Little Steel Formula* et le *no-strike pledge*, faisant fi du *War Labor Board*, affrontant le dictateur Roosevelt (qui avait superposé à son titre démocratique de « Président », celui plus conforme à la réalité, de « commandant en chef ») et traitant avec lui de puissance à puissance. Alors que tous les autres

leaders ouvriers s'enlisaient de plus en plus dans la collaboration des classes, il osa paralyser un immense pays engagé dans une entreprise d'armements sans précédent dans l'histoire. Il fit un instant trébucher la plus grande puissance du monde en lui donnant le gigantesque croc-en-jambes d'une grève générale des mineurs en quatre « rounds ». Et, en fin de compte, seul contre tous, il vainquit.

Il vainquit, non seulement par son génie, par son mépris de l'adversaire et l'audace de sa stratégie. Il vainquit parce qu'il avait senti, avec son sûr instinct des masses, la « température » de celles-ci, leur mécontentement et leur impatience, et qu'il fut leur porte-parole, le porte-parole de ses mineurs, d'abord, puis, l'exemple des mineurs faisant tache d'huile, le porte-parole de l'ensemble des travailleurs américains. Il devint le héros de millions d'hommes parce qu'il sut incarner la volonté de millions d'hommes. S'il put défier la Maison Blanche et la mettre en échec, c'est qu'il avait le soutien invisible d'un pouvoir presque égal à celui du « commandant en chef » : le pouvoir latent, mais formidable, du Travail organisé²⁹.

Lewis, en quittant successivement l'A.F.L., puis le C.I.O., s'était isolé (au moins en apparence) du « gros » du mouvement ouvrier. Mais il demeurait le leader des mineurs, c'est-à-dire de l'organisation la plus militante du Labor américain, de celle qui, nous l'avons vu, avait servi d'épine dorsale à l'édification du syndicalisme industriel. Personne n'était mieux prédestiné et plus apte à battre en brèche la politique de guerre de Roosevelt et de ses lieutenants syndicaux que les mineurs. « Se méfiant du reste de l'humanité, écrit Wechsler, convaincus qu'ils sont les victimes des plus profondes injustices de la société, méprisants plus qu'envieux à l'égard d'hommes qui ont trouvé des modes de vie plus faciles, convaincus qu'ils ne peuvent obtenir le redressement de leurs griefs qu'en se fiant à leurs seules mains rudes, les mineurs étaient préparés mieux que quiconque pour l'offensive que Lewis lança en 1943. » Outre leurs traditionnelles raisons de mécontentement, les mineurs avaient des motifs nouveaux et urgents de se plaindre. Leurs salaires, qui avaient toujours été inférieurs à ceux des autres industries-clés, étaient bloqués plus strictement encore que ceux des autres catégories de travailleurs par la *Little Steel Formula*. Et, pendant ce temps, le coût de la vie montait en flèche dans les bassins miniers. Dans certains cas, les prix

des denrées de première nécessité s'étaient élevés de 100 % depuis 1941³⁰.

En mars 1943, à la veille de l'expiration des divers contrats des mineurs de houille et de ceux d'antracite, Lewis fit connaître les revendications de salaires de ses hommes³¹. Les conseillers de la Maison Blanche craignaient que la moindre concession faite aux mineurs n'incitât les travailleurs des autres industries à revendiquer à leur tour. De plus, ils espéraient isoler et compromettre Lewis en l'acculant à un conflit qui, selon eux, ne pouvait, vu les circonstances, que se terminer par une défaite³². Le 8 avril, le Président, provoquant ouvertement les mineurs, signa un ordre exécutif qui renforçait, au lieu de l'assouplir, le blocage des salaires, et le 29, des grèves « sauvages » de mineurs ayant éclaté çà et là, il lança un ultimatum aux grévistes, leur ordonnant de reprendre immédiatement le travail, faute de quoi il utiliserait contre eux tous ses vastes pouvoirs. Deux jours plus tard, il décida la réquisition des mines et leur gestion temporaire par le gouvernement. La menace d'une intervention de la force armée était dans l'air.

Les mineurs ripostèrent le 1^{er} mai, par la grève générale³³. Mais celle-ci ne dura que l'espace d'un matin. Lewis, ménageant habilement l'opinion publique, accepta une « trêve » de quinze jours, qui fut reconduite jusqu'à la fin de mai. Et le 1^{er} juin, ses revendications n'ayant pas été toutes satisfaites, il lança à nouveau les mineurs dans la mêlée. Le deuxième round commençait³⁴. Il fut, comme le premier, de courte durée; une nouvelle trêve, expirant le 20 juin, fut acceptée par Lewis. Quand l'échéance sonna, sans que les négociations engagées eussent abouti, les mineurs, toujours avec la même unanimité, se mirent en grève pour la troisième fois. Le mouvement dura quarante-huit heures, mais cette fois les grévistes se montrèrent moins disciplinés : six jours après l'ordre de reprise du travail, 150.000 mineurs se croisaient encore les bras³⁵.

Lewis ayant accepté une nouvelle trêve de longue durée (elle expirait le 31 octobre), des grèves « sauvages » de mineurs éclatèrent, au cours de l'été, en Pennsylvanie occidentale, en Alabama, en Indiana. Les mineurs étaient visiblement impatients et les tactiques dilatoires de Roosevelt et de ses agences d'arbitrage, loin de les démoraliser, n'avaient fait qu'accroître

leur volonté de lutte. Le 1^{er} novembre, au matin, l'armée des 530.000 mineurs était de nouveau en grève, comme un seul homme. Le quatrième round commençait³⁶. Roosevelt, enfin, céda. L'alternative était de briser la grève des mineurs par la force, ou d'entrer dans la voie des concessions. La première solution était très aléatoire. Il ne pouvait se permettre un bain de sang, comme celui dans lequel, quelques années plus tard, le « socialiste » français Jules Moch devait se souiller les mains. Il savait, pour reprendre le vieux slogan des mineurs, qu'« on ne produit pas du charbon avec des baïonnettes ». La présence des troupes n'eût pas fait retourner les mineurs à leurs puits; le conflit eût entraîné en longueur et l'industrie de l'acier, essentielle à la conduite de la guerre, eût été paralysée par le manque de charbon. De plus, la solution de force eût scandalisé l'opinion ouvrière et Roosevelt avait encore besoin de conserver l'appui des dirigeants syndicaux³⁷. Il céda donc, et, par-dessus la tête du *War Labor Board*, qui s'était obstiné à faire la sourde oreille, jouant trop bien son rôle de gardien vigilant du blocage des salaires, il fit accorder aux mineurs un certain nombre de concessions.

Lewis n'avait remporté qu'un succès économique partiel, mais, sur le plan politique, sa victoire était de taille³⁸. Tout l'édifice de l'« union sacrée » s'en trouva ébranlé. La *Little Steel Formula* avait reçu un coup dans l'estomac, le *War Labor Board* était bafoué, le *no-strike pledge* avait été traité comme un chiffon de papier. Durant la bataille, les dirigeants syndicaux avaient donné aux mineurs le coup de poignard dans le dos. Philip Murray avait déclaré : « Je ne romprai pas mon engagement vis-à-vis du Président de renoncer à faire grève. » Les dirigeants du Syndicat de l'Automobile et de celui du Caoutchouc avaient condamné publiquement le mouvement. Les staliniens avaient organisé des « démonstrations de masses » contre Lewis³⁹. Mais l'asservissement du *War Labor Board* au Grand Capital avait été mis à nu de façon si patente que les plus serviles des dirigeants syndicaux durent se désolidariser de cet organisme, menacer d'en démissionner et ruer dans les brancards de la collaboration des classes⁴⁰.

Enfin, et surtout, la bataille des mineurs rendit courage et confiance en eux-mêmes aux travailleurs des autres industries. Le *no-strike pledge* n'avait jamais été populaire parmi les ouvriers. Ils étaient dégoûtés de leurs dirigeants. Mais, faute

de trouver un nouveau pôle d'attraction, ils avaient commencé par exprimer leur mécontentement sous une forme passive. Depuis Pearl Harbor, ils désertaient les assemblées de leurs sections syndicales et semblaient en proie à une sorte de léthargie. Le coup d'éclat de John L. Lewis les tira de leur état d'hypnose. Ce n'était donc pas vrai qu'il n'y avait pas moyen de sortir de l'impasse dans laquelle le mouvement ouvrier semblait engagé, que rien ne pouvait être accompli tant que durerait la guerre, qu'il n'y avait pas d'alternative à la politique d' « union sacrée ». Les mineurs indiquèrent la route à suivre et, à travers tout le pays, les travailleurs commencèrent à se ressaisir ⁴¹.

Dès le début de la grève des mineurs, les délégués au congrès du C.I.O. de l'Etat de Michigan, représentant 500.000 travailleurs de l'automobile, avaient voté, contre la volonté de leurs dirigeants, une résolution en faveur des grévistes du charbon ⁴². En juin, 29.000 travailleurs de l'automobile, gagnés par la contagion, cessèrent le travail, à Detroit, aux usines Chrysler, pendant quatre jours, et 50.000 travailleurs du caoutchouc firent de même, à Akron, durant six jours. A la fin de 1943, 200.000 travailleurs de l'acier se mirent en grève et Philip Murray dut, en hâte, les obliger à reprendre le travail. Les cheminots menacèrent de les imiter et Roosevelt dut faire saisir les réseaux par l'armée pour prévenir le conflit. Un million de travailleurs du rail obtinrent une augmentation de salaires, faisant ainsi une nouvelle entorse à la *Little Steel Formula* ⁴³. Le grain semé par John L. Lewis commençait à lever.

4

Walter Reuther
et la grève de
« General Motors »
(1945-1946).

Il fallut pourtant attendre la fin de la guerre pour que les travailleurs des industries-clés entrent à nouveau, en masse, sur la scène de la lutte de classes et révèlent qu'ils n'avaient rien perdu de leur combativité de 1937. La guerre n'avait été qu'une pause forcée, qu'un tragique hiatus. Le mouvement, un instant interrompu, continuait. Et il reprit, avec une force, une maturité accrues.

Le Syndicat de l'Automobile, le plus puissant et le plus

dynamique des syndicats ouvriers du monde entier¹, fut, encore une fois, comme il l'avait été au temps de la fondation du C.I.O., à l'avant-garde. Des centaines de milliers d'hommes jeunes avaient été absorbés par l'industrie automobile durant la guerre. Ils avaient rejoint le syndicat. Celui-ci avait atteint et même dépassé le chiffre imposant d'un million de membres.

John L. Lewis avait pu canaliser à la fin de 1937 la vague des *sit-down*. Mais le Syndicat de l'Automobile, s'il s'était assagi en surface, s'était développé en profondeur. Il avait consolidé son organisation, son système de délégués d'atelier (*shop stewards*). Et il avait forcé les derniers retranchements du patronat de combat. En 1941, quelques mois avant Pearl Harbor, il avait fait capituler Ford, le seul constructeur d'automobiles qui s'obstinait encore à bannir le syndicat de ses usines, et à exercer contre les ouvriers syndiqués une véritable terreur. Après une grève spontanée de dix jours, au début d'avril 1941, précédée d'une intense et efficace campagne d'organisation, le seigneur de « Rivière Rouge » avait dû baisser pavillon et accepter des élections dans ses usines, qui donnèrent une large majorité au C.I.O. Se voyant battu, il fit une complète volte-face et concéda habilement à ses travailleurs des avantages qu'aucun autre de ses concurrents n'accordait : l'*union shop* et le *check-off*^{2*}.

Durant la période d'« union sacrée », une forte minorité du Syndicat de l'Automobile s'était opposée au *no-strike pledge* et à l'abandon de la paie double pour travaux accomplis les dimanches et jours fériés. Cette minorité était devenue plus nombreuse et plus véhémente au cours de l'année 1943³. Et, en septembre 1944, au congrès des U.A.W., elle joua, pour la première fois, sous le nom significatif de « tendance de la base », le rôle d'une opposition organisée, dotée d'un programme conséquent et d'une direction expérimentée. Sa résolution demandant l'annulation du *no-strike pledge* fut appuyée par près de 40 % des délégués ; et, deux mois plus tard, la proposition ayant fait l'objet d'un referendum, à peu près la même proportion se retrouva dans le vote⁴.

Ce puissant courant provenant de la base fut capté par un homme jeune, énergique et ambitieux, Walter P. Reuther. Reuther appartenait à cette génération de militants de base,

* Voir plus haut, p. 217.

forgés dans l'épreuve de la Grande Dépression, et qui s'étaient révélés au cours des *sit-down* de 1936-37 *. Il avait gardé le contact avec les hommes du rang et il avait un sens aigu de leur psychologie. Sa personnalité avait des traits originaux qui le distinguaient de tous les autres dirigeants ouvriers américains. Il n'avait été produit ni par la machine de Gompers ou de Lewis, ni par celle de Staline. Il était vraiment un homme nouveau et il incarnait le *C.I.O.* mieux qu'aucun autre de ses fondateurs. Il était le fils d'un militant ouvrier d'origine allemande, et socialiste. Il avait lui-même appartenu au parti socialiste jusqu'en 1938. Il avait une formation à la fois prolétarienne et universitaire, ayant fréquenté, tandis qu'il travaillait comme ouvrier chez Ford, la *Wayne University* à Detroit, qui joue le rôle d'un trait d'union entre la Culture et le Travail. Il connaissait l'univers extra-américain, ayant travaillé de ses mains, comme ouvrier mécanicien, en Allemagne et en U.R.S.S.⁵ Son tour du monde l'avait mené jusqu'aux Indes et jusqu'au Japon. Il était doté d'une intelligence brillante, méthodique, réaliste, où l'agitateur se superposait à l'homme d'affaires, d'une remarquable capacité de travail, d'un physique jeune et avenant. Au surplus, il ne manquait pas de courage physique et il le prouva, en mai 1937, en distribuant des tracts aux portes de l'usine de Rivière Rouge, ce qui lui valut d'être sauvagement frappé par les sbires de Henry Ford. Dans un pays où la plupart des dirigeants ouvriers, même lorsqu'ils se trouvent présider aux destinées de syndicats organisés sur la base industrielle, restent imprégnés d'étroitesse pragmatique et d'exclusivisme corporatif, Walter Reuther était capable, au moins dans une certaine mesure (car ce n'est pas le « point fort » des Américains), de penser les problèmes à l'échelle nationale et même internationale. Le syndicalisme « pur et simple », le syndicalisme d'affaires, n'était pas à sa mesure. En un mot, il avait une tournure d'esprit plus *politique* que *syndicale*.

Mais cette qualité était en même temps son plus grave défaut. Ce « politique » n'était pas anticapitaliste. Il ne maintint même pas ses attaches avec un groupe progressif aussi modéré que l'était le Parti socialiste. Il accepta de plus en plus l'ordre établi. Il se rallia à l'aile gauche du Parti Démon-

* Voir plus haut, p. 191.

crate et ne se décida jamais à préconiser nettement la formation d'un *Labor Party* * Il y a deux façons de « politiser » les luttes économiques des travailleurs; et il y a deux façons d'avoir le souci de l'« intérêt général » : celle des socialistes authentiques qui se proposent, en libérant le prolétariat, de libérer l'ensemble de la société; et celle des réformistes qui s'offrent seulement à replâtrer la société existante. Reuther, en ne voulant pas être un socialiste (au sens exact du mot), ne pouvait être qu'un réformiste. Beaucoup plus que Sidney Hillman, que la nature avait doté de plus d'astuce et de vanité que d'intelligence générale, et qui ne possédait ni vues sociales ni perspectives politiques ⁶, Reuther avait l'étoffe d'un *Labor statesman*, d'un « homme d'Etat syndical ». Mais, en fait, les termes « syndical » et « homme d'Etat » s'excluent. En régime capitaliste, il n'est pas possible d'être à la fois l'un et l'autre. Hillman, lorsqu'il devint un « homme d'Etat », cessa d'être un porte-parole de la classe ouvrière **.

Reuther s'est débattu longtemps dans la contradiction où il s'est enfermé ⁷. Au cours de la grève de *General Motors*, en 1945-46, que nous allons maintenant raconter, il se comporta en leader ouvrier, mais avec, en même temps, des velléités d'homme d'Etat; et il se fourvoya ainsi dans une impasse. Depuis, il a essayé, tant bien que mal, de se maintenir dans cette position fautive. Le fait même qu'il dirige une organisation ouvrière militante et dynamique l'a empêché, jusqu'à maintenant, de céder plus complètement à ses penchants politiques. Mais on a parfois l'impression qu'il a choisi de devenir un leader syndical en vue surtout de se créer une « base de masses », un fief personnel, susceptible de lui servir de tremplin pour un saut vers de plus hautes destinées. Et il n'est pas exclu qu'il soit un jour amené à faire son choix, et qu'alors l'homme d'Etat l'emporte sur le chef syndical. Plus d'un observateur américain voit dans Walter P. Reuther un candidat futur à la présidence des Etats-Unis, un nouveau Ramsay Macdonald ou un nouveau Bevin ***.

* Cf. volume II.

** Voir plus haut, p. 218-219.

*** Un journaliste de Washington demanda un jour à Philip Murray si Reuther guignait son poste. Le président du C.I.O., montrant du doigt la Maison Blanche, aurait répondu : « Non! ce poste-là. » ⁸



Les ressentiments accumulés par les travailleurs de l'automobile durant les années de guerre et d'« union sacrée » éclatèrent dès que le deuxième conflit mondial eut pris fin, au moins en Europe. En juillet 1945, à un meeting de 87 présidents de sections syndicales de la région de Detroit, une résolution fut adoptée enjoignant aux dirigeants nationaux du Syndicat de s'expliquer sur le bilan négatif de leur gestion⁹. Il y avait, en effet, de quoi être mécontent. Les ouvriers de l'auto n'avaient pas obtenu d'augmentation générale de salaires depuis 1942. Le blocage des salaires, opéré par la *Little Steel Formula*, avait mis les salaires en retard de près de 20 % par rapport aux prix. Au lendemain du *V.-E. day* (la cessation des hostilités en Europe), le patronat de l'automobile, sous prétexte de « reconversion », avait brusquement réduit les salaires, diminué les heures supplémentaires, supprimé les primes, débauché de nombreux travailleurs et ramené à des catégories inférieures ceux qu'il conservait¹⁰. *General Motors* en particulier, le plus puissant producteur de voitures, donna le signal d'une offensive antiouvrière dont l'objectif était de remettre les syndicats « à leur place ». La « paix sociale » du temps de guerre avait pris fin¹¹.

Walter Reuther, sentant monter la vague de mécontentement, comprit qu'il était de son intérêt d'en prendre la tête. Il le fit, d'ailleurs, avec un sensible retard. Durant la période d'« union sacrée », il avait soutenu la renonciation à l'arme de la grève, bien que d'une façon plus nuancée (et plus habile aussi) que les stalinien, et il avait combattu l'« opposition de la base », qui réclamait l'abrogation du *no-strike pledge*. Il comprit qu'en prenant maintenant une position de lutte il avait des chances de rallier autour de lui les impatient. A l'offensive patronale il décida de riposter par une contre-offensive ouvrière. Il lança hardiment le slogan : *majoration de salaires de 30 % sans hausse des prix*. Du renfort lui vint de deux côtés. Le premier ne fut autre que la Maison Blanche. Le Président Truman qui, en avril 1945, avait succédé à Franklin Roosevelt, signa, le 16 août, un ordre exécutif autorisant les augmentations de salaires là où il n'en résulterait pas de hausse de prix. L'idée du Président était moins de faire un

cadeau à la classe ouvrière que de prévenir l'inflation¹². Reuther, qui, déjà, en juin, avait proposé aux pouvoirs publics un plan d'augmentation de salaires sans hausse des prix¹³, ramassa la balle au bond. L'autre renfort fut la révolte des travailleurs du pétrole. Ceux-ci déclenchèrent, le 27 septembre 1945, une grève générale couvrant les principales raffineries à l'exception de la *Standard Oil*, par laquelle ils réclamaient une hausse de salaires de 30 % et la semaine de 40 heures sans réduction de salaires. Ils n'obtinrent que partiellement satisfaction. Truman brisa leur grève en faisant saisir les raffineries. Mais ils eurent, au moins, le mérite de populariser à travers tout le pays le mot d'ordre de l'augmentation de salaires de 30 %¹⁴. Walter Reuther qui, dès le 18 août, avait soumis une revendication analogue à *General Motors*, proposa son programme, non seulement aux travailleurs de l'automobile, mais à l'ensemble de la classe ouvrière américaine. Celle-ci, en 1943, avait tourné ses regards admiratifs vers John L. Lewis. Elle se rangea, à la fin de 1945, sous l'étendard de Walter P. Reuther.

General Motors repoussa du pied les revendications présentées. Alors Reuther lança la retentissante formule : *Ouvrez vos livres!* L'Amérique capitaliste se voila la face. Jamais personne n'avait proposé quelque chose de pareil. En exigeant du puissant trust qu'il étalât publiquement ses secrets, le Syndicat de l'Automobile enfonçait un coin pénétrant bien plus profondément qu'il pouvait sembler à première vue : il ne s'agissait pas seulement d'établir si *General Motors* était à même ou non d'accorder une importante hausse de salaires sans majoration de prix. Une fois les livres ouverts, la comptabilité patronale révélerait tout le mécanisme du capitalisme monopoliste, toutes les pratiques machiavéliques qui, sous le masque hypocrite de la « libre concurrence », permettent aux trusts d'asseoir leur domination non seulement sur leurs exploités, mais aussi sur les entreprises rivales moins puissantes, sur le consommateur, sur le public*. Le mot d'ordre de l'ouverture des livres contenait en germe celui du contrôle ouvrier de la production et de la socialisation des grands monopoles¹⁵.

Reuther, bien entendu, ne voulait pas aller jusque là; et il

* Voir plus haut p. 34 sqq.

le précisa publiquement. En bon agent de publicité qu'il était, il voulait seulement frapper l'opinion publique et la disposer favorablement en faveur de ses revendications de salaires¹⁶. Mais la formule qu'il a lancée sans vouloir l'exploiter à fond a fait — et fera — son chemin indépendamment de l'intention de son auteur. Durant la Révolution française, Saint-Just laissa ainsi échapper un mot qui, recueilli et poussé jusqu'à ses dernières conséquences par Babeuf, ouvrit à l'humanité des perspectives nouvelles¹⁷.

General Motors s'obstinant dans son refus, 225.000 travailleurs du trust, appartenant à 96 usines différentes, commencèrent, le 21 novembre 1945, une grève qui devait durer cent treize jours et, finalement, entraîner dans son sillage près de deux millions de travailleurs. Une des plus grandes batailles de l'histoire du mouvement ouvrier américain commençait. Par son ampleur, par la maturité de ses participants, elle atteignit un niveau supérieur à celui des *sit-down* de 1936-37¹⁸. « Jamais auparavant, dans toute son histoire, écrit E. R. Frank, la classe ouvrière américaine n'avait livré un si grand combat sur un champ de bataille aussi énorme... Jamais auparavant les syndicats n'avaient déployé une organisation si parfaite, une telle ténacité, une telle endurance et une telle confiance en eux-mêmes. Jamais auparavant le mouvement ouvrier n'avait déployé l'unité et la solidarité qui furent atteintes dans cette lutte... La vague de grèves embrassa une plus large section de la classe ouvrière américaine que jamais auparavant dans l'histoire des Etats-Unis... Le mouvement syndical déchaîna un pouvoir qui frappa chacun d'étonnement — ses ennemis comme ses amis. » Non seulement trois puissantes organisations industrielles, les travailleurs de l'acier, ceux de l'industrie électrotechnique et ceux de la viande, se joignirent aux ouvriers de *General Motors*; mais, pour la première fois, la grève bénéficia du soutien de catégories sociales non ouvrières : prolétaires en faux col, classes moyennes, anciens combattants¹⁹. Des historiographes de Walter Reuther comme Irving Howe et B. J. Widick conviennent eux-mêmes que « contrairement à la plupart des grèves en Amérique, celle-ci mit vraiment en cause des relations fondamentales de propriété » et « souleva, au moins par ses conséquences ultimes, la question du pouvoir de classe²⁰ ».

Au début cependant, le mouvement souffrit de nombreuses faiblesses. Reuther, qui n'était alors que vice-président des U.A.W., et loin de contrôler l'organisation, en dirigeait le département *General Motors*. Le président du syndicat, R. G. Thomas, lui était personnellement hostile. Et les directeurs des deux autres départements (Chrysler et Ford) étaient ses adversaires de tendance. Il n'avait les mains libres que dans son propre département et son prestige ne pouvait recueillir le bénéfice exclusif d'une victoire que si la lutte était menée dans son propre fief. Cette situation fut certainement pour beaucoup dans sa tactique, qui consista à essayer d'« isoler » *General Motors* en ne faisant pas cesser le travail chez les autres constructeurs d'automobiles. Il se flattait ainsi d'inspirer au monopole la crainte de perdre ses marchés au bénéfice de ses compétiteurs. Mais cette façon d'agir menaçait d'isoler les grévistes de *General Motors* beaucoup plus qu'elle n'isolait le monopole lui-même. Il eût sans doute mieux valu, étant donné l'enjeu du conflit, jeter tous les travailleurs de l'automobile dans la mêlée²¹. Par ailleurs, Philip Murray contint pendant plus d'un mois l'impatience des travailleurs de l'acier, les empêchant de se joindre à la bataille. Et les staliniens qui contrôlaient les *United Electrical Workers* firent de même. Quand, finalement, l'acier vint renforcer l'automobile, les désaccords, la rivalité personnelle qui opposaient Murray à Reuther, et dont quelques échos transpirèrent, affaiblirent le front ouvrier et le moral des combattants²².

Néanmoins, le mouvement fut formidable. Et la solidarité relativement plus effective qu'il n'est d'usage aux Etats-Unis. Dès le début de la lutte, un Comité ouvrier unifié de soutien fut constitué, avec la participation de l'A.F.L. comme du C.I.O., ainsi qu'un Comité national d'aide aux familles des grévistes, composé de notabilités libérales telles que la veuve du Président Roosevelt²³.

Dans le courant de janvier, les renforts prolétariens apparurent, enfin, sur le champ de bataille. Le 15, 200.000 travailleurs de l'industrie électrotechnique; le 16, ceux de la viande (C.I.O. et A.F.L. réunis); le 21, les 750.000 travailleurs de l'acier²⁴. Le Président Truman, après avoir enjoint aux grévistes de *General Motors* de reprendre le travail, se décida à nommer un comité d'investigation. Celui-ci déclara que le

monopole pouvait accorder une augmentation de salaire horaire de 19 cents 1/2 sans avoir à élever ses prix. Le trust s'obstina dans son refus, et la lutte continua²⁵.

Mais les renforts se hâtèrent de conclure des paix séparées. Philip Murray accepta pour l'acier une augmentation de 18 cents 1/2. Les staliniens firent de même pour l'industrie électrotechnique, les travailleurs de la viande transigèrent à 16 cents. Les autres départements du Syndicat de l'Automobile s'entendirent avec Chrysler sur 18 cents 1/2 et avec Ford sur 18 cents. Et pendant ce temps, les grévistes de *General Motors* étaient toujours en lutte! Le *C.I.O.*, bien qu'il se fût séparé de l'*A.F.L.*, à cause de l'exclusivisme corporatif de cette dernière, n'avait pas éliminé toutes les tares de la vieille fédération. Il n'avait pas encore fait entièrement sienne la conception de l'unité de la classe ouvrière (*One Big Union*) défendue jadis par les *I.W.W.* Comme l'écrit E.R. Frank, « le haut commandement du *C.I.O.* offrit le spectacle d'une armée dans laquelle chaque général de division jette à sa guise, ou ne jette pas, ses troupes dans la bataille, sans aucun souci des décisions ou des nécessités des autres généraux et sans se préoccuper le moins du monde des forces et de la physionomie générale de la bataille; et où, de surplus, chaque général de division négocie son propre traité de paix avec l'ennemi au moment qui lui convient, sans aucun souci des négociations menées par les autres et sans se préoccuper de l'effet qu'aura sur ses alliés la retraite de ses propres forces²⁶ ».

Finalement, le 13 mars, le dernier carré des combattants de *General Motors* obtint l'équivalent des 19 cents 1/2 recommandés par le comité d'investigation ainsi que quelques autres améliorations. C'était un peu plus de la moitié des 30 % de hausse revendiqués à l'origine.

Quant au thème des « augmentations de salaires sans hausse de prix », il n'y eut plus personne pour le chanter. Philip Murray, bien que président du *C.I.O.*, était en même temps président du Syndicat de l'Acier et ancien vice-président du Syndicat des Mineurs. Il restait imbu de la conception « corporatiste » de John L. Lewis, selon laquelle patrons et ouvriers d'une même industrie ont des intérêts communs : les salariés doivent aider les employeurs à obtenir le droit d'élever leurs

prix s'ils peuvent ainsi décrocher une hausse de salaires *. Dès le début du conflit, Murray ne cacha pas qu'il n'était pas d'accord avec le programme « anti-inflationniste » de Walter Reuther. John L. Lewis, plus brutal, qualifia celui-ci de « stupide ». Le trust de l'acier ne signa avec Murray qu'après que le Président Truman eût promis d'autoriser une hausse des prix de l'acier, ce qui fut fait. Les hausses dans l'acier furent suivies par des hausses dans les autres industries et notamment dans l'automobile. Les écluses furent ouvertes au torrent inflationniste. Walter Reuther laissa faire sans souffler mot²³.

Sa position, en effet, était intenable, parce que fondamentalement contradictoire. Il y avait en lui un homme d'Etat, animé du souci de la collectivité et qui se refusait à conspirer avec le patronat, comme le faisaient Lewis et Murray, pour infliger des hausses de prix au consommateur. Mais il y avait aussi en lui un dirigeant syndical qui était bien obligé d'accepter des hausses de salaires même si celles-ci étaient accompagnées de hausses de prix. Et, du point de vue syndical, le fait de lier les salaires aux prix et de subordonner les revendications de salaires à la situation comptable des entreprises patronales n'était pas sans danger. Sur ce plan, les critiques de Lewis et de Murray ne manquaient pas de consistance. Qu'aurait répondu, en effet, Walter Reuther si *General Motors* avait été réellement en mesure de prouver que le trust ne « pouvait pas » accorder une hausse de salaires de 30 % ou ne le pouvait qu'en accompagnant celle-ci d'une hausse de prix? Il eût été obligé ou de renoncer à l'augmentation des salaires — ce à quoi aucun dirigeant syndical ne saurait consentir — ou de se résigner (comme il le fit finalement) à perdre la face devant le consommateur en acceptant la hausse des prix.

Reuther ne pouvait s'évader de cette contradiction parce qu'il se refusait à pousser sa position jusqu'à ses dernières conséquences : lier les prix, les profits et les salaires, c'était implicitement exiger l'intervention directe du Travail dans la

* En 1938, les dirigeants du Comité d'Organisation de l'Acier, c'est-à-dire Lewis et Murray, avaient fait pression sur Washington pour obtenir l'ajournement de la commission d'enquête sur les pratiques monopolistiques dans l'industrie, afin de maintenir les hauts prix de l'acier et de prévenir ainsi une réduction des salaires. Aujourd'hui, toutefois, les dirigeants du Syndicat des travailleurs de l'Acier ont abandonné cette attitude et, en plusieurs circonstances récentes, ils ont pris vigoureusement position contre le *basing point system* et contre la hausse des prix de l'acier²⁴.

gestion de l'économie. Si les syndicats prétendent que l'industrie peut payer un salaire décent aux travailleurs sans infliger au public des prix de monopoles et si les monopoles s'y refusent, se montrant ainsi incapables de servir les intérêts aussi bien des producteurs que du public, c'est donc qu'ils sont devenus socialement nuisibles et que la collectivité doit les reprendre en charge. Sur ce plan seulement, Reuther pouvait réconcilier ses conceptions d'homme d'Etat et de dirigeant ouvrier. Mais il s'arrêta à mi-chemin — pour finalement battre en retraite²⁹.

Malgré toutes ces faiblesses, la bataille de *General Motors* fut loin d'être une défaite. Il semble que Sidney Lens sous-estime l'importance de cette lutte lorsqu'il assure qu'elle profita surtout au Capital : en ouvrant à la pression ouvrière une soupape de sûreté et en aidant le *Big Business* à élever ses prix³⁰. Certes les augmentations de salaires obtenues furent rapidement annulées par la hausse en flèche du coût de la vie^{*}. Mais, dans l'immédiat, les syndicats sortirent de la lutte plus puissants; le moral des travailleurs, leur confiance en eux-mêmes, au moins dans les semaines qui suivirent la victoire, furent renforcés³¹. La mobilisation de près de deux millions d'exploités de diverses industries, malgré les fissures que révéla le front ouvrier, fut une démonstration de solidarité qui ne sera pas oubliée, et comme une répétition générale des luttes futures.

5

Batailles du rail et du charbon (1946).

La grande bataille de *General Motors* et du *C.I.O.* réveilla la combativité des travailleurs dans nombre d'industries et jusque dans celles réputées les plus conservatrices. Mais cette extension de la lutte ne fit qu'accroître la tension entre le Capital et le Travail sans modifier le rapport des forces en présence, par suite de l'incapacité des dirigeants du *Labor* à exploiter à fond leurs succès et à donner à leurs luttes un contenu politique. Le *Big Business*, sentant que la suprématie de la classe capitaliste était menacée par la rébel-

* Voir plus loin, p. 255.

lion ouvrière, mais que le seul étalage de la force suffirait à faire reculer les bonzes syndicaux, décida le Président Truman à réprimer brutalement les grèves dans deux secteurs vitaux de l'économie américaine : les chemins de fer, les mines ¹.

Bataille du rail. — La vague de grèves de 1946 tira de leur sommeil et dressa sur leurs jambes les cheminots. Les Fraternités (indépendantes) du rail — ou, tout au moins, deux d'entre elles — entrèrent dans la danse. Les Fraternités, on l'a vu *, sont aux Etats-Unis le bastion traditionnel du syndicalisme le plus réactionnaire. Par leur exclusivisme corporatif, leur mentalité de sociétés de secours mutuels, elles dament le pion à l'A.F.L. elle-même. Les deux organisations de cheminots, qui se jetèrent dans la bataille, la Fraternité des Employés des trains et celle des Mécaniciens, ne s'étaient pas engagées dans une grève depuis plus de cinquante ans. Elles étaient dirigées autocratiquement par deux « tsars », la première par Alexander F. Whitney, la seconde par Alvanley Johnston. L'un et l'autre foulaient aux pieds la démocratie dans leurs organisations respectives plus consciencieusement que n'importe quel autre leader ouvrier et ils s'étaient faits les avocats les plus éhontés de la collaboration des classes au sein du mouvement ouvrier ².

Et pourtant, ils durent, bon gré, mal gré, se battre, si forte était la pression de leur propre « base ». Les travailleurs du rail, en effet, étaient particulièrement mécontents. Le manque de combativité et de solidarité de leurs organisations avaient fait dégringoler leurs salaires et conditions de travail, par rapport aux autres industries, de la première place en 1928 à la vingtième en 1945 ³. A l'automne de 1944, les cinq grandes Fraternités avaient adopté un cahier de revendications commun comprenant une hausse de salaires de 30 % et une réduction des heures de travail ⁴.

Wellington Roe, qui fut un collaborateur de Whitney, écrit que « pour toute personne au courant de l'attitude des hommes qui assuraient la marche des trains américains, il ne faisait aucun doute qu'ils étaient désireux, et même impatients, de se mesurer avec leurs employeurs... Ils se disaient qu'ils avaient eu une attitude patriotique durant la guerre. Ils

* Voir plus haut, p. 87, 89, 102-103, 107.

avaient travaillé des heures fantastiquement longues, par toutes les conditions atmosphériques. Certains d'entre eux n'avaient pas été à la maison plus de dix ou douze heures par semaine durant cinq années. Ils savaient que le taux horaire de leurs salaires était parmi les plus bas, et ils trouvaient que le gouvernement et les réseaux avaient abusé de leur loyauté... Dans une telle atmosphère, Whitney et Johnston eurent seulement à allumer la mèche — la poudre pour l'explosion était sèche et prête. Du point de vue purement organisationnel, c'était aussi pour eux [les deux chefs] une nécessité impérieuse de canaliser le mécontentement des membres de leurs organisations, dont beaucoup estimaient que les Fraternités les avaient « laissé tomber » dans leurs rapports avec leurs employeurs⁵. Whitney et Johnston ne dirent que la stricte vérité lorsque, suppliant à la dernière minute le Président Truman d'élaborer un compromis que la « base » pût trouver acceptable, ils déclarèrent : « Nous vous avons dit bien des fois que l'agitation présente parmi nos hommes... est extrêmement sérieuse et que leurs revendications ne sauraient être abandonnées⁶. » La pression de la « base » était telle que Whitney craignait que, s'il déclenchait la grève, ses hommes ne refusent de reprendre le travail au moment où il en donnerait l'ordre⁷.

Plusieurs années après la bataille, Whitney écrivit au *New York Times* que lui et Johnston n'avaient pas obligé leurs hommes à cesser le travail, mais qu'ils « avaient seulement exécuté les volontés de 350.000 travailleurs du rail qui avaient voté à l'unanimité de faire grève⁸ ». Bien qu'il ne faille pas croire sur parole un bureaucrate, lorsqu'il tire argument de votes d'unanimité, pour une fois ce dirigeant était sincère.

Malheureusement, les leaders des Fraternités se faisaient entre eux une guerre au couteau et chacun de leurs actes (même un acte aussi important qu'une grève) était inspiré par le souci d'en tirer un avantage particulier tout en faisant le plus de tort possible à leurs rivaux. Whitney et Johnston menaient une coûteuse guérilla contre David B. Robertson, le « tsar » de la Fraternité des Chauffeurs, une organisation de 120.000 membres, comprenant non seulement des chauffeurs mais aussi 40.000 mécaniciens (anciens chauffeurs non admis dans la Fraternité des Mécaniciens). Le résultat fut que Ro-

bertson refusa de participer à la lutte, suivi des autres organisations du rail, et qu'il tenta de briser la grève. Bien que les mécaniciens eussent cessé le travail, il invita par télégramme ses membres (y compris ses propres mécaniciens) à « assurer le trafic ⁹ ».

Cependant, les travailleurs du rail n'appartenant pas aux deux Fraternités officiellement en grève, se refusèrent à faire les « jaunes ». Et la grève, en dépit des querelles fratricides des dirigeants des cheminots, fut une magnifique démonstration de solidarité. Il y eut moins de mille cas de membres de Fraternités non en grève qui travaillèrent tandis que les employés des trains et les mécaniciens se croisaient les bras. Bien qu'un tiers seulement des cheminots assurant le trafic des trains fussent officiellement en grève, les réseaux ferroviaires américains furent, en fait, complètement paralysés¹⁰.

Pouriant, le mouvement avorta finalement, par la faute de ses deux initiateurs, Whitney et Johnston. Ceux-ci n'avaient engagé la lutte que sous la pression de leur « base ». Ils s'étaient laissé acculer à la grève, mais, se fiant aux relations que le *Labor* avait entretenues avec la Maison Blanche, du temps de Roosevelt, ils étaient convaincus que le Président les tirerait, au moment opportun, de leur impasse. Ils se trompaient. Truman était, à cette époque, de fort méchante humeur à l'égard des syndicats ouvriers. Conseillé par un entourage où dominait l'influence du *Big Business*, il laissa Whitney s'enfermer et ne fit pas le geste attendu¹¹. La grève, d'abord prévue pour le 18 mai, fut ajournée au 23 au soir. A cette date, elle éclata. Truman qui, quelques jours auparavant, avait déjà fait saisir les réseaux en vertu de la loi *Smith-Connally*, déclara à la radio que, si les cheminots ne reprenaient pas le travail le lendemain soir, le trafic ferroviaire serait assuré par les troupes fédérales. Whitney et Johnston n'osèrent affronter les forces de répression gouvernementales. Après deux jours de lutte, ils donnèrent piteusement l'ordre de reprise du travail, se contentant de la hausse horaire de salaires de 18 cents 1/2 qui avait été accordée au C.I.O.

Un bureaucrate n'aime pas qu'on lui fasse perdre la face. Whitney, très en colère, dénonça véhémentement le Président Truman et annonça qu'il consacrerait toute la trésorerie de son organisation à le battre aux élections suivantes¹². Mais, plus

tard, le 20 janvier 1948, il fit amende honorable et se joignit au chœur des *supporters* du candidat Truman¹³.

Bataille du charbon. — Les mineurs avaient été les premiers, en 1943, à rompre le charme du *no-strike pledge* et à faire la preuve qu'il était possible aux travailleurs de défendre leurs conditions d'existence même en temps de guerre*. Ils avaient ainsi donné l'impulsion au grand mouvement de rébellion qui, finalement, mobilisa les masses du C.I.O. à la fin de 1945. A son tour, l'exemple de la bataille de *General Motors* stimula les mineurs et les poussa, une fois de plus, à se battre.

Leur contrat expirait à la fin de mars 1946. John L. Lewis réclama, en leur nom, la création d'une caisse de secours et de retraites financée par les employeurs au moyen d'une taxe de 7 cents 1/2 sur les salaires payés et administrée par le syndicat ouvrier. C'était la première fois qu'une revendication de ce genre était formulée en Amérique. Elle montrait que les travailleurs ne vivaient plus au jour le jour, mais qu'ils mettaient de plus en plus au premier plan de leurs préoccupations le souci de leur sécurité et de leur avenir**. Le patronat minier se voila la face et refusa de faire même un premier pas dans cette voie nouvelle. Le 1^{er} avril, 400.000 mineurs cessèrent le travail. Pendant quarante jours, les puits de mine furent désertés et les stocks de charbon s'épuisèrent. L'industrie américaine était menacée de paralysie.

Sur une intervention de la Maison Blanche, une trêve de deux semaines fut acceptée, le 10 mai, par Lewis. La date était assez mal choisie car, juste à ce moment, la menace de la grève du rail se précisait. Et, comme l'a noté Charles Bettelheim, la trêve « laissait les cheminots isolés dans la lutte ». Mais la combativité des mineurs était telle que plus de 25 % d'entre eux, dans le bassin minier de la Pensylvanie occidentale, le plus important des Etats-Unis, ne se laissèrent pas persuader de reprendre le travail¹⁴.

Les négociations n'aboutissant pas, le Président Truman ordonna, le 21 mai, au secrétaire à l'Intérieur, Julius A. Krug, de prendre possession des mines, toujours en application du

* Voir plus haut, p. 233.

** L'exemple des mineurs a été suivi tout récemment (1949-1950) par les travailleurs de l'acier, de l'automobile et d'autres industries (voir plus loin, p. 325-331).

Smith-Connally Act, de manière à avoir un prétexte juridique pour briser la grève en cas de nécessité. La « base » riposta en se remettant en grève avant même l'expiration de la trêve, le 25. La grève ayant repris officiellement le 26, Truman envoya des troupes fédérales dans certains districts miniers. Mais la « température » des mineurs était telle que les pouvoirs publics jugèrent plus sage de transiger. Le 29, Lewis passa un accord avec le secrétaire à l'Intérieur Krug aux termes duquel la Caisse de secours et de retraites était créée et financée par les employeurs au moyen d'une taxe de 5 cents par tonne de charbon produite. En outre, des augmentations substantielles de salaires étaient obtenues. Une fois de plus, les mineurs remportaient la victoire.

**

Mais quelques mois plus tard, la bataille reprit. Le 21 octobre, John L. Lewis demanda la réouverture des négociations en vue d'une révision des salaires et de la durée du travail. Krug répondit que le contrat signé en mai était valide pour toute la durée de la gestion des mines par le gouvernement. Lewis n'admit pas cette interprétation et soutint que les accords antérieurs avec les patrons permettaient la réouverture de négociations sur simple préavis de dix jours. Krug s'entêtant dans son refus, Lewis dénonça, à la date du 30 novembre, le contrat en vigueur. Les jours précédents, la « base » avait recommencé à cesser le travail sans ordre officiel. Et, de nouveau, le 20, les 400.000 mineurs entrèrent en lutte. Un peu avant le déclenchement de la grève, le gouvernement avait fait lancer par un juge fédéral une « injonction » en vue d'obliger Lewis à suspendre son action. Ce procédé était une flagrante violation du *Norris-La Guardia Act* de 1932 qui prohibait catégoriquement l'usage des « injonctions » dans les conflits du travail. Le gouvernement rétorqua en invoquant le *Smith-Connally Act*, une loi d'exception du temps de guerre, demeurée en vigueur malgré le retour à la paix et qui, on le sait, déclarait illégale toute grève dans une entreprise saisie par le gouvernement. Lewis ayant ignoré l'« injonction », il fut condamné, le 4 décembre, en même temps que son syndicat, à une très lourde amende.

Le mouvement ouvrier tout entier ressentit la provocation.

L'A.F.L. (à laquelle le Syndicat des Mineurs s'était réaffilié) et le C.I.O. prirent tous deux fait et cause pour les mineurs¹⁵. Dans les rangs ouvriers, des nombreuses voix s'élevèrent en faveur d'une grève générale de protestation. « Depuis les simples travailleurs jusqu'aux dirigeants de grands syndicats nationaux, écrit Wellington Roe, le mouvement ouvrier organisé regarda avec respect l'homme qui avait défié le pouvoir du gouvernement des Etats-Unis et risqué la prison¹⁶. » Les circonstances étaient éminemment favorables à une imposante démonstration de solidarité ouvrière et à une réunification, dans la lutte, des troupes dispersées du *Labor*. Mais rien de tel ne se produisit. Les dirigeants syndicaux eurent peur de leur propre pouvoir et n'osèrent déchaîner les forces potentielles formidables qu'ils contrôlaient. Lewis, de son côté, enfermé dans son « splendide isolement » et ignorant le reste du mouvement ouvrier, n'avait rien fait pour susciter ce vaste courant de sympathie prolétarienne. Et soudain, par un brusque coup de théâtre, il ordonna la reprise du travail, le 7 décembre, tandis qu'il allait en appel devant la Cour Suprême de Justice. Trois mois plus tard, celle-ci confirma la sentence rendue, tout en réduisant le montant de l'amende. Cette retraite déçut et démoralisa les travailleurs américains.

Mais la grève de novembre 1946 ne fut pas, à proprement parler, un « échec », comme l'écrivit à tort Dwight Mac Donald, dans un article très injuste¹⁷. L'indomptable Lewis, selon sa tactique habituelle, n'avait agité le drapeau blanc que pour reprendre son souffle. Quelques mois plus tard, en juin 1947, il arracha aux magnats du charbon, qui étaient rentrés en possession de leurs mines, des avantages supérieurs à ceux obtenus par n'importe quel autre syndicat ouvrier. Dans son conflit homérique avec le Président Truman, il avait eu le dernier mot. Les mineurs « tenaient le bon bout », mais le mouvement ouvrier, dans son ensemble, fut affaibli pour n'avoir pas « contré » la sauvage attaque de l'administration fédérale par une riposte concertée¹⁸.

6.

La loi Taft-Hartley. Au lendemain des grèves du rail et du charbon, le *Big Business* jugea le moment venu de passer à la contre-offensive et de faire adopter par le Congrès une législation antiouvrière. Le *Wagner Act* de 1935 avait eu pour objet de rétablir l'équilibre entre le Capital et le Travail en donnant au Travail le plein usage de sa force collective et en protégeant les salariés contre les « pratiques déloyales » de leurs exploiters *. Maintenant, le *Big Business* voulait procéder à un nouveau rétablissement d'équilibre en limitant les droits du Travail, devenu trop puissant à son gré, et en protégeant cette fois les employeurs contre les « pratiques déloyales » du Travail. La confédération patronale, la *National Association of Manufacturers* **, trouva, pour ce faire, des complices parmi les gros fermiers, liés étroitement au capitalisme industriel et bancaire, que l'influence croissante du *Labor* inquiétait et qui, en outre, craignaient comme la peste l'organisation des salariés agricoles ***.

Cette législation antiouvrière, le Président Truman l'avait lui-même appelée de ses vœux. Au cours de la grève du rail, le 6 mai 1946, il avait adressé un message frénétique au Congrès, dans lequel il sollicitait des pouvoirs bien plus draconiens que les dispositions de la loi Taft-Hartley. Il réclamait alors une loi lui permettant de briser toute grève qu'il estimerait affecter de façon vitale l'économie nationale. Il demandait le droit d'appeler les grévistes sous les drapeaux, sous peine de cour martiale, d'infliger de fortes amendes et de lourdes sentences de prison aux dirigeants de telles grèves, et d'user d'« injonctions » contre eux. Dans un nouveau message, en janvier 1947, Truman avait lui-même invité le Congrès à élaborer une législation mettant hors la loi les grèves de juridiction et les boycotts secondaires « injustifiés² ».

La victoire des républicains aux élections de novembre 1946,

* Dès le lendemain de la validation du *Wagner Act*, le journaliste Walter Lippman avait réclamé, comme « conséquence nécessaire » de la nouvelle loi que la gestion des syndicats et le droit de grève fussent sévèrement réglementés¹.

** En abrégé : *N.A.M.*

*** Cf. volume II.

la première victoire républicaine depuis la « Grande Dépression », acheva de créer le « climat » favorable à l'adoption d'une législation antiouvrière.

Le 23 juin 1947, la loi nouvelle, baptisée du nom de ses promoteurs, le sénateur Taft et le représentant Hartley, fut promulguée. Il est impossible d'en donner ici une analyse complète, car il s'agit d'un texte très long et compliqué, un vrai maquis de procédure juridique, si touffu et embrouillé que tous les juristes des États-Unis — et Dieu sait s'il y en a — ne sont pas de trop pour essayer de l'interpréter. On se bornera à énumérer les dispositions de la loi portant le plus gravement atteinte aux droits des travailleurs.

Tout d'abord, la loi Taft-Hartley met les organisations syndicales en tutelle. Elle les oblige, sous peine de n'être pas reconnues, à fournir un si grand nombre de précisions sur leurs statuts, leur gestion financière, leurs cotisations, leurs rapports avec leurs adhérents, etc., etc., que, suivant l'expression de John L. Lewis, « il n'y a pas une seule organisation...qui puisse être assurée que les rapports qu'elle aura fournis seront considérés comme satisfaisants³ ». En outre, la loi rend les syndicats passibles de lourdes amendes et dommages-intérêts s'ils violent une des innombrables clauses de la loi.

Ensuite, la loi Taft-Hartley mutile le droit de grève. Il n'est plus permis de se mettre en grève avant un préavis de soixante jours, sous peine de licenciement et d'emprisonnement. Les grèves de solidarité et les « grèves sauvages » sont mises hors la loi. La direction syndicale, malgré laquelle la « grève sauvage » a été déclenchée, est passible de sanctions. Toute grève que le Président considère comme mettant en danger « la santé et la sécurité nationales » peut être retardée de 80 jours (en plus des 60 jours de préavis) par un ordre des tribunaux. Le *Norris-La Guardia Act* est piétiné : contre toute grève déclarée « illégale », les tribunaux fédéraux peuvent lancer des « injonctions ».

Le *closed shop*, c'est-à-dire l'obligation de n'embaucher que des syndiqués, est interdit. Cette prohibition détruit d'un trait de plume le système d'embauchage par les syndicats que les organisations de marins, de dockers, de typographes, etc., etc., avaient arraché de haute lutte. L'*union shop*, c'est-à-dire l'obligation pour les nouveaux embauchés de rejoindre

le syndicat dans un certain délai, n'est tolérée que si 30 % des travailleurs demandent un vote à ce sujet et si, aux élections d'entreprise, une majorité se prononce en sa faveur. Mais, même en ce cas, un syndicat ne peut pas exiger le renvoi d'un travailleur qu'il a cru devoir exclure de ses rangs. Dans les Etats où une législation particulière a été passée, prohibant non seulement le *closed shop*, mais même l'*union shop**, ces législations ont la priorité sur la loi fédérale.

Les employeurs ont le droit, au moins une fois par an, d'entamer une procédure en vue de contester le droit acquis par un syndicat de représenter leurs exploités. Le Président Truman lui-même a reconnu que cette disposition met « dans les mains des employeurs une arme puissante, en leur permettant de prendre l'initiative d'élections au moment qui leur est stratégiquement favorable⁵ ».

La loi Taft-Hartley comprend aussi certaines dispositions ayant pour objet de prévenir la « politisation » des syndicats et restreignant la liberté d'opinion. Si la loi est interprétée à la lettre, il est illégal pour une organisation ouvrière de soutenir de façon quelconque un candidat à une élection fédérale. En outre, aucun syndicat ne peut utiliser les services du *National Labor Relations Board*, c'est-à-dire, entre autres, obtenir, par élection, le droit de représenter les travailleurs d'une entreprise, si ses dirigeants n'ont pas signé un « affidavit » certifiant qu'ils ne sont ni membres du parti communiste, ni « affiliés avec ce parti », et qu'ils n'ont aucun rapport avec une organisation ayant pour objet « le renversement du gouvernement des Etats-Unis par la force ou par une méthode illégale ou inconstitutionnelle quelconque ». Disposition inouïe, puisque le Parti Communiste américain est reconnu légalement et qu'en droit un communiste peut être élu Président des Etats-Unis. En outre, n'importe quel dirigeant de syndicat professant des opinions avancées, socialistes ou autres, risque de se voir appliquer la définition éminemment abusive de la loi.

Enfin, la loi Taft-Hartley comprend certaines dispositions en vue de prévenir divers abus commis par les syndicats de métier de l'*A.F.L.*, tels que les droits d'entrée élevés, les grèves de juridiction, les grèves en vue d'obliger un employeur

* Seize Etats ont promulgué des législations de ce genre⁴.

à s'affilier à une organisation patronale, l'obligation pour l'employeur d'embaucher des travailleurs en surplus, dont il n'a pas effectivement besoin (*feather-bedding*), etc. La loi contient aussi des mesures visant à protéger les droits de la « base » contre les directions syndicales, comme par exemple l'interdiction pour un employeur de déduire les cotisations syndicales des feuilles de paie sans l'autorisation individuelle de chaque salarié. Mais ces mesures n'ont été introduites dans la loi que pour essayer de lui conférer une certaine popularité auprès des travailleurs et de l'opinion publique en général, justement indisposée par les pratiques abusives du syndicalisme de métier et d'affaires. Les mesures en question servent à masquer le caractère antiouvrier des dispositions essentielles de la loi. En outre, du point de vue ouvrier, les abus des syndicats de métier devraient être réformés par les travailleurs eux-mêmes et non par l'intrusion des pouvoirs publics dans leurs propres affaires.

**

La loi Taft-Hartley était pour le mouvement ouvrier un coup extrêmement sévère. Appliquée à la lettre, elle pouvait mettre dans une camisole de force les syndicats américains. Elle ne visait pas à provoquer leur destruction immédiate, elle n'était pas « fasciste ». Mais elle se proposait de leur couper les ailes, de les miner et de les affaiblir; et elle préparait ainsi le terrain pour une seconde étape : celle de leur anéantissement. Et, dans ce sens, on peut dire qu'elle était « pré-fasciste ». La loi frappait aussi bien l'*A.F.L.* que le *C.I.O.* Certaines de ses dispositions, comme celle qui prévoit la fragmentation d'une entreprise en unités de métiers, dans le cas d'élections syndicales, défavorisaient plus particulièrement le *C.I.O.*, constitué sur la base industrielle. D'autres dispositions, comme l'interdiction du *closed shop* et les diverses mesures destinées à prévenir les abus des syndicats de métier, étaient ressenties plus particulièrement par l'*A.F.L.*

La loi n'était pas seulement dirigée contre les travailleurs, contre la « base »; elle traitait durement les dirigeants syndicaux eux-mêmes et tendait à restreindre leurs privilèges, rompant ainsi brutalement avec la politique de Roosevelt, qui avait toujours eu l'habileté de se concilier la bureaucratie

syndicale en lui octroyant quelques concessions⁶. La loi Taft-Hartley aurait donc dû provoquer l'opposition acharnée de l'ensemble du mouvement ouvrier, regrouper les frères ennemis, l'A.F.L. et le C.I.O., en un front unique de lutte. Et elle aurait dû souder étroitement la « base » au « sommet », les intérêts des travailleurs coïncidant en l'occurrence avec ceux de leurs dirigeants. Au surplus, le mouvement ouvrier avait les moyens de se dresser contre la loi. Il était à l'apogée de sa puissance. Il rassemblait plus de quinze millions de salariés. Il possédait un énorme appareil, des immeubles, des états-majors, des journaux, de l'argent. Il n'avait jamais subi encore de défaite sérieuse. Sa capacité de lutte demeurait intacte.

Or, la riposte du Labor fut extrêmement faible. Aucune action sérieuse ne fut engagée pour prévenir le passage de la loi, pour soutenir le Président Truman lorsque celui-ci, préoccupé de sa réélection, opposa son veto à un texte législatif dont il avait été, l'année précédente, un des inspirateurs. Et, depuis la promulgation de la loi, la lutte pour son abrogation a été sporadique, menée en ordre dispersé et sans résultat appréciable. Elle s'est terminée par une véritable capitulation.

Pourquoi cette carence lamentable du mouvement ouvrier? Elle est due à plusieurs raisons. Tout d'abord, les divisions du syndicalisme américain et l'exclusivisme égoïste des dirigeants syndicaux. Chacun songea aux intérêts particuliers de son fief et agit à sa guise, sans se soucier du reste du Labor; ensuite, le respect superstitieux qui entoure, en Amérique, tout texte de loi, à commencer par la sacro-sainte Constitution. Pour l'Américain moyen, toujours anxieux de modeler son attitude sur ce qu'il croit être le « consentement public », il est « profondément choquant⁷ » de s'opposer collectivement à une loi censée issue de la « volonté générale », autrement qu'en s'efforçant d'en obtenir l'abrogation par le législateur (on écrit : *collectivement* à dessein, car, *individuellement*, le même Américain moyen ne se gêne nullement pour violer à chaque instant, avec le plus parfait cynisme, les lois de son pays); enfin et surtout, la loi Taft-Hartley ne fut pas sérieusement « contrée » par le Labor, d'une part, parce qu'elle fut passée à un moment précis où celui-ci traversait une période d'affaiblissement relatif et de démoralisation; d'autre part, parce que les dirigeants syndicaux ne voulurent pas se risquer

à faire usage de l'immense pouvoir dont ils étaient les détenteurs. Ils eurent peur de leur ombre.

Si paradoxal que cela puisse paraître, la grande bataille de 1945-1946, bien qu'elle se fût achevée, dans une large mesure, en victoire, est à l'origine du recul — partiel et temporaire — qui paralysa le mouvement ouvrier dans sa lutte contre la loi Taft-Hartley. Malgré la magnifique démonstration de force que fit alors le *C.I.O.*, le mouvement ne fut jamais autorisé par ses dirigeants à dépasser les limites étroites du trade-unionisme « pur et simple ». Le *C.I.O.* se battit sur un programme étriqué, contradictoire et purement économique. Or, dans la crise profonde ouverte par la liquidation de la deuxième guerre mondiale, face aux grands monopoles, gorgés de profits fantastiques et qui se servaient de l'inflation pour faire payer le coût formidable de la guerre aux masses populaires, il n'était plus possible d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs américains, d'obtenir pour eux plus de sécurité, simplement en se battant pour des revendications de salaires. A peine les ouvriers de l'automobile eurent-ils obtenu leurs 18 cents 1/2 de hausse horaire, que la montée désordonnée du coût de la vie fit fondre leur mince trophée comme neige au soleil. Sous la pression des monopoles, le contrôle des prix fut abandonné, l'*Office of Price Administration* dissous. La pénurie de marchandises, aussi bien aux Etats-Unis que dans le monde entier, et la monstrueuse expansion monétaire, engendrée par une dette publique de 260 milliards de dollars, firent monter les prix en flèche. Et le pouvoir d'achat réel des salariés se rétrécit chaque jour.

A ce moment, si les dirigeants syndicaux avaient eu le sens de leurs responsabilités, s'ils avaient compris la situation et voulu l'exploiter à fond, ils eussent mobilisé les masses pour une grande offensive de classe contre la ploutocratie, sur le plan économique aussi bien que sur le plan politique. Mais ils eurent peur. Ils savaient trop bien que le mouvement ouvrier américain est si puissant, si riche en ressources de toutes sortes, qu'il ne peut se risquer à une action de large envergure sans ébranler aussitôt toute l'économie américaine jusque dans ses fondements, et sans déchaîner la révolte latente des non-privilegiés, des opprimés. Ils reculèrent parce qu'ils n'osèrent pas aller de l'avant. L'attitude des chefs du *C.I.O.* fut aussi pitoyable, aussi pusillanime, aussi impuissante

que celle du vieux William Green lorsque, dix ans plus tôt, celui-ci s'était montré incapable de prendre la tête du grand soulèvement ouvrier contre les magnats de l'auto, de l'acier et du caoutchouc*.

La carence des dirigeants syndicaux eut pour conséquence la démoralisation temporaire de leurs troupes. Les travailleurs, voyant leurs conditions de vie se détériorer constamment, malgré des luttes victorieuses, se découragèrent et se demandèrent s'il valait la peine d'entreprendre des grèves longues et coûteuses, pour un si piètre résultat. Et pour dissiper leurs doutes, aucune perspective nouvelle de lutte ne leur était offerte. C'est à ce moment précis que le *Big Business* tenta son grand assaut sous la forme de la loi Taft-Hartley. L'année précédente, à l'apogée de la vague de grèves, il n'avait pas osé passer de législation antiouvrière. L'affaiblissement de la combativité prolétarienne lui donnait maintenant le champ libre⁸.

**

Au lendemain du vote de la loi, les dirigeants syndicaux poussèrent des cris d'orfraie, et l'on put, un instant, croire qu'ils se préparaient à la résistance. Le rédacteur syndical du *New York Times* écrivit que les bataillons du *Labor* étaient en train de se déployer pour la « bataille du siècle⁹ ». Mais le siècle fut frustré de ce déploiement de forces. Les dirigeants de l'*A.F.L.* se contentèrent de couvrir les pages des quotidiens capitalistes de coûteux placards publicitaires réclamant l'abolition de la « législation d'esclavage¹⁰ ».

Pourtant, quelques démonstrations publiques furent organisées. Une seule d'entre elles revêtit une réelle ampleur. C'est que l'initiative en avait été prise par la « base ». Sous l'impulsion d'éléments staliniens et trotskystes, les travailleurs de l'automobile de Detroit furent invités, par leur Syndicat, à désertier les usines, le 24 avril 1947, à 2 heures de l'après-midi, et à affluer vers *Cadillac Square*, la place principale de la ville. Malgré les efforts souterrains tentés par les hommes de Walter Reuther pour miner le mouvement**, celui-ci fut

* Voir plus haut, p. 161-169.

** Edward J. Cote, le président de la section syndicale 174, dite *West Side*, la section dont Walter Reuther avait été lui-même le président, m'a avoué personnellement avoir répondu aux demandes de renseignements des travailleurs,

formidable. J'ai assisté à cette inoubliable démonstration. Je n'ai jamais rien vu de tel en Amérique. Les ouvriers quittèrent leurs ateliers en vêtements de travail, le visage encore enduit de graisse et de sueur, et, pendant des heures, le quartier des affaires, le *business district* de Detroit, fut littéralement envahi par une immense foule prolétarienne — plusieurs centaines de milliers de manifestants¹¹, parmi lesquels hommes et femmes, blancs et nègres, fraternellement mêlés. D'abord respectueux de la légalité, ils se rangèrent sur les bas-côtés de la chaussée pour laisser circuler les tramways. Puis, s'enhardissant et prenant confiance en eux-mêmes, ils bloquèrent tout le trafic, malgré les efforts furieux et impuissants de la police. Sur les murs de l'hôtel de ville, un gigantesque portrait de Henry Ford, voilé de crêpe (car le magnat venait de mourir), regardait passer les bataillons ouvriers, parmi lesquels les exploités de Ford, la fameuse section syndicale 600, la plus large du monde, figuraient en bonne place. Il semblait que le passé et l'avenir se trouvaient confrontés. L'ère de l'*open shop*, de l'impuissance ouvrière, s'enfonçait, avec l'ombre du vieux constructeur, dans la nuit des temps. La démonstration de *Cadillac Square* était comme l'anticipation des hauts faits dont se montreront capables les foules américaines le jour où elles auront pris pleine conscience de leur puissance.

A New-York, l'A.F.L. organisa le 4 juin un grand meeting à *Madison Square Garden*, qui attira 50.000 manifestants, et le C.I.O., ayant déclaré le mardi 10 juin *Veto day*, une foule de 60 à 100.000 travailleurs défila ce jour-là dans les artères principales de la ville, portant des pancartes de protestation¹².

Néanmoins, les choses en restèrent là. Dans les rangs ouvriers, l'idée d'une grève générale de protestation surgit spontanément¹³. Mais les bonzes syndicaux la rejetèrent. Comme on l'a déjà dit *, rien n'est plus familier aux travailleurs américains que la notion de grève générale. Elle réapparaît périodiquement dans leurs luttes. Mais, en même temps, dans aucun pays du monde, la grève générale n'est honnie par les bureaucrates ouvriers avec autant de furie qu'aux États-

le matin du 24 avril, que le mouvement de grève n'avait fait l'objet d'aucune directive de la part du Syndicat.

* Voir plus haut, p. 98, note.

Unis. En France, au moment où ces lignes sont écrites, la grève générale est devenue un rite formel, presque dépouillé de signification, que l'on accomplit faute de mieux, pour sauver la face et avoir l'air de faire quelque chose. En Amérique, au moins pour les bonzes syndicaux, « grève générale » est synonyme de « révolution ». En avril 1949, un représentant de New-York, Arthur G. Klein, fit, en plein Congrès, un appel en faveur d'une grève générale d'une journée afin de démontrer la volonté du *Labor* d'obtenir l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Ce parlementaire envoya même des télégrammes aux principaux leaders syndicaux, insistant en faveur d'une telle action. Mais sa suggestion tomba dans les oreilles de sourds. C'est en vain qu'au congrès du Syndicat de l'Automobile, en juillet, le délégué John de Vito reprit la proposition. Elle fut repoussée¹⁴.

Il y avait un autre moyen que la grève générale de faire pression sur les législateurs fédéraux. Le *Labor* pouvait reprendre la tactique traditionnelle des « marches sur Washington », dont l'exemple avait été donné, en 1894, par les armées de chômeurs du « général » Jacob S. Coxey¹⁵, et, au cours de la « Grande Dépression », par les marches d'anciens combattants et de sans-travail (1931-1932). Ces techniques avaient fait, à l'époque, la plus vive impression sur l'opinion publique. Les syndicats de Los Angeles (Californie), A.F.L. et C.I.O. réunis, organisèrent, en août 1947, une « cavalcade » automobile qui, traversant l'immense continent, convergea vers la capitale fédérale afin d'y protester contre la loi Taft-Hartley. Mais cette initiative fut accueillie froidement par les directions nationales des deux centrales syndicales; et sa portée demeura limitée.

Le mouvement ouvrier entreprit la lutte contre certaines dispositions particulières de la loi, mais son manque de cohésion fit avorter la plupart de ces efforts. Une des mesures qui déclencha le plus de résistance de la part des syndicats fut l'obligation de remplir des « affidavit » certifiant que leurs dirigeants n'étaient pas « communistes ». De nombreuses organisations, parmi lesquelles certaines avaient pourtant une solide réputation d'« anticommunisme », étaient très hostiles à cette humiliante obligation. John L. Lewis, pour les mineurs, et Philip Murray, pour les travailleurs de l'acier, se refusèrent à signer l'odieux « affidavit ». La position de John L. Lewis

provoqua sa rupture avec l'*A.F.L.* Comme il était vice-président de la Fédération, son refus de signer privait de la possibilité de bénéficier des services du *National Labor Relations Board*, et donc de prendre part à des élections d'entreprise, non pas les différents syndicaux nationaux, qui jouissaient de l'autonomie par rapport à la Fédération, mais les *federal unions*, les sections syndicales non rattachées à un syndicat national et placées directement sous la tutelle de l'*A.F.L.* *

Au congrès de la Fédération à San Francisco, le 14 octobre 1947, Lewis dénonça impitoyablement les rivalités, les animosités personnelles, les petites ambitions qui divisaient les chefs ouvriers au moment où ils auraient dû s'unir comme un seul homme. Il stigmatisa la lâcheté avec laquelle le *Labor* se « vautrait » devant la loi Taft-Hartley, qu'il qualifia, correctement, de « préfasciste ». « Pensez-vous, s'écria-t-il, que cela donnera du cœur aux membres de notre organisation dans les centres industriels de ce pays, lorsqu'ils verront leurs grands leaders, avec toute la pompe et le cérémonial d'un grand congrès, s'agenouiller avec humilité devant un texte législatif détestable et tyrannique? Pensez-vous que vous les encouragerez de cette façon? » Et il ajouta : « Si nous avons le courage de nous serrer les coudes, nous sommes assez forts et assez puissants pour protéger nos adhérents, nos syndicats et notre pays contre les effets funestes de cet acte méprisable. » Mais Daniel Tobin, le « tsar » des *Teamsters*, qui, déjà, au congrès de 1935, avait tenu tête à Lewis, répliqua : « Certains conseillent de défier la loi. C'est une loi que nous ressentons, mais il existe une certaine procédure légale pour changer la loi, et ce n'est pas par une révolution ¹⁶. » Un autre délégué déclara que, « comme il sied à un citoyen américain, il respecterait la loi Taft-Hartley ». Lewis fut privé de son poste de vice-président et, en décembre 1947, le Syndicat des Mineurs — pour la seconde fois — quitta l'*A.F.L.* en claquant la porte ¹⁷.

A partir du jour où une grande organisation syndicale aurait accepté de signer l'« affidavit » requis par la loi Taft-Hartley, il était évident que les autres syndicats finiraient, malgré leurs répugnances, par l'imiter. En effet, cette organisation se serait trouvée dans une position privilégiée : elle aurait eu des chances de se faire reconnaître comme le représentant légal

* Voir plus haut, p. 162-163.

des travailleurs de l'entreprise où il était procédé à une élection. Le risque était d'autant plus grand que les syndicats industriels, aujourd'hui, aux Etats-Unis, n'ont pas une compétence nettement délimitée, et que, par ailleurs, nombre d'entreprises se trouvent chevaucher sur diverses activités industrielles. Certaines, pour prendre un exemple, sont revendiquées soit par le Syndicat de l'Automobile (*United Automobile Workers*), soit par le Syndicat des travailleurs de l'Acier (*United Steelworkers*), soit par le Syndicat de l'Industrie électrotechnique (*United Electrical Workers*), soit par le Syndicat des travailleurs des Machines agricoles (*Farm and Equipment Workers*), soit par le Syndicat indépendant des Mécaniciens (*International Association of Machinists*), soit par une organisation « passe-partout » créée par John L. Lewis dans le cadre du Syndicat des Mineurs et baptisée par lui *District 50*, soit par les *federal unions* de l'*A.F.L.* ou les *industrial unions* du *C.I.O.*, sections syndicales non rattachées à un syndicat national et placées directement sous la tutelle des centrales syndicales, soit enfin par les syndicats « jaunes » suscités par les employeurs. En outre, les divers syndicats ne se gênent pas pour se rafler les uns aux autres, par des « raids », la clientèle ouvrière, même lorsque la profession des travailleurs disputés n'a rien à voir avec celle qu'ils sont censés représenter.

Cependant, les adversaires de la signature de l'« affidavit » firent valoir que la participation aux élections du *National Labor Relations Board* n'était pas d'une importance tellement vitale pour les syndicats, et que les avantages obtenus en 1936-37, l'organisation de millions de travailleurs, avaient été arrachés, non par des élections, mais dans la lutte, sur les piquets de grève. On n'écoula pas ces hommes qui parlaient le langage d'une autre époque¹⁸.

Une organisation oserait-elle prendre la honteuse initiative de signer l'« affidavit » et entraîner derrière elle dans sa capitulation, l'une après l'autre, toutes les sections du mouvement ouvrier? L'*International Association of Machinists* s'arrogea ce triste honneur. Le 4 septembre 1947, le Ministère du Travail accusa réception des pièces par lesquelles ledit syndicat avait rempli les obligations requises par la loi¹⁹. Or, l'*International Association of Machinists* était une puissante organisation de 600.000 membres. Elle avait été affiliée à l'*A.F.L.* jusqu'en

1945 et avait quitté celle-ci à la suite d'une querelle de juridiction. Elle avait des membres dans de très nombreuses entreprises métallurgiques et, abandonnant peu à peu son exclusivisme de métier, elle avait organisé tous les travailleurs des métaux, mécaniciens ou non, sur lesquels elle avait pu mettre le grappin. Elle était particulièrement active dans l'industrie aéronautique, où elle était engagée dans une âpre compétition avec le Syndicat de l'Automobile. Si ce dernier ne signait pas l'« affidavit », il risquait de voir le Syndicat des Mécaniciens lui « souffler » un certain nombre d'entreprises²⁰.

Cependant, aucune des organisations du C.I.O. n'avait encore rempli les humiliantes formalités inventées par MM. Taft et Hartley. Au début de décembre, le bureau exécutif du C.I.O. avait décidé de maintenir sa position de refus. Le Syndicat du Textile (*Textile Workers Union*) tint à être le premier à se déshonorer. Le 6 octobre, son conseil exécutif, réuni à Boston, décida de signer l'« affidavit²¹ ».

Philip Murray, visiblement influencé par l'attitude de Lewis et des mineurs, se refusa catégoriquement à signer pour le compte de ses travailleurs de l'acier. Il expliqua, au congrès du C.I.O. à Boston, le 14 octobre 1947, que, si le Congrès fédéral continuait dans la voie où il s'était engagé, il demanderait bientôt aux leaders ouvriers : « Qu'êtes-vous ? Un catholique, un protestant, un juif ? » Et il s'étonna, en passant, que la loi Taft-Hartley (qu'il qualifia de « diabolique ») n'ait pas requis des dirigeants ouvriers un certificat attestant qu'ils n'appartiennent pas au *Klu Klux Klan*. Mais Murray n'alla pas plus loin. Il n'osa pas imposer aux différents syndicats du C.I.O. l'attitude prise par les travailleurs de l'acier. « Certaines organisations affiliées au *Congress of Industrial Organizations*, déclara-t-il, peuvent, si elles le croient bon, remplir les formalités exigées par la loi²². »

Les écluses étaient ouvertes, et le Syndicat de l'Automobile s'y engouffra. Le 31 octobre, sous prétexte que c'était la date-limite fixée par le *National Labor Relations Board* pour la signature de l'« affidavit », Walter Reuther, au nom du Syndicat de l'Automobile, écrivit au *Board* une lettre de capitulation (l'expression est empruntée au *New York Times*). Il n'attendit même pas le congrès du syndicat qui s'ouvrit quelques jours plus tard, le 9 novembre. L'ex-président du syndicat, devenu vice-président, R. G. Thomas, protesta publi-

quement contre ce geste²³. Au congrès, une résolution fut présentée, invitant l'organisation à se passer résolument de l'aide du *Board* et rappelant qu'avant même la validation du *Wagner Act*, les *U.A.W.* avaient démontré, dans la lutte, leur aptitude à organiser, sans aucun appui gouvernemental, l'industrie automobile. Mais les partisans de Reuther opposèrent à ce texte une résolution demandant la signature de l'« affidavit », afin d'obtenir la « protection » du *Board* contre les « raids » des organisations rivales. Et, finalement, malgré l'opposition d'une assez forte minorité, les partisans de la soumission l'emportèrent²⁴.

Peu à peu, le front des adversaires de la signature se désagrèga. L'une après les autres, les organisations syndicales prirent le chemin de Canossa. Le Syndicat des Marins, *National Maritime Union*, annonça, le 15 novembre 1948, qu'il allait s'exécuter²⁵. Le 27 juillet 1949, Philip Murray, au nom des travailleurs de l'acier, agita le drapeau blanc et annonça que son organisation allait signer à son tour²⁶. Il ne restait plus, dans le camp de la résistance — outre les mineurs (indépendants) et les typographes (*A.F.L.*) — que trois importants syndicats du *C.I.O.*, les dockers, les travailleurs de l'industrie électrotechnique et ceux de la fourrure, tous trois contrôlés par les staliniens. Le 21 octobre, le président des *United Electrical Workers* annonça que son organisation allait, elle aussi, signer²⁷.

*
**

Les organisations ouvrières manifestèrent un peu plus d'énergie lorsqu'elles s'opposèrent à une autre clause de la loi Taft-Hartley, celle qui leur interdisait de participer à toute activité politique. Philip Murray défia la loi en endossant, en juillet 1947, dans l'organe officiel du *C.I.O.*, une candidature à la Chambre des Représentants à l'occasion d'une élection partielle²⁸. Le *C.I.O.* et son président furent l'objet de poursuites. Même l'auteur de la loi, le sénateur Taft, dut jeter du lest et déclarer que le geste de Philip Murray n'était pas, à ses yeux, un « délit²⁹ ». En mars 1948, un syndicat de l'*A.F.L.* fut poursuivi pour le même chef. Cependant, le 15 mars, un tribunal fédéral acquitta Philip Murray et déclara que la section en cause de la loi Taft-Hartley était inconstitutionnelle

du fait qu'elle violait les libertés garanties par le premier amendement de la Constitution ³⁰. Les bons apôtres de la Cour Suprême de Justice tournèrent la difficulté de la façon suivante : ils refusèrent de se prononcer sur la « constitutionnalité » de cette section de la loi, mais décidèrent qu'elle n'empêchait nullement les syndicats de publier des articles politiques dans leurs périodiques. Philip Murray salua cette sentence comme « une très considérable victoire ³¹ ».

Une seule organisation syndicale eut le courage de défier la loi Taft-Hartley, au prix d'une lutte longue et coûteuse : le Syndicat des Typographes (*International Typographical Union* *). La loi frappait tout particulièrement cette organisation en bannissant le *closed shop* qui était rigoureusement respecté dans la profession, en remettant en cause la pratique traditionnelle d'embauchage d'après l'ancienneté, en interdisant le « boycott secondaire », c'est-à-dire le refus d'effectuer un travail passant entre les mains de « jaunes » d'un autre métier, enfin, et surtout, en prévoyant des sanctions draconiennes contre les violations de contrat et en exigeant la passation entre employeurs et salariés de contrats écrits. A l'origine, les typographes n'avaient pas eu de contrat écrit. Leur section syndicale était simplement « reconnue » par l'employeur, ce qui entraînait l'acceptation par ce dernier des règles édictées par le syndicat lui-même en matière de salaires, durée et conditions du travail. En 1947, ce régime était encore en vigueur pour presque un quart des sections syndicales des typographes. Afin de se soustraire aux lourdes pénalités prévues en cas de violation de contrat, l'I.T.U. décida, à son congrès d'août 1947, d'éviter le plus possible de signer des contrats collectifs, de revenir au régime ancien des « règles syndicales » et, là où il n'était pas possible de se passer de contrat, d'introduire dans celui-ci des clauses protectrices, telles que le refus de travailler avec les non-syndiqués et la faculté de dénoncer le contrat après un délai de soixante jours.

En conséquence de quoi, le 24 novembre 1947, les 1.500 membres de la section syndicale n° 16 de Chicago se mirent en grève, les éditeurs de journaux se refusant à leur accorder une augmentation de salaires sans contrat. Le 27 mars 1948, les tribunaux lancèrent contre l'I.T.U. une « injonction » par

* En abrégé : I.T.U.

laquelle le syndicat était sommé de renoncer à ses tactiques de résistance contre la loi Taft-Hartley. La grève dura vingt-deux mois, coûta des sommes énormes au syndicat et se termina enfin, le 18 septembre 1949, par une relative victoire. Les employeurs accordèrent une substantielle augmentation de salaires et un type de contrat contenant un certain nombre des clauses protectrices qu'avait revendiquées l'I.T.U., à l'exclusion pourtant de la plus importante : le *closed shop*³². Le Syndicat des Typographes avait été conseillé dans sa lutte par un juriste de talent, Gehrard P. Van Arkel, ancien General Counsel (conseiller général) du *National Labor Relations Board*, et qui, en signe de protestation, avait démissionné avec éclat de ce poste, après le vote de la loi Taft-Hartley³³.

La bataille épique des typographes se déroula sans soutien effectif de la part de l'ensemble du mouvement ouvrier. L'A.F.L., à laquelle le syndicat était affilié, se montra tiède, et le C.I.O. se contenta de voter des résolutions de sympathie. L'I.T.U. proposa à tous les syndicats de se réunir en un congrès national extraordinaire du Travail qui se tiendrait à Washington et élaborerait un plan d'unité d'action ouvrière contre la loi d'esclavage. Aucune direction syndicale, pas même celle des mineurs, ne répondit à cet appel³⁴.

**

Le Président Truman avait promis, s'il était réélu aux élections du 2 novembre 1948, d'abroger la loi Taft-Hartley. Le *Labor*, au lieu de livrer la « bataille du siècle », se contenta d'endosser la candidature Truman et de mettre à l'index les parlementaires sortants qui avaient voté pour cette législation antiouvrière. Mais, après la réélection de Truman, les promesses faites ne furent pas tenues. Le « conseiller général » du *National Labor Relations Board*, Robert N. Denham, un agent haineux du Grand Capital, que Truman avait nommé à ce poste, déclara que « la loi Taft-Hartley continuerait à être appliquée strictement³⁵ ». Le Congrès se refusa à abroger, purement et simplement, la loi, comme le *Labor* l'avait réclamé, et à remettre en vigueur le *Wagner Act*. Au cours de laborieuses et interminables palabres parlementaires, la loi Taft-Hartley fut remise en chantier. A l'heure où ces lignes sont rédigées, le Congrès n'a accouché d'aucun texte nouveau et

les dispositions de la loi antiouvrière de 1947 sont, par conséquent, toujours en vigueur*.

Le 30 juin 1949, le *New York Times* annonça que le « Travail organisé abandonnait virtuellement ses efforts pour abroger ou réviser la loi Taft-Hartley au cours de l'année ». Le *Labor*, dont les illusions parlementaires avaient été pourtant cruellement déçues, se raccrochait maintenant à l'espoir d'une victoire électorale aux élections de 1950³⁷. Jamais peut-être, au cours de toute son histoire, la bureaucratie syndicale américaine n'avait capitulé de façon aussi honteuse.

* Non seulement, elles restent en vigueur, mais Denham, l'âme damnée du *National Labor Relations Board*, défiant ouvertement le corps électoral qui avait indiscutablement condamné la loi, serre chaque jour la vis un peu plus et s'ingénie à édicter des mesures d'application toujours plus sévères³⁸.

CHAPITRE IV

DIALECTIQUE DU LABOR (Suite)

Récents développements

1. *Bureaucratisation du C.I.O.* — 2. *Elimination des staliniens :*
a) *La première manche.* — 3. b) *Trois syndicats perdus pour les staliniens.* — 4. c) *La scission.* — 5. *Au service de la « guerre froide ».* — 6. *La campagne d'organisation du Sud.* — 7. *La pression de la base.* — 8. *Vers l'unité ouvrière?*

1

Bureaucratisation du « C. I. O. ». Pour bien comprendre la prostration du mouvement ouvrier et, en particulier, la faiblesse de sa riposte à la loi Taft-Hartley, il est nécessaire de se pencher sur le corps du patient et d'examiner les symptômes de son mal. Que l'*A.F.L.* n'ait pas opposé une résistance virile à la « loi d'esclavage » ne saurait étonner. Les états de services de l'*A.F.L.* depuis plus d'un demi-siècle n'ont été, on l'a vu, qu'une longue suite de capitulations et de trahisons. Mais que le *C.I.O.*, vieux seulement d'une décennie et forgé dans la lutte, et rassemblant les travailleurs les plus dynamiques, ceux des industries les plus modernes et les plus concentrées, ait fait preuve d'une telle passivité et d'une telle veulerie, il y a de quoi surprendre.

Cependant, cette énigme comporte une explication : le *C.I.O.*

a vieilli avant l'âge, il est atteint d'une sénilité précoce. A peine né, il a été envahi par le virus bureaucratique et, dans le court espace de douze ans, il a suivi une évolution que les directions syndicales européennes ont mis des décades à accomplir. Sa bureaucratisation a commencé, on l'a vu*, dès le lendemain des grandes batailles sociales de 1936-1937. Elle s'est accélérée à un rythme très rapide à la faveur de la guerre, de l'« union sacrée » et de l'absorption des syndicats dans la machine militaire américaine. Le processus a cependant été entravé par deux courants agissant en sens contraire : tout d'abord, la rupture de John L. Lewis avec Roosevelt et le C.I.O.**; ensuite, le soulèvement des travailleurs au lendemain du retour à la paix et les grandes grèves de 1945-1946***. Mais la tendance fondamentale était celle de la bureaucratisation et de la dégénérescence. La bataille de *General Motors*, malgré son énorme signification, n'a pas interrompu, ou n'a interrompu que temporairement, le processus de vieillissement. Ses dirigeants, Reuther d'abord, Murray ensuite, n'avaient pris la tête de la lutte que pour canaliser l'ardeur ouvrière et empêcher la formation d'une direction syndicale plus militante.

Le C.I.O. a vieilli de la base au sommet. Cette transformation est particulièrement frappante dans l'industrie la plus jeune par l'âge de ses travailleurs, celle de l'automobile. Un sociologue, C. Wright Mills, de *Columbia University*, a constaté, en avril 1948, que l'âge moyen des membres du Syndicat de l'Automobile, à Detroit, est de *quarante-deux ans*. Quinze ans plus tôt, il eût été difficile de trouver dans les vastes usines de Michigan des travailleurs ayant dépassé la quarantaine, sauf parmi les magasiniers, les portiers et dans certaines sections très spécialisées¹.

En outre, nombre des travailleurs les plus combattifs qui occupèrent les usines et prirent part aux piquets de grève, en 1937, remplissent aujourd'hui les emplois les mieux rétribués et les plus enviables. Ils bénéficient de l'ancienneté et d'une relative sécurité. Par ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont quitté l'usine et sont devenus, aux divers échelons de la hiérarchie syndicale, des permanents « respectables » et

* Voir plus haut, p. 201-210.

** Voir plus haut, p. 222-233.

*** Voir plus haut, p. 233-243.

jouissant de traitements rondelets. Ils sont plus jeunes, sans doute, plus ouverts, plus instruits et plus agressifs que les vieux bonzes de l'*A.F.L.*, mais ils ont déjà acquis la mentalité de « professionnels ».

Entrons dans le bureau confortable de James A. Carey, le jeune homme qui porte aujourd'hui sur ses épaules trop frêles la charge de secrétaire-trésorier du *Congress of Industrial Organizations*. Carey symbolise, à lui seul, l'évolution de la couche dirigeante du *C.I.O.* En 1933, dans l'ardeur de ses vingt et un ans, il organisa une entreprise de radio de Philadelphie et en fit le point de départ du puissant syndicat de l'industrie électrotechnique², fort aujourd'hui de 500.000 membres. Mais Carey a pris de l'âge et il est devenu un monsieur important. Il s'habille de noir, pour faire plus mûr et plus sérieux. Il a l'allure engoncée, l'onction, les réponses stéréotypées du bureaucrate. Il joue même à l'homme d'Etat et s'envole de temps à autre vers l'Europe, pour y accomplir diverses tâches mi-syndicales, mi-gouvernementales.

Au sommet, en effet, le *C.I.O.* s'est engagé dans une collaboration de plus en plus étroite avec l'administration fédérale. Cette association a débuté, on l'a vu, dès 1933, avec le *New Deal*. Déjà, en 1935, Robert Marjolin notait que les syndicats se présentaient « de plus en plus comme un organisme semi-officiel », qu'ils semblaient « avoir reçu du gouvernement le droit exclusif d'organiser les ouvriers » et qu'ils devenaient « des rouages administratifs³ ». Le mariage a pris un caractère plus intime encore pendant la période de guerre. Il a achevé de se consolider au cours de ces dernières années, quand le *C.I.O.* est devenu, en politique intérieure, la principale agence électorale du Président Truman, et, en politique extérieure, une annexe du Département d'Etat. La médiocrité même des deux hommes qui président aujourd'hui aux destinées de l'*A.F.L.* et du *C.I.O.* a favorisé l'absorption complète du mouvement syndical dans l'appareil étatique. Comparés à leurs successeurs actuels, William Green et Philip Murray, les fondateurs des deux centrales syndicales, Samuel Gompers et John L. Lewis, étaient, malgré leurs faiblesses et leurs défauts, des hommes d'une certaine stature, faisant preuve d'une relative indépendance à l'égard des pouvoirs publics. Green et Murray sont beaucoup plus petits et ils ont l'échine beaucoup plus souple⁴.

Dans une certaine mesure, on peut dire que le C.I.O. possède aujourd'hui une direction nationale plus dictatoriale que celle de la vieille A.F.L. L'attention du lecteur a déjà été attirée sur ce point*. La raison en est que le C.I.O. a été créé, partiellement, d'en haut, par des comités d'organisation dont les cadres étaient sélectionnés en dehors des industries qu'il s'agissait d'organiser. Tandis que l'A.F.L. se cramponne à la conception archaïque de l'« autonomie des métiers », le C.I.O. est fortement centralisé. Il a hérité du Syndicat des Mineurs sa structure autocratique et son culte du chef**. Ses états-majors sont plus nombreux et parasitaires que ceux de l'A.F.L., et on y trouve beaucoup d'intellectuels, d'économistes, de journalistes, de juristes, totalement étrangers à la classe ouvrière. Dans les « bourses du travail » de l'A.F.L., dans les assemblées des syndicats de métier, généralement plus fréquentées que celles des syndicats du C.I.O., on retrouve quelque chose de l'atmosphère familière et dénuée de formalisme des édifices et des meetings ouvriers d'Europe. Dans les permanences du C.I.O., plus modernes, plus luxueuses, plus semblables aux sièges sociaux des entreprises capitalistes, la distance entre le travailleur et le dirigeant syndical se fait davantage sentir.

Cependant, si le C.I.O. est plus *centralisé*, il est tout de même moins *bureaucratisé* que l'A.F.L. Dans cette dernière, la machine bureaucratique fonctionne, non à l'échelle de la direction nationale, mais à celle des syndicats nationaux de métier, qui sont autant de fiefs féodaux aux directions puissamment retranchées. L'origine même du C.I.O., forgé dans la lutte, sa structure industrielle, la pression que continue à y exercer fortement la « base » sont autant de freins à sa complète bureaucratisation. Le pouvoir de sa machine dirigeante demeure instable et fragile. Cependant, la bureaucratisation du C.I.O., si elle est moins profonde et moins durable que

* Voir plus haut, p. 210.

** Aujourd'hui, c'est le Syndicat des travailleurs de l'Acier de Philip Murray (lui-même sous-produit du Syndicat des Mineurs) qui constitue l'ossature de la « machine » dirigeante du C.I.O. Murray a placé ses hommes du Syndicat de l'Acier dans la plupart des directions régionales et locales. Or, ce Syndicat est administré de façon de plus en plus dictatoriale. Son président est maintenant élu pour quatre ans. Aucune opposition n'est tolérée à ses congrès. Ses sections syndicales sont privées de toute autonomie financière. Comme l'écrivit Lens, la machine du Syndicat de l'Acier, « projette son ombre morne sur tout le C.I.O. » (C.I.O., *communists and confusion*, article à paraître.)

celle de la vieille Fédération, s'est faite beaucoup plus rapidement que celle de l'*A.F.L.* C'est peut-être au cours des congrès nationaux annuels qu'elle apparaît avec le plus d'évidence. J'ai assisté à l'un de ces congrès, celui de 1947. Un immense portrait de Philip Murray dominait l'estrade. La grande majorité des délégués semblaient considérer que le but essentiel de leur réunion était la glorification de leur chef aimé. Conformément à la coutume si peu démocratique qui prévaut aux Etats-Unis, et qui veut que la présidence des délibérations soit confiée au président de l'organisation qui tient son congrès, Philip Murray dirigeait les débats à sa guise, et aucun des problèmes à l'ordre du jour ne fut vraiment discuté à fond. Une grande partie de l'horaire du congrès fut consacrée à des invocations de ministres du culte de divers acabits et à l'audition de personnalités de marque, extérieures au mouvement syndical. Quand Philip Murray fut réélu, un charivari d'environ quarante minutes fut organisé, avec tam-tam, serpents et confetti, et les délégués, formant des monômes, défilèrent indéfiniment sur l'estrade pour rendre hommage à celui qui symbolisait à leurs yeux la machine bureaucratique et leur assurait la continuité de leurs emplois.

Le processus de bureaucratisation du *C.I.O.* a été aggravé par la formation, non pas d'une seule, mais de deux bureaucraties, l'une réformiste, avec Lewis, puis Murray à sa tête, l'autre stalinienne⁵. Les staliniens, en effet, dès qu'ils se furent taillé des « fiefs » syndicaux, à la faveur de leur active participation aux luttes qui marquèrent la naissance du syndicalisme industriel, s'empressèrent de consolider leur emprise sur les organisations qu'ils contrôlaient, et le firent avec la même conception autoritaire, le même cynisme que les Lewis et les Murray. Pour prendre deux exemples, les *United Electrical Workers*, le syndicat de l'industrie électrotechnique, et la *National Maritime Union*, le syndicat des marins, furent soumis à une machine totalitaire ne tolérant aucune opposition, bâillonnant toute critique, n'hésitant devant aucun moyen pour conserver son pouvoir, créant une atmosphère tout aussi irrespirable que celle du Syndicat de l'Acier.

Tant que les deux bureaucraties eurent des intérêts communs, elles marchèrent la main dans la main, liant ensemble le *C.I.O.* plus étroitement à l'appareil de l'Etat, étouffant ensemble le militantisme de la « base », et, tout spécialement

pendant la guerre, brisant ensemble les grèves. Le jour où leurs intérêts cessèrent de coïncider, du fait que l'une était riviée à la politique extérieure de l'Empire américain, l'autre à celle de l'Empire russe, et que l'alliance du temps de guerre des deux grandes puissances se changea en hostilité ouverte, les deux bureaucraties divorcèrent et engagèrent l'une contre l'autre une guerre au couteau. L'une des deux, la seconde, fut finalement vaincue. Et les mesures draconiennes prises par la première pour s'assurer l'avantage aggravèrent encore le processus de bureaucratisation du C.I.O.

Tel fut le premier résultat de l'élimination des staliniens. En outre, malgré tout le mal que ces derniers ont fait au mouvement ouvrier américain, leur élimination constitua pour le *Labor* une défaite, pour le *Big Business* une victoire, car, sous le couvert de l'« anticommunisme » du *Red-baiting*, c'est en réalité une offensive contre la classe ouvrière, contre ses droits acquis, qui fut déclenchée. Le fait même que, dans la loi Taft-Hartley, les dispositions antiouvrières et les mesures « anticommunistes » se trouvent inextricablement liées, est la preuve indiscutable que la lutte contre les « rouges » coïncida et se confondit avec la lutte menée par les grands monopoles contre l'ensemble du *Labor*.

Le souci de l'objectivité me commande aussi de dire que l'élimination des staliniens fit baisser, dans l'ensemble, le niveau de conscience de classe du prolétariat américain. Malgré toutes leurs erreurs, malgré leur politique contraire aux intérêts des travailleurs, ils étaient tout de même ceux qui avaient participé le plus activement à la grande vague de fond de 1936-1937. Et, à la « base » surtout, quelque chose de leur militantisme d'antan était demeuré. Si, au cours de mes voyages, la dégénérescence de la bureaucratie syndicale stalinienne m'a souvent écœuré, j'ai aussi été frappé maintes fois par l'atmosphère plus jeune et plus radicale de certaines unions des syndicats contrôlées par les staliniens, comme celles, par exemple, de Cleveland, de Denver et de Seattle. Au congrès du Syndicat de l'Automobile de 1947, j'ai pu constater, de mes propres yeux, que les membres de la tendance pro-stalinienne étaient, en dépit de leurs faiblesses et de leur inconsistance, plus dynamiques, plus militants que leurs adversaires. En Utah, j'ai rencontré un jeune organisateur de haute classe du Syndicat des Mines métalliques, *Mine, Mill and Smelter Wor-*

kers. Dans le Sud, enfin et surtout, et j'aurai l'occasion d'y revenir, les syndicats pro-staliniens ont fait un travail admirable d'organisation et d'éducation des travailleurs noirs, et ils ont été à l'avant-garde de la lutte contre la discrimination raciale, alors qu'au contraire, les « anticommunistes » du C.I.O. y ont, trop souvent, composé avec les préjugés et les attitudes réactionnaires des blancs.

Enfin, l'élimination des staliniens a eu pour résultat d'aggraver la division, déjà si profonde, du Labor américain. Ce n'était déjà pas assez que les syndicats de métier de l'A.F.L. s'acharnent les uns contre les autres dans de stupides luttes de juridiction. Ce n'était déjà pas assez que le syndicalisme industriel n'ait pu être établi aux Etats-Unis qu'au prix d'une scission avec la vieille Fédération et que les deux centrales syndicales se soient livrées depuis une véritable « guerre civile ». Ce n'était pas assez que les Fraternités de travailleurs du rail aient toujours refusé de se joindre au reste du mouvement syndical. Ce n'était pas assez que des organisations puissantes comme l'Association des Mécaniciens (*International Association of Machinists*) et le Syndicat des Mineurs se soient repliés dans un splendide isolement. A toutes ces divisions s'en ajoute encore une. Le C.I.O. se déchire maintenant de ses propres mains. Une nouvelle scission est consommée. Les divers syndicats d'industrie entreprennent des « raids » les uns contre les autres, et une magnifique organisation comme celle de l'industrie électrotechnique, née de la grande vague de fond de 1937, se brise en deux tronçons, sous l'œil narquois des magnats de *General Electric* et de *Westinghouse*.

2

**Élimination
des staliniens :**
a) la première
manche.

La facilité relative avec laquelle la machine de Philip Murray l'emporta sur celle des staliniens s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, l'atmosphère inouïe d'hystérie anti-« rouge » créée depuis trois ans par tous les moyens de pression sur l'opinion publique dont dispose le Grand Capital : presse, radio, cinéma, littérature, etc., etc. Il faut remonter à la période de terreur anti-

anarchiste, au lendemain de l'assassinat du Président Mc Kinley en 1901, ou à la période de répression féroce des I.W.W. sous le Président Wilson, pour retrouver l'équivalent de la vague de folie « anticommuniste » qui déferle aujourd'hui sur les Etats-Unis.

Le succès du *Red-baiting* s'explique aussi par le chauvinisme des couches les plus arriérées et les plus corrompues des travailleurs américains, leur attachement à l'ordre et au système politique établis, et leurs préjugés traditionnels à l'égard des partis radicaux. La servilité des staliniens vis-à-vis de Moscou a renforcé ces préjugés, et la réaction a exploité cette situation avec beaucoup d'habileté et de persistance.

La défaite des staliniens a également pour cause le discrédit que leur a valu auprès de l'avant-garde ouvrière leur attitude passée, et notamment leur soutien frénétique du *no-strike pledge* pendant la guerre *. En outre, le développement de leur machine bureaucratique, la collaboration de cette machine avec celle de Murray et celle de l'Etat, a corrompu leurs cadres, les a infectés d'opportunisme et a sapé le moral de leurs rangs. La défection de certains de leurs chefs syndicaux les plus importants, tels que Joseph Curran, des marins, et Michael Quill, des travailleurs des transports, qui passèrent brusquement, avec armes et bagages, au camp adverse **, n'est pas seulement un cas de reniement individuel, mais le fruit naturel de l'opportunisme stalinien. Pour exécuter leur retournement, Curran et Quill n'eurent pas à changer d'un iota les méthodes essentielles apprises à l'école du stalinisme †.

Enfin, les staliniens furent aisément vaincus, parce qu'ils n'engagèrent pas franchement la bataille, sur un programme clair et cohérent. Ils n'attaquèrent jamais, ou presque jamais, leurs adversaires au point le plus faible : leur carence dans la lutte de classes aux Etats-Unis. Lorsqu'ils osèrent ouvrir la bouche, ils ne se montrèrent agressifs qu'en matière de politique extérieure, confirmant ainsi l'accusation portée contre eux d'être au service du Kremlin. Et encore leur opposition, même sur ce terrain, ne fut-elle pas très conséquente : ils étaient gênés par leur passé pro-roseveltien ‡. Longtemps ils cherchèrent à ruser et à se dérober. Ils se camouflèrent et ils

* Voir plus haut, p. 220-222.

** Voir plus loin, p. 278-279 et 285-286.

mentirent. Ils prétendirent, par exemple, qu'ils n'étaient pas affiliés au Parti Communiste, alors que chacun savait qu'ils l'étaient. Jusqu'à la dernière minute, ils s'efforcèrent de négocier et de maquignonner avec la machine de Murray. Leur expulsion, loin de relever leur prestige, acheva de détruire celui-ci. Ils furent vaincus sans gloire.

*
**

On a vu plus haut* comment les staliniens avaient réussi à conquérir un certain nombre de positions dans le C.I.O. Le nombre de travailleurs appartenant aux syndicats dominés par eux augmenta sensiblement depuis 1937, mais, comme les effectifs totaux du C.I.O. s'accrurent de la même façon, le pourcentage d'adhérents sous leur emprise ne subit pas de variation sensible. Selon diverses estimations faites en 1946, les staliniens contrôlaient à cette date de 20 à 35 % des effectifs du C.I.O. En 1949, à la veille de leur élimination, ce pourcentage, par suite de diverses défections, n'était plus que d'environ 15 %. Leur principal fief était, sur le plan des syndicats nationaux, les *United Electrical Workers*, une organisation d'environ 500.000 membres**; sur le plan régional, les syndicats de Californie, avec, en tête, celui des dockers (*Longshoremén*), contrôlés par Harry Bridges, directeur régional du C.I.O. en même temps que président du Syndicat des Dockers.

Les staliniens dominaient également un certain nombre de syndicats nationaux de caractère industriel, tels que les mineurs des mines métalliques (*Mine, Mill and Smelter Workers*), les travailleurs de l'alimentation et du tabac (*Food, Tobacco, Agricultural and Allied Workers*), les travailleurs des transports non ferroviaires (*Transport Workers*), les travailleurs des machines agricoles (*Farm Equipment and Metal Workers*), ceux de la fourrure (*Fur and Leather Workers*), ainsi que divers syndicats de marins (sur la côte Est : *National Maritime Union*; sur la côte Ouest : *Marine Cooks and Stewards*, etc.); et, enfin, des syndicats squelettiques de « prolétaires en faux col » : employés (*United Office and pro-*

* Voir plus-haut, p. 179-180.

** Sa direction affirmait (avant la scission) avoir 600.000 membres et ses adversaires lui en attribuaient 450.000.

fessional Workers), fonctionnaires (*United Public Workers*), téléphonistes (*American Communication Association*).

Les staliniens exerçaient également une assez forte influence, qui n'allait pas toutefois jusqu'au contrôle de l'organisation, dans le Syndicat de l'Automobile (*United Automobile Workers*) et dans celui de la Viande (*United Packinghouse Workers*).

Enfin, ils contrôlaient, à l'apogée de leur influence, nombre d'unions locales de syndicats, certaines importantes, telles que celles de New-York, Chicago, San Francisco, Los Angeles, Cleveland, Minneapolis, Seattle, Denver, Newark, etc., etc.

Au sommet, les staliniens étaient assez fortement retranchés à la direction nationale du *C.I.O.*, où l'un d'eux, Lee Pressman, était demeuré, depuis l'origine, le conseiller juridique très écouté de l'organisation, et où l'autre, Len De Caux, avait conservé son poste de rédacteur en chef de l'organe officiel, les *C.I.O. News*. En outre, les staliniens disposaient d'appuis puissants au sein du *National Labor Relations Board*, grâce à la présence, dans cette position stratégique décisive, de sympathisants tels que Nathan Witt, E. S. Smith, Thomas Emerson et autres.

Philip Murray, dès la fin de 1946, ne cachait pas sa violente hostilité à l'égard des « communistes ». Mais il ne voulait pas encore leur livrer un assaut direct, car il était hanté par le cauchemar d'une scission qui affaiblirait le *C.I.O.*; et, en outre, il se servait des staliniens comme d'un contrepoids aux éléments les plus agressivement « anticommunistes » : sociaux-démocrates ou anciens sociaux-démocrates, tels que Walter Reuther, de l'Automobile, Emile Rieve et George Baldanzi, du Textile, John Green, des Constructions navales. En particulier, l'ambition de Walter Reuther lui portait ombrage et il se protégeait contre elle en accordant ses faveurs à R. G. Thomas, l'ancien président du Syndicat de l'Automobile, battu par Walter Reuther au congrès des *U.A.W.* de mars 1946. R. G. Thomas n'était pas un stalinien, mais il avait plus ou moins partie liée avec ceux-ci dans son syndicat.

Au congrès du *C.I.O.* qui se déroula à Atlantic-City du 18 au 22 novembre 1946, Murray livra une première escarmouche aux staliniens. Sous la pression de l'aile « anticommuniste » du *C.I.O.*, il présenta une résolution condamnant et rejetant les efforts du Parti Communiste et autres partis politiques en vue de s'immiscer dans les affaires du *C.I.O.* Au lieu de com-

battre cette première concession à leurs ennemis et d'exiger une condamnation catégorique du *Red-baiting*, les staliniens manœuvrèrent dans la coulisse et décidèrent de voter pour la résolution, le membre de phrase « et autres partis politiques » leur facilitant l'absorption de la pilule³.

Par ailleurs, Murray fit adopter deux mesures dont la pointe était dirigée contre les staliniens : l'une visant à renforcer le contrôle de la direction du *C.I.O.* sur les unions locales de syndicats (dont un certain nombre, nous l'avons dit, étaient contrôlées par les staliniens), l'autre rompant les liens ayant existé jusqu'alors entre le comité d'action politique du *C.I.O.*, le *P.A.C.* et une organisation parallèle de libéraux de plus en plus entraînée dans l'orbite stalinienne*. Mais la lutte « anticommuniste » ne fut pas poussée très loin. Une résolution de politique extérieure rédigée par Lee Pressman fut adoptée, et R. G. Thomas obtint un poste de vice-président du *C.I.O.*, bien qu'il eût été remplacé à la présidence de son syndicat par Walter Reuther.

Au printemps de 1947, le Bureau exécutif du *C.I.O.* condamna une tentative de scission fomentée dans le syndicat des *Mine, Mill and Smelter Workers*, à direction pro-stalinienne, par la tendance « anticommuniste ». Celle-ci avait voulu détacher quelque 25.000 travailleurs du syndicat et les entraîner dans une autre organisation du *C.I.O.*, à direction « anticommuniste », les *Shipbuilding Workers*. Le Bureau du *C.I.O.* prit des sanctions contre l'auteur de cette tentative de scission et ordonna aux *Shipbuilding Workers* de renoncer à leur « raid ». « Cette décision, écrivit le *New York Times*, indiqua clairement que le recours à des méthodes scissionnistes pour combattre les influences communistes déplaisait à la direction du *C.I.O.* ⁴. » L'heure de la scission n'avait pas encore sonné.

Au congrès suivant du *C.I.O.*, à Boston, du 13 au 17 octobre 1947, la lutte entre staliniens et antistaliniens continua à se dérouler à fleuret moucheté. Les deux camps se ménagèrent et rivalisèrent d'hypocrisie. Après avoir entendu un discours du secrétaire d'État Marshall dans lequel celui-ci présenta son fameux « Plan », staliniens et antistaliniens, c'est-à-dire adversaires et partisans du Plan Marshall, s'accor-

* Cf. Volume II.

dèrent sur un texte équivoque qui endossait de « sains programmes de rétablissement d'après-guerre » et que chacun fut laissé libre d'interpréter à sa guise⁵. Les leaders staliniens se gardèrent de rompre cette unanimité de façade. Harry Bridges demeura silencieux à sa table, tout au long du congrès. En politique intérieure, même réserve. Le seul qui se risqua à ouvrir la bouche fut Michael Quill, des Transports, qui dénonça l'administration réactionnaire et antiouvrière du Président Truman. Mais ce ne fut qu'une voix isolée.

Cependant, au début de l'année 1948, la lutte contre les staliniens dans le *C.I.O.* éclata au grand jour. Deux circonstances provoquèrent l'explosion. Tout d'abord, l'opposition de plus en plus prononcée des syndicats pro-staliniens au Plan Marshall; d'autre part, le soutien qu'ils accordèrent au nouveau parti créé par Henry Wallace, candidat « progressif » contre Harry Truman à la présidence des Etats-Unis. A la réunion du bureau exécutif du *C.I.O.*, qui se tint à Washington les 22 et 23 janvier 1948, un vif éclat se produisit entre Harry Bridges et la majorité des autres dirigeants. Bridges refusa de soutenir le Plan Marshall et de cesser d'endosser le « troisième parti » de Wallace. Les staliniens furent défaits par 33 voix contre 11⁶. Le 5 mars, Harry Bridges fut révoqué de son poste de directeur régional du *C.I.O.* pour la Californie du Nord. (Déjà, dix-huit mois auparavant, ses attributions avaient été réduites, car antérieurement il avait été directeur régional pour toute la Californie⁷). Le 6 février, Lee Pressman avait démissionné de son poste de conseiller général du *C.I.O.*, pour se consacrer à la propagande du parti de Wallace⁸. Quelques mois plus tard, le 27 juin, Len De Caux, à son tour, abandonna la rédaction des *C.I.O. News*⁹.

3

b) **Trois syndicats perdus pour les staliniens.** La tendance pro-stalinienne dans le C.I.O. fut considérablement affaiblie par des défaites et des défections qui se produisirent dans plusieurs syndicats importants.

Un des premiers revirements * survint dans le Syndicat des Marins de la côte Est, la *National Maritime Union*, une organisation d'environ 60.000 membres. Le syndicat avait été créé à la suite de la révolte des marins contre la vieille organisation de l'*A.F.L.*, l'*International Seamen's Union*, tombée dans une complète décrépitude et vendue aux armateurs. Sous l'énergique direction de Joseph Curran, il avait émergé victorieusement de deux grèves qui s'étaient déroulées en mars et novembre 1936². Curran avait fondé son syndicat, et il en avait conservé la direction avec la participation et le soutien des staliniens. Ensemble, Curran et les staliniens instituèrent une dictature bureaucratique et écrasèrent d'une main de fer toute opposition dans le syndicat. Par les procédés les plus brutaux, ils réussirent à conserver le contrôle de l'organisation, sauf pendant une courte période en 1938³. Le mariage dura dix ans. Mais, en juillet 1946, il fut soudain rompu⁴. Curran, se sentant assez fort pour voler de ses propres ailes, se sépara de ses associés. Et une lutte fratricide, aux épisodes extrêmement violents, commença dans le Syndicat des Marins. Curran reprocha aux staliniens les méthodes « totalitaires » qu'il avait mises en œuvre de concert avec eux, et il les retourna contre eux. En septembre-octobre 1947, au cours d'un congrès tumultueux qui dura vingt-quatre jours, il finit par l'emporter sur ses adversaires. Il obtint un amendement aux statuts soumet-

* Un autre eut pour théâtre le Syndicat des Employés, *Office and Professional Workers*. Son président, Lewis Merrill, qui avait été associé avec les staliniens depuis la fondation du Syndicat en mai 1937, démissionna soudain en décembre 1946 de deux entreprises pro-staliniennes : la rédaction de la revue *New Masses* et la *Jefferson School of Sciences*. En même temps, il fit adopter par son bureau exécutif une résolution menaçant « d'exercer la discipline syndicale la plus rigoureuse pour réprimer l'immixtion du Parti Communiste dans les affaires de l'organisation ». Mais, par la suite, Merrill dut abandonner la présidence du Syndicat et fut remplacé par un stalinien¹.

tant à un referendum toute décision importante, ce qui réduisit considérablement les pouvoirs du conseil national du Syndicat, encore dominé par les staliniens⁵.

Curran fut acclamé et félicité au congrès du *C.I.O.* d'octobre 1947 comme un « héros » de la guerre « anticommuniste ». Au congrès de 1948, c'est à lui, l'apostat, que revint le triste honneur de rapporter la résolution « anticommuniste⁶ ».

En juillet 1948, de nouvelles élections assurèrent à Curran une victoire totale : les staliniens furent évincés de tous les postes. Mais Curran, grisé par son triomphe, s'empressa d'en abuser. Il se livra, par les procédés les plus arbitraires, à une « épuration » de son syndicat, suspendant et excluant des membres suspects de sympathies pro-staliniennes⁷. En avril 1949, le conseil national de la *N.M.U.* adopta un projet de résolution fermant les portes du syndicat à tout individu adhérant à une doctrine communiste ou simplement « subversive », ou commettant des actes antisyndicaux tels que formuler des critiques contre la direction du syndicat⁸ ! *New York Times* lui-même écrivit que « le libellé de ce texte était si large qu'il créait l'impression que tout membre pouvait être exclu pour désaccord avec la direction syndicale⁹ ». Le projet de résolution fut rejeté par une assemblée des marins du port de New-York et suscita une vive opposition dans d'autres sections du syndicat. Finalement, un texte un peu différent fut adopté par le congrès de la *N.M.U.* qui se tint en septembre 1949 : l'entrée du syndicat était interdite à tout communiste, fasciste ou nazi¹⁰.

Mais Curran a poussé si loin son *Red-baiting* qu'une forte opposition s'est reconstituée contre lui dans la *National Maritime Union*. Cette opposition est particulièrement agissante à New-York, dont le port est le bastion fondamental du syndicat. C'est là que les adhérents les plus actifs sont concentrés et qu'ils votent. Les débats et décisions des assemblées générales du port de New-York déterminent les destins de l'organisation. Le 16 novembre 1949, à la suite de la révocation arbitraire de l'agent du port de New-York et de ses adjoints, de vifs incidents éclatèrent entre partisans et adversaires de Curran, au cours desquels celui-ci appela la police à la rescousse contre l'opposition¹¹.

Je voudrais ajouter ici à cette énonciation des faits un souvenir personnel. La lutte « anticommuniste » dans le Syn-

dicat des Marins eut une incidence tragique. Le jeune Robert New était l'agent du port de Charleston (Caroline du Sud). Ancien étudiant venu à la classe ouvrière, il avait des qualités remarquables de militant, qui compensaient chez lui les tares et déformations habituelles aux staliniens. Dans cette ville médiévale de Charleston, un des derniers remparts des contre-révolutionnaires sudistes, où règne la réaction la plus atroce, « Bob » New était à lui seul l'*avant-garde*. Dévoué non seulement à son syndicat, mais aux opprimés de toutes professions, blancs et noirs, et ne connaissant pas la peur, il fut lâchement assassiné d'un coup de poignard dans la gorge, le 7 mai 1948, peu de jours après m'y avoir accueilli fraternellement, dans son propre bureau, et dans l'accomplissement de ses fonctions syndicales ¹². Le meurtrier s'avéra être un « anticommuniste » se réclamant de la tendance Curran. Le Charleston esclavagiste dissimula à peine sa joie. Enfin, il avait la peau de ce *nigger-lover*, de cet ami des noirs. L'assassin fut condamné à une peine bénigne. C'est tout juste s'il ne fut pas félicité. Pour cela, le nom de « Bob » New doit rester dans la mémoire des travailleurs.

*
**

Les staliniens perdirent également le contrôle qu'ils exerçaient sur le puissant Syndicat de l'Automobile, les *United Automobile Workers*. (Ils y dominaient, notamment, depuis 1941, la section syndicale Ford, forte de 65.000 membres.) Leur échec fut sévère, puisqu'il s'agissait d'une organisation de près d'un million de membres, la plus progressive et la plus dynamique de tous les syndicats américains. Leur défaite dans les *U.A.W.* sonna réellement le glas de leur influence dans le *C.I.O.*

A l'origine, on l'a vu * les staliniens avaient pris la tête des *sit-down* dans l'automobile, et ils s'étaient partagé la direction du nouveau syndicat avec un groupe de socialistes, non moins militants, dirigés par les frères Reuther (Walter, Victor et Roy). Pendant quelques années, les deux clans avaient fait bon ménage, sans jamais toutefois fusionner; et ils s'étaient unis contre le président du syndicat, Homer Martin.

* Voir plus haut, p. 179 et 204.

Celui-ci avait joué, de triste façon, le rôle d'un précurseur. Il avait été le premier, dans le *C.I.O.*, au lendemain même des grandes batailles sociales de 1937, à s'engager dans la voie fatale de la bureaucratisation et, en même temps, du *Red-baiting*, de l'« anticommunisme ». Il avait cherché à éliminer la « base », les représentants des sections syndicales, des négociations avec les employeurs. Il avait commencé à se constituer une « machine » et à concentrer le pouvoir entre les mains d'une poignée de dirigeants à sa solde. Par des coups d'état dictatoriaux, il avait révoqué ou déplacé des « permanents », suspendu puis exclu un certain nombre de membres du bureau exécutif, appartenant aux groupes associés de Reuther et des staliniens. Et, finalement, en 1939, il avait été pris en flagrant délit de collusion avec Ford. Celui-ci s'était montré disposé, au cours de négociations secrètes, à signer un contrat avec le syndicat, à condition que celui-ci quittât le *C.I.O.* Homer Martin, toute honte bue, recourut à l'expédient désespéré d'une scission et ne réussit à entraîner avec lui dans l'*A.F.L.* que de maigres effectifs ¹³.

Mais, dès avril 1938, une première fissure s'était produite dans le bloc des adversaires d'Homer Martin, la faction dite de l'« unité ». Aussi bien les staliniens que le groupe de Reuther auraient voulu contrôler l'opposition à Homer Martin; et ils commencèrent à se chamailler. Par la suite, la brouille s'élargit en divorce et, pendant des années, les *U.A.W.* furent le théâtre d'une lutte fratricide acharnée pour le contrôle du syndicat, entre la tendance pro-stalinienne dirigée par le secrétaire-trésorier George Addes et la tendance antistalinienne dirigée par le vice-président Walter Reuther. Entre les deux groupes, le président qui avait succédé à Homer Martin, avec la bénédiction des dirigeants du *C.I.O.*, R. G. Thomas, essayait de jouer le rôle de « tampon » et de préserver l'unité de l'organisation. Cette lutte de tendances fut, dans une certaine mesure, nuisible au syndicat, car elle ne se déroula pas sur la base de programmes clairs, de positions politiques conséquentes. Ni les staliniens, ni l'ancien social-démocrate Reuther ne se battaient sur des principes. La bagarre avait pour enjeu essentiel le pouvoir. Elle mettait aux prises deux groupes également impatients de contrôler l'organisation et décidés à y parvenir par tous les moyens. Cependant, cette querelle eut, dans une certaine mesure, des incidences bienfaisantes : elle préserva

la vie démocratique du syndicat et elle empêcha la formation d'une bureaucratie monolithique, d'une « machine » analogue à celles de Lewis (dans le Syndicat des Mineurs) ou de Murray (dans le Syndicat de l'Acier)¹⁴.

Au congrès de 1946, Walter Reuther réussit, de justesse, à remplacer R. G. Thomas à la présidence de l'organisation, sans toutefois disposer d'une majorité au bureau exécutif. L'équilibre entre les camps stalinien et antistalinien fut, pour la première fois, rompu en sa faveur. Cette victoire était due au prestige que lui avait valu la conduite de la grève de *General Motors*, et aussi au fait qu'il avait su très habilement capter la « tendance de la base » qui s'était, au cours de la guerre, manifestée contre le *no-strike pledge* *. Le dépit rejeta R. G. Thomas vers le camp pro-stalinien, auquel il avait déjà donné des gages. Et, au congrès de novembre 1947, Reuther dut faire face à un bloc Addes-Thomas, qui n'était d'ailleurs pas composé que de staliniens. L'opposition souffrait de sévères handicaps. L'attitude des staliniens pendant la guerre et l'« union sacrée », leur soutien du *no-strike pledge* et du *speed-up* leur avaient fait, dans le syndicat, un tort irréparable. En outre, au lieu de combattre l'ambitieux Reuther avec un programme cohérent et militant, l'opposition s'ingénia à le déconsidérer par de mesquines attaques personnelles, dans lesquelles entraient une certaine part de calomnie¹⁵. Et elle ne réussit ainsi qu'à se déconsidérer elle-même. Reuther fut réélu triomphalement et s'assura une écrasante majorité dans le nouveau bureau exécutif. La voie était ouverte à l'élimination des pro-staliniens de tous les rouages du syndicat, sans en excepter un seul, et à la constitution d'une machine dictatoriala sous le sceptre de Walter Reuther. Ce congrès marqua une étape décisive dans la bureaucratisation, non seulement des *U.A.W.*, mais du *C.I.O.* dans son ensemble.

Au congrès suivant, qui se tint à Milwaukee (Wisconsin) du 10 au 15 juillet 1949, Reuther consolida sa victoire et se fit accorder de nouvelles armes pour se débarrasser de ses adversaires de tendance. Il fit adopter un amendement aux statuts enlevant aux sections syndicales locales le privilège, dont elles avaient joui jusqu'alors, de prendre des sanctions contre un de leurs membres. Désormais, c'est le bureau exécu-

* Voir plus haut, p. 234 et 237.

tif national qui a le droit de mettre en accusation n'importe quel adhérent pour « conduite indigne d'un membre du syndicat, lorsqu'il apparaît que celle-ci fait du tort au syndicat ou à une de ses sections locales ». Le membre ainsi mis en cause est déféré devant un jury, choisi par le bureau exécutif, qui, par un vote des deux tiers, peut le réprimander, le frapper d'une amende, le suspendre ou l'expulser. Reuther peut ainsi éliminer n'importe lequel de ses opposants (« communiste » ou autre), alors qu'auparavant il lui était impossible de le faire lorsque la section syndicale locale, qui seule pouvait prendre l'initiative de la mise en accusation, était contrôlée par ses adversaires. Un pas de plus était fait dans la voie de la centralisation du syndicat et de la destruction des privilèges de la « base ¹⁶ ».

Passant immédiatement à l'application, le congrès vota l'expulsion des deux dirigeants de la tendance pro-stalinienne. Ceux-ci avaient prêté le flanc à la répression en commettant une irrégularité. Mais la sanction était absolument disproportionnée avec le délit. Reuther avait voulu « faire un exemple » et intimider ses adversaires. « Le congrès de Milwaukee, écrit Bert Cochran, révéla que Reuther a construit une machine imposante, que cette machine a une forte emprise sur la structure du syndicat, qu'elle tend à s'arroger toujours davantage de pouvoir et essaie de domestiquer cette organisation jadis rebelle. » Cependant, il s'avéra que la « base » n'avait pas perdu entièrement sa liberté d'action. C'est ainsi que Reuther ne réussit pas à faire adopter une proposition aux termes de laquelle les congrès du syndicat eussent été désormais biennaux ¹⁷.

**

Pour vaincre la tendance pro-stalinienne dans le Syndicat de l'Automobile, l'ex-socialiste Walter Reuther n'avait pas hésité à s'allier avec les éléments les plus réactionnaires de l'organisation, et notamment avec une fraction organisée de syndicalistes catholiques, l'*Association of Catholic Trade unionists*, en abrégé : *A.C.T.U.* Pour comprendre le rôle joué par l'Eglise catholique dans le mouvement ouvrier américain, il faut avoir présent à l'esprit que la religion dominante aux Etats-Unis, celle des Américains relativement « vieille » sou-

che, est le protestantisme. Les classes dirigeantes sont donc, dans leur très grande majorité, protestantes. Le catholicisme est la religion des immigrants de date plus récente (Irlandais, Italiens, Polonais, Tchèques, etc., etc...) et, par conséquent d'une très grande quantité de travailleurs non qualifiés des industries-clés. Cleveland, par exemple, large centre industriel de l'acier, de l'automobile et de diverses autres industries transformatrices, est une métropole catholique et chaque minorité ethnique y a ses églises particulières. L'évêque de Cleveland (auquel j'ai rendu visite) est, de par la situation sociale de ses ouailles, un homme d'allures « modernes », tout particulièrement versé dans les questions ouvrières.

Le fait même que le C.I.O. a organisé les immigrants récents, les travailleurs des industries de base, le rend beaucoup plus perméable à l'influence catholique que la vieille A.F.L. Philip Murray, son président, appartient plus à l'Eglise qu'au Labor et est, en fait, le représentant de la hiérarchie au sein du mouvement ouvrier. Le mot *Dieu* revient à chaque instant dans ses discours, et il ne fait aucun pas sans prendre les conseils d'un jeune prêtre intelligent et intrigant de Pittsburgh, le Révérend Charles Owen Rice. J'en ai recueilli l'aveu de la bouche même de ce dernier, et, au congrès du C.I.O. de 1947, j'ai remarqué que Father Rice siégeait sur l'estrade, à quelques mètres derrière le fauteuil de Philip Murray⁴⁸.

Pendant les années héroïques de 1936-37, l'Eglise ne réussit pas à exercer d'influence sur les travailleurs catholiques, alors attirés par une nouvelle religion, plus apte à améliorer leurs conditions d'existence, celle du C.I.O. En outre, le rôle joué par le catholicisme dans les pays fascistes d'Europe, lui avait fait perdre beaucoup de prestige auprès des travailleurs. Mais, après la guerre, lorsque le gouvernement américain et le Vatican s'associèrent dans la lutte « anticommuniste », l'Eglise fit un très sérieux effort pour s'implanter dans le mouvement syndical. Elle se garda de commettre l'erreur de constituer des syndicats chrétiens et préféra « noyauter » le C.I.O. : au moyen, notamment, de l'A.C.T.U.

L'A.C.T.U. est une réplique catholique de la fraction communiste dans les syndicats. Le syndiqué communiste reçoit les consignes du parti, le syndiqué catholique est subordonné étroitement à un prêtre. Celui-ci dirige statutairement la section de l'A.C.T.U. et rien ne peut y être fait sans son approba-

tion. La littérature publiée par l'A.C.T.U. est sujette à l'imprimatur. Elle est, d'ailleurs, fort bien rédigée. Les journaux de l'A.C.T.U., le *Labor Leader*, de New-York, le *Wage Earner*, de Detroit, le *Labor Observer*, de Buffalo, *Work*, de Chicago, sont parmi les meilleurs des journaux spécialisés dans les questions ouvrières.

Les trade-unionistes catholiques ont appris des communistes, non seulement l'art de la propagande, mais aussi et surtout celui du « noyautage ». Ils savent s'infiltrer et creuser partout leurs taupinières. Ils organisent des écoles de cadres, puis, lorsque leur nouvel initié est bien au point, ils le lâchent dans tel secteur du mouvement syndical qu'il s'agit de conquérir, en le munissant de consignes précises et en le flanquant de quelque Père Jésuite expert dans l'art de battre les staliniens à l'aide de leurs propres méthodes¹⁹. J'ai vu, au congrès d'Atlantic City, les émissaires de l'A.C.T.U. errer comme des ombres à travers les réunions de la tendance Reuther, rassembler silencieusement leurs forces, recueillir des souscriptions pour leur journal, manœuvrer pour obtenir des postes. En se servant d'eux pour écraser ses adversaires, Walter Reuther est devenu, dans une certaine mesure, leur prisonnier.

*
**

L'A.C.T.U. est également à l'origine d'un coup de théâtre qui, brusquement, fit perdre aux staliniens le contrôle d'une organisation relativement importante, celle des travailleurs des transports, *Transport Workers Union*, forte de 100.000 membres. La cellule-mère de ce syndicat est la section syndicale n° 100 des employés du *Subway* (métropolitain) de New-York. Créée en 1934 au cours de la ruée vers les syndicats qui suivit la promulgation du N.R.A.* , cette organisation obtint du C.I.O., en 1937, une charte nationale et fut toujours dirigée depuis cette époque par un Irlandais batailleur, Michael Quill. Les employés du *Subway* étaient presque tous Irlandais et catholiques, mais, à cette époque, ils n'aimaient pas l'immixtion de leur Eglise dans les affaires temporelles et leur tempérament traditionnellement radical, rendu plus combattif encore par la « Grande Dépression », les prédisposa à suivre les

* Voir plus haut, p. 162.

leaders syndicaux les plus avancés. Pendant dix ans, « Mike » Quill gouverna le syndicat la main dans la main avec les staliniens. Ceux-ci en firent un président de l'union des syndicats (C.I.O.) et un conseiller municipal de New-York.

Mais, en 1946, l'Église catholique jugea le moment venu d'intervenir et de reprendre en mains les Irlandais du Métro de la grande ville. Un noyau de quelques militants fut constitué et reçut un entraînement approprié à la *Xavier Labor School*, une école ouvrière de cadres, dirigée par un Père Jésuite, le Révérend Philip A. Carey. Puis les nouveaux missionnaires syndicaux furent lancés dans la bagarre et chargés d'organiser, à la manière « communiste », une fraction « anticommuniste ». Ils réussirent si bien qu'en mars 1948, le contrôle de la section syndicale n° 100 échappa aux staliniens²⁰. Michael Quill qui, depuis un certain temps, rêvait de secouer le joug de ses exigeants associés, saisit l'occasion qui lui était offerte de reprendre sa liberté. Il démissionna de l'union des syndicats et se retira de l'*American Labor Party* de New-York, sous l'étendard duquel il avait été élu au conseil municipal²¹. Une lutte très vive s'engagea entre lui et ses ex-alliés pro-staliniens pour le contrôle du Syndicat des Transports. Au congrès du syndicat, au début de décembre 1948, « Mike » Quill remporta une écrasante victoire, éliminant tous les staliniens du bureau exécutif²². Ce dernier, à peine entré en fonction, licencia seize « permanents » syndicaux, soit plus de la moitié de l'état-major de l'organisation²³. En janvier 1949, trois des dirigeants pro-staliniens de la section syndicale n° 100 du *Subway* de New-York furent révoqués de leurs fonctions²⁴. Quill, au congrès du C.I.O. de 1947, avait attaqué assez vivement le Président Truman : il devint un de ses plus bruyants *supporters*.

4

La scission.

Ayant perdu le contrôle du Syndicat des Marins, de celui de l'Automobile, et de celui des Transports, les staliniens eurent à faire face à une autre entreprise non moins redoutable : le grignotage des organisations dont ils conservaient le contrôle. Les syndicats antistaliniens organisèrent, en effet, des « raids » systématiques afin

de « souffler » le plus grand nombre possible d'adhérents aux syndicats dominés par les staliniens. Au congrès du C.I.O. de novembre 1948, le délégué pro-stalinien, Selly, des Téléphonistes, dénonça vivement ces pratiques qu'il qualifia de « cannibalistiques ¹ ». L'antistalinien Baldanzi riposta en prétendant que ces « raids » n'étaient que des « révoltes de travailleurs contre la domination communiste ² ». Philip Murray dut blâmer les travailleurs du papier (*Paper Workers*), un syndicat antistalinien, pour avoir essayé de dérober 14.000 agents d'assurances au Syndicat des Employés (*Office and Professional Workers*), un syndicat pro-stalinien ³.

L'auteur de ce livre, se trouvant à Miami (Floride) en mars 1948, assista personnellement à un « raid » particulièrement révoltant. La section syndicale n° 500 des travailleurs des Transports de cette ville, couvrant 1.200 salariés de la compagnie aérienne *Pan-American Airways*, était dominée par les staliniens. Une campagne « anticommuniste » déclenchée par la presse locale provoqua la venue, à Miami, d'un sous-comité du fameux Comité du Congrès fédéral spécialisé dans la chasse aux « rouges », le *Un-American activities committee*. Ce sous-comité fit comparaître devant lui le secrétaire de la section syndicale et l'accusa d'avoir distribué un tract qui ne faisait que reproduire mot pour mot une résolution adoptée à l'unanimité par le Congrès du C.I.O. de 1947 et condamnant l'activité ultra-réactionnaire du Comité « antirouge ⁴ ». Le C.I.O. tout entier était donc sur la sellette et aurait dû faire front unique contre l'attaque fasciste. Mais le Syndicat de l'Automobile en jugea autrement. Il profita du trouble provoqué par l'incident pour distribuer aux travailleurs des Transports de Miami un tract invitant ceux-ci à désertier leur organisation pour rejoindre les *U.A.W.*, leur promettant que, dans cette dernière, ils seraient affranchis de tout contrôle « communiste ⁵ ».

Le syndicat du C.I.O. qui eut le plus à souffrir des « raids » de ses organisations sœurs fut celui des travailleurs de l'industrie électrotechnique, les *United Electrical Workers*, qui, avec ses 500.000 membres, constituait le bastion le plus important des staliniens. En mars 1948, le directeur régional du Syndicat de l'Automobile pour la région de New-York, Charles Kerrigan, déclara ouvertement que les *U.A.W.* allaient consacrer tous leurs efforts à détacher des *U.E.* un certain nombre de ses sections syndicales, comme ils venaient de le faire à

Hartford (Connecticut) ⁶. Au congrès des U.E. qui se tint à Cleveland, en septembre 1949, les dirigeants de cette organisation élevèrent une protestation très vive contre les nombreux raids menés contre elle par les autres organisations du C.I.O., et notamment par le Syndicat de l'Automobile ⁷.



Revenons maintenant à l'élimination des staliniens sur le plan de l'organisation nationale du C.I.O. Au congrès de Portland (22-26 novembre 1948), la lutte entre staliniens et antistaliniens prit, pour la première fois, une forme ouverte. Les staliniens attaquèrent, enfin, franchement le plan Marshall et Philip Murray leur reprocha vivement leur opposition à celui-ci. Walter Reuther les somma de choisir entre le C.I.O. et le Parti Communiste ⁸. Il leur signifia qu'il leur faudrait se soumettre ou prendre la porte. Murray déclara sur un ton tranchant qu'en aucune circonstance il ne permettrait une infiltration communiste dans le C.I.O. ⁹. Il s'attaqua tout particulièrement aux syndicats de « prolétaires en faux col » dominés par les staliniens et, notamment, au Syndicat des Employés (*Office and Professional Workers*) qui, selon lui, n'avait que 34.000 adhérents, alors qu'il y a 6 millions de travailleurs à organiser dans la profession. Il prit aussi à partie le Syndicat des Fonctionnaires qui, dit-il, avait démontré son incapacité à satisfaire aux besoins des travailleurs de l'Etat. Il dénonça les « petites cliques politiciennes » qui contrôlent, dans l'intérêt de leur parti, de petites organisations syndicales au lieu de procéder à l'organisation des inorganisés. Et, finalement, il fit adopter par le congrès une résolution draconienne donnant pleins pouvoirs au bureau exécutif du C.I.O. pour ouvrir une enquête sur la situation des syndicats affiliés au C.I.O. ayant failli à leur tâche d'organisation, et prendre toutes mesures appropriées pour rendre ces syndicats plus efficaces ¹⁰.

Il n'est que trop certain que les dirigeants des syndicats incriminés avaient été plus préoccupés des intérêts de leur parti que de celui des travailleurs de la profession et qu'ils avaient préféré régner sur des organisations faibles numériquement, mais fortement tenues en mains, plutôt que de se lancer dans l'aventure d'une large campagne de recrutement

qui leur eût peut-être fait perdre leur emprise sur ces syndicats. Mais la faiblesse des syndicats de « prolétaires en faux col » n'était pas due seulement au sectarisme des staliniens. Elle provenait aussi et surtout des caractères spécifiques de cette catégorie de travailleurs, difficiles à organiser en tous pays, par suite de leur mentalité petite-bourgeoise, de leur individualisme, de leurs contacts étroits avec le patronat. L'attaque de Philip Murray manquait d'élégance car il ouvrait son offensive contre les staliniens en s'attaquant aux groupes syndicaux les plus faibles, à ceux qui avaient le plus besoin du soutien du C.I.O., alors qu'il ménageait encore à ce moment-là les organisations fortes telles que les *United Electrical Workers*, dont les 500.000 cotisants rapportaient davantage à la centrale syndicale. Enfin et surtout, la procédure proposée par Philip Murray et finalement adoptée par le congrès était dictatoriale : elle renforçait de façon redoutable la centralisation du C.I.O.; elle donnait à sa direction nationale des pouvoirs exorbitants : désormais, celle-ci pouvait arbitrairement retirer leur Charte constitutive aux organisations affiliées, révoquer leur direction, transférer leur juridiction à d'autres syndicats. Même un bureaucrate endurci et un « anticommuniste » forcené comme Matthew Woll, de l'*A.F.L.*, tout en approuvant les décisions du congrès de Portland qui, selon lui, avaient été prises « pour la bonne cause », se déclara profondément troublé par les méthodes employées aux fins d'éliminer les staliniens ¹¹.

Ces derniers se défendirent assez piteusement au cours des débats du congrès. Et leurs efforts pour arriver à un compromis, même au prix d'une humiliation, furent visibles. C'est ainsi que le président des *United Electrical Workers*, Albert J. Fitzgerald, déclara que, si le Président Truman faisait « un effort sincère » pour tenir ses promesses électorales, il enverrait au diable le parti de Wallace. A la suite de quoi, il réussit à conserver, après avoir été bien près de le perdre, son poste de vice-président du C.I.O. ¹².

Cependant, à peine le congrès terminé, les premières mesures répressives furent prises par le Bureau exécutif du C.I.O. Le Syndicat des Travailleurs des Machines agricoles, *Farm Equipment Workers*, groupant 45.000 membres, avait été invité, dès 1945, à rejoindre le Syndicat de l'Automobile avec lequel il faisait double emploi. En juin 1947, il s'était montré disposé à

s'exécuter, mais à condition de conserver une certaine autonomie au sein des U.A.W. Comme le syndicat était contrôlé par les staliniens, les partisans de Walter Reuther s'étaient opposés violemment à une fusion qui aurait accru, à la veille d'un congrès de l'Automobile, le nombre de leurs adversaires, et ils avaient réussi, au cours d'un referendum, à faire repousser le projet de fusion. Maintenant, le C.I.O. sommait, sur la proposition du même Reuther, devenu maître incontesté de son fief, les travailleurs des machines agricoles de fusionner avec ceux de l'automobile. Les *Farm Equipment Workers* refusèrent d'obtempérer et rejoignirent finalement un syndicat qui, lui, était contrôlé par les staliniens : les *United Electrical Workers* ¹³.

Au cours de la même réunion, le bureau exécutif du C.I.O. révoqua la charte constitutive de l'union des syndicats de New-York, une des plus larges des Etats-Unis et qui, dans ses beaux jours, avait compté quelque 600.000 adhérents. Motif : « Avoir adhéré de façon servile à la ligne et aux ordres du Parti Communiste ¹⁴. » Les plus importants des syndicats de New-York, comme ceux des Marins, de Joseph Curran, et des Transports, de Michael Quill, ayant été longtemps contrôlés par les staliniens, et les travailleurs du vêtement pour hommes, de Sidney Hillman, ayant longtemps marché la main dans la main de ces derniers, la direction de l'union des syndicats était demeurée stalinienne. Mais, successivement, les puissantes organisations, qui viennent d'être mentionnées, s'étaient désaffiliées de l'union locale et, en juin 1948, avaient décidé la création d'une organisation rivale ¹⁵.

Dès mars 1948, le C.I.O. avait enjoint à l'ensemble de ses unions de syndicats locales de se conformer à sa politique aussi bien en ce qui concerne le « troisième parti » de Wallace que le Plan Marshall. John Brophy — l'ancien adversaire « progressiste » de John L. Lewis et l'ancien allié des staliniens dans le C.I.O. — avait été chargé, de par ses fonctions de directeur des unions de syndicats, de rappeler celles-ci à l'ordre dans une lettre circulaire rédigée sur un ton impératif ¹⁶. La décision du congrès de Portland sonna le glas de l'union locale stalinienne de New-York. Ses archives et ses biens furent pris en charge par un administrateur provisoire, en attendant la création d'une nouvelle union des syndicats. Les syndicats pro-staliniens de New-York, renonçant à toute résistance,

s'inclinèrent¹⁷. Après celle de New-York, les autres unions de syndicats contrôlées par les staliniens furent « épurées » à leur tour.

*
**

L'acte final fut joué au congrès du C.I.O. qui se tint à Cleveland (Ohio), du 31 octobre au 4 novembre 1949. Après avoir approuvé à une énorme majorité le rapport d'activité de Philip Murray, dans lequel celui-ci se livrait à une attaque en règle contre les staliniens, le congrès adopta toute une série d'amendements draconiens aux statuts du C.I.O. L'un d'eux empêche tout membre du Parti Communiste, d'une organisation fasciste ou de tout autre mouvement « totalitaire » ou qui poursuit des activités en faveur de ces organisations, de remplir un poste dirigeant dans le C.I.O. Un autre donne au bureau exécutif pleins pouvoirs pour révoquer ceux de ses membres auxquels s'appliquerait l'amendement précédent. Un autre enfin permet au bureau de retirer, par un vote des deux tiers, l'affiliation à un syndicat ou d'exclure un syndicat dont la politique est orientée vers les buts et repose sur le programme des organisations politiques ci-dessus mentionnées. Les staliniens, notamment Harry Bridges, avaient fait des efforts désespérés pour obtenir un compromis de dernière heure, mais, cette fois, en vain.

Ensuite, le Congrès, passant immédiatement aux actes, vota l'exclusion du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie électrotechnique, les *United Electrical Workers*, le troisième en importance dans le C.I.O., ainsi que celle du Syndicat des Travailleurs des Machines agricoles, les *Farm Equipment Workers*, qui avaient refusé de fusionner avec ceux de l'automobile, comme ils avaient été sommés de le faire¹⁸. L'exclusion des *United Electrical Workers* faisait suite à un ultimatum que le syndicat avait adressé au C.I.O., au cours de son propre congrès tenu en septembre 1949, et dans lequel il subordonnait le maintien de son affiliation à six conditions, parmi lesquelles la cessation des « raids » menés contre lui par d'autres organisations du C.I.O. Le congrès du C.I.O. décida de créer un nouveau Syndicat de l'Industrie électrotechnique, sous le nom de *International Electrical, Radio and Machine Workers*, avec, à sa tête, James B. Carey, le jeune secrétaire-trésorier du C.I.O.,

qui avait été éliminé, en 1941, par les staliniens, de la présidence des *United Electrical Workers* et qui, depuis, menait une lutte acharnée contre sa direction. Une « guerre civile » fratricide commençait ainsi, pour le contrôle des diverses sections syndicales de l'industrie électrotechnique.

Deux syndicats nationaux seulement ayant été exclus par le congrès, celui-ci donna au bureau exécutif du *C.I.O.* pleins pouvoirs pour faire comparaître devant lui les dix autres syndicats d'obédience stalinienne et les exclure. En vertu de ces pouvoirs, la direction du *C.I.O.* nomma, à fin novembre, une « commission d'épuration » aux fins de juger lesdits syndicats. A la date du 16 février 1950, quatre d'entre eux étaient déjà exclus : les *Mine, Mill and Smelter Workers*, les *United Office and Professional Workers*, les *Food and Tobacco Workers*, les *United Public Workers*¹⁹.

La façon dont la direction du *C.I.O.* a conduit cette « purge » a provoqué dans les milieux ouvriers non staliniens un certain malaise. Comme l'observe Sidney Lens, la rédaction des amendements adoptés par le congrès du *C.I.O.* est si élastique qu'ils sont susceptibles d'être interprétés contre presque tout le monde. Un pacifiste sincère, opposé au Pacte Atlantique ou au Plan Marshall, peut, en vertu de ces textes, être mis dans le même sac que le Parti Communiste, lui aussi opposé au Pacte Atlantique et au Plan Marshall. Lens s'inquiète du langage tenu au congrès par Emil Rieve, président du Syndicat du Textile, lequel s'écria : « Je ne pense pas que nous ayons à nous duper nous-mêmes plus longtemps en nous gargarisant avec les mots d'unité et de démocratie... Je suis parfaitement disposé à leur appliquer [aux staliniens] le genre de démocratie qu'ils seraient disposés à m'appliquer s'ils avaient le pouvoir. » Lens reconnaît dans ce langage la conception de « la fin justifiant les moyens » et regrette que la direction du *C.I.O.*, pour éliminer les staliniens, ait cru devoir leur emprunter leur propre morale²⁰. Une revue d'avant-garde américaine est encore plus catégorique : « Sous la bannière de la « démocratie », écrit-elle, un régime dictatorial a été imposé au *C.I.O.*... Un système virtuel de contrôle de la pensée a été instauré sous le prétexte d'opposition au totalitarisme... La tragédie de la situation, ce n'est pas la défaite ignominieuse essuyée par les staliniens qui n'ont eu que ce qu'ils méritaient, c'est le

coup porté à l'aile militante et radicale du *C.I.O.* qui, maintenant, se trouve en face d'une bureaucratie plus puissante et plus solidement établie²¹. »

5

Au service de Les staliniens ne furent pas éliminés du la « guerre froide ». *C.I.O.* pour des raisons de politique intérieure : parce que leur emprise sur les travailleurs américains s'était accrue d'une façon dangereuse pour le *Big Business* ou pour la bureaucratie dirigeante du *Labor*. Au contraire, leur influence était déclinante et ils faisaient preuve, sur le plan de la lutte de classes, d'une discrétion et d'un opportunisme dont on aurait pu leur savoir gré. Depuis qu'ils avaient soutenu sans réserve et sans arrière-pensée la politique de guerre et d'« union sacrée », personne ne les prenait plus pour des révolutionnaires dangereux. La bureaucratie de Philip Murray avait fait l'expérience de la collaboration avec celle des staliniens; et elle avait appris qu'il était possible de s'entendre avec cette dernière pour contenir l'élan spontané des masses laborieuses. D'ailleurs, les staliniens s'abstenaient soigneusement de toute initiative intempestive en matière de politique intérieure. Ils ne menèrent contre la loi Taft-Hartley qu'une lutte au fleuret moucheté. Ils ne déclenchèrent pas plus de grèves dans les fiefs qu'ils contrôlaient que la bureaucratie de Philip Murray n'en entreprit dans les siens. Ils s'appliquèrent, en toutes circonstances, à être « sages » et « raisonnables ». Leur seule insubordination fut le soutien qu'ils accordèrent au « troisième parti » de Henry Wallace*. Mais ce parti centra presque exclusivement son programme sur l'« apaisement » vis-à-vis de l'U.R.S.S. et il se montra plutôt réservé en matière de politique intérieure.

Les staliniens furent évincés uniquement pour des raisons de politique extérieure : parce qu'ils s'opposaient au plan Marshall et à la « guerre froide » avec la Russie, parce qu'ils empêchaient par leur seule présence, et par leur opposition pourtant discrète, le *C.I.O.* de se mettre entièrement au service du Département d'Etat.

* Cf. Volume II.

Leur élimination permit au C.I.O. de tendre la main à la vieille A.F.L. que le « virus » stalinien avait laissée pour ainsi dire indemne, et qui, longtemps, avait dénoncé avec horreur le C.I.O. comme une agence « communiste ». Et les deux centrales syndicales, enfin réconciliées sous l'égide du Département d'Etat, s'intégrèrent, avec une servilité égale, dans l'appareil de domination mondiale de l'Empire américain. Jamais, dans toute son histoire et dans le monde entier, le mouvement ouvrier n'a offert un spectacle aussi tragique. La social-démocratie allemande avait suivi le Kaiser dans la première guerre mondiale; mais elle n'avait fait que *suivre* : elle n'avait pas trempé dans l'entreprise au même degré. Les travaillistes britanniques, les socialistes français ont, de nos jours, étant au pouvoir, revêtu la livrée du colonialisme, mais les empires, dont ils avaient hérité, étaient chancelants et ils présidèrent plutôt à leur liquidation qu'à leur expansion. Hitler n'associa pas le mouvement ouvrier allemand à ses plans de conquête du monde : il le brisa avant de dégainer l'épée. Même pendant la seconde guerre mondiale, le *Labor* américain fut moins absorbé dans la machine militaire de Roosevelt qu'il ne l'est aujourd'hui dans celle du Département d'Etat. Le syndicalisme industriel qui, il y a un peu plus d'une décade, naissait dans la lutte de classes contre les grands monopoles américains, met aujourd'hui sa puissance, son prestige, ses ressources et ses cadres au service des plans de domination mondiale de ces mêmes monopoles. Oui, vraiment, il y a dans ce spectacle, surtout quand on l'a vu de près et de ses propres yeux, quelque chose de tragique. Au Congrès, le réactionnaire sénateur Vandenberg ne put cacher sa joie de voir le *Labor* et le *Big Business* soutenir ensemble le plan Marshall. Il qualifia, lui, le spectacle de « réconfortant ¹ ».

Il n'est pas possible, ici, de présenter au lecteur une analyse exhaustive du prétendu programme de « rétablissement de l'Europe » (*European Recovery Program*, en abrégé : *E.R.P.*), plus connu sous le nom de « Plan Marshall ». On se bornera à souligner brièvement quelques-unes des raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier américain n'aurait jamais dû lui accorder son soutien total et sans réserves, ni transformer ses dirigeants, aux divers échelons de sa hiérarchie, en agents de publicité et en commis-voyageurs du Plan Marshall. On le fera avec d'autant plus d'aisance et d'objectivité que l'auteur de ce

livre est un adversaire déclaré du régime stalinien et de la politique extérieure russe. Il reproche, entre autres, à celle-ci, d'emprunter aux grandes puissances capitalistes et fascistes leur comportement cynique et brutal d'oiseaux de proie, leurs pires moyens militaires, diplomatiques et policiers, sans aucun égard pour les droits des peuples dont elle se fait détester. L'auteur revendique hautement le droit de critiquer le Plan Marshall sans être accusé de collusion avec le Kremlin et ses agents ou d'hostilité à l'égard du peuple américain en l'avenir duquel il a, bien au contraire, une inaltérable confiance.

*
**

Tout d'abord, il ne fait aucun doute, pour tout observateur impartial, que le Plan Marshall a eu, dès son origine, la faveur des grands monopoles américains et de leur appareil bancaire : *Wall Street*. Dès le 10 novembre 1947, la Confédération patronale, la toute-puissante *National Association of Manufacturers* * se rendit chez le Président Truman et lui signifia son adhésion totale au programme « d'aide à l'Europe ». Elle subordonna son soutien à un certain nombre de « conditions » qui, presque toutes, furent retenues par la suite².

Le Plan Marshall était, en effet, indispensable au *Big Business* sur le plan strictement économique. Avant 1939, l'appareil de production américain était déjà disproportionné avec la capacité d'absorption du marché intérieur (la décade 1930-1940 avait été une période de surproduction et de chômage, d'abord aigus, puis chroniques); mais, au cours de la guerre, la capacité de production, déjà gigantesque, s'était encore accrue d'au moins 50 %³, tandis que le pouvoir d'achat du consommateur domestique était réduit chaque jour par l'inflation. Comme le Grand Capital américain entendait continuer l'orgie de profits à laquelle il s'était accoutumé durant les années de guerre, il n'était nullement disposé à élargir le marché intérieur en redistribuant une partie de ses bénéfices sous la forme d'améliorations de salaires ou de baisses de prix⁴. Il ne jugeait pas non plus très « profitable », au moins à brève échéance, de se lancer dans un programme de « rétablis-

* En abrégé : *N.A.M.*

sement » des régions et des couches sociales déshéritées des Etats-Unis.

Le Sud, malgré d'indéniables progrès, ne réussissait pas à rattraper son retard historique par rapport au reste du pays et continuait à végéter dans son rôle de Balkans des Etats-Unis⁵; l'Ouest, malgré la construction de quelques aciéries et de quelques barrages, attendait toujours son industrialisation et son irrigation; un dixième de la population américaine, pénalisé par la couleur de sa peau, croupissait toujours dans la misère, la saleté, l'ignorance, parqué dans d'innombrables taudis. L'urbanisme faisait relativement peu de progrès et les efforts pour remédier à la crise du logement, chaque jour plus critique à travers tout le pays, n'étaient qu'une goutte d'eau dans un océan. Mais le *Big Business* estima plus sûr et plus rapidement « profitable » de faire financer par le contribuable américain un vaste programme d'exportations vers l'Europe. Ici, aucun risque, aucun délai. Rien que des bénéfices. Le Plan Marshall agirait comme un palliatif immédiat contre la menace d'une nouvelle crise économique.

Ce thème du palliatif, du *cushion*, comme on dit en Amérique, a été développé chaque semaine par le *New York Times*, dans sa chronique : « Le point de vue du marchand. » L'« aide à l'Europe », y lit-on, par exemple, le 3 octobre 1948, joue bien son rôle, « qui est de prévenir le brin de faiblesse des affaires, qui était en train de se développer ». Le 21 novembre, le même journal, dans un éditorial anonyme, convenait que la prospérité présente des Etats-Unis reposait sur les dépenses d'« aide à l'Europe ». L'hebdomadaire, *The Nation*, admettait, le 25 décembre, que « la guerre froide et le Plan Marshall constituent un colossal programme... de subvention gouvernementale à la production américaine ». Le 24 avril 1949, le correspondant de *New York Times*, en Virginie, écrivait que « parmi les hommes d'affaires, une nouvelle vague de soutien se développait en faveur de l'aide à l'Europe — suscitée partiellement par le désir de nouveaux marchés ».

Les gros fermiers n'étaient pas moins impatients de voir le Plan Marshall entrer en vigueur. Eux aussi avaient développé leur production dans des proportions considérables (de 33 à 40% par rapport à l'avant-guerre⁶). Et ils étaient anxieux, non seulement de vendre, mais de maintenir le niveau élevé de leurs prix. C'est un fait que les grandes organisations

de fermiers et leur presse n'ont cessé de soutenir le Plan Marshall. Le 21 novembre 1948, le correspondant de *New York Times*, dans le *Middle West*, écrivait que, « parmi les fermiers à travers toute cette région, on compte sur l'affectation de nouveaux milliards de dollars au programme de rétablissement de l'Europe pour maintenir les prix des denrées agricoles ». A plusieurs reprises, le *Farm Bloc*, le « bloc agraire », fit pression sur le Congrès et sur l'administration du Plan Marshall pour que le continent européen fût inondé de produits agricoles américains, achetés aux frais du contribuable⁷.

Parmi les conditions posées au Président Truman par la *National Association of Manufacturers*, il y en avait une par laquelle il était demandé que l'administration du Plan Marshall comprît des dirigeants de l'industrie, de la finance, du commerce et de l'agriculture. Ce vœu fut exaucé. L'administrateur placé à la tête du nouvel appareil, l'*Economic Cooperation Administration**, n'est autre que Paul G. Hoffman, un des magnats du *Big Business*, président de la firme d'automobiles *Studebaker*, en même temps que directeur de banques, de compagnies d'assurances et de compagnies aériennes^{8**}. Interrogé au lendemain de sa nomination, sur le point de savoir s'il trouverait des hommes de valeur dans les milieux des affaires et de l'industrie pour remplir les postes-clés de son administration, il répliqua emphatiquement : *Yes, Sir*. Et il ajouta qu'il connaissait des centaines de gens capables pour accomplir la tâche⁹. Paul Hoffman fut flanqué de l'ex-secrétaire d'Etat au commerce, W. Averell Harriman, ancien magnat du rail et banquier de *Wall Street*, qui reçut le titre d'ambassadeur itinérant en Europe¹⁰. Les deux dirigeants de l'*E.C.A.* prirent comme collaborateurs immédiats William C. Foster, président d'une entreprise d'aciéries, et Howard Bruce, un industriel de Baltimore¹¹, et ils s'adjoignirent un comité consultatif composé des principaux magnats de l'industrie et de la finance. Le Grand Capital a envahi l'administration du Plan Marshall à tous ses échelons.

Mais le programme « d'aide à l'Europe » n'était pas inspiré seulement par des préoccupations d'ordre économique : ses

* En abrégé : *E.C.A.*

** Paul G. Hoffman a partie liée avec le trust Ford qui lui a offert récemment la direction de la « fondation » dans laquelle les 205 millions de dollars de la famille Ford ont été mis à l'abri du fisc. (*New York Times*, 18 déc. 1949)

objectifs étaient aussi et surtout d'ordre *politique*. Dans son message au Congrès, le 19 décembre 1947, le Président Truman souligna que le but *essentiel* du « rétablissement » de l'Europe était de maintenir dans ce continent la forme de civilisation chère aux Etats-Unis (euphémisme pour dire le régime capitaliste), que son pays avait un *intérêt vital* à renforcer la foi des nations européennes en ces formes de gouvernement et de civilisation et à les constituer en un « bastion » contre l'établissement d'« Etats totalitaires »¹². Le Plan Marshall, dans son objectif essentiel, ne faisait donc que développer la « doctrine » exposée quelques mois plus tôt, le 12 mars 1947, par le Président Truman, lorsqu'il déclara que les Etats-Unis devaient soutenir, principalement par une aide économique et financière, les peuples qui résistaient à la pression russe¹³. La première nation à bénéficier de l'« aide » américaine avait été la Grèce et, dans ce pays, les Etats-Unis avaient envoyé, non seulement des dollars, mais des armes et des cadres militaires, afin d'y épauler, contre la Résistance grecque et contre l'U.R.S.S., un régime semi-fasciste.

Le Plan Marshall était donc, dès l'origine, une opération stratégique, un épisode de la « guerre froide ». Dans le *New York Times*, du 5 janvier 1948, Cyrus L. Sulzberger écrivit que le Plan Marshall avait surtout « une valeur incalculablement grande » sur le plan politique et que, sans l'aide américaine, la Grèce eût succombé sous la pression « communiste », l'Italie et la France auraient été presque certainement « communisées ». Au lendemain de la grève des mineurs d'octobre 1948, si sauvagement réprimée par le gouvernement français, l'administrateur du Plan Marshall, Paul G. Hoffman, se félicita de ce que l'aide accordée à la France eût renforcé la résolution des dirigeants français de « remettre de l'ordre dans leur maison »¹⁴.

Pour atteindre les objectifs politiques du Plan Marshall, l'E.C.A. fut amenée à réduire les gouvernements des pays « bénéficiaires » à un état de vasselage et à empiéter sur leur souveraineté. Dès l'origine, le *New York Times* avait mis en garde contre le danger qu'il y aurait à « attacher au Programme de telles conditions de supervision et de direction que nous nous exposerions à l'accusation d'attenter à l'indépendance des gouvernements participants »¹⁵. C'est pourtant exactement ce qui se produisit. Le Congrès introduisit dans la

loi qui institua le Plan Marshall des conditions si draconiennes que le gouvernement français, soucieux de ménager son opinion publique et de ne pas prêter le flanc aux attaques « communistes », n'osa pas les laisser reproduire dans l'accord d'application qu'il signa avec le gouvernement américain. Une de ces conditions stipule notamment que le gouvernement des Etats-Unis et même *les représentants du Congrès américain* ont le droit d'« observer » et « conseiller » le gouvernement français en ce qui concerne la distribution des largesses du Plan Marshall. En fin de compte, le gouvernement français se tira de la difficulté en glissant dans l'accord une petite phrase, d'apparence anodine, par laquelle il se déclarait « pleinement informé » des conditions posées par le Congrès, qu'il les acceptait et les remplirait ¹⁶.

Cependant, l'accord d'application contenait, en annexe, une autre clause aux termes de laquelle la contre-partie en francs des prestations du Plan Marshall devait être bloquée dans un fonds spécial auquel le gouvernement français ne pourrait toucher qu'avec l'assentiment du gouvernement américain. « Certains prétendent, écrivit le *New York Times*, que cette restriction... constitue une limitation de la souveraineté du gouvernement français ¹⁷. » Ce n'était que trop vrai. La clause en question a placé le gouvernement français dans la posture humiliante d'un suppliant et d'un mendiant. Et elle a fait de l'administration de l'E.C.A., en France, une sorte de super-gouvernement. A chaque échéance, les ministres français sont obligés de se tourner vers leur tuteur et de le prier de daigner les laisser disposer d'une certaine quantité de francs bloqués. Le tuteur scrute d'un œil sévère les dernières mesures fiscales votées par le parlement français, s'assure que la combinaison ministérielle au pouvoir est bien celle qui sert le mieux les desseins du Département d'Etat. Et, alors seulement, elle autorise le déblocage des fonds ¹⁸. Washington a désormais le pouvoir de faire et de défaire les gouvernements français. Disons le mot : il n'y a plus de gouvernement français.

Un incident éclaira d'un jour particulier la subordination dans laquelle sont tombés les pays européens « bénéficiaires » du Plan Marshall. Cinglés par le reproche qui leur était fait à Washington de ne pas donner de preuve tangible de leur volonté de self-coopération, les gouvernements de ces pays avaient décidé de convoquer, en février 1948, une conférence

des seize nations participantes. Ils l'avaient fait uniquement, comme l'écrivit *New York Times*, « dans un effort pour plaire à Washington »¹⁹. Mais le Département d'Etat, contre leur attente, fronça les sourcils. Il eut peur que les seize pays ne s'entendissent entre eux pour repousser toute condition entraînant une immixtion trop grande des Etats-Unis dans leurs affaires intérieures. Et, d'après le même journal, les gouvernements des pays en question, toujours soucieux d'être agréables à leurs maîtres, « s'inclinèrent gracieusement devant le veto de Washington »²⁰.

Un autre aspect, particulièrement déplaisant du Plan Marshall, réside dans le fait que l'« aide » accordée l'est à des puissances coloniales, telles que l'Angleterre, la France et la Hollande, qui répriment dans le sang les mouvements d'indépendance des peuples absorbés de force dans leur « Empire ». Ainsi donc, les largesses du Plan Marshall ne contribuent pas seulement à « rétablir » les populations métropolitaines de ces pays, elles aident aussi à étouffer les aspirations des peuples coloniaux opprimés. Comme le déclara le sénateur George W. Malone, « l'argent américain, par l'intermédiaire du Plan Marshall, soutient les puissances coloniales contre les mouvements libérateurs... Sans l'aide du Plan Marshall, ni la France ni la Hollande n'auraient le moyen d'entretenir les forces qui, à l'heure actuelle, contiennent les mouvements nationalistes en Indochine et en Indonésie »²¹.

Enfin, les largesses du Plan Marshall comportent une contrepartie qui n'a pas été avouée au moment de l'adoption du Plan, mais qui fut révélée par la suite. Le 20 janvier 1949, le Président Truman, dans son adresse inaugurale, annonça au monde que les Etats-Unis allaient s'« embarquer » dans un nouveau programme d'amélioration des régions insuffisamment développées du globe²². En langage clair, Washington signifiait aux puissances bénéficiaires du Plan Marshall qu'elles auraient à ouvrir leurs domaines coloniaux au capital américain. C'est ce qu'avait prévu Jean Piel, lorsque, dans son livre, *La Fortune américaine*, paru en 1948, il écrivait : « La créance américaine sur l'Europe se transformerait en une sorte de traite tirée sur la prospérité future des pays neufs; cette traite serait la contrepartie des dons américains »²³.

*
**

Pour toutes les raisons qui viennent d'être énumérées, le mouvement ouvrier américain eût dû observer une attitude pour le moins réservée et critique à l'égard du Plan Marshall. Il eût dû conserver sa lucidité et son indépendance à l'égard d'une entreprise dont *le moins qu'on en puisse dire* est qu'elle comporte un grand nombre d'aspects négatifs et inquiétants.

Mais les dirigeants du C.I.O. et de l'A.F.L. réunis firent exactement le contraire. Ils se précipitèrent tête baissée dans le panneau. Ils se bandèrent volontairement les yeux. Et ils se placèrent résolument au premier rang de la brigade des acclamations.

Ils feignirent d'ignorer les véritables mobiles économiques qui inspirèrent les auteurs du Plan Marshall. Et ils présentèrent le programme d'aide à l'Europe comme un geste de philanthropie, une initiative « humanitaire²⁴ », méritant l'appui de tous les hommes de cœur. Ils tentèrent de créer une confusion entre le Plan Marshall et un plan de rétablissement des nations dévastées par la guerre, qu'avait présenté, en 1945, la Fédération syndicale mondiale. Or, le second subordonnait l'aide en question à un certain nombre de garanties d'impartialité qu'on cherche en vain dans le premier. Il demandait, entre autres, que les nations avancées assistent les nations dévastées *sans s'immiscer dans les affaires intérieures de ces dernières ni les soumettre à l'influence des trusts*²⁵.

Les dirigeants syndicaux américains s'appliquèrent à nier et à dissimuler le rôle joué par *Wall Street* dans l'élaboration du Plan Marshall et l'accaparement de l'administration du Plan par les trusts. En mars 1948, Philip Murray adressa une lettre à toutes les organisations affiliées au C.I.O., leur demandant d'accorder leur « entier appui » au programme de « rétablissement de l'Europe » et déniant que le programme fût un « complot de *Wall Street* ». « Le secrétaire d'Etat Marshall, écrivit-il, n'est pas un homme de *Wall Street* ». Il est un ancien soldat qui croit possible d'établir la paix parmi les peuples libres d'une manière civile et pacifique »²⁶. Au congrès du

* Philip Murray oubliait les attaches avec *Wall Street* du bras droit du secrétaire d'Etat Marshall : Robert A. Lovett (voir plus haut, p. 70).

C.I.O. de novembre 1948, il se défendit contre toute collusion avec *Wall Street*. « Je ne sache pas, déclara-t-il, avec une feinte ingénuité, que *Wall Street* soit intéressée à la guerre²⁷. »

Cependant, les dirigeants du C.I.O. et de l'A.F.L. ne contestèrent pas que l'objectif principal du Plan Marshall fût de détourner les peuples d'Europe du « communisme » et ils donnèrent à cet objectif leur approbation chaleureuse. Au Congrès du C.I.O. de 1947, Philip Murray déclara que « dans cette guerre contre la faim, les gens qui absorbent cette nourriture pourraient fort bien s'abstenir de devenir un parti ou une part d'une forme quelconque de gouvernement totalitaire²⁸ ». Le secrétaire-trésorier de l'A.F.L., George Meany, déclara, le 5 décembre 1947, que « les communistes sont mortellement dangereux... Ils espèrent s'emparer cet hiver de l'Europe Occidentale pour le compte de Moscou. L'Amérique doit agir au plus vite... Le Plan Marshall, s'il est mis en application rapidement, peut... arrêter la marche en avant de l'esclavage totalitaire²⁹ ». Le conseil exécutif de l'A.F.L. écrit, dans son rapport au congrès de novembre 1948, que seule l'aide à l'Europe peut permettre de « maintenir les institutions de la civilisation occidentale³⁰ ».

En vain, des voix discordantes se firent-elles entendre, exprimant des doutes sur l'efficacité de la méthode consistant à contenir l'essor du « communisme » à coups de gros sous. John L. Lewis, continuant à faire bande à part, ne cachait pas à qui voulait l'entendre sa méfiance à l'égard du Plan Marshall. Au cours d'un entretien que l'auteur de ce livre eut avec lui, le 15 décembre 1947, il grommela, le sourcil hérissé : « *Croyez-vous qu'il soit possible d'arrêter le communisme avec des dollars?* » Le magnat du Cinéma, Eric Johnston, à son retour d'Europe, en décembre 1948, déclara qu'il avait « trouvé plus de communistes en Italie qu'avant les élections d'avril et plus de misère parmi les travailleurs français qu'avant la mise en œuvre du Plan³¹ ». En décembre 1949, le sénateur William E. Jenner, revenant également d'Europe, dénonça la façon dont l'Administration « s'efforce » d'acheter des partenaires dans le soi-disant front anticommuniste, en se servant des dollars du contribuable américain pour corrompre ». Et il ajouta que Staline était en train de gagner la « guerre froide³² ». Mais les dirigeants syndicaux américains firent la sourde oreille à ces témoignages et ne se laissèrent pas gagner par le doute.

En 1947, le Congrès du *C.I.O.* avait stipulé qu' « en aucune circonstance, les denrées alimentaires ou toute autre aide ne devraient être utilisées comme un moyen de pression sur des peuples libres mais nécessaires dans l'exercice de leurs droits à l'indépendance et au self-gouvernement, ni pour allumer les flammes de la guerre civile ». Et, le délégué Altman commenta : « Nous croyons à la souveraineté de toutes les nations. Je m'opposerais autant que quiconque à toute tentative d'imposer notre système politique à n'importe quel pays⁸³. » Quelques semaines plus tard, en novembre 1947, Philip Murray déclara que « l'aide devrait être donnée sans entraves politiques ou économiques visant à restreindre les formes sociales, économiques ou politiques que les peuples d'Europe devraient choisir librement pour eux-mêmes⁸⁴ ». C'est, comme on le sait, le contraire exactement qui se produisit. Mais le *C.I.O.* continua de chanter « Hosanna! ».

Lorsqu'en octobre 1948, le gouvernement français, avec le soutien matériel et l'approbation morale de l'administration du Plan Marshall, écrasa brutalement la grève des mineurs, aucune voix ne s'éleva ni dans le *C.I.O.* ni dans l'*A.F.L.* en faveur des travailleurs assassinés et emprisonnés. L'administrateur capitaliste de l'*E.C.A.*, Paul Hoffman, se montra, pour le moins, plus humain. Il convint, au congrès de l'*A.F.L.*, qu' « à la vérité les mineurs français, comme les autres travailleurs français, souffrent de privations économiques⁸⁵ ». Mais aucun des délégués ouvriers présents ne lui fit écho. La seule note discordante, dans le mouvement ouvrier, fut la grande voix de John L. Lewis. Il écrivit à William Green, le 27 octobre 1948 : « Vous soutenez Truman. Je suppose que vous avez son oreille... Pourquoi ne lui faites-vous pas arrêter l'assassinat de mineurs de charbon français qui ont faim? Truman contrôle les ressources du Plan Marshall, grâce auxquelles subsiste le chancelant gouvernement français... Certes, l'avenir de la France est sombre à tous points de vue si l'argent américain, les fusils et les balles américains sont utilisés pour tirer sur les citoyens français, les affamer et les opprimer, tandis que les bureaucrates et les puissances financières en France subsistent grâce aux ressources américaines et dénie à l'élément humain de la population toute participation aux largesses du Plan Marshall... Truman pourrait rendre service à l'humanité et peut-être à lui-même en se servant de

quelques-uns des vastes pouvoirs qui lui assurent le contrôle des fonds Marshall, pour inviter le gouvernement français à renoncer à ses méthodes d'Etat policier et à cesser de faire la guerre, aux frais du contribuable américain, à ceux de ses propres citoyens qui sont mineurs de charbon ». Mais William Green répliqua que la proposition de Lewis « pourrait aussi bien avoir été faite par un communiste ³⁶ ». Et ce fut tout.

Les bureaucrates du C.I.O. et de l'A.F.L., non seulement accordèrent leur appui sans réserve au Plan Marshall, mais ils s'offrirent à participer à sa gestion. Ils firent valoir que personne ne pourrait dissiper mieux qu'eux la méfiance des travailleurs européens à l'égard du Plan Marshall et empêcher ceux-ci d'y apercevoir la main de *Wall Street*.

Au début de janvier 1948, James B. Carey, le secrétaire-trésorier du C.I.O., déclara : « Nous pûmes nous entretenir avec les travailleurs français. Le C.I.O. prenant une position de soutien du Plan Marshall, il est difficile pour eux de l'appeler une intrigue de *Wall Street*. » Un prêtre catholique écrivit que Carey « avait fait plus en un seul discours pour réhabiliter le Plan Marshall que le secrétaire Marshall n'eût pu le faire en une semaine de discours ³⁷. » La résolution adoptée par le congrès de novembre 1948 affirma que « la participation du Labor américain dans l'E.C.A. à tous les échelons de l'administration est la meilleure garantie pour le Labor européen que l'intérêt de ses membres sera protégé et l'indépendance des peuples européens préservée ³⁸ ».

En novembre 1947, le comité des relations ouvrières internationales de l'A.F.L. décida d' « insister pour que des porte-parole du Labor, choisis par le Labor lui-même, fussent nommés à tous les échelons de l'administration du Plan Marshall, y compris des postes diplomatiques élevés dans des pays importants. Ainsi serait démontré aux travailleurs d'Europe que la politique extérieure américaine n'était pas dirigée par et pour *Wall Street* ³⁹ ». Au congrès de l'A.F.L. de novembre 1948, l'assistant du Président Truman, John R. Steelman, déclara que « les représentants du Labor américain sont parmi nos meilleurs « ambassadeurs de bonne volonté » à l'étranger ⁴⁰ ».

Mais l'homme qui posa de la façon la plus retentissante la candidature du Labor aux postes dirigeants de la politique extérieure américaine fut le membre de la Cour Suprême de

Justice, William O. Douglas, un « libéral », qui passe pour aspirer à la succession du Président Truman. Le 24 novembre 1948, au congrès du C.I.O., il convint qu'un « fossé » s'était creusé entre les Etats-Unis et l'Europe. Il admit que le mouvement ouvrier européen est « soupçonneux et amer », qu'il « redoute qu'un impérialisme américain n'étende son pouvoir à l'Europe au moyen de cartels, de banques et autres puissants instruments de l'industrie et de la finance ». Ce « fossé », seul le *Labor* américain peut, selon lui, le combler. « Le mouvement ouvrier américain a de bonnes lettres de créances pour l'Europe Occidentale. Des portes hermétiquement fermées à tous autres pourraient s'ouvrir à lui s'il y frappe. » Et il parla de la « faillite misérable de la diplomatie traditionnelle en ces jours révolutionnaires ». « Le *Labor* américain peut rendre un service unique, qu'il représente le gouvernement dans des missions particulières ou qu'il se comporte en observateur de la scène européenne. » Quel service? Se faire le « missionnaire de l'*American way of life* » (c'est-à-dire du système capitaliste américain), « répandre la foi dans l'*American way*, qui construit une société sans classes et sans exploitation ⁴¹ ».

Comme l'écrivit un journal américain d'avant-garde, « son discours exprime le souhait que l'impérialisme américain soit capable de vendre le Plan Marshall aux travailleurs européens en assignant l'emploi de chef vendeur aux dirigeants syndicaux américains... A son avis, le rôle principal des leaders ouvriers américains est de faire pour l'impérialisme américain ce que celui-ci ne peut faire pour lui-même... Ils doivent jouer le rôle d'hameçons « ouvriers » pour attirer les masses européennes dans le piège de *Wall Street* ⁴² ».

Au congrès de l'A.F.L. de 1948, le sénateur Hubert Humphrey, un des chefs de l'aile « libérale » du parti démocrate, demanda que les Etats-Unis, « pour prouver leur bonne foi », confient un poste de secrétaire d'Etat adjoint au Département d'Etat à un membre du mouvement ouvrier ⁴³. Ce vœu faillit être exaucé : en mai 1949, il fut question de nommer à ce poste le président du Syndicat des travailleurs du Pétrole (C.I.O.), O. A. Knight. Mais le Président Truman se ravisa et nomma finalement un « représentant des grandes sociétés industrielles » : Edward G. Miller Jr., fils d'un magnat du sucre ⁴⁴. « Qu'ils nous donnent notre place dans les conseils de Washington, comme ils le firent durant la guerre! » avait

demandé Walter Reuther en 1947⁴⁵. Mais la réponse fut la même que pendant la période d'« union sacrée » : une petite place dans l'administration du Plan Marshall fut concédée aux dirigeants du *Labor* parmi les convives capitalistes : mais ce ne fut que le bout de la table.

**

Aux congrès de l'*A.F.L.* et du *C.I.O.*, ce fut, durant trois années consécutives, un défilé de hautes personnalités civiles et militaires : le secrétaire d'Etat Marshall, le secrétaire d'Etat Acheson, les deux dirigeants du Plan Marshall, Paul G. Hoffman et W. Averell Harriman, les généraux Mark Clark et Omar N. Bradley, le commandeur national de l'*American Legion*, etc., etc. L'auteur de ce livre était présent lorsque le congrès du *C.I.O.* de 1947, debout, fit une ovation prolongée au général Marshall, salué comme « un des plus grands chefs militaires de tous les temps ». On n'était pas bien sûr d'assister à un congrès ouvrier.

Les dirigeants syndicaux ont repris à leur compte le slogan de l'« américanisme » qui, depuis toujours, aux *U.S.A.*, a servi de couvert aux entreprises les plus réactionnaires *. « C'est une motion américaine... Le *C.I.O.* est une institution américaine... Nous, du *C.I.O.*, sommes cent pour cent Américains, etc., etc. » Ajoutez-y la glorification hyperbolique de la patrie, qui rappelle les thèmes hitlériens : « Les Etats-Unis sont la plus grande nation qu'il y ait au monde... Nous croyons en notre gouvernement et nous croyons en notre pays... Grâce à Dieu, nous vivons dans les Etats-Unis d'Amérique, etc., etc.⁴⁶. » Quelle Amérique? est-on tenté de leur répondre : celle de Debs et Haywood, celle de « Mother » Jones, celle des *sit-down* de 1937, ou celle de *U. S. Steel*, de *General Motors*, de MM. Taft et Hartley?

* En janvier 1950, les représentants de l'*A.F.L.* et du *C.I.O.* participèrent à une conférence « anticommuniste » patronnée par l'ultra-réactionnaire *American Legion*. (*New York Times*, 29 janvier 1950.)

6

**La campagne
d'organisation
du Sud.**

Le tableau qui vient d'être esquissé est noir. Les impressions que j'ai rapportées d'un séjour de deux ans aux Etats-Unis ne sont pas toutes lumineuses. Et pourtant, je n'en suis pas revenu découragé. Le tableau n'est pas *que* noir. L'espèce humaine poursuit sa marche en avant à travers une succession de contradictions dialectiques. Dialectique de la nature, dialectique de la société. Nulle part au monde les contradictions ne sont aussi accusées qu'aux Etats-Unis. Les forces du bien et du mal — si je puis emprunter ces mots au vocabulaire de la superstition — s'y livrent un combat gigantesque. Dans les innombrables escarmouches partielles qui se déroulent à chaque minute, en tous lieux, à tous les échelons de l'échelle sociale, les pelotons isolés des deux armées sont de valeur presque égale. La physionomie du champ de bataille change à tout instant. Les ténèbres font reculer la lumière, et la lumière fait reculer les ténèbres. Quand vous croyez pouvoir annoncer la victoire de la lumière, les ténèbres font un brusque retour offensif. Et quand vous croyez que les ténèbres ont remporté l'avantage, vous êtes brusquement aveuglé par un rayon de lumière.

Le dynamisme irrésistible de l'économie américaine accentue ces contradictions, précipite ces retournements. Rien de stable, rien de figé. Toujours du nouveau. Toujours de nouveaux rapports de forces. Le mouvement ouvrier baigne dans ce milieu, est emporté dans ce torrent. Même quand il étonne et rebute par ses traits réactionnaires, l'instant d'après, il saisit et surprend par ses traits progressifs. Et quand il paraît vieilli, sclérosé, bureaucratisé, l'instant d'après, il révèle son flux vital, il fait battre dans vos mains les pulsations de sa robuste jeunesse. Telle est la dialectique du syndicalisme industriel, annonciateur d'une société nouvelle. Ainsi prend forme, non pas en suivant une ligne droite, mais à travers une série de lignes brisées, aux angles aigus et fébriles, le monde futur.

La campagne d'organisation dans le Sud illustre, dans une certaine mesure, ce qui vient d'être dit. Le même C.I.O. qu'étouffe l'excroissance parasitaire de sa machine dirigeante,

le même C.I.O. qui verse dans l' « anticommunisme », le même C.I.O. qui case ses hommes — les anciens combattants des grèves de 1937 — dans l'appareil du Plan Marshall et de la « guerre froide », a encore la foi du pionnier, et il renferme encore dans ses flancs suffisamment d'énergie, d'audace, de force d'expansion pour « descendre » dans le Sud, pour s'y attaquer au moyen âge et compléter l'édifice, encore inachevé, du syndicalisme industriel. Et même la vieille A.F.L., combien plus vétuste, plus routinière, plus corrompue, est stimulée par la contagion de cet exemple, et elle se relève de sa couche de paralytique, et elle retrouve elle aussi ses manches, elle va vers les masses, elle apporte aux serfs du Sud le message du syndicalisme. Sans doute y a-t-il dans cet effort des aspects négatifs, pour ne pas dire plus. Les deux centrales syndicales se ressentent de leur dégénérescence, et leur *Southern Drive* est marqué, dès l'origine, de leurs tares. Ces tares sont encore plus accusées dans la campagne d'organisation de l'A.F.L. que dans celle du C.I.O. Mais le miracle est que le C.I.O., bien qu'il compose avec les ténèbres, les fait reculer, et que même la sénile A.F.L., lorsqu'elle s'empoigne avec la contre-révolution sudiste, mettant en œuvre des moyens ou désuets, ou inadéquats, ou même répugnants, sert, en fin de compte, la cause du progrès humain.

!*

**

Il n'est pas possible, dans le cadre de ce chapitre, de tracer un tableau d'ensemble du Sud et d'exposer pourquoi une région entière des Etats-Unis, qui couvre le territoire de onze Etats et une population de 27 millions d'habitants*, est affligée, par rapport au reste du pays, d'un tel retard historique. Le Sud, aujourd'hui encore, est arriéré au point que William Green, de l'A.F.L., a pu le comparer à la Chine, à l'Inde et au Mexique, et que Baldanzi, du C.I.O., a pu le qualifier de « colonie étrangère », dont les luttes rappellent les premiers efforts d'affranchissement des peuples coloniaux¹. Pour expliquer cette anomalie, il faudrait remonter loin en arrière, jusqu'à la guerre de Sécession, dont le Sud, après plus de quatre-

* 36 millions, si l'on y ajoute le Texas et l'Oklahoma, qui font plutôt partie du Sud-Ouest.

vingts ans, ne s'est pas encore remis. J'aurai l'occasion, ailleurs, de traiter plus à fond ce problème *. Il suffira ici de rappeler brièvement que le Sud est aujourd'hui encore exploité comme une colonie par le Grand Capital du Nord-Est **. Son développement industriel a été freiné systématiquement. Ses entreprises industrielles, commerciales et bancaires sont contrôlées par *Wall Street*. Les salaires y sont nettement inférieurs à la moyenne nationale (78 % de celle-ci en 1944), de même que le revenu moyen par tête d'habitant (69 % en 1945), alors que le coût de la vie y est presque aussi élevé que dans le reste du pays². Le Sud a le taux le plus élevé d'analphabétisme, de maladie, de décès, de mortalité infantile, de taudis de tous les Etats-Unis. En 1938, le Président Roosevelt chargea une commission d'enquête de lui présenter un rapport sur les *Conditions économiques dans le Sud*. Les conclusions de ce rapport furent rien moins que sombres : « C'est la plus pauvre section de la nation... Sa population est la plus pauvre du pays... Les salaires industriels y sont les plus bas des Etats-Unis... De nombreux milliers de métayers y vivent dans une pauvreté comparable à celle des plus pauvres paysans d'Europe... La plus grande partie des profits de l'industrie du Sud va à des financiers étrangers à la région, qui récoltent une riche moisson sous forme d'intérêts et de dividendes³. » Etc., etc...

Pendant longtemps, l'organisation des travailleurs du Sud a été considérée comme une tâche presque impossible : leur mentalité arriérée, la domination totale exercée sur eux par un patronat réactionnaire et paternaliste, la division résultant de leurs préjugés raciaux, l'extrême méfiance qu'inspire aux Sudistes toute entreprise venant du Nord, semblaient autant d'obstacles à la pénétration du syndicalisme dans le Sud⁴. Un observateur blanc de tendances libérales, W. J. Cash, exprimait, en 1941, ses doutes sur les chances de victoire du syndicalisme : « L'empreinte du vieux moule, écrivait-il, est toujours trop puissamment marquée dans l'esprit de la plupart des travailleurs⁵. » Un écrivain noir, W. E. Burghardt Du Bois, estimait, en 1935, qu'« il ne peut y avoir de vrai mouvement ouvrier dans le Sud ; sa classe laborieuse est coupée en deux...

* Cf. Volume II.

** Voir plus haut. p. 45-51.

Le *Labor* ne peut pas acquérir dans le Sud de conscience de classe⁶ ». Mais ces prévisions trop pessimistes ont été démenties, au moins partiellement, par le succès relatif des campagnes d'organisation du Sud.

*
*
*

C'est au mois de mai 1946 que le *C.I.O.* décida de se lancer dans l'aventure. Un fonds d'un million de dollars fut constitué, auquel contribuèrent les principaux syndicats industriels (Acier, Automobile, Textile, industrie électrotechnique, etc.). Le Syndicat de l'Acier de Philip Murray versa la contribution la plus élevée. En 1936-37, il avait pu être organisé grâce à l'aide financière du Syndicat des Mineurs. Maintenant, il mettait les ressources provenant de son million de cotisants à la disposition du Comité d'organisation du Sud⁷.

Les syndicats participants n'étaient pas inspirés par des mobiles purement philanthropiques, mais par celui de l'intérêt. Les sociétés capitalistes, qui les avaient reconnus dans le Nord, continuaient à faire régner l'*open shop* dans les usines qu'elles possédaient au sud de la ligne Mason-Dixon*. Il était urgent de mettre fin à cette situation. Il fallait empêcher les industriels du Nord d'invoquer plus longtemps la concurrence déloyale des bas salaires dans le Sud pour s'opposer à des augmentations de salaires. Et il fallait aussi faire cesser leur menace de déplacer leurs entreprises dans le Sud plutôt que de payer dans le Nord des salaires décents⁸. Comme le déclara David J. Mc Donald, du Syndicat de l'Acier : « Tant qu'il y a un seul non-syndiqué vivant en Amérique, ce non-syndiqué est une menace pour le standard de vie de tous les syndiqués d'Amérique⁹. »

La campagne d'organisation dans le Sud allait se heurter à des obstacles formidables; elle allait entrer en conflit avec tout le système social, économique et politique, pourri jusqu'à la moelle, par lequel la classe dirigeante du Sud maintient sa domination à la fois sur les travailleurs nègres et sur les « pauvres blancs », ces derniers aussi déshérités et exploités

* La ligne de démarcation entre les Etats Nordistes et les Etats esclavagistes au temps de la Guerre de Sécession. On ne la trouve sur aucune carte, mais elle subsiste et elle a la vie dure.

que leurs frères de couleur. Si les contours de la lutte de classes sont parfois relativement estompés dans le Nord, l'initiative du C.I.O. allait les mettre à nu dans le Sud. Dès que ses intentions eurent été rendues publiques, les capitalistes sudistes et leurs agents à mentalité fasciste élevèrent un concert d'imprécations contre l'invasion du Sud par les « communistes », les « rouges », les *carpetbaggers* *, les *nigger-lovers* **. Si le *Labor* composait avec l'adversaire, s'il versait lui aussi dans l'« anticommunisme », s'il faisait des concessions au préjugé racial, il allait affaiblir son entreprise et en compromettre, dès le départ, les chances de réussite¹⁰. Dans ce combat élémentaire entre les ténèbres et la lumière, toutes les forces progressives devaient faire bloc et oublier ce qui les divise.

Ce n'est malheureusement pas ce qui se produisit. Dès que l'*A.F.L.* eut connaissance de l'initiative du C.I.O., elle s'empressa de réunir, à grand renfort de publicité, une conférence de ses organisations dans le Sud. Et elle déclara la guerre à la campagne de recrutement de la centrale rivale. William Green vint, en personne, à Asheville (Caroline du Nord), accuser le C.I.O. d'être une organisation *communiste*. « Les travailleurs du Sud, déclara-t-il, sont des Américains patriotes. Ils ne peuvent pas se sentir chez eux dans une organisation qui semble incapable de coopérer avec l'industrie et qui consacre la plupart de son temps à essayer de détruire l'industrie privée. Ils n'ont rien de commun avec les philosophies étrangères du C.I.O. » Et il donna aux industriels du Sud cet avertissement : « *Marchez avec nous, ou vous aurez à défendre votre vie contre les forces communistes!* » Le secrétaire-trésorier de la vieille Fédération, George Meany, traita le C.I.O. de « cinquième colonne communiste », et le directeur à l'organisation, Frank Fenton, dénonça l'« invasion » du Sud par les *carpetbaggers* du C.I.O. « au programme répugnant de trouble et de désordre ». « Le C.I.O., déclara-t-il, n'a plus rien d'une organisation ouvrière et est devenu l'instrument subversif de la politique extérieure d'une nation étrangère¹¹. »

L'*A.F.L.* avait pris prétexte, pour déconsidérer le C.I.O., d'un meeting de masses qui avait été organisé quelques jours

* Sobriquet donné aux affairistes venus du Nord, après la guerre de Sécession, pour exploiter le Sud.

** « Négrophiles ». Le mot *nigger*, toutefois, est intraduisible parce que péjoratif. Le mot correct pour nègre est *negro*.

auparavant par l'union des syndicats de New-York, contrôlée par les staliniens, au cours duquel avait été créé un « Comité de soutien de l'organisation du Sud ». Le C.I.O. se crut obligé de riposter à cette attaque infâme en faisant chorus avec l'« anticommunisme » de Green. Le directeur de sa campagne d'organisation, Van Bittner, un vieux « cheval de retour » du Syndicat des Mineurs, puis du Syndicat de l'Acier, légué par John L. Lewis à Philip Murray, convoqua aussitôt une conférence de presse pour désavouer l'initiative new-yorkaise¹². Dans un discours largement diffusé sous la forme d'un tract, il s'écria : « Dieu sait que Philip Murray... et moi avons consacré une grande partie de nos vies à combattre le communisme aux Etats-Unis¹³ ! » Dans une autre harangue : « Laissez-moi préciser une chose. Il n'y a pas place dans la campagne du Sud pour un seul communiste ! Cette organisation, qui est nôtre, est une institution américaine, combattant pour l'Amérique¹⁴. » Au congrès du C.I.O. de 1948, George Baldanzi, du Textile, un des adjoints de Van Bittner, déclara : « Je dis qu'il est grand temps que nous nous séparions de nos ennemis internes, pour rendre notre tâche un peu plus aisée... Tout l'argent que nous collectons, toutes les énergies de l'état-major... que nous avons dans le Sud seront gaspillés tant que nous ne pourrons... nous présenter aux travailleurs d'Amérique comme une organisation cent pour cent américaine¹⁵. » Le Révérend Charles Owen Rice félicita publiquement le C.I.O. d'avoir maintenu rigoureusement les « rouges » à l'écart du *Southern drive*¹⁶.

Les déclarations qui précèdent n'ont pas seulement rompu le bloc des « progressistes » à l'heure où ils auraient dû se serrer les coudes pour affronter la contre-révolution sudiste. Elles ne constituent pas seulement une mauvaise action, mais aussi un mensonge et une injustice. Car (c'est un fait indéniable et que je mets quiconque au défi de contester) les syndicalistes pro-staliniens ont, malgré leurs « vices congénitaux », si je puis dire, pris une part très active à l'organisation des travailleurs dans le Sud, et dans les principaux centres industriels de la région ils ont joué le rôle d'une avant-garde. Tout au long de mon voyage dans le Sud, j'ai pu m'en rendre compte par moi-même. A Winston-Salem (Caroline du Nord), et à Charleston (Caroline du Sud), ils ont organisé avec beaucoup de succès les travailleurs de l'industrie

du tabac, notamment les nègres. Ailleurs*, j'ai déjà témoigné en faveur de Robert New, de la *National Maritime Union*, le jeune militant assassiné. A la Nouvelle-Orléans, les syndicalistes « stalinisants » contrôlent un Syndicat de Camionneurs, animé par un jeune militant nègre de grande valeur : Ray Tillman. A Tampa (Floride), ils exercent une influence heureuse sur les membres du Syndicat des Cigariers (*A.F.L.*), la plupart d'origine cubaine. A Hattiesburg (Mississippi), un des foyers de la réaction et du préjugé racial les plus hideux, une vaillante femme aux cheveux gris, Frieda Schwenkmeyer, bravant tous les dangers, organise les ouvrières des entreprises de vêtements pour hommes. Dans le puissant centre industriel de Birmingham (Alabama), Charles Wilson organise les travailleurs des mines de fer. Enfin, l'école de cadres syndicaux de Monteagle (Tennessee), sous l'impulsion de Myles Horton, poursuit un travail infatigable d'éducation des travailleurs du Sud, blancs et noirs, mettant des instructeurs ambulants à la disposition des syndicats. J'ai vu ces apôtres à l'œuvre, notamment Bill Elkuss, un ancien militant allemand, et sa compagne, Mary Lawrance¹⁷. Je les ai vu enseigner les premiers rudiments du syndicalisme à des délégués d'atelier nègres. C'était grand comme les commencements du monde.

*
**

En dépit des déclarations répétées du *C.I.O.*, condamnant toute discrimination raciale, les dirigeants du *Southern Drive* font au préjugé de couleur des concessions; et c'est un fait que les pro-staliniens sont à peu près les seuls, dans le Sud, à s'attaquer franchement et sans réserve à l'organisation et à l'éducation des travailleurs noirs. L'équipe de Van Bittner a adopté la tactique d'organiser les travailleurs blancs *d'abord*, tandis que les pro-staliniens n'hésitent pas à ouvrir leurs bras à tous les nègres, même si les blancs de la même entreprise sont encore réticents à l'égard du mouvement syndical, voire hostiles à celui-ci. C'est ainsi qu'à Winston-Salem a été constituée une magnifique section syndicale des usines de cigarettes *Camel*, dans laquelle les nègres prédominent. Ses dirigeants espèrent, par l'exemple et en faisant la preuve de l'efficacité

* Voir plus haut, p. 280.

du syndicat, attirer peu à peu vers celui-ci les travailleurs blancs, encore méfiants, ou, plus exactement, terrorisés par leur employeur. Au contraire, à Baton-Rouge (Louisiane), où la machine de Van Bittner a l'initiative des opérations, l'immense raffinerie de pétrole de la *Standard Oil*, qui occupe près de dix mille ouvriers, n'était toujours pas organisée, même partiellement, en avril 1948, parce que les organisateurs s'obstinaient à différer le recrutement des travailleurs noirs (qui ne demandaient qu'à rejoindre le syndicat), sous le prétexte qu'ils voulaient d'abord recruter les blancs (qui se montraient encore réticents). A la Nouvelle-Orléans, le directeur régional du *C.I.O.*, Fred C. Pieper, me déclara que les dirigeants du *Southern Drive* doivent s'adresser d'abord « aux leaders blancs des travailleurs » !

Même opportunisme dans les autres questions traitées par la propagande officielle du *C.I.O.* Le chef de la publicité du *Drive*, Ed Stone, félicite les Sudistes pour leur « héritage d'indépendance et de militantisme¹⁸ », oubliant que cette « indépendance » et ce « militantisme » ont consisté à déclencher une guerre civile sanglante pour le maintien de l'esclavage. George Meany, de l'*A.F.L.*, rappelle que le Sud a donné aux Etats-Unis quelques-uns de ses plus grands chefs militaires¹⁹ (alors que, précisément, l'origine sudiste d'une bonne partie des cadres de l'armée américaine confère à celle-ci un caractère éminemment réactionnaire, analogue à celui de feu la *Wehrmacht* allemande, dominée par la caste des *Junkers*).

Le *C.I.O.* prend la défense des capitalistes du Sud contre ceux du Nord. « Le *C.I.O.*, lit-on dans un tract, soutient le capital du Sud dans ses efforts pour promouvoir des industries possédées et contrôlées par les Sudistes²⁰. »

Le *C.I.O.* se présente comme hostile aux grèves : « L'arme de la grève doit être utilisée seulement pour remédier aux injustices extrêmes », déclare un de ses tracts²¹. George Meany, de l'*A.F.L.*, porte aux nues la façon « parfaite » dont les travailleurs du Sud ont observé le *no-strike pledge** pendant la guerre²². Lorsqu'un militant ouvrier comme Horace White (du *Textile, C.I.O.*), pourtant un non-stalinien, est condamné à une lourde peine de prison pour avoir, se trouvant en état de légitime défense, égratigné un « jaune » sur un piquet de

* Voir plus haut p. 213.

grève, les organisations du C.I.O. de Georgia trouvent ce cas « compromettant » et elles organisent autour de l'emprisonné la conspiration du silence.

Le C.I.O. croit habile de contrecarrer les attaques empoisonnées que les ministres du culte, à la solde du patronat, lancent du haut de la chaire contre le syndicalisme, en faisant lui-même oraison. Un tract, largement diffusé, reproduit un discours prononcé par Van Bittner dans la cathédrale épiscopale de Boston. « Dieu, y lit-on, est le Seigneur et Maître de chaque section de notre vie. Il est un Dieu jaloux. Il exige de nous chaque instant de notre vie et de notre respiration. Il règne en Seigneur sur votre *business* et il règne en Seigneur sur mon syndicat. Il veut des institutions économiques chrétiennes et, s'il vous plaît, des syndicats chrétiens. » Non seulement ce « syndicaliste » flagorne les prêtres, mais il essaie de convaincre les travailleurs qu'ils ont tort de se méfier de ceux-ci : « Pour parler franc, ajoute-t-il, nombre de travailleurs américains sont soupçonneux à l'égard de la religion établie. Ils croient qu'[elle] est plus intéressée aux piles de briques et de pierre dans lesquelles nous pratiquons le culte qu'à la destruction des taudis dans lesquels le pauvre est contraint de vivre. Ils croient, en d'autres termes, que l'Eglise est en faveur du statu quo... *Vous et moi savons bien qu'il n'en est pas ainsi*²³. »

Le C.I.O. se défend de se mêler d'autre chose que de la défense des salaires. Le reste de la vie des travailleurs ne l'intéresse pas. « Le C.I.O. n'est pas une société réformatrice », me déclara cyniquement le chef de la publicité, Ed Stone, dans son bureau d'Atlanta. Dans un tract, on explique que les ministres du culte, et non le C.I.O., devraient être les gardiens du bien-être spirituel et moral des syndiqués. « L'Eglise est beaucoup mieux équipée pour cette tâche²⁴. »

Dans son désir de s'« adapter » au réactionnaire Sud, le C.I.O. a recruté un certain nombre de directeurs régionaux encore imprégnés des préjugés sudistes, et, au surplus, « anti-communistes » forcenés, tels que Charles L. Cowl pour la Floride, Fred C. Pieper pour la Louisiane, Robert W. Starnes pour le Mississippi. Starnes est l'ami intime du gouverneur de Mississippi, Fielding L. Wright, le plus réactionnaire des gouverneurs des Etats-Unis, un des principaux instigateurs de la « révolte » contre le programme de « droits civils » du

Président Truman. Pieper est lié à la « machine » de l'ancien gouverneur de Louisiane, l'apprenti-dictateur Huey P. Long. A Birmingham (Alabama), une des forteresses de la contre-révolution sudiste, les dirigeants du *C.I.O.* et du Syndicat de l'Acier sont particulièrement conservateurs, anticommunistes et antinègres.

Les dirigeants de l'*A.F.L.* sont encore plus réactionnaires — s'il est possible. Le « coordinateur » officiel de la campagne de recrutement de la vieille Fédération, George L. Googe, est un personnage de façade. Son rôle consiste à dissimuler sous un vernis « libéral » et « humanitaire » le vrai visage de l'*A.F.L.* dans le Sud (exclusivisme des métiers, alliance avec les pires éléments réactionnaires, collaboration avec le patronat, discrimination à l'égard des nègres). Mais Googe n'est, en réalité, que la cinquième roue du char. Les vrais dirigeants de l'*A.F.L.* dans le Sud ne cherchent même pas à masquer leur visage. Et celui-ci n'est pas beau. En Georgia, ils ont des relations inquiétantes avec le *Klu Klux Klan*. A Savannah, leur journal attaque ouvertement le Président Truman pour son programme de « droits civils » en faveur des nègres²⁵; et ils s'unissent avec les pires fascistes locaux contre un libéral, Frank W. Spencer, accusé d'être un « rouge » et vilipendé parce qu'il ne partage pas leurs préjugés raciaux. En Louisiane, ils sont dévoués à la machine pourrie de l'ancien *boss* de la Nouvelle-Orléans, Maestri, et à celle de la famille Long. A Memphis (Tennessee), ils sont alliés à la machine corrompue et corruptrice du *boss* Crump. En Floride, ils distribuent des tracts invitant les travailleurs agricoles des agrumes à rapporter aussitôt à la police secrète fédérale (*F.B.I.*) l'apparition d'organiseurs du syndicat rival *C.I.O.* A Dalton (Georgia), ils livrent aux patrons les noms de travailleurs ayant adhéré au *C.I.O.*, et ceux-ci sont aussitôt licenciés, etc., etc...

[*
**

Et pourtant, malgré tous ces traits réactionnaires, le *Southern Drive* du *C.I.O.*, et même celui de l'*A.F.L.*, n'en sont pas moins *progressifs*. Jamais, dans le Sud, les « libéraux », animés des meilleures intentions, mais hétérogènes et timorés, n'avaient réussi à s'organiser en une force cohérente pour tirer la région de son moyen âge. Pour la première fois,

avec l'entrée en scène du *C.I.O.*, un coin a été enfoncé dans le bloc de la contre-révolution sudiste. Et le message qu'il apporte est plus apte que celui de n'importe quelle autre organisation politique, raciale, culturelle ou religieuse à toucher les masses déshéritées du Sud, à leur donner confiance en elles-mêmes, à ressouder les deux tronçons (blanc et noir) du prolétariat, séparés l'un de l'autre et opposés l'un à l'autre par la ligne de démarcation de la couleur.

Le *C.I.O.* n'a certes pas un programme social ni politique conséquent. Il accepte et défend le système économique existant. Il rejette toute idéologie socialiste. Il reste accroché à l'un des deux grands partis capitalistes et se refuse à s'engager dans la voie d'un parti travailliste. Mais la nécessité même d'organiser les travailleurs des industries-clés a conféré à son programme un caractère relativement radical. Il naquit dans la lutte. Il affronta victorieusement les plus puissants monopoles des Etats-Unis. Il condamna et dépassa l'exclusivisme de métier. Il ouvrit ses portes à tous et affirma, contre les tentatives de mise en tutelle de William Green, les droits de la démocratie ouvrière*. Malgré sa bureaucratisation de ces dernières années, la démocratie n'a pas disparu de ses organisations de base. Enfin, il a dû organiser le prolétariat le plus hétérogène qui soit au monde, et il n'a pu le faire qu'en affirmant solennellement l'égalité de tous les travailleurs, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou d'origine. Lorsqu'il « descend » dans le Sud et énumère les articles de ce programme dans un tract²⁶, cette simple énumération prend un caractère *révolutionnaire*.

Le même Van Bittner, dont les déclarations réactionnaires nous choquaient tout à l'heure, embouche la trompette du progrès humain lorsqu'il déclare que le *C.I.O.* doit aborder la campagne d'organisation du Sud « avec l'ardeur des pionniers²⁷ », ou lorsqu'il affirme, dans la cathédrale épiscopale de Boston, que « le *C.I.O.* consacre tous ses efforts à briser le pouvoir économique des monopoles géants²⁸ », ou encore lorsque, dans un tract, il expose aux opprimés du Sud que « c'est le syndicat qui donne aux travailleurs la dignité d'être humain²⁹ ». Et le chef de la publicité du *Drive*, Ed Stone, est soudain transfiguré lorsqu'il souligne que le *C.I.O.* est en

* Voir plus haut, p. 162-163.

train « d'éveiller les travailleurs et travailleuses du Sud de la léthargie qui les a maintenus au dernier échelon de l'échelle économique⁸⁰ ».

Même la vieille A.F.L., pour être en mesure de rivaliser avec le C.I.O., est obligée de proclamer, au moins sur le papier (mais c'est déjà quelque chose), son « opposition au préjugé racial et religieux⁸¹ ».

Le personnel à qui le C.I.O. confie la tâche d'organiser le Sud, reflète, lui aussi, cette contradiction dialectique. Si certains directeurs régionaux sont, comme on l'a dit, franchement réactionnaires, d'autres sont nettement progressistes et la bonne volonté, la persévérance, l'esprit de sacrifice, le courage physique avec lesquels ils mènent à bien leur tâche ingrate, le plus souvent perdus, isolés, cernés par les ténèbres du Sud, force l'admiration. Ces hommes jeunes sont venus au mouvement dans la grande mêlée de 1936-37 et ils ont conservé quelque chose de leur dynamisme passé. William Smith en Caroline du Nord, Franz E. Daniel en Caroline du Sud, Paul R. Christopher en Tennessee, C. H. Gillman en Georgia, Charles Mathias à Atlanta et Ernie Starnes à Macon (Georgia), B. T. Judd à Chattanooga (Tennessee), pour n'en citer que quelques-uns, accomplissent une œuvre analogue à celle de ces missionnaires jacobins qui, naguère, arrachèrent les provinces françaises à la nuit du moyen âge*.

Et même les plus réactionnaires des organisateurs du C.I.O., comme Robert W. Starnes, sont progressifs à leur insu. Starnes voudrait bien organiser *d'abord et surtout* les travailleurs blancs, qui, dans un Etat comme le Mississippi, sont fortement imprégnés de préjugés conservateurs et raciaux. Mais *c'est un fait* que Starnes a réussi surtout jusqu'ici à organiser *des nègres* — qui, dans un Etat raciste comme le Mississippi, sont à l'avant-garde du progrès humain, car ils n'ont rien à perdre, mais tout à gagner à une transformation sociale. Ce pauvre Starnes rappelle ces femmes infortunées qui ne réussissent à séduire que le type d'hommes qui ne leur plaisent pas. Et

* Il serait injuste de ne pas ajouter à ces noms celui de William Mitch qui, en 1936-37, dirigea le Comité d'Organisation de l'Acier dans le Sud et qui, aujourd'hui, est à la tête d'un district du Syndicat des Mineurs à Birmingham (Alabama). Mitch (bien qu'il appartienne à la machine de Lewis) est un des militants les plus ouverts, les plus progressistes, et aussi les plus expérimentés, que j'aie rencontrés aux États-Unis et, sans aucun doute, le meilleur syndicaliste qu'il y ait dans le Sud.

c'est peut-être dans cet Etat arriéré du Mississippi, sous la direction rétrograde de Starnes, que le C.I.O. a accompli les plus grands prodiges. La ville de Natchez était un des pires bastions de l'obscurantisme, de la terreur antiouvrière et anti-nègre. Une équipe de sociologues en a publié, en 1941, une description minutieuse qui laisse une impression presque désespérante. Bas salaires, misère, oppression. Ici, pense le lecteur, ne percera jamais la lumière du jour³². Mais le C.I.O. a révolutionné Natchez. Les travailleurs du caoutchouc et du bois y ont constitué de solides sections syndicales, où blancs et noirs ont également leur place. Le niveau général des salaires a été sensiblement relevé. La contre-révolution bat lentement en retraite. Natchez commence à vivre.

Même phénomène à Laurel. Ici, les 2.500 travailleurs, blancs et noirs, de la *Masonite Corporation* (une transformation chimique du bois), ont constitué une forte section syndicale, obtenu d'importantes augmentations de salaires, des congés payés, des soins médicaux gratuits, une assurance sur la vie, etc., etc. Et ils ont réussi, en ouvrant eux-mêmes un magasin coopératif d'alimentation, où l'entrée est libre, à contenir la hausse du coût de la vie. Laurel, hier une des villes américaines les plus arriérées, fait figure aujourd'hui de pionnier.

Et, dans l'*A.F.L.* elle-même, on retrouve, bien que beaucoup plus rarement et sous une forme plus atténuée, le même miracle. C'est ainsi qu'en Floride, les 3.000 travailleurs des mines de phosphates, blancs et noirs, ont été organisés, *sur la base industrielle* et leur district publie un journal de tendances progressistes, dont l'âme est un jeune ministre protestant qui travaille en même temps comme mineur³³. Parmi les travailleurs des agrumes (cueillette des fruits et industrie de la conserve), particulièrement difficiles à organiser, un travail très sérieux de recrutement est en cours. De-ci, de-là, à côté des bonzes réactionnaires et pourris, on rencontre de jeunes militants de bonne volonté, tels que W. H. C. Murray (de Richmond, Virginie), un typographe que le soutien du *Labor* a fait élire à l'assemblée législative; Stanton E. Smith, de Chattanooga (Tennessee), un instituteur libéral qui anime la Bourse du travail locale.

**

Quels sont les résultats du *Southern Drive*? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question. Et les seuls éléments d'information dont on dispose sont les déclarations, toujours sujettes à caution, des deux centrales syndicales. Quand la campagne fut lancée, en mai 1946, le *C.I.O.* affirmait avoir dans le Sud quelque 400.000 adhérents et l'*A.F.L.* prétendait, sans doute avec quelque exagération, en avoir 1.800.000³⁴. Cet écart sensible s'explique par deux raisons :

1° L'industrialisation du Sud en est encore à ses débuts et le *C.I.O.*, dont la spécialité est l'organisation des industries de base, n'y a pas un champ de recrutement très large. L'*A.F.L.*, par contre, y a organisé la plupart des métiers, notamment ceux du bâtiment.

2° Le patronat favorise l'*A.F.L.*, plus conservatrice, au détriment du *C.I.O.*, et les travailleurs eux-mêmes, pour une raison identique, accordent souvent leurs préférences à l'*A.F.L.*

Après trois ans de campagne, le *C.I.O.* semble avoir ajouté à ses effectifs près d'un demi-million de membres³⁵, et l'*A.F.L.*, d'après mes propres estimations et sous toutes réserves, de deux à quatre cent mille membres.

Le *C.I.O.* a rencontré le plus d'obstacles et a le moins réussi dans l'industrie textile. Celle-ci est l'industrie la plus importante du Sud, occupant de 25 à 30 % de la main-d'œuvre totale. Il y avait en 1946, 578.300 travailleurs du textile dans le Sud³⁶. La plupart vivent dans des cités ouvrières qui sont la propriété de leurs employeurs. La pression du patronat, l'emprise de ses agents, parmi lesquels le clergé, y sont extrêmement fortes. Tous les moyens, y compris la violence, ont été mis en œuvre pour barrer la route au *C.I.O.*³⁷. En outre, les travailleurs du textile sont, pour la plupart, d'anciens montagnards rejetés vers les régions incultes par les grands planteurs de coton, qui accaparèrent les terres basses, les plus riches, et les cultivèrent avec de la main-d'œuvre servile nègre. L'industrie textile fut créée, dans le Sud, au début de ce siècle, afin d'offrir un refuge aux « pauvres blancs » contre la concurrence des travailleurs nègres et, ainsi, de les détourner d'une alliance avec ces derniers contre leurs exploités communs. Les nègres sont exclus, aujourd'hui encore, de l'industrie textile et les travailleurs de

cette industrie ne s'affranchissent que très lentement de préjugés raciaux poussés jusqu'au fanatisme³⁸.

Lorsque le C.I.O. essaie d'organiser une entreprise, les employeurs diffusent, pour le déconsidérer, ses *propres brochures* en faveur des nègres (brochures que le C.I.O. se garde, d'ailleurs, de distribuer dans le Sud et qu'il réserve prudemment pour le Nord), et la réaction souffle à l'oreille des ouvriers : « Si le C.I.O. prend pied ici, vos filles seront obligées de travailler sous les ordres d'un contremaître nègre ! » Et, trop souvent, cette simple insinuation suffit à les détourner du syndicalisme.

Au début de 1949, le Syndicat du Textile affirmait avoir organisé 125.000 travailleurs dans le Sud, soit un peu moins du quart des effectifs totaux de l'industrie³⁹. Les meilleurs résultats ont été obtenus en Caroline du Nord, mais ils sont beaucoup moins brillants en Caroline du Sud, en Tennessee et en Georgia. « J'avoue que les obstacles que nous avons rencontrés sur notre voie sont effrayants », a déclaré George Baldanzi, en novembre 1948⁴⁰.

Malgré ces difficultés et la médiocrité relative des résultats numériques, malgré le lourd handicap dont il s'est chargé lui-même en cherchant à composer avec la Réaction sudiste, le C.I.O. est tout de même en train de changer la face du Sud. Tout comme après la grande victoire de 1936-1937, on peut dire, sans risque d'exagération, qu'il y a quelque chose de changé dans le monde.

7

La pression de la base. L'évolution toute récente de la lutte de classes aux Etats-Unis présente les mêmes traits contradictoires qui viennent d'être relevés dans le Sud : bureaucratisme et militantisme. L'emprise autocratique des leaders sur le mouvement s'accroît. La base est de plus en plus garrottée et, le plus souvent, mise dans l'impossibilité d'exprimer ses volontés, puis de les transformer en actes. Mais, cependant, *la pression de la base continue à s'exercer dans une assez large mesure*. Et elle se traduit tout de même, de temps à autre, en luttes. Comme l'a écrit Sidney Lens : « Malgré toutes les tentatives de Lewis, et plus tard de Murray, pour

établir la domination d'une machine sur les nouveaux syndicats, la voix de la base se fait toujours entendre dans le C.I.O. beaucoup plus que dans la plus vieille A.F.L. Même dans les syndicats les moins démocratiques du C.I.O., comme celui de l'Acier de Murray, la base est toujours un facteur... La pression de la base se fait sentir de toutes sortes de façons, particulièrement dans les périodes de négociations avec les employeurs ^{1...} »

En décembre 1947, le chroniqueur social de *New York Times* constatait, de même, que « la pression de la base protestant contre la hausse des prix... était si grande que, malgré la répugnance des dirigeants ouvriers à agir, ils s'étaient sentis obligés d'exiger, sans plus tarder, un rajustement de salaires ² ».

Prenons les exemples récents les plus saillants.

Les Mineurs. — Au Congrès des U.M.W. d'octobre 1949, John L. Lewis accroit, s'il est possible, le pouvoir dictatorial qu'il détient dans son organisation. Vingt et un des trente et un districts qui composent le syndicat ont perdu le droit d'élire leurs dirigeants. Ceux-ci sont nommés arbitrairement par le président national. A ceux qui voudraient corriger cette situation, Lewis répond qu'il n'y a aucune raison pour un changement quelconque et que 99 % des adhérents sont en faveur du présent système; et il conseille aux délégués de ne pas perdre leur temps à rabâcher les raisons pour lesquelles ces districts se sont vu priver de leur autonomie. Les délégués peuvent s'en rapporter à lui pour le choix de dirigeants compétents et pour renvoyer les défaillants à la mine. Sur quoi, ses honoraires de président sont portés de 25.000 à 50.000 dollars par an, le salaire le plus élevé qui soit attribué actuellement à un dirigeant syndical aux Etats-Unis ³. Mais, en même temps, Lewis conduit ses hommes à la bataille. C'est un dictateur, un autocrate, un personnage impossible. Mais, enfin, il se bat. Il est toujours occupé à se battre. A côté de ce lion, les autres font figure de poules mouillées. Et, sous sa direction, les mineurs arrachent successivement des avantages qui les placent aujourd'hui au premier rang des travailleurs américains.

On a vu * qu'en 1946, Lewis avait obtenu la création d'une

* Voir plus haut, p. 248.

Caisse de secours et de retraites financée par les employeurs au moyen d'une taxe de 5 cents par tonne de charbon extraite. En juin 1947, cette taxe fut portée à 10 cents. Et, dans le contrat signé à cette date, les employeurs s'étaient engagés à « activer » la mise au point d'un système de retraites. En février 1948, Lewis réclama pour les vieux mineurs une retraite de 100 dollars par mois, à l'âge de 60 ans, après vingt ans de service dans la mine. Comme les employeurs faisaient la sourde oreille, il les accusa de violer le contrat et, le 15 mars, lança l'ordre de grève générale. Le 12 avril, il donna l'ordre de reprise du travail. Un compromis était intervenu. La retraite serait de 100 dollars, à l'âge de 62 ans, après vingt-deux ans de service⁴.

Mais, de même qu'en 1946, les tribunaux avaient lancé contre Lewis une « injonction » et, comme il l'avait ignorée, il fut condamné, conjointement avec son syndicat, à une très lourde amende. Bien que la grève durât déjà depuis un mois, les mineurs, indignés, se refusèrent à suivre l'ordre de reprise du travail tant que le montant de la pénalité ne serait pas connu. C'est en vain que les dirigeants des districts s'efforcèrent de contenir le mouvement. Et Lewis dut adresser, le 21 avril, un appel personnel à ses hommes, les invitant à retourner à la mine, en attendant que la Cour Suprême eût statué sur son appel⁵.

En 1949, il apparut à Lewis qu'il y avait trop de charbon sur le carreau des mines. Cette surproduction le mettait en moins bonne posture pour revendiquer. Aussi, le 11 mars, ordonna-t-il aux mineurs de cesser le travail pour deux semaines, aux fins de « commémorer » un accident qui, deux ans auparavant, avait coûté la vie à de nombreux mineurs. Le 13 juin, nouvel arrêt d'une semaine, baptisé, cette fois, « brève période d'inaction stabilisatrice ». Le 30 juin, Lewis donna l'ordre aux mineurs de ne travailler que trois jours par semaine. Les employeurs du Sud répondirent en cessant de verser à la Caisse de Retraites la taxe par tonne de charbon extraite. Lewis riposta à son tour en suspendant le paiement de toutes les allocations de la Caisse, dont les fonds n'étaient plus suffisants. Et, le 19 septembre, il déclencha la grève générale des 480.000 mineurs pour protester contre la paralysie de la Caisse⁶.

Le 9 novembre, craignant une intervention des pouvoirs

publics fédéraux, il décida soudain la reprise du travail pour trois semaines. A l'expiration de cette trêve, le 1^{er} décembre, il ordonna la reprise de la grève. Mais, presque aussitôt, il fit retourner ses hommes à la mine, à raison de trois jours par semaine. En même temps, sortant de son nuage olympien, il fit connaître son cahier de revendications : la taxe par tonne de charbon extraite (qui, en 1947, avait été élevée de 10 à 20 cents) serait portée de 20 à 35 cents; en outre, une augmentation de salaires serait accordée.

Les employeurs faisant la sourde oreille; la « base » perdit patience. A partir du 8 janvier 1950, une vague de grèves « sauvages » se propagea dans les bassins miniers. Il y eut bientôt près de 100.000 mineurs hors des puits. Lewis leur donna l'ordre de reprendre le travail, mais il ne fut pas suivi. Était-ce une rébellion? Pas tout à fait. La « base » faisait pression, sans aucun doute, mais Lewis, avec son astuce habituelle, utilisait cette pression — tout en la désavouant officiellement et en la contenant effectivement — pour forcer la main du patronat et des pouvoirs publics. (Les relations exactes existant entre la pression de la « base » et « John L. » sont un mystère si insondable qu'après la grève la police secrète fédérale a été chargée de rechercher quels signaux secrets les mineurs du rang et leur chef avaient bien pu échanger⁷.)

Le Président Truman ayant proposé une trêve de 70 jours et nommé une commission d'enquête, Lewis repoussa du pied les deux initiatives et donna l'ordre de grève générale, le 6 février. Truman se décida alors à appliquer la loi Taft-Hartley — cette même loi à laquelle il avait opposé son veto, puis qu'il avait promis d'abroger. En vertu de quoi, une « injonction » fut lancée contre les mineurs. Lewis ne put faire autrement que de donner, par deux fois, l'ordre de reprise du travail, afin d'éviter une lourde amende. Mais la « base » demeura intraitable. Finalement, le Président Truman, en désespoir de cause, demanda au Congrès l'autorisation de saisir les mines (2 mars). Enfin, les employeurs se décidèrent à traiter : la taxe par tonne de charbon extraite fut portée de 20 à 30 cents, et les salaires journaliers légèrement augmentés. La grève générale « sauvage » prit fin.

Les adversaires de John L. Lewis s'étaient empressés un peu vite d'annoncer qu'il avait perdu son autorité sur les

mineurs et que sa dictature « s'effritait ». Le dénouement prouva que le vieux lion avait la vie dure et qu'il avait, encore une fois, mené ses hommes à la victoire. Mais cette victoire, il est vrai, était due, pour une très large part, à l'indomptable énergie des mineurs du rang⁸.

L'Acier. — Philip Murray a commencé par suivre, dans le Syndicat de l'Acier, une ligne de conduite toute différente. Il s'est lié les pieds et les poings pour deux ans en signant, en avril 1947, un incroyable contrat, expirant le 30 avril 1949, par lequel son organisation *renonçait* purement et simplement à faire grève. Cette concession insolite étonna jusqu'aux adversaires du *Labor*. Ils se demandèrent comment un syndicat ouvrier avait pu accepter une clause pareille. *New York Times* félicita Philip Murray de ce *no-strike pledge* de deux ans, qui ouvrait « la voie à une ère nouvelle de paix sociale » et expliqua que le président du *C.I.O.* avait voulu prouver à l'« opinion publique » que les syndicats n'étaient pas les « méchants garçons » qu'ils avaient pu donner l'impression d'être au cours des grèves de 1946⁹.

Philip Murray ayant multiplié, durant les premiers mois de 1948, les assurances que son syndicat honorerait sa signature et qu'il ne se mettrait pas en grève, au cours de l'année, quoi qu'il arrive, les magnats de l'acier, ainsi rassurés, déclarèrent qu'il n'y aurait pas, cette année-là, de hausse de salaires. Ils se contentèrent d'une prétendue baisse des prix de l'acier¹⁰.

Mais la base commença à manifester son mécontentement. Et Murray dut mettre en œuvre toute sa machine pour empêcher les diverses sections syndicales de violer le *no-strike pledge*. Au Congrès des *United Steelworkers*, à Boston, en mai 1948, certains délégués ne cachèrent pas leur déception et témoignèrent de l'humeur au président de leur syndicat. Sous la pression de la base, et craignant que la bureaucratie syndicale ne fût débordée, le patronat de l'acier dut jeter du lest et, en juillet, il se résigna à accorder une augmentation de salaire horaire de 14 cents¹¹.

Le nouveau contrat, signé en 1949, le fut pour un an au lieu de deux, et il ne contint plus de renonciation à l'arme de la grève. Il prévoyait une réouverture des négociations de salaires en juin. À cette date, le syndicat présenta ses revendications : une augmentation de salaires de 12 1/2 %, des retraites de

125 à 150 dollars par mois à l'âge de 65 ans, enfin, un système d'assurances sociales. Le souci de « damer le pion » à John L. Lewis était visible¹². Le patronat prétendit que le contrat ne permettait que la réouverture de négociations de salaires, le syndicat rétorqua que le mot « salaires » englobait les retraites et les assurances sociales¹³.

Le syndicat avait légalement le droit de se mettre en grève à partir du 16 juillet. Peu de jours avant cette échéance, le Président Truman proposa une « trêve » de soixante jours et la formation d'un *Fact-finding Board*, une commission d'enquête de trois membres. Le trust de l'acier refusa d'abord, puis ses concurrents (*Little Steel*) ayant accepté, il s'inclina. Le syndicat eut le tort de se lier les mains en acceptant à l'avance, sans même consulter la base, le verdict de la commission¹⁴.

Le 10 septembre, le Board fit connaître ses « recommandations ». Il n'y aurait pas d'augmentation de salaires, seulement un plan de retraites et d'assurances sociales. La retraite serait de 100 dollars par mois. Le trust de l'acier, persistant dans son attitude de provocation, repoussa ce compromis, pourtant peu satisfaisant pour le syndicat ouvrier. La trêve de soixante jours fut prolongée pour dix jours, jusqu'au 25 septembre, puis, encore pour six jours, jusqu'au 1^{er} octobre¹⁵.

Mais la base manifesta son impatience. Malgré l'absence de démocratie dans le syndicat, malgré les manœuvres de Philip Murray et de Truman, la lutte de classes continuait. Dans plusieurs aciéries de Pittsburgh, les travailleurs débrayèrent spontanément. Le 22 septembre, *New York Times* écrivit qu'« une série de grèves sauvages menaçait de s'élargir en une révolte de large envergure ». Et il ajouta que « redoutant que l'arrêt du travail ne s'étendît aux larges aciéries de la capitale de l'acier, les dirigeants des *United Steelworkers* se disposaient à user de tout leur pouvoir de persuasion pour faire reprendre le travail aux grévistes ». Les hommes étaient « très découragés ». Malgré tous les efforts de la bureaucratie syndicale, les travailleurs qui avaient débrayé sans autorisation continuèrent leur grève et furent rejoints par d'autres. Le 24 septembre, *New York Times* écrivit que « la patience des travailleurs dans les aciéries était à bout » et que les dirigeants syndicaux avaient de plus en plus de peine à empêcher les ouvriers des autres entreprises de se joindre au mouvement. Le 26, le même journal releva des indices toujours plus nom-

breux prouvant que « les travailleurs de l'acier n'étaient pas d'humeur à accepter une nouvelle trêve ». Le 30, de nouveaux débrayages étaient annoncés par le *New York Times* et les dirigeants syndicaux citaient ceux-ci comme preuve qu'il serait « impossible » de maintenir les travailleurs de l'acier au travail à l'échéance du 1^{er} octobre,

A cette date, le syndicat lança officiellement l'ordre de grève à 500.000 travailleurs de l'acier. Philip Murray n'était pas seulement éperonné par sa base, mais aussi par ses rivaux. « Il craint, écrivit *New York Times*, de perdre son prestige dans les rangs ouvriers s'il échoue là où M. Lewis et M. Reuther ont réussi ¹⁶, ».

Mais Lewis, pour une fois, renonça à faire bande à part. Il eut le souci des intérêts de l'ensemble du *Labor*. Comme cela lui arrive de temps à autre, il fut magnifique. Le 14 octobre, il écrivit à William Green : « Une des plus grandes sections du mouvement ouvrier est engagée dans un conflit économique vital... Ses adversaires sont fortement retranchés, ils disposent d'un crédit financier sans limite et d'une puissance sans égale. Dans cette grande et barbare attaque contre les travailleurs de l'Acier, sont alliées avec les compagnies productrices d'acier les principales unités de diverses autres industries, telles que les compagnies d'assurances et les empires financiers de Du Pont et de Mellon. Ce alliés formidables se proposent d'écraser le pouvoir et de détruire la structure du Syndicat des travailleurs de l'Acier. Il faut empêcher cela. » Et il demanda à Green et à ses associés, « de faire passer au second plan toute autre considération », et de « se dresser pour faire face aux adversaires géants qui, autrement, décimeraient, l'une après l'autre, les principales sections du mouvement ouvrier organisé ». Il proposa que neuf des principaux syndicats de l'*A.F.L.*, auxquels se joindrait celui des Mineurs, mettent chacun un crédit de 250.000 dollars par semaine à la disposition du Syndicat de l'Acier. Mais William Green et les bonzes des syndicats de métier ne bronchèrent pas ¹⁷.

Le 25 octobre, le bureau exécutif du *C.I.O.* décida de lever un trésor de guerre de « nombreux millions de dollars » pour soutenir la lutte des travailleurs de l'acier et, quelques jours plus tard, Philip Murray déclara que l'attitude du trust de l'acier lui était inspirée par la banque Morgan « dans l'espoir d'affaiblir et de détruire le syndicat ». Dans une autre déclai-

ration, il souligna, non sans habileté, que les dirigeants de l'industrie résistaient, en fait, non seulement au syndicat, mais aussi au Président Truman et à son *Fact-finding Board* ¹⁸.

Il semble, en effet, probable que l'attitude provocante des magnats de l'acier ne visait pas seulement à briser le syndicat, mais aussi à embarrasser le Président Truman en l'obligeant à appliquer aux grévistes les dispositions de la loi Taft-Hartley et, ainsi, à rompre l'alliance scellée depuis les élections du 2 novembre 1948 entre le Président Truman et le Labor. De son côté, le syndicat pressa le président de saisir l'industrie de l'acier et de signer, au nom du gouvernement, un contrat avec le syndicat, conforme aux recommandations du *Fact-finding Board* ¹⁹. Mais Truman tira prudemment son épingle du jeu, et demeura « neutre ».

Au début de novembre, les premiers craquements se firent entendre dans le bloc patronal. Successivement, *Bethlehem* et *Republic Steel*, suivis de quelques autres, signèrent des contrats instituant des retraites de 100 dollars à l'âge de 65 ans, après 25 ans de services, et un système d'assurances sociales financées moitié-moitié par des cotisations patronales et ouvrières. Et, le 11 novembre, *l'U.S. Steel*, isolé et humilié, dut céder à son tour ²⁰.

Les avantages obtenus étaient légèrement supérieurs à ceux des « recommandations » du *Fact-finding Board*, mais ils étaient très en deçà des revendications formulées originellement par le syndicat. Il n'y avait pas d'augmentation de salaires. Le principe que seul le patronat financerait les allocations sociales n'avait pas été reconnu ²¹.

Le secrétaire-trésorier du syndicat, David J. Mac Donald, exagéra quelque-peu lorsqu'il déclara que c'était « le plus grand pas en avant dans l'histoire du Labor américain ²² ». Néanmoins, les travailleurs de l'acier avaient fait preuve d'une combativité splendide. Un témoin oculaire m'écrit que leur « moral » était encore plus élevé à la fin qu'au début de leurs six semaines de lutte. Et ils remportèrent une incontestable victoire. Ils mirent en échec un monopole géant. Et, comme toute victoire, celle-ci leur rendit confiance en eux-mêmes. Ils la célébrèrent avec allégresse, notamment dans la région de Pittsburgh. A Homestead, théâtre de la grande bataille de 1892 *,

* Voir plus haut, p. 103-104.

le correspondant de *New York Times* entendit chanter, en slovaque, une chanson en l'honneur des retraites qui venaient d'être si chèrement conquises²³. Pour la première fois, l'égoïste et imprévoyante société américaine se souciait des vieux jours des immigrants qu'elle avait attirés dans ses bagnes industriels.

L'Automobile. — Au congrès des U.A.W. de 1947, on l'a vu *, Walter Reuther avait obtenu le contrôle total du syndicat et éliminé des postes responsables les éléments pro-staliniens. Mais la machine bureaucratique dont il compléta les rouages ne supprima pas pour autant la pression de la base. Celle-ci continua à s'exercer. La lutte de classes n'avait pas dit son dernier mot.

Moins de deux mois après que le rideau fut tombé sur le congrès d'Atlantic City, *New York Times* rapporta que Reuther « se trouvait en face d'une révolte à Flint ». Bien qu'il eût épuré la direction régionale du syndicat dans ce centre de l'automobile, il se heurtait à une forte opposition de la part des cinq sections syndicales de *General Motors*. Les trotskystes qui avaient le contrôle de la section syndicale Chevrolet étaient les animateurs de cette opposition. Les sections syndicales de Flint réclamaient une augmentation de salaires de 25 cents de l'heure, et Reuther fut obligé, bon gré mal gré, de reprendre à son compte leur revendication²⁴.

Quelques semaines plus tard, en février, les mêmes sections syndicales, s'inspirant de l'exemple des mineurs, lancèrent l'idée d'une caisse de retraites alimentée par une contribution patronale de 15 dollars par voiture produite. La direction du syndicat avait suggéré que, sur l'augmentation de salaires demandée, 10 cents fussent affectés à la caisse de retraites. Les cinq sections syndicales ne voulurent pas entendre parler de cette déduction. Elles réclamèrent et les 25 cents d'augmentation de salaires et le plan de retraites²⁵.

En outre, elles mirent en avant l'idée de l'échelle mobile des salaires. Reuther avait d'abord été hostile à celle-ci mais il s'y rallia finalement²⁶. Flint qui, en 1936-1937, avait été à l'avant-garde de la grande bataille contre *General Motors*, n'avait pas perdu son militantisme et, dix ans après, faisait encore figure de pionnier.

* Voir plus haut, p. 282.

Ainsi éperonné, Walter Reuther ouvrit des négociations avec *General Motors* au début de mars. Celles-ci aboutirent, après une menace de grève, à un compromis. L'augmentation accordée n'était que de 11 cents, mais un système d'échelle mobile des salaires était institué. Chaque trimestre, les salaires devaient être révisés en fonction des variations de l'indice des prix de détail. En cas de baisse de prix, toutefois, la réduction de salaires ne devait pas dépasser 5 cents de l'heure. En outre, le salaire de base serait relevé de quelques cents chaque année, afin que les travailleurs soient intéressés à l'augmentation de la productivité²⁷. De l'aveu même d'Emil Mazey, secrétaire-trésorier du syndicat, l'accord intervenu n'était pas entièrement satisfaisant. Les sections syndicales de Flint avaient demandé une hausse de salaires de 25 cents *plus* l'échelle mobile. Reuther avait repris leur revendication en la mutilant. Le salaire de base avait été fixé trop bas et les taux d'augmentation prévus n'étaient pas assez élevés. Cependant l'acceptation du principe de l'échelle mobile des salaires constituait un incontestable pas en avant²⁸. Il était de l'intérêt des travailleurs qu'une liaison automatique fût établie entre les prix et les salaires*.

Le contrat avec *General Motors* avait été signé, de façon très imprudente, pour deux ans. Le Syndicat de l'Automobile n'avait donc plus les mains entièrement libres de ce côté et il décida, au début de 1949, de concentrer tous ses efforts sur Ford. En janvier, le syndicat lança la revendication d'un plan de retraites de 100 dollars par an pour l'ensemble de l'industrie et décida d'en presser tout d'abord l'application chez Ford³¹. Mais un violent conflit suspendit temporairement les négociations. Sous la pression de la base, les travailleurs de Ford votèrent, le 22 avril, en faveur d'une grève afin de protester contre le *speed-up* (l'accélération de la cadence de la chaîne). Walter Reuther

* John L. Lewis et l'entourage de Philip Murray attaquèrent violemment la formule de l'échelle mobile. Ils prétendirent qu'elle équivalait à une fixation des salaires par le gouvernement et qu'elle paralysait l'action revendicative des travailleurs. Interprétation inexacte, car l'échelle mobile n'empêche pas les ouvriers d'entrer en lutte pour le relèvement des salaires de base²⁹.

Au Congrès des U.A.W. à Milwaukee, en juillet 1949, Walter Reuther annonça que l'échelle mobile des salaires ne serait pas réintroduite dans le prochain contrat avec *General Motors*. Elle n'avait été qu'un « expédient » et « une expérience qui ne serait pas répétée »³⁰. En 1946, Reuther, on s'en souvient (voir p. 241-243), avait commis une inconséquence analogue. Il avait fait un pas en avant puis, ne voulant pas pousser plus loin, il avait dû battre en retraite et s'aligner sur Philip Murray. Cette fois, il jetait par-dessus bord l'échelle mobile faute de l'avoir exploitée à fond.

s'efforça jusqu'à la dernière minute de prévenir le mouvement puis, lorsqu'il se sentit débordé, il lui accorda finalement son blanc-seing. La grève « officielle » avait été précédée de débrayages non autorisés dont le but était de forcer la main des dirigeants syndicaux. Après 24 jours de cessation du travail, Reuther obligea finalement les grévistes à soumettre leurs doléances à une commission d'arbitrage de trois membres. Et ils reprirent le travail sans avoir rien obtenu. Le président de la section syndicale Ford s'était opposé désespérément, mais en vain, à cette capitulation³².

A la fin de septembre, après de longues négociations et sous la menace d'un déferlement de grèves spontanées, Ford accepta finalement un plan de retraites instituant une retraite de 100 dollars à l'âge de 65 ans³³. Nul doute que ce plan ne soit généralisé bientôt à l'ensemble de l'industrie automobile.

Le syndicalisme industriel est toujours militant.

8

Vers l'unité ouvrière?

Le moment est venu, au terme de cette analyse, de faire l'inventaire des forces — il serait mieux de dire : des tronçons — qui composent aujourd'hui le *Labor* américain. On évalue à 15 ou 16 millions le nombre total des travailleurs organisés aux Etats-Unis, soit 30 % environ du chiffre total des salariés américains*. Les effectifs du *C.I.O.* dépassent 6 millions et ceux de l'*A.F.L.* 7 millions et demi. Viennent ensuite les indépendants : les mineurs (600.000), les machinistes (600.000), les Fraternités du rail (450.000).

Le *C.I.O.* est dominé par les syndicats de l'Acier et de l'Automobile qui groupent chacun environ un million de membres. Viennent ensuite l'industrie électrotechnique qui, avant la scission récente, comptait 500.000 syndiqués, les constructions

* Sur environ 60 millions de salariés existant aux Etats-Unis en janvier 1947, 42,3% étaient des ouvriers, soit un peu plus de 25 millions. 60% de ces ouvriers étaient organisés, soit 15 millions. Par contre, les « prolétaires en faux-col » comptaient pour 36% de l'effectif total des salariés, soit un peu plus de 21 millions¹. Le pourcentage des organisés parmi cette armée géante d'employés était extrêmement faible. Ces chiffres traduisent à la fois l'énormité de l'appareil bureaucratique du capitalisme américain et l'incapacité d'organiser ces « prolétaires en faux-col » dont le *Labor* a fait preuve jusqu'à présent.

navales (400.000), le textile et le vêtement pour hommes (350.000 à 400.000 chacun), le caoutchouc (175.000), etc., etc.

L'A.F.L. est dominée par les divers syndicats du bâtiment qui totalisaient, au congrès de 1948, plus de 17.000 mandats. Vient ensuite les camionneurs (*teamsters*) et les charpentiers (environ 6.000 mandats chacun), les travailleurs des hôtels et restaurants (3.800 mandats), ceux du vêtement pour dames (3.500 mandats), etc., etc.²

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la fondation du C.I.O. n'a pas porté un coup fatal à la vieille A.F.L. Au contraire, c'est après 1936-1937 que cette dernière a fait ses plus grands progrès numériques. Pour plusieurs raisons :

D'abord, parce qu'elle a profité de l'atmosphère d'enthousiasme qui a donné naissance au C.I.O. et que l'attrait exercé sur les travailleurs par le mouvement syndical dans son ensemble, lui a permis de recruter largement; ensuite, parce que la concurrence du C.I.O. l'a obligée à élargir la juridiction de nombre de ses syndicats, à amalgamer des métiers, à investir des sommes d'argent importantes dans des campagnes d'organisation³. Une autre raison des succès de l'A.F.L. réside dans le fait que la vieille fédération (comme nous l'avons vu dans le Sud) s'est présentée au patronat comme un « moindre mal » par rapport aux « rouges » du C.I.O. et a réussi ainsi à organiser, de « mèche » avec les employeurs, des secteurs de la production jusque là réfractaires au syndicalisme⁴.

Enfin, dans une de ses branches les plus importantes, le bâtiment, l'A.F.L. a bénéficié de la protection — plutôt inattendue — d'un des fondateurs du C.I.O., Sidney Hillman. Celui-ci, en effet, pendant la période d'« union sacrée », donna aux syndicats du bâtiment de l'A.F.L. le monopole de l'organisation des travailleurs occupés à des travaux de défense nationale. Il le fit pour contrecarrer l'activité de John L. Lewis qui, après sa rupture avec le C.I.O., s'était efforcé d'organiser les travailleurs du bâtiment dans un syndicat *industriel* de la Construction, rattaché à son Syndicat des Mineurs. « Ainsi, note Sidney Lens, un des grands chefs du C.I.O. accorda à l'A.F.L. une concession qui contribua pour environ un tiers à l'accroissement des effectifs de la vieille fédération⁵. »

Tout en se refusant à jeter par-dessus bord le sacro-saint principe du syndicalisme de métier, l'A.F.L. a fait des concessions de plus en plus nombreuses au syndicalisme d'industrie.

Elle y a été poussée à la fois par la concurrence du *C.I.O.* et par le développement même de la production, qui efface toujours davantage les lignes de démarcation entre les métiers. En 1940, Herbert Harris notait que les syndicats industriels de l'*A.F.L.* représentaient un quart des effectifs totaux de la vieille fédération. Lens observe qu'un syndicat aussi puissant que celui des *Teamsters* organise aussi bien sur la base industrielle que sur la base du métier, et met de plus en plus l'accent sur le syndicalisme d'industrie⁶.

Au fur et à mesure que cette évolution se poursuit, la différence de structure, qui fut le principal motif de la rupture entre l'*A.F.L.* et le *C.I.O.*, tend à s'atténuer. Et, par ailleurs, le *C.I.O.*, en éliminant sa minorité stalinienne*, tend à ressembler de plus en plus à la vieille *A.F.L.* Le récent départ du *C.I.O.* de la Fédération syndicale mondiale, à laquelle l'*A.F.L.* avait toujours refusé de s'affilier, et la fondation, sous les auspices des deux centrales syndicales, d'une nouvelle Fédération syndicale mondiale « anticommuniste », ont encore accentué le rapprochement des deux rivaux. Tous deux, on l'a vu, servent avec un zèle égal la politique extérieure de « guerre froide » du Département d'Etat.

Une fusion des deux centrales syndicales est-elle à prévoir? De nombreux efforts ont déjà été tentés dans ce sens. Dès octobre 1937, Sidney Hillman, inspiré par le Président Roosevelt, prit l'initiative de pourparlers en vue de rétablir l'unité ouvrière. C'était l'intérêt du Président et de son lieutenant ouvrier de s'assurer le soutien d'un *Labor* unifié. Mais les négociations échouèrent, en partie par suite de l'intransigeance de Lewis. En février 1939, le Président Roosevelt se fit plus pressant. Il écrivit une lettre à William Green et à John L. Lewis, les invitant à s'unir. Mais la suggestion demeura lettre morte⁷.

En janvier 1942, ce fut Lewis qui, à son tour, pour sortir de son isolement, proposa la réouverture des négociations entre l'*A.F.L.* et le *C.I.O.* Mais la crainte qu'il inspirait alors et la peur qu'il ne dominât un mouvement ouvrier réunifié, firent ajourner sa suggestion⁸.

A la fin de 1946, la menace que faisait planer sur le mouvement ouvrier le projet de loi Taft-Hartley** amena une reprise

* Voir plus haut, p. 294.

** Voir plus haut, p. 250 *sqq.*

des pourparlers entre les deux centrales syndicales. L'initiative vint du C.I.O. William Green, toutefois, mit l'accent sur la nécessité de l'« unité organique », ce qui signifiait, dans son esprit, le « retour au bercail » des « brebis égarées », tandis que Philip Murray, en fin manœuvrier, donna la priorité à l'unité d'action contre la législation ouvrière. Le 15 mai 1947, Green annonça la fusion prochaine des deux centrales syndicales. Mais ce n'était qu'un « bluff ». Le C.I.O. se montra beaucoup plus réservé. Il déclara qu'il ne voulait sacrifier à l'unité aucun des principes au nom desquels il avait été fondé et grâce auxquels il avait pu organiser des millions de travailleurs de la production de masse⁹. En fait, les deux centrales syndicales n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur les modalités d'une fusion, c'est-à-dire sur la façon dont les syndicats de métier et les syndicats d'industrie pourraient cohabiter dans une centrale unique.

A l'occasion du *Labor Day* (6 septembre 1948), le Président Truman, comme l'avait fait jadis Roosevelt et pour les mêmes raisons intéressées, déclara que l'unité ouvrière devait s'accomplir et que, lorsque l'événement se produirait, ce serait un grand jour pour le *Labor* et pour le pays¹⁰.

Au *Labor Day* de 1949, William Green « salua » l'élimination des staliniens du C.I.O. et prédit qu'il en résulterait l'unification de toutes les forces organisées du Travail¹¹.

**

Cependant, le mouvement ouvrier, loin de manifester des tendances unitaires, a plutôt tendu, ces derniers temps, à aggraver encore ses divisions.

John L. Lewis, qui avait fait revenir ses mineurs à l'A.F.L. à la fin de 1945, a, de nouveau, quitté la vieille fédération, après le congrès de San Francisco d'octobre 1947. Et cette scission n'a pas eu seulement pour cause la querelle à propos de la signature de l'« affidavit » « anticommuniste » requis par la loi Taft-Hartley*. Elle a été engendrée, pour une large part, par les activités du « district 50 » du Syndicat des Mineurs, l'organisation « passe-partout » dans laquelle Lewis s'efforce de recruter toutes espèces de travailleurs, avec le mépris le plus

* Voir plus haut, p. 259.

parfait pour les « juridictions » des autres organisations syndicales. Son syndicat industriel de la Construction, notamment, est entré en conflit violent avec les syndicats de métier du Bâtiment (A.F.L.)¹². En créant le « district 50 », à coups de dollars, Lewis a voulu se payer le luxe d'avoir sa petite centrale syndicale à lui tout seul. Mais le résultat n'a pas répondu à son attente. Les mêmes méthodes qui avaient fait merveille lors de la fondation du C.I.O., parce qu'elles étaient associées alors avec un mouvement de masses puissant et spontané, se révélèrent stériles, lorsqu'elles furent mises en œuvre artificiellement, et d'une façon purement bureaucratique, par la machine de John L. Lewis, avec le souci essentiel de « grignoter » l'A.F.L. et le C.I.O.¹³.

De leur côté, les *Teamsters* (A.F.L.) ont essayé ces dernières années, également à coups de dollars et avec les mêmes procédés peu scrupuleux, de se transformer en une sorte de centrale syndicale. L'initiative de cette entreprise appartient à un homme ambitieux et cynique, Dave Beck, vice-président du syndicat et généralement considéré comme le successeur désigné de l'actuel président, Daniel Tobin. Dave Beck a fait ses premières armes sur les rivages du Pacifique. Il s'est taillé à Seattle (Washington) un fief qu'il a étendu à l'ensemble de la côte Ouest. Agressivement réactionnaire, avocat endurci de la collaboration des classes, il a fait carrière en associant sa destinée avec celle de la Chambre de Commerce de Seattle et en aidant les employeurs à éliminer la « concurrence déloyale ». Il a ainsi contribué à faire de sa ville celle des Etats-Unis où le coût de la vie est le plus élevé. Par la suite, il s'est fait une solide réputation de briseur de grève, menant une lutte acharnée dans l'Ouest contre le Syndicat des Bûcherons (C.I.O.), torpillant la grève générale d'Orkland (Californie) en décembre 1946, pourtant déclenchée par l'union des syndicats de l'A.F.L., et, tout récemment, brisant à Seattle une grève du Syndicat indépendant des Mécaniciens¹⁴.

En janvier 1949, Dave Beck, au cours d'une conférence de presse tenue à New-York, annonça que les *Teamsters* allaient engager une campagne de recrutement intensive qui porterait leurs effectifs de 900.000 à 2 millions de membres. Comme premier objectif, il décida de s'attaquer aux employés des grands magasins, des magasins généraux et des brasseries, déclarant ainsi la guerre aux organisations du C.I.O. couvrant

ces professions. Mais ses appétits ne s'arrêtent pas là. Il énuméra une longue liste d'industries les plus variées, qu'il entend capter dans ses filets¹⁵. Passant immédiatement aux actes, il « souffla » au C.I.O., dans un « raid » foudroyant, une section syndicale d'employés de magasins de Saint-Louis (Missouri), forte de 6.000 membres¹⁶.

Enfin, la scission du C.I.O., consécutive à l'élimination des staliniens, a porté à son comble la division des forces ouvrières. Le syndicat de l'industrie électrotechnique, *United Electrical Workers*, fort de 500.000 membres environ, se trouve aujourd'hui coupé en deux tronçons et la bataille fait rage, dans les usines géantes de *Westinghouse* et de *General Electric*, pour le contrôle des diverses sections syndicales. La lutte a pris une intensité telle que le patronat lui-même, après s'être tout d'abord frotté les mains, s'en trouve incommodé. Les deux camps invoquent l'un contre l'autre l'appui des tribunaux. Le Président Truman lui-même est entraîné dans la bagarre et accorde son investiture à la fraction « anticommuniste ». Plusieurs de ses ministres imitent son exemple. Cette scission devient une affaire d'Etat¹⁷.

D'autres syndicats pro-staliniens ont été expulsés du C.I.O. à la suite de l'U.E. Qu'adviendra-t-il des exclus? Se rassembleront-ils dans une troisième centrale syndicale?¹⁸ Aux dernières nouvelles, il semble que les dirigeants syndicaux pro-staliniens aient renoncé, au moins pour l'instant, à cette solution.

*
**

Cependant le sentiment unitaire est très vif à la base. Les travailleurs sentent d'instinct que la réunification des forces ouvrières augmenterait sensiblement la puissance du *Labor*. Une militante expérimentée, Rose Pesotta, exprimait en 1945 sa conviction que « s'il pouvait être procédé maintenant à un referendum, la base se prononcerait à une énorme majorité en faveur de l'unité ouvrière totale¹⁹ ». En maintes circonstances (il serait trop long de les énumérer ici), les travailleurs de l'A.F.L. et du C.I.O. ont réalisé, sur la base locale, l'unité d'action contre leurs adversaires communs. A l'heure actuelle, dans l'Etat de New-York, le C.I.O., l'A.F.L. et les Fraternités du Rail ont unifié leur action sur le plan politique.

Mais le principal obstacle à l'unité réside au sommet. Les leaders ouvriers se sont taillé des fiefs personnels, des chasses gardées qu'ils défendent âprement contre leurs rivaux, et aucun d'eux ne veut sacrifier la moindre parcelle de ses prérogatives. Le renouvellement des cadres dirigeants, qui résulte de la montée au pouvoir de générations nouvelles, ne suffira peut-être pas à lever l'obstacle. Il n'est pas sûr que, lorsque l'ambitieux Walter Reuther aura (comme certains le prédisent) remplacé Philip Murray à la direction du *C.I.O.* et lorsque l'ambitieux Dave Beck aura (comme d'autres l'anticipent) remplacé William Green à la direction de l'*A.F.L.*²⁰, l'unité ouvrière sera plus facile à rétablir. Au sein même de chacune des deux centrales syndicales, il n'y a pas de réelle unité. Des luttes de juridiction fratricides et des rivalités personnelles déchirent l'*A.F.L.* comme le *C.I.O.*

Une autre raison pour laquelle les divers tronçons du mouvement ouvrier américain s'obstinent à se tourner le dos, est sans doute que leur réunion conférerait au *Labor* une force si formidable qu'elle effraie ses propres dirigeants. A propos des batailles sociales de 1946, nous avons déjà noté qu'ils avaient peur de leur ombre*. Ils préfèrent ne pas faire étalage de leur puissance, car une puissance qu'on étale est une puissance dont on doit se servir. Or ils n'osent pas s'en servir. Ils savent qu'une bataille rangée entre les grands monopoles et l'ensemble du *Labor* poserait immédiatement la question de classe et les entraînerait au delà des bornes sacro-saintes du régime capitaliste. Sur le plan politique, ils craignent que l'unification du *Labor* n'élève trop rapidement le niveau de conscience de la classe ouvrière et ne fasse sentir à celle-ci de façon trop évidente la nécessité d'une action politique indépendante, d'un *Labor Party*. Qui a raison? Roosevelt et Truman, lorsqu'ils appellent de leurs vœux l'unité syndicale pour mieux domestiquer le mouvement ouvrier et obtenir de lui un soutien électoral plus homogène, ou les dirigeants du *Labor*, lorsqu'ils appréhendent d'être débordés par le dynamisme irrésistible de l'unité? L'avenir seul le dira.

L'unité, tout comme le syndicalisme industriel, est une arme à deux tranchants. Le *C.I.O.* est loin d'avoir promu le type de syndicalisme révolutionnaire qu'avaient essayé de fonder les

* Voir plus haut, p. 249 et 255.

I.W.W. Il n'a pas rompu suffisamment avec les conceptions de la vieille A.F.L. Il n'a pas fait pleinement siens les principes de solidarité de classe et de lutte de classes. Sa fondation a, dans un certain sens, servi les desseins politiques du Président Roosevelt et du Parti Démocrate. Mais, en même temps, il a enfin organisé les travailleurs des industries-clés en un bloc compact et, dans ce sens, sa venue au monde a constitué un événement de caractère *révolutionnaire*. L'unité syndicale, de même, peut parachever la domestication des syndicats, leur acceptation de la collaboration des classes et leur intégration dans l'appareil gouvernemental. Elle peut aussi constituer un nouveau bond en avant sur la voie qui conduit à l'expropriation des monopoles et au socialisme.

**

Au moment où s'achève ce premier volume, un vent d'unité a brusquement soufflé sur le mouvement ouvrier américain (amputé des syndicats pro-staliniens). L'événement a été précédé et préparé par un certain nombre de gestes théâtraux de solidarité financière. On a vu que John L. Lewis avait proposé une aide pécuniaire massive aux travailleurs de l'acier en grève. Quelques mois plus tard, à titre de réciprocité, le Syndicat ouvrier de l'Acier envoya aux mineurs en lutte un chèque de 500.000 dollars. Enfin, au début de mars 1950, John L. Lewis proposa de prêter un million de dollars au Syndicat de l'Automobile, pour soutenir les travailleurs de Chrysler en grève. Aucune de ces propositions ne fut finalement matérialisée²¹. Mais elles n'en eurent pas moins une valeur symbolique et leur retentissement fut grand parmi les travailleurs. L'idée d'opposer au bloc des monopoles industriels une puissante coalition de trésors de guerre ouvriers fit sensation. Profitant de l'atmosphère ainsi créée, John L. Lewis proposa, en mars, à Philip Murray que leurs deux syndicats, et tous les autres (moins les pro-staliniens évidemment) s'unissent en un « pacte d'aide mutuelle et de commune défense » : « L'idée, écrivit-il, semble prévaloir de plus en plus dans les milieux industriels et financiers d'attaquer et de détruire une à une nos grandes unions industrielles. Cette idée doit recevoir un coup de poing dans la figure²². » Murray rejeta la proposition, mais, quelques semaines plus tard, en avril, il proposa lui-même, par

une lettre adressée à l'*A.F.L.*, aux Fraternités du rail et aux deux syndicats indépendants les plus importants (mineurs et mécaniciens), la création d'un comité ayant pour objet, non seulement l'unité d'action, mais la *préparation de l'unité organique*. La suggestion a été favorablement accueillie²³.

L'unité se fera-t-elle et, dans l'affirmative, quelle sorte d'unité? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question. D'ailleurs, le problème de l'avenir du mouvement ouvrier américain déborde largement la question formelle de l'unité. Ce qu'il s'agit de savoir, c'est dans quelle mesure le *Labor* se montrera capable d'accomplir sa mission historique, qui est d'engager la lutte contre les monopoles capitalistes — et de la gagner. Si la direction de cette lutte lui revient de droit, du fait même de sa position stratégique décisive, il ne pourra pas la mener seul. Il lui faudra s'allier (ce qu'il a d'ailleurs déjà commencé de faire) avec les autres forces sociales progressives, également victimes de la tyrannie des trusts, et leur servir de guide.

Dans le second volume de cet ouvrage, actuellement en préparation, je compte procéder à l'étude de ces diverses forces, pour revenir finalement au mouvement ouvrier et à sa mission libératrice : l'instauration du socialisme aux Etats-Unis.

[FIN DU PREMIER VOLUME]



RÉFÉRENCES

N.B. — L'abréviation N.Y.T. signifie : *New York Times*.

AVANT-PROPOS

1. *Le Monde*, 10 février 1950.
2. TOCQUEVILLE (Alexis de), *De la Démocratie en Amérique*, 2 vol., édition Pagnerre, 1850, I (1833), 3.
3. *Ibid.*, II (1838), 181.
4. *Fourth International*, février 1946, 37.
5. Cf. LONDON (Jack), *The Iron Heel*, 1907; en français : *Le Talon de fer*.
6. *Fourth International*, janvier 1947, 11.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

1

1. BEARD (Charles A. et Mary R.), *The Rise of American Civilization*, 1927, nouvelle édition en un volume, 1930, I, 126.
2. *Ibid.*, 20-22.
3. *Ibid.*, 53, 103-104.
4. *Ibid.*, 105.
5. *Ibid.*, 100, 212-213.
6. *Ibid.*, 299.
7. BEARD (Charles A.), *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, 1935, nouv. éd. 1948.
8. FRANKEL (Harry), « How the Constitution was written », *Fourth International*, avril 1946, 118-121; — BEARD, *The Rise*, etc., cit., I, 553.
9. SCHLESINGER Jr (Arthur M.), *The Age of Jackson*, 1946, 313; — FRANKEL (Harry), « The Jackson Period in American History », *Fourth International*, décembre 1946, 365-368.
10. TOCQUEVILLE, op. cit., I, 196.
11. BEARD, op. cit., I, 567.
12. COREY (Lewis), *The Crisis of the Middle Class*, 1935, 113-114.
13. FRANKEL, « The Jackson period » etc., cit., 368.
14. COREY, op. cit., 117-118; — TOCQUEVILLE, op. cit., II, 177-181.
15. COREY, op. cit., 120; — *Temporary National Economic Committee (T.N.E.C.), The Structure of Industry*, monographie N° 27, 1941, 251, 257.
16. BEARD, op. cit., I, 635-636.
17. *Ibid.*, II, 105-106.
18. BARR (Elizabeth N.), *A Standard History of Kansas and Kansans*, 1918, II, 1119.
19. HILLQUIT (Morris), *History of Socialism in the United States*, 1903, 152; — COREY, op. cit., 123-124.
20. N.Y.T., 8 juillet 1949.
21. BEARD, op. cit., II, 172; — JOSEPHSON (Matthew), *The Robber Barons*, 1934, *passim*; — COREY, op. cit., 128.
22. COREY (Lewis), *The House of Morgan*, 1930; — ALLEN (Frederick Lewis), « Morgan's Billion-Dollar Adventure », *Harper's Magazine*, décembre 1948, janvier-février 1949.

23. BEARD, *op. cit.*, II, 175.
 24. *Ibid.*, II, 180; — T.N.E.C., *The Structure of Industry...*, cit., 260.
 25. BEARD, *op. cit.*, II, 193.
 26. THORP (William L.), « The Merger Movement », in T.N.E.C., *Structure of Industry...*, cit., 231.
 27. ALLEN, *op. cit.*, Harper's Magazine, décembre 1948.
 28. COREY, *The House of Morgan*, cit., 354-356.
 29. BEARD, *op. cit.*, II, 368-370.
 30. T.N.E.C., *Structure of Industry*, cit., 243.
 31. THORP, *op. cit.*, 233-234; — COREY, *The Crisis of the Middle Class*, cit., 136.
 32. *Ibid.*, 233.
 33. LYNCH (David), *The Concentration of Economic Power*, 1946, 151-154.
34. *Ibid.*, 95-96; — JUDRINS (C. J.), *Trade and Professional Associations of the United States*, 1942.
 35. T.N.E.C., rapport final, 1941, 11-12.
 36. *Ibid.*
 37. CURTIS (C.), « Decline of the American Middle Class », *Fourth International*, janvier-février 1948, 17, d'après Raymond W. GOLDSMITH et R. E. PARMELEE, dans une des monographies de T.N.E.C.
 38. LYNCH, *op. cit.*, 117.
 39. BERLE (Adolph A. Jr) et MEANS (Gardiner C.), *The modern Corporation and Private property*, 1932.
 40. National Resources Committee, *The Structure of American Economy*, 1939, 160-161.

2

1. *The Economic Report of the President*, janvier 1948, 122.
 2. *Economic Concentration and World War II*, U.S. Senate, 1946, 24-25.
 3. *Ibid.*, 106-108, 177, 84-86, 90, 124; — *Moody's Handbook of Industrials*, 1947.
 4. *Moody's Financials*, 1947; — WRIGHT (John G.), « The Reigning Oligarchy », *Fourth International*, août 1949, 199.
 5. KIBRAN (John), *Information please Almanac*, 1947, 294.
 6. *Economic Concentration*, etc., cit., 27-31.
 7. *Ibid.*, 42.
 8. *Ibid.*, 52-53.
 9. *Ibid.*, 53-54.
 10. *Why wages must be raised*, brochure du C.I.O., 1947; — *Business makes its case for profit*, supplément de *Fortune*, mars 1949; — *Moody's Industrials*, 1947; — N.Y.T., 8 novembre 1949.
 11. Discours de Louisville (Kentucky), N.Y.T., 1^{er} octobre 1948; — N.Y.T., 21 janvier et 17 octobre 1949.
 12. *Economic Concentration*, etc., cit., 38; — *The Economic Report of the President*, janvier 1948, 123; — N.Y.T., 8 janvier et 12 juillet 1949.
 13. *Economic Concentration*, etc., cit., 62-63.
 14. *Ibid.*, 125; — *Fortune*, septembre 1949.
 15. *Economic Concentration*, etc., cit., 354-356; — *Moody's Industrials*, 1947.
 16. Discours de Louisville (Kentucky), N.Y.T., 1^{er} octobre 1948.
 17. C.I.O. Convention, *Proceedings*, 23 octobre 1947, 21.

3

1. T.N.E.C., rapport préliminaire, 1939; — rapport final, 1941; plus 35 brochures et 43 monographies; — LYNCH, *op. cit.*
 2. T.N.E.C., rapport final, 217-218.
 3. BERGE (Wendell), *Cartels, Challenge to a free World*, 1944, 42-43.
 4. LYNCH, *op. cit.*, 178.
 5. U.S. Senate, *The Future of Independent Business*, 1947, 58; — U.S. Senate, Bill S. 1108 et Bill S. 236, 1949.
 6. LYNCH, *op. cit.*, 183.
7. *Ibid.*, 222-223; T.N.E.C., rapport final, 214.
 8. BERGE, *op. cit.*, 120-122.
 9. LYNCH, *op. cit.*, 225-227.
 10. *Economic Concentration*, etc., cit., 230-231; — *Fortune*, octobre 1949.
 11. *Economic Concentration*, etc., cit., 213-215; — *Moody's Industrial*, 1947; — CURTIS, *op. cit.*, 16.
 12. T.N.E.C., rapport final, 152-155, 232-236.

4

1. *Economic Concentration* etc., cit., 82-85.
2. Allocution radiodiffusée de Henry J. Kaiser, 9 août 1947.
3. *N.Y.T.*, 13 janvier, 6 février 1948; 6 janvier 1949.
4. Allocution citée de Kaiser; — *Facts in Brief about Henry J. Kaiser*, 1946, 26-27; — Kaiser, devant une sous-commission du Sénat, 5-8 novembre 1945.
5. *Ibid.*; — KAISER, *Policy Statement on Fontana Steel Mill*.
6. MEZERICK (A. G.), *The Revolt of the South and West*, 1946, 260-275.
7. Cité par ZANDER (Ernst), *Dinge der Zeit*, n° 1, 1948.

8. BERGE, *op. cit.*, 28.
9. WHITTLESEY (Charles), *National Interest and international Cartels* 1946, 24.
10. BERGE, *op. cit.*, 44-45.
11. *Future of Independent Business*, cit. 158; — *House of Representatives, U.S. versus Economic Concentration and Monopoly*, 1946, 107.
12. BERGE, *op. cit.*, 210-212.
13. *N.Y.T.*, 11 janvier 1948.
14. BERGE, *op. cit.*, 48.
15. LYNCH, *op. cit.*, 273-279; — *Economic Concentration* etc., cit., 258-259.

5

1. BERGE (Wendell), *Economic Freedom for the West*, 1946, 64.
2. *Labor in the South*, *Bulletin* n° 898, *Department of Labor*, 1947, 28-30.
3. BERGE, *op. cit.*, 5-6, 17, 142-143.
4. ARNALL (Ellis Gibbs), *The Shore dimly seen*, 1946, 166-167.
5. BERGE, *op. cit.*, 14; — ARNALL, *op. cit.*, 168.
6. BERGE, *op. cit.*, 23-24.
7. *Ibid.*, 26-27.

8. *Ibid.*, 37-41.
9. *Ibid.*, 46-49.
10. *Ibid.*, 63-66.
11. *Ibid.*, 99-107.
12. BEARD, *op. cit.*, II, 566-568.
13. BERGE, *op. cit.*, 111-113; — ARNALL, *op. cit.*, 173-174.
14. *Ibid.*, 172-173, 179-184; — MEZERICK, *op. cit.*, 104-121; — *Business Week*, 26 juin 1948, 22.
15. *N.Y.T.*, 6 février 1948.
16. Discours de Denver (Colorado), *Ibid.*, 21 septembre 1948.

6

1. STERNBERG (Fritz), *The Coming Crisis*, 1947, 148.
2. ERNST (Morris), *Too Big*, 1940.
3. T.N.E.C., *Relative Efficiency of large, medium-sized, and small Busi-*

- ness, monographie n° 13, 1941, 8-11, 97.
4. BISHOP (Barron B.), *Out of the Depths*, 1942, 160.
5. *Relative Efficiency* etc., cit., 99.

7

1. *N.Y.T.*, 1^{er} février 1948 et 30 décembre 1949; — Cf. LILIENTHAL (David E.), *T.V.A. : Democracy on the March*, en français : *Construit pour le peuple*, 1944.
2. *T.V.A., Recommended program for additional generating capacity*, mars 1948, 2-3.
3. *N.Y.T.*, 6 juin 1948.
4. *Ibid.*, 27 mai 1948; — *Knoxville Journal*, 10 mai 1948.

5. Discours de Pocatello (Idaho) et de Seattle (Washington), *N.Y.T.*, 8 et 11 juin 1948.
6. *Ibid.*, 27 septembre 1948, 17 avril 1949.
7. Discours de Phoenix (Arizona), *N.Y.T.*, 24 septembre 1948.
8. *Ibid.*, 25 septembre 1948.
9. Discours de Milwaukee (Wisconsin), *N.Y.T.*, 15 octobre 1948.
10. *N.Y.T.*, 25 septembre 1948.
11. Discours de Milwaukee, cit.

8

1. N.Y.T., 24 février, 9 octobre 1948; 22 mars, 18, 19, 20 juin 1949.
2. GUNTHER (John), *Inside U.S.A.*, 1947, 51; — T.N.E.C., *Economic Power and political Pressure*, monographie n° 26, 1941, 182-183.
3. KIERAN, *op. cit.*, 1947, 811.
4. FARRELL (James T.), *The Fate of Writing in America*, 1946, *passim*.
5. *A free and responsible Press*,

The Commission on Freedom of the Press, 1947, 8.

6. N.Y.T., 9 et 12 novembre 1947.
7. GUNTHER, *op. cit.*, 168, 624-625.
8. MYRDAL (Gunnar), *An American Dilemma, the Negro Problem and Modern Democracy*, 1944.
9. Cf. MAC DONALD (Dwight), *The Root is Man*, 1946; en français : *Partir de l'homme...* 1948.

9

1. Adresse de Gettysburg, 19 novembre 1863.
2. PHILIP (André), *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1927, 28, 38.
3. MARX (Karl) et ENGELS (Friedrich), *Manifeste Communiste*, 1848, traduction Laura Lafargue.
4. *Economic Concentration* etc., cit., 273-276; — *A free and responsible Press*, cit., 43; — BETTELHEIM (Charles), « Le mouvement syndical américain », *Revue internationale*, novembre 1946, 312, note 32.
5. LUNDBERG (Ferdinand), *Impertal Hearst*, 1936, 309, 380.
6. Du même : *America's 60 Families*, 257.
7. BETTELHEIM, *op. cit.*
8. N.Y.T., 29 juin 1947.
9. U.S. versus... *Monopoly*, cit., 193.
10. N.Y.T., 1^{er} avril 1947; — *A free and responsible Press*, cit.
11. Discours de Sandusky (Ohio), N.Y.T., 27 octobre 1948.
12. N.Y.T., 12 novembre 1948.
13. *Life*, 8, 15 et 22 novembre 1948; — N.Y.T., 4 novembre 1948.

14. LUNDBERG, *op. cit.*, 179-182, 454-457, 480-481.

15. N.Y.T., 24 octobre 1948, 13 juin 1949.
16. *Fortune*, octobre 1949, 90.
17. *Ibid.*
18. N.Y.T., 22 juin 1949.
19. *Ibid.*, 1^{er} novembre 1949.
20. *Congressional Directory*, janvier 1948, 333.
21. N.Y.T., 29 décembre 1948.
22. *Congressional Directory*, cit., 340.
23. N.Y.T., 4 mars 1949.
24. *Ibid.*, 7 janvier (James Reston, d'après un article de *Life* de Jay Franklin) et 25 février 1949.
25. *Ibid.*, 8 avril 1949.
26. *Who's Who*, 1948-1949, 1813.
27. N.Y.T., 3 janvier 1949.
28. Discours de Chicago, N.Y.T., 26 octobre 1948.
29. N.Y.T., 10 et 11 octobre 1948.
30. *Ibid.*, 20 novembre et 3 décembre 1948.
31. *Ibid.*, 15 octobre 1948.

10

1. COREY, *The Crisis of the Middle Class*, cit., 152, 238.
2. *Ibid.*, 143, 156-159, 274; — CURTIS, *op. cit.*, 14-18; — BEARD, *op. cit.*, II, 570-571; — WRIGHT MILLS (C.), *The new Men of Power, America's Labor Leaders*, 1948, 231.
3. *Economic Concentration*, etc., cit., 24-25, 353.
4. *San Francisco Chronicle*, 12 mars 1947.
5. *Economic Concentration*, etc., cit., 27-31.
6. A.F.L. *Convention, Proceedings*, 20 novembre 1948, 425.

7. Discours de Chicago, N.Y.T., 26 octobre 1948; message *State of the Union*, N.Y.T., 6 janvier 1949; discours de Louisville, N.Y.T., 1^{er} octobre 1948.

8. COREY, *op. cit.*, 139, 141, 159, 236, 274.
9. WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 274.
10. COREY, *op. cit.*, 162-163.
11. WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 278-280.
12. COMMONS (John R.) et ses collaborateurs, *History of Labor in the United States*, IV, 1896-1932, par Selig PERLMAN et Philip TAFT, 1935, 621.

13. *Future of Independent Business*, cit., 5.
 14. LUNDBERG, *op. cit.*, 71. — COREY, *op. cit.*, 148-149.
 15. P.M., novembre 1940-janvier 1941, in T.N.E.C., rapport final, 212-232.
 16. EDWARDS (Corwin D.), *Report on International Cartels*, 1944.
 17. HANDLER (Milton), *A study of the Construction and Enforcement of the Federal Antitrust Laws, T.N.E.C.*, monographie n° 38, 1941, 7, 10-11, 33, 42, 46.
 18. « John Foster Dulles and his Foreign Policy », *Life*, 4 octobre 1948.
 19. U.S. Versus... *Monopoly*, cit., 47-48.
 20. *Ibid.*, 4.
 21. HANDLER, *op. cit.*, 49-50.
 22. *Ibid.*, 84.
 23. T.N.E.C., rapport final; cit., 671-672.
 24. LYNCH, *op. cit.*, 48.
 25. U.S. Versus... *Monopoly*, cit., 34.
 26. N.Y.T., 29 novembre 1948.
 27. *Ibid.*, 21 septembre 1948.
 28. *Ibid.*, 6 janvier 1949.
 29. LONDON (Jack), *The Iron Heel*, 1907, Ch. VIII; en français : *Le Talon de Fer*.
 30. GOMPERS (Samuel), *Seventy years of Life and Labor*, 1925, II, 20-21.
 31. PAZ (Magdeleine), *Frère Noir*, 1930, 139.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

1

1. Cf. JOSEPHSON (Matthew), *The Robber Barons, the great American capitalists, 1861-1901*, 1934.
 2. COMMONS (John R.) et ses collaborateurs, *History of Labour in the United States*, II, 1926, 188-190; — BRARD (Charles), *The rise of American civilization*, II, 228-231.
 3. HILLQUIT (Morris), *History of Socialism in the United States*, 1903, 220-224; — FONER (Philip S.), *History of the Labor Movement in the United States*, 1947, 468-473.
 4. WARE (Norman J.), *The Labor Movement in the United States, 1860, 1895, a study in democracy*, 1929, 48.
 5. COMMONS, *op. cit.*, 186-187.
 6. *Ibid.*, 302-306.
 7. BRISSENDEN (Paul), *The I.W.W. a study of American syndicalism*, 1920, 33; — WARE, *op. cit.*, 71, 162.
 8. *Ibid.*, XII, XIV, 96.

2

1. BUCHANAN (Joseph R.), *The Story of a Labor Agitator*, 1903, 70-80, 99, 142-148, 149-162, 175-176, 192, 215-226, 239-240, 248; — COMMONS, *op. cit.*, 367-370.
 2. WARE, *op. cit.*, 134.
 3. BUCHANAN, *op. cit.*, 106-116; — COMMONS, *op. cit.*, 366-367, 374.
 4. BUCHANAN, *op. cit.*, 73, 140-141, 154-157, 299, 317; — COMMONS, *op. cit.*, 381, 396, 373-374.
 5. WARE, *op. cit.*, 335.
 6. BUCHANAN, *op. cit.*, 63, 103, 128, 132-135, 183, 254-256, 264, 266-269; — HILLQUIT, *op. cit.*, 253-256.
 7. DAVID (Henry), *The History of the Haymarket Affair*, 1936, 162-165, 175.
 8. COMMONS, *op. cit.*, 379.
 9. DAVID, *op. cit.*, 167-170, 177 et *passim*; — HILLQUIT, *op. cit.*, 244-245; — ROCKER (Rudolf), JOHANN MOST, *Das Leben eines Rebellen*, Berlin, 1924, *passim*.

3

1. COMMONS, *op. cit.*, 414-415.
 2. GOMPERS (Samuel), *Seventy years of life and labor*, 1925, I, 263; — WALSH (J. Raymond), C.I.O., *Industrial unionism in action*, 1937, 21-22.
 3. COMMONS, *op. cit.*, 431.
 4. *Ibid.*, 423; — GOMPERS, *op. cit.*, I, 244; — HAYNES (Fred), *Social Politics in the United States*, 1924, 95.
 5. MARJOLIN (Robert), *L'évolution du syndicalisme aux Etats-Unis de Washington à Roosevelt*, 1936, 78-79.

6. BUCHANAN, *op. cit.*, 239-240, 319-324, 361; — COMMONS, *op. cit.*, 351, 419; — GOMPERS, *op. cit.*, I, 245; — WARE, *op. cit.*, 89-90.
7. HAYNES, *op. cit.*, 95.
8. COMMONS, *op. cit.*, 396-397; — PERLMAN (Selig), *History of trade unionism*, 116.
9. WARE, *op. cit.*, 288.
10. COMMONS, *op. cit.*, 343, 427; — WARE, *op. cit.*, 155-190.
11. COMMONS, *op. cit.*, 398; — WARE, *op. cit.*, 69-71.

1. GOMPERS, *op. cit.*, I, 51, 83.
2. *Ibid.*, I, 66; — COMMONS, *op. cit.*, II, 307, 321.
3. BRISSENDEN, *op. cit.*, 39, 84-85; — WEBB (Sidney et Beatrice), *Histoire du trade unionisme*, Paris, 1897, 390-462; — PERLMAN (Selig), « America : Labour and Capitalism in the United States, 1920-1937 » in : MARQUAND (H. A.), *Organized labour in four continents*, 1939, 387-389; — LESTER (Richard A.), *Economics of labor*, 1941, 598.
4. BRISSENDEN, *op. cit.*, 87.
5. BEARD, *op. cit.*, II, 224; — WARE, *op. cit.*, 61; — HAYWOOD (William) et BOHN (Frank), *Industrial Socialism*, 1911, 43.
6. LENS (Sidney), *Left, Right and Center, conflicting forces in American Labor*, 1949, 63.
7. *Writings and speeches of Eugene V. Debs*, 1948, 191-208; — LEON (Daniel De), *Socialist Reconstruction of*

1. GINGER, *op. cit.*, 41.
2. BUCHANAN, *op. cit.*, 161-162.
3. GINGER, *op. cit.*, 46.
4. *Ibid.*, 55-58.
5. *Ibid.*, 66.
6. *Ibid.*, 90.
7. *Ibid.*, 73-80.

1. GINGER, *op. cit.*, 109.
2. *Ibid.*, 101, 118.
3. SWINTON (John), *Striking for life, Labor's side of the labor question*, 1894, 82-83, 92, 107-109, 146.
4. GINGER, *op. cit.*, 148; — *Bill Haywood's book*, 1929, 77.

12. COMMONS, *op. cit.*, 399-402; — WARE, *op. cit.*, 262-279; — ROE (Wellington), *Juggernaut, American labor in action*, 1948, 35-37.
13. WARE, *op. cit.*, 257, 284; — ROE, *op. cit.*, 34.
14. BUCHANAN, *op. cit.*, 47-48, 103-105, 252, 299-303, 325, 431-439.
15. COMMONS, *op. cit.*, 397; — MARJOLIN, *op. cit.*, 100-101.
16. WARE, *op. cit.*, XII, XIV.
17. COMMONS, *op. cit.*, IV, 1935, 630-631.

4

- Society*, 1905, 32-36, 55.
8. MARJOLIN, *op. cit.*, 100.
9. FITZPATRICK (Bernard H.), *Understanding Labor*, 1945, 53; — DEBS, *op. cit.*, 176, 219; — GINGER (Ray), *The Bending Cross, a biography of Eugene Victor Debs*, 1949, 217; — LENS, *op. cit.*, 214-215; — CAYTON (Horace R.) et MITCHELL (George S.), *Black workers and the new unions*, 1939, 72.
10. GOMPERS, *op. cit.*, I, 147.
11. *Ibid.*, II, 25; — TAFT (Philip), *Economics and problems of Labor*, 1942, 474; — MILLIS (Harry A.) et MONTGOMERY (Royal E.), *Organized labor*, 1945, 202.
12. SAPOSS (David J.), *Left Wing Unionism*, 1926, 116; — PHILIP (André), *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1927, 554-555.
13. COMMONS, *op. cit.*, IV, 262.
14. TRIDON (André), *The new unionism*, 1913, 4-5.

5

8. *Ibid.*, 81.
9. *Ibid.*, 83; — HARRIS (Herbert), *American Labor*, 1939, 236.
10. GINGER, *op. cit.*, 83.
11. *Ibid.*, 95; — GOMPERS, *op. cit.*, I, 406.
12. GINGER, *op. cit.*, 97.
13. *Ibid.*, 102-107.

6

5. GOMPERS, *op. cit.*, I, 411-414.
6. SWINTON, *op. cit.*, 136.
7. CHAPLIN (Ralph), *Wobbly*, 1948, 14.
8. COMMONS, *op. cit.*, II, 502.

7

1. COMMONS, *op. cit.*, IV, 31; — PHILIP, *op. cit.*, 441-442; — GLUCK (Elsie), *John Mitchell, miner*, 1929, 68-70; — JOSEPHSON, *op. cit.*, 373, 413.
2. GLUCK, *op. cit.*, 68; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 32; — PHILIP, *op. cit.*, 444.
3. COMMONS, *op. cit.*, IV, 33.
4. PHILIP, *op. cit.*, 444.
5. COMMONS, *op. cit.*, IV, 36.
6. GLUCK, *op. cit.*, 68-69.
7. COMMONS, *op. cit.*, IV, 34; — WARE, *op. cit.*, XV.
8. GLUCK, *op. cit.*, 71-72.
9. *Ibid.*, 73.

10. COMMONS, *op. cit.*, IV, 37.
11. GLUCK, *op. cit.*, 83.
12. SAPOSS (David J.), *op. cit.*, 133.
13. GLUCK, *op. cit.*, 86-87.
14. BRISSENDEN, *op. cit.*, 88; — DEBS, 103, 178.
15. GLUCK, *op. cit.*, 78, 100, 104, 115, 121; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 39-46.
16. *Autobiography of Mother Jones*, 1925, 59-60.
17. COMMONS, *op. cit.*, IV, 42.
18. *Ibid.*, 48-50; — GLUCK, *op. cit.*, 225, 237.
19. COMMONS, *op. cit.*, 34.
20. DEBS, *op. cit.*, 198.

8

1. COMMONS, *op. cit.*, IV, 170.
2. *Ibid.*, 169-172.
3. *Ibid.*, 172-173.
4. *Ibid.*, 173-178.
5. *Ibid.*, 179-183, 214.
6. HAYWOOD, *op. cit.*, 78-79; — DEBS, *op. cit.*, 56.

7. *Ibid.*, 59.
8. COMMONS, *op. cit.*, 2, 6-7.
9. BRISSENDEN, *op. cit.*, 42-43.
10. HAYWOOD, *op. cit.*, 62.
11. COMMONS, *op. cit.*, IV, 189-207; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 41-42, 46, 104-105.
12. COMMONS, *op. cit.*, IV, 216.

9

1. MOTHER JONES, *op. cit.*, 14.
2. *Ibid.*, 15-16.
3. *Ibid.*, 39, 84-87, 89, 92.
4. *Ibid.*, 240-241, 60.
5. *Ibid.*, 240-241, 60; — GLUCK, *op. cit.*, 132.

6. *Ibid.*, 167.
7. *Ibid.*, 167-168; — MOTHER JONES, *op. cit.*, 92-100.
8. GLUCK, *op. cit.*, 214-217; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 39.
9. DEBS, *op. cit.*, 285-286.

10

1. HAYWOOD, *op. cit.*, 183.
2. Cf. ROCKER, *op. cit.*
3. FRAINA (Louis), « De Leon », *New Review*, juillet 1914, 390, in BRISSENDEN, *op. cit.*, 240; — FOSTER (William Z.), *From Bryan to Stalin*, 1937, 34.
4. LEON (Daniel De), *Socialist Reconstruction of Society*, 1905, 190-195; — Interview de Lénine par Robert Minor, *The World* (New York), 4 février 1919, 2, in BRISSENDEN, *op. cit.*, 241-242; — FANSOME (Arthur), *Russia in 1919*, 1919, 120-121; — CHAMBERLAIN (John), *Farewell to reform*, 1932, 84.
5. BRISSENDEN, *op. cit.*, 48.
6. COMMONS, *op. cit.*, II, 516-517; IV, 219; — HILLQUIT, *op. cit.*, 285-287.
7. COMMONS, *op. cit.*, II, 518-519; IV, 220; — HILLQUIT, *op. cit.*, 293-294.

8. COMMONS, *op. cit.*, IV, 221-222; — SAPOSS, *op. cit.*, 28-29; — GALENSON (Walter), *Rival unionism in the United States*, 1940, 6.
9. BRISSENDEN, *op. cit.*, 49-55.
10. PHILIP, *op. cit.*, 519.
11. BRISSENDEN, *op. cit.*, 51.
12. LEON (Daniel De), *Two Pages from Roman History*, 1902; — FOSTER (William Z.), *Misleaders of Labor*, 1927, 14, 19-20.
13. GUÉRIN (Daniel), *Fascisme et grand Capital*, nouv. éd. 1945, 141 sqq., 193, sqq.; — *La lutte de classes sous la première République*, 1946, I, 251-256.
14. GOMPERS, *op. cit.*, I, 417.
15. LEVINSON (Edward), *Labor on the march*, 1938, 38.
16. DE LEON, *Socialist Reconstruction of Society*, 55.

11

1. HILLQUIT, *op. cit.*, 298-301, 344; — SAPOSS, *op. cit.*, 21-26, 33-36, 46; — STOLBERG (Benjamin), *The Story of the C.I.O.*, 1938, 124.
2. BRISSENDEN, *op. cit.*, 83.
3. DEBS, *op. cit.*, 368.
4. HAYWOOD, *op. cit.*, 174-189; — DEBS, *op. cit.*, 171-241; — DE LEON, *op. cit.*
5. *The I.W.W. in theory and practice*, 5^e éd., 1937, 121-122.
6. BRISSENDEN, *op. cit.*, 71-72, 114-115.
7. ST JOHN (Vincent), *The I.W.W., its history, structure and methods*, revised 1919, 4.
8. WARE, *op. cit.*, 209, 221-227; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 38, 57-58, 72, 114, 215.
9. COMMONS, *op. cit.*, IV, 253.
10. BRISSENDEN, *op. cit.*, 122, 149-151, 175-176; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 233-234.
11. BRISSENDEN, *op. cit.*, 300-301.
12. *Ibid.*, 65-67, 81-82, 89, 104, 303; — DEBS, *op. cit.*, 175, 194; — *The I.W.W. in theory and practice*, 121.
13. CHAPLIN, *op. cit.*, 43; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 61-69; — DE LEON, *op. cit.*, 35-36.
14. COMMONS, *op. cit.*, IV, 117-123; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 85; — FOSTER, *From Bryan to Stalin*, 92, 101; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 241.
15. SAPOSS, *op. cit.*, 95-96.

12

1. COMMONS, *op. cit.*, IV, 233; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 151, 213-242.
2. COMMONS, *op. cit.*, IV, 280.
3. BRISSENDEN, *op. cit.*, 114-118, 204, 232; — SAPOSS, *op. cit.*, 135; — PHILIP, *op. cit.*, 521.
4. *Ibid.*, 523; — BEARD, *op. cit.*, II, 163.
5. COMMONS, *op. cit.*, IV, 226; — CHAPLIN, *op. cit.*, 149-152.
6. COMMONS, *op. cit.*, IV, 245; — HAYWOOD, *op. cit.*, 241-243; — SAPOSS, *op. cit.*, 168-170; — CHAPLIN, *op. cit.*, 145-146.
7. COMMONS, *op. cit.*, IV, 263; — HAYWOOD, *op. cit.*, 241; — SAPOSS, *op. cit.*, 142; — CHAPLIN, *op. cit.*, 139-140.
8. COMMONS, *op. cit.*, IV, 265-273; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 289-293; — HAYWOOD, *op. cit.*, 246-253; — SAPOSS, *op. cit.*, 132, 138, 145-148, 166-168.
9. COMMONS, *op. cit.*, IV, 274-276; — HAYWOOD, *op. cit.*, 260-270.
10. COMMONS, *op. cit.*, IV, 277-278; — HAYWOOD, *op. cit.*, 264-265.
11. MINTON (Bruce) et STUART (John), *Men who lead labor*, 1937, 7.
12. ST JOHN, *op. cit.*, 28; — SWARD (Keith), *the Legend of Henry Ford*, 1948.
13. COMMONS, *op. cit.*, IV, 338-389; HAYWOOD, *op. cit.*, 290-292; — SAPOSS, *op. cit.*, 139-140; — GAMBS (John S.), *The decline of the I.W.W.*, 1932, 131-132.
14. COMMONS, *op. cit.*, IV, 386.
15. *Ibid.*, 386-388, 391-398.
16. *Ibid.*, 417-421, 427, 430; — GAMBS, *op. cit.*, 21-53.
17. *Ibid.*, 180-181.
18. SAPOSS, *op. cit.*, 130, 142-144, 158, 171-174; — CHAPLIN, *op. cit.*, 285-286.
19. *Ibid.*, 176; — LENS, *op. cit.*, 159.
20. DEBS, *op. cit.*, 353; — BRISSENDEN, *op. cit.*, 254.
21. GAMBS, *op. cit.*, 197; — FOSTER, *op. cit.*, 44-45; — LENS, *op. cit.*, 152.
22. BRISSENDEN, *op. cit.*, 158, 167-168.
23. SAPOSS, *op. cit.*, 175.

CHAPITRE II

1

1. FOSTER (William Z.), *From Bryan to Stalin*, 1937, 48-49; — BRISSENDEN (Paul), *The I.W.W., a study of American syndicalism*, 1920, 299-304.
2. FOSTER, *op. cit.*, 54.
3. *Ibid.*, 52-53.
4. *Writings and speeches of Eugene V. Debs*, 1948, 328.
5. *Ibid.*, 366-372.
6. COMMONS (John R.) et ses collaborateurs, *History of Labor in the United States*, IV, 1935, 248-254.

7. DEBS, *op. cit.*, 377.
8. COMMONS, *op. cit.*, IV, 273.
9. *Ibid.*, II, 1926, 523.
10. TRIDON (André), *The new unionism*, 1913, 114-115.
11. COMMONS, *op. cit.*, IV, 364, 355, 365.
12. TRIDON, *op. cit.*, 115.

13. WECHSLER (James A.), *Labor Baron, a portrait of John L. Lewis*, 1944, 21-22, 48.
14. COMMONS, *op. cit.*, II, 524.
15. SAPOSS (David J.), *Left wing unionism*, 1926, 149-155; — STEIN (N.), « Sidney Hillman, an appraisal », *The Militant*, 20 juillet 1946.

2

1. SAPOSS (David J.), *op. cit.*, 143, 159-160, 167, 173.
2. FOSTER, *op. cit.*, 82-83, 178-181.
3. *Ibid.*, 86-103.
4. COMMONS, *op. cit.*, IV, 100-101; — PHILIP (André), *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1927, 61.
5. LEVINSON (Edward), *Labor on the march*, 1937, 33-35, 44.
6. COMMONS, *op. cit.*, IV, 97-109.
7. *Ibid.*, 138-143.

8. FOSTER, *op. cit.*, 124-125; — ROE (Wellington), *Juggernaut, American labor in action*, 1948, 55; — LENS (Sidney), *Left, Right and Center, conflicting forces in American labor*, 1949, 182-183.
9. FOSTER, *op. cit.*, 105-116.
10. FOSTER, *The great steel strike and its lessons*, 1920, *passim*.
11. FOSTER, *From Bryan to Stalin*, 9.

3

1. FOSTER, *op. cit.*, 156-163.
2. LÉNINE, *Œuvres complètes*, XXV, 1935, 238-240.
3. FOSTER, *op. cit.*, 137-138.
4. *Ibid.*, 214, 209; — Du même, *Little brothers of the big labor fakers*, 1931, 23.
5. FOSTER, *From Bryan to Stalin*, 134, 161.
6. *Ibid.*, 171-173; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 540.
7. LENS, *op. cit.*, 177-178.

8. FOSTER, *op. cit.*, 175-176, 182-184; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 541.
9. FOSTER, *op. cit.*, 173-174; — COMMONS, *op. cit.*, 541; — LENS, *op. cit.*, 176.
10. FOSTER, *op. cit.*, 195; — LENS, *op. cit.*, 179-181.
11. COMMONS, *op. cit.*, IV, 557-558; — MILLIS (Harry A.) et MONTGOMERY (Royal E.), *Organized labor*, 1945, 180.
12. COMMONS, *op. cit.*, IV, 555-557.
13. FOSTER, *op. cit.*, 184.
14. LENS, *op. cit.*, 184-185.

4

1. CANNON (James P.), « New problems of American socialism », *Fourth international*, mars 1949.
2. SAPOSS, *op. cit.*, 127-131.
3. WECHSLER, *op. cit.*, 41.
4. COMMONS, *op. cit.*, IV, 562-571; — WECHSLER, *op. cit.*, 38.

5. *Ibid.*, 23.
6. BLANKENHORN (Heber), *The strike for Union (Somerset strike 1922-23)*, 1924, *passim*.
7. PHILIP, *op. cit.*, 438.
8. WECHSLER, *op. cit.*, 41-42; — LEVINSON, *op. cit.*, 50.

5

1. COLEMAN (Mc Allister), *Men and Coal*, 1943, 141.
2. LEVINSON, *op. cit.*, 50-51.
3. STOLBERG (Benjamin), *The Story of the C.I.O.*, 1938, 55; — BARBASH (Jack), *Labor unions in action*, 1948, 193.
4. *Ibid.*, 22-23, 49-50.
5. LENS, *op. cit.*, 266, 269, 271; —

- MINTON (Bruce) et STUART (John), *Men who lead labor*, 1937, 204.
6. KRAMER (Dale), *Harper's Magazine*, août 1942, in COLEMAN, *op. cit.*, 175; — WECHSLER, *op. cit.*, 194.
7. PHILIP, *op. cit.*, 440; — PESOTTA (Rose), *Bread upon the Waters*, 1945, 180; — LEVINSON, *op. cit.*, 112.

350 RÉFÉRENCES - DEUXIÈME PARTIE - CHAPITRE II

8. LEVINSON, *op. cit.*, 20-21; — PESOTTA, *op. cit.*, 179-180, 175.

9. WECHSLER, *op. cit.*, 46; — LEVINSON, *op. cit.*, 52.

6

1. MARJOLIN (Robert), *L'évolution du syndicalisme aux États-Unis, de Washington à Roosevelt*, 1936, 160-161, 215.

2. LEVINSON, *op. cit.*, 47-48.

3. MARJOLIN, *op. cit.*, 160-161.

4. LEVINSON, *op. cit.*, 48.

5. *Ibid.*, 52.

6. *Ibid.*, 53; — CAYTON (Horace R.) et MITCHELL (George S.), *Black workers and the new unions*, 1939, 122.

7. LEVINSON, *op. cit.*, 53.

8. *Ibid.*, 41-42, 47-48.

9. LEVINSON, *op. cit.*, 57-67.

10. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 124; — BROOKS (Robert R. R.), *As Steel goes*, 1940, 49.

11. LEVINSON, *op. cit.*, 68.

12. O'CONNOR (Harvey), *Steel Dictator*, 1935, 244-246.

13. LEVINSON, *op. cit.*, 68.

14. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 126-127.

15. *Ibid.*, 129-131; — LEVINSON, *op. cit.*, 69.

16. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 91-95; — LEVINSON, *op. cit.*, 67-68.

17. O'CONNOR, *op. cit.*, 201; — BROOKS, *op. cit.*, 61-66.

18. LEVINSON, *op. cit.*, 70-72; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 140-145, 153-155.

19. LEVINSON, *op. cit.*, 76-77; — Mc KENNEY (Ruth), *Industrial Valley*, 1939, 108-204.

20. TIPPETT (Tom), *When Southern labor stirs*, 1931, *passim*.

21. LEVINSON, *op. cit.*, 73.

22. *Ibid.*, 73-76; — MINTON et STUART, *op. cit.*, 241-244; — MARJOLIN, *op. cit.*, 206-209.

7

1. LENS, *op. cit.*, 278; — MINTON et STUART, *op. cit.*, 14.

2. LEVINSON, *op. cit.*, 9.

3. *Ibid.*, 82-88.

4. *Ibid.*, 99-117.

5. *Ibid.*, 118-136.

6. WECHSLER, *op. cit.*, 91.

8

1. LENS, *op. cit.*, 280; — FOUNTAIN (Clayton W.), *Union Guy*, 1949, 67.

2. STOLBERG, *op. cit.*, 124.

3. FOSTER (William Z.), *Misleaders of labor*, 1927, 130, 199; — William F. Dunne's speech at the A.F. of L., Convention, Portland, 1923, 3; — WECHSLER, *op. cit.*, 131-132.

4. *Ibid.*, 28, 31-32; — STOLBERG, *op. cit.*, 38; — FOSTER, *op. cit.*, 290-294.

5. WECHSLER, *op. cit.*, 32; — COLEMAN, *op. cit.*, 169-111; — STOLBERG, *op. cit.*, 229.

6. WECHSLER, *op. cit.*, 33; — COLEMAN, *op. cit.*, 113, 139-141.

7. WECHSLER, *op. cit.*, 54.

8. *Attempt by communists to seize the American labor movement*, 1923, 2, 6, 11; — WECHSLER, *op. cit.*, 123; — FOSTER, *op. cit.*, 300.

9. LEVINSON, *op. cit.*, 107.

10. ROE, *op. cit.*, 117.

11. STOLBERG, *op. cit.*, 149-150.

12. LEVINSON, *op. cit.*, 280-282.

13. FOSTER (William Z.), *From*

Bryan to Stalin, 216-281.

14. *Ibid.*, 280.

15. *Ibid.*, 274-275.

16. *Ibid.*, 132, 275.

17. STOLBERG, *op. cit.*, 147-148.

18. HARRIS (Herbert), *Labor's Civil War*, 1940, 133.

19. *Ibid.*, 131.

20. SULZBERGER (C. L.), *Sit down with John L. Lewis*, 1938, 131.

21. HARRIS, *op. cit.*, 141; — STOLBERG, *op. cit.*, 48, 148.

22. LENS, *op. cit.*, 283-284; — MARJOLIN, *op. cit.*, 202-206; — FOSTER (William Z.), *Pages from a worker's life*, 1939, 193-197; — DUNNE (William F.), *The great San Francisco general strike*, 1934, 4-66.

23. KRAUS (Henry), *The many and the few*, 1947, *passim*; — HARRIS, *op. cit.*, 136; — LEVINSON, *op. cit.*, 268-269.

24. BROOKS, *op. cit.*, 69, 199, 240; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 111-122, 137-139, 157.

25. COLEMAN, *op. cit.*
26. MC KENNEY, *op. cit.*, 266-299, 333, 339-341, 345, 352, 357, 365-366, 369.
27. HARRIS, *op. cit.*, 135.
28. STOLBERG, *op. cit.*, 149-151; 239-243; — COCHRAN (Bert), « The New Union Bureaucracy », *Fourth International*, mars 1949, 88.
29. BIMBA (Anthony), *The history of the American working class*, 1927, 343; — GAMBS (John S.), *The decline of the I.W.W.*, 1932, 143-153; — COMMONS, *op. cit.*, IV, 593-595.
30. COMMONS, *op. cit.*, IV, 611.
31. *The I.W.W. in theory and practice*, 56-57.
32. FOUNTAIN, *op. cit.*, 61.
33. LENS, *op. cit.*, 283.
34. COMMONS, *op. cit.*, IV, 438; — CANNON (James P.), *The history of American trotskyism*, 1944, 204.
35. COMMONS, *op. cit.*, IV, 558-559; — COLEMAN, *op. cit.*,
36. COMMONS, *op. cit.*, IV, 560-561; — CANNON, *op. cit.*, 112, 123.
37. MILLIS (Harry A.) et MONTGOMERY (Royal E.), *Organized labor*, 1945, 181.
38. FOSTER (William Z.), *Little brothers of the big labor fakery*, 1931, 19-21.
39. LENS, *op. cit.*, 258-259; — CANNON, *op. cit.*, 140; — MARJOLIN, *op. cit.*, 198-199.
40. CANNON, *op. cit.*, 169-188.
41. *Ibid.*, 40-59.
42. FOSTER, *From Bryan to Stalin*, 1937, *passim*; — CANNON, *op. cit.*, 24; — Cf. également : SWABECK (Atrac) : « Two pages from American Labor

- History », *Fourth International*, septembre-octobre 1947, 238.
43. CANNON, *op. cit.*, 121-122; — FOSTER, *op. cit.*, 215, note.
44. « Conversation with Tro'sky on transitional program », 1938, in : *Trotskyism in the United States, 1940-47, Balance Sheet*, published by Johnson-Forest tendency, août 1947, 29.
45. CANNON, *op. cit.*, 237-239; — COCHRAN (Bert), « The New Union Bureaucracy », *Fourth international*, mars 1949, 90.
46. STOLBERG, *op. cit.*, 130.
47. CANNON, *op. cit.*, 141; — WALKER (Charles Rufford), *American City, a Rank-and-File history*, 1937, XV.
48. CANNON, *op. cit.*, 159.
49. WALKER, *op. cit.*, *passim*; — CANNON, *op. cit.*, 161-162.
50. DUNNE (William F.) et CHILDS (Morris), *Permanent Counter-Revolution, the role of the trotskyites in the Minneapolis strikes*, 1934, 13, 15, 24, 40, 42, 50-51; — CANNON (James P.), « Minneapolis and its meaning », *The New International*, juillet 1934, 4.
51. WALKER, *op. cit.*, 246, 254, 258-263.
52. CANNON, *op. cit.*, 243, 250-252; — STOLBERG, *op. cit.*, 130-131.
53. CANNON, *op. cit.*, 31; — HOWE (Irving) et WIDICK (B. J.), *The U.A.W. and Walter Reuther*, 1949, 71, note.
54. FOSTER, *op. cit.*, 234.
55. CANNON, *op. cit.*, 137-138.
56. STOLBERG, *op. cit.*, 131; — LEVINSON, *op. cit.*, 55-56.
57. STOLBERG, *op. cit.*, 132; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 96.

9

1. LEVINSON, *op. cit.*, 141; KRAUS, *op. cit.*, 109.
2. ISERMAN (Theodore R.), *Industrial peace and the Wagner Act*, 1947, 10-12.
3. LEVINSON, *op. cit.*, 143; — KRAUS, *op. cit.*, 41.
4. LEVINSON, *op. cit.*, 93-96; — MC KENNEY, *op. cit.*, 211-218.
5. *Ibid.*, 258-263.
6. LEVINSON, *op. cit.*, 143-145; — MC KENNEY, *op. cit.*, 272-370.
7. LEVINSON, *op. cit.*, 169.
8. *Ibid.*, 149.
9. *Ibid.*, 148.
10. *Ibid.*, 151.

11. *Ibid.*, 185; — MC KENNEY, *op. cit.*, 302.
12. WALSH (Raymond J.), *C.I.O. Industrial unionism in action*, 1937, 108-106.
13. KRAUS, *op. cit.*, 92-93.
14. *Ibid.*, *passim*; — LEVINSON, *op. cit.*, 149-168; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 55-65.
15. KRAUS, *op. cit.*, 293; — WALSE, *op. cit.*, 13.
16. KRAUS, *op. cit.*, 103, 166.
17. *Ibid.*, 92-93.
18. *Ibid.*, 143, 237-241.
19. *Ibid.*, 46-47; — MINTON et STUART, *op. cit.*, 222-223.

20. KRAUS, *op. cit.*, 121, 269-270; —
LEVINSON, *op. cit.*, 225.
21. *Ibid.*, 182.

22. LENS, *op. cit.*, 312-313.
23. LEVINSON, *op. cit.*, 169; — KRAUS
op. cit., 77; — ISERMAN, *op. cit.*, 11.

10

1. WECHSLER, *op. cit.*, 66.
2. WALSH, *op. cit.*, 112; — LEVIN-
SON, *op. cit.*, 179.
3. HARRIS (Herbert), *American La-
bor*, 1937, 287.
4. WECHSLER, *op. cit.*, 61.
5. LEVINSON, *op. cit.*, 180-181.
6. *Ibid.*, 158-159; — WALSH, *op.*
cit., 120.
7. KRAUS, *op. cit.*, 227, 276.
8. LEVINSON, *op. cit.*, 122-125.
9. *Ibid.*, 189; — BROOKS (Robert R.
R.), *As steel goes*, 1940, 186.

10. LEVINSON, *op. cit.*, 191-196; —
BROOKS, *op. cit.*, 71-106.
11. SWEENEY (Vincent D.), *The United
Steelworkers of America, the first
10 years*, 1947, 20.
12. LEVINSON, *op. cit.*, 198-199.
13. SUZBERGER (C.L.), *Sit down
with John L. Lewis*, 1938, 100.
14. LEVINSON, *op. cit.*, 200.
15. LENS, *op. cit.*, 286-287, 312-313.
16. WECHSLER, *op. cit.*, 89.
17. FOSTER (William Z.), *Pages from
a Worker's life*, 1939, 197-200.

CHAPITRE III

1

1. *The I.W.W. in theory and prac-
tice*, 5^e édition, 1937, 3, 5, 70-75, 84,
93-94; — HASS (Eric), *John L. Lewis
exposed*, 1937, 4, 59-62.
2. *Ibid.*, 18; — LENS (Sidney), *Left,
Right and Center, conflicting forces
in American Labor*, 1949, 286-297, 315,
320.
3. KOPALD (Sylvia), *Rebellion in
Labor Unions*, 1944, 284.
4. FOSTER (William Z.), *From,
Bryan to Stalin*, 1937, 336-341; du
même, *Pages from a Worker's Life*,
1939, 197-200; — WECHSLER (James
A.), *Labor Baron, a portrait of John
L. Lewis*, 1944, 124.
5. HASS, *op. cit.*, 8.
6. LENS, *op. cit.*, 300.
7. WRIGHT MILLS (C.), *The New
Men of Power, America's Labor Lea-
ders*, 1948, 166, 287.
8. LEVINSON (Edward), *Labor on
the March*, 1938, 167.
9. LENS, *op. cit.*, 309-310.
10. HASS, *op. cit.*, 57; — LENS, *op.*
cit., 310; — LEVINSON, *op. cit.*, 268.
11. *Ibid.*, 181-182; — *Dépêche de
United Press dans le Seattle Star* du
6 avril 1937, in HASS, *op. cit.*, 56; —
LENS, *op. cit.*, 308.
12. HASS, *op. cit.*, 7; — LENS, *op.*
cit., 311; — LEVINSON, *op. cit.*, 266-

267; — HOWE (Irving) et WIDICK (B.
J.), *The U.A.W. and Walter Reuther*,
1949, 68.
13. MURRAY (Phillip) et COOKE (Mor-
ris L.), *Organized Labor and produc-
tion*, 1940.
14. HASS, *op. cit.*, 5-6; — LENS, *op.*
cit., 314.
15. *The I.W.W. in theory and prac-
tice*, 71, 97; — CLAPPER (Raymond),
New York World-Telegram, 24 mars
1937, in HASS, *op. cit.*, 28.
16. PHILIP (André), *Le problème
ouvrier aux Etats-Unis*, 1927, 407-409.
17. WECHSLER, *op. cit.*, 26, 29, 80-
81.
18. LEVINSON, *op. cit.*, 273-274.
19. BROOKS (Robert R. R.), *As Steel
goes*, 1940, 189, 177.
20. *Ibid.*, 177; — MURRAY et COOKE,
op. cit., 43; — WALSH (J. Raymond),
C.I.O., Industrial unionism in action,
1937, 166.
21. LENS, *op. cit.*, 301-302.
22. STOLBERG (Benjamin), *The Story
of the C.I.O.*, 1938, 212.
23. LENS, *op. cit.*, 326-327; — BAR-
BASH (Jack), *Labor unions in action*,
1948, 47-9; — COCHRAN (Bert), « *The
New Union Bureaucracy* », *Fourth In-
ternational*, mars 1949.

2

1. ROE (Wellington), *Juggernaut American Labor in action*, 1948, 314-315.
2. BROOKS, *op. cit.*, 250.
3. COCHRAN, *op. cit.*, 86.
4. *Ibid.*
5. N.Y.T., 16 et 18 décembre 1947; — *United States News*, 29 mars 1946.
6. ANDREWS (Joe), « Labor under the Third Term », *Fourth International*, juillet 1942, 218; — PREIS (Art), « The C.I.O. Auto Workers Convention », *Fourth International*, octobre 1944, 296.
7. LENS, *op. cit.*, 348-349.
8. « The U.S. and the Second World War », *Fourth International*, janvier 1945, 18-19; — FRANK (E. R.), « The Coal Crisis and its lessons for American Labor », *Fourth International*, juin 1943, 169.
9. PREIS, *op. cit.*, 296; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 111-112.
10. PESOTTA (Rose), *Bread upon the waters*, 1945, 396; — LEVENSTEIN (Aaron), *Labor to-day and to-morrow*, 1945, 86-88.
11. WARDE (William F.), « Roosevelt's hold the line order », *Fourth International*, mai 1943, 140-141; — même revue, juillet 1945, 198-199.
12. WECHSLER, *op. cit.*, 138-139; — LENS, *op. cit.*, 350; — ANDREWS, *op. cit.*, 216-217.
13. ROE, *op. cit.*, 168; — PESOTTA, *op. cit.*, 398; — WECHSLER, *op. cit.*, 244.
14. *Ibid.*, 162-163; — MORROW (Felix), « Roosevelt and Labor after the third Coal strike », *Fourth International*, juillet 1943, 205.
15. *Extent of collective bargaining and union Recognition*, 1946, Bulletin N° 909, Department of Labor, 4-6; — « American trade unions in the post-

- war period and S.W.P. tasks », *Internal Bulletin of the Socialist Workers Party*, juin 1948, 3; — HUBERMAN (Leo), *The truth about unions*, 1946, 77-79; — LEVENSTEIN, *op. cit.*, 66.
16. LENS, *op. cit.*, 351-352.
 17. *Daily People*, 7 mars 1912, in HASS, *op. cit.*, 38-39.
 18. FRANK (E. R.), « John L. Lewis and Roosevelt's Labor Policy », *Fourth International*, avril 1943, 103.
 19. ROE, *op. cit.*, 344.
 20. COLEMAN (Mc Alister), *Men and Coal*, 1943, 221.
 21. *Ibid.*, 224.
 22. « The U.S. and the Second World War », *Fourth International*, janvier 1945, 18.
 23. LEVENSTEIN, *op. cit.*, 188-189.
 24. STOLBERG, *op. cit.*, 55; — STEIN (M.), « Sidney Hillman, an appraisal », *The Militant*, 20 juillet 1946, 2.
 25. WECHSLER, *op. cit.*, 137.
 26. STEIN, *op. cit.*
 27. LENS, *op. cit.*, 342-343.
 28. FOUNTAIN (Clayton W.), *Union Guy*, 1949, 144-145.
 29. ANDREWS, *op. cit.*, 217.
 30. LENS, *op. cit.*, 344; — BROWDER (Earl), *Victory - and After*, 1942, in FOUNTAIN, *op. cit.*, 160.
 31. LEVENSTEIN, *op. cit.*, 161-162; — LENS, *op. cit.*, 359-361; — BARBASH, *op. cit.*, 214.
 32. LENS, *op. cit.*, 344.
 33. FOUNTAIN, *op. cit.*, 158-165; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 114-115.
 34. LENS, *op. cit.*, 186, 218-220.
 35. « The U.S. and the Second World War », *op. cit.*, 21; — BARBASH, *op. cit.*, 89.
 36. LENS, *op. cit.*, 344.
 37. *Daily Worker*, 2 avril 1945, in LEVENSTEIN, *op. cit.*, 175.
 38. HAWES (Elizabeth), *Hurry up please its time*, 1946, 43.

3

1. WECHSLER, *op. cit.*, 95.
2. *Ibid.*, 94; — COLEMAN, *op. cit.*, 175.
3. *Ibid.*, 176.
4. HARRIS (Herbert), *Labor's Civil War*, 1940, 252; — FRANK (E. R.), « John L. Lewis and Roosevelt's Labor Policy », *Fourth International*, avril 1943, 105.
5. STOLBERG, *op. cit.*, 81.

6. WECHSLER, *op. cit.*, 70; — SWEENEY (Vincent D.), *The United Steelworkers of America*, 1947, 24-25.
7. FRANK, *op. cit.*, 105.
8. SHAKESPEARE (William), *Roméo et Juliette*, acte III, scène I (traduction française François Victor-Hugo, scène XII, vol. II, 241-242).
9. WECHSLER, *op. cit.*, 98-100; — COLEMAN, *op. cit.*, 175.

10. WECHSLER, *op. cit.*, 115, 104.
 11. *Ibid.*, 97.
 12. *Ibid.*, 115-116; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 135.
 13. FRANK, *op. cit.*, 104-105; — BETTELHEIM (Charles), « Le mouvement syndical américain », *Revue Internationale*, octobre 1946, 198, 205.
 14. Cf. GUÉRIN (Daniel), *La lutte de classes sous la Première République*, 1946, II, 232, 399.
 15. FRANK, *op. cit.*, 104; — WECHSLER, *op. cit.*, 170, 210-211.
 16. *Ibid.*, 103.
 17. *Ibid.*, 104-106.
 18. *Ibid.*, 107.
 19. FRANK, *op. cit.*, 171.
 20. WECHSLER, *op. cit.*, 137.
 21. WECHSLER, *op. cit.*, 127.
 22. ROE, *op. cit.*, 122.
 23. WECHSLER, *op. cit.*, 126-127.
 24. *Ibid.*, 149-150.
 25. *Ibid.*, 153-154.
 26. FRANK (E. R.), « The Coal Crisis and its lessons for American Labor », *Fourth International*, juillet 1943, 202.
 27. WECHSLER, *op. cit.*, 154-168; — ANDREWS (Joe), « Labor under the Third Term », *Fourth International*, 1942, 217-218.
 28. WECHSLER, *op. cit.*, 162.
 29. FRANK, *op. cit.*, 168-169; — LENS, *op. cit.*, 357-358.
 30. WECHSLER, *op. cit.*, 207-209, 212; — PESOTTA, *op. cit.*, 397.
 31. WECHSLER, *op. cit.*, 213.
 32. FRANK, *op. cit.*, 169.
 33. *Ibid.*, 169; — WECHSLER, *op. cit.*, 223-226.
 34. *Ibid.*, 238-239.
 35. *Ibid.*, 240-244; — MORROW (Felix), « Roosevelt and Labor after the third Coal strike », *Fourth International*, juillet 1943, 202.
 36. WECHSLER, *op. cit.*, 247; — « The Fourth Coal strike and its aftermath », *Fourth International*, décembre 1943, 327.
 37. WECHSLER, *op. cit.*, 226; — FRANK, *op. cit.*, 171.
 38. WECHSLER, *op. cit.*, 251.
 39. *Fourth International*, mai 1943, 131; — MORROW (Felix), « The C.I.O. answer to the anti-Labor Drive », *Fourth International*, août 1943, 241; — « The Steel workers and the wage freeze », *Fourth International*, avril 1944, 101; — PESOTTA, *op. cit.*, 398.
 40. FRANK (E. R.), « John L. Lewis and Roosevelt's Labor Policy », *Fourth International*, 1943, 102; — du même : « The Coal Crisis and its lessons for American Labor », *Fourth International*, 1943, 169.
 41. *Ibid.*, 102, 168; — PESOTTA, *op. cit.*, 398; — LENS, *op. cit.*, 340-341, 346, 356, 359; — WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 272; — WECHSLER, *op. cit.*, 221, 243, 252.
 42. *Fourth International*, mai 1943, 131; — FRANK, *op. cit.*, 170-173.
 43. WECHSLER, *op. cit.*, 252; — *Fourth International*, janvier 1944, 7; avril 1944, 101; juillet 1945, 199.
- 4
1. FRANK (E. R.), « The Great Strike Wave and its significance », *Fourth International*, mai 1946, 137.
 2. SWARD (Keith), *The Legend of Henry Ford*, 1948, 377-421; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 83-106.
 3. *Ibid.*, 110-113; — ANDREWS (Joe), « The Auto Workers Conference », *Fourth International*, avril 1942, 111-112; — FRANK (E. R.), « The Auto workers : a step forward », *Fourth International*, septembre 1942, 261; — Preis (Art), « The C.I.O. Auto Workers Convention », *Fourth International*, octobre 1944, 296.
 4. *Ibid.*, 297; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 120-125; — LEVENSTEIN, *op. cit.*, 172-173.
 5. Discours de Walter Reuther au Congrès du C.I.O., *Proceedings*, 23 novembre 1948, 50-51.
 6. STEIN (M.), « Sidney Hillman, an appraisal », *The Militant*, 20 juillet 1946, 2.
 7. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 187-204; — PESOTTA, *op. cit.*, 242-243.
 8. N.Y.T., 6 novembre 1949.
 9. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 128-129.
 10. *Ibid.*, 127; — LENS, *op. cit.*, 368.
 11. CLARKE (George), « Wall street's War against Labor, the meaning of the G. M. strike », *Fourth International*, janvier 1946, 7-8; — FRANK (E. R.), « The Great Strike Wave and its significance », *Fourth International*, mai 1946, 135.
 12. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 130;

- FOUNTAIN, *op. cit.*, 173; — LENS, *op. cit.*, 369.
13. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 129-130.
14. LENS, *op. cit.*, 368; — FRANK, *op. cit.*, 136.
15. CLARKE, *op. cit.* 8.
16. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 137-138, 145, note.
17. GUÉRIN (Daniel), *La lutte de classes sous la Première République*, 1946, II, 97.
18. *Fourth International*, février 1946, 35-36; mars 1946, 68.
19. FRANK, *op. cit.*, 118.
20. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 142.
21. *Ibid.*, 131, 141; — FRANK, *op. cit.*, 136-137.
22. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 141; — CLARKE, *op. cit.*, 9.
23. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 139; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 182.
24. *Ibid.*, 183; — HOWE et WIDICK, 140; — FRANK, *op. cit.*, 137.
25. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 138-139.
26. FRANK, *op. cit.*, 138; — BETTELHEIM, *op. cit.*, 208; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 140.
27. WRIGHT MILLS (C.), *The New Men of Power, America's Labor Leaders*, 1948, 228-229; — *Hearings before a subcommittee of the Committee on Interstate and Foreign Commerce, U.S. Senate, on Bill S. 236*, 1949, 187-188; — *The recent steel prices increases, statement to the joint Committee on the Economic Report, Congress*, 26 janvier 1950.
28. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 140, 143; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 184-185; LENS, *op. cit.*, 369-370.
29. SCHACHTMAN (MAX), *Labor Action*, 29 avril 1946; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 145-147; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 181, 185-186.
30. LENS, *op. cit.*, 364-365.
31. FRANK, *op. cit.*, 139.

5

1. *Fourth International*, février 1947, 35-37.
2. *The Militant*, 1^{er} juin 1946, 2.
3. ROE, *op. cit.*, 266-267.
4. *Ibid.*, 285-286.
5. *Ibid.*, 287.
6. *The Militant*, 1^{er} juin 1946, 2.
7. ROE, *op. cit.*, 288.
8. N.Y.T., 16 juillet 1949.
9. *The Militant*, 1^{er} juin 1946, 2.
10. ROE, *op. cit.*, 272.
11. *Ibid.*, 285-286.
12. *Ibid.*, 284-285; — LENS, *op. cit.*, 372-373.
13. N.Y.T., 17 juillet 1949.
14. *The Militant*, 25 mai 1946, 2; — BETTELHEIM, *op. cit.*, 206.
15. A.F.L. *Convention, Proceedings*, 8 octobre 1947, 101-103.
16. ROE, *op. cit.*, 191.
17. MACDONALD (Dwight), « The Great Coal Strike », *Politics*, décembre 1946, 404-407.
18. ROE, *op. cit.*, 181-194; — LENS, *op. cit.*, 371-373; — *The Militant*, 30 novembre et 7 décembre 1946.

6

1. HASS, *op. cit.*, 10.
2. « The Taft-Hartley Act », N.Y.T., 10 novembre 1948; — *The Militant*, 1^{er} et 22 juin 1946; — LENS, *op. cit.*, 372, 379.
3. A.F.L. *Proceedings*, 14 octobre 1947, 487-488.
4. A.F.L. *Proceedings*, 18 novembre 1948, 356.
5. N.Y.T., 21 juin 1947.
6. « American Labor after the Taft-Hartley Act », *Fourth International*, juillet-août 1947, 197.
7. N.Y.T., 29 avril 1949.
8. « American Labor... » etc., *op. cit.*, 195-198.
9. STARK (Louis), N.Y.T., 29 juin 1947.
10. N.Y.T., 12, 24, 26 mai 1947.
11. *Ibid.*, 25 avril 1947.
12. *Ibid.*, 5, 11 juin 1947.
13. LENS, *op. cit.*, 379.
14. N.Y.T., 29 avril et 11 juillet 1949.
15. Mc MURRY (Donald L.), *Corey's Army, a study in the industrial army movement of 1894*, 1929.
16. A.F.L. *Proceedings*, 14 octobre 1947, 486-494, 498.
17. N.Y.T., 13 décembre 1947.
18. Cf. l'intervention du délégué Washburn, A.F.L. *Proceedings*, 14 octobre 1947, 502; — l'intervention de

- R. G. Thomas et de Paul Silver, *U.A.W. Proceedings*, 10 novembre 1947, 45, 50.
 19. *The Machinist*, 11 décembre 1947.
 20. *N.Y.T.*, 27 février 1948.
 21. *Ibid.*, 7 octobre 1947.
 22. *C.I.O., Proceedings*, 14 octobre 1947, 56-57.
 23. *N.Y.T.*, 1^{er} et 2 novembre 1947.
 24. *U.A.W., Proceedings*, 10 novembre 1947; — *The Militant*, 17 novembre 1947.
 25. *N.Y.T.*, 17 novembre 1948.
 26. *Ibid.*, 28 juillet 1949.
 27. *Ibid.*, 22 octobre 1949.
 28. *Ibid.*, 13 juillet 1947.
 29. *Ibid.*, 11 et 12 février 1948.

30. *Ibid.*, 10 et 30 mars 1948.
 31. *Ibid.*, 22 juin 1948; — *Monthly Labor Review*, août 1948, 167; — *A.F.L., Proceedings*, 2 novembre 1948, 516-520.
 32. *Taft-Hartley and the I.T.U.*, 1949; — *I.T.U. News*, octobre 1949; — *N.Y.T.*, 28 octobre 1948, 19 septembre 1949; — *LENS, op. cit.*, 386.
 33. *N.Y.T.*, 17 et 24 juin 1947; — VAN ARKEL (Gerhard P.), *An Analysis of the Labor Management Relations Act, 1947*, 1947.
 34. *The Militant*, 1^{er} novembre 1948.
 35. *N.Y.T.*, 12 novembre 1948.
 36. *Ibid.*, 2 décembre 1949.
 37. *Ibid.*, 30 juin et 20 juillet 1949.

CHAPITRE IV

1

1. COCHRAN (Bert), « The New Union Bureaucracy », *Fourth International*, mars 1949.
 2. LEVINSON, *op. cit.*, 243-245.
 3. MARJOLIN (Robert), *L'évolution*

- du syndicalisme aux Etats-Unis*, 1936, 185.
 4. SIMMONS (William), « The coming upsurge of American Labor », *Fourth International*, novembre 1944, 328.
 5. COCHRAN, *op. cit.*, 85, *sqq.*

2

1. COCHRAN, *op. cit.*, 89-90.
 2. *The Militant*, 6 décembre 1948, 2; — Intervention de Walter Reuther, *C.I.O. Proceedings*, 15 octobre 1947, 69.
 3. *The Militant*, 30 novembre 1946 et 29 novembre 1948; — ALSOP (Joseph et Stewart), « Will the C.I.O. shake the communists loose? », *Saturday Evening Post*, 1^{er} mars 1947.

4. *N.Y.T.*, 9 mars, 27 avril, 17 et 18 mai 1947.
 5. *C.I.O. Proceedings*, 15 octobre 1947, 59-75.
 6. *The Militant*, 2 février 1948; — *N.Y.T.*, 7 février 1948.
 7. *N.Y.T.*, 6 février et 6 mars 1948.
 8. *Ibid.*, 7 février 1948.
 9. *Ibid.*, 28 juin 1948.

3

1. *N.Y.T.*, 17 décembre 1946, 8 et 13 janvier 1947, 30 juin 1947.
 2. LEVINSON, *op. cit.*, 259-260.
 3. STOLBERG, *op. cit.*, 196-205.
 4. *The Pilot*, 5 juillet 1946; — *The Militant*, 13 juillet 1946.
 5. *The Militant*, 20 octobre 1947.
 6. *C.I.O. Proceedings*, 17 octobre 1947, 10; 25 novembre 1948, 12-13.
 7. *The Militant*, 10 janvier 1949.
 8. *N.Y.T.*, 11 avril 1949.
 9. *Ibid.*, 16 mai 1949.
 10. *Ibid.*, 17 et 20 septembre 1949.
 11. *Ibid.*, 17, 18, 25 novembre 1949.

12. *The Pilot*, 28 mai 1948.
 13. LEVINSON, *op. cit.*, 268-270; — STOLBERG, *op. cit.*, 161-180; — FOUNTAIN, *op. cit.*, 67-100; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 66-80.
 14. FOUNTAIN, *op. cit.*, 148-165, 187-194; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 80-82.
 15. *Ibid.*, 168-169.
 16. *N.Y.T.*, 12, 13, 16 juillet 1949.
 17. *The Militant*, 25 juillet 1949.
 18. Cf. article du Rev. Charles Owen Rice dans *Our Sunday Visitor* du 23 mars 1947.

19. Cf. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 156-157; — « The Labor priests », *Fortune*, janvier 1949; — PARRIS (Art), « The Priests bore from within, Roman Catholicism in the Trade-Unions », *Fourth International*, mars 1949, 75-81.
20. WEINBERG (Jules), « Priests, Workers and Communists, what hap-

pened in a New York Transit workers union », *Harper's Magazine*, novembre 1948, 49-56.

21. N.Y.T., 27 et 28 mars, 21 avril 1948.

22. *Ibid.*, 7 décembre 1948.

23. *Ibid.*, 11 décembre 1948.

24. *Ibid.*, 13 janv. 1949.

4

1. C.I.O. *Proceedings*, 23 novembre 1948, 25.

2. *Ibid.*, 31.

3. *Ibid.*, 22 novembre 1948, 58; — N.Y.T., 2 août 1948.

4. C.I.O. *Proceedings*, 15 octobre 1947, 55 *sqq.*

5. N.Y.T., 11 décembre 1948.

6. *Ibid.*, 2 et 23 mars 1948.

7. *Ibid.*, 21, 22, 24 septembre 1949.

8. C.I.O. *Proceedings*, 22 novembre 1948, 48, 54-55.

9. *Ibid.*, 26 novembre 1948, 12.

10. *Ibid.*, 25 novembre 1948, 12-16; 22 novembre 1948, 54.

11. WOLL (Matthew), *Photo-engraver Journal*, janvier 1949; — N.Y.T., 12

janvier 1949; — *Fourth International*, mars 1949, 46.

12. C.I.O. *Proceedings*, 24 novembre 1948, 28; 26 novembre, 14.

13. N.Y.T., 14, 19, 21 juillet 1947; 28 novembre 1948; 11 octobre 1949.

14. *Ibid.*, 21 novembre 1948.

15. *Ibid.*, 24 juin 1948.

16. *Ibid.*, 11 mars 1948.

17. *Ibid.*, 21 et 22 novembre 1948.

18. *Ibid.*, 1^{er}, 6 novembre 1949.

19. *Ibid.*, 28 novembre, 19 et 20 décembre 1949; 6, 7, 18, 17 février 1950.

20. LENS (Sidney), « C.I.O., communists and confusion », article à paraître.

21. *Fourth International*, décembre 1949.

5

1. N.Y.T., 24 janvier 1948.

2. *Ibid.*, 11 novembre 1947.

3. STERNBERG (Fritz), *The Coming Crisis*, 1947, 120.

4. WRIGHT MILLS (C.), *The New Men of Power*, 1948, 245-246.

5. *Labor in the South*, Bulletin n° 898, U.S. Department of Labor, 1947, 15, 28.

6. STERNBERG, *op. cit.*, 155; — *Farm Bureau, Annual Report*, 1947, 3.

7. Cf. N.Y.T., 29 septembre 1948; 26 février et 13 juillet 1949.

8. *Ibid.*, 7 avril 1948.

9. *Ibid.*, 10 avril 1948.

10. *Congressional Directory*, janvier 1948, 389.

11. N.Y.T., 28 mai 1949.

12. *Ibid.*, 20 décembre 1947.

13. *Ibid.*, 13 mars 1947.

14. *Ibid.*, 9 novembre 1948.

15. *Ibid.*, 19 janvier 1948.

16. *Ibid.*, 1^{er}, 2 et 3 janvier 1948.

17. *Ibid.*, 11 janvier 1948.

18. *Ibid.*, 25 et 27 septembre, 9 décembre 1948.

19. O'HARE McCORMICK (Anne), *ibid.*, 19 janvier 1948.

20. *Ibid.*, 15 janvier 1948.

21. *Ibid.*, 16 décembre 1948.

22. *Ibid.*, 21 janvier 1949.

23. PIEL (Jean), *La Fortune américaine*, 1948, 216.

24. Rapport du conseil exécutif de l'A.F.L. au Congrès de novembre 1948, in *U.S. Labor backs E.R.P.*, Paris, 1949.

25. C.I.O. *Proceedings*, 22 novembre 1948, 46; 23 novembre, 42-44.

26. N.Y.T., 14 mars 1948.

27. C.I.O. *Proceedings*, 22 novembre 1948, 50-51.

28. *Ibid.*, 15 octobre 1947, 75.

29. N.Y.T., 6 décembre 1947.

30. Rapport du conseil exécutif, *cit.*

31. N.Y.T., 5 décembre 1948.

32. *Ibid.*, 11 décembre 1949.

33. C.I.O. *Proceedings*, 15 octobre 1947, 60, 66-67.

34. N.Y.T., 17 novembre 1947.

35. A.F.L. *Proceedings*, 17 novembre 1948, 316.

36. *The Militant*, 1^{er} et 8 novembre 1948.

37. N.Y.T., 8 janvier 1948; — Rev.

- George G. Higgins, *C.I.O. News*, 12 janvier 1948.
 38. *C.I.O. Proceedings*, 23 novembre 1948, 37.
 39. *N.Y.T.*, 13 novembre 1947.
 40. *A.F.L. Proceedings*, 16 novembre 1948, 288.
 41. *C.I.O. Proceedings*, 24 novembre 1948, 14-20; — *N.Y.T.*, 25 et 26 novembre 1948.
 42. *The Militant*, 6 décembre 1949.
 43. *C.I.O. Proceedings*, 19 novembre 1948, 402.
 44. *Le Monde*, 28 mai 1949; — *Who's who in America*.
 45. *C.I.O. Proceedings*, 15 octobre 1947, 71.
 46. *C.I.O. Proceedings*, 15 octobre 1947, 61-62; 22 novembre 1948, 51; 23 novembre 1948, 39-40.

6

1. *Third Biennial Southern Labor Conference*, Asheville, N.C., 11 et 12 mai 1946, 2; — *C.I.O. Convention, Proceedings*, 14 octobre 1947, 18; 23 novembre 1948, 31.
 2. *Labor in the South*, Bulletin N° 898, U.S. Department of Labor, 1947, 41-44, 116-117.
 3. *Report on economic conditions in the South, prepared for the President by the National Emergency Council*, N.Y.T., 13 août 1948.
 4. *Labor in the South*, 174-175.
 5. CASH (W. J.), *The Mind of the South*, 1941, 395.
 6. Du Bois (W. E. Burghardt), *Black Reconstruction*, 1935, 704.
 7. *C.I.O. Convention, Proceedings*, 25 novembre 1948; 67; — « The C.I.O. in the South », *Economic Outlook*, C.I.O. Department of Education and Research, mai 1946.
 8. STONE (Ed), *C.I.O., News*, 7 juin 1948.
 9. *C.I.O. Proceedings*, 25 novembre 1948, 70.
 10. *The Militant*, 18 mai 1946.
 11. *Third Biennial... etc.*, *op. cit.*, *passim*.
 12. *Ibid.*, 9; — BARBASH (Jack), *Labor Unions in action*, 1948, 20.
 13. *Americans! 7,000,000 of them*, tract.
 14. Discours à la Conférence de la Campagne du Sud du C.I.O., Atlanta, 8 et 9 janvier 1949, *C.I.O. News*, 17 janvier 1949.
 15. *C.I.O. Proceedings*, 23 novembre 1948, 30.
 16. Reverend Charles Owen Rice, *Our Sunday Visitor*, 23 mars 1947.
 17. LAWRENCE (Mary), *Education Unlimited, a Handbook on Union Education in the South*, 1945.
 18. *C.I.O. News*, 7 juin 1948.
 19. *Third Biennial... etc.*, *op. cit.*, 12.
 20. *A task for all of us*, tract.
 21. *What is the C.I.O.?*, tract.
 22. *Third Biennial... etc.*, *op. cit.*, 5.
 23. *Labor and Religion, an address by Van A. Bitner delivered at the Cathedral Church of Saint-Paul in Boston, Massachusetts*, tract.
 24. *The Church and the C.I.O. must co-operate*, tract.
 25. *Georgia Federationist*, 13 février 1948.
 26. *What is the C.I.O.?*, tract.
 27. *C.I.O. Proceedings*, 14 octobre 1947, 15.
 28. *Labor and Religion*, tract, cité.
 29. *An open Letter to Textile Workers in Non-Union Mills*, tract.
 30. *C.I.O. News*, 7 juin 1948.
 31. *Third Biennial... etc.*, *op. cit.*, 11.
 32. DAVIS (Allison) et GARDNER (Burleigh B. et Mary R.), *Deep South*, 1941 (Natchez y est décrit sous le « pseudonyme » de « Old City »).
 33. *Florida Chemical Worker*, publié par le Révérend F.T. Riley.
 34. *Third Biennial... etc.*, *op. cit.*
 35. *N.Y.T.*, 6 juin 1948.
 36. *Labor in the South*, *op. cit.*, 31, *sqq.*
 37. Rapport du Conseil exécutif du Syndicat du Textile (C.I.O.), *N.Y.T.*, 27 avril 1948.
 38. CASH, *op. cit.*, 173-177, 207-214, 244-245, 287, 309.
 39. Déclarations d'Emil Rieve à la Conférence des 8 et 9 janvier 1949, à Atlanta, *C.I.O. News*, 17 janvier 1949.
 40. *C.I.O. Proceedings*, 23 novembre 1948, 30.

1. LENS, *op. cit.*, 297.
2. STARK (Louis), *N.Y.T.*, 7 décembre 1947.
3. *N.Y.T.*, 8 octobre 1949.
4. *Ibid.*, 4 février, 13 mars, 13 avril 1948.
5. *Ibid.*, 16, 18, 20, 22, 24, 25 avril 1948.
6. *Ibid.*, 15 mars, 10 juin, 1^{er} juillet, 17, 18, 20, 21 septembre 1949.
7. *Ibid.*, 21 mars 1950
8. *Ibid.*, *passim*, novembre 1949-mars 1950; — Henri Pierre, *Le Monde*, 15 février 1950.
9. *N.Y.T.*, 1^{er} février 1948.
10. *Ibid.*, 17 février, 5 avril, 22 mai, 11 juillet 1947.
11. *Ibid.*, 29 mars, 11 mai, 14 juillet 1947.
12. *Ibid.*, 19 juin 1949.
13. *Ibid.*, 17 juin 1949.
14. *Ibid.*, 13, 14, 15 juillet 1949.
15. *Ibid.*, 11, 12, 15, 22 septembre 1949.

16. *Ibid.*, 2 octobre 1949.
17. *Ibid.*, 15 octobre 1949.
18. *Ibid.*, 26, 28, 17 octobre 1949.
19. *Ibid.*, 22 octobre 1949.
20. *Ibid.*, 1^{er}, 9, 10, 11, 12 novembre 1949.
21. *The Militant*, 21 novembre 1949.
22. *N.Y.T.*, 13 novembre 1949.
23. *Ibid.*, 12 novembre 1949.
24. *Ibid.*, 11 et 17 janvier 1948.
25. *Ibid.*, 20 février 1948.
26. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 178.
27. *N.Y.T.*, 26 mai 1948.
28. *Ibid.*, 29 mai 1948; — *The Militant*, 31 mai 1948.
29. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 179-180; — *N.Y.T.*, 29 mai 1948.
30. *Ibid.*, 10 juillet 1949.
31. *Ibid.*, 25 janvier 1949.
32. *Ibid.*, 23 avril, 4, 6, 7, 11, 30 mai 1949.
33. *Ibid.*, 21 et 30 septembre 1949.

1. Renseignements fournis par le U.S. Department of Commerce, janvier 1947.
2. *A.F.L. Proceedings*, 15 novembre 1948, 12-14.
2. LEVINSON, *op. cit.*, 224; — WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 76; — LENS, *op. cit.*, 328.
4. *Ibid.*, 90, 332-336.
5. *Ibid.*, 328-330.
6. *Ibid.*, 337-339; — WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 59-60; — HARRIS (Herbert), *Labor's Civil War, 1940, 69-70.*
7. ROE, *op. cit.*, 249-250; — HARRIS, *op. cit.*, 223-228, 231; — GALENSON (Walter), *Rival Unionism in the U.S.*, 1940, 28-29.
8. WECHSLER, *op. cit.*, 175-185.
9. *N.Y.T.*, 19 février, 14 mars, 16 et 17 mai 1947.
10. *Ibid.*, 7 septembre 1948.
11. *Ibid.*, 6 septembre 1949.
12. *A.F.L. Proceedings*, 15 octobre 1947, 567-583.

13. FRANK (E. R.), « The Coal Crisis and Its Lessons for American Labor », *Fourth International*, 1943, 172; — WECHSLER, *op. cit.*, 186-191.
14. Cf. article de LESTER HUNT sur Dave Beck. *Washington Post*, 19 septembre 1949, *N.Y.T.*, même date; — MORGAN (Dave), « Beck and West Coast Labor », *Labor Action*, 10 janvier 1949; — NEUBERGER (Richard L.), *Our promised Land*, 1938, 182-261; — LESTER (Richard A.), *Economics of Labor*, 1941, 150-155, 585.
15. *N.Y.T.*, 15 et 18 janvier 1949.
16. *Ibid.*, 27 janvier 1949.
17. *Ibid.*, 29 novembre et 1^{er} décembre 1949.
18. *Ibid.*, 6 novembre 1949.
19. PESOTTA (Rose), *Bread upon the waters*, 1945, 402.
20. *N.Y.T.*, 19 septembre 1948.
21. *Ibid.*, 7 et 8 mars 1950.
22. *Ibid.*, 12 mars 1950.
23. *Ibid.*, 9 avril 1950.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 9

PREMIÈRE PARTIE : LA TYRANNIE

CHAPITRE UNIQUE

Le règne des monopoles aux États-Unis.

1. Naissance des monopoles, 19. — 2. La concentration depuis la dernière guerre, 27. — 3. Marchés monopolisés, 34. — 4. Les monopoles restreignent la production, 39. — 5. Les monopoles contre le développement régional, 45. — 6. Les monopoles sont irrationnels, 52. — 7. Les monopoles contre les services publics, 55. — 8. Les monopoles contre l'homme, 59. — 9. Domination politique des monopoles, 65. — 10. La « lutte » contre les monopoles, 72 (Les enquêtes, 75; les lois, 76).

DEUXIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE OUVRIÈRE

CHAPITRE PREMIER

Des KNIGHTS OF LABOR aux I.W.W.

1. Le premier soulèvement (1877), 85. — 2. Le grand soulèvement (1884-1886), 88. — 3. Déclin des *Knights of Labor*, 93. — 4. Le gompérisme, 97. — 5. Debs et l'*American Railway Union*, 102. — 6. La grève Pullman (1894), 106. — 7. John Mitchell et les mineurs d'antracite, 109. — 8. La *Western Federation of Miners*, 115. — 9. « Mother » Jones, 117. — 10. Daniel De Leon, 120. — 11. Les *I.W.W.* (1905), 123. — 12. Les *wobblies*, 129.

CHAPITRE II

Des I.W.W. au C.I.O.

1. Le syndicalisme industriel et l'*A.F.L.*, 137. — La grève de l'acier (1919), 143. — 3. Les communistes dans les syndicats, 150. — 4. John L. Lewis entre en scène, 154. — 5. Le *N.R.A.*, 159. — 6. La carence de l'*A.F.L.*, 161

(L'automobile, 163; l'acier, 165; le caoutchouc, 167; le textile, 167); — 7. La fondation du C.I.O., 169. — 8. Les « radicaux » à l'œuvre, 173 (Les mineurs, 174; les staliniens, 175; les I.W.W., 180; le groupe de Muste, 181; les trotskystes, 182; le groupe de Lovestone, 185). — 9. Les occupations d'usines (1936-1937), 187. — 10. L'organisation de l'acier, 195.

CHAPITRE III

Dialectique du LABOR

Bureaucratisation et militantisme.

1. John L. Lewis canalise le mouvement, 201 (Dans l'automobile, 205; dans l'acier, 207; dans les autres industries, 209). — 2. La guerre et l'« union sacrée », 210; — 3. Lewis fait bande à part, 222. — 4. Walter Reuther et la grève de *General Motors* (1945-1946), 233. — 5. Batailles du rail et du charbon (1946), 243 (Bataille du rail, 244; bataille du charbon, 247). — 6. La loi Taft-Hartley, 250.

CHAPITRE IV

Dialectique du LABOR (suite).

Récents développements.

1. Bureaucratisation du C.I.O., 266. — 2. Élimination des staliniens : a) la première manche, 272. — 3. b) Trois syndicats perdus pour les staliniens, 278 (*National Maritime Union*, 278; *United Automobile Workers*, 280; *Transport Workers Union*, 285). — 4. La scission, 286. — 5. Au service de la « guerre froide », 293. — 6. La campagne d'organisation du Sud, 307. — 7. La pression de la base, 321 (Les mineurs, 322; l'acier, 325; l'automobile, 329). — 8. Vers l'unité ouvrière?, 331.

Références.

**ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
19 MAI 1950 SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE
CHANTENAY, POUR RENÉ
JULLIARD, ÉDITEUR A PARIS**

N° d'édt. : 503. N° d'imp. : 633.

Dépôt légal : 2° trim. 1950.

Les Temps Modernes

Collection dirigée par M. MERLEAU-PONTY et J.-P. SARTRE

Cette collection, comme la revue dont elle porte le nom, se propose de lutter contre l'esprit pathétique et prophétique, chaque jour plus répandu, qui exige de nos contemporains des choix aveugles, des engagements torturés.

Il n'est pas vrai que le monde soit divisé en deux empires : celui du bien et celui du mal. Il n'est pas vrai qu'on ne puisse penser sans faiblir, ni être fort sans déraisonner. Il n'est pas vrai que les bonnes intentions justifient tout, ni qu'on ait le droit de faire le contraire de ce qu'on veut.

La comédie de l'histoire, l'échange des rôles, la frivolité des acteurs n'empêchent pas de discerner une action assez claire, pourvu seulement qu'on se soucie de savoir ce qui se passe plutôt que de nourrir des fantasmes, et qu'on distingue l'angoisse de l'anxiété et l'engagement du fanatisme.

Nous publierons dans la Collection « Les Temps Modernes » des ouvrages d'information ou de doctrine politique et sociale, et des essais qui contribuent à la critique des mythes. Nous publierons d'autre part des ouvrages littéraires qui revendiquent le dramatique contre le sérieux et la comédie et contre le cynisme.

Les ouvrages de la collection paraîtront sans périodicité régulière. Chaque auteur sera libre dans le sien. Ses thèses n'engageront que lui. Les questions d'aujourd'hui sont trop compliquées pour qu'on puisse toujours accompagner jusqu'aux conclusions un auteur dont on est heureux de suivre le chemin.

Les premiers ouvrages de la collection seront :

JUAN HERMANOS : La fin de l'Espoir (Préface de J.-P. Sartre).

DANIEL GUÉRIN : Où va le peuple américain ? I.

VICTOR SERGE : Journal.

Les Temps Modernes

Revue mensuelle

« Les Temps Modernes » n'ont cherché ni à remplacer la « Nouvelle Revue Française », ni à donner chaque mois une vue complète des ouvrages littéraires et des œuvres d'art qui paraissent. Ils voudraient choisir, pour en rendre compte, les tentatives qui signifient les soucis des hommes. Ils recueillent aussi des documents bruts et des témoignages. Enfin ils donnent une large place aux questions morales posées par la vie politique.

Ce n'est pas qu'ils sous-estiment les exigences de l'œuvre d'art ou qu'ils entendent lui substituer le document. Ils pensent au contraire que toute expression littéraire exige de l'écrivain et attend du lecteur une générosité et une liberté qui sont le bienfait irremplaçable de l'art. Encore faut-il que, pour rester vivante, cette liberté traverse les soucis du temps, et que, s'il doit surmonter son époque, l'écrivain commence par la vivre et, autant que possible, la penser.

		SIX MOIS	UN AN
Le Numéro : 130 fr.	Abonnements	France	700 fr. 1.400 fr.
		Étranger	860 fr. 1.720 fr.

C. C. P. Paris 6999-04

30, rue de l'Université, PARIS-VIIe

Imprimé en France

480 fr.